This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 823,419

PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

LIBRAIRIE - PAPETERIE
GRAVURE
J. MAITROT
50, Rue de Turenne
PARIS-3e

MÉMOIRES ET CORRESPONDANCE

DE

LOUIS ROSSEL

1844-1871

La Convention a résisté aux trois quarts de la France insurgés, en même temps qu'elle soutenait la guerre étrangère.

Il était cent fois plus facile en 1871 de soutenir la guerre étrangère, lorsque la France possédait encore les deux tiers de son territoire et un immense credit.

Louis Rossel.

Ennemi des révolutions, les circonstances m'avaient jeté dans une révolution; haïssant la guerre civile, je m'étais engagé dans la guerre civile. L. R.

(Mon rôle pendant l'insurrection.)

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE. — N° 1.

Mémoires
et
Correspondance
de
LOUIS ROSSEL
1844-1871

Préface de M. Victor MARGUERITTE

PARIS. — Ier
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
155, RUE SAINT-HONORÉ, (PRÈS *la Civette*)
Devant le Théâtre-Français
—
1908

DC
280.5
.R83
A3R

De cet ouvrage, il a été tiré à part,

10 exemplaires sur papier de Hollande,

numérotés et paraphés par l'éditeur.

723789-109

PRÉFACE

Voici une des plus saisissantes figures qui se soient dressées, en marge de l'Histoire.

Je dis : en marge, bien que Rossel ait été l'un des marquants acteurs du drame qui en 1870-1871 bouleversa la France. Mais, dans ce tourbillon d'événements tragiques, abattus en rafale sur le pays frappé de stupeur, comptez les personnages du premier plan : Un Gambetta, un Thiers, un Chanzy... Ceux-là même sont beaucoup plus la proie que les maîtres de l'heure, menés que meneurs.

Une fatalité pèse sur ces heures de défaillance et de chaos, où en dépit des efforts héroïques de la Défense, le vrai génie de la nation sombra. La vague de fond, chassée d'un vent furieux, emportait et roulait, pêle-mêle, les meilleurs et les pires. Ceux qui, à d'autres heures, en d'autres circonstances eussent pu être des héros, des sau-

veteurs, sont confondus, noyés, dans le remous de la masse.

Et puis, il faut à tous les êtres, pour se réaliser, des conditions déterminées. Il y a des fruits qui ne mûrissent jamais, c'étaient peut-être les plus beaux. Qui sait si Bonaparte, né vingt ans plus tôt, n'eût point fini petit capitaine? C'est ainsi que Rossel, en qui ressuscitait un Napoléon, vécut et mourut, sans donner sa mesure. Non point prêtre, mais victime d'un grand destin.

Imaginez l'Epoque. Nul moment plus émouvant : pour la seconde fois, dans ce siècle si grand par les lettres, les sciences, tout le bouillonnement des idées, la France succombe, sous la monte impériale, paye de s'être donnée à César.

Comme un décor s'abat, le régime de victoires, de luxe et de pourriture, d'un seul coup, est par terre. L'incapable Bazaine se laisse enfermer sous Metz, avec cette armée du Rhin qui sous de vrais chefs eût mérité son nom. Le canon de Sedan crache les dernières salves. Salves de deuil, dont l'écho éveille, au fond de tous les cœurs, la République naissante. Une minorité de braves, tournoyant en armées improvisées, Paris, cœur de la France, vainement se lèvent : Le pays titube, effaré, sous la violence imprévue du choc...

Il serait injuste de méconnaître l'admirable

élan de la Défense. L'âme séculaire, en quelques-uns, retrouva son feu, l'inlassable ardeur qui avait galvanisé la terre, aux temps de la Patrie en danger. Gambetta fut alors l'incarnation de la race... Il serait puéril aussi, de ne point reconnaître que, chez la plupart, l'élan fut court, et de surface.

Beaucoup n'en furent même pas secoués, se tapirent, immobiles. Fonctionnaires de l'Empire à bas, grande foule inerte des paysans, qui depuis moins de cent ans, selon la forte expression de Michelet, commençaient à manger, goûtaient la douceur de leur petite propriété. Chacun songeait à son lopin, au moment de le faire produire en paix. Etait-on responsable des fautes de Sa Majesté, aujourd'hui Badinguet? N'y avait-il point des soldats, dont le métier était de se battre? Plus d'empereur et plus de soldats, quelle raison de continuer la guerre? Et là-dessus, comme un grouillement de vermine sur le cadavre, la ruée, l'agitation de tous les partis, tous voulant, ou revoulant leur part!

Assez de jours ont passé pour qu'on puisse juger froidement, tout dire. Il y eut, en ces heures sombres, une éclipse du sens français. L'idée de patrie se voila. Les intérêts cachèrent tout : cet enthousiasme de la République et de la guerre, la mutilation volontaire, criminelle du sol, l'avenir humilié, sans cicatrice longtemps...

C'est ainsi que prisonnier dans ses forts, Ba-

zaine laisse se désagréger, en inaction, en boue, sa frémissante armée. Il est tout au mirage de ses calculs, de ses ambitions politiques, il escompte la restauration impériale certaine, le poids de son épée dans la balance, et, pour rétablir l'ordre, dans la nation à nouveau domestiquée, le loyalisme de ces troupes qui chaque jour, sans qu'il le voie, se détendent, fondent...

C'est ainsi qu'après la capitulation de Metz et les défaites des armées de Province, le découragement gagne, comme un ulcère. Les notables des villes demandent qu'on cesse de se battre, les paysans qu'on les laisse tranquilles. Orléanistes, légitimistes, bonapartistes font cause commune : L'intégrité du sol, l'immédiate revanche, encore possible?... Point, un seul but! savoir comment on se partagera les restes, à qui la France?

Triste spectacle d'un pays qui, âprement, légitimement veut respirer, revivre, et qui ne sent point qu'en même temps il abdique, descend du premier rang... Les élections identifient, réprouvent, dans un vote de surprise, la République et la guerre. Tout semblait accompli.

On avait compté sans la douleur de Paris. Exaspéré par l'impuissance de ses chefs militaires, par le dédain et la peur que ces généraux, ces ministres aveugles avaient eus de lui, de ses forces vives, encore tout palpitant de la fièvre rentrée du siège, Paris se révolte, devant l'Assemblée. Assemblée de tous les passés, ligués con-

tre l'avenir. A Bordeaux, à Versailles, c'est le même pacte : organiser le présent, chacun pour soi ! La Commune sortit, de cet abcès.

La calme lumière de l'Histoire commence à tomber sur ces mois de frénésie, sur cette semaine sanglante qui rongera, comme une tache indélébile, la mémoire de Thiers. On sait que sous les convulsions de Paris, la face épileptique, il y eut un plus profond mouvement, le soulèvement d'un peuple gros de légitimes rancunes et de justes espérances, un lendemain meilleur qui voulait naître.

L'heure seule, fit inopportun, criminel, cet inconscient travail. La présence des Prussiens ricanant en cercle, surtout l'échec de la tentative, voilà ce qui condamne la Commune ! On appelle une émeute la révolution qui avorte, on sacre gouvernement l'émeute qui réussit.

Et puis si longtemps, l'histoire de ces vaincus ne fut écrite que par les vainqueurs ! On sait à présent, on sait, que s'il y eût trop de mauvais bergers, trop de brebis galeuses, dans ce troupeau égaré, l'immense majorité était faite de laborieux et d'humbles, au cœur sincère, ardemment patriote.

Tout ce préambule, à grands traits, était peut-être utile pour mieux comprendre l'étrange destinée de Louis-Nathaniel Rossel.

* * *

Voilà un jeune homme d'élite, élevé dans le plus austère et le plus pur respect de soi-même et des autres. Il a, dans sa double hérédité, la foi, l'âpre énergie du protestant cévenol, que nulle dragonnade ne dompta, en même temps que le laborieux, le pratique, le tenace bon sens de son ascendance anglaise.

Une tendre et grave éducation de famille a trempé son cœur, sans l'amollir. Les siens l'adorent, fils vraiment unique, frère incomparable, leur « Lisé »! En juillet 70, il est, à vingt-cinq ans, un des plus jeunes capitaines de l'armée. Il a toute l'autorité de la science et du caractère, et, malgré son idéal républicain dont rien n'a transpiré encore, dans l'accomplissement strict du devoir militaire, une magnifique carrière. La guerre éclate.

Vous suivrez, dans l'émouvante biographie de mademoiselle Isabella Rossel, et dans les brûlantes pages des Lettres et des Notes, le sursum corda *du jeune héros, son désespoir devant la brusque révélation du désastre, sa rage contre l'impéritie des grands chefs, leur trahison virtuelle.*

La « conspiration » de Rossel à Metz, si elle ne s'était point brisée à la veulerie générale, eût peut-être sauvé, avec le sort des armées, celui de la patrie. Elle sauva, du moins, un peu de l'honneur. Ces quotidiens efforts pour électriser les camarades, du lieutenant au général, tous ceux en

qui la graisse n'étouffait point le cœur, — cette volonté fixe de se battre, de percer, d'aller se joindre aux vrais soldats de la France, aux jeunes armées de la République, c'est cela qui donne, à l'agonie de la vieille armée de Metz, sa grandeur. Nous avons, mon frère et moi, au moment où nous étudiions ces tristes faits, tenu dans nos mains l'humble page de papier écolier où Rossel avait jeté, d'une écriture hâtive, en face des postes à saisir, le nombre de vaillants nécessaire. Et sans doute eût-il, avec ces hommes résolus, changé la suite du destin... Il eut beau chercher, il trouva qu'il était seul, de son espèce.

Ce courage de conformer ses actes à ses opinions, dont Rossel donna, dès lors, de si éclatantes preuves, on sait à quel point le reste de sa vie et sa mort pathétique l'illustrèrent. Le 18 mars 71, colonel de l'armée auxiliaire, il donne sa démission. Il veut se battre encore, court, entre les deux partis, se ranger du côté de celui qui ne compte point de généraux coupables de capitulation.

Hélas ! il n'y avait, dans ces rangs, qu'une foule ivre d'utopies, de rancœurs, d'ignorance, de vin. Il y avait bien aussi des généraux, mais d'une telle pacotille, qu'ils faisaient regretter les anciens. L'illusion de Rossel fut courte. Elle ne dura, avoua-t-il, qu'un jour, ce qui ne l'empêcha point de s'y entêter, avec une colère de rêveur déçu, jusqu'à la minute où débordé, se sentant

impuissant, fourvoyé, il se retire fièrement, dès le 9 mai, demande aux grotesques de l'Hôtel de Ville une cellule à Mazas.

On ne pourra lire, sans en être poigné, les pages écrites dans sa retraite, durant les fusillades de mai, puis, après le vertige affreux de la répression, les notes si clairvoyantes, prophétiques, de la prison de Versailles.

Elles sont d'un haut esprit, d'un cœur incorruptible, généreux. L'époque est là toute, jugée en dernier ressort. La main qui traça ce verdict, et qui se savait d'avance squelette, pas une seconde ne tremble. Rossel n'épargne personne, ni lui-même. Il s'est trompé, il l'avoue. Lutte dramatique, en cet homme, de deux êtres : le soldat et le citoyen. C'est le citoyen qui l'a emporté, qui l'emportera, au nom d'une discipline plus haute.

Achevant l'œuvre de basse vengeance, le Conseil de guerre a condamné : la mort. La commission des grâces, véritable bourreau, six mois durant, tergiverse.

L'opinion publique s'est émue. Les habitants de Metz, de nombreux officiers, les étudiants de Paris élèvent la voix. Mais la haine des généraux « coupables de capitulation » ne pardonne point, couvre ce murmure de pitié. Ils exigent l'exécution, un exemple. Thiers, hésitant, fait offrir au prisonnier la vie sauve. Qu'il passe en Amérique, promette seulement de ne jamais re-

venir en France! Rossel refuse, tombe stoïquement, sur le plateau de Satory.

Bien des cœurs se serrèrent, sous l'uniforme de ceux qui rangés en carré, dans l'aube blême, virent tomber, frappé par des balles françaises, celui qui voulut sauver son pays des balles prussiennes. Je l'ai écrit ailleurs : On avait cru fusiller un déserteur, on fit un martyr.

Rossel avait vécu, en soldat, pour remplir ce qu'il croyait son devoir de citoyen. Ce fut en citoyen qu'il mourut, pour les droits nouveaux du soldat. Ce que les généraux tuèrent avec lui, sur le plateau funèbre, c'était précisément ce qu'ils pensaient défendre. La discipline passive, l'aveugle ressort de meurtre, ensemble furent touchés, périrent.

La jeune armée nationale, où s'élabore le sens plus haut d'une discipline active, honorera, de plus en plus, la mémoire de Rossel. Un des premiers il réfléchit, discuta sa mission. Sa conscience l'avertit que cette mission n'était point toute dans une obéissance d'esclave, et que le « bien du service », l'intérêt de la Patrie enfin, passaient au-dessus des intérêts privés. Un des premiers il comprit que l'armée pouvait, devait être autre chose qu' « une grande chose qui tue et qui souffre ».

Qu'est-ce au juste que la discipline? Une règle de fer, sous laquelle on plie jusqu'à l'écrasement, d'obscures et sourdes tenailles entre les-

quelles il faut se laisser broyer, toujours? Cette conception inintelligente a fait son temps. Elle gît dans la boue de Baylen et de Metz. La discipline, c'est le joug volontaire et réciproque, le nœud de solidarité, liant aussi bien celui qui commande que celui qui obéit, c'est une âme vivante et souple, ce n'est point une abstraction rigide!

Rossel paya, de sa vie, l'erreur d'avoir devancé son temps. Mais on ne voit pas pourquoi un jour, sur quelque place publique de son pays d'origine, sa statue ne se dresserait pas, sous le rude ciel cévenol, non loin de celle d'un Jean Cavalier, ou à côté du monument élevé au colonel Bourras, le franc-tireur de l'armée des Vosges, son camarade et son ami.

Elle enseignerait, cette statue, à notre démocratie que le soldat et le citoyen, c'est tout un, et qu'il ne doit point y avoir, dans une nation libre, des classes d'hommes qui se jalousent et s'épient, des frères qui se massacrent. Elle pourrait porter, creusée dans le granit du piédestal, quelqu'une de ces phrases lapidaires, où, en attendant le dernier supplice, la victime gravait, avec un calme renouvelé de l'antique, sa nette conception des choses, sa vision de justice et de progrès.

Seul, ou presque seul, Rossel ne douta pas, au plus noir de la catastrophe, des secrètes énergies de la nation. Il crut à la vertu souveraine de l'action, au triomphe possible de la volonté.

Même effondré, même sanglant, son rêve d'une société plus juste, jusqu'au dernier moment, sous les verrous, l'exalta. Les témoins de la suprême heure, ses lettres intimes, attestent qu'ayant touché le fond du malheur, il se releva simplement, pour mourir. Sans un reproche, sans une amertume, il vint se ranger au poteau. Nulle emphase, la fin d'un saint.

* * *

Nous avions, au moment où nous écrivions Une Époque, *feuilleté ces cahiers qu'avaient bien voulu nous communiquer madame et mademoiselle Rossel, et nous songions qu'il serait dommage de voir différer, longtemps encore, leur publication.*

Seules, deux brochures biographiques, avec le livre des Papiers Posthumes, *assemblés en hâte par Jules Amigues au lendemain de l'exécution, dressaient, à mi-corps, et dans une aube encore incertaine, la vigoureuse silhouette de Rossel. Aussi ai-je été bien heureux de voir sa vaillante sœur camper enfin cette noble mémoire, dans la pleine clarté de son propre rayonnement.*

C'est une si touchante chose que ces vies usées à la réparation de la sanglante injustice, cette vie de toute une famille qui jamais n'hésita, même aux pires heures de calomnies et d'outrages. De quelle amère tristesse durent-elles

avoir l'âme noyée, ces pieuses gardiennes de leur culte, en pleurant le fils, le frère, tandis que l'amnistie rendait à tous les combattants de la Commune le sol natal, rouvrait les portes de la vie? Longuement, patiemment, des années et des années, Isabella Rossel, en recopiant d'une main tremblante ces lignes qu'avait écrites, sans trembler jamais, la main fraternelle, s'efforçait à rendre au mort une survie.

La voici debout, plus durable peut-être qu'une banale effigie de bronze ou de marbre, cette imaginaire statue, où respire, tel qu'il a été, tel qu'il aurait pu être, Louis Rossel. On ne séparera pas, dorénavant, du socle commémoratif, la douce ombre de sa Bella, cette pure image de l'amitié fraternelle.

Et de quelque côté de la mêlée sociale où l'on lutte, on ne pourra s'empêcher sans doute, — en considérant le haut relief de cette âpre figure, et, près d'elle, le pâle visage qui l'aima, — de saluer au passage, avec une sympathie attristée.

N'est-il pas, ce Rossel aux traits de médaille, ce jeune homme paré d'un tragique destin, comme le symbole même des vanités humaines, l'ironique envers de la gloire?

Victor MARGUERITTE.

ESSAI BIOGRAPHIQUE

J'ai toujours ardemment désiré ne pas mourir sans avoir contribué à faire mieux connaître mon frère, Louis Rossel, le jeune capitaine du génie qui périt d'une façon si tragique après les événements de 1871.

Si l'on n'a pas oublié ses malheurs, on doit se rappeler aussi la sympathie qu'il fit naître et le grand mouvement d'opinion en sa faveur, méconnu par ceux qui tenaient cette vie entre leurs mains.

On savait qu'il était très estimé, très instruit, tendrement aimé par nous. Républicain et patriote, ayant lutté hardiment à Metz contre Bazaine, il s'était évadé après la capitulation pour servir encore, et le 19 mars, apprenant le mouvement parisien de la veille, il était accouru avec l'illusion que le parti républicain ferait comme lui. Une autre illusion, c'était l'espoir d'aider à l'organisation des forces militaires et du puissant matériel que renfermait Paris, et d'arriver à faire rompre la paix conclue avec la Prusse.

Le 8 mai suivant, trois semaines avant la fin de l'insurrection, mon frère, se rendant compte que tous ses efforts étaient vains, donna sa démission à la Commune, se trouva proscrit par les deux partis en lutte, fut arrêté, conduit à Versailles, emprisonné pendant près de six mois, jugé et condamné.

Sa grâce fut refusée.

Malgré le trouble de ces temps où l'idée de justice se déplace, où la mentalité des partis, ébranlée par la rancune, incline à écraser le vaincu, on vit en ce prisonnier la victime d'une grande idée, on sentit que dans son obstination à ne pas vouloir de paix avec la Prusse, seul, peut-être, il n'avait pas douté de la France; les témoignages d'estime affluèrent, et devaient redoubler quand tout fut fini.

Lui, cependant, si reconnaissant aux « amis inconnus » consolation de ses longs mois de solitude, emportait le tourment de n'être pas assez compris. « Je remercie, dit-il le dernier matin, tous ceux qui ont cherché à me sauver. Qu'ils continuent à me défendre après ma mort. Ils peuvent affirmer que j'ai eu pour seul mobile de recommencer la guerre. » Et il avait écrit dans ses suprêmes recommandations : « Que ceux qui m'ont aimé continuent à me défendre. »

Nous avons bien tardé à projeter la lumière sur cette cause où rien n'est à cacher; il est vrai que mon père autorisa, dès les premiers jours du deuil, une publication [1] faite en dehors de nous, forcément incomplète et prématurée, mais qui ne fit que du bien. L'instigateur de cette œuvre était d'une opinion si opposée à celles de mon frère que ce fait seul aurait dû nous arrêter. Nous l'ignorions et personne ne sera surpris de notre manque de lucidité en un pareil moment.

Depuis lors il nous a semblé, afin d'obtenir un jugement impartial, et pour d'autres raisons encore, qu'il convenait d'attendre, d'attendre, pour notre œuvre définitive, que les passions se calment. Sont-elles calmées? ou transformées? Il y en a une, j'espère, commune aux doctrines les plus adverses, le souci de la Défense Nationale. Mon frère en a eu la folie.

Déjà bien des auteurs ont résumé la question dans un sens véridique, mais aucun d'eux n'était en mesure de tout dire et je sais remplir le vœu de mes parents en assumant

1. Les papiers posthumes.

le rôle du *dernier témoin* complètement informé. Ma mère [1] m'a beaucoup soutenue dans ce travail et m'a puissamment aidée de ses judicieux conseils. Bien des soirées se sont passées à relire, à faire notre choix; et c'était si vivant toujours, si bien *lui*, qu'on avait presque, parfois, le sentiment de la présence.

Ma mère très discrète, très réservée, d'une nature un peu fière, a senti fortement la nécessité de révéler entièrement le caractère de son fils; de là son consentement, à la publication de lettres bien intimes. — « Mon fils est toujours là », fut une de ses dernières paroles.

Quant à mon père, qui survécut 17 ans à ce fils, il ne cessa jamais d'écrire sur ce drame de notre vie. Se plaçant à un point de vue différent du nôtre, il retraçait nos démarches angoissantes, le rôle que tel ou tel personnage avait joué; il dégageait les responsabilités assumées, pour arriver à ce refus de grâce, au moment du plus ferme espoir. Il traitait la question de droit avec une inguérissable amertume. Je n'ai eu garde de l'oublier. Lui aussi, un des derniers jours de sa vie, me légua le devoir à remplir en me montrant ses tristes cahiers, journal d'une des plus grandes douleurs.

Je ne voudrais pas donner l'idée que, seule de nous trois [2], j'aie eu la hantise de cette mémoire qui nous était également précieuse et chère. Pour la servir, je laisserai mon frère se dévoiler lui-même au lecteur. Il parle quelque part de son « insupportable manie d'écrire, et d'écrire sans cesse », suite de son *habitude* de lire constamment. Grâce à ces dispositions qui l'ont pris de très bonne heure; il notait ses travaux, ses pensées, les faits intéressants ou importants qui le concernaient ou ceux dont il avait connaissance.

Nous avons ainsi, parmi d'innombrables écrits, traités

1. Nous avons eu la douleur de la perdre en décembre 1905.
2. La petite sœur, que mon frère aimait tant, était encore enfant à l'époque de la guerre.

trop modestement de « notes incohérentes », de « travaux inachevés », comme une histoire autobiographique. L'autobiographie a ses dangers ; on le sait de reste : on se vante parfois, exprès, ou inconsciemment, et souvent aussi on ne veut pas tout dire.

Ici, on m'accordera, quand on aura lu, que mon frère a l'avantage d'une indéniable sincérité. Il dit tout, jamais il n'*arrange*. Ces écrits vécus, spontanés, qui semblent faire du bien à celui qui les trace, ont une grande force de communication.

En y joignant des lettres, révélatrices plus familières, je voudrais l'évoquer avec ses goûts, ses tendances, ses affections; dans sa jeunesse gracieuse, et dans son infortune, lorsque sa conscience tyrannique et gênante l'a conduit par de si durs chemins.

Et je n'ai pas voulu en ce livre, qui n'est pas un livre, car l'auteur n'en a point agencé les éléments, relier les parties différentes par un texte de moi.

D'abord ce serait un manque de placer ma prose lourde et monotone à côté de la sienne, et puis, dans une œuvre d'un caractère aussi grave, j'ai dû rejeter tout ce qui sentirait l'*arrangement*, et je n'ai pas voulu affadir cet être d'énergie.

Tel qu'il est, ceux qui l'aiment, car on l'aime, sentiront que leur généreuse intuition ne les avait pas trompés ; et les autres, qui ne connaissent de lui que ses malheurs, qui jugent *sans savoir*, se formeront une opinion raisonnée, quelle que soit leur conclusion.

Il semblerait donc que je n'aie rien à dire ; pourtant j'ai cru bon d'indiquer les époques, de suppléer un peu aux périodes sans lettres, d'attirer l'attention sur quelques points importants.

Mon frère, Louis Nathaniel Rossel est né le 9 septembre 1844 à Saint-Brieuc, où mon père, alors lieutenant d'infanterie, avait épousé l'année précédente, mademoiselle Sarah Campbell, d'une vieille famille écossaise. Mon père,

né à Nîmes, était d'origine cévenole : double hérédité tenace et courageuse, et, du côté de l'Écosse, des militaires à l'infini.

Mes parents donnèrent tout de suite à leur petit garçon le nom de *Lisé*, qui vient du Midi, paraît-il, mais que nous n'avons connu qu'à lui. Il le garda toute sa vie. « Il n'y a qu'*un* Lisé, » disions-nous plus tard, de cet être que notre adoration n'avait pas gâté.

Les années heureuses où le jeune ménage militaire parcourait la France dans toutes les directions nous étaient demeurées chères; c'était le temps des vieilles et vastes diligences surannées; les brusques changements d'horizon nous charmaient et le cercle de famille, seul élément persistant de nos existences nomades, prenait par là un charme très intime.

C'est à Rouen, cadre des plus lointaines impressions, que je retrouve pour la première fois mon cher compagnon de jeu. On nous raconte la pauvre Jeanne d'Arc, et nous aimons les belles et étranges vieilles maisons de bois si pittoresques.

Mes parents instruisent mon frère; c'est leur idée de commencer les leçons de très bonne heure, à petite dose. Trop jeune pour avoir part au festin, je les contemple avec intérêt. Mon père a la figure énergique, une voix forte et bien timbrée. Sa main nous paraît énorme quand il fait tracer les premiers chiffres, car il se réserve le calcul, songeant déjà peut-être à cette École Polytechnique, comme tant de papas. C'est le meilleur des hommes et nous n'avons pas peur de lui, mais il se fait obéir. « Un homme ne doit jamais avoir peur; » disait-il à l'enfant. Et il l'envoyait le soir, tout petit, chercher un objet quelconque dans une pièce obscure assez éloignée.

Ma mère donne les autres leçons; élevée en France, elle parle français très purement. Elle est gaie, spirituelle, tendre, cultivée, d'un dévoûment sans bornes, et son fils lui rendra tous les témoignages qu'elle mérite.

Seuls certains souvenirs surnagent; c'est si loin : la jolie campagne, l'histoire d'Armand Carrel que nous ne compre-

nons guère, et le premier livre favori de mon frère, *les Contes de Perrault*, qui jouent un grand rôle dans nos conversations.

Tout cela n'a rien d'étonnant; c'est ce que je rencontre autour de moi tous les jours: de bons parents pleins de sollicitude et d'espoir en l'avenir. J'ai voulu prendre la vie qui m'occupe dès ses commencements, indiquer le caractère demeuré sensiblement le même jusqu'à la fin : cet enfant est bon, sincère, caressant, d'humeur égale. Très bien doué, sans rien du jeune prodige, il aime autant le travail que le jeu, mais c'est un vrai enfant, turbulent à ses heures. Son air est plutôt pensif, bien qu'il ait sa gaîté à lui et qu'il chante toujours. Nature impressionnable, il prend tout très au sérieux.

Quels récits, quelles lectures l'ont frappé de si bonne heure qu'il rêve souvent, avec une angoisse inexprimable, de régiments en déroute et les appelle par leur numéro? Nos armes ne nous ont pourtant pas accoutumés à ces choses et le régiment n'est encore jamais parti pour la guerre. Sait-on tout ce qui passe dans l'esprit d'un enfant?

Celui-ci, en résumé, a comme dominante le désir de bien faire. J'ai là une lettre de l'âge de neuf ans, un peu puérile pour le livre, mais assez significative. Sa mère s'absente deux ou trois jours pour aller voir son mari détaché dans un fort, et laisse au petit garçon, demeuré seul à cause des études, des instructions détaillées: « Je suis très content que tu m'aies laissé ce petit billet qui était très gentil et je te promets d'obéir mot à mot à tout ce que tu m'as recommandé. La bonne m'a fait lever à 5 heures 20 en me disant qu'il était 6 heures 1/2, mais je lui ai montré l'heure, et je me suis recouché jusqu'à 6 heures 1/2... Un moment, que je mange ma soupe... là. Excellente. Il y en a beaucoup. Allons, faisons le cartable... Sac au dos, 2 ou 3 baisers et pst me v'là parti.

Adieu chéris,

Votre fils.

7 heures, matin. »

Une autre fois il se mêle de ce qui ne le regarde pas : « J'ai lu ta lettre, écrit-il à son père, mais je trouve qu'aujourd'hui tu ne dis pas assez de mots gentils à ta femme. J'ai voulu en lire une autre, mais mère n'a pas voulu. »

On l'avait mis au lycée à Mâcon, à sept ans et demi et il commençait cette série de succès qui le laissaient bien modeste et dont il interrompait le récit par un « Oh! Père! » suppliant.

Je le vois encore aux prix, s'avançant sérieux, intimidé, cherchant des yeux sa mère. La musique du régiment semble jouer avec plus d'entrain que jamais. Un regard lumineux éclaire cette calme figure de petit Romain.

Les lycées se succèdent trop nombreux, cinq en trois ans. Les souvenirs se fixent de bonne heure quand on est ainsi transporté de Bourgogne en Bretagne et aux Pyrénées, en passant par la Franche-Comté ; les études en souffrent et le Prytanée de La Flèche, régime sévère, fortes études, va fournir la stabilité. L'enfant n'y sera pas trop déraciné, sa mère demeurant auprès de lui pendant les campagnes du père de famille.

La correspondance nous fait entrevoir le temps de la séparation et cesse quand on est réuni. Alors c'est une existence paisible dans cette minuscule ville très gracieuse avec sa belle rivière et ses riants environs, parmi ce « petit monde d'autrefois » sans équivalent aujourd'hui. Mon frère n'oubliera jamais le jardin plein de roses, élément nécessaire de la vie comme elle devrait être.

L'officier, au loin, apprend les grands succès en sciences et en lettres. « J'espère, écrit-il de Crimée, que tu remercies Dieu qui t'a donné ton intelligence et ta mère qui a pris tant de peine pour toi. »

Les années s'écoulent, voici la jeunesse. Elle ajoute aux bonnes dispositions d'autrefois un charme doux et tranquille, une raison enjouée et d'autres contrastes faits de confiance et de réserve, de grande indépendance d'esprit s'alliant à tant de déférence envers les parents.

Il m'est très difficile de parler de ce frère sans en dire du bien, mais en voici qui ne vient pas de moi.

Un ancien *fléchois*, brave colonel, ne passe jamais dans notre ville sans venir nous voir. La première fois, il disait à ma mère : « Quand nous cherchions un défaut à votre fils, ou même une imperfection, nous n'en pouvions pas trouver. »

En 1862, retour de mon père après trois ans d'absence et entrée à l'Ecole polytechnique. Après la dernière distribution de prix, le général Trochu, inspecteur du Prytanée, demande le commandant Rossel : « Vous êtes un heureux père », lui dit-il.

A dix-huit ans, à l'Ecole Polytechnique, il faut se diriger soi-même. Hier encore, le collégien consultait sa mère sur ses lectures.

Un roman nouveau circulait pendant la première année de spéciale[1], un de ces livres réalistes (pour l'époque), qui font école. Au premier bataillon, c'était à qui l'aurait. « Qu'en penses-tu, demandait le jeune garçon ? Est-ce que ça te ferait de la peine que je le lise ? » Et la mère : « Tu es bien trop jeune, ne te le laisse pas prêter. » D'après l'année, ce devait être *Madame Bovary*. Ainsi dans cette liberté à sa portée, il recherchait la bonne influence maternelle.

Le voilà donc à Paris, vite saisi du désir de travail libre. Tout l'attire. Est-il plus avide de recherches littéraires ou de questions scientifiques ? Je ne sais, mais il a glané de ci, de là, dans les livres, dans quelques voyages, des connaissances artistiques très délicates et qui promettent.

La relation d'une visite au château de Sablé, en 1861, voisin d'une opulente propriété bourgeoise, révèle ces goûts naissants. Le vieux château, héritage de la famille de Colbert, abonde en merveilles d'art, en tableaux de maîtres, « bel ensemble rare dans une demeure privée. »

« Mon compagnon croit à la supériorité d'une fortune qui travaille sur une fortune qui dort. Il lui plait d'y

1. Seize ans.

croire, mais il passera de l'eau sous le beau pont de marbre avant que ces bouquets d'yeuses vous parlent comme les grands arbres du château ; et quand verra-t-on à..., au lieu de ces statues en stuc, de ces lions en plâtre qui fondent à la pluie et sont décrépits sans avoir été vieux, quand verra-t-on des œuvres d'art sérieuses qui sourient aux siècles, comme le joli portrait de Madame Louise, et que le temps n'ose pas toucher. »

Sollicité de côtés si différents, il va s'adonner à ses études d'élection avec trop d'ardeur, si l'on tient compte de l'effort exigé par le travail de l'Ecole. Les musées, les bibliothèques dont il obtient l'accès prennent le plus clair de ses sorties ; et les notes, commencées dès La Flèche, s'entassent, fines, serrées, très lisibles heureusement ; si diverses qu'il y aurait vraiment péril pour un esprit moins net et moins *réceptif*. Un autre danger c'est celui de perdre de son individualité, de se donner une culture encyclopédique étendue, mais banale, ce qui arrive quand la mémoire prime l'intelligence. Ici, une documentation abondante amène toujours la contribution personnelle, produit du *nouveau*.

Mon père s'inquiétait, faisait de sages remontrances : il aurait voulu voir le souci de la carrière dominer tout le reste. « Tu as raison, bon chéri, disait l'aimable garçon ». Aussi, parfois, dans ces travaux, souvent égayés d'un fin croquis, d'une mélodie notée de mémoire ou de vers copiés, je rencontre quelques phrases de résolutions : « Jusqu'à tel mois, je ne travaillerai plus tant en dehors de l'*École*. » Intentions absolument vaines. (Il gagna cependant quarante rangs la première année et s'approcha tout près des positions civiles).

J'ose à peine entreprendre une énumération où la méthode me fera sûrement défaut ; je pourrais presque la caractériser par le mot de Térence, mais on en a trop abusé.

Résumant donc ici l'ensemble des travaux jusqu'en 1870, je discerne, en dehors de l'Art militaire et ses multiples

branches, spécialité de plus en plus accusée; à côté des connaissances de l'ingénieur, bien accrues par les voyages d'Angleterre; de la littérature proprement dite, où les préférences vont à l'antiquité, au classique; je discerne de profondes recherches en économie politique, science du gouvernement, philosophie, linguistique, esthétique (théorie du beau dans tous les domaines, appliquée aussi bien aux œuvres littéraires et musicales qu'aux trésors des musées). L'archéologie, où il est expert, peut voisiner avec les connaissances industrielles ou financières, et le cabinet des Estampes avec la Séparation de l'Église et de l'État.

Il admettait que cette mesure, dont les étrangers nous fournissaient la notion, était capable de réveiller le zèle religieux. Ce n'est pas impossible. Ainsi quelques-unes de nos questions actuelles se rencontrent sous sa plume à quarante ans de distance.

Dirai-je les travaux purement scientifiques, obscurs pour moi, l'exposition de 1867 dans ses grandes lignes et dans quelques détails, fixée par cet esprit de synthèse et d'analyse; et les traductions, Hogarth, Stuart Mill par exemple, et les citations nombreuses que je ne risque jamais de prendre pour de l'original : tout est indiqué, et souvent elles dévoilent quelque côté nouveau de cette âme ardente et pure.

Je fais au passage la réflexion que les minutieux travaux d'histoire auraient suffi à cette vie si courte et j'arrive, non sans lacunes, à la récréation coutumière, au vieux Français dont ce fervent de Rabelais et de Montaigne, mis en joie par le *Livre de Jostice et de Plet*, remplissait de respectables cahiers et d'innombrables petites feuilles enfilées. Chacune porte son vocable avec les origines et les variations.

Je voudrais bien dire un mot des autres livres favoris; c'est difficile : Byron, Shakespeare, Musset, Balzac, Alfred de Vigny, étaient lus et relus. Il aimait les romans, mais son romanesque à lui s'écartait de la donnée générale et rêvait l'amour dans le mariage.

Des provisions pour l'avenir se préparaient dans les traces fréquentes de bibliographie empreintes un peu partout. En 1870, tout céda la place à la Défense Nationale; mais peu de goûts avaient sombré : l'hébreu, peut-être seul, était demeuré en route, au contraire des fermes convictions religieuses, origine du désir d'étudier cette langue.

Pour le moment, nous ne sommes qu'en 1864; c'est le début de la carrière militaire. Elle agrée au sous-lieutenant par certains côtés, mais il en déplore la servitude politique.

Je trouve en effet dès 1863 une profession de foi républicaine très évidente. C'est la relation minutieuse du *Procès des Treize*, vieille histoire maintenant. Mon frère y assiste.

Treize opposants, journalistes, avocats, hommes politiques, parmi lesquels Carnot, Garnier-Pagès, étaient poursuivis par l'Empire, traqués, perquisitionnés, mis en jugement. Leur défense par les grands orateurs du parti libéral permit de dures vérités à l'adresse du gouvernement ; leur condamnation tourna au triomphe. Il y a des gens par lesquels il plait d'être condamné.

Cet écrit est débordant de jeunesse enthousiaste !

Quelques mois plus tard la même passion s'accuse au retour d'un voyage Outre-Manche, en ce foyer de progrès à demi caché sous des apparences conservatrices : « J'ai passé quelques semaines en Angleterre et j'en ai rapporté des impressions profondes : j'ai joui de toute ma force de la liberté qu'on y respire, j'ai ressenti une grande sympathie pour ce peuple énergique, amoureux de ses droits, et j'ai pris en pitié notre servitude, nos craintes, toute notre misère politique.

« Nous avons tout pour jouir de la liberté, tout excepté les mœurs de la liberté. Après avoir jeté à bas nos lois, notre organisation sociale, nous avons tout improvisé avec une facilité merveilleuse, excepté ce qui ne s'improvise pas.

« Plus d'une fois nous avons demandé des inspirations aux

institutions de l'antiquité ou des peuples voisins, sans songer que ces institutions étaient filles du temps et de l'expérience, le seul élément dont on ne puisse disposer. Ainsi nous portons la peine de notre Révolution, de même que nous jouissons de ses bienfaits et de sa gloire.

« Nos Chambres se composent d'hommes nouveaux tâtonnant au milieu d'occupations dont ils n'ont pas l'habitude, nos magistrats sont sans autorité, notre armée est obéissante et sans principes politiques. Le pouvoir est au premier venu. »

L'art militaire et l'art tout simplement trouvèrent en Angleterre force occasions d'étude. Le nébuleux Turner ne séduisit pas le voyageur, ravi par les autres richesses artistiques.

Voici maintenant quelques lignes intimes terminant la deuxième année d'École Polytechnique (1864). « L'année qui commence ouvre réellement dans ma vie une période nouvelle. J'ai reçu le jour où j'avais vingt ans ma nomination d'officier, mais pour moi, cette phase sera encore une phase d'étude. Je n'entre pas encore dans la vie que je rêve, la vie du producteur, du père de famille, du citoyen. C'est pour cela que je dois me préparer, en attendant que mes progrès me permettent de songer à une vie plus parfaite, plus réelle, plus désirable, à la vie que l'Évangile nous promet de l'autre côté du tombeau. En ce moment, c'est vers la vie terrestre que je me sens attiré ».

« Bientôt je vais quitter ma famille, ma mère, le foyer où je suis si aimé, si choyé, pour aller bien loin vivre indépendant et seul », écrivait-il aux vacances de 1864. Bien loin, c'était Metz, l'École d'Application, avec ses éléments d'activité salutaires. Un jour, à Paris, dans cet entraînement vers une culture un peu intensive, il s'était écrié dans une lettre à son père : « Je vis depuis des années d'une existence artificielle ! » C'était le temps où la défense de la Pologne hantait son imagination, rêve à peine entrevu, vite assagi par un père qui suggérait un voyage en Angleterre, moins chevaleresque, mais plus opportun.

A Metz, le commandant de l'École, l'excellent général Lefrançois traite mon frère en ami, le reçoit constamment dans son intimité et, chose encore plus précieuse, lui sera, comme bien d'autres de ses chefs, très fidèle lors de l'épreuve.

Pourrait-on jamais prévoir, quand tout est si favorable, la sombre destinée qui guette ! Quelle vie bonne et active dans la nouvelle phase qui s'ouvre en 1866, au 2e du génie, où mon frère arrive comme lieutenant au sortir de l'École : c'est la profession, le monde, les travaux accoutumés, auxquels s'ajoutent des études à l'hôpital en vue de soins urgents à donner en campagne ; un cours de grammaire à la Ligue de l'Enseignement, création récente de Jean Macé. Les professeurs volontaires se recrutaient parmi les officiers des armes spéciales, les professeurs du lycée, les ingénieurs. Les élèves de mon frère, âgés de douze à cinquante ans étaient pleins de zèle, et leurs devoirs, bien naïfs et touchants. Mon frère aimait donc à instruire ; lui qui, à onze ans, se préoccupait de *mes participes* et qui m'avait été si secourable dans mes études, trouvait encore le temps à Metz d'aider de jeunes caporaux par des leçons de géométrie.

Restait-il quelque chose pour nous après tout cela ? Il restait le meilleur de cet être simple et bon, si mêlé à la vie de chacun de nous que lorsqu'il nous quittait, tout semblait obscurci. Aussi avions-nous abandonné Paris pour le rejoindre.

Que ces soirs sont loin, où nous faisions de la musique jusqu'à lasser nos voisins ! Mais le secret de ces souvenirs indestructibles n'est pas dans l'agrément de sa présence, dans sa conversation attrayante, ni même dans son malheur. C'est la bonté qui attache, plus encore peut-être quand on la sent alliée à tant de force.

Comment m'apparaît-il alors ?

Il est grand, svelte ; sa démarche et sa parole ont une grâce un peu lente. Il tient du Midi des traits de jeune

Romain, mais sans doute le Nord a fourni le teint délicat, la fine moustache presque rousse, tombante, en opposition avec les cheveux bruns, et le langage sans gestes et l'air très correct, que les étrangers peuvent trouver froid [1].

La bouche au dessin pur rit souvent d'un rire bien jeune ; les yeux bruns, nuancés ont un regard pensif qui paraît venir de loin. L'expression « *touched with pensiveness* » [2] est bien la caractéristique de sa personne.

Je le revois jouant avec la petite sœur, la poursuivant. Elle est ravie et effarée. Une autre fois, il lui fait lire une scène du *Misanthrope* ; chacun a son rôle et la voix harmonieuse dît le ton à la minuscule partenaire.

Je le revois rentrant du bal avec nous, demandant une grande *tartine* et s'attablant à un mémoire ardu ; « il est déjà demain » depuis longtemps, et « l'on est si réveillé à cette heure là. » Ce travail lui valut la grande médaille d'or mentionnée dans une note.

Et je l'évoque, certains jours de revue, passant avec son régiment ; la tête fine et fière est *mise en valeur* par le plastron de velours noir. Nous regardons de loin. Pourquoi sommes-nous saisies d'une telle tristesse? Ce qu'on appelait tout simplement autrefois *pressentiment* est devenu aujourd'hui la voix mystérieuse du moi inconscient, latent, que l'on cherche à dévoiler.

La petite sœur ressentait par instants, comme ma mère et moi, ces craintes que *rien* ne pouvait justifier.

Une tristesse bien motivée fut en 1868, en automne, le départ du 2e du génie pour Montpellier ; nous ne pouvions plus suivre notre officier qui voulait se marier très jeune et devait changer de nouveau de résidence en passant capi-

1. Le jeune homme du Mariage Romain, de Guillaume, lui ressemble tellement qu'à l'apparition de l'œuvre, on nous envoyait les journaux illustrés.

2. De Quincey. (*Marquée par la rêverie*).

taine. Le cercle familial ne se reformera plus jamais que par éclaircies. A Metz, il avait été complété à plusieurs reprises et pendant de longs mois par la présence de ma grand'mère maternelle, madame Campbell, qui tenait une grande place dans les affections de mon frère, c'est *Marraine*. La lettre qui répondit en 1871 à l'annonce de notre malheur donne le frisson : « A présent, dit-elle, qu'il ne nous reste de lui que le souvenir de son enfance charmante, de sa pure et studieuse jeunesse, il faut compter que nous le retrouverons auprès de Dieu et prier pour ceux qui nous l'ont pris. » Elle lui survécut peu.

Dans la longue marche entre Metz et Montpellier, pas une localité n'échappe aux notes : topographie, usines, cultures, ressources de tout genre au point de vue *guerre*.

Parfois l'archéologue prend le crayon du militaire et ce sont les vieux châteaux, les églises, et, à Gy, la rencontre de la reine Pédauc et du fou Gagan dont les curieuses statues, longtemps vénérées comme images saintes, ont fini par avouer leur identité profane.

Bientôt le voyageur va renouer connaissance avec le pays de son père et nous décrira choses et gens en grands détails. C'est plein d'esprit et sans malice, mais cela reste dans le domaine privé.

A Bourges où il passe capitaine, au choix, 1869, un peu avant vingt-cinq ans, mon frère fait ses débuts dans la presse : le *Temps* accueille des articles de critique militaire sur la Correspondance de Napoléon I^er^ qui vient de paraître. Cette polémique fait du bruit ; on retrouvera les articles à l'Appendice.

Du reste la spécialité d'écrivain militaire s'accusait de plus en plus depuis Metz, depuis Sadowa surtout, avec cette guerre contre la Prusse que l'on sentait imminente.

Toutes ces longues et patientes études, des circonstances de profession favorables, des dons qu'il ignorait lui-même, tout concourait à ce résultat. Ce modeste, qui ne se vante

guère que deux fois [1] dans cette masse d'écrits, pourra dire, je crois, sans forfanterie au sujet de la guerre à outrance : « je veux et je *sais* la guerre. » L'âge seul lui a manqué pour servir utilement son pays. C'est le jugement de gens autorisés; comment aurais-je, en ces matières, une opinion qui compte.

Le *Temps* insère aussi un travail sur la Réorganisation de l'Armée [2]. La guerre approche ; peu de mois avant les hostilités, le très jeune capitaine, traitant des contingents, des cadres, de la trop grande fréquence de nos lois militaires, annonce les défaites imminentes.

Il est jeune et impatient de servir et, dès la guerre ouverte, il veut partir à tout prix, même en échangeant ses beaux galons neufs contre la capote du volontaire. « Je ne veux pas bâtir des casernes pendant que l'on se bat ». Ces *choses de livres,* ces moyens de défense, étudiés à travers le temps, ont pris vie, l'attirent invinciblement ! Il demande et obtient un poste à Metz où il sera témoin de l'inertie de Bazaine, cause déterminante de notre grande infortune. Henri Martin en juge ainsi et nous n'avons pas attendu qu'il l'ait écrit pour en avoir la plus intime persuasion.

Metz, c'est le point culminant de cette histoire tragique. C'est là, en face de l'inertie du grand chef, que mon frère commença le sacrifice douloureux de placer son devoir patriotique au-dessus de la stricte obéissance militaire. Efforts pour susciter des défenseurs *quand même,* tentative pour traverser les lignes prussiennes afin d'avertir Gambetta, suprême essai tout à la fin pour réunir des troupes, en vue d'échapper à la capitulation ; [3] personne ne pense même à condamner ces actes, accomplis en glorieuse compagnie.

1. L'autre vanterie : « Je vous envoie le portrait du meilleur valseur de Bourges. »

2. Il fut publié avec l'*Art de la Guerre,* ouvrage écrit en prison.

3. « Rossel, qui avait été l'agent le plus actif de ce mouvement, s'échappa déguisé. » *Henri Martin*; (tome VII. Page 229).

Je leur donnne pour complices tout ce qu'il y avait de patriotes dans l'armée, tous ceux qui brûlaient de passer outre et que *le petit nombre* arrêta, beaucoup plus que le *principe*. Sans *le trop petit nombre*, le général Clinchant faisait la tentative [1].

Imaginez le succès, et comparez avec le sort de notre vaincu la gloire de ces hommes qui auraient mis, dans un moment d'exception, l'esprit au-dessus de la lettre. C'est ce que mon frère a fait encore quand il a revêtu sa blouse bleue pour se soustraire à la captivité. Beaucoup d'autres officiers ont fait de même et n'ont pas suivi en Prusse Bazaine et ses aigles. La décision du 19 mars 1871 sera la conséquence de la capitulation.

Il *faut* une discipline. Elle est *possible* sous des chefs qui ne commandent rien *que pour le bien du service*, comme on dit en donnant l'accolade aux officiers.

Pendant ce temps, mon père avait repris l'uniforme à soixante-quatre ans et commandait, bloqué dans Paris, un bataillon de la garde nationale. Aucun moyen de communication jusqu'à la chute des deux villes.

Nous ignorions donc tout des événements de Metz, mais une mère devine, et la nôtre, lisant en Angleterre la nouvelle de la capitulation, dit tout de suite : « mon fils n'a pas rendu ses armes ! » Il nous arrive en effet, ayant appris indirectement où nous étions, ne s'étant arrêté à Bruxelles que le temps de publier dans l'*Indépendance Belge* des articles sur la triste actualité, articles qui susciteront bien des haines contre lui. Un détail : un voyageur, sur le bateau, raconte ces articles à mon frère et les loue, sans savoir qu'il parle à l'auteur. Celui-ci, c'est bien de lui, l'écoute sans l'éclairer.

Il est là sain et sauf; pendant des mois nous nous sommes demandé s'il vivait encore, et maintenant que le voilà, nous sommes très troublées.

1. Se mettait en opposition flagrante avec la stricte obéissance militaire.

Ce n'est plus tout à fait le même être que nous avons revu; c'est la même affection, mais le regard la voix, ont changé. Il a souffert, veillé, creusé sans cesse la pensée de nos défaites et des moyens d'y remédier, et nous commençons à comprendre. Il prend tout cela plus à cœur qu'un malheur personnel et j'y insiste, car ce fait psychologique me paraît d'une grave signification lorsque je repasse toute la triste histoire, en me dégageant, pour juger, de mes liens d'affection et de famille.

Un jour, il me dit tout à coup, pendant que nous courions en voiture dans Londres pour l'équiper de nouveau: « Sais-tu? Mon moi m'est devenu indifférent! » Et une expression de surprise, comme s'il n'avait pas cru cela possible.

Je l'ai signalé dans une note du livre et j'y reviens.

Une fois équipé, il repart; il est resté trois jours, et c'est comme un rêve.

Ceux qui s'évadent vont trouver Gambetta à Tours, devenu le centre de la Défense Nationale; après une mission à l'armée du Nord qui fournit à mon frère de précieux documents sur la guerre dans cette région, il est nommé colonel dans l'armée auxiliaire et chef du génie au camp de Nevers. Décembre 1870.

Il ne s'agit plus de la défense d'une place, de l'utilisation de ce « magnifique instrument de guerre » qu'était l'armée sous Metz, mais de la formation de nouvelles troupes, pour remplacer celles qu'on vient de livrer à l'ennemi. Le plan de la guerre à outrance, seul moyen de salut, naît dans ce cerveau, s'y installe, y grandit, s'y maintient en dépit des échecs réitérés des armées qui nous restent. Ces armées, que le patriotisme de Gambetta cherche à employer pour la gloire du pays, traînent de lourdes entraves; c'est cela que mon frère voudrait secouer quand il prendra sa fatale décision.

Nouvelles veilles, nouveaux travaux, illusions renaissantes chez cet être qui a trop vécu dans les livres, qui s'est

trop enfermé dans sa tour d'ivoire avec ses rêves, ses recherches, et qui ne connaît pas assez les hommes et les choses.

Je ne puis mieux peindre cette phase qu'en citant ses officiers du *Camp*, lorsqu'un an plus tard ils plaideront pour qu'on le laisse vivre.

« Ayant vécu dans l'intimité de notre colonel, nous l'avons vu à l'œuvre difficile de l'organisation de troupes nouvelles, nous avons pu apprécier sa science, son intelligence, son ardent patriotisme, son entier dévoûment à la Défense Nationale. Nous l'avons vu se consacrer complètement à cette tâche, et garder jusqu'au dernier jour l'espoir de poursuivre la guerre. Aussi, lorsque au lendemain de la paix, le colonel Rossel s'est jeté dans un mouvement révolutionnaire, nous n'avons pas douté un instant des sentiments qui l'y poussaient; nous avons senti qu'il allait y chercher, y susciter, s'il était possible, des adversaires à la Prusse.

Aujourd'hui que l'événement a si cruellement démenti ses espérances, il est de notre devoir d'affirmer la conviction qui résultait pour nous à cette époque, non seulement de tous les actes du colonel Rossel, mais encore de cette connaissance de la vie intime et des paroles de chaque jour où les sentiments se révèlent avec certitude. » Le général Vergne, chef du Camp de Nevers transmit lui-même les paroles que je viens de citer.

Nous cependant, étonnés de ce grade à vingt-six ans, un peu flattés aussi, nous interrogeons: « Est-ce un vrai grade? » — « Après la guerre, je ne serai plus ni capitaine, ni colonel, je ne serai plus soldat. » Et lors des négociations: « La paix est faite, alors je ne suis plus soldat. »

Si ces lettres avaient été connues, si l'on avait su ce désir déjà ancien de prendre une carrière civile, les démarches en ce sens interrompues par la guerre, reprises tout récemment, on n'aurait pas accusé la pauvre victime d'un vulgaire désir de galon, d'une ambition militaire déçue amenant sa décision du 19 mars 1871.

Du reste, au 19 mars, la commission de révision des grades ne s'était pas réunie. Il s'agissait bien de grade en effet pour ce jeune officier qui, à Nevers, avait refusé la croix [1] par un don quichottisme fort éloigné de nous plaire. — Pendant notre réunion si brève, entre la guerre et l'insurrection, nous rencontrions des camarades décorés ; le ruban est joli près d'une jeune figure. « Vois, disais-je, comme tu as été nigaud ! » Il secouait la tête tristement, et ne répondait rien ; mais une petite note, combien éloquente, vient éclairer son état d'âme : « Après la bataille d'Hochstedt [2], tous les officiers généraux qui avaient capitulé sans résistances dans Blenheim, avec les meilleurs troupes de Tallard, reçurent des récompenses. Feuquières ne peut digérer cela. »

Paris fait comme Blenheim, et le rêveur enthousiaste [3] ne veut pas désespérer. Le soldat français, bien commandé, se bat comme un lion, la France abonde en spécialistes militaires dont les talents sont demeurés inemployés. Ne pourrait-on pas rejeter l'héritage de l'empire, faire surgir une armée nouvelle libératrice du territoire ?

Quel est l'avis de notre grand historien ?

« La résistance à outrance, demande Henri Martin, était-elle possible ? L'opinion presque générale l'a nié ; pourtant, quand on étudie certains écrits de nos ennemis, quand on reconnaît, d'après leurs aveux, à quel point leurs corps d'armée fondaient à mesure qu'ils s'enfonçaient dans l'intérieur de la France, quand on se rappelle les symptômes de lassitude signalés dans leurs rangs, on est ressaisi d'un doute poignant ; on en vient à ne plus rejeter comme chimérique la pensée que la France aurait pu, *si elle avait voulu*. S'il y avait impossibilité, elle était moins matérielle que morale. » (Tome VII. p. 338.)

« La postérité ne condamnera pas ceux qui ont compris

1. Voir dans correspondance le Camp de Nevers,
2. Celle de 1704.
3. Expression de Paul et Victor Margueritte.

l'état du pays et s'y sont résignés, l'âme déchirée; mais l'histoire n'en glorifiera pas moins ceux qui ont voulu jusqu'à la dernière heure la guerre à outrance pour l'intégrité de la patrie. » (p. 339.)

Le même point fut traité par Mazzini dans la *Contemporary Review* de mai 1872. L'article fut reproduit en grande partie par la *Revue de* Renouvier: « La guerre de partisans, si elle eût été faite par des hommes nouveaux, par des hommes du tempérament de Rossel, est une méthode contre laquelle des troupes amenées de loin ne peuvent jamais longtemps tenir. »

Le patriote italien raconte les efforts de Louis Rossel à Metz: « Il aimait la France du plus profond de son cœur et toute idée de voir son sol violé par l'étranger lui était intolérable. » Et plus loin: « Rossel, homme d'intelligence et de cœur, ayant foi en son pays, outré des concessions faites à l'ennemi, adressa, à la nouvelle du mouvement parisien, sa démission au ministre de la guerre. » (19 mars 1871.)

C'est bien ainsi que nous avons jugé l'acte de mon frère lorsqu'il vint à Paris pour se joindre à l'insurrection. On peut comprendre notre violent chagrin; nous étions atterrés, mais je tiens à dire que jamais l'estime exceptionnelle en laquelle nous le tenions ne fut, de ce fait, en rien diminuée.

C'était un être au désespoir tentant au chevet d'un mourant dont la vie lui est infiniment précieuse, l'expérience redoutable d'où peut sortir le salut.

Peu de jours auparavant, nous avions revu mon frère à Paris et avions été vivement impressionnés en constatant que la paix consentie n'avait pas à ses yeux l'autorité du fait accompli.

Le camp de Nevers licencié, officiers et soldats étaient retournés chez eux; le jeune colonel de l'armée auxiliaire n'était plus colonel, et n'était pas réintégré dans ses anciennes fonctions de capitaine, (qu'il ne songe point à reprendre), puisque aucune lettre de service personnelle n'était

encore intervenue. En droit strict, il n'était plus à Nevers que simple liquidateur de quelques comptes à terminer.

On peut comparer sa situation a celle de ces officiers neutralisés, qui demeurent dans une place après sa capitulation pour régler les intérêts en suspens, et qui sont soustraits, pendant la durée de la liquidation, à toutes les conséquences de leur qualité de militaires.

Il est permis de contester cette opinion, d'estimer qu'il était encore officier; il était, en tous cas, officier sans troupes et ne nous avait quittés de nouveau que pour terminer quelques formalités indispensables.

Le 18 mars, il ignore ce qui se passe à Paris : « Je cherche, m'écrit-il ce jour-là, à me *guérir* du traité de paix et de tout cela; je n'y réussis guère. »

Il apprend le 19 les événements de la veille et adresse au ministre de la guerre la démission qui le libère moralement : « Je me range sans hésitation du côté du parti qui n'a pas signé la paix et qui ne compte pas dans ses rangs de généraux coupables de capitulation. » Il nous arrive à Paris, triste, mais très résolu puisque nos instances, notre chagrin, les sages objections de mes parents ne peuvent l'ébranler.

Que venait-il faire à Paris? Faire, comme il le dira, acte de républicain. On ne conteste pas aujourd'hui que le mouvement initial n'ait été une protestation républicaine. Que serait-il advenu si, dès cette protestation, tout le parti libéral et son chef avéré s'étaient groupés en opposition puissante.

Ici encore j'invoque le témoignage d'Henri Martin sur la décision de mon frère :

« C'était, dit-il, un patriote désespéré, rêvant la revanche par la Révolution. Il se montra capable et rencontra partout des obstacles. Si le pouvoir eût répondu au vouloir, il eût gouverné avec une main de fer. »

Mais le rêve se heurta à des impossibilités, le rêve d'organiser les troupes de Paris, d'utiliser le puissant matériel que la ville renfermait, de remporter sur Versailles un

avantage après lequel l'armée aurait fait ce qu'elle a fait à chaque révolution : se serait jointe au parti vainqueur.

Quand il eut constaté l'inutilité de ses efforts, mon frère quitta la Commune en lui adressant cette lettre de démission, reproduite par son ordre dans tous les journaux, « jugement de l'Histoire sur cette époque, » dit encore l'historien que j'aime à citer. (8 mai 1871) [1].

Un mois va s'écouler pendant lequel, en butte à l'inimitié des deux partis, il écrit, dans une retraite absolue, la relation du rôle qu'il a joué. Dénoncé le 8 juin, il est arrêté, emmené à Versailles, enfermé à la Prison Saint-Pierre où sa captivité dura presque six mois.

J'arrive au moment où ma plume se refuse à raconter nos souffrances; il les a dites dans ses « Derniers Jours, » et les lettres de la Prison le montreront, travailleur assidu, reprenant ses habitudes, lisant, écrivant sans cesse.

L'Art de la Guerre, résumé de la doctrine des plus grands capitaines fut un fruit de ces mois d'isolement. Il le fit publier avec la *Réorganistion de l'armée* qui datait de Bourges et fit éditer également quelques écrits de Metz.

Ma mère et moi estimions qu'à ce moment critique, le silence serait plus prudent. Quoi qu'il en soit, une de ces préfaces m'a paru si accessible que je la fais insérer à l'Appendice. C'est là que j'ai relégué les écrits que je ne voulais pas laisser dans l'ombre, mais qui s'écartaient de la double unité que j'ai poursuivie : connaissance du caractère privé, rôle public à partir de la guerre.

Les travaux de la Prison sont des plus variés et le genre humoristique y trouva même sa place, le roman aussi; mais là encore, sa *France vaincue* le hantait invinciblement. Que de fois, dans l'étroit parloir grillé, il entretenait son père de questions de manœuvres, d'armement, de guerre enfin, dont il était *possédé*. Les pires épreuves n'avaient rien aboli.

On le jugea le 8 septembre et il fut condamné. Nous étions

1. Trois semaines avant la fin de l'insurrection.

là, mes parents et moi, pour lui rendre hommage par notre présence. Il était bien la personnification de tout ce qui protestait en France contre notre abaissement; mais les actes sont autrement dangereux que les protestations passionnées s'élevant partout après la paix, et qui le laissaient seul!

Il se défendit fièrement, et l'on eut cet étrange spectacle d'un procès sans un seul témoin à charge, et de hauts représentants de l'Armée et des Chambres venant dire tout le bien qu'ils pensaient de l'accusé.

« Je n'ai qu'un regret, dit mon frère, après la condamnation, c'est d'avoir combattu l'armée, où j'ai été élevé et que j'aime toujours. »

Serait-il possible que cet adversaire d'un jour ait eu plus souci qu'aucun autre de la gloire de notre armée et de sa dignité?

On le laissa encore des mois dans l'incertitude de son sort, on le laissa se rattacher à la vie à l'espoir. Ici ma volonté bien arrêtée de le faire connaître, *lui*, et non ses ennemis, fléchit un moment. On a été bien cruel! Comment le garder six mois en prison pour le sacrifier à la fin! C'est une hésitation suggestive de remords.

Cependant il recevait en novembre ses livres, abandonnés à Metz lors de sa fuite, son Corneille, un ami, trop ami, peut être, et son Molière, et Victor Hugo, qu'il querelle, dans ses œuvres dramatiques, du moins. « Les souris ont irrévérencieusement rongé les marges d'Hugo; je ne sais pourquoi elles n'ont pas touché Corneille. Est-ce que ces souris ont une teinte de littérature? Veulent-elles dire par là que le Hugo commence à moisir par les bords et que sa substance décomposée fournit une meilleure nourriture au peuple souriquois que le *granit* de Corneille? »

Et il va se remettre à lire à haute voix comme le soir, à Bourges, il y a deux ans, quand il habitait « une vieille petite maison, dans une rue tranquille où demeuraient des prélats, des chanoines, des curés et des vieilles demoisel-

les », et où le son d'une voix à cette heure étonnait « les vieilles servantes des vieux abbés. »

« La dernière fois que j'ai lu *Cinna*, dit-il, c'était à Metz. On ne faisait rien d'héroïque à Metz : quelques pauvres diables mouraient obscurément et inutilement, quelques misérables mendiaient de l'avancement ou des décorations... Quand on est dans certaines situations voisines du tragique, les vers de Corneille deviennent vraiment vivants. J'étais alors *conspirateur en chambre ; depuis je suis passé conspirateur en pied*. Je cherchais des ennemis, non pas aux Prussiens, la ville et l'armée en étaient pleines, mais aux généraux qui nous empêchaient de combattre et de battre les Prussiens. Je rêvais à cette impuissance volontaire où l'on nous tenait et je rêvais que plus tard nous en tirerions vengeance. Puis je pensais à tout ce qui aurait péri avant que l'heure fût sonnée : nos provinces conquises, *la belle et patiente armée*, la dernière armée de la France rendue sans combattre. Et dès lors je cherchais des conseils de désespoir, je frémissais à l'idée de survivre à mon pays, je me jetais, sans regarder derrière moi, dans des entreprises sans issue, ou qui semblaient n'avoir d'autre issue que la mort. J'étais réservé à de plus tristes aventures. »

« Quand l'aventure de Bazaine fut finie, je laissai derrière moi mon bagage et mon Corneille. Mon Corneille vient de me rattraper et j'ai relu *Cinna*. »

« Quel changement et comme ces vers tragiques s'éclairent, s'illuminent pour moi. Je sors d'une guerre civile, et je suis vaincu et condamné à mort. Demain matin, on peut venir abréger mon bon sommeil ...»

Ainsi dans ses mélancoliques et studieux loisirs, le retour des livres captifs inspire à mon frère vingt pages éloquentes où la vie réelle dépasse en sombre grandeur les œuvres d'art qu'il se plait à retrouver.

Victor Hugo écrit dans le *Rappel* « un fort bel article où il demande *la Grâce*. » « C'est vu de haut et fortement rai-

sonné. Et pendant ce temps là, je m'occupe à lire ses drames et à en dire du mal. »

Voici un peu de bien : « Ce qui sauve Victor Hugo, ce qui le distingue de la plèbe des dramaturges actuels, c'est que derrière cette mise en scène factice, et cette expression le plus souvent insuffisante, il y a une idée grande, généreuse, une idée moderne, une de ces pensées qui nous poursuivent dans nos rêves et dans nos aspirations vers le mieux. »

Et plus loin : « Victor Hugo n'est pas encore arrivé à maîtriser son langage ; il n'est pas même arrivé à maîtriser sa pensée qui déborde comme une lave. Il a toujours pensé tant de choses à la fois que lui-même n'a pas toujours déchiffré sa pensée ; une gestation maladive a produit des monstres informes : mais ce qu'il y a de terrible, c'est que ces monstres sont vivants. »

J'ai voulu, par une citation des nombreuses pages de la prison, montrer la sérénité du condamné. Il nous arrivait au parloir aimable, souriant, soucieux de nous, de nos aises, de nos fatigues, avec sa charmante simplicité, son esprit, sa douceur ; mais dans son regard brillait une lueur nouvelle : la victoire complète, la résignation, sans amertume et sans haine.

Le dernier mois, il nous arrivait ainsi souriant doucement, quand il venait d'écrire une de ces lettres d'adieu qu'il gardait pour *plus tard*, afin de ne pas nous désespérer. Et nous, rassurés par tout le monde (on devait, par bonté, exagérer les raisons d'espoir), le voyant si rayonnant de jeunesse, nos terreurs ne revenaient que par moments, quand il n'était plus là.

Un jour, vers la fin, en ce parloir sombre, illuminé de sa présence, il dit tout à coup, interrompant l'un de nous qui contait nos démarches : « Vous savez, si ce n'était pour vous, ça ne me ferait absolument rien. Je sais très bien où je vais ; c'est pour moi comme un voyage. » Sa foi s'affirmait toujours en formules très simples : « Je prie Dieu de vous bénir », « Si Dieu permet » ; « Nous avons

à rendre grâce à Dieu ». « Adieu, ou plutôt au revoir ».

Quel lien quand ceux qu'on aime sont partis ! Peut-on taxer cette foi de faiblesse ou d'ignorance ? Elle avait eu pour point de départ la petite prière enseignée par les parents (je me rappelle le jour) et à travers toutes les études, toutes les lectures, elle s'était maintenue, elle était devenue chose personnelle.

Il avait donc bien plus de calme que ceux qui, lentement, s'apprêtaient à le sacrifier, malgré toutes les instances, malgré les *habitants de Metz* rappelant ses efforts pour sauver leur ville.

Ce fut un meurtre juridique. Telle fut l'opinion de beaucoup de Français et de presque toute la Presse étrangère.

L'examen de la question de droit légitime cette accusation.

Louis Rossel a commis un attentat politique contre le gouvernement existant : réunion à des rebelles armés. Le gouvernement vainqueur a le droit de punir, mais l'attentat politique n'est aggravé d'aucun crime ou délit contre le devoir militaire.

La lettre de démission au ministre de la guerre rompait en fait tout lien entre Louis Rossel et l'armée.

Il était loin du théâtre de la guerre civile et n'était pas commandé contre les rebelles.

Il n'avait pas abandonné de troupes, ni de poste (le Camp de Nevers était dissous), pour se joindre aux rebelles ; il n'avait engagé personne à se joindre aux rebelles avec lui.

Il n'était point passé à l'*ennemi* ; le *rebelle* n'est pas l'*ennemi*, le Code les différencie, les faits, également. Dans les guerres entre ennemis, immole-t-on les prisonniers après la victoire ?

Chacun de ces cas, visé par un article spécial, comporte des peines qui varient suivant l'acte commis.

Disons tout de suite que l'adoucissement de la loi dans le cas simple de *réunion aux rebelles armés* coïncide avec l'abolition de la peine de mort en matière politique.

Mais mon frère s'était fait de mortels ennemis par son

libre langage contre les chefs incapables ou indignes. De plus le républicain était à craindre pour l'avenir.

Laissant donc de côté les articles 91 et suivants du Code pénal qui seuls le visaient et n'édictaient au maximum que la *déportation à vie dans une enceinte fortifiée*, on invoqua l'article 238 du Code militaire, qui ne le visait pas. Et le président du Conseil de guerre, entrant en délibération, eut cette parole déplorable : *la loi* ne le condamne pas, mais *il faut* le condamner. Aussi le vote fatal ne fut-il pas unanime.

Le président du Conseil de Guerre, en appliquant, *en l'espèce*, à l'accusé un texte qui ne le visait aucunement, en éloignant *le texte précis*, se rendit coupable d'*interprétation partiale*, de *pression* sur ses subordonnés, de *torture* de la loi.

Ce sont des faits ; je me suis interdit comme indigne de mon frère toute question de personne.

Pourquoi donc l'a-t-on sacrifié ?

On l'a sacrifié aux rancunes des chefs indignes, mais surtout, c'est l'homme politique, le républicain qu'on a voulu détruire. Si c'était le soldat qu'il fallait punir, le moyen était simple : le châtiment pire que la mort.

On n'osa pas l'infliger au courageux défenseur de Metz, et l'étrange proposition [1] de quitter la France pour toujours montre qu'on voulait surtout éloigner à jamais un chef futur redoutable [2].

Homme politique, il l'était dès toujours, à l'état latent ; et si le vote contre le plébiscite avait été son seul acte politique, si ses chefs ont pu dire en toute conscience que jusqu'à la guerre, il n'avait pas fait de politique, il est absolument certain que tout le désignait pour jouer un rôle dans la solution du grand problème cutuel.

1. Racontée en note du livre. Mon frère refusa d'y souscrire.

2. « S'il sortait de ce mouvement avec une *tare* quelconque on le grâcierait plus facilement, » nous disait un membre de la Commission des grâces. — Et un autre, bien intentionné : « Votre fils a des dons militaires dans le genre de Napoléon, et le sens moral en plus. C'est ce qui le perdra ! »

En se joignant au mouvement de 1871 il n'avait que l'idée d'arriver à chasser l'étranger, mais depuis longtemps ce ferme républicain aspirait à formuler sa doctrine ; les pensées que j'ai mises en lumière marquent les étapes de ses recherches, et l'étape la plus douloureuse, la dernière, fut de beaucoup la plus instructive par ses dures réalités. Elle aurait désormais préservé ce rêveur des mirages décevants ; et il lui serait resté pour servir l'idée républicaine ses vastes connaissances, son intégrité, sa logique inflexible, son indomptable énergie ennemie de la violence et respectueuse des enseignements du passé, et surtout sa pitié pour ceux qui souffrent.

Et maintenant ses écrits vont paraître et les polémiques auront beau jeu. Moi et les miens nous en souffrirons. Sera-ce plus pénible que les inexactitudes, pour ne pas dire plus, imprimées depuis 1871 sur le sujet qui me passionne ? Et je ne connais pas tout !

Il y a peu de temps, ma regrettée mère était prise à partie dans une revue qui ne vous veut pourtant pas de mal. Son caractère était entièrement déformé, comme en un mauvais portrait, sans ressemblance aucune et qui fait tant de peine.

L'écrit, exhumé après ces longues années, fut inspiré par quelqu'un dont nous avions eu à nous plaindre. Je ne nomme pas, ne voulant absolument point entrer dans les questions personnelles.

On représentait la pauvre mère comme ayant fait de grands discours à M. Thiers sur les talents de son fils. Ah ! ces audiences ! Ma mère et ses deux filles, des pleurs, et quelques mots : « Vous qui pouvez tout, imposez votre volonté, ne laissez pas mourir mon bon fils. »

Monsieur Thiers, très ému, promettait de faire tout ce qui était en son pouvoir, mais déléguait le droit de grâce à d'autres, morcelait la terrible responsabilité. Et supposez que cette douleur se soit traduite par de la surexcitation, quoi d'étonnant ? Mais c'était inexact, et l'élément véridi-

que que l'on retrouve au fond de toute erreur était ceci : mon brave père si optimiste, si confiant, admettait si peu, à un certain moment le danger de son fils que voyant le président seul à seul, il lui racontait en effet tous les mérites de ce fils. — Comment ne sentions-nous pas que la chose était jugée d'avance !

Nous avons donc eu à souffrir du manque d'information, de la fantaisie, du parti-pris de bien des écrivains, et je ne veux pas faire ce que quelqu'un me suggérait : laisser mon manuscrit avec des dispositions testamentaires pour être publié cinquante ans après ma mort.

Je livre dès maintenant [1] toute la vérité que j'avais entre les mains. Je me confie en ce qu'il y a de meilleur dans notre pays que mon frère a tant aimé.

ISABELLA ROSSEL.

1. Toute histoire qui n'est pas contemporaine est suspecte. (PASCAL. — *Pensées.*)

MÉMOIRES ET CORRESPONDANCE
DE LOUIS ROSSEL
1844-1871

CHAPITRE PREMIER

LE COLLÉGIEN (1856-1862)

Chagrin de la séparation. — Le timbre-poste mangé. — Portrait des professeurs. — La pomme. — Velléités musicales. — Les livres. — Le petit sauveteur. — Le carnaval. — Révolte au Prytanée. — Voyage de rentrée. — L'homéopathie. — La fête. — Nouvelles de Chine. — La petite sœur.

La Flèche, octobre 1856 [1].

Mes chers parents,

Je ne m'ennuie pas du tout. J'ai eu un neuf aujourd'hui pour mon devoir. Je n'ai pas encore été brimé du tout, quoi qu'on en dise des anciens du second bataillon. Thévenin a malgré lui changé de compagnie, cela fait que je ne puis plus être à côté de lui nulle part. Je vous prie de prendre cinq francs au moins (sur mon argent si vous voulez) pour les donner au Trésorier, car si on

1. Louis Rossel était entré au Prytanée un an auparavant, mais la première année et les trois dernières de son séjour à La Flèche n'ont pas fourni de lettres, la mère de l'enfant ayant passé auprès de son fils les années où son mari faisait campagne.

me fait payer soit un livre, soit une brosse, soit des bretelles, je ne voudrais pas qu'on me prive pour cela de mon paiement. C'est bien ennuyeux d'être séparé de vous, mais enfin c'est nécessaire, il faut bien m'y habituer. Je voudrais bien avoir un correspondant ou une correspondante, car je pourrais tous les jeudis vous envoyer une lettre sans être obligé de prier un camarade de s'en charger.

Vous devriez bien venir avant le 1er novembre. Plus tôt vous viendrez, mieux ça vaudra, car l'ordre de partir peut arriver, et alors voilà que vous ne pourrez plus venir, car il vous faudra faire les malles, etc., etc.; et si vous allez à Soissons, par exemple, vous ne pourrez pas venir, car il vous faudrait dépenser 400 francs pour venir passer quelques jours près de moi.

Mercredi soir. — J'ai fini mon devoir et je continue ma lettre. Ce soir M. Lebreton m'a appelé grand grammairien. Ce n'est pas pour une très belle raison, mais comme j'ai promis à mère de vous écrire comme si je vous parlais, je vous la dirai. Rambaud, un élève qui est fort comme un turc (dans ses classes) mais qui ne veut pas travailler, a dit une chose mieux que moi. Je n'avais pas tort, mais il avait plus raison que moi. Le soir, il avait un pain sec, et M. Lebreton lui a dit : « Comme vous avez battu notre grand grammairien Rossel, je vous exempte de votre punition. » Je m'ennuie toujours, mais pas tant qu'avant; je m'amuse pendant les récréations, et je ne pleure que lorsque j'ai du temps de reste pour pleurer et surtout lorsque je vous écris. Ça me fait bien de la peine quand je vois des dames venir nous voir passer quand nous allons à la promenade et que je n'y vois ni mère ni Bella. Quand vous y viendrez, il ne faudra rien me dire sur les rangs, mais

(si vous voulez) me parler dans la campagne, quand le bataillon sera arrêté.

Mais je perds mon temps à vous faire ces recommandations car je sais que je ne dois pas vous attendre. Cela fait bien de la peine à dire, mais c'est comme cela tout de même.

Adieu chers parents, pensez à moi et venez me voir que nous pleurions ensemble d'être séparés.

Votre fils.

L. Rossel.

La Flèche, le 11octobre 1857.

Mes chers parents,

Je suis arrivé hier soir à neuf heures et demie au Bahut. On s'est emparé de ma cassette, en me laissant le contenu. J'ai mon album, qu'on n'a pas confisqué, mais j'ai perdu mes cinq francs dans la voiture, avec mes médailles de Liesse. J'avais mis mon argent dans mon képi à Foulletourte pour qu'on ne me le confisque pas, mais je me suis endormi et, quand je me suis réveillé, tout, les cinq francs et les médailles avaient disparu. Il me reste trois francs, mais c'est trop peu pour en consacrer deux à des gants de peau pour cet hiver. J'attendrai donc que j'aie dépensé mes trois francs et que j'aie reçu d'autre argent pour en acheter.

Je prie mère de m'envoyer quelques médailles de Liesse [1]. Je ne m'ennuie pas trop à ce bahut. Mon répétiteur, M. Le Fayer est un des meilleurs répétiteurs du bahut; aussi je l'aime bien. Mon professeur est M. Rouchot.

Adieu chéris, tous les matins je rêve des vacances et

1. Pour donner.

je me fais réveiller par l'adjudant, car je n'entends pas le tambour.

N'ayant plus rien à vous dire, n'ayant que des lamentations à faire, je ne vous ennuierai pas plus lontemps à vous dire ce que vous savez parfaitement, que je ne m'amuse guères, que je m'ennuie au superlatif et que je suis votre fils.

P. S. — On ne brime pas du tout.

La Flèche, 22 novembre 1857.

Ma chère petite sœur,

Je te demande bien pardon d'avoir tant tardé à t'écrire. Je ne dirai pas que je n'en ai pas eu le temps, car ce serait un énorme mensonge, mais je suis très paresseux pour écrire les lettres et quand j'ai fini mon devoir, je trouve beaucoup plus amusant de faire de l'arithmétique ou de construire un pantin. J'en avais dernièrement fabriqué un petit à ton intention mais à la récréation, il a pris fantaisie à un adjudant de s'en emparer, on pourrait dire de me le voler, car j'étais en récréation.

Le dit pantin était tout à fait gentil, il remuait les bras et les jambes avec une agilité incroyable. Il ne lui manquait que la parole, mais je ne désespère pas de t'en envoyer bientôt un. J'ai été troisième à la première composition qu'on a faite, en version latine. On n'a pas dit les places des autres compositions.

Dépêche-toi de m'écrire et dis-moi ce que tu fais, comment tu te trouves dans ta classe Aurore-Liseré. Quant à moi, je trouve que la classe de quatrième est fort amusante, à cause de l'arithmétique et des narrations. Ce qui m'a surtout empêché de t'écrire c'est que j'avais mangé le timbre-poste qui t'était destiné. Un tim-

bre-poste, diras-tu, cela ne doit pas être fameusement bon, si ce n'est pour la colle qui se trouve derrière. Mais voici comment je me suis arrangé. C'était un matin, il faisait un froid de loup, on avait fermé nos cloîtres ou avant-quartiers parce qu'il y avait des élèves qui jouaient à se cacher et cela ennuyait les adjudants. Enfin le fait est que je gelais; je prends mon timbre-poste, je le change au père Noël pour une potée de lait, et je me réchauffe. Voilà comment je m'y suis pris pour avaler ton timbre-poste. J'ai écrit à père sans timbre, et je t'envoie cette lettre qui t'a été, à ce qu'il paraît, annoncée il y a quinze jours.

Adieu ma chère petite sœur.

Ton frère qui t'aime de tout son cœur.

La Flèche, le 10 octobre 1858.

Mes chers parents,

J'ai reçu votre lettre ce matin; je vous en remercie bien. Quoique vous espériez que je ne m'ennuie pas du tout, je m'ennuie encore plus que lors de ma première lettre. J'ai déjà changé de compagnie; il n'y a de différents professeurs que les professeurs de mathématiques. Celui de la 3e compagnie était M. Coupil, celui de la 4e, M. Durand. Il a voulu m'avoir et m'a eu. J'étais assez fâché de ce changement qui m'a mis en arrière d'une leçon pour certaines facultés, mais cela ne m'empêche pas de préférer être avec M. Durand qu'avec l'autre. Quand on me porte de l'intérêt j'aime bien qu'on me le dise et M. Durand a eu l'air de me le dire, et a commencé à me servir des extras (en fait de problèmes). Dépêchez-vous de m'envoyer des gants blancs, c'est une chose indispensable pour le dimanche.

En fait de brimades, je ne sais ce qui va advenir; on n'a pas encore commencé. Quant à ce qui m'arrivera de bien ou de mal, je suppose que les papas et les mamans doivent savoir si l'on se porte bien ou mal, etc., rien qu'à la couleur de l'encre avec laquelle on leur écrit. D. se porte bien; il m'a engagé à envoyer paître les anciens qui m'ennuieraient.

Je trouve qu'on est bien mieux au 1er bataillon qu'au 2e; ce n'est plus du tout le même système. — Tous mes livres sont arrivés; on en a extirpé l'album et trois bouquins dont deux sans importance, et le troisième je pourrai l'avoir avec la permission du professeur de physique qui est M. de la Haye. Ce qui me manque bien, c'est une géométrie et une boîte de compas, celle que fournit le Bahut restant à la salle de dessin linéaire. Quant à la géométrie, on ne la donne qu'au 1er janvier, et encore ce n'est pas un Legendre.

On donne en 3e des bouquins classiques qui sont amusants, mais l'allemand ne m'attire guères. Je suis pourtant content du professeur d'allemand, et j'espère le contenter. C'est M. Liebrich, un vieux petit bossu manchot, que vous devez avoir vu quelquefois. Je ne vous ai pas parlé de mes autres professeurs; ce sont M. Notré, au dessin; il a une cinquantaine d'années, et toujours le chapeau sur la tête. M. Cottrel, au dessin linéaire, étale aux yeux la splendeur d'une perruque noire et frisée. Sa tête est irréprochable. On dirait un garçon coiffeur. M. Carissan, le professeur d'humanités, est petit et un peu bossu; il m'a dit qu'il comptait sur moi, je ferai mon possible pour qu'il n'ait pas compté seul.

M. Léger est le professeur d'histoire. Il a été mécontent de moi à la première classe parce que j'avais ri; je

l'ai trouvé bien sévère, mais je veux qu'il n'ait plus à se plaindre de moi. M. Durand est un tout jeune homme que je n'avais jamais vu avant d'entrer dans sa classe. Je ne connais pas M. de la Haye.

Adieu, mes chers parents, écrivez-moi bien vite, et long. Je vous embrasse bien ainsi que Baby.

Votre fils qui vous aime bien.

La Flèche, 24 octobre 1858.

Mes chers parents,

J'ai reçu ce matin votre lettre et votre paquet dont je vous remercie bien. Je suis désolé d'avoir à vous dire que déjà j'ai eu l'occasion de me fâcher avec mon adjudant. C'est pour bien peu de chose, mais c'est comme cela. Un soir qu'il y avait des pommes, je m'aperçus qu'il en manquait une à ma table; comme je servais, j'ai pris pour moi celle qui était de moins et j'ai fait remarquer à mon adjudant qu'il en manquait une. Ordinairement, il vous en ferait apporter une de la cuisine, mais il me répondit grossièrement que cela ne faisait rien, que sans doute il y en avait une plus grosse qu'il ne fallait, etc. Je lui demandai s'il n'y avait pas moyen d'en envoyer chercher une, alors il me dit que j'étais un insolent, qu'il me punirait. Je le laissai dire, mais je pensai ensuite qu'il était bien piteux d'obéir passivement à des imbéciles qui croyaient toujours qu'on se moquait d'eux. Enfin, je me montai la tête, je me fis punir et je me mis mal avec mon adjudant. Je ne me suis démonté la tête que ce soir ; je ne veux pas lui parler, mais je ne me ferai pas punir.

Il n'y a rien de nouveau, je travaille toujours, surtout les mathématiques. Les adjudants ont beau être bêtes

(pas tous, mais plusieurs), je travaillerai et j'arriverai le plus vite possible.

Adieu, mes chers parents, je vous remercie bien de vos gants.

Je vous embrasse bien, et Bébé aussi.

Votre fils.

La Flèche, le 31 octobre 1858.

Mes chers parents,

J'ai reçu votre lettre ce matin dimanche. Ne m'est-il pas possible de l'avoir plus tôt ? Elle n'est partie qu'hier de Besançon. J'attribue ces retards à votre déménagement, mais j'espère que la semaine prochaine, ce ne sera pas en vain que j'attendrai une lettre vendredi et samedi. Ma lettre de dimanche dernier a dû vous sembler bien courte et bien ennuyeuse. Je vous en écrirai une plus longue aujourd'hui, mais je vous y ferai des demandes qui vous paraîtront peut-être exigeantes. Je vous demanderai d'abord de m'envoyer une arithmétique de Bertrand, édition la plus nouvelle possible. Si vous voulez bien me l'acheter, je vous prie de l'envoyer à M. Durand, mon professeur de mathématiques, ou à ce brave M. Rouchaud.

Je vous demande encore quelque chose qui vous semblera peut-être bien saugrenu de ma part. C'est de prendre des leçons de violon. Voici mes raisons : les récréations, au 1er bataillon, surtout pour les melons ou nouveaux, consistent à tourner autour d'une cour, d'une salle ou d'un parc, en sorte que cela devient fastidieux. Ne vaut-il pas mieux les passer sans tourner à faire autre chose ? Se mettre dans la musique, on est porté à s'en occuper en étude pour écrire sa partie. De sorte

qu'il m'a pris envie de racler du violon pour faire diversion à l'uniforme *monotonité* du Bahut. J'ai consulté à ce sujet un ancien, Lemoine, qui se destine à Poly, et qui est mon oracle. Il me donne des problèmes, il a un recueil de plus de 2.600 problèmes de toutes sortes, il porte lunettes et quelquefois il se mêle de faire des vers, des valses, etc. Il a l'honneur de jouer du triangle dans la musique du Prytanée, et il est supérieurement original.

Je l'aime beaucoup; je lui ai donc demandé conseil là-dessus, je lui ai parlé de musique et je lui ai dit que j'aimerais à l'apprendre. Il m'a alors conseillé le violon. Je lui ai peint mes scrupules, mes craintes que cela ne me fasse perdre du temps, et il m'a dit que la musique ne lui avait jamais nui, mais qu'il ne fallait pas me mettre dans celle du Bahut; que lui n'avait accepté l'emploi de triangle que parce qu'il n'avait pas de partie à copier. Vous devez en savoir plus long que moi, pesez et jugez. Le maître de musique peut louer un instrument. J'attends votre autorisation en bonne forme ou votre refus nettement articulé pour de vendredi en huit. Passons maintenant à une autre question. Je suis très bien avec mon professeur de mathématiques. Il avait parlé de me faire passer en seconde au premier janvier, ou candidat l'an prochain, mais je lui ai fait plusieurs objections (l'allemand, etc.). J'avais résolu d'aplanir ces difficultés, mais j'ai consulté Lemoine qui m'a fait remarquer que j'avais du temps devant moi, que je n'étais pas pressé, que je ne connaissais pas l'allemand et bien d'autres choses qu'il me serait fort difficile d'apprendre bien seul. Je vais donc me contenter de travailler solidement cette année, de faire plus que le cours de troisième et d'essayer le baccalauréat en août 1860,

en sortant de seconde. Si bien qu'étant candidat je n'aurai à m'occuper que de ma poly (notre dada). J'ai eu maille à partir cette semaine avec les adjudants. Lemoine (quel sage! quel conseiller universel!) m'a dit philosophiquement qu'il aimait mieux des injures que des coups, et qu'ainsi il ne *partait* jamais *maille* avec MM. les adjudants.

Si j'ai le temps je vais écrire à ma bonne petite Bella qui ne m'a pas oublié.

Envoyez-moi le plan de votre logement. Adieu, je vous récrirai bientôt; cela me fait de la peine de finir vos lettres.

Je vous embrasse bien et Bébé aussi.

Votre fils.

La Flèche, 14 novembre 1858.

Mes chers parents,

J'ai reçu vos deux lettres. J'ai vu le jeune homme pendant les vêpres. Je lui ai parlé de sa grand'mère. Il m'a dit que c'était vrai qu'il ne lui avait pas écrit, mais qu'il devait lui écrire le 22 pour sa fête. Sur quoi je l'ai engagé à m'expédier une lettre pour elle dès ce soir ou demain matin. Si sa lettre arrive trop tard, je vous l'enverrai dans une seconde missive, car je ne voudrais pas faire attendre la grand'mère qui est une bonne dame, zélée protestante, qui l'aime bien et s'occupe bien de lui. Pour le jeune homme, que je vois assez souvent, je ne pourrai pas vous donner de son travail des nouvelles bien exactes. Il est avec M. Talbert, qui fait bien travailler ses élèves et je ne l'ai pas vu de l'année aller à la salle de police le dimanche. Voilà tout ce que je puis vous dire. Quant à sa santé, elle est florissante.

Dans votre lettre du 10, vous me dites de faire acheter le livre par mon professeur. Ce ne sont pas les moyens qui me manquent, mais j'aurais bien mieux aimé recevoir le livre de vous. Je n'oserais pas m'adresser à un de mes professeurs. Il n'y a que M... qui me l'achèterait à une sortie, mais je ne saurais comment lui faire passer l'argent. A la Flèche, quand vous demandez un livre, souvent on vous le fait venir de Paris. Par ce moyen-là, j'aurai mon livre dans trois semaines ou un mois au moins, tandis que lorsque je vous l'ai demandé j'espérais l'avoir bien plus vite.

Je n'ai pas renoncé au violon; c'est un simple ajournement jusqu'à plus ample information.

Croizet ne voulait pas recevoir ce que je lui devais; il y a bien des débiteurs qui voudraient avoir des créanciers comme cela.

J'ai bien envie de recevoir au Bahut cette histoire de France dont vous m'avez parlé. J'en ai touché deux mots à M... qui, lui, y est abonné. Je lui ai donné 0 fr. 50 pour m'acheter les cinq premières livraisons et je lui ai demandé d'apporter les siennes au Bahut, ce que M. Légé, le professeur d'histoire a autorisé. Mais j'ai tant d'envies de bouquins que je ne pourrai jamais joindre mes deux bouts, mais je ne m'endetterai pas.

J'ai des gants, mais quels gants! On n'a pas pu en trouver de peau, comme je voulais, même chez Gouju. On m'a apporté des gants de laine noir doublés, tu sais, on nous en a fait voir comme cela, à Besançon. Je les mets, mais quand il fait froid, je mets des gants de fil par-dessous.

J'ai bien manqué ne pas vous dire ce qui vous intéressera peut-être le plus. J'ai fait trois compositions cette semaine, version latine, arithmétique, histoire ce

matin même. Je crois que ma semaine a été bien employée. Je ne veux pas vous dire que je suis content de mes compositions, car si je venais à avoir une mauvaise place, je me démentirais. Je ne vous dirai pas non plus que j'en suis mécontent, car vous ne dormiriez que d'un œil pendant toute la semaine. Je vous en parlerai plus tard, quand j'aurai bien pu les apprécier, c'est-à-dire quand j'en connaîtrai le résultat.

Ces vacances, il y a un élève, un des élèves de ma classe qui a sauvé un enfant de cinq ans qui allait se noyer dans la Meuse. On l'a félicité, on l'a mis sur les journaux, on a lu un ordre dimanche dernier pour le féliciter, et il conserve cette année les galons de sergent, par contravention à l'article 7 du règlement de février 1850. Je trouve que c'est une bien belle action et je l'admire bien. Vous êtes comme moi.

Vous devez être cette année plus contents de mes lettres. Moi aussi. Mais s'il me prend un accès d'anti-adjudantomanie, je crois que cela n'irait pas comme ça. Maintenant je suis bien gai quand je vous écris parce que je n'ai rien que du bon à vous dire. Adieu mes chers parents, je vous embrasse bien.

Votre fils.

P. S. Votre logement est très joli, mais la cuisine est trop petite.

La Flèche, le 10 janvier 1859.

Mes chers parents,

J'ai reçu hier votre lettre ; je vous en remercie. J'espère que vous recevrez bientôt mon bulletin. J'ai fait cette ennuyeuse composition d'histoire qui m'a semblé plus terrible de loin que de près. Enfin j'en suis quitte.

Quand tu écriras à M. F., tu le féliciteras bien de ma part de sa nomination à l'emploi de principal fonctionnaire public de Bourg-Achard. J'espère que bientôt tu auras quitté le régiment et tout le reste, de sorte que vous n'aurez plus à peu près qu'à ne rien faire. A propos de cela, dis-moi donc un peu comment vous vous trouvez à Besançon et si la ville vous est devenue plus agréable.

J'ai composé jeudi en arithmétique, et demain je composerai en version; je pense bien faire. Vous me demandez comment va mon ami Lemoine. Il va fort bien, et je l'aime et l'estime de plus en plus. Nous allons commencer maintenant la chimie, l'histoire naturelle et la géométrie. Comme c'est nouveau, je compte que ce sera amusant. Outre les cours, je travaille bien un peu pour mon plaisir.

Je vais m'acheter un de ces jours une traduction des poésies d'Ossian. Je crois que ce sera là mon unique déguisement du Carnaval. Je trouve que cela a fort l'air bête de s'amuser à parader pendant toute une journée dans de vieux habits. Et encore on les paye fort cher. Il me semble qu'on peut faire de son argent bien autre chose que cela.

Adieu mes chers parents, je vous embrasse bien.

Votre fils qui vous aime.

P. S. J'aime beaucoup cette fameuse arithmétique dont je vous avais parlé si longtemps. Plus je la vois, plus je l'admire. Je travaille toujours et ferme. Je trouve aussi que c'est bien peu, deux ou trois ans, pour tout ce que j'ai à voir avant d'entrer à Poly.

La Flèche, le dimanche 3 avril 1859.

Mes chers parents,

C'est encore de l'infirmerie que je vous écris ce matin; j'en sors ce soir, y étant entré dimanche dernier pour mal de gorge. J'ose à peine vous le dire, dans la certitude où je suis que cela ne servira qu'à vous donner de l'inquiétude; mais je n'ai pas voulu vous le dire dimanche dernier, de peur de vous en donner encore plus. Le collège est toujours dans un triste état. Il ne se passe pas un jour que nous n'apprenions deux ou trois expulsions, tout au moins. Le colonel [1], revêtu de pleins pouvoirs par le ministre, n'a plus besoin d'assembler un conseil, ni d'en référer à personne. Un élève qui, aujourd'hui serait accusé d'avoir lancé une pomme à son adjudant, ne serait plus au collège dans 24 heures. Le colonel a chassé un élève qui était son filleul. Il y a déjà eu, pour cette affaire, quatre-vingt-deux expulsions. Chaque fois qu'il y en a de nouvelles, la sœur supérieure [2] vient, presque éplorée, nous les annoncer; cette bonne sœur nous supplie d'être sages, nous donne de bons conseils

Il pourra se faire, on peut même dire qu'il arrivera certainement que quelques innocents seront victimes de cette rigueur; vous me demandez des nouvelles de P..., que puis-je vous répondre? Ce pauvre étourdi-là s'est fait chasser il n'y a que deux ou trois jours. Dites à sa pauvre grand'mère que je suis à l'infirmerie et que je ne puis rien savoir sur son compte.

5 heures du soir. Je suis sorti de l'infirmerie. Il paraît que la justice est devenue fort expéditive. Un élève fe-

1. Commandant le Prytanée.
2. Sœur supérieure de l'infirmerie.

rait une faute à huit heures du matin, le colonel l'appellerait à neuf heures et il partirait par la voiture d'onze heures. C'est bien simple. La compagnie, de 40 que nous étions, est réduite à 25. Un élève, un candidat, qui faisait bien le fier ici, lorsqu'il a été chassé, son père (ou son grand-père) est mort en l'apprenant. Il n'avait pas pensé à ce dénouement-là pour lui, sans doute.

Il y a des délations, des espionnages; une parole innocente peut être torturée pour lui donner un sens criminel. Quel drôle de temps! Cependant il y a bien des élèves qui se mordront les doigts, même parmi ceux qui, sans se compromettre, sans s'avancer, ont donné la main à l'affaire; car au moment de la révolte, il ne s'agissait au ministère de rien moins que de rendre à La Flèche ses anciens privilèges pour l'admission à Saint-Cyr. Vous savez qu'un premier examen vous rend *admissible*, et un second, plus difficile, vous classe. Or s'il y a 500 admissibles et 200 places, il y en a 300 qui restent et ont à repasser l'année suivante les deux examens. Autrefois, sous la Restauration, les élèves de La Flèche passaient d'abord, on admettait tous les admissibles, et les départements avaient les places qui restaient. De la sorte, l'Ecole de La Flèche était vraiment une école préparatoire pour Saint-Cyr, et une fois arrivé au 1er bataillon, on était à peu près certain d'être reçu. On a supprimé cela et on nous a donné un avantage de quinze rangs sur le reste de la France. Il s'agissait de nous rendre ce privilège, et voilà la révolte qui renverse ces projets..

J'ai lu dans un journal un article sur cette révolte. On nous en prêtait généreusement beaucoup plus qu'il ne s'en est fait. Les deux premiers bataillons, d'après ce

journal, après avoir tout détruit dans les dortoirs, avaient brisé les cloisons qui séparent leurs quartiers. Et bien d'autres choses encore. Mais j'ai remarqué surtout qu'on était censé avoir brisé les cloisons de nos quartiers, vieilles petites murailles en simples pierres de taille qui n'ont qu'un mètre ou un mètre et demi d'épaisseur. Et voilà comment s'écrit l'histoire.

Il paraît que maintenant, quand un élève est chassé, on le dégrade, on lui ôte ses boutons du collège pour lui mettre des boutons en cuir ou en laine. Comme on doit être beau avec cela! Il paraît aussi qu'un élève chassé d'ici de cette affaire, n'a pu se faire recevoir à Paris, non seulement dans aucun lycée, mais dans aucune maison préparatoire pour Saint-Cyr. Voyez un peu, il a été obligé d'aller dans un collège de province.

Berthelot va bien, c'est un garçon fort tranquille qui se conduit bien et n'est pas grand. Sans cela, il eût été immanquablement balayé, voici comment. Il était ami d'un élève assez grand qui, après l'expulsion de la *Grande-Bande*, de la bande qui avait donné le ton (un fort mauvais ton) au 2e bataillon, s'était uni à quelques autres grands pour former une seconde *Grande-Bande*. Berthelot s'y est trouvé, sans en être plus mauvais pour cela. Tous ont été balayés hier. B. seul est resté. On a compris que c'était un bon petit enfant qui ne pouvait avoir aucune influence. Voilà ce qu'un adjudant m'a dit. Ses parents peuvent être bien tranquilles, et vous aussi, à ce que je crois, car je le suis.

Adieu mes chers parents, soyez bien tranquilles, et soyez bien sûrs de mes bonnes dispositions. Je vous embrasse bien, bien, ainsi que ma petite Bébé.

Votre fils affectionné.

Prytanée de La Flèche, 23 mai 1859.

Mes chers parents,

J'ai reçu hier soir votre lettre qui m'a fait d'autant plus de plaisir que je n'en avais pas reçu depuis mardi de la semaine dernière. Je vous écris de l'infirmerie, d'ou je sors ce soir. J'y étais pour rhume, ainsi qu'une foule d'autres, grâce au temps qui nous a apporté ce mois-ci d'abord du soleil accompagné de vent, puis des pluies. Le temps est enfin remis, c'est pourquoi je sors de l'infirmerie après y avoir passé cinq jours. J'ai appris hier qu'il y avait eu un engagement[1], j'espère que vous m'en direz quelque chose.

J'ai reçu deux livres que j'avais fait demander. L'un est celui pour lequel il m'a fallu tant d'autorisations; l'autre est un livre d'histoire, géographie, etc., qui ne m'appartient pas en propre; nous nous sommes mis deux pour l'acheter. Je te remercie de me rembourser les six francs en question; je n'y avais pas songé en les dépensant, mais puisque tu veux bien, j'aime mieux que tu me les mettes avec le reste, au lieu de me les envoyer ici où je n'aurai jamais que trop d'argent à gâcher.

Moi qui vous reproche l'inexactitude, je me mêle aussi d'être inexact; mais j'espère que vous me le pardonnerez.

Mardi matin. — J'ai maintenant repris depuis hier soir le régime du bataillon, après avoir manqué huit classes.

Comme je n'ai rien autre de neuf à vous dire, je clos ici ma lettre. Portez-vous tous bien; je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre fils.

1. C'est la guerre d'Italie.

La Flèche, 19 octobre 1859, mercredi.

Mes chers parents,

Je suis mieux hypothéqué que lorsque je vous ai écrit ce matin; on s'habitue à tout. Toutefois lorsque je défais quelque petit paquet arrangé par vous, cela me fait de la peine et me rappelle mieux la maison.

Je vais vous narrer mon voyage : d'abord j'ai à vous remercier des précautions que vous avez prises pour la nuit et qui n'ont pas été inutiles pour me parer du froid.

A 4 heures du matin je suis arrivé à Paris où je me suis fait conduire à la gare du Mans. Là nous avons pris le café et attendu le départ. Nous avons retrouvé d'autres élèves et nous nous sommes trouvés sept dans le même wagon, tous du premier bataillon, de sorte que le voyage a été fort bruyant et assez agréable.

Au Mans, je me suis embarqué dans une espèce d'omnibus où nous étions dix-neuf, dont treize dans l'intérieur. Nous y avons chanté beaucoup, de manière à arriver tous enroués. A Foulletourte on s'est arrêté une heure et demie pour faire reposer les chevaux; nous y avons pris un punch qui nous est revenu à dix sous chacun, et nous sommes repartis toujours chantant, et éclairés par une bougie que l'un de nous avait achetée à Foulletourte J'avais fourni ma bouteille comme candélabre : la malheureuse y a péri. Enfin nous sommes arrivés vers neuf heures à La Flèche où un adjudant nous attendait; j'ai eu toutes les peines du monde à ne pas le suivre en plantant là ma malle et mon violon. Enfin il est parti sans moi, et je me suis fait porter mes effets chez Noël, car la voiture arrêtait sur la place du Pilori. Je suis resté environ une demi-heure à arranger mes affaires, et je

suis rentré au Prytanée, après avoir prié madame Noël de faire porter ma malle.

Voici en somme quelles ont été mes dépenses : consommé à Dijon, 0 fr. 50; porte-faix à Paris, 1 fr. 00; omnibus, 1 fr. 00, etc., etc.

Quant aux provisions, je vous dirai que sauf les madeleines que j'ai toutes mangées dans la première journée, et le pâté dont j'ai mangé une tranche, je n'y ai presque pas touché.

Jeudi matin. — J'ai fait hier connaissance avec trois nouveaux professeurs : M. Gossin, professeur de physique, M. Viant, de mathématiques et M. Chaignet, de littérature. Ils m'ont semblé beaucoup moins diables que les portraits qu'on m'en avait faits. En somme, je ne suis pas mécontent de les avoir. — Adieu mes chers parents, je vous embrasse bien.

Votre fils.

Samedi matin. — Rien de neuf dans ma situation, sinon que j'ai deux jours de moins qu'avant-hier à rester au collège, et que je commence à m'habituer. On n'est pas mal en seconde et mes nouveaux professeurs sont bien moins redoutables qu'on ne le dit. Le cours de seconde est bien rempli ; il n'y a guères de temps à perdre.

My watch goes well.

. . . . . .

La Flèche, 22 février 1860.

Ma chère tante,

Je suis sorti pour le mardi-gras et je profite de cette occasion pour t'annoncer que nous avons reçu mercredi une lettre de Père: il nous écrit de Gorée le 29 décembre. Ils y ont relâché le lendemain de Noël ; sa lettre a

été remise à Gorée le 29 décembre, mais elle n'est partie que juste un mois après, le 28 janvier. Il semble s'ennuyer un peu sur le vaisseau, où la vie est bien monotone. Cependant il y a de bons camarades dont il fait l'éloge, entre autres le médecin qui est protestant et des environs de Vauvert et un jeune prêtre catholique, missionnaire. Je te fais un tracé de la route qu'il a suivie avec les dates des jours où il est arrivé aux différents points, pour t'en donner une idée. Je crois que tu feras bien de consulter la mappemonde, car mon tracé, fait de mémoire, ne doit pas être bien exact. Père a été voir des peuplades nègres sur lesquelles il nous promet des renseignements curieux à son retour.

. . . . . .

La Flèche, 19 mars 1860.

Ma chère Mère,

Je viens de recevoir de la sœur supérieure à quatre heures le cadeau que tu m'as envoyé. Vraiment c'est trop; cependant je t'en remercie bien. Je sors ce soir de l'infirmerie, ainsi tu vois que je n'étais pas bien malade. Je suis tout à fait remis de mon indisposition et j'ai suivi les classes depuis ce matin. Je suis fâché de t'avoir fait faire jeudi ces emplettes qui n'ont servi de rien. Tu avais l'air en colère contre l'homéopathie, jeudi en partant. Pour être quelquefois mal administrée, il ne faut pas cependant la mépriser et la juger tout à fait. Il me semble que j'aime beaucoup mieux un petit verre d'eau sans goût que d'atroces pilules ou une infâme huile de foie de morue ou de ricin. Demande à Bella.

Adieu bonne petite maman.

. . . . . .

La Flèche, jeudi 14 juin 1860.

Ma chère petite sœur,

Il y a sortie dimanche, ce qui change tout à fait la question. Tu prendras donc les fonds dont tu auras besoin et tu arrangeras tout pour dimanche. Tâche que les bouquets [1] soient là le matin, ou bien aie-les samedi soir, et laisse-les au frais près du puits, et à couvert sous le hangar, de peur de pluie pendant la nuit.

Je crois que nous sortirons à dix heures. Rappelle à Mère de m'envoyer des gants samedi. Mère doit savoir qu'il y a sortie; si elle ne le sait pas, dis-le lui.

Adieu chérie, embrasse bien Bébé de ma part et ne parle pas à Mère de ma lettre.

Tout à toi.

La Flèche, 5 mai 1861.

Ma chère tante,

Je suis bien coupable de vous avoir laissée si longtemps sans nouvelles ; aussi vais-je faire mon possible pour réparer ma faute, sans chercher à m'en excuser. Je vous dirai donc que depuis cet hiver, nous ne recevons plus aussi régulièrement des nouvelles de Chine. Les glaces qui, pendant les froids, obstruent l'embouchure du Peiho, empêchaient les communications entre l'armée et l'Europe. Aussi, après être restés très-longtemps sans nouvelles, nous avons reçu à la fois trois lettres il y a quelques jours. Ce sont ces nouvelles que j'attendais de courrier en courrier pour vous écrire. Elles étaient datées de Tien-Tsin où le régiment de mon père était en quartiers d'hiver. Il faisait alors très froid, mais on avait tout le bien-être possible.

1. Préparatifs pour la fête maternelle.

Tu dois avoir appris que Père a été nommé officier de la Légion d'honneur. Il ne le savait pas encore lorsqu'il nous a écrit. Nous ne savons pas du tout quand les troupes de l'expédition reviennent de Chine. Pendant les vacances de Pâques que nous avons passées à Paris, nous avons cherché à savoir quelque chose du retour et on a pris des renseignements au ministère de la guerre, mais on n'a rien pu nous dire.

Notre petite Bébé grandit toujours ; c'est une très gentille petite fille, bavarde comme une pie. Je voudrais que vous la voyiez. Vous la trouveriez charmante, comme tout le monde.

Adieu ma chère tante, je t'embrasse bien.

Ton neveu.

CHAPITRE II

L'ÉCOLE D'APPLICATION (1864-1866)

L'antiquité. — Une valse. — La chambre en ville. — Souhaits de fête. — Levé de mines. — L'Abbé Lapierre. — Descartes. — Petit cadeau. — Soirées; le patois messin. — Promenades archéologiques. — Les libretti. — L'école positiviste. — Une tour en ruines.

Metz, 26 janvier 1865.

Ma chère B,

Je ne veux pas tarder plus longtemps avant de commencer cette lettre, cependant je ne t'en écrirai pas bien long aujourd'hui parce qu'il *est déjà demain matin* et qu'il faut que je me couche. Je suis occupé à lire Sophocle dans une vieille traduction qui plait quelquefois, mais qui est quelquefois inexacte, et souvent vous donne une idée fausse du texte par le langage singulier qu'elle fait tenir aux personnages. Ce n'est que depuis peu de temps que l'on a appris à faire des traductions qui ne trahissent pas l'original; nous poussons maintenant à l'extrême le désir de voir reproduits fidèlement, dans une traduction ou dans toute autre œuvre d'art, les manières du temps et du pays où l'auteur nous trans-

porte. Si tu lis Sophocle dans une traduction moderne, il ne te plaira peut-être pas autant, mais tu le connaîtras mieux. Le génie grec ne s'accommode pas du tout de nos complications et de nos ménagements de langage ; il exige avec plus de netteté, plus d'énergie que nous n'en mettons, et, par là, il peut effaroucher d'abord, mais on s'y habitue et en y songeant, on trouve, il me semble, que c'est une beauté de plus.

Je fais profession d'aimer et d'admirer beaucoup l'antiquité et les classiques, mais je trouve tant de gens qui répètent : les classiques, insipides ; — l'antiquité, mortellement ennuyeuse, que je m'imagine quelquefois que je me trompe et que je me trouve forcé de raisonner mon opinion pour la justifier à mes yeux.

Bonne nuit.

Vendredi 27, cinq heures. — Mardi dernier, chez le général de Martimprey, j'ai invité une jeune personne vêtue de blanc avec fort peu de goût, mais d'une manière assez singulière pour ne pas me déplaire. Lorsque je l'ai engagée, elle m'a dit son nom, tandis que la plupart des danseuses, incapables de tenir en règle une comptabilité aussi compliquée, marquent d'une petite croix les danses où elles sont invitées, et vous laissent les désigner sur votre carnet soit par les détails de leur parure, soit, comme fait N., par leurs qualités physiques : grosse, maigre, grande, rousse, etc.; les dames seraient fort peu flattées de se voir ainsi désignées, car elles ne s'avouent pas aussi brusquement leurs particularités. Mademoiselle X, (car c'était elle) n'en use pas ainsi ; elle vous dit son nom et inscrit le vôtre, c'est une personne d'ordre et qui fera le bonheur de son époux. Lorsque je dis mon nom à mademoiselle X., elle fut frappée d'étonnement et me le fit répéter, quoique je

l'eusse articulé fort distinctement, et lorsque vint la valse, tandis que je me promettais en moi-même de noter cette personne pour ne plus la faire valser, elle se fit connaître comme une de tes compagnes de Saint-Denis ; nous causâmes de la Maison et nous fûmes bientôt les meilleurs amis du monde. Elle me charge de te faire ses compliments. Ainsi, nous voilà camarades de pension avec mademoiselle X ; c'est presque un cousinage ; aussi me crois-je obligé de la faire danser de temps à autre. N'espère pas cependant que je la ferai valser ; je laisserai mes camarades faire son éducation de valseuse, et je l'inviterai pour des contredanses. Nous causerons ensemble de la Maison et nous dirons du mal des dames.

Je viens de m'interrompre pour écrire un mot à monsieur le Maire de la ville de Metz, auquel je demande l'autorisation d'emporter chez moi les tragiques grecs de la bibliothèque de la ville. Celle de l'École n'a que le texte français, une vieille traduction, et je veux essayer de lire l'original ; j'espère bien qu'avec le grec, le latin et le français, je finirai par comprendre.

Jeudi 2 février. — Je suis un misérable de faire durer aussi longtemps mes lettres ; demain soir je vais aller voir madame Cuvier ; samedi je passerai la nuit à Nancy au bal du maréchal[1]. Je voulais donc finir ma lettre ce soir, mais en ôtant ma tunique pour me mettre à mon aise, je me suis dit qu'il serait peut-être bon de me coucher de bonne heure ce soir, et provisoirement j'ai fait un somme de 7 heures à 9 heures un quart. Enfin je me suis remis sur pied et je vais vous écrire un peu ce soir. Le préfet a deux filles. Je n'ai jamais vu le préfet, mais

1. Le maréchal Forey.

seulement sa femme et ces demoiselles. L'aînée est une forte gaillarde dans le genre de Marie de... Elle danse fort bien et cause agréablement, mais je n'ai jamais dansé ni causé avec elle. Les danses que je lui demande sont toujours promises. J'ai rencontré ces dames chez madame Lefrançois. La cadette est beaucoup plus intéressante ; elle a 16 ans et demi et elle est jolie ; depuis plusieurs années on la laisse aller dans le monde ; c'est une toute petite femme très gentille et le général Bourbaki lui faisait mille amitiés ; mais toutes ces fatigues ont fait tort à sa santé ; elle a été très malade et les médecins lui recommandaient de ne pas sortir le soir cet hiver. Lorsque je l'ai vue chez madame L., elle était affaissée sur elle-même et je ne pouvais savoir si c'était une jeune fille ou une enfant. Quelques jours après, je l'ai vue au bal du général de Martimprey et elle a eu l'imprudence d'aller encore au théâtre deux jours après. Elle s'est remise au lit et on la dit très malade ; elle ne mange pas et on ne sait que lui donner pour la faire revenir. Elle a une vieille grand'mère qui l'aime beaucoup et qui est bien malheureuse de tout cela. Voilà quelles sont les filles du préfet.

Je finis ; j'embrasse père, mère, marraine, S. et toi ; je voulais te parler de Sophocle, je te parle de tout excepté de cela, mais il faut que la lettre parte.

Ton petit frère.

L. N. Rossel.

Metz, 7 mai 1865. Ecole d'Application.

Le travail dont j'ai été accablé la semaine dernière m'a empêché de vous répondre plus tôt ; on profite du beau temps pour nous donner du service toute la journée ; en même temps arrivait le moment de remettre un

dessin et des mémoires, ce qui m'a fait attendre à aujourd'hui pour vous répondre. Nous commençons un travail nouveau, un projet de bâtiment militaire qui nous donnera quarante séances. En même temps, nos théories de l'Ecole du soldat ont été finies ce matin, et je trouverai bien quelques jours favorables pour aller vous voir. Nous n'avons plus pour domestique le fidèle Cussonneau, mais un François non moins fidèle qui était domestique d'un colonel ; il nous parle ainsi : « Monsieur a-t-il vu que le tailleur de monsieur à apporté les pantalons de monsieur ? » C'est d'un fort bon genre. Cussonneau était plus familier, mais plus propre ; l'ambition, sans doute, lui a fait quitter sa place ; il portait déjà, les jours de noces, un chapeau noir qui n'était pas en harmonie avec ses humbles, mais utiles occupations. Il a donc accepté une place qui l'élève d'un rang dans la domesticité et s'il y perd au point de vue pécuniaire, il y gagne en considération. Bref, monsieur Cussonneau est aujourd'hui employé aux salles d'étude pour tourner l'encre de Chine et broyer les couleurs.

Nous avons ici la foire; elle ne vaut pas, bien loin de là, toutes ces foires aux longues enfilades de baraques et de boutiques comme nous en connaissons, mais telle qu'elle est, elle charme toute la ville. Les élèves font les diables dans les baraques ; les lieutenants du génie, déguisés en bourgeois, et errant par troupeaux, compromettent la redingote et le chapeau noir : ils donnent une seconde représentation, et le pauvre acrobate les envoie à tous les diables.

Ne croyez pas que l'habit bourgeois soit mal porté ; nos capitaines, chargés de nous empêcher d'être en bourgeois, s'embourgeoisent eux-mêmes et nous en rencontrons tous les jours dans cet état.

Quant à la chambre en ville, je vois une foule d'honnêtes gens de mes amis qui en ont ou qui en cherchent ; personne ici ne songe à y voir aucun mal. On ne se met pas à quatre dans un logement quand on veut y emménager complètement ; c'est seulement un dépôt pour les vêtements bourgeois.

Considérez, je vous prie, qu'on ne peut sortir du quartier, le dimanche, qu'avec l'habit et le chapeau découvert, qu'il faut mettre ses meilleurs effets, ses effets le plus dispendieux qui ne sont pas seulement incommodes et trop serrés pour se promener, mais qui peuvent être perdus par un petit accident et qui, dans tous les cas, s'useraient très vite à courir les grandes routes. Faut-il renoncer au plaisir de me promener le seul jour de la semaine où je sois libre, où je puisse sortir de la ville. On peut se mettre en bourgeois sans s'encanailler.

J'ai vu il y a quelque temps un camarade de Journet, un des bons élèves de spéciale de Sainte-Barbe qui venait passer les vacances de Pâques chez notre général, son cousin germain. J'ai été fort étonné le matin de Pâques lorsqu'on est venu m'éveiller pour me dire que le général me demandait. Je le trouvai dans la cour du quartier; il venait me prier de conduire au temple son sien cousin qui devait arriver le matin même, ce que je fis. Le pauvre diable fut traîné au temple en sortant du train. Je compris cette démarche du général comme s'il avait l'intention de me prier d'amuser un peu le cousin, qui est un fort gentil garçon. Je ne pus l'avoir dans la semaine à cause d'un voyage qu'il fit et de mon service, mais le dimanche je lui fis remettre une carte à son réveil pour le prier de déjeuner avec nous. Je pense qu'il a passé une assez agréable matinée, et il a eu le tact

d'avoir un rendez-vous pour une heure de l'après-midi.

Soyez moins inquiets pour la tenue bourgeoise ; il n'y a ici que les généraux qui soient toujours en tenue, et qui s'amusent même à passer l'hiver sans manteau. L'aide de camp du général de Martimprey était en bourgeois à un bal de la Division; j'ai vu beaucoup de capitaines se faire une joie de paraître en bourgeois à des soirées où les généraux venaient en uniforme; à tous les coins de rue on rencontre une figure à moustache qu'on a vue quelque part et qui se dissimule dans l'ombre d'un chapeau bourgeois.

Dites-moi donc ce qu'a notre S.; c'est bien ennuyeux pour notre pauvre petit oiseau d'être ainsi attaché par la patte.

Adieu mes chéris. Ecrivez-moi une bonne lettre.

Metz, 15 juin 1865.

Ma chère mère,

Je regrette bien de ne pas pouvoir aller t'embrasser pour ta fête, mais tu sais que c'est impossible. Il faut donc que je me contente de t'écrire pour te dire combien je souhaite que cette année soit heureuse pour toi; elle ne nous apportera certainement ni fortune, ni avancement, excepté notre fameux brevet, mais elle sera heureuse si Dieu veut bien qu'elle ne nous prenne rien, et que tu puisses l'achever dans un petit nid bien commode, arrangé à ton goût, avec des enfants bien sages et une agréable société.

Votre dernière lettre m'a fait bien plaisir en me montrant que vous prenez la décision de ne pas moisir à Paris. Je rêve déjà un petit jardin plein de roses comme il y en avait dans celui de La Flèche; mais pourvu que

tu n'ailles pas trop t'empouler dans ta basse-cour et devenir semblable à madame M.

Depuis dimanche je suis en train de vous écrire, mais la lettre de cette B. est longue à faire, car je suis arrivé au point de ma leçon de géologie où il faut consulter les livres.

Je suis bien en retard pour des lettres auxquelles je dois répondre, mais chaque fois que j'ai quelques moments de libres, je me reproche de ne pas les employer à étudier une grosse et ennuyeuse question de mécanique qui est tout à fait importante; et, de fait, j'ai employé beaucoup de temps à la travailler sans être encore arrivé à la connaître comme je voudrais.

Ce qui m'excuse, c'est que notre excellent homme de professeur qui a bien voulu se donner la peine de me l'expliquer, ne me paraît pas la connaître à fond non plus. C'est un commandant du génie qui a deux filles un peu maigres avec lesquelles j'ai eu l'honneur de danser cet hiver; son nez est toujours bourré de tabac qui tombe en petits grains sur votre dessin pendant qu'il vous explique les choses, et rien que le voisinage de ce nez me porte à éternuer.

Adieu ma bien chérie mé, embrassez-vous bien tous de ma part. Je vous aime bien.

Votre fils affectionné.

Metz, 6 juillet 1865.

Mes chers parents,

J'ai reçu hier votre chère sommation de petite S.; heureusement que je puis aujourd'hui vous répondre. La semaine dernière j'ai eu à terminer deux dessins et un mémoire relatifs au projet de bâtiment; en même temps,

nous faisions la manœuvre des ponts; depuis que mes dessins sont rendus, je passe mes journées dans les mines du fort Bellecroix; je les lève avec Guibert. Nous partons à 5 heures un quart du matin et nous quittons le terrain à 5 heures du soir. Ce travail n'est pas désagréable, car il fait frais dans les mines, tandis qu'à la surface du sol il fait une chaleur insupportable. Nous sommes chargés d'une partie des galeries de mine qui défendent une lunette en avant de Bellecroix, sur un terrain très incliné. Le premier jour, nous étions un peu embarrassés dans ces petites galeries étroites, basses et obscures, où l'on a toujours peur de se cogner la tête et qui ont l'air de descendre au fond de la terre; mais maintenant nous nous sommes apprivoisés jusqu'à aller sans chandelle dans la partie que nous connaissons. Pour vous donner une idée de l'étendue de ces travaux, je croirais bien que la partie que nous avons à lever a 1500 mètres de développement de galeries, et nous sommes peut-être trente dans le fort pour lever les différentes parties.

Le premier jour nous avons déjeûné avec quelques-uns de nos camarades chez un marchand de friture qui héberge les élèves depuis vingt-cinq ans, mais ensuite nous avons résolu de déjeûner tout bonnement sur l'herbe en achetant nos comestibles.

Cette entreprise hardie n'a pas réussi aussi mal qu'on aurait pu croire; nous avons trouvé un rôtisseur assez mal fourni, qui nous vend de l'oie ou du poulet; nous achetons du pâté ou de la charcuterie, du vin à dix sous le litre, et le repas est complété par du fruit que nous prenons au marché. Nous avons pour aides deux petits conscrits du régiment du génie, ce sont de gentils garçons qui nous aident avec assez d'intelligence et toute la

conscience, tout le zèle qu'on peut désirer. L'un est un petit gars de 17 ans qui s'est engagé ; il s'enorgueillit de savoir les trois premiers livres de la géométrie, qu'il a appris chez les frères ; l'autre, qui s'appelle Humbert, est de ma classe et a devancé l'appel; Humbert fait marcher Timbal, sur lequel il a l'avantage de l'âge, de l'expérience et de la civilisation, car il a été six ans ouvrier mécanicien à Paris Il en profite pour faire porter le panier à Timbal, et il se moque de lui par-dessus le marché, en disant qu'il a l'air d'une cuisinière. Ça ne les empêche pas d'être très bien ensemble. Ces braves gens s'intéressent à notre travail et à notre déjeûner au moins autant que nous-mêmes ; cependant ils ne sont pas encore parvenus à débarrasser notre pauvre panier d'une fourmilière ennemie qui lui donne l'assaut le matin quand le panier arrive plein, et disparaît par enchantement dès qu'il n'y a plus rien à prendre.

Madame Lefrançois que j'ai vue hier me demande des nouvelles de votre projet de venir à Metz. Je lui ai dit que père comptait venir un peu ce mois-ci voir le pays par lui-même. Ne serait-ce pas le moment? Q'en dites-vous ? Le levé de mines finit samedi; faut-il faire mettre des draps à notre petite chambre? Je vous préviens qu'il fait très chaud ici; mais comme il fait sans doute encore plus chaud à Paris, père aura la ressource de trouver de la fraîcheur près de la rivière.

Adieu mes chéris, je veux que ma lettre parte ce soir.

Metz, le 18 août 1865.

Mes chers parents,

Je ne compte guère sur les lettres perdues; l'inspecteur des Postes auquel je me suis adressé dès diman-

che matin, a pris des notes sur ma réclamation et m'a dit que très probablement on ne trouverait rien.

Il m'en a donné de fort bonnes raisons que je trouve mauvaises : une lettre peut se glisser dans un journal ou dans une de ces grandes lettres d'affaires qui sont ouvertes par les deux bouts ; les gens auxquels elles arrivent ont souvent l'indiscrétion de les ouvrir et dès lors la lettre est perdue. Bref, il m'a parlé de tout cela avec esprit, mais avec cette indifférence qu'un chirurgien met à parler d'opérations ou, un juge, de prison et de travaux forcés.

Pour moi, je trouve fort mal que l'incurie de l'administration permette que les affaires, les secrets, les affections d'un chacun soient livrés à des curieux. Il suffirait d'un peu plus de soin dans la manipulation des lettres pour éviter de tels abus. Mon inspecteur me citait le fait de sept lettres trouvées dans un journal par le destinataire de ce journal, qui les a renvoyées à l'Administration des postes. Ces lettres, adressées de Metz à différents endroits de la France, avaient suivi le journal en Espagne.

Si père veut venir me voir, le vrai moment serait de le faire après le levé expédié qui finit le 3 septembre ; il fera encore beau sans que la chaleur soit incommode.

Nous faisons les écoles à feu ; on m'avait promis que cela me rendrait sourd, mais je ne m'en suis pas encore aperçu. Nous allons presque tous les jours au polygone tirer les différentes espèces de canon. Vous savez que nous avons été cités pour notre levé de fortification ; nous l'avons été aussi pour notre levé à Queuleu, mais c'est déjà ancien.

Un de mes camarades vient d'entrer dans ma chambre pour venir me voir, et je lui ai mis un livre sous le

nez pour qu'il me laisse finir ma lettre, mais les devoirs de l'hospitalité m'engagent à ne pas le laisser trop longtemps ainsi. C'est un de mes camarades de popote avec lequel je n'ai que de bonnes relations; nous allons nous voir ainsi de temps en temps. Il a une chambre en ville avec son binôme comme nous, mais mieux que la nôtre, une chambre assez grande pour qu'on puisse y vivre et qui a l'avantage de ne pas être au troisième étage. Aussi y vont-ils assez souvent. Je vais les voir là quand j'ai faim après dîner; c'est au-dessus de la brasserie Bavaroise, et ils font monter de la bière, et une sorte de charcuterie que l'on appelle des Strasbourgs; c'est bon quand on a faim, ce qui m'arrive quelquefois lorsque le dîner du popotier n'a pas été assez sérieux. Quant à lui, il vient nous faire des visites moins intéressées, certain que nous n'avons pas autre chose à lui offrir qu'un petit verre de kirsch, car, je l'avoue, nous avons du kirsch chez nous, et, ma foi, tout en l'offrant à nos visiteurs et en en mettant dans notre eau sucrée quand nous rentrons de la manœuvre, nous sommes bien arrivés à en vider une bouteille et demie depuis le commencement de l'année. Nous l'avions achetée d'abord en l'honneur de notre ami l'abbé Lapierre, qui aime à venir s'asseoir de temps en temps au coin de notre feu en fumant sa pipe et causant de choses et d'autres; or, un petit verre de quelque chose ne lui déplait pas, surtout quand c'est du dur. Il n'y a que les jours de quatre-temps ou de jeûne qu'il accepte, l'hiver, une tasse de thé, sans doute comme mortification, et sous le prétexte que cela le fait mieux digérer. C'est un bonhomme instruit, qui en sait bien plus long que nous sur l'histoire de la réformation, et dont la conversation ne m'ennuie jamais.

Mon camarade Tavernier vient de partir; il m'avait

fallu interrompre ma lettre parce qu'il avait laissé de côté le livre qui ne l'amusait pas.

Adieu mes chéris, je vous embrasse tous et je vais tâcher d'écrire un peu demain à mes petites sœurettes.

Votre affectionné fils.

10 heures un quart du soir.

Fragments de lettres, 1865.

A sa sœur.

Descartes[1]. *Les journaux.*

Rappelle-toi la date de 1636 qui est celle du Discours de la *Méthode*, base de la philosophie et d'une grande partie des sciences modernes ; du *Cid*, la première tragédie qui soit restée au théâtre et peut-être la plus ancienne des pièces qui se jouent encore (car l'*Avocat Pathelin* n'est plus la pièce qui se jouait au moyen âge ; elle a été refaite au XVIII^e^ siècle par Brueys et Palaprat). 1636 est, de plus, l'année de l'apparition du premier journal, la *Gazette de France*, qu'un médecin, Théophraste Renaudot, publia pour distraire ses malades. Ainsi c'est comme la date de l'éclosion de tous ces germes de réveil qui s'agitaient depuis 1453, depuis la Renaissance et depuis la Réforme.

Après des luttes longues et sanglantes, après un pénible travail de l'esprit humain, la tourmente s'apaise, l'ordre se rétablit, la Réforme est vaincue en France, la Féodalité, vaincue aussi (Richelieu), et les fruits de tous

1. Cette lettre est une des leçons très nombreuses que mon frère m'envoyait pendant nos séparations et qui traitaient des matières les plus diverses. Il ne pouvait être question de les publier toutes, mais j'ai tenu à en faire paraître quelques-unes et à montrer ainsi ce côté de caractère du frère aîné, toujours désireux de se rendre utile.

ces troubles, de toutes ces luttes, de toutes ces guerres peuvent éclore. Ne trouves-tu pas singulier qu'une même date comprenne trois faits d'une aussi grande portée que la fondation de notre théâtre, la naissance de la philosophie et des sciences d'observation entre les mains de Descartes, et la création du premier journal par des gens qui ne savaient certainement pas ce que les journaux allaient devenir.

Je ne te parle pas du tout du *Cid*, mais j'y viendrai quand je pourrai; je ne te dis rien de moi dans cette lettre parce que j'envoie en même temps à Mère quatre pages où je ne parle que de cela.

Tâchons d'arriver à Descartes. — On prétend qu'Aristote et Leibnitz sont les deux plus grands génies qui se soient manifestés aux hommes. Ils étaient à la fois très actifs, très instruits et ayant réuni des sommes de connaissances comme il n'est guère possible aux hommes d'en acquérir, ils les ont pénétrées et maniées de manière à en faire sortir des éclairs de la *Vérité*. C'est ce que cherchent tous les savants du monde, et tous les hommes qui pensent, chacun à sa manière et comme il peut.

Quelques livres d'Aristote et de ses disciples sont tombés entre les mains des savants du moyen âge, savants qui ne l'étaient guères, mais qui ne demandaient pas mieux que de le devenir.

Les autres auteurs grecs, beaucoup d'auteurs latins étaient alors perdus pour l'Europe occidentale, de sorte qu'Aristote, isolé de tous les philosophes qui pouvaient lui être comparés, parut beaucoup plus grand et presque divin. Il donnait pour raisonner des règles infaillibles; on apprit de lui à déduire, à conclure (le syllogisme) et on trouva cela si beau qu'on admit ensuite comme incontestablement vrai tout ce qu'Aristote avait dit et une

foule de folies entassées dans son histoire naturelle.

On vécut pendant des siècles sur Aristote ; armés du syllogisme qu'ils apprenaient à manier avec une finesse et une habileté que nous n'avons plus, les philosophes *scolastiques* mirent tout en question ; avec quelques raisonnements artificieux et faux, comme il est si facile d'en faire quand le langage n'a pas une grande perfection, ils arrivèrent parfois aux déductions les plus singulières et s'embrouillèrent dans des discussions qui nous paraissent idiotes et le sont souvent.

Mais il y avait deux choses que leurs plus grandes erreurs respectaient : la Bible et Aristote ; la Bible était peu connue, mais Aristote surtout était inattaquable : qui méconnaissait son autorité était un galeux, un pestiféré, un lépreux ; il n'était plus bon qu'à abattre. Ce fut une résurrection du « le maître l'a dit », textuellement : « il l'a dit lui-même ».

Ainsi régna Aristote pendant tout le moyen âge ; si tu as lu le commencement du Discours de la Méthode, tu sais quel doute et quel ennui s'empara de l'esprit de Descartes lorsqu'il s'aperçut, après des études complètes, après avoir beaucoup lu et beaucoup appris, qu'il ne savait *rien* ; que la science était un mélange mal fait de quelques vérités et de nombreuses erreurs, et qu'il fallait s'efforcer de tout effacer de son esprit, pour y écrire de nouveau comme sur des pages blanches.

Descartes voyagea, fit la guerre ; il devint capitaine. Mais, Dieu merci, les grands esprits ne sont pas faciles à distraire des grandes idées, et c'est tout en courant l'Allemagne qu'il démolit et rebâtit son édifice et nous donna la Méthode qui a présidé à la fondation de toutes nos sciences.

Avant Descartes, non seulement la Philosophie s'était

arrêtée, mais toutes les sciences étaient retombées dans l'enfance.

Dernier rejeton de la philosophie péripatéticienne, l'Ecole d'Alexandrie avait péri, léguant d'une part à l'Europe sa dialectique et des raisonnements sans fin; ses études scientifiques aux Arabes qui les firent prospérer, et aux Byzantins cet esprit frivole en même temps que méticuleux qui a marqué la décadence de l'Empire d'Orient et amené ces nuageuses discussions sur la nature de Dieu, d'où sont nées les milles hérésies orientales, comme des champignons dans un terrain pourri.

Tout cela allait à la débandade; excepté les Arabes, tous s'égaraient à qui mieux mieux; ce qui leur manquait, c'était la Méthode: chacun prenait un point de départ à sa guise, celui-ci admettait comme vérité les erreurs de son maître, celui-là posait en axiomes toutes ces idées vagues dont notre esprit se remplit au contact du monde, sans les trier, sans les éclaircir.

Seuls les savants ne se trompèrent pas, car il faut partir d'un théorème établi pour établir un nouveau théorème, et mille vérifications vous ramènent au point de départ et vous empêchent de vous en écarter. Comment fausser la géométrie? Elle donne immédiatement aux sens les démentis les plus incontestables. Aussi les Arabes, nouveaux venus de la civilisation, furent-ils plus heureux que les Byzantins pourris et que les Latins, jusqu'au jour où Constantinople prise répandit sur le monde latin les trésors de l'antiquité qu'elle avait conservés.

Mais je crois que je me répète; j'en serais fâché, car cela use du papier.

Un beau jour, un grand esprit s'aperçoit que tous les savants pataugent et il pose ces règles si belles qu'elles ont renouvelé le monde, si simples que chacun s'imagine qu'il

les trouverait, quoiqu'il nous soit déjà bien difficile de les suivre au milieu des erreurs et des préjugés qui nous entourent au dedans et au dehors.

Ne jamais rien admettre pour vrai sans l'avoir démontré auparavant. Avoir un langage clair et qui permette de ne jamais confondre ce qui est différent.

Le défaut de ces règles est qu'il y a toujours au moins une chose qu'il faut admettre sans l'avoir démontrée même en géométrie, il y a des axiomes qu'il faut croire sans conteste. En philosophie, Descartes se considère comme forcé d'admettre qu'il pense. Nous autres petits philosophes, il y a bien d'autres choses que nous pouvons accepter, mais ce dont il faut nous garder, c'est d'accepter des idées que notre esprit ne saisit pas clairement. Il faut les décomposer, les comparer, les classer, jusqu'à ce que nous les ayons réduites à des vérités connues ou à des impossibilités; il faut nous garder surtout des erreurs de mots d'où naissent la plupart des doutes et des incertitudes.

Depuis Descartes nous sommes libres.

Voilà huit pages et je croyais ne pas avoir le temps de t'écrire; mais je m'aperçois que l'habitude de professer devient invétérée chez moi : mes lettres sont des leçons; je sais bien que tu les reçois avec beaucoup de bienveillance, mais il n'y a pas d'habitude plus sotte que celle de professer. On s'accoutume à s'écouter, à s'admirer, à être plein de complaisance pour ses propres idées, quand par hasard on en a; on supporte difficilement la discussion, on est bavard, bref on a tous les défauts possibles.

Metz, 30 décembre 1865.

Fragment.

Mon binôme qui avait manifesté l'intention de ne pas

aller à Paris, a demandé à y aller, ce qui lui sera probablement accordé; je suis bien aise qu'il aille chez lui, mais je crois que vous sentirez davantage mon absence que s'il n'y était pas. Si ce n'était par raison, je ferais la même demande.

Samedi soir. — J'ai accompagné G. ce soir à la gare, et je l'ai chargé de vous remettre un petit paquet. J'espère que vous l'aimerez. J'aurais voulu avoir quelque chose de vraiment joli et en vrai tapis, mais ce que j'ai choisi m'a paru d'assez bon goût quoique ce ne soit que de l'impression. Il paraît que c'est d'une bonne couleur et qui peut se nettoyer. Aurez-vous deviné que c'est un tapis de table pour la salle à manger? Maintenant qu'il est parti, je pense que j'aurais pu mieux choisir, que le dessin est peut-être un peu trop joli pour l'espèce de tapis, et que l'espèce est peut-être trop laide pour votre jolie table; cependant, tel qu'il est, j'espère qu'il plaira à Mère. Je voudrais de tout mon cœur pouvoir lui donner pour étrennes quelque chose de plus joli; je voudrais lui donner tout ce qu'elle désire. Je ne vous envoie pas de mirabelles, vous en avez d'ailleurs peut-être encore. Quant à vos petites voisines, ce sera pour quand je viendrai.

Adieu, je vous quitte pour ce soir; demain, si j'ai le temps avant le courrier, je vous enverrai encore un mot. En attendant, je vous embrasse tous et vous renouvelle mes souhaits de bonne année.

. . . . . .

Metz, 19 janvier 1866.

Mes bons chéris, vous devez me trouver bien ingrat de ne pas vous écrire plus souvent; je l'aurais fait plus

tôt s'il ne m'était pas tombé une avalanche de soirées qui, depuis lundi soir jusqu'à samedi inclusivement, me tiendra hors de chez moi. Lundi je rencontre à la Bibliothèque de l'Ecole le colonel Emy; je vais le saluer, et aussitôt il m'offre de me présenter le même soir chez madame de Marin, dont j'entendais le nom pour la première fois ou à peu près. Le lendemain, toujours à la Bibliothèque, un de nos capitaines m'accoste et me demande à l'oreille si cela me ferait plaisir de passer la soirée chez lui; je ne pouvais pas dire que cela me ferait de la peine. Dans cette soirée, je rencontre un monsieur avec lequel j'avais, la veille, causé un peu du patois messin; ce monsieur, qui a été officier d'artillerie, est président de l'académie de Metz; il me présente à sa femme et m'engage à venir à ses mercredis. Son mercredi de cette semaine a été une charmante soirée où il y avait beaucoup de gentilles danseuses et une fort jolie femme. Je note ce dernier point parce qu'on en voit fort peu.

Hier soir, ce même monsieur me donne rendez-vous à la Bibliothèque de la ville pour me faire faire connaissance avec un des bibliothécaires qui s'occupe aussi du patois messin. Le pauvre bibliothécaire a fait tous ses efforts pour me bien recevoir, mais au fond il me considérait comme un intrus qui chasse sur ses terres; je lui ai montré mes notes sur *son* patois, il les a parcourues avec un intérêt qui n'était pas sans inquiétude. Il s'occupe justement du même sujet que moi et ce sujet est proposé en prix par l'académie de Metz!

Cependant il m'indiqua le sens et l'étymologie de quelques mots qui m'étaient inconnus, et me montra le commencement du programme de l'ouvrage qu'il veut faire sur ce sujet de concert avec son collègue l'autre biblio-

thécaire ; il me parla aussi de quelques ouvrages qui pourraient m'intéresser, et entre autres d'un livre du fameux pasteur Oberlin sur le patois du Ban-de-la-Roche ; ce livre était rare, me dit-il, mais cependant peut-être existait-il chez quelques amateurs. Mon conducteur qui causait d'autre chose avec un monsieur, entend vaguement de quoi nous parlons. « Tiens, le livre d'Oberlin, dit-il, qui est-ce donc qui vient de l'acheter ? » C'était justement mon interlocuteur, qui venait de me conseiller de courir après. Voyez comme ces savants sont de rusés coquins !

Hier soir, je suis allé en sortant de là, chez madame Lefrançois ; j'aurai l'indiscrétion d'y retourner ce soir ; il est vrai que je n'y étais pas allé depuis quinze jours. Enfin je passerai la soirée demain chez cet excellent colonel Maingand.

Grâce à vos présents, je nage dans l'opulence. J'ai reçu tous les cadeaux de Mère en bon état, et j'y ai été bien sensible. Tout cela était un renfort de troupes fraîches venant secourir à l'improviste une armée affaiblie.

Quand écrirai-je à Bella ? Chaque fois que je vous écris, je suis tellement en retard que je n'oserais pas vous faire attendre un courrier de plus pour ajouter quatre pages à ma lettre ; ce n'est donc pas encore cette fois-ci que j'écrirai à mes petites chéries.

Adieu mes bons parents, je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre fils affectionné.

A sa sœur B.

Metz, 29 janvier 1866.

Hier, je suis allé faire une jolie promenade à la campagne ; je suis monté dans un clocher pour y prendre le croquis d'une fenêtre du XII^e^ siècle, ou même antérieure,

car elle appartient à l'époque romane. Il y avait deux petits garçons qui étaient là pour sonner les cloches; cela me paraît assez dangereux. Je suis allé ensuite dans un autre village où il y avait un bas-relief très laid, très curieux et surtout très ancien ; un villageois m'a dit qu'il avait été découvert il y a quelques années par un élève de l'Ecole Polytechnique et le pasteur des protestants.

Mais je ne t'ai pas dit ce qui m'a engagé à aller dessiner comme cela. C'est que ma nouvelle connaissance, Monsieur de Bouteiller, veut me faire entrer dans la Société d'archéologie de Metz, et que je ne veux pas arriver à cette société les mains vides, si j'y arrive. J'aurais peut-être mieux fait, lorsque M. de B. m'a parlé de cela, de lui dire tout simplement « zut », comme cela se dit dans le grand monde, mais je n'ai pas osé ; et si un soir il me dit comme ça : vous êtes membre de la Société d'Archéologie !... je le remercierai poliment, en lui disant toujours comme dans le grand monde : « Vous me la faites à l'oseille; » et si je puis entrer dans cette illustre compagnie avec une douzaine de « croquis cotés » relatifs à l'architecture et à la sculpture du pays, je serai content de justifier ainsi mon admission.

J'ai vu *Don Pasquale*. C'est un opéra bien bête, comme la plupart des opéras, et de fort jolie musique. J'ai pensé à te le donner, mais j'aime mieux que tu me dises lequel tu voudrais avoir; de la sorte je serai sûr de te donner quelque chose qui te plaise. Je te requiers donc de me dire dans ta prochaine lettre quel est l'opéra que tu aimerais le mieux avoir, et de me tenir au courant des changements qui pourraient survenir dans tes goûts jusqu'à ce que je t'en donne un.

Il y a pas mal de ressources dans cet opéra, mais je crois que c'est une invraisemblance que ce personnage

de don Pasquale, vieillard goutteux, amoureux et fort ridicule. En effet, il est ridicule parce qu'étant vieux et mal portant, il ne laisse pas que d'être amoureux ; mais s'il est vieux et mal portant, il ne peut pas avoir une belle voix, et puisqu'il n'a pas une belle voix, il ne faut pas lui donner un rôle dans un opéra. Il n'en est pas de même du docteur Bartholo du « Barbier » qui est un homme mûr, ou peut-être même un vieillard, mais n'est pas représenté comme infirme et malade ; c'est un homme actif et vigilant, dans toute la force de son caractère ; il n'y a donc rien d'absurde à l'entendre chanter. Généralement, les faiseurs de livrets s'inquiètent bien peu des convenances théâtrales, aussi n'y a-t-il guère de bons livrets que ceux empruntés à la scène parlée comme le Barbier, les Noces de Figaro, Don Juan, ou ceux des auteurs qui ont une parfaite entente de la scène. Tels sont ceux de Scribe. Dans beaucoup d'opéras un désaccord frappant existe entre le caractère insignifiant du personnage et la splendeur de sa voix, entre la nullité des sentiments exprimés, la monotonie de l'action d'une part, et de l'autre l'éclat de la mise en scène, la richesse de l'harmonie. La musique, avec ses infinies ressources, provoque une émotion à laquelle l'esprit se refuse en présence de la sottise de l'action représentée. Si le public de nos théâtres de musique, public riche et quelquefois instruit, avait la fibre artistique un peu développée, il ne tolèrerait pas toutes ces rapsodies avec lesquelles on nous bâtit des livrets d'opéras, tous ces haillons dramatiques qui entourent la musique des maîtres.

2 février. Deux conditions qui m'empêchent d'écrire sont la fumée qui remplit ma chambre dès que je tente de faire du feu, et le peu de temps que me laissent en ce moment-ci les soirées. C'est un ennuyeux métier que

celui de danseur ; on est libre, il est vrai, d'en prendre ce qu'on veut, et je crois que j'en prends trop pour le plaisir que cela me procure. Mercredi je suis allé à Nancy chez le maréchal Forey et je me suis couché à six heures du matin pour me lever à huit heures et demie ; hier, jeudi, je suis encore allé au bal, et j'ai été bien sage de rentrer dès une heure du matin. Ce soir, je vais danser chez des gens dont je sais à peine le nom et dimanche le général Lefrançois donne un bal. Il ne faut pas conclure de là que je suis distingué de la foule des danseurs ; il y a un assez grand nombres d'élèves exactement dans le même cas, beaucoup même vont encore plus que cela dans le monde. Pour un dormeur comme moi, ce n'est pas tenable.

J'ai reçu ta photographie et celle de petite S. ; elle est bien, mais vous êtes mieux.

Adieu ma sœur, je t'embrasse et je t'aime bien.

Ton frère.

A sa sœur B.

Metz, 9 avril 1866.

Ma chère B., je compte que dans trois mois nous serons près d'être installés à Metz [1]. J'attends avec quelque impatience le moment de notre réunion ; je serai tout heureux de m'occuper de notre installation. Aurons-nous un peu le temps de travailler ensemble ? Aurons-nous assez de persévérance pour le faire d'une manière profitable ? Pour moi, je compte bien sur vous pour m'apprendre l'anglais. En revanche, si tu es toujours curieuse de savoir, nous pourrons faire ensemble bien

1. La famille de L. R., sur ses instances, quittait Paris, pour aller près de lui à Metz.

des travaux. Mais Metz a d'autres plaisirs à vous offrir. Je crois qu'on me dit dans une de vos lettres que tu regrettes de quitter Paris. Mais comptes-tu pour rien le voisinage de la campagne et l'agrément de trouver à dix minutes de chez soi de vraies routes, de vrais champs et de vrais arbres. Père doit se rappeler qu'il a fait dans le pays de jolies promenades, et j'espère que nous en ferons aussi lorsque les chaleurs ne seront pas trop fortes.

Je fais maintenant un peu de géologie et de minéralogie; je voudrais devenir habile et instruit là-dessus comme sur une foule de choses utiles à l'ingénieur; je ne sais pas comment j'en viendrai à bout. Je lis aussi des livres de philosophie de M. Littré, un de ces *horribles* gens qui ne croient à rien qu'à eux-mêmes, et ne tiennent pour vrai et pour certain que ce dont ils ont vérifié l'existence.

Quoi qu'il en soit, cette école philosophique est une excellente école pour la recherche scientifique, car elle vise justement, ce qui est indispensable pour s'instruire dans les sciences, à analyser avec délicatesse les faits dont on est témoin, à distinguer, dans un fait, l'erreur de la vérité, à se débarrasser de toutes les illusions que nous imposent l'habitude, le préjugé, etc. Mais je crois qu'appliquée à l'étude de l'homme, cette méthode est incomplète; elle cherche un problème sans avoir assez de connaissances pour le résoudre. Tant qu'elle ne veut que constater des faits, elle est la seule et la vraie méthode, mais pour les grouper ou les expliquer, elle en est sans doute incapable.

23 avril. Hier, j'ai fait une promenade à la campagne; c'est maintenant le vrai moment pour cela, car le temps est magnifique. Je m'étais donné pour prétexte de faire de la géologie, et j'en ai fait aussi, mais je suis allé si

peu vite que je suis resté tout le temps sur le même terrain géologique, qui est le calcaire à gryphées arquées, une des subdivisions du liais, si tu te le rappelles.

De temps en temps je voyais le sol changer un peu de couleur, et je croyais trouver un nouveau terrain, mais je ne tardais pas à retrouver le sol pavé en quelque sorte de ces gryphées qui ne se trouvent que dans ce terrain.

Sur le soir je suis revenu, ayant une vingtaine de cailloux et de coquilles dans mes poches, et m'étant un peu déchiré les mains à des épines. Pendant que je ramassais des pierres dans les vignes, il y avait des petits enfants qui passaient dans le chemin à côté; j'entendis un tout petit garçon qui disait à sa sœur : « Tiens, voilà des violettes. — Mais non, disait la sœur, ce ne sont pas des violettes. — Ah ! mais moi, je croyais que les violettes étaient jaunes. » J'ai trouvé cette opinion bien téméraire.

Monterhausen, (Moselle). 13 mai 66.

Ma chère B.,

Comme il y a longtemps, ma chérie, que je te dois une lettre, je veux t'adresser celle-ci. J'avais l'intention de la faire longue, mais je tombe de sommeil et je suis si fatigué que j'ai à peine dîné. Je suis parti [1] de Metz à minuit un quart, ou plutôt vers une heure du matin, car le train s'est mis fort en retard, et après deux changements de train et un grand détour, je suis arrivé à Niederbronn, ayant fort mal dormi, car les wagons étaient pleins. Niederbronn est au pied des Vosges, dont on voit à l'Ouest les sommets boisés.

Sur un de ces sommets, au-dessus des arbres, nous voyions le haut d'une tour en ruines qui, depuis le ma-

1. Ce petit voyage était une tournée pour faire des levés.

tin, semblait nous provoquer à une promenade; comme ce n'était pas très loin du village et que nous ne partions qu'à 2 heures et demie pour Monterhausen (à 18 kilomètres de Niederbronn), nous nous sommes décidés vers une heure à faire cette ascension. Je voudrais avoir le temps de te raconter comment, après avoir gravi à travers les bois une pente abrupte et encore raidie par des escarpements de rocher, nous avons trouvé sur un plateau boisé la plus jolie, la plus curieuse ruine du moyen âge. De grands murs épais, moitié pierre et moitié roc, encore une salle couverte par le rocher et remplie de décombres; dans le mur intact, de belles fenêtres ogivales; un escalier en bois, d'une solidité douteuse conduit à la plus haute de ces fenêtres, d'où l'on découvre un panorama magnifique. Au loin, à l'Est, une ligne blanche tout près de l'horizon; c'était sans doute le Rhin.

Nous sommes redescendus au pas de course et retournés au village, où l'on nous a aussitôt empaquetés dans un petit omnibus pour six, disait-on, mais où nous étions fort gênés, étant seulement cinq assez minces, et le sixième sur le siège avec le cocher.

Enfin me voici arrivé, j'ai reconnu mon travail qui consiste à lever un marteau pilon et une machine à raboter. Je suis assez mal installé et je paie cinq francs par jour.

Je sors de table, je vous écris ce mot, et je dors les poings fermés jusqu'à demain.

Adieu ma chérie sœur, adieu mes bons parents et ma petite Sarah; je vous embrasse tous, et j'attends une lettre de vous avec impatience.

Votre fils affectionné.

Ecrivez vite si vous voulez que votre lettre, impatiemment attendue, m'arrive ici. L. R.

CHAPITRE III

VIE DE GARNISON

Désir de démission. — Indépendance politique. — Les visites. — Patience. — Des mariages mixtes. — Diana Vernon. — Le docteur philosophe. — Imprimé pour la première fois. — Médisance mondaine. — Lettres de la maison. — Le professeur d'anglais. — Tendresse filiale. — Le bureau du garde. — Projets d'Amérique. — Ecrits apocryphes de Napoléon Ier. — Ecrire à l'eau de rose. — L'élégant valseur. — Les drames de Victor Hugo. — Providence, Foi, Fatalité. — Le vieux coutumier de France. — Lettre du général Bertrand. — Travaux militaires. — La tour de Sancerre. — Il faut « couver » les idées. — L'histoire. — Jacques Bonhomme. — Soirée à Vierzon. — Les adversaires en présence. — Simple soldat. — Départ pour Metz.

Montpellier, 28 novembre 1868.

Ma chère Bella, je ne t'ai pas écrit depuis mon départ, et ce n'est pas que l'envie m'en ait manqué, mais comme je t'écris pour causer avec toi, je ne veux pas m'y mettre pour la bagatelle de trois ou quatre pages, et j'ai attendu d'avoir un peu de temps pour pouvoir espérer t'écrire une longue lettre. Heureusement notre séparation ne sera pas bien longue, et d'ici deux mois au plus tard je viendrai passer quelque temps à Metz, à moins de circonstances bien exceptionnelles.

Je sais maintenant que je ne reste pas au régiment, soit que je sois envoyé comme lieutenant dans une place, ce qui arrivera à tous mes voisins d'ancienneté, soit que je passe capitaine. C'est ce que je saurai sans doute avant un mois : le lieutenant-colonel, qui est un excellent homme et très bienveillant, m'en parlait ce matin et me conseillait fort de ne rien espérer ; mais pour qu'il me parle seulement de ma nomination comme d'une chose possible, il faut que ce soit une chose probable.

Mes camarades semblent considérer aussi que du moment que le Comité avance chaque année d'un an la nomination de deux ou trois officiers au grade de capitaine, et accorde cette faveur à ceux qui occupent les premiers rangs de leur promotion, il est logique qu'il me fasse le même avantage puisque j'ai obtenu, outre mon classement, une récompense exceptionnelle dans un concours [1] ; ainsi ils verraient mon avancement sans trop de jalousie.

Malgré ces probabilités, je m'annonce positivement à toutes mes nouvelles connaissances comme ayant environ un an à rester dans le grade de lieutenant, et je cherche à me pénétrer moi-même de ces grandes vérités, que la faveur des hommes est plus inconstante que l'onde, et particulièrement la faveur des Comités, que mille hasards peuvent faire échouer la proposition de mon Inspecteur-Général. Malgré cela, j'aurai peut-être quelque petit sentiment de déconvenue, si l'espérance dont je me laisse leurrer est trompée.

J'ai eu grand tort de m'installer ici autrement qu'en

1. Il avait reçu en 1867 une médaille d'or de 600 francs pour un travail sur la réparation militaire des ponts, et particulièrement des ponts de chemin de fer pour les armées en campagne, mis au concours dans l'arme du génie.

passager et en voyageur; il en résulte que j'aurai quelque ennui de m'en aller. J'avais commencé par m'abonner au théâtre pour passer mes soirées, mais j'y vais très rarement. M. de Rouville m'a procuré l'accès de son cercle, fort agréable à cause du grand nombre de journaux et de publications qu'on y trouve. Ce même monsieur m'a invité aussi, hier et les vendredis précédents, à passer la soirée chez lui. Ce sont des réunions presque scientifiques qui ont lieu depuis 1812; on y trouve des magistrats, des professeurs, des médecins, etc., enfin tous gens graves et instruits. On voltige sur différents sujets, et après avoir parlé des déluges périodiques ou de l'unité des forces physiques, on condescend à discuter la seconde taille de la vigne ou l'influence de la sécheresse sur les diverses façons du sol; on cause sans prétention et ces sujets ne sont pas sans intérêt pour moi.

La plupart de mes soirées se passent chez moi ou chez mon voisin le mathématicien. Quand nous sommes chez moi nous faisons du thé; chez lui, du chocolat, sur la confection duquel il me demande des conseils, et je les lui donne gravement comme si j'étais expert. Ce soir pour la première fois nous nous servons de ma lampe. J'ai acheté un joli abat-jour blanc avec des guirlandes de feuilles de chêne; il n'est peut-être pas bien joli, mais il était au milieu de roses et de tulipes si prétentieuses qu'il m'a tout à fait séduit. Ce soir Arvengas s'est joint à nous. En me voyant écrire sur cette grande feuille, il croyait que je rédigeais un mémoire.

Tu penses toujours à t'occuper d'enseignement; tu as raison sans doute, mais je suis bien aise que tu mûrisses ce projet avant de le mettre à exécution. C'est quelque chose de très délicat pour une femme de se livrer à l'en-

seignement sans paraître déchoir un peu et sans se mettre sous la dépendance de personne; je pense assez souvent à cela et je ne suis pas encore arrivé à des idées qui me satisfassent complètement. Sans doute il y a beaucoup à faire aujourd'hui pour l'enseignement des femmes; il y a un désir d'instruction assez répandu; il y a aussi chez les parents l'envie d'occuper leurs filles à quelque chose d'utile après leur sortie de pension, enfin il y a un bon usage à faire de sa vie en s'occupant de cet enseignement. Mais je crois qu'on peut mieux faire que de suivre les errements de mademoiselle M. et de ses pareilles qui tiennent des fabriques d'institutrices; il y a quelque chose de plus satisfaisant, de plus conforme aux besoins du moment, de plus élevé comme profession.

Montpellier 21 décembre 1868.

A ses parents. (Fragment.)

Les jeunes filles dont vous me parlez, sont jeunes, pas laides et chantent. J'ai grand'peur d'une femme qui chanterait. C'est comme si on se mariait avec une cuisinière parce qu'on aime à bien dîner. Du reste je n'ai vu ces demoiselles que très superficiellement, d'autant plus que j'ai perdu mon lorgnon vers le temps de mon arrivée ici et que je n'en ai pas repris.

Celle qui doit enchaîner mon existence ne m'est donc pas encore connue, et ce n'est pas de ma faute, car je n'aspire qu'à être enchaîné. Peut-être une des causes qui me font retarder de venir à Metz est que je connais trop bien le peu de ressources de cette localité, et que je désire, sans me l'avouer, prolonger mes investigations dans ce pays-ci.

23 décembre. Je pars demain pour Nîmes où je vais passer quatre jours. Je ne suis pas nommé capitaine; je reste le premier à reprendre, car on en a fait 30 et je passais le 31e. D. est le seul qui passe de ma promotion. J'aurais mauvaise grâce à me plaindre, et je ne me laisse pas plaindre; ce serait être bien exigeant que de vouloir, deux fois dans un an, amener le quine à la loterie. Je reste à mon rang et ne suis pas lésé.

Si j'étais passé capitaine, je songeais sérieusement à donner ma démission; vous comprenez que j'y songe encore plus maintenant. Seulement, si je trouve une place avant le mois d'août, je la prendrai sans même attendre l'épaulette de capitaine que j'aurais voulu avoir. Il faut que je me fasse une carrière. Le métier de militaire n'est pas seulement contraire à mes goûts, mais surtout il a pour moi le grand défaut de me priver des droits de citoyen; j'ai des idées très nettes en politique, et je désire de tout mon cœur me mettre à leur service, ce qui m'est impossible en restant officier. De plus l'armée est exposée à être complice des différents attentats politiques dont le gouvernement ou les généraux peuvent avoir la fantaisie, et c'est un vilain jeu. Enfin c'est un métier de malheureux. Je suis capable de vivre de privation quelques années, mais je me crois assez de ressources dans l'esprit pour ne pas m'enterrer dans une profession où je n'aurai jamais que le strict nécessaire. La considération qui me retenait le plus était l'incertitude où j'étais sur mon aptitude à mener à bien un travail quelconque, à finir, à résumer et à conclure, enfin à embrasser une idée générale. L'achèvement et le succès de mon travail sur les Ponts me tire de ce doute.

J'ai fait en quatre mois, avec beaucoup de temps perdu soit par ma faute, soit par mon service, une com-

pilation considérable, j'ai rédigé le résultat avec netteté et j'en ai déduit des données pratiques.

Cela me semble résoudre mes doutes en ma faveur. Il me reste le regret de n'avoir pas une instruction scientifique assez complète; mais c'est peut-être là une illusion que je fais, en regardant trop en avant et pas assez en arrière. Je suis donc résolu à devenir praticien.

Faites-moi l'amitié de me conseiller dans vos prochaines lettres. Vos conseils sont toujours les bienvenus, surtout quand il s'agit de choses aussi importantes. Conseillez-moi surtout sur les moyens d'exécution; voyez si vous connaissez quelqu'un où quelque chose qui puisse m'aider. Vous savez que je préférerais l'Angleterre ou plutôt encore l'Amérique, parce que dans ces pays-là les affaires se traitent plus en grand et plus nettement que chez nous.

J'ai un éditeur pour mon travail, mais il ne m'offre pas d'argent; il se charge de l'impression et me donne cinquante exemplaires. Je verrai cela en passant à Paris.

Adieu, je vous embrasse tous; merci à la petite S. pour sa jolie et bonne petite lettre.

Ecrivez vite à votre petit.

Votre fils affectionné.

24 décembre 2 heures matin.

Bourges, 27 février 1869.

Ma chère B.,

J'ai reçu avant hier votre bonne lettre; je trouve que vous ne me répondez pas assez vite, et je te prie particulièrement d'y veiller pour ton compte et d'être plus

alerte à m'écrire. Tu dois penser que les lettres que je reçois de la maison me font grand plaisir et grand bien et que sans elles je suis tout à fait seul.

J'ai déjà écrit pour avoir sur le jeune homme à marier les renseignements qu'on vous a demandés. Il y a lieutenant du génie et lieutenant du génie comme il y a fagot et fagot; je crois que celui-là est de deuxième qualité : il sort des rangs et doit être d'un âge raisonnable. La pauvre jeune personne en est-elle réduite-là ?

Je suis bien aise que ton mal de gorge ait été sans gravité, mais je te dirai que je te trouve bien égoïste d'admettre *un* catholique et de rejeter *une* catholique, surtout quand elle pousse la sympathie jusqu'à éprouver un contre-coup dès que tu as mal à la gorge. Moi je suis précisément d'avis contraire : *un* catholique, jamais!!... *Une* catholique, pourquoi pas? Aussi ai-je écrit à ce sujet à l'abbé Lapierre, mais la lettre n'est pas encore partie parce qu'elle n'est pas encore finie. J'ai été retardé par mon mémoire, que je revois avant de l'envoyer à l'éditeur. D'ailleurs, j'ai été frappé hier en pleine poitrine par un entrefilet du *Figaro* qui dit que le Ministre de la Guerre a défendu d'accorder aucune permission de se marier avant le mois de juillet; j'ai failli aller chercher querelle au Ministre de la Guerre, mais ce n'est probablement qu'un bruit sans consistance, que le rédacteur a reproduit pour me faire enrager.

Dimanche 28. J'ai fait dans ma journée sept à huit visites; cela me prend par boutades, et il y a des jours où je ne ferais pas une visite pour un empire; enfin, aujourd'hui, voyant que je suis ici depuis un mois et que je n'ai pas fini mes visites d'arrivée, je me suis attelé à cette besogne qui en somme, n'est pas trop désa-

gréable une fois qu'on y est. D'ailleurs c'est un bon exercice : on apprend à entrer, à sortir, à s'asseoir, à se lever toutes choses de la plus haute importance et qu'on a le tort grave de ne pas exiger pour le baccalauréat. J'arrive, je m'assieds en face de la maîtresse de la maison, qui ne m'a jamais vu, et je lui dis que le temps est froid et que l'hiver a été particulièrement humide. Le maître de la maison survient et me demande de mes nouvelles ; il est tout content d'apprendre que je me porte bien, cela lui ôte un poids de sur la conscience ; sans doute il craignait que je ne fusse malade.

Cependant, j'insinue dans le cours de la conversation que j'arrive à Bourges comme officier du génie, et c'est ainsi que les gens apprennent qu'il est arrivé un officier du génie lequel a cru devoir leur faire visite en arrivant. Enfin je sors d'un air souriant, en saluant et resaluant et en m'efforçant de ne pas m'accrocher aux montants de la porte, car mon caractère naturellement timide ôte à la précision de mes démarches et me fait trouver les portes trop étroites. Chez l'ingénieur en chef, ne sachant même pas s'il est marié, je demande monsieur ; on me fait monter, et on m'introduit dans un vaste salon où pour tout ingénieur, je trouve quatre dames, qui étaient chez elles et qui faisaient cercle autour du feu. Je salue à tort et à travers, sans y voir, et on m'installe dans un vaste fauteuil dont je n'ai jamais pu trouver le fond. Heureusement que ces dames étaient de l'espèce qui cause, sans cela je ne sais pas ce que je serais devenu, mais elles causaient, je me suis apprivoisé et la visite n'a rien eu de pénible.

2 mars. Je voulais finir cette lettre hier soir, mais j'ai passé toute ma soirée à lire, sans avoir le courage de mettre la main à la plume et la plume à la main. Je

ne sais pas si je pourrai t'envoyer avant le 1er avril l'argent de ton abonnement à l'*Echo de la Sorbonne*; en tout cas tu l'auras dans les premiers jours d'avril.

Adieu, chérie, je t'embrasse,

Ton frère affectionné.

6 mars 1869. Bourges.

Père a découvert le vrai moyen de me faire faire toutes les folies du monde, c'est de me dire qu'il m'écrira lorsque j'aurai besoin de conseils. Je vais donc faire en sorte de me montrer constamment dépourvu de sens commun, afin qu'il ait toujours à m'écrire.

Déjà, en abordant le chapitre que vous savez, j'ai obtenu deux choses bien rares, d'abord une lettre du bon chéri, et puis une prompte réponse.

Que pensez-vous de Patience? Père m'engage très sérieusement à la prendre, et certainement une aussi bonne recommandation est la meilleure des garanties, d'autant plus que voici longtemps que Père prêche pour Patience. Malheureusement, Patience ne me plaît pas, et plus je la considère, plus je trouve d'incompatibilités d'humeur entre elle et moi.

Franchement j'aimerais mieux la personne à laquelle vous me défendez de penser; je ne puis croire qu'elle soit aussi dangereusement catholique que vous le dites. Beaucoup de femmes aujourd'hui sont affranchies du joug de la confession, et pour celle que je mets en cause, étant un peu « polytechnicienne » de naissance, elle ne doit pas être aussi encroûtée que le commun. Pourquoi ne pas s'en assurer? S'il n'y avait pas dès l'abord un parti-pris de résistance, si on pouvait surmonter les premières difficultés, peut-être les mauvaises chan-

ces que vous voyez seraient pour toujours conjurées.

J'engage Père, ne fût-ce que par curiosité, à regarder cette jeune papiste; je sais d'avance quelle sera son opinion : il trouvera que la mère est mieux que la fille — mais je ne puis demander la mère en mariage — le père refuserait. Quant à la fille, je lui suppose toutes les qualités, sauf d'être protestante. Vous devriez donc bien, par acquit de conscience, tâcher de la connaître un peu, et de voir si elle a effectivement des dispositions à la bigoterie, ou si elle a l'esprit libre et ferme, auquel cas vos craintes seraient mal fondées. Je n'insisterais pas comme cela si vous m'offriez autre chose que Patience, qui n'est pas du tout mon fait, pour cent raisons. Pour des protestantes, ce pays-ci n'en produit pas, et je ne puis pas en aller chercher. Quant à rester garçon un an ou dix ans ou toujours, je n'en ai pas encore pris mon parti, et sans doute j'ai eu tort. Si j'avais été sage, j'aurais fait comme les autres, en surmontant dès l'abord les répugnances de mon éducation première. J'en vaudrais peut-être mieux maintenant et je ne vous tourmenterais pas.

Adieu mes bons chers amis, je vous embrasse de tout mon cœur, vous et les enfants.

Votre fils affectionné.

Bourges, 26 mars 69.

J'ai grand tort de plaisanter, car cela vous empêche de me prendre au sérieux. Je suis bien fâché de vous monter la tête en vous parlant de me marier, mais véritablement si vous ne voulez pas me donner une papiste, il faut me trouver une protestante; c'est la seule concession que je puisse faire. Celle que je mets en

question avec un regrettable entêtement me semble agréable et intelligente. Le grief, c'est qu'elle est catholique. Aimeriez-vous mieux que j'épouse la petite X*** ? Ni l'une ni l'autre, direz-vous; c'est fort bien, mais je veux me marier.

Si j'avais de l'argent, j'irais par le monde cherchant l'âme sœur de mon âme, mais je suis forcé de prendre dans ce que je connais, en passant par-dessus les détails de catholiquerie ou autres.

Quand aux motifs que j'ai de me marier vite, je ne devrais pas avoir à vous les expliquer; vous savez que j'ai un caractère assez renfermé et assez taciturne; je vis en moi-même et je suis obligé de faire un effort pour rentrer dans le monde; j'ai laissé ce penchant se développer sans le combattre, au point que depuis plusieurs années c'est comme une maladie morale. Vous n'êtes pas sans avoir remarqué que même avec vous je suis souvent comme si je n'y étais pas.

C'est cent fois pis quand je n'ai pour société que des camarades ou des relations encore plus superficielles. Je ne m'en serais pas inquiété si je ne trouvais pas mauvaise cette solitude factice dans laquelle je vis; mais en vérité elle n'est pas bonne. Je m'isole, si cela continue, je deviendrai non pas original simplement, mais singulier et insociable.

Cet état de choses a des dangers et des effets fâcheux que je vois depuis longtemps et dont je ne vous expose peut-être que la moindre partie. En tous cas, je crois de plus en plus urgent d'y apporter un remède, de m'échapper à moi-même, et je souffre avec peine que vous n'entriez pas du tout dans mes idées à cet égard; je ne crois pas me faire illusion en pensant que véritablement vous pourriez en avoir du regret. Sans doute vous devez

trouver que le mariage est un remède par trop héroïque pour me soustraire à moi-même, mais je crois que c'est là le véritable remède, et quoique prendre femme soit une grosse et dangereuse entreprise, je suis aussi en mesure de m'y exposer qu'un homme plus âgé et plus expérimenté, et je suis tout disposé à être fort reconnaissant envers la femme qui m'accepterait pour mari, et à lui donner autant d'affection que je suis capable d'en donner, c'est-à-dire beaucoup.

Vous vous faites une idée exagérée des inconvénients des mariages mixtes ; il s'en fait beaucoup, et si vous me dites qu'il y en a neuf sur dix qui ne sont pas heureux, je vous dirai qu'il en est exactement de même de ceux qui ne sont pas mixtes, seulement c'est pour d'autres motifs moins faciles à pénétrer, tandis que celui-là est un prétexte tout trouvé qui sert à rendre compte des heurts et froissements qui peuvent se produire dans un ménage.

A Nîmes, il ne manque pas de tels mariages, et la règle que l'expérience a consacrée est que les enfants suivent la religion du père

Dimanche 28 mars. J'étais vraiment bien enrhumé l'autre soir quand j'ai écrit ce qui précède, mais comme, après tout, c'est exact, je le laisse, quoique je regrette un peu de l'avoir écrit.

Vous avez toujours l'idée d'aller à Paris. J'aimerais mieux la petite ville dont parle Père, car Paris me fait véritablement peur ; il faut aller à Paris quand on y a affaire. D'ailleurs d'ici au moment où vous aurez à vous mettre en route, il arrivera sans doute bien des choses capables de vous fixer sur le parti à prendre ; il est probable que je ne serai plus au service.

Je suis très heureux de l'idée qu'a Marraine de de-

meurer avec nous ; je souhaite qu'elle se tienne à cette idée, car la vie nomade qu'elle mène depuis quelque temps est affligeante pour ses amis. Il lui faut un *chez-soi* un peu stable ; si elle se trouve chez elle quand elle est chez nous, elle fera bien d'y rester, ou du moins d'y passer une bonne partie de son temps.

Adieu mes chéris parents, je vous embrasse de tout mon cœur, ainsi que la bonne Marraine, B. et S ; S. est la seule dont je ne voie pas l'écriture. Est-ce qu'elle a mal à la main ?

Votre affectionné fils.

Bourges, 26 mars 1869.

A sa sœur.

Je ne sais si ta compagne, mademoiselle A., est jolie ou laide ; elle est très grasse et très blonde. Je ne t'ai pas dit comment j'ai appris qu'elle était à Saint-Denis. Le vieux conseiller prodige dont je t'ai parlé lui chantait une chanson d'une poésie primitive : les demoiselles de Saint-Denis, etc ; je serai bien aise de savoir ton avis sur cette théorie [1]. Quant à mademoiselle A., elle avait l'air d'adhérer aux conclusions du conseiller.

Je suis bien aise que la chérie Marraine aille bien maintenant ; elle avait sans doute abusé des plaisirs de Paris, mais j'espère que le beau temps arrive et la remettra tout à fait. Surtout qu'on n'oublie pas de lui faire prendre ses caoutchoucs pour se promener ; je l'ai mouillée et enrhumée à Mâcon en allant promener avec elle

1. Ce sont les demoiselles de Saint-Denis,
Qui n'aiment que les petits maris ;
Mais quand on leur en donne des grands,
Elles les prennent joliment.
Cette vieille chanson vise les demoiselles de *la ville* de Saint-Denis

par un vilain temps qui s'est changé en pluie pendant que nous étions dehors. J'ai encore cela sur le cœur.

Je continue à lire *Rob Roy*, et ce n'est pas sans quelque difficulté à cause du grand nombre de termes écossais que je suis obligé de deviner et que la moitié du temps je ne devine pas. Il y a là-dedans une demoiselle Diana Vernon que j'aime beaucoup et qui te ressemble, seulement elle est brune; mais elle a beaucoup de ton caractère, elle se plaint amèrement de n'être pas un garçon et paraît disposée à trouver sa destinée la plus malheureuse du monde.

Tu ferais peut-être bien de t'occuper comme elle de quelque conspiration jacobite, ou encore de faire de l'agitation pour les élections au Corps Législatif. Quant au héros, Francis Osbaldistone, de la maison Osbaldistone et Tresham, il m'a l'air aussi insignifiant que X. lui-même, ce qui n'empêche pas la belle jacobite de le considérer avec bienveillance.

Je ne sais comment finit le roman, mais à moins que l'auteur ne tue Diana Vernon, il me paraît que cela doit finir inévitablement par un mariage mixte.

Ta haine instinctive pour les mariages mixtes ne me convertit pas : songe qu'il n'y a pas un seul mariage qui ne soit mixte dans un certain sens, et où il n'y ait de différences de premier ordre dans les idées les plus importantes. Au point de vue religieux, je ne sais pas si une méthodiste ou une quakeresse vaudrait mieux qu'une catholique; le seul point important, c'est la confession, et sur ce point les catholiques qui ont mon éducation sont aussi intraitables que moi, et obtiennent gain de cause dans leur ménage. Tu me dis qu'on ne sacrifie pas ses idées; je m'imagine que si, ou plutôt que sans les sacrifier, on peut les tempérer et même les changer dans

une certaine mesure. Tu es peut-être un peu garçon sur ce point. Tu veux qu'on recherche le plus de chances de bonheur possible ; elles se rencontrent lorsqu'on se marie à son goût, et c'est le mien ; mais eût-on assorti une union, avec toute la prévoyance et toute la sagesse possibles, on n'en est que plus exposé au malheur, car les chances malheureuses sont alors celles qu'on n'a pas prévues. Au contraire, quand on a prévu un obstacle, on peut mieux le tourner ou l'éviter.

Je te dirai encore que rechercher le plus de bonheur possible, pour moi, c'est me marier le plus vite possible. Bref, si on ne me contente pas, je ferai un mariage de désespoir avec quelque protestante qui remplira toutes les conditions désirables et qui me sera parfaitement indifférente, ce qui est la meilleure condition pour être malheureux.

Je suis allé au service religieux aujourd'hui pour la première fois, car on n'en fait pas tous les dimanches. Le temple est une salle de triste apparence, les fidèles y sont clairsemés, le tout assez triste. Par bonheur il y avait un poêle et je me suis mis auprès, sans quoi ma dévotion m'eût induit dans un redoublement de rhume. Je n'ai guère remarqué qu'une jeune personne très blonde, avec une robe trop courte, comme on les porte maintenant, et des pompons dans le dos et plus bas, comme on les porte aussi, et je me disais avec désolation que c'est là ce que j'étais exposé à épouser.

Désormais je vais considérer toute protestante mariable comme un danger, un écueil et un ennemi...

Adieu, j'en écris moins long pour écrire plus souvent.

Bourges, 3 avril 1869.

Mon cher père,

J'espère que tu ne m'en voudras pas de revenir sur un sujet qui ne te plaît guère et dont tu m'as parlé d'une manière à peu près décisive dans ton avant dernière lettre, celle d'un mariage avec une catholique. Je voudrais te faire valoir les raisons qui m'engagent à ne pas trop redouter un pareil mariage, tout en reconnaissant comme très certains et très graves les dangers que tu me signales.

D'abord, la personne dont il est question n'est pas « une catholique quelconque ». Il est très probable qu'elle n'a pas été complètement entourée de catholiques superstitieux, et que son père qui sort de l'Ecole Polytechnique et qui n'est pas encore à l'âge où certains esprits tombent dans la dévotion, doit avoir sur ces sujets-là des idées indépendantes qui pourront un jour revenir à la fille pour la préserver des idées contraires.

De plus, elle est encore assez jeune, elle a environ dix-huit ans, et à cet âge, beaucoup d'esprits n'ont pas encore pris parti d'une manière absolue ; les idées peuvent se modifier plus profondément que dans un âge plus avancé ; il pourrait en être ainsi de ma femme, surtout avec le parti-pris de mon côté de ne pas heurter ni choquer ses idées, et de les laisser seulement se transformer autant qu'il sera possible.

Enfin, mademoiselle X*** m'a paru avoir l'esprit assez ferme et assez net; avec ces qualités et de la jeunesse, il me semble qu'on ne doit désespérer de rien.

Voilà, mon bon chéri, tout ce qui m'engage à te soumettre de nouveau mes idées sur ce point, qui sont de demander mademoiselle X*** en mariage et de l'obtenir.

Il vaudrait mieux sans doute épouser une protestante, mais je n'en connais pas, et je n'aurai pas d'ici longtemps l'occasion d'en connaître. Je ne puis pas m'absenter longuement pour aller à Nîmes; je ne puis même compter sur rien, le chef du génie devant changer dans très peu de temps. Je suis même exposé à remplir un intérim qui me fixerait à Bourges jusqu'à la nomination de mon nouveau chef. Il n'est donc pas possible d'aller faire à Nîmes des démarches d'une issue incertaine, d'autant plus incertaine qu'aucune des jeunes filles dont on m'a parlé ne remplit aussi bien les conditions pour me plaire et pour vous plaire que la catholique dont je parle.

Celle-ci au contraire est assez jolie, son âge s'accorde avec le mien, son caractère et son instruction semblent aussi de nature à s'accorder; je trouve que ce sont là des conditions importantes, plus importantes peut-être que l'accord de la religion. Et encore, en allant au fond des choses, comme j'ai plus de religion et plus de tolérance que la grande majorité des jeunes gens catholiques, il me semble que j'ai moins de chances qu'eux de voir la désunion s'introduire de ce chef dans mon ménage.

J'espère que mes raisons ou mes raisonnements ne te sembleront pas trop déraisonnables et que tu ne trouveras pas mes idées inadmissibles.

Adieu mon chéri père, je t'embrasse de tout mon cœur.

Ton fils affectionné.

Bourges, 5 avril 1869.

Mes chers parents,

Je suis bien négligent à vous répondre, mais je vais

m'y mettre et tâcher de faire partir cette lettre demain matin. Il fait un temps absurde mêlé de soleil et de bourrasque, parfois la température de l'été, un moment après, de la neige et du vent. Je ne sais si le temps influe sur le caractère, mais je ne suis bon à rien et je m'ennuie cordialement. Nous n'avons eu jusqu'à présent qu'un beau jour tout à fait beau; j'en ai profité pour faire une promenade fort agréable, et j'ai même trouvé le pays joli, quoiqu'on le dise fort laid.

Je commence à m'occuper du projet de la grande caserne. Je crois que le colonel pense à présenter une autre disposition que celle qui est proposée par le Ministre, de sorte que cela diminue les chances qu'aura notre projet d'être exécuté. Cette construction dure depuis des années. Il me tarde d'être hors de tout cela. Si vous trouvez quelque débouché pour moi, n'oubliez pas de m'en faire part, car c'est toujours *une* de mes grosses affaires. Une autre, et non moins importante, c'est toujours de me marier; mais l'autre soir, j'ai pris une feuille de papier toute spéciale pour exposer mes raisons sur ce point, il est donc juste que je m'en taise ici. Ce qu'il y a de sûr, c'est que vous pourrez trouver de bonnes raisons à m'opposer, comme en toutes choses, mais malheureusement les raisons, même bonnes, prouvent peu, et sont peu convaincantes, et il y a tant de chances, de hasards et d'aventures dans les entreprises de notre vie, que les mieux combinées échouent souvent. Pourquoi donc ne pas s'en fier un peu à la fortune, à sa propre volonté, aux efforts que l'on fera pour détourner les mauvaises chances? Il me semble d'ailleurs que je ne m'embarque pas absolument « contre vents et marées, » puisqu'il n'y aurait de contraire que cette question de religion.

Je suis allé me promener ce soir le long du canal. Ce pays est coupé de canaux dans tous les sens; c'est le canal du Berry qui passe ici; les deux bords en sont élevés au-dessus de la plaine, et sont bordés de peupliers en dehors du chemin de hâlage. C'est une jolie promenade, mais le beau monde n'y vient guère, sans doute parce qu'il faut traverser pour y arriver le faubourg où sont les usines. Je n'ai rencontré que les bateaux qui descendaient le canal, traînés par des petits bourriquets, des hommes, des femmes ou des enfants; il y en avait un qui n'offrait pour tout équipage que deux femmes, un enfant et un âne. La bête a pour habitation une toute petite cabane au milieu du bateau, les gens une cambuse aussi petite à l'arrière. On voit la fumée de leur cuisine sortir par un bout de tuyau.

Je ne sais si je vous ai dit que j'ai trouvé ici un docteur philosophe, aide-major au régiment d'artillerie. Il est de Metz et s'appelle Vogier; c'est un garçon très instruit, et qui se fait, partout où il va, la réputation d'un très bon médecin. Il s'occupe d'une manière un peu spéciale de métaphysique et étudie les fonctions et les opérations du cerveau. Comme j'aime assez ce genre de folies, nous causons de cela assez souvent; il a même écrit sur ce sujet et me communique ses cahiers, qu'il veut faire imprimer quelque jour. Je discute ses systèmes et il est content de trouver quelqu'un qui l'écoute et moi, quelqu'un avec qui discuter. Il a un système de classification des fonctions du cerveau très ingénieux et très séduisant. Tout cela lui sert à étudier la folie; il prétend que ce sont des études à vous rendre fou, mais il ne l'est pas encore.

A peu près en même temps que votre lettre, j'ai reçu de Paris l'épreuve de la première feuille de mon livre.

J'ai éprouvé quelque étonnement à me voir ainsi transformé en in-octavo, mais moins d'admiration pour moi-même que je n'aurais cru. On trouve toujours ses enfants beaux, moi j'ai trouvé le mien assez laid, cette épreuve étant un peu sale, un peu chiffonnée et ayant d'ailleurs beaucoup de fautes. Cependant c'est toujours un sentiment un peu nouveau de se trouver un auteur, surtout quand on n'en fait pas métier et qu'on n'a pas grande prétention.

Je ne peux pas aller à Nîmes, quoi que vous en disiez; j'ai déjà cette année jeté beaucoup d'argent sur les grandes routes; j'ai fait depuis le mois d'août dernier environ 2.500 kilomètres, et véritablement cela ne m'a pas enrichi. Aussi n'est-ce guère le moment, lorsque je pense à me lancer dans des aventures comme de me marier ou de quitter le génie, d'aller faire encore un millier de kilomètres, peut-être pour ne rien trouver. Je ne redoute rien aussi fort que d'épouser une femme qui ne me plût pas, et je ne veux pas m'exposer à me faire offrir quelque fille riche ou laide, ou toutes les deux à la fois, que je serais capable d'épouser, soit pour ne pas désobliger les gens, soit pour ne plus m'exposer à de pires aventures. Si nos amis avaient été gens assez habiles pour mener l'affaire sans moi et me télégraphier un matin : « Vous, venir; parents, consentir; maire être prévenu; » alors j'aurais tenté la chose. Mais aller au fond du Languedoc avec la chance de revenir garçon, je trouve que c'est trop loin. Du reste, c'est le Midi; c'était bon quand j'étais à Montpellier, mais maintenant je ne veux pas descendre plus bas que le *Limosin*. Adieu, je vous embrasse tous et vous aime de tout mon cœur.

23 avril 1869. Bourges.

A sa sœur,

Mon projet de caserne avance lentement et je m'aperçois que je suis toujours aussi paresseux à faire ce que je ne suis pas forcé de faire. Je m'en console par la vague espérance d'avoir quelque jour une profession selon mon goût. D'ailleurs ce n'est pas très amusant de faire des projets de caserne. T'imagines-tu ce que c'est qu'un quart de millimètre? C'est presque invisible; eh bien, j'ai un grand nombre de quarts de millimètres à mesurer et des lignes à dessiner qui sont à cette même distance.

Tu es donc dévorée de l'envie de gagner de l'argent? Il me semble qu'une fille n'est jamais de trop dans une maison, et qu'elle n'a pas de meilleur moyen de gagner sa vie que de se rendre utile dans la maison de ses parents; à moins que les parents soient dénaturés, ce qui n'est pas notre cas, ils trouvent très agréable d'avoir leurs enfants avec eux autant que cela est possible, et ne leur demandent pas davantage.

Dans ton désir très louable d'avoir une profession, tu ne considères pas que ton *état* ne serait pas très lucratif et ne te donnerait pas, selon toutes probabilités, assez de revenu pour compenser les démarches et les ennuis (je ne parle pas des froissements, etc.), qui pourront en résulter pour toi et pour les tiens.

Pour nous l'argent est assez peu de chose, et la preuve, c'est que nous ne comptons que quand nous y sommes forcés. Au contraire, la tranquillité, une certaine sorte d'indépendance, le plaisir de faire à nos heures ce qui nous convient sont des biens que nous apprécions beaucoup. Il faut donc mettre en balance l'accroissement de

revenus et l'accroissement d'ennuis et de sujétions que tu donneras à mère et à toi.

Vous me demandez quelles garanties, quelles assurances j'ai? Véritablement je n'en ai aucune. Je suis trop timide pour rien demander [1], et l'*objet* trop bien élevé pour rien dire, surtout quand on ne lui demande rien. Cependant s'il y a moyen de s'entendre sans demandes, ni réponses, ni signes, ni rien, il me semble que nous nous entendons. Apparences trompeuses sans doute, et de nulle valeur ; aussi je n'en parle que pour mémoire. Je trouve que vous devenez difficiles. Il me faut produire des pièces authentiques, il me faut savoir quels sont les moyens d'existence du sujet, etc. Je ne sais rien de tout cela et c'est à vous à me renseigner.

Vous avez grand raison de dire que si je pouvais joindre à mes arguments la perspective d'une *dot*, cela rendrait peut-être notre farouche Camisard plus traitable ; quoique je désespère un peu de le voir converti. Mais qui eût cru que la bonne marraine se mettrait aussi de ce bord?

Le malheur est de ne pas connaître la personne, car tous ces arguments qui sont très bons contre les papistes en général, n'ont plus aucune valeur contre chacun d'eux en particulier. Est-ce que les Masselin ne voient pas les X qui sont leurs camarades de promotion ? Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de jouer à quatre mains avec les X? C'est si facile de jouer à quatre mains.

Vous devez finir par me trouver ennuyeux avec mes radotages. Que voulez-vous ? Je vieillis et je commence à rabâcher. Je ne parlerai plus de la chose au bon père ; cela le tracasse et ne mène à rien.

1. Allusion à un désir de mariage avec une jeune fille catholique ; il y revenait sans cesse dans ses lettres, et nous jugions ce désir irréalisable, comme la suite l'a prouvé.

Je m'en remets à vous, au hasard, à la Providence ; c'est presque renoncer.

Mes épreuves (d'imprimerie) marchent toujours.

Bourges, 9 mai 1869.

Mes chers parents,

J'ai reçu votre lettre ce soir avant dîner en rentrant de faire des visites, et je vous dirai qu'elle était impatiemment attendue, quoique vous n'ayez mis à me répondre guère plus de temps qu'à l'ordinaire, et j'en étais venu à passer à mon logement aussitôt après l'heure de chaque courrier pour voir si elle était arrivée, et comme elle n'était pas arrivée, j'allais au bureau voir si on ne me l'avait pas portée là. C'est que vos lettres sont à peu près la seule chose où je prenne intérêt, et que tout ce qui se passe ici me préoccupe peu, quoique cela remplisse presque toutes les minutes de toutes mes journées.

J'ai profité de mon dimanche pour faire quelques visites ; j'ai trouvé tout mon monde et fait de longues visites, ce qui me convient assez lorsque je suis chez des gens qui me plaisent. J'ai vu madame Hermel que son prochain départ désole, et qui, si elle était seule, resterait certainement ici pour voir pousser son petit-fils, qui va commencer à faire ses dents, période très intéressante et qui, pour un enfant de quelques mois, est tout à fait accompli. J'ai vu aussi madame R. dont les enfants sont aussi de petits prodiges ; sa petite de dix-huit mois a des dispositions étonnantes pour le piano. Décidément tous les parents que je connais ont des enfants merveilleux et ne le cachent pas. J'entre dans cette fiction sans avoir l'air étonné, car il y aurait vraiment mauvaise grâce et manque d'humanité à faire autrement. Chez les

B., j'ai eu une représentation d'une autre nature : quelqu'un ayant parlé du général comme d'un original, madame A. a dit : moi, je le défends toujours, et est partie de là pour le déchirer à belles dents, lui et sa famille. J'ai beaucoup admiré ensuite l'adresse de ce début si simple et comme elle a su en profiter. On est tombé d'accord que mademoiselle X***, fort jolie d'ailleurs, était une petite sotte, que la maman était sotte tout simplement, et que ces gens-là faisaient les fiers et n'avaient pas le sou, tout cela dit avec la plus grande bienveillance.

Les visites faites et votre lettre dûment lue, je suis allé dîner avec mon ancien, l'ingénieur des mines, qui avait aussi un de mes camarades de promotion, ingénieur des ponts à Saint-Amand et de passage ici ; après quoi nous sommes allés faire un whist chez notre amphytrion avec accompagnement de musique de Wagner.

J'hésite à troubler le repos de père en lui parlant encore de m'écrire, mais je trouve vraiment que cela ne me serait ni inutile, ni désagréable. Que du moins il m'envoie une petite lettre comme extra de temps en temps, pour ajouter à mon ordinaire, d'ailleurs excellent, de mère et de Bella. S'il croit que ces dames me tiennent au courant de ce qui se passe, il se trompe ; elles suivent leur idée ou leurs idées, qui sont très bonnes, mais il y a un tas de choses qu'elles ne disent pas et que père raconterait peut-être. Quand je reçois une lettre d'une seule personne de la famille, c'est comme un air de piano (un joli air) joué avec un doigt. Quand une partie de vous seulement m'écrit, c'est joué avec une main, il y a déjà progrès ; quand vous écrivez tous, alors seulement c'est de la vraie musique

Adieu mes chéris. Je vais tâcher d'écrire à marraine

et à Bella, sinon dans cette même lettre, du moins dans une très prochaine.

J'embrasse mille fois père, mère, marraine, B. et S.

Votre affectionné fils.

Bourges, 10 mai 1869.

A sa sœur.

Ma chère B., tu ne me parles que du feuilleton dans ton avant-dernière lettre, et pas un mot de la famille, ni de rien, de sorte que je trouverais presque que tu te passionnes trop pour les romans, ce que j'excuse d'ailleurs très volontiers, car j'ai le même défaut, surtout lorsque l'héroïne m'intéresse.

Tout cela dit pour entrer en matière, je suis bien fâché de vous faire perdre l'appétit, et vous suis mille fois reconnaissant du gros intérêt que vous prenez à mes aventures, ou plutôt à mes mésaventures [1]. Il me reste cependant quelques détails à vous demander. La réponse de la dame est-elle une défaite polie, ou bien une raison de maman qui s'imagine effectivement que sa fille est une enfant et qu'elle n'a rien de mieux à faire que de la couver pendant quelques années encore. Dans tous les cas, c'est un peu une réponse à côté de la question, qui était surtout le détail « protestant ». Il y a dans la dernière lettre de Bella un « jamais » souligné dont je voudrais savoir l'origine : elle dit que ces gens ne consentiraient *jamais* à ce que leurs petits enfants fussent (une bonne note à Bella pour fussent) protestants. Ce jamais vient-il d'eux ou de votre idée ? Comment avez-vous su qu'ils ont une certaine fortune? Avez-vous sur eux d'autres renseignements ? Pensez-vous que la jeune fille soit

1. Toujours la même question de mariage mixte.

aussi enfant que la maman le prétend ? Avez-vous confié à madame M. quelles étaient les idées de père à ce sujet.

Ma première impression à la lecture de votre lettre n'était pas exempte d'un certain sentiment de soulagement, d'abord parce que c'est une préoccupation sinon disparue, du moins considérablement amoindrie ; ensuite parce que la perspective de pas et démarches prochains et urgents, de complications, me gênait et m'ennuyait un peu.

Voilà toute possibilité de semblable tracas écartée, et encore, dans ce premier engagement, tout le tracas a été pour vous. Je vous remercie bien, mes bonnes chéries, de la peine que vous vous êtes donnée pour votre petit, et je suis peiné que vos efforts n'aient pas eu le succès dont vous êtes dignes. Vos observations sur la sagesse et l'opportunité de l'entreprise sont aussi vraies qu'il y a deux mois, et peut-être sont-elles aussi peu appréciées. Mère semble entrevoir la possibilité d'un second volume ; je ne serais pas éloigné d'envisager la question au même point de vue, et c'est pour cela que je vous serais obligé si vous me donniez quelques détails sur les gens et les choses dont il est question ; vous devez y avoir pensé depuis ces derniers temps, et avoir approfondi plus que je ne l'ai pu différentes faces de l'affaire.

Ce petit échec m'a tout ragaillardi ; en attendant la solution, je n'existais plus, je ne savais plus ce que je devenais, si je partais, si je restais ; et comme j'ai l'habitude de vivre un peu de projets à demi chimériques, l'introduction de quelque chose de réel dans mon avenir me semblait gênante. Cependant une solution favorable ne m'aurait pas affligé, tant s'en faut. Il me semble que vous vous affectez de tout cela un peu plus que de raison ; je suis content que vous m'aimiez si bien, mais fâché que vous en perdiez l'appétit.

Vous êtes bien gentilles de m'avoir écrit tout de suite. Pour en finir, n'oubliez pas de me donner les renseignements que je vous demande et tous ceux que vous pourrez avoir. Des détails aussitôt que vous pourrez ; faites-moi vite une petite lettre exprès pour cela, en attendant la lettre ordinaire.

Adieu ma chérie, il est l'heure du courrier.

Je t'embrasse de tout mon cœur.

Ton affectionné frère.

Bourges, 17 mai 1869.

A ses parents.

J'ai été fort heureux de recevoir votre dernière lettre qui s'est croisée avec la mienne ; la lettre de père surtout m'a causé une agréable surprise, car je sympathise si bien avec sa paresse pour écrire que je comprends parfaitement qu'il s'en remette à ses femmes pour cette besogne.

Père me parle de la construction de la caserne dont je fais le projet ; sans doute ce serait pour moi une chose utile que d'avoir de semblables occupations, mais je ne compte pas que l'on commence sérieusement d'ici un an au moins, car ce que nous présenterons cette année à l'Inspection générale sera encore modifié, sans aucun doute, et les projets définitifs remis aux calendes. C'est d'autant plus probable que les bases qui nous sont imposées par lettres ministérielles ont de grands défauts que nos dessins mettront en évidence et qu'il faudra pallier ou faire disparaître. Il est donc possible que je ne sois plus à Bourges à l'époque où l'on se mettra à l'œuvre, soit que j'aie changé de résidence, soit que j'aie quitté le service, ce qui est le plus probable.

Je crois que vous êtes d'accord avec moi sur ce point que la carrière d'officier du génie est une impasse ; comme j'ai un des premiers rangs de ma promotion et que je suis relativement jeune, il est probable que je me retirerai avec le grade de colonel, c'est-à-dire avec une pension viagère assez minime, et que si j'ai des enfants, les garçons auront la perspective de faire comme moi. Il faut donc chercher activement une occasion de se tirer de là, et cette occasion il faut la trouver d'ici peu de temps, car j'ai vingt-cinq ans, et il ne me reste pas beaucoup d'années de jeunesse pour me débrouiller et n'avoir plus qu'à marcher dans le sillon une fois tracé. Quant à ma carrière militaire, je vous ferai remarquer que mes concurrents ont tous l'avance sur moi, le premier par un grade, les autres par une ou deux campagnes en Afrique ; il faudrait donc, si je restais dans l'armée, que je me dépêche de rattraper le temps perdu en allant aussi en Afrique passer quelques années, ce que j'aurais déjà dû faire si j'avais voulu rester militaire. Aidez-moi donc, si vous pouvez, à trouver un autre métier pour l'automne prochain.

J'ai dîné mercredi chez l'ingénieur en chef des ponts, M. Maréchal, et j'ai été bien attrappé, car c'était un dîner d'hommes, ce que je trouve la chose la plus ennuyeuse du monde. Je crois que les dames de la maison étaient déjà à la campagne. Vendredi soir, j'ai passé la soirée chez madame Rodolphe, dont le père M. d'Arnaud est ici pour quelque temps. La préfète y était ; c'est une très grande femme, très forte, vêtue de rouge vif et agrémentée de colliers et autres ornements. Avec tout cela, elle n'est pas désagréable, elle a une bonne figure assez jeune, et elle est avenante et aimable ; c'est la première grosse femme qui ne m'inspire pas une ré-

pulsion marquée. On l'a priée de chanter, et après avoir refusé tant qu'elle pouvait, sous prétexte qu'elle était enrhumée (et c'était vrai), elle a chanté une petite romance avec une voix très puissante et très sympathique.

Il fait depuis plusieurs jours un temps très capricieux, tantôt froid, tantôt chaud ; un moment le soleil, et aussitôt après la pluie. En face de la fenêtre de mon bureau, il y a un grand jeune arbre, un marronnier d'Inde, qui se couvre de fleurs, et au-dessous une touffe de lilas. Après les ondées ces arbres sont pleins d'oiseaux, on voit chaque branche remuer, lorsqu'ils sautillent, comme si les arbres étaient vivants.

Le général de Mallet part pour Vichy, ces dames partent pour l'Angleterre. J'ai des livres à eux, et j'avais bien l'intention de les rendre avant leur départ, mais voilà que je suis juste à l'endroit le plus intéressant de Péveril-du-Pic, dont l'intrigue est très compliquée et un peu ennuyeuse au commencement, car on prend le héros et l'héroïne à leur naissance. Maintenant que les voilà grands, je ne peux pas les abandonner au milieu de leurs périlleuses aventures, quoique je sache bien qu'ils s'en tireront à leur honneur ; je laisse donc partir les de Mallet sans avoir l'air de m'en apercevoir.

Mardi 18. Toujours un temps affreux. Je vais demain soir chez le colonel Hermel. Pendant que je passais une teinte d'encre de Chine, on a frappé quatre petits coups à la porte de mon bureau ; tout étonné de ce frappement insolite, je crie : « entrez » et madame Hermel passe la tête en entrebâillant la porte et m'engage à aller demain soir chez eux. Je crois qu'elle était un peu étonnée elle-même de son audace ; pour moi j'ai abandonné ma teinte dans l'interloquement le plus complet, et j'ai profondément remercié.

Il y a environ un mois, en passant dans la rue, j'ai lu sur une porte « Rawlins, professeur d'Anglais » ; je suis entré et lui ai demandé ses conditions. Comme elles étaient modérées, me voilà à ma dixième leçon ; j'y vais passer une heure le soir trois fois par semaine au prix de quinze francs pour douze leçons. Cela me profite un peu ; j'écris à la dictée et je lis à haute voix, mais je ne travaille pas en dehors de la leçon ; bientôt je vais me faire faire des thèmes, car c'est à peu près moi qui dirige la leçon. Mais ce qu'il y a eu d'amusant, c'est l'étonnement du professeur au fur et à mesure qu'il découvrait ma science ; je lui avais bien dit que je parlais un peu, mais comme tout le monde lui en dit à peu près autant il n'en avait guère tenu compte ; enfin lorsqu'il s'est mis à me dicter couramment à la deuxième leçon et qu'il a vu que j'écrivais aussi vite qu'il parlait et que très peu de mots m'étaient étrangers, il a été vraiment stupéfait. C'est un anglais, mais sa prononciation n'est pas excellente ; je crois qu'il oublie sa langue à force de l'enseigner, et quant au français, il ne l'a pas encore appris. Nous travaillons en ce moment dans un livre de Bulwer Lytton, intitulé Eugène Aram.

Adieu mes chéris parents, je vous embrasse tous mille fois, Père, Mère, Marraine et les enfants.

25 Mai 1869. Bourges.

Mon cher père,

Je te souhaite une bonne fête, et je prie Dieu de te donner tout le bonheur que tu mérites, et de te conserver en bonne santé, toi et les tiens. Pour mon compte, je tâcherai de contribuer à ton bonheur en m'efforçant d'avoir toujours une volonté conforme à la tienne, et en

suivant les exemples de loyauté et de droiture que ta vie me présente.

Lorsque chaque année nous apporte la fête de cet anniversaire, et que je te compare au chiffre de tes années, je trouve que tu serais en droit de réclamer contre ton état civil, qui devient tout à fait erroné et inexact en prétendant que tu as soixante-trois ans. Moi, je m'aperçois chaque année que je vieillis d'une manière très sensible et que tu ne vieillis pas, de telle sorte qu'au bout d'un certain temps ce sera à mon tour d'être ton père ; je m'en acquitterai, j'espère, aussi bien que toi.

Voici le premier acte des élections joué ; je ne te demande pas si tu as voté pour le candidat clérical. Nous ne savons pas encore tous les résultats, mais dans le Cher, qui est un pays tranquille et dévoué, il y aura probablement un député radical sur les trois, et dans les autres circonscriptions, il y a beaucoup de voix qui se sont portées sur les candidats démocrates.

On voit, d'après les élections de Paris, qu'il y a encore bien des gens qui n'ont pas pardonné au gouvernement et qui ne redouteraient pas une révolution. Pour moi, je serais fâché d'un nouveau bouleversement, car je ne vois pas de gens assez honnêtes et assez habiles pour diriger la chose publique. Il me tarde bien d'avoir fini mon rôle de soldat de papier pour avoir le droit et le devoir de faire mon métier de citoyen et de porter mon vote et mon opinion du côté qui me semblera utile au pays.

Mon projet de caserne avance moins vite que je ne voudrais parce que je suis interrompu et arrêté par les autres travaux de la Place qui me donnent des dérangements et des écritures à faire.

Je vais écrire à la famille, longuement si je le puis.

Bourges, 14 juin 1869.

Ma chère mère[1],

Je te souhaite une bonne fête, et je regrette bien toutes les « bonnes fêtes » que je passe sans vous et loin de vous. Lorsqu'il en passe une, j'espère que je serai à la maison pour la suivante, et pas du tout, il me faut encore attendre.

Ai-je besoin, ma bonne chérie, de t'écrire une lettre exprès pour te dire que ton petit garçon aime toujours autant sa bonne mère, mais qu'il l'apprécie de plus en plus, et lui est chaque jour plus reconnaissant; pour te dire que je regrette toujours de ne pas être encore petit pour rester auprès de toi? C'est particulièrement quand je souffre que je regrette de n'avoir plus là ma bonne petite mère qui me calmait avec ses bonnes mains chaudes, et qui gémissait avec moi en disant « Mon enfant! » Mon enfant! d'un air si désolé de ne pouvoir me soulager. Mais une fois guéri on se trouve tout grand garçon et on s'imagine qu'on ne peut plus avoir besoin de sa mère, tandis qu'elle invente toujours de nouveaux moyens d'être bonne et utile et aimable.

Tu t'amuses à me gronder dans ta dernière lettre que j'ai enfin reçue ce soir. Tu t'imaginais donc que j'allais avec cinquante francs, partir pour la conquête du Languedoc, et séduire à prix d'or les millionnaires du pays.

1. En lisant de semblables lettres, on pourra se demander comment nous avons eu le courage de les reprendre à l'intimité de la famille. Je tiens à dire que le choix a été fait avec l'assentiment de ma mère. Elle et moi désirions ressusciter entièrement la personnalité de mon frère, qui ne serait pas complètement rendue sans l'élément que je trouve ici. Ma mère et moi avons toujours tout sacrifié à ce désir. En ce qui me concerne, j'aime aussi à mettre en lumière l'affection que mes parents avaient su inspirer à leur fils.

Cela eût été une entreprise aventureuse, et j'ai cru sage, avant de la tenter, de commencer à payer ce que je dois.

Etes-vous, vraiment si près de votre dernière année de séjour à Metz et songez-vous à partir pour la grand'-ville ? Mais je vous engage à considérer que Paris semble prendre une physionomie de plus en plus révolutionnaire, et vous pouvez tenir pour certain que toutes les fois qu'il y aura une révolution, Père, qui est un guerrier, n'aura rien de plus pressé que de prendre son fusil et d'aller se ranger du côté qui lui semblera le plus sage. Attendez donc, pour partir, que les choses aient pris une tournure pacifique, et que le gouvernement soit décidément assis sur des bases inébranlables.

J'ai eu ce soir à dîner le petit anglais du général de Mallet. Il paraît vraiment un gentil garçon. Nous causons politique, le plus souvent en anglais, quelquefois en français, et nous nous comprenons fort bien avec ce mélange. Il prétend d'ailleurs que je parle anglais comme un anglais.

Toujours rien de nouveau à Bourges ; mêmes gens et mêmes choses. De temps à autre je fais des visites pour ne pas en perdre l'habitude, mais je commence toujours si tard que je n'en fais qu'une dans la journée, au moment où les gens vont se mettre à table.

Bourges, 18 juin 1869.

Ma chère B.,

Si je commence cette lettre avant d'avoir reçu votre réponse, c'est pour ne pas me trouver pris au dépourvu comme l'autre fois, où je vous ai laissés attendre trop longtemps ma lettre. J'ai reçu des nouvelles de mon vieil ami Lacoffrette, cet artilleur tout gris dont j'a-

vais fait la photographie. Il m'écrit du camp de Châlons et me raconte les manœuvres et expériences qu'on y fait.

Quand il t'arrivera de visiter les forges d'Ars, si cela t'arrive, ne mets pas une robe à laquelle tu tiennes. Outre la poussière de charbon qui y est en permanence, on y rencontre quelquefois des étincelles qui peuvent faire très proprement un petit trou dans les habits.

Tu me dis à la huitième page de ta lettre que tu as encore mille choses à m'écrire et tu t'arrêtes court avant de m'en avoir écrit dix : c'est neuf cent quatre vingt dix que tu me redois. On doit commencer à grognonner de mon long silence et on a certainement bien raison. Je suis trop paresseux à écrire.

Je compte changer de logement le 15 juillet, celui où je suis me déplaisant de plus en plus. J'en prends un au rez-de-chaussée rue de la Cage-Verte, avec fenêtres sur la rue et sur un petit jardin. C'est une rue bien tranquille ainsi que la maison qui appartient à la veuve d'un garde du génie, madame Refrogné. Elle n'est pas aussi *refrognée* que son nom ; c'est une vieille petite dame qui se fait des chignons très présentables avec ses cheveux presque blancs. Je paie trente francs au lieu de vingt-cinq, mais j'aurai un salon et une chambre, et une espèce de cuisine où le garçon sera chez lui, tandis que dans ma chambre actuelle, il n'a qu'un grenier où on ne peut pas se retourner et un palier obscur où il se réfugie pour brosser quand je suis dans ma chambre. Mais ce qui me déplaît le plus, c'est que mes propriétaires qui font la chambre sont des gens peu soigneux.

T'ai-je dit que les attentions de N. se sont fixées en ce moment sur une fort belle et séduisante personne qui s'habille à la dernière mode et qui a des yeux d'une

langueur assassine. J'ai valsé avec elle et j'ai eu le regret de constater qu'elle valse comme une guitare, de sorte que je l'ai fait tourner tant que la musique a duré, sans m'inquiéter du temps ni de la mesure, ça l'a rendue fort rouge, fort haletante et fort satisfaite, après quoi je l'ai remerciée et je suis allé souffler.

Tu ne me dis pas ton idée sur les projets de tante Louise; ils sont *coulés* dans mon esprit jusqu'à ce que j'aie pris mon parti de ne plus penser à la jeune habituée de l'Esplanade [1]. Lorsque mon troisième mois d'anglais sera expiré, j'interromprai provisoirement, et ce provisoire deviendra définitif. Mon maître n'en sera peut-être pas fâché, car les leçons deviennent horriblement difficiles. J'apporte dans ma poche un livre français, le premier livre venu, et nous traduisons en anglais. Le malheureux homme connaît si peu le français qu'il ne distingue pas un adjectif d'un verbe; de plus, il n'a pas l'habitude, ni en français, ni en anglais, de traiter des sujets un peu ardus, et les idées les plus délicates auxquelles il s'élève dans les exercices qu'il propose à ses disciples sont de ce genre ci : « Le pauvre homme a volé mon chapeau » ou « Avez-vous fait sécher votre habit ? » Mais comme je n'ai pas de livre qui énonce des pensées aussi simples, nous sommes souvent embarrassés, et s'il se rencontre quelque nuance difficile à rendre, il faut que je trouve le mot propre, car mon maître est incapable de s'élever au-dessus du mot-à-mot.

Si je reste encore quelque temps ici, je prendrai des leçons d'allemand pour tâcher une bonne fois d'apprendre cette langue de manière à la savoir. Il y a un bon professeur, dit-on, qui est le père d'un capitaine d'artillerie.

1. L'esplanade de Metz.

Je t'ai parlé du capitaine qui est mon voisin de bureau; je cause souvent avec lui et ce n'est pas un désagréable voisin. Au-dessous de nous, dans le bureau du garde, on cause encore bien plus. Sa femme et son môme viennent y passer la journée; le planton, qui est une bête de soldat en fait aussi son séjour: tout ce monde-là bavarde, le planton pérore, l'enfant crie, on reçoit la visite du concierge du conseil de guerre ou de l'adjudant de casernement de l'artillerie. Tout cela fait une société choisie, mais bruyante. Ce travail de bureau m'ennuie horriblement, pour ne pas dire plus. Ce soir à trois heures je me suis échappé pour aller faire un tour sur la promenade; elle est sur un côteau d'où l'on a un assez bel horizon, mais les animaux qui y ont mis des bancs n'en ont mis qu'à l'allée centrale d'où l'on ne voit rien. Quand je dis un bel horizon, ce n'est pas le Mont-Blanc, mais pour un pays aussi plat que ce côté du Berry, c'est déjà beaucoup que de voir au loin quelques peupliers, un bout de colline avec des champs et des vignes [1].

Bourges, 13 décembre 1869.

Mes chers parents,

Je commence par vous souhaiter une bonne fête et l'accomplissement de tous vos désirs. Je vous ai envoyé par le chemin de fer un petit cadre avec la « Vierge à la Chaise » que Mère désirait. J'espère qu'il arrivera sans encombre et qu'il lui fera plaisir.

Je vous ai parlé d'un ingénieur français employé aux travaux du chemin de fer Transcontinental-Memphis-Pacific, que j'ai vu à son passage à Bourges, et auquel

1. C'est au mois d'août 1869 que Louis Rossel passa capitaine; le 9 septembre suivant il terminait sa vingt-cinquième année.

j'ai envoyé un exemplaire de mon ouvrage. Il m'a écrit ces jours derniers une lettre où il me dit qu'il a lu mon travail, il m'en parle avec éloge, et ajoute qu'il a écrit aux directeurs de la Compagnie à mon sujet et qu'il espère dans quelques mois m'avoir pour collaborateur. Tout cela est un peu en l'air, mais pourrait prendre de la consistance. Il faut donc vous faire à l'idée que je pourrais à un moment donné passer en Amérique, dans des conditions qui ne seraient pas désavantageuses, et pour y rester quelque temps. C'est un déplacement du même ordre que ceux auxquels je pourrais être exposé dans ma profession actuelle; il ne se passe pas d'année qu'il ne parte un ou deux de mes camarades pour la Cochinchine, le Sénégal, ou toute autre colonie, tandis que les Etats-Unis sont un pays très civilisé, et qui a des relations suivies avec l'Europe par les moyens de communication les plus rapides et les plus perfectionnés. Il n'y a pas de point si éloigné du continent américain d'où les chemins de fer (et je serais sur un chemin de fer) ne conduisent en moins de huit jours jusqu'aux ports de l'Atlantique, d'où la traversée pour l'Europe est une affaire de moins de quinze jours; ainsi ce n'est pas un voyage beaucoup plus long que pour aller en Crimée, et c'est quatre fois moins de temps que ne mettaient les lettres de Père pour venir de Chine.

D'ailleurs nous n'en sommes pas là: il peut se présenter d'ici six mois bien d'autres circonstances qui me retiennent ici Toute circonstance qui m'offrirait un *débouché*, c'est-à-dire l'occasion de faire vite ma carrière, me retiendrait ici. Je ne tiens pas du tout à m'expatrier, seulement je trouve le milieu où je suis enfermé trop restreint pour mon activité et mes connaissances, et je crois convenable d'entreprendre autre chose.

Lorsque Père partait de Nîmes pour Rouen pour se faire soldat, c'était une entreprise beaucoup plus aventureuse que celle qui me conduirait à Memphis ou New-York.

Du reste, je ne veux rien faire avec précipitation : les plus réelles objections qu'on puisse faire sont relatives à mes aptitudes. Ai-je assez de caractère et de vigueur pour réussir dans une carrière indépendante ? Voilà la principale question ; pour mon compte, j'ai confiance, mais comme on se trompe volontiers sur soi-même, comme je n'ai jamais été soumis à des épreuves bien sérieuses, je serai très heureux d'avoir votre avis là-dessus.

Bourges, 20 janvier 1870. Minuit.

Pendant mon séjour à Paris (attention à ceci, je vous prie), j'ai présenté au journal *Le Temps* un article qui a paru sous la rubrique « Variétés » dans le numéro daté du 10.

En bouquinant les derniers volumes publiés des œuvres de Napoléon, je me suis aperçu que deux petits traités que la commission chargée de cette publication lui attribuait, n'étaient pas de lui. Ce fait étant nouveau et pouvant être intéressant, j'en ai fait une démonstration par des raisons dont les unes sont bonnes et les autres moins bonnes, et cela m'a semblé une occasion favorable pour entrer dans la presse militante[1], peut-être cela ne me conduira-t-il à rien du tout, peut-être cela fera-t-il surgir beaucoup d'ennuis et de complications pour moi, peut-être cela me servira-t-il. Ne pouvant signer de mon nom, j'ai signé du nom de Randall[2]. Je vous

1. Ces articles insérés par *Le Temps* se trouvent dans l'appendice de cet ouvrage.

2. Nom de l'arrière grand-père maternel de Louis Rossel.

enverrai l'article dès que j'aurai un numéro ; j'avais corrigé les épreuves samedi, j'ai retrouvé ma prose dans le journal lundi; j'ai cherché à la lire, mais cela m'a ennuyé et m'a paru assez terne, ce qui ne m'étonne pas, car je suis très ennuyeux tant que je n'ai pas confiance en mon public. *Le Figaro* en date du 11 signale l'article du *Temps* dans un entrefilet de sa seconde page. Il dit que la Commission Impériale, etc., a été dupe, paraît-il, d'une supercherie audacieuse etc., d'après ce que dit un article de M. Randall dans *Le Temps*. Bonne nuit, mes chéris, écrivez-moi ; je m'ennuie ici par moments; l'isolement me décourage. — J'ai eu une bonne lettre des G., à qui j'avais parlé Amérique et demandé conseil; leur lettre est très bonne et très sage.

Bourges, 20 janvier 1870. Minuit.

... Ce que Père me dit est très juste. J'y ai pensé aussi; je suis trop agressif, ce qui est le plus souvent un défaut. Ce qu'on dit n'y gagne pas en autorité, et on est exposé, si on veut être juste, à ne pas maintenir son dire. Pour vous rassurer, je vous envoie l'article qui a paru dans *Le Temps* du 19 comme réponse à la lettre du général [1]. Je vous l'envoie, quoique je n'en aie pas d'autre exemplaire, pour vous montrer que si je suis cassant sur les questions de fait, je suis aimable, au besoin, dans les questions de personnes.

Père a bien raison; je serais désespéré d'avoir à tirer l'épée pour une controverse où aucune question capitale ne serait en jeu. Mais je tâcherai d'adoucir mon style au niveau des circonstances; je crois que j'aurai encore bien du chemin à faire avant d'écrire « à l'eau de rose ».

Mère a raison aussi: il y a encore de la place en

1, Le général Bertrand, fils de l'*ami* de Ste Hélène.

France ; sans cela je serais déjà parti ; seulement, comme je suis pressé d'arriver (car ce n'est pas la peine d'arriver tard), je guette les occasions, et si elles se présentent plus tôt en Amérique qu'en France (de bonnes occasions, bien entendu), je file. Je ne veux pas rester à ma place. Je n'ai ni moyens de travail, ni ressources d'activité intellectuelle ; si je ne fais pas mon trou à Paris, je chercherai ailleurs. L'Amérique a besoin de travailleurs et j'ai besoin de travailler, — voilà les bases d'une entente cordiale.

Le 21. — J'ai reçu ce matin, à mon grand étonnement, une lettre de M. Bordarier de Nîmes, auquel ma tante a dit que mon désir serait de me placer dans l'industrie, et qui, désirant m'être utile, a parlé à ce sujet à un de ses parents, M. Lan, ingénieur, qui dirige les forges de Châtillon et Commentry ; il m'engage à aller le voir à Paris dans quelques jours, et il me dira « s'il me conseille d'entrer dans sa sphère. » Monsieur Lan a parlé à Monsieur B. d'un officier du génie qui avait obtenu des congés renouvelables de six mois pour essayer une position qu'il va définitivement prendre. J'irai donc, à toute aventure, voir M. Lan, et en attendant, je vais répondre à M. Bordarier pour le remercier.

Adieu mes bien bons amis chéris.

Bourges, 10 février 1870.

A sa mère.

Je suis très paresseux et très fatigué n'ayant absolument aucune autre occupation que celle de conjuguer le verbe *danser* dans tous ses modes et ses temps. J'ai dansé la semaine dernière, j'ai dansé hier, je danse ce soir et je danserai la semaine prochaine ; et je commense à penser que c'est peut-être un peu trop que

d'avoir onze soirées en neuf jours, comme cela m'arrive.

Je vous envoie mon portrait [1] dans mes habits neufs; sous ce dessin imparfait, imaginez-vous le plus élégant valseur de Bourges, d'après ce que j'entends dire devant et derrière moi. Cette réputation me rend confus, mais qu'y faire ? Je vais surtout dans les soirées qui sont données dans la colonie militaire et à quelques soirées du pays. Les naturels reçoivent peu et on ne danse chez eux que des quadrilles. Les jeunes filles n'ont pas le droit de tourner. Je suis allé hier à une semblable soirée et je ne m'y suis pas ennuyé ; même je trouve que cela repose. Avant-hier, au contraire, j'avais eu une soirée *coloniale* où on avait dansé tout le temps des danses tournantes. C'était chez madame Martin à la Fonderie, qui a une toute jeune jolie fille ; elle avait invité quelques jeunes filles, peu de mamans et des danseurs. Il y avait deux pauvres petites laides, filles d'un bon petit laid... ; elles étaient habillées de jolies robes de soie un peu ouvertes sur le devant, avec parements et revers en satin bleu. Ces robes faisaient peine à voir sur leurs misérables personnes. Il y avait encore deux autres jeunes personnes de l'artillerie, dont l'aînée est à peine laide et dont la cadette a une ébauche de figure assez malheureuse. Son nez, sa bouche et chacun de ses yeux semblent se courir après sur sa figure, comme au jeu des quatres-coins, quand tout le monde est au moment de quitter son coin, ou d'y arriver. En revanche il y avait mademoiselle de Mallet, fort gracieuse mais trop éthérée à mon avis, et son père, déguisé en jeune gentilhomme, avec son crâne de dominicain, qui flirtait gracieusement avec les petites filles.

1. Il joignait souvent d'amusants petits croquis à ses lettres.

Il y avait aussi notre camarade de pension, mademoiselle X***, avec de petits yeux mourants, un petit nez, une petite bouche, tout cela noyé dans ses grosses joues roses ; elle fait toujours un peu la moue et parle d'un ton bas et concentré. Je crois que son corset la serre trop ; ce pauvre corset a beaucoup à faire. Enfin j'ai dansé cinq ou six fois avec une petite brune d'environ quatorze ans, qui est la fille d'un capitaine d'artillerie. Elle s'appelle Adèle Tiffy, est parfaitement gracieuse et danse à ravir. Mercredi, ce n'était ni une soirée de petites filles, ni une soirée berrichonne, c'était un grand bal à cotillon et grand tralala chez un adjoint au maire. J'ai commencé la soirée chez le colonel d'infanterie, une petite soirée dansante ; à onze heures je suis allé souper chez un jeune docteur, où on absorbait des morceaux de violoncelle, et de la volaille truffée, et à une heure du matin je suis allé voir le grand bal, où je suis resté jusqu'à quatre heures et demie. Le conducteur du cotillon, un lieutenant d'artillerie, dont la famille est du pays, m'a cherché avec persévérance une danseuse, mais il était tard et toutes étaient engagées. Cependant il finit par m'en indiquer une, qui s'est trouvée être une très jolie et très aimable jeune blonde poudre derizée, qui parle anglais comme vous et moi, et qui, de plus, est presque de connaissance.

C'est mademoiselle de Laumière, pour le père de laquelle monsieur du Luc m'a envoyé une lettre il y a environ un an ; Monsieur de Laumière a quitté Bourges depuis six ans au moins et habite Paris, de sorte que cette lettre m'est restée inutile et s'est même égarée. Je n'ai jamais pu la retrouver. Peut-être l'ai-je renvoyée à monsieur du Luc. Il se trouve que cette année cette famille est restée dans une propriété qu'ils ont à huit

lieues de Bourges ; ils étaient au bal de l'adjoint, à la soirée d'hier et seront demain au bal de la division. J'ai remarqué hier, en outre, que la jeune personne avait une fort jolie taille et était beaucoup mieux que toutes ses collègues.

Adieu, je vous embrasse.

Bourges, 19 février 1869.

A sa sœur.

Ta robe est fort jolie, seulement je regrette qu'elle ne soit pas verte. Mercredi, mademoiselle de L. était en vert, avec transparent, comme tu dis, et je lui en étais fort reconnaissant, car il y avait tant de personnes rouges, roses et bleues que c'était un soulagement de voir un peu de verdure. Du reste ce n'était ni vert-chou, ni vert-bouteille, ni vert-pomme, ni vert-de-gris, mais un vert-lumière ou un vert-d'eau qui était loin d'être criard. Cette robe verte et la poudre de riz que la jeune personne avait laissée sur le petit bout de son oreille me font penser que cette blonde est peut-être rousse au soleil. Qu'en penses-tu ?

Néanmoins ta robe est fort jolie, surtout aux lumières, mais si elle était verte et que tu fusses rousse, cela ferait peut-être aussi bon effet.

Je t'envoie dans le paquet les drames de Victor Hugo. Je les ai tous lus deux ou trois fois et ils me plaisent de moins en moins. La première fois on se laisse aller à la poésie et à l'étrangeté de ces fictions, mais on s'en rassasie bien vite, et l'on découvre que les situations sont fausses, les caractères sont faux, les sentiments sont faux. Cela ne supporte pas la comparaison avec les Tragiques. Il n'y a pas jusqu'au style qui ne soit d'une

infériorité manifeste. On est tenté, au premier abord, de s'amouracher des brillantes et vigoureuses silhouettes qu'il nous présente, mais si l'on s'approche, ces ombres vaines s'effacent ou s'aplatissent. Ces drames sont par rapport à ceux des tragiques ce que sont les ombres chinoises au théâtre réel. C'est l'amusement d'une soirée, mais les penseurs ne pâliront pas à fouiller ces ébauches; ils y perdraient leur temps. Dans *Marion Delorme*, les personnages de Laffémas et de Louis XIII, qui ne sont que des accessoires dans le drame, et aussi *le Cardinal*, qui ne paraît pas sur la scène et qui préside comme un spectre à toute l'action, sont des créations réellement dramatiques, mais à mettre tant de choses dans cinq actes, l'auteur ne fait rien de bon, et ses principaux personnages s'effacent devant les personnages épisodiques.

Autre critique : un écrivain devrait être simplement observateur, mais chacun se laissant aller à la pente de son esprit, l'un est *moraliste*, l'autre est *fataliste*; il y a peu de grands esprits qui aient échappé à ces deux tendances. Molière y a échappé : il n'a de parti-pris ni pour les hommes, ni pour la morale, ni pour la divinité; il transcrit ce qu'il a observé. Je crois que les plus grands esprits ont été fatalistes : l'auteur du Laocoon est fataliste, Sophocle est fataliste, Homère également. Victor Hugo est *moraliste*. On peut démêler peut-être de quel côté est la véritable grandeur, et, si on peut le dire, la *vraie vérité*. Le fataliste met en évidence, par le choix de son sujet et par la manière dont il le traite, ce fait, que les événements de notre vie sont réglés par une loi qui est en dehors de notre esprit, que nous ne pouvons modifier et que nous ne pouvons pas comprendre. Le moraliste montre la vertu récompensée et le

vice puni, ce qui est contraire à l'observation humaine et aux doctrines religieuses les plus élevées.

Oreste, vertueux et craignant les Dieux, mène une existence qui est un tissu de crimes, voilà le type de la littérature fataliste. Le type de la littérature moraliste est dans les histoires de la librairie Mame, où le petit garçon sage a des confitures au dénoûment, tandis que le méchant a les yeux pochés et les mollets mordus. Victor Hugo se rattache à cette seconde école qui ravale la loi du monde, la loi divine, au niveau de notre intelligence et de nos besoins.

La Providence ne peut jouer qu'un triste rôle dans nos affaires humaines, parce qu'elle ne saurait opérer par des moyens humains et accessibles à notre esprit. Elle ne peut que perdre à être mise en scène, car chacun peut se dire : « ce n'est que cela ? J'aurais fait beaucoup mieux. » La seule doctrine que l'on puisse mettre en évidence dans une œuvre d'art (qui ne montre qu'une seule action) est l'existence d'une puissance supérieure à l'homme, et en vertu de laquelle l'homme est heureux ou malheureux indépendamment de ses propres efforts. Quant à savoir si cette puissance supérieure est morale ou immorale, fatale ou intelligente, cela ne peut résulter que d'un ensemble d'observations accumulées, où nous pouvons discerner vaguement que la loi du monde est plutôt bonne que mauvaise.

Quant à *affirmer* la Providence, la logique des choses, il n'y a qu'une intime confiance, mal justifiée par le spectacle du monde, qui puisse nous le permettre : c'est ce qu'on nomme *la foi*.

Ainsi la Providence, dans les arts, semble se présenter sous la forme de la Fatalité ; toute œuvre d'art qui prétendra nous montrer la main visible de la Providence

sera consolante, mais ne prouvera rien : nous savons très bien que les gens vertueux sont aussi sujets que les autres aux fluxions de poitrine, à la peste ou au mal de dents, et toutes les fois qu'un auteur veut me prouver l'existence de Dieu en cinq actes et huit tableaux, j'aime mieux qu'on me ramène aux contes de Fées. Il est minuit quarante et mon feu s'éteint.

Revenons à Hugo. J'aurais dû te laisser lire, ses drames avant de t'en parler, mais je suis « docteur *cum libro* » seulement, et quand le livre m'aura échappé, j'oublierai Victor et ses drames.

J'ai fait l'autre jour une emplette de première utilité. On vendait les meubles et livres de l'ancien maire de la ville, et des amis m'ayant conduit voir ces livres, j'y ai découvert un Coutumier général de 1561, deux beaux gros volumes in-quarto, d'une fort belle impression, le plus ancien recueil autant qu'il me souvient, des coutumes françaises. Je suis retourné à la vente pour l'acheter, mais comme je ne voulais pas me montrer trop ardent et que je différais d'enchérir, il a été brusquement adjugé pour trois francs soixante-quinze à une sorte de libraire qui était derrière moi. Heureusement que, la vente finie, cet homme à bien voulu me le repasser pour cinq francs ; il y a gagné un franc vingt-cinq, et j'y ai gagné aussi probablement. L'expert chargé de la vente et le commissaire-priseur avaient lu tous deux 1661 au lieu de 1561, mais j'avais bien reconnu tout de suite le livre, de sorte que je suis convaincu d'avoir acheté un trésor, et même, ce qui est plus étrange que de l'acheter, je me laisse aller à le lire, et je refais ma carte et ma géographie de France par bailliages et pays de coutumes.

Tu te demandes pourquoi je suis embarrassé avec les

jeunes filles, c'est peut-être que je ne suis pas assez gai, ni assez folâtre, et peut-être aussi parce que je me méfie un peu d'elles. Les sujets de conversation qui me sont le plus naturels sont sérieux et seraient déplacés avec des demoiselles qui ne se soucient pas de choses sérieuses; au contraire, je ne me soucie pas de leur batifolage, et j'aurais grand peine à ne pas m'ennuyer avec la grande X***, pour ne nommer personne. Pour que je m'apprivoise, il faut que la partie adverse y mette beaucoup du sien. Je vais dîner demain à Mehun chez les Pillivitt, dont le nom paraît devoir s'écrire Pillivuit, ce qui est assez compliqué; cela a l'air d'un nom de moineau.

Tu me dis que les gammes chassent tes idées noires, il en est ainsi pour moi des lectures et des travaux un peu mécaniques, comme la lecture d'un lexique ou d'un glossaire. Dans mon Coutumier, il y a pour chaque coutume le procès-verbal des Etats provinciaux ou locaux qui l'ont acceptée. J'y relève des listes de localités d'après lesquelles je refais, avec ma grande carte de France et du papier à calque, la géographie de la France de ce temps-là. C'est plus instructif qu'on ne croirait.

J'embrasse tout le monde.

Ton affectionné frère.

Ma lettre a été interrompue, et tu sais comme c'est difficile de reprendre une lettre interrompue. Nous voici au jeudi et j'ai reçu ce soir votre bonne lettre qui m'a fait d'autant plus de plaisir que je ne l'attendais pas; il me passe tant d'idées différentes dans la tête en huit jours que je ne peux jamais répondre de finir une entreprise commencée; cela tient peut-être moins au fond de mon caractère qu'au défaut de but sérieux à mes actions.

Le soir où je t'ai fait cette diatribe contre Victor Hugo, j'ai ouvert le livre que j'allais t'envoyer, et je me suis enroué à lire *Ruy Blas*; le plaisir que j'y ai pris m'a prouvé que l'auteur n'est pas si insignifiant que je me le persuade. Je crois qu'on peut dire de lui que c'est un magnifique instrument dont plusieurs cordes sont fêlées; au moment qu'on se laisse aller à la mélodie enchanteresse, survient un son criard, faux, discordant, qui dégoûte et rebute. Bref, une fois le volume parti, je suis allé chercher un Corneille à la Bibliothèque et j'ai lu *Cinna*. Quelle différence! Comme tous ces héros de Corneille sont plus sérieux. Ceux de Victor Hugo tâtonnent et ânonnent sans cesse; il n'ont pas seulement les incertitudes qui tiennent à la nature humaine, mais ils agissent autrement et plus mal que l'homme le plus ordinaire dans les mêmes circonstances. Oreste, Œdipe ou Cinna se conduisent et préparent leurs desseins suivant toutes les règles de la sagesse et de la prudence humaine; ils succombent, c'est fatal, mais Ruy-Blas, mais Hernani; mais Frédéric Barberousse dans les *Burgraves*, Triboulet dans le *Roi s'amuse*, se conduisent avec un décousu, une imprévoyance, une nullité, pour tout dire, qui justifie à l'avance toutes leurs mésaventures.

Suppose que le sujet du *Cid* soit tombé aux mains de Victor Hugo au lieu de celles de Corneille, et vois le beau gâchis qu'il aurait fait. Que de mots espagnols il nous eût fallu digérer, quelle cohue de personnages accessoires; et les frères du Cid, et la famille de Chimène, et la Cour, et l'armée et le peuple, tout cela grouillant sur la scène, le duel sur le théâtre, Chimène en présence du corps de son père, des cris, des hurlements.

L'excès de la douleur physique, la première explosion du deuil, le spectacle de la mort sont des choses peu ar-

tistiques, ou du moins, peu propres à être exprimées au théâtre. D'abord, il n'y a pas de langage parlé pour rendre l'explosion des sentiments passionnés, il n'y a plus que des cris ou des gestes que l'auteur ne peut pas noter et pour lesquels il lui faut s'en remettre à la sagacité de l'acteur. Et l'acteur généralement ne sera pas de force. Lorsque je vois mourir les gens sur la scène, je suis toujours en peine, non pas de leur mort, mais des attitudes désagréables auxquelles l'acteur est obligé.

Quant à l'idée morale, je crois que l'auteur se trompe lui-même en racontant dans la préface du *Roi s'amuse*, que ce drame est de la morale en action. S'il avait lu le texte, il aurait vu que l'enlèvement de la fille du fou est combiné avant la scène où figure monsieur de Saint-Vallier, et, par suite, ne peut-être une punition providentielle des railleries du fou. Ce qu'il y a de poignant dans ce beau drame, c'est le contraste de ce roi jeune beau, à qui tout réussit, et du misérable fou qui est laid, difforme, bafoué, et par surcroît, accablé de toutes les douleurs morales. C'est fort peu moral, mais très dramatique et en dépit de la préface, monsieur de Saint-Vallier n'est qu'un épisode insignifiant et étranger à l'action.

Bourges 15 mars 1870.

A sa sœur.

Ma chère B., Depuis mon retour de Paris, je suis un peu désorganisé; j'étais très fatigué en arrivant et j'avais besoin de me remettre. Tous ces bals coup sur coup, avant mon voyage, étaient un métier par trop assujettissant, et ma promenade à Paris ne m'a pas reposé, car j'étais toujours sur pied. Je me suis donc laissé aller, en rentrant à Bourges, à ma nonchalance naturelle qui

a son charme et ses ennuis comme toutes choses humaines.

Tout en ne faisant rien, j'ai feuilleté au moins une soixantaine de volumes relativement à la question qui m'occupe, et j'ai cherché, mais en vain, à aligner mes idées sur le papier. A Paris, j'avais esquissé mon premier article avec une étonnante facilité, une fois de retour, ma plume rebelle se refuse à tracer une phrase qui ait le sens commun. Cependant, tout en ne faisant rien, comme je te disais, je crois que la lumière s'est faite dans ma cervelle et que je vais pouvoir m'y mettre.

Vous vous êtes abonnés au *Temps*? C'est bien de vous ! Pour une fois que j'y ai mis quelques lignes, vous allez vous mettre à chercher Randall tous les jours sans le trouver jamais. Je ne suis pas *de la maison* dans cette feuille; j'y suis simplement reçu comme visiteur, sans faire partie des habitués.

Vous êtes toujours « un peu hésitants » [1]; cela ne m'étonne pas; c'est un effet du carnaval. Je suis enchanté que tu te sois amusée et que tu aies eu des danseurs de ton goût. Cela prouve en faveur du leur. Quant à tes projets d'enseignement, tu voudrais avoir... de fixe pour attendre tranquillement le reste. Véritablement tu n'es pas dégoûtée, et je crains que tu ne te fasses une idée fausse des difficultés de « *commencer* » Songe que les places sont prises; outre les places prises, il y a des gens qui attendent et qui comptent passer les premiers. Ainsi on ne commence pas par avoir du fixe, mais de l'imprévu, on saisit des occasions, on se fait connaître, tout cela n'est pas lucratif, mais de trouver une place fixe et peu assujettissante dès le début, c'est espérer que les alouet-

1. Il s'agissait de quitter Metz où Louis Rossel n'était plus, et où on n'était allé que pour être avec lui.

tes vont tomber toutes rôties. La grande affaire, c'est d'être assez jaloux de sa liberté pour ne pas engager l'avenir, et de ne pas accepter de fixe trop inconsidérément en se disant qu'il vaut mieux tenir que courir et autres proverbes à l'usage des gens fatigués ou paresseux.

L'avantage de ta position est que tu n'as *pas besoin* de commencer par avoir quelque chose de fixe et d'assuré. C'est là ce qui te permet de faire d'abord la guerre à tes dépens, d'étudier les ressources et les besoins de ta spécialité et d'attendre les bonnes occasions. Si tu te préoccupes en arrivant d'avoir du fixe, tu méconnais le seul avantage que te procurent, en ce sens, la présence et les ressources de ta famille.

Un des objets de mon dernier voyage à Paris était de solliciter des souscriptions pour mon éditeur [1]. M. de Chabaud-Latour s'était chargé de transmettre ma demande au Ministre des travaux publics, et l'éditeur m'écrit la semaine dernière et m'envoie une réponse de M. de Franqueville m'annonçant une souscription du ministère à 150 exemplaires. L'éditeur m'en remercie et m'en félicite, me disant que le chiffre de 100 exemplaires est rarement atteint, et surtout très rarement dépassé pour les ouvrages dont les auteurs ne font pas partie des ponts et chaussées. Ce résultat m'a réjoui; il prouve surtout que M. de Chabaud-Latour a du crédit et a vigoureusement appuyé la demande; mais je me flatte que cela prouve aussi peut-être que le livre pourrait être utile aux ingénieurs.

G. m'écrit d'aller le voir à Paris, mais j'arrive de Paris et j'aurai sans doute à y retourner vers Pâques si je mène à bien mes nouvelles élucubrations; ce serait donc une folie d'y aller maintenant.

1. Dunod, l'éditeur de l'ouvrage récompensé par une médaille d'or.

Puisque vous recevez le *Temps*, tu as dû lire dans celui du 22 mars un long article de monsieur Schérer sur l'histoire de France. Je t'engage à conserver cet article, qui n'est pas un article de foi, sans doute, mais qui te donne sur l'histoire d'autres idées que celles qu'on trouve dans l'enseignement ordinaire.

Adieu, chérie, je t'embrasse.

Bourges, 23 mars 1870.

Mes chers parents,

J'ai mis dans ma lettre à Bella un tas de choses qui peuvent vous intéresser, entre autres l'envoi que Dunod vous fera de dix-neuf exemplaires de la Réparation des Ponts.

Ma santé est en bon état, et les quelques *noces* que nous avons faites à l'occasion du départ d'Ichon m'ont tout à fait ragaillardi; il y en a eû de très gaies : le professeur de rhétorique a fait du haut d'un trapèze une conférence sur des gendarmes qui étaient enrhumés. Je fais aussi des conférences en anglo-français qui sont très goûtées, sur le premier sujet venu; l'autre jour je leur ai expliqué comme cela le Irish Land Bill.

Pour mon affaire de l'organisation de l'armée, j'ai grand'peine à me ressaisir; je risque à chaque instant de me noyer dans des recherches d'érudition, et il y a des jours où je parcours vingt volumes. D'autres fois je n'ai plus confiance en moi, et je me trouve bien outrecuidant d'aller remuer d'aussi grosses machines et de jouer à l'homme sérieux. Enfin de temps en temps, je réussis à écrire quelques pages, si bien que, cahin caha, j'espère avoir fini avant les vacances de Pâques.

Mon service consiste toujours à ne rien faire; avant-

hier je suis allé voir le commandant Tézénas qui allait sortir à cheval, il m'a fait seller son autre cheval et nous sommes allés promener ensemble. Il faisait beau ce jour-là, mais le temps est redevenu triste, aussi je sors peu.

Puisqu'il est question de cheval, j'ajoute que sans en avoir l'air, je suis très reconnaissant à Père de la jolie sellerie qu'il m'a donnée; c'est un fort beau cadeau qu'il m'a fait là, et qui m'est très utile.

Il a paru au *Moniteur*, ou plutôt au *Journal Officiel* du 19 mars un décret qui donne au concours les places d'auditeur au Conseil d'Etat. Sont admis au concours, de 20 à 28 ans, les Docteurs en droit, les anciens élèves de l'Ecole Polytechnique, etc. Le programme porte sur le droit politique, le droit civil, le droit des gens, l'administration et l'économie politique. La seule mesure arbitraire est que la liste des candidats admis à concourir est arrêtée par l'Empereur, sur la proposition du ministre président le Conseil d'Etat.

D'ailleurs je ne sais pas du tout ce que sont ces places, si ce n'est que dans les carrières administratives, on donne beaucoup à la protection et à la faveur, beaucoup plus que dans l'armée. Seulement on est à Paris, ce qui est une grosse considération. Voyez un peu ce que c'est que cela je ne sais rien de ce qu'il faut savoir pour s'y présenter, mais il y a six mois d'ici l'examen, et si, par extraordinaire, la chose était réellement avantageuse, ce ne serait qu'un petit tour de force à accomplir.

Vous devez me trouver bien volage dans mes préoccupations; c'est que je ne considère pas mon avenir comme fait tant que je suis dans le génie. Je m'occupe donc un peu de battre les buissons pour trouver quelque autre chose; c'est là ce qui me fait écrire dans les

journaux, voir monsieur Lan, courir à Paris. C'est dispendieux, ennuyeux et fatigant, mais je me trouverai payé de mes dépenses et de mes ennuis si je puis me créer une carrière plus satisfaisante que celle que j'ai aujourd'hui.

Adieu, j'embrasse de tout mon cœur toute la famille, Père, mère, B. et S.

Votre fils.

Bourges, 15 avril 1870.

Mes chers parents,

Je suis enfin débarrassé de la rédaction du futur Randall; cela m'a beaucoup ennuyé à faire, et j'ai été obligé, pour certaines parties, de m'y reprendre à cinq ou six fois, tellement je trouvais peu la bonne manière de dire mes idées. Enfin me voilà tiré d'affaire et mon paquet parti pour Paris [1]; cela fait une longueur d'environ 1200 lignes d'impression. J'ai dit de m'écrire lorsqu'on le composerait, mais il reste encore à savoir si le travail leur conviendra et s'ils auront le temps de l'insérer maintenant; il est vrai que la prorogation de la Chambre leur donne de la place, mais le plébiscite les occupe assez pour ne pas leur laisser mettre d'autres articles de fond que des articles tout à fait politiques. En somme, je ne suis pas trop mécontent du résultat que j'ai obtenu et de la forme que j'ai donnée à mes idées.

Je tâcherai, lorsque j'aurai des critiques à faire, d'y mettre plus d'aménité que par le passé, d'abord pour

1. Il s'agit d'articles sur la Réorganisation de l'Armée que le *Temps* inséra quelques jours plus tard. On est à la veille de la *Guerre*, et ces articles sont remplis de véritables *prédictions* que la suite des événements va rendre saisissantes.

vous être agréable, ensuite parce que cela vaudra peut-être mieux; mais je crois que cela me sera difficile, car ce n'est pas chez moi une affaire de mauvaise volonté. C'est dans le fond de mon caractère et de ma façon d'écrire.

L. est arrivé avec sa femme qui est une petite mignonne fort gentille et pas sotte du tout. Ils ont commencé par s'installer dans un affreux rez-de-chaussée, et en moins de quinze jours ils ont eu déjà le temps de donner congé de leur logement et de renvoyer une bonne. Leur beau-frère leur est arrivé hier; nous avons fait un tour à cheval ensemble tout à l'heure. C'est ce qu'on appelle un homme-cheval, un centaure, un dompteur; il est même érudit en ces matières. Je devais dîner avec eux ce soir, mais j'avais promis auparavant à des professeurs; après dîner j'irai passer un moment chez eux. Comme ils ont encore à dîner, outre le beau-frère, le capitaine et le sous-lieutenant de L., c'est déjà une grosse affaire pour cette pauvre petite maîtresse de maison qui donne son premier dîner et qui a renvoyé hier sa bonne.

Il y a une dizaine de jours, nous nous promenions à cheval, mon commandant et moi, il faisait fort beau, et nous regardions à l'horizon les collines qui nous séparent du Sancerrois et de la Sologne. Mon commandant m'a proposé d'aller un jour à Sancerre avec lui, à cheval, en nous promenant; cela fait plus de douze lieues. Puis, comme je consentais et que le temps était décidément fort beau, nous avons décidé d'y aller le lendemain même, ce que nous avons fait. Nous sommes partis vers huit heures du matin; vers midi nous étions à Henrichemont, où nous avons déjeuné et nous escaladions avant six heures la montagne de Sancerre, car

cette ville est perchée de la façon la plus pittoresque sur une sorte de piton qui domine la Loire de plus de 150 mètres.

Le lendemain matin nous sommes montés à la Tour de Sancerre, perchée au point le plus haut de la ville, reste gigantesque d'un château qui devait être immense. On voit de là la vallée de la Loire à une grande distance, les collines lointaines du département de la Nièvre et même de l'Yonne. Ce jour là, qui était mercredi, nous avons déjeûné aux Aix d'Angillon et dîné à Bourges, ayant fait nos 102 kilomètres en deux jours. Nos chevaux ne s'en portaient d'ailleurs pas plus mal, et nous non plus.

Mon commandant va passer ses vacances de Pâques à Paris, et poussera même jusqu'à Metz; il y sera peut-être dans quatre jours. Il m'a demandé si j'avais des commissions pour vous et a pris votre adresse; j'ai bien envie de lui donner un petit paquet à porter, rien que pour être assuré qu'il ira vous voir, car il est d'un caractère à ne pas s'y décider peut-être au dernier moment. Si vous le voyez, faites lui bon accueil ainsi qu'à son fils, un des camarades de Journet. Le commandant Tézénas est un excellent homme qui me laisse bien tranquille; de plus, il a le caractère le plus honorable; enfin, il est, à ce que je crois, aussi bon républicain que vous et moi.

Je ne viens pas à Metz en ce moment-ci; je pense que je ferai en même temps ce voyage et celui de Paris. J'ai aussi bonne envie de vous voir que vous de me voir; cela me fera du bien et du plaisir. Voulez-vous venir à Bourges au lieu d'aller à Paris? Je ne vous réponds pas que cela sera bien gai, mais au moins nous serons ensemble. Le véritable obstacle à cette combinaison est

que je suis exposé à rester bien peu de temps à Bourges.

Un ancien sergent de ma compagnie est passé à Bourges aujourd'hui ; il est voyageur de commerce ; il a déjeuné avec moi à la pension, et j'ai accepté son dîner à la table d'hôte de l'hôtel. Après quoi, j'ai causé avec lui et un voyageur en droguerie qui a du goût pour les questions sociales. Je fais causer les gens plutôt que je ne cause moi-même. Ce voyageur vient de Fourchambault ou les grèves prennent de la consistance. On y envoie quantité de troupes.

Adieu mes bons chéris, je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre fils affectionné.

Bourges, 16 avril 70.

A sa sœur,

Ma chère B., si je ne me dépêche pas d'écrire, je suis sûr qu'on va encore se plaindre de moi, fort justement, du reste. Depuis dimanche que j'ai fini mon travail, je suis *comme qui dirait* en ripaille; je vais jouer au whist le soir chez le docteur Gillebert, ou bien je fais jouer chez moi ; c'est ce qui m'est arrivé quatre jours sur six, de sorte que je ne fais presque rien. Hier soir, après avoir dîné en ville, je suis allé passer un moment chez L. Sa femme nous a joué deux morceaux avec assez de sentiment et nous a chanté « Comme à vingt ans » avec un petit filet de vinaigre. Décidément elle a du naturel et paraît être une bonne petite femme.

Ce travail que je faisais pesait sur moi comme un cauchemar ; je me reprochais tout le temps que j'employais à autre chose et j'avais grand tort, car il faut

que les idées soient couvées comme les œufs avant d'éclore, et tout en couvant, je pouvais parfaitement m'occuper. A la fin des fins, toute ma prose est venue d'un bloc, et je n'ai eu que le temps de l'écrire, les pensées et les idées m'arrivant en abondance, tandis qu'avant ce moment je n'aurais pu faire que des phrases vides. Ce moment où l'on a des idées et où on les met sur le papier est à peu près le seul plaisir que procure la fabrication, la production d'une œuvre littéraire ; une fois la chose finie, on éprouve des doutes sur ce qu'on a fait, on craint de n'être pas compris, de ne pas s'être compris soi-même, de déplaire au lecteur, etc. Même en ce moment-ci, je n'en suis pas encore à ces craintes ; ce que je redoute, c'est de n'être pas imprimé. Le *Temps* ne m'écrit pas et ne publie que des machines politiques, mais je ne puis me plaindre d'un retard, car il est évidemment de l'intérêt du journal de publier chaque chose *en son temps*, au moment où elle peut appeler et intéresser l'attention du public.

Je pense à tes études d'histoire. Considère que toutes les grandes choses de l'histoire semblaient se faire autrefois par le moyen des rois et des grands hommes, ou tout au moins que les rois et les grands hommes en avaient la gloire et le profit. Aujourd'hui il y a une tendance bien nette à faire participer la masse populaire ou au moins l'ensemble des citoyens, à toutes les décisions qui intéressent la société, et surtout à faire servir ces décisions à l'intérêt du peuple.

Il en résulte que la face de l'histoire qui nous intéresse le plus et qui correspond le mieux aux tendances actuelles est celle qui concerne le rôle du peuple dans la société, rôle qui a toujours été fort important, mais qui est dissimulé par les historiens.

Lorsque les puissants jouaient le premier rôle dans la vie des nations, il était naturel que l'histoire se conformât aux faits en mettant leur vie et leurs actes en lumière. Elle racontait leurs prouesses, leurs grands sentiments, leurs belles paroles et proposait ainsi des exemples aux hommes qu'elle instruisait. En bourrant un livre de récits comme la clémence du roi Robert, l'audace de Condé, l'insolence de Louis XIV avec son parlement, l'histoire proposait aux petits princes qui la lisaient de devenir de bons rois bien despotes et bien personnels ; elle enseignait aux petits nobles le courage et l'audace, aux petits vilains comme nous, l'obéissance et l'admiration envers les rois insolents et les courageux seigneurs. Maintenant la puissance se déplace, l'histoire s'écrit autrement. Lis Augustin Thierry ; il y a dans je ne sais quel volume une histoire de « Jacques Bonhomme » qui m'a fait pleurer quand je l'ai lue. Ailleurs il raconte l'émancipation des Communes, ailleurs, les généreux efforts des premiers Etats-Généraux pour la liberté, l'émancipation, le droit de la nation. Voilà l'histoire qu'il nous faut apprendre à nos enfants, et non pas l'histoire des grands généraux et des grands despotes. Les enfants que nous élèverons n'ont pas besoin de savoir comment on fait de bons princes ou des sujets fidèles, mais quelles sont les vertus des bons citoyens et quelle est la puissance de toutes les forces individuelles, de tous les hommes obscurs dont la réunion constitue le peuple, et dont la volonté l'a si souvent emporté sur celle du roi et des grands.

L'histoire telle que je la conçois n'a pas seulement le mérite d'être plus *actuelle* et plus bienfaisante que celle qu'on enseigne, elle est surtout plus *vraie*.

Il est vrai que les tendances *collectives* d'un peuple,

d'une époque, d'un groupe d'hommes quelconque se *personnalisent* souvent en un individu, et se manifestent par des guerres ou des révolutions qui ont parfois l'apparence d'actes *individuels*, résultant de la volonté d'un individu, roi, général ou aventurier; mais ce n'est qu'une apparence : l'individu qui s'est trouvé là à point pour personnaliser, pour résumer la volonté collective d'un peuple, n'est pas puissant par lui-même, ni par sa force intellectuelle, ni par la force matérielle dont il dispose; il n'est puissant que par les milliers, les millions de volontés qui *concourent* à favoriser ses entreprises. La preuve, c'est que l'homme le plus puissant, l'autorité la mieux assise tombent sans cause apparente dès qu'ils s'avisent de contrecarrer la volonté collective dont ils devraient être l'expression et les agents.

L'histoire de Napoléon Ier est un exemple remarquable de cette règle générale : il s'est trouvé *tout-puissant* pour arrêter l'anarchie du Directoire et réorganiser la France; mais lorsqu'il a projeté d'annexer toute l'Europe à la France et de remplacer la démocratie par une dictature indéfinie, il est tombé comme un fruit pourri. Adieu, je t'embrasse. Amuse-toi bien au bal.

L. R.

Bourges, 5 mai 1870.

Mes chers parents,

Votre lettre s'est croisée avec ce petit mot que je vous envoyais; elle était un peu courte, votre lettre, pour avoir été si longuement préparée. Cependant j'ai plus besoin de vos lettres que vous n'avez besoin des miennes, et je suis content quand elles m'arrivent, apportant un témoignage palpable que je ne suis pas abandonné, et

que j'ai dans un petit coin de la terre de bons parents qui m'aiment bien. Il n'y a pas grand'chose de nouveau dans mon existence ; quelques soirées, quelques promenades à cheval. Demain je dîne à Mehun-sur-Yèvre, chez les Pillivuyt dont je vous ai déjà parlé ; ils sont porcelainiers et protestants. Les de Neuflize y seront ; ils passent quelque temps à leur campagne de Brinay à ce moment-ci de l'année. Il y aura aussi des porcelainiers de Vierzon, les Pepin.

Mère doit se rappeler Vierzon, où nous avons quitté le Grand Central lorsque nous allions à La Flèche en venant de Nîmes. C'était une triste localité dont j'ai encore l'image dans la mémoire, comme d'un endroit délabré, avec des maisons blanchâtres et des travaux de chemin de fer. Cela ne ressemble guère à la réalité. Vierzon est maintenant une ville dont la population augmente chaque jour et a doublé depuis vingt ans. J'y suis allé samedi avec deux de mes camarades, un capitaine d'artillerie de marine qui connaissait l'un de nous, lui avait télégraphié de venir danser chez ses parents avec les compagnons qu'il pourrait recruter. Nous sommes ainsi arrivés chez ces inconnus qui ont été fort aimables, nous ont fait dîner, danser et souper, jusqu'à ce qu'enfin le train nous a emmenés à huit heures du matin, après quoi j'ai dormi pendant vingt quatre heures.

Nous avons d'abord dîné chez les parents de N. avec son oncle, chez qui nous devions danser, ses deux sœurs et ses deux nièces : les sœurs sont venues et ont chacune une fille. Après dîner, les dames sont allées en grande hâte s'habiller et finir de se coiffer, pendant que le père et l'oncle allaient à une réunion plébiscitaire fomenter des votes *oui* et organiser un comité. Ce sont des gens riches et zélés ; l'un d'eux a donné 2.000 francs

pour le plébiscite. Il faut être enragé. — Dans ce pays d'usines les opinions sont très accentuées. C'est là que fleurissent Gambon avec sa vache, Félix Pyat et autres du même acabit; il en résulte que beaucoup d'honnêtes gens sont forcenés conservateurs. Ce nom de *conservateurs* y est d'ailleurs fort juste, car ils ont de belles grosses fortunes à se conserver, et d'autant plus chères qu'il les ont gagnées eux-mêmes.

Vers neuf heures et demie nous sommes allés au bal. Les deux sœurs, qui sont jeunes, quoique veuves, étaient habillées en danseuses, avec assez de goût, mais comme leurs filles dansaient, elles n'ont presque pas quitté leurs banquettes; peut-être n'osaient-elles pas faire concurrence a leurs propres filles. Celles-ci sont de gentilles personnes. Ce bal a été très amusant. Vers une heure du matin, on a soupé; les gens raisonnables dans la salle à manger avec tout le confortable possible, et la jeunesse dans un couloir assez large où on avait dressé de longues tables et où on s'est fort amusé, quoiqu'un peu serrés. J'avais en face de moi la plus petite cousine dont je m'étais emparé, et en face une jeune fille qui ne m'avait pas beaucoup plu au premier abord et qui a fini par me paraître fort aimable. C'est une grande fille blonde, bien faite et qu'on me disait très jolie. Je lui trouve seulement beaucoup de naturel et de grâce, mais les yeux un peu petits.

Ma voisine ne mangeait pas du tout; cela n'était pas gai, si bien que j'ai fini par la faire manger de force, en lui mettant dans son assiette de tout ce qu'on servait.

Les gens de Bourges auraient cru leurs filles damnées pour les laisser souper loin de l'œil maternel avec d'honnêtes jeunes gens. A Vierzon on a le sens plus droit, on s'amuse mieux et on ne fait pas plus de mal.

Un peu plus tard que nous était arrivé au bal un beau grave monsieur, cheveux blancs et moustaches noires, avec ses deux filles, douées de l'embonpoint le plus irréconciliable, deux tours, deux citadelles entourées de bastions et de demi-lunes. Le beau monsieur est le chef du parti démoc.-soc. à Vierzon ; candidat socialiste aux dernières élections, ils donnera aux ouvriers, quand il sera député, le paradis sur terre.

Je trouvais assez plaisant de le voir dans la maison de ses adversaires, qui doivent le regarder un peu en chiens de faïence. J'ai fait valser une des deux tours. J'espère que cela me sera compté lorsque le parti démocrate-socialiste arrivera au pouvoir. L'une des sœurs est mariée et l'autre, fille ! c'est celle-ci que j'ai fait danser. Il paraît que c'est une personne très intelligente, très instruite.

Je fais tous mes compliments à ton amie et je suis enchanté qu'elle ait un si séduisant mari. C'est une jeune fille très aimable et très accomplie, à laquelle on souhaite tout le bonheur possible, pourvu qu'on ne soit pas chargé *personnellement soi-même* de réaliser ce bonheur.

Adieu mes chéris, répondez-moi vite. Je vous embrasse de tout mon cœur.

Bourges, le 12 juillet 1870.

Mon chéri père,

Si tu veux me rendre service [1], va voir demain matin le général de Chabaud-Latour, explique-lui tout le désir que j'ai de faire campagne et demande-lui de m'aider à être placé dans une armée active, et, autant que possible,

1. Le Commandant Rossel ne crut pas devoir accéder à la demande de son fils.

auprès d'un chef entreprenant et qui aime le métier.

Il y a beaucoup de pères à qui on n'oserait pas demander de faire une pareille démarche, mais je sais que vous m'aimez assez, mes bons chéris, pour m'aider à ne pas manquer une occasion d'apprendre et de faire mon métier.

Adieu mes bons amis, je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre fils affectionné.

P. S. Réponds-moi au plus vite, et même par le télégraphe si c'est utile.

1er août 1870 [1], Bourges.

Mes chers parents,

Je passerai la journée de mercredi à Paris ; je suis envoyé à la place de Metz pour y être employé.

Je vous embrasse.

Votre bien affectionné fils.

1. La guerre contre la Prusse venait d'éclater et mon frère, ne recevant pas assez vite à son gré l'ordre de rejoindre l'armée active, avait pensé très sérieusement à donner sa démission et à échanger son grade de capitaine contre la position d'engagé volontaire. Le colonel du génie Tézénas relèvera ce fait dans sa déposition devant le conseil de guerre. — Je ne veux pas, disait mon frère, bâtir des casernes pendant que l'on se bat. La nomination arriva enfin et mit un terme à ces velléités trop fougueuses.

CHAPITRE IV

GUERRE CONTRE LA PRUSSE

METZ 1870

Arrivée à Metz, le jeune blessé, bruits de défaites. — La Défense Nationale. — Mémoire sur la situation militaire à Metz : Situation presque désespérée. — Bataille du 18 août. — Bravoure de la garde, de la cavalerie ; les cuirassiers le 16 août, le deuxième hussards, les chasseurs d'Afrique. — Moyens de vaincre : organisation et technique. — Armée réorganisée. — Robinson dans son île. — Batailles d'août 1870. — Bazaine, sa politique, insuffisance de ses talents militaires, complaisances des Prussiens. — L'alimentation, bruit de bombardement, discordes civiles. — Bataille promise, Boyer, faux bruits. — Changarnier négocie la capitulation. — Canons rendus, armes brisées, responsabilités. — Evasion du capitaine Rossel. — Entrée lente des Prussiens ; belles troupes *sans armes*. — Les vainqueurs.

Metz, 6 août 1870, minuit.

Ma chère Bella,

...Aussitôt arrivé à Metz, j'ai été chargé de la construction d'une ligne d'ouvrages de campagne en avant du Sablon et de Montigny, entre la ferme de la Horgne et la Moselle.

Mon cheval est arrivé sans encombre deux jours après

moi; je l'ai monté ce matin et je l'ai un peu habitué au chemin de fer, ce qui me sera nécessaire, car tout mon chantier est le long de la ligne. Mon chef est très aimable, il s'appelle le commandant Gacon; mon grand chef est le colonel Petit. J'ai encore vu peu de monde, mais j'ai été vu, car je loge juste en face de cette petite curieuse de G***, rue du Faisan, n° 8, au deuxième, logement commode et joli.

Nous sommes ici aussi éloignés de la guerre qu'à Paris même; ce soir j'ai offert de la bière et un brancard à un gentil petit soldat, blessé hier soir à Forbach d'une balle morte qui l'a frappé au pied. Ce pauvre garçon (qui est d'ailleurs en fort bonne santé, sauf son pied), arrivait de Troyes avec 500 hommes de la réserve, par le chemin de fer, et allait rejoindre son régiment, le 7e de ligne.

On les arrête une nuit à Forbach pour les faire reposer, et le retard des distributions de vivres les empêche de partir le matin. Au moment où ils vont prendre le train, à trois heures et demie, pour continuer leur route, les Prussiens marchent sur nos positions; on les garde et on les met en seconde ligne derrière des chasseurs. C'est ainsi qu'il a été blessé avant d'avoir rattrapé son régiment.

Mon service me plaît beaucoup; il faut le faire à cheval à cause de la distance; une fois là-bas, je descends et je me promène, puis je vais à cheval d'un ouvrage à l'autre, je reconnais les fermes et les abris du voisinage; je suis levé tôt et couché tard, je vois de nouveaux visages et je retrouve d'anciens camarades.

Mon service ne me plaît pas seulement par l'action qu'il exige, mais parce que je fais des choses intéressantes et neuves. L'armée a quitté Metz. La garde en

sortait au moment où j'arrivais, le 4 au matin ; elle se portait sur Boulay. Elle a rétrogradé ce matin, et s'est portée de nouveau en avant ce soir.

La place Royale, devant la caserne du génie, est pleine de voitures de paysans, requises pour le service de l'armée. Ces voitures roulent tout le jour.

Depuis la soirée du 4, on parle du malheur de la Division Douay. Dès le commencement on disait que la compagnie du génie avait été écharpée et qu'un lieutenant, sorti ces jours-ci de l'École, avait été tué; ce n'est pas quelqu'un de notre connaissance ; ce bruit d'ailleurs n'est pas encore vérifié, on sait seulement que cette compagnie a en effet beaucoup souffert.

Les bruits qui courent la ville, sans qu'on sache leur provenance, ne sont pas des rumeurs vagues, mais des bruits consistants et concordants; ainsi la bataille n'a été finie qu'à trois heures le 4, et dans la soirée on en parlait déjà. Wissembourg a été pillé par les Prussiens.

Les derniers bruits valent mieux. Aujourd'hui le général Frossart, attaqué dès le matin, a été incertain du succès toute la matinée ; à quatre heures du soir Bazaine partait pour le renforcer lorsque la victoire s'est décidée sans lui.

Hier, Mac-Mahon a, dit-on, vengé le désastre de la division Douay sur les troupes ennemies qui l'avaient battue.

Mais je m'aperçois que je ne vous parle que de choses que les journaux vous apprendront en même temps que ma lettre.

Adieu mes bons amis, je vous embrasse.

LA DÉFENSE NATIONALE

Metz, 8 août 1870.

La puissance militaire de la France a été dilapidée : 1° par les réformes apportées à l'organisation de l'armée; 2° par la division de l'armée active en plusieurs commandements, et sa répartition sur une frontière étendue. « Qui veut tout garder ne garde rien. » (Napoléon.)

L'ennemi, plus nombreux que nous et plus vite organisé, avait cru, au premier moment, avoir à se défendre et s'est vigoureusement préparé à la défensive. Les règles les plus vulgaires de la politique de la guerre ont été violées par notre ministère, lorsque l'affaire a été engagée ; il fallait être prêt avant d'élever la voix, sous peine de s'attirer un affront. La guerre une fois décidée, l'armée active a été composée de plusieurs tronçons, beaucoup plus faciles à vaincre qu'un seul corps.

Si l'armée actuelle était perdue, dispersée ou enfermée dans les places, voici de quelles ressources le pays peut disposer :

1° Les régiments qui n'ont pas paru à l'armée ;

2° Les gardes mobiles qui doivent être tiercées, incorporées à l'armée de ligne à raison de deux compagnies par bataillon, tout au plus, et habillées comme la ligne. Les officiers qui ne feraient pas preuve d'aptitude peuvent alors être congédiés sans illégalité ; ils ne sont pas couverts par la loi, et leur nomination a été illégale; il en est de même des sous-officiers.

3° Les quatrièmes bataillons et les dépôts, auxquels on doit renvoyer les blessés et tous les hommes qui ont rétrogradé isolément de l'armée pour une raison ou pour une autre.

4° Les gardes nationales sédentaires, soit tout l'en-

semble des citoyens, qui doivent être appelés dans l'ordre suivant :

Les célibataires âgés de moins de trente ans;

Les hommes mariés de moins de trente ans;

Les célibataires au-dessous de quarante ou quarante-cinq ans;

Les hommes mariés au-dessous de quarante ou quarante-cinq ans;

Tout cela doit être *mobilisé* successivement, incorporé aux régiments de ligne, et tiercé, c'est-à-dire que chaque régiment, chaque bataillon, chaque compagnie, doit contenir de vieux soldats.

Les bataillons ainsi formés ne doivent pas dépasser quatre cents hommes, ils peuvent être provisoirement commandés par 9 officiers, formant 6 ou 8 compagnies.

5° Les hommes de plus de quarante-cinq ans formeront des troupes de garnison, et peuvent utiliser les uniformes existant de la garde nationale et de la mobile.

Règle. Il ne faut pas appeler à l'armée active d'officiers retraités, ni d'officiers réformés, ni même démissionnaires.

En Afrique, les Kabyles peuvent former trois nouveaux régiments de turcos très bons.

Pour la cavalerie, on ne pourra pas faire beaucoup, mais les pays de chasse peuvent fournir des escadrons francs de chasseurs, montés sur leurs chevaux de chasse qu'on leur paierait, et qui suffiront au métier d'éclaireur. Nos généraux ne savent pas grand'chose de ce genre de service.

Tout groupe de 50 chasseurs du même pays peut être organisé en corps indépendant et prendre un uniforme; un sabre et un revolver, ou un couteau de chasse et un revolver leur suffisent.

La nouvelle armée ayant peu de cavalerie, ne doit pas aborder les pays de plaine; *elle ne doit pas non plus se renfermer dans les places ou les camps retranchés*, elle doit occuper les pays boisés ou montueux. Par exemple, si Paris était assiégé, elle pourrait se tenir pendant ce temps vers la forêt d'Orléans, éclairée à grande distance par les chasseurs, qui éviteront tout engagement, et se liant à la Normandie par des corps de 4 à 6.000 hommes, chasseurs à pied, si c'est possible. Tous les pays peuvent en fournir (braconniers, gardes-chasse, etc.).

Pour l'armement, la grande portée des armes de l'armée régulière est sans influence dans les pays coupés, d'où la nouvelle armée ne doit jamais sortir. La vitesse de tir des fusils Lefaucheux est suffisante pour toutes les circonstances. Ainsi il n'y a pas d'autres mesures d'armement à prendre que de faire forger des baïonnettes assez longues pour que le fusil entier ait 1 m. 90 de long, et de faire braser des tenons sur les canons de fusil pour tenir ces baïonnettes. Il y a des baïonnettes de chasse très simples et très connues, mais trop courtes.

Pour l'artillerie, tout ancien canon est bon, pourvu qu'on ait 200 boulets de calibre, ou le moyen de les fondre ; ne pas s'inquiéter d'avoir des obus; rien que des boulets pleins et dix coups de mitraille par pièce. La grande portée des canons rayés est sans avantage quand le champ de bataille n'a pas plus de mille mètres de large. Donc, toujours, il faut se tenir dans les pays coupés.

Pour les *équipages*, il n'y a pas de ville qui n'ait aujourd'hui de beaux services de camionnage et d'omnibus. Les camions et leurs chevaux, avec leurs conduc-

teurs, formeront le train des équipages; les omnibus seront dételés, et leurs attelages conduiront l'artillerie de campagne.

Pour la stratégie, faire de la chouannerie en grand, tenir les pays de collines boisés, sans se jeter dans les montagnes où l'on mourrait de faim, ni dans la plaine, où l'on serait vaincu par les troupes régulières de l'ennemi. Fabius, Charles V sont les plus célèbres exemples de ce genre de stratégie. Ne se laisser jamais renfermer dans une ville. Les pays coupés forment de longues bandes qui relient toutes les provinces et permettent à l'armée nationale d'être maîtresse de tout le pays malgré l'occupation. Marcher plus vite que l'ennemi, avoir toujours des éclaireurs à la limite de la colline et de la plaine, n'accepter aucun engagement en plaine, si l'on n'est pas tout près du pays fourré, et beaucoup plus nombreux que l'ennemi.

DÉTAILS D'ORGANISATION

Tous les jeunes gens aisés de la campagne dans les chasseurs à cheval. Tous ceux des villes, à cheval aussi, dans l'artillerie légère.

Dans l'artillerie aussi, les forgerons, ouvriers en bois, ajusteurs, fondeurs, etc. Tous les bateliers réunis en un seul corps.

Le génie, formé des employés et ouvriers de chemin de fer, avec des ingénieurs pour officiers, et des terrassiers ou laboureurs vigoureux pour la grosse besogne.

Dédoubler ou détripler les bataillons actuels de chasseurs à pied; pas de zouaves, beaucoup de turcos.

Pour la guerre comme pour toute entreprise, il faut des bailleurs de fonds. Il faudrait une première personne ayant assez de crédit pour faire tête aux désas-

tres, et assez de patriotisme et de jugement pour servir, malgré tout, la cause de l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire.

Puisque je parle de la question d'argent, qui est très importante, je rappellerai que le commerce du pays est une organisation toute prête pour l'administration des finances d'une armée nationale, et pour subvenir à tous ses besoins. Avec de bonnes signatures, on fait vivre une armée bien mieux et bien plus économiquement que par n'importe quel procédé de réquisition ou de violence. Les intendants et les comptables se trouvent facilement dans les chambres de commerce. Toute la question d'organisation financière consiste à trouver le bailleur de fonds.

Si la victoire revient à nous, toutes ces indications sont inutiles. Si nous continuons à être malheureux, l'armée perdra beaucoup de monde, parce que nos hommes sont braves et se font bien tuer avant de céder. Il ne faut pas attribuer ces pertes aux nouvelles armes, car ce serait faux. Nous perdons beaucoup de soldats parce que ce sont de bons soldats, qui ne lâchent pied que lorsqu'ils ont été sévèrement éprouvés. Il faudra donc faire flèche de tout bois, et, pour arriver à présenter aux Prussiens un effectif comparable au leur, organiser et *mobiliser* toute la population jusqu'à quarante ans.

Je me résume à la hâte :

Faire entrer tous les combattants dans les cadres de l'armée de ligne, en répartissant les nouveaux soldats et les nouveaux officiers dans les anciens corps.

Un seul général, une seule armée; une discipline implacable, appliquée surtout aux gros bonnets.

Il n'y a aucune ville qui ne puisse braver une armée

si elle est défendue par des hommes de cœur. Toute ville de plus de 10.000 âmes peut obliger l'ennemi à la prendre de vive force par un combat de rues, où il perdra dix fois plus de monde qu'il n'en tuera. Toute ville de 3.000 âmes qui a une vieille enceinte, même détruite en partie, peut en faire autant si elle est soutenue par les populations rurales des environs, qui doivent y aller avec leurs fusils et leur blé.

Rappeler souvent aux populations que les menaces de l'ennemi contre ceux qui servent la cause nationale sont le plus souvent illusoires, et ne doivent pas les intimider.

ROSSEL.

Extrait du journal le *Temps* du 10 août 1870.

MÉMOIRE SUR LA SITUATION MILITAIRE A METZ

Le 26 septembre 1870 [1].

Les opérations militaires de ces deux derniers mois ont conduit la France à une situation que plusieurs considèrent comme désespérée. La place de Metz, en particulier, dont l'évacuation serait la perte de la Lorraine, voit sa résistance limitée à un temps très court par le défaut de vivres; l'armée enfermée dans le camp retranché de Metz semble avoir, provisoirement du moins, renoncé à l'action; elle partagera le sort de la place et de la ville, dont elle précipitera la chute, sans avoir contribué par des efforts énergiques et incessants à rendre cette conquête plus coûteuse à l'ennemi.

En dehors du camp retranché de Metz, la situation n'est pas plus rassurante : les places frontières sont

1. Ce mémoire a été présenté à toutes les personnes qui s'intéressaient alors à la défense de Metz; il avait été rédigé en principe pour être remis au maréchal Bazaine.

bloquées ou prises ; aucune armée ne tient plus la campagne ; douze départements au moins sont envahis ; enfin l'ennemi est devant la capitale, dont la prise peut décider du sort de l'Empire.

Les raisons ne manquent donc pas pour considérer la situation comme alarmante ; mais il importe d'autant plus de ne pas abandonner la partie.

Les chances de succès sont faibles ; mais il en existe que l'on ne doit pas négliger. Nous allons les examiner principalement au point de vue de la place de Metz et de l'armée enfermée dans le camp retranché.

Deux motifs nous obligent à adopter ce point de vue restreint : d'abord l'impossibilité où nous sommes d'influer sur les événements qui se passent à l'extérieur, ensuite cette considération capitale que l'armée du maréchal Bazaine est la dernière armée régulière de la France, et que la perte de cette armée et de ses cadres met la France pour de longues années au-dessous des états de troisième ordre comme puissance militaire.

On peut espérer vaincre les Prussiens parce que leurs troupes ne sont pas très bonnes, ni très aguerries, comme tout le monde le sait et surtout parce que leurs généraux sont, tout considéré, des généraux assez ordinaires, *capables de fautes graves* contre la science militaire, comme je vais le prouver par deux exemples saillants. *Le premier de ces exemples*, emprunté à la bataille du 18 août, prouve que les généraux prussiens peuvent être battus par la tactique. Leur but était de rompre notre aile droite pour s'opposer au dessein qu'ils devaient attribuer à l'armée de s'éloigner de Metz par la route de Briey. Pour atteindre ce but, ils ont marché de leur droite vers leur gauche pendant toute la journée, à moins de 2.500 mètres de notre ligne de bataille, par le

chemin d'Ars, Gravelotte, Vernéville et Sainte-Marie-aux-Chênes. Les tirailleurs de la droite du 3e corps occupant le bois des Géniveaux ont assisté à cette marche depuis midi; le 4e et le 6e corps l'ont vue ouvertement toute la soirée jusqu'au moment où ils ont été accablés. Le mouvement des Prussiens a brillamment réussi, mais on peut dire avec certitude que de midi à quatre heures ils se sont trouvés en flagrant délit de violation des règles les plus nécessaires de la tactique et que, attaqués pendant cette marche de flanc soit à Gravelotte, soit plutôt à Vernéville ou à Habouville, ils eussent été vaincus à la honte de leur général.

Le second exemple est tiré des positions actuelles des deux armées. Les Prussiens ont formé l'entreprise invraisemblable de tenir une armée de 100.000 hommes environ enfermée dans un cercle de quatre lieues de diamètre, et cette entreprise les oblige à se retrancher dans des lignes de douze lieues de développement qu'ils renforcent sans cesse et qui seront toujours trop faibles, et à répartir leurs camps sur un cercle de dix-huit lieues de parcours, divisé en trois tronçons par trois bras de rivières.

Une pareille entreprise témoigne chez nos ennemis ou d'une grande confiance dans leur valeur et dans notre inertie, confiance justifiée jusqu'à ce jour par les événements, ou d'une certaine ignorance des parties élevées de l'art de la guerre, ce qui est peut-être la véritable explication de leur conduite.

D'autres considérations encore nous permettent d'espérer la victoire; c'est qu'il y a dans l'armée bloquée beaucoup de bons régiments, dont la tenue est régulière, les camps en bon état, le service fait avec exactitude. La garde tout entière, à laquelle on fait trop de repro-

ches, est un corps recruté avec soin, bien conservé jusqu'à ce jour, et dont on peut attendre des services exceptionnels. Il y a dans l'armée des divisions entières du Mexique, dont les régiments sont encore remplis des traditions de cette périlleuse campagne, rompus aux marches et aux détails de la guerre et que nul accident ne pourra étonner, que nul désastre ne pourra abattre. La cavalerie s'est battue avec intrépidité lorsqu'elle a été engagée : il suffit de citer la conduite des cuirassiers de la garde le 16 août, les charges du 2e hussards dans la même journée, et la manière dont les chasseurs d'Afrique ont couvert, dans la soirée du 18, la retraite du 6e corps. Enfin l'artillerie est, de toute l'armée, la mieux instruite et dont les cadres ont le plus de consistance; les reproches qui lui ont été adressés portent surtout sur l'insuffisance de son matériel, mais cela ne suffit pas à expliquer nos malheurs; il faut les attribuer surtout aux mauvaises conditions tactiques dans lesquelles ont été engagées nos batteries. Tout considéré, l'armée réunie aujourd'hui dans le camp retranché de Metz, malgré le défaut d'instruction des réserves, malgré l'affaiblissement des chevaux, malgré la légère infériorité du matériel d'artillerie, est un des plus beaux instruments de puissance militaire qu'un pays puisse posséder. Suffisamment nombreuse encore pour la nature du pays où elle opère et l'étendue des champs de bataille où se décidera sa fortune, elle est assurée contre l'éventualité d'un échec par l'appui du camp retranché de Metz qui lui offre, en cas de malheur, un lieu de refuge inattaquable.

J'ai dit qu'*on peut vaincre les Prussiens.*

Voici maintenant les moyens de les vaincre.

Le premier moyen et le plus nécessaire est la réorga-

nisation du commandement et des états-majors, dont l'insuffisance est surabondamment prouvée. En recherchant les causes de nos malheurs, en interrogeant les témoins de nos désastres, on trouve partout et toujours cette réponse : « Il n'y avait pas d'ordres. »

Pourquoi, le matin du 15 août, Metz était-il sans garnison, les portes ouvertes, les ouvrages avancés vides, Montigny et les Sablons insultés par les uhlans? « Il n'y avait pas d'ordres. » — Pourquoi l'armée, après avoir traversé la ville du 13 au 15 août avec le désordre et les désastreuses lenteurs dont tout le monde a été témoin, était-elle répandue le 16, à dix heures du matin, sur une ligne décousue, de dix-huit kilomètres de longueur, de Bruville au fort Moselle? « C'est que les ordres de marche avaient été mal donnés, trop peu explicites et trop peu étudiés par les états-majors des divisions. »

Pourquoi, le 16, la position décisive de la batterie de Vionville n'a-t-elle pas été enlevée, à la faveur des bois, par l'infanterie de la division Tixier? « Il n'y avait pas d'ordres, » et les bataillons qui avaient, pour ainsi dire, touché avec la main le but décisif ont dû l'abandonner avant que le commandement eût pris un parti ou fait connaître ses intentions.

Pourquoi, le 18, nos troupes ont-elles contemplé, comme une parade, sans l'inquiéter ou le comprendre, le téméraire mouvement de flanc des Prussiens?

Pourquoi, le même jour, la garde est-elle arrivée trop tard aux secours de l'aile droite compromise?

Pourquoi, n'ayant pu prendre part à l'action, n'a-t-elle pas gardé le champ de bataille?

Pourquoi les corps entamés (le 6e et la droite du 4e) sont-ils restés si longtemps dans une position débordée

par l'ennemi, et si impossible à tenir, que leur retraite semblait une déroute?

A tout cela la réponse est la même: « Il n'y avait pas d'ordres. »

C'est encore pour le même motif que le 1er septembre, les quelques braves gens qui tenaient les villages enlevés la veille à l'ennemi ont été écharpés, faute d'être soutenus ou rappelés à temps.

Si le commandant de l'armée veut une fois faire des opérations militaires sérieuses, il faut à tout prix, et comme mesure préliminaire, qu'il brise cet éternel obstacle à l'exécution de ses ordres : généraux sans énergie et états-majors ignorants.

Il faut *que les commandements de corps d'armée soient supprimés*, parce qu'un commandant de corps d'armée a trop de puissance en main pour n'avoir pas des velléités d'indépendance, et que, dans une armée de moins de 120.000 hommes, cette trop grande indépendance affaiblit outre mesure le chef de l'armée et peut ruiner ses combinaisons.

Il faut *que les généraux soient remplacés*, et qu'une mesure arbitraire, justifiée par une situation sans précédent, déplace le commandement des divisions et des brigades. Pour une cause ou pour une autre, l'armée manque de foi dans ses généraux. Il faut donc que le chef de l'armée avise et prenne des mesures pour mettre à la tête des troupes des hommes dont le talent ou tout au moins l'énergie ne puissent être contestés.

Quand aux *officiers d'état-major*, à l'exception de quelques spécialistes, il faut qu'ils rentrent dans les corps de troupes et cèdent la place à des officiers moins instruits peut-être, mais à coup sûr moins décriés et moins compromis dans nos défaites.

Les *armes spéciales* ont reçu, dit-on, une direction insuffisante : il est incontestable qu'elles contiennent beaucoup d'officiers éminents dont on n'a pas jusqu'à présent tiré parti. Il suffit de citer, dans l'artillerie, le commandant M. , inventeur de la meilleure fusée percutante connue ; le commandant T. , qui a fait toutes les expériences de balistique de ces dernières années ; le commandant S. , qui a la plus grande part dans l'invention des mitrailleuses; il est grandement temps d'enlever de tels officiers aux fonctions insignifiantes qu'ils exercent pour les mettre à même d'apporter à notre artillerie les modifications urgentes qui peuvent diminuer son infériorité.

Dans le génie, le commandant V. est le plus éminent théoricien de la fortification de notre époque, et ses écrits ont arraché le suffrage jaloux du Comité des inspecteurs généraux de l'arme. Le lieutenant colonel Goulier connaît dans tous les détails la topographie de la contrée et l'organisation du service topographique, si défectueux dans nos dernières opérations.

Ces officiers, présents à Metz, ne sont employés ni à la Place, ni à l'armée. Des anomalies semblables se remarqueraient dans le corps d'Etat-major.

La seconde mesure à prendre pour permettre à l'armée de se mouvoir avec succès, est *le rétablissement de la discipline*, qui a dépéri depuis de longues années par des causes qu'il est inutile d'énumérer, et qui a diminué encore pendant cette campagne, par suite de l'insouciance des officiers les plus élevés en grade, de l'intrusion dans les bataillons de l'armée des soldats dits *de la réserve* qui n'avaient pas encore contracté l'habitude de la discipline, et enfin du relâchement qui a été la suite nécessaire d'abord de nos défaites, aujourd'hui de notre oisiveté.

Les moyens à employer sont premièrement la simplification et l'accélération des rouages de la justice militaire; des exemples sévères et rapides qui seront d'autant plus efficaces qu'ils atteindront des coupables plus haut placés; une police attentive des camps et de la ville, frappant sommairement de peines rigoureuses les désordres de toute nature et les attentats à la propriété publique et privée.

Il faut de plus que toute l'armée soit occupée chaque jour et toute la journée. Lorsqu'une division n'aura pas à marcher, manœuvrer ou combattre, elle devra être employée aux travaux des voies de communication ou du camp retranché, avec des jours de repos convenablement espacés et consacrés aux soins domestiques, de propreté, etc. Ce moyen est le plus efficace pour rétablir la discipline. Il faut aussi que les règlements soient strictement observés.

Une fois le commandement transformé et les premières mesures prises pour rétablir la discipline, on peut espérer mettre l'armée en mouvement, mais comme il faut plus d'un jour pour prendre les mesures nécessaires à l'accomplissement des opérations étendues, *on devra commencer par des petites opérations* du genre des reconnaissances offensives et des coups de main. Par là, on élargira le rayon d'action de l'armée; on pourra acquérir sans pertes notables une connaissance complète des positions et des forces de l'ennemi et des moyens de l'aborder; on rendra de la solidité aux troupes et on les habituera à leurs nouveaux chefs. On pourra avoir la bonne fortune de ruiner quelques établissements importants de l'ennemi. Enfin on profitera de ces opérations pour poser des batteries retranchées sur quelques points qu'on a négligés jusqu'à ce jour et qui sont aussi utiles à l'attaque qu'à la défense.

Tels sont les contreforts du plateau des Carrières, qui battent le débouché des vallées de Moulins et de Rozérieulles; la pointe ouest du Saint-Quentin, l'angle sud-ouest du plateau de la Haute-Bévoie, au-dessus du chemin de fer; l'importante position de Mercy-le-Haut, la Belle-Croix, le bois en avant de Mey et la position d'artillerie qui le commande.

Les petites opérations dont j'ai parlé doivent être faites avant le lever du soleil par de l'infanterie peu nombreuse, mais bien éclairée; selon leur issue ou leur importance, elles doivent être terminées au lever du soleil ou dans la matinée, sous la protection d'un peu de cavalerie légère et d'artillerie. La préoccupation principale des commandants de ces opérations sera de ne pas exposer leurs troupes au feu de l'artillerie ennemie; de semblables colonnes doivent être accompagnées de canonniers et de sapeurs armés de masses, d'artifices et d'outils pour détruire ou détériorer les travaux et les canons de l'ennemi dont on serait maître quelques instants. Ces surprises de nuit sont permises à cause de l'étendue démesurée des lignes de l'ennemi qui sera obligé à de très grandes fatigues pour s'en préserver.

Les travaux de fortification à exécuter à la faveur de ces opérations doivent être faits, comme l'ennemi nous en donne l'exemple, à grand renfort de travailleurs. Le type de ce genre d'entreprises est l'ouverture de la tranchée devant une place assiégée; les travailleurs en armes, protégés par leur tranchée, peuvent continuer sans danger. C'est l'affaire de trois ou quatre jours d'élever ainsi des batteries redoutables.

Le *service des grand' gardes et des postes avancés*, qui se faisait avec une ignorance révoltante au début du séjour de l'armée de Metz, s'est régularisé depuis sans

s'améliorer : on ne se garde pas d'assez loin, et on met trop de sentinelles en présence de l'ennemi. On fatigue ainsi la troupe sans être à couvert d'une surprise. Il faut que le terrain compris entre les batteries ennemies et le camp retranché soit également partagé entre les postes des deux partis, ce qui arrivera dès qu'on aura infligé quelques leçons aux sentinelles et aux petits postes de l'ennemi qui sont trop aventurés.

Alors on devra porter au dehors de nos tranchées, jusqu'à 1800 mètres au moins, et plus loin, si l'ennemi le permet, une triple chaîne de grand'gardes, postes avancés, et sentinelles. L'absence de ces précautions est peut-être la plus éclatante preuve de la démoralisation et de l'insuffisance du commandement. On tire trop et on ne se garde pas assez.

C'est ainsi qu'on doit préluder par de petites entreprises aux *opérations de grande tactique* qui doivent entraîner le *déblocus de Metz*, la *mise en mouvement de l'armée* et la *défaite de l'ennemi*. Ces trois résultats sont solidaires, et l'imagination s'égare lorsqu'elle veut les séparer. L'armée ne peut pas s'éloigner sans avoir remporté un avantage très marqué sur l'armée qui lui est opposée, et cet avantage a pour conséquence le déblocus de Metz et très probablement celui des places situées dans un rayon de trois ou quatre jours de marche.

Mais pour qu'une pareille pensée cesse d'être une chimère, il faudra que plusieurs jours aient été employés par l'armée et la population avec une énergie virile, avec une industrie infatigable.

Toutes *les voies de communication de l'intérieur de la ville et du camp retranché* devront avoir été reconnues et complétées de manière que l'armée puisse rapidement, sans erreur et sans bruit, se porter d'un bord à l'autre

de la Seille ou de la Moselle, afin de se présenter inopinément et en masse au point où elle aura résolu d'agir.

Des ambulances nouvelles sur des emplacements nouveaux auront été préparées, personnel et matériel. On peut en mettre à Longeville, Plappeville, Tignomont, au Ban-Saint-Martin, à Devant-les-Ponts, Woippy, Saint-Julien, Vallières, Plantières, Queuleu, au Sablon et à Montigny. On se rappelle aussi que le soin des blessés n'est qu'une considération de second ordre, à côté des immenses intérêts d'humanité qui incombent aujourd'hui à l'armée et à la ville.

Toute *la fonte disponible dans Metz sera transformée en projectiles*; *nos projectiles doivent pour cela être simplifiés* : c'est là une question de détail; il y a dans l'armée plus d'un officier d'artillerie capable de la résoudre et d'improviser, avec peu d'expériences, les tables de tir des projectiles nouveaux. Les mêmes officiers appliqueront leurs connaissances à tracer des fusées de projectiles d'une construction rapide et même, au besoin, des fusées en bois. La population fournira, sous la direction de l'artillerie, le personnel nécessaire à ces fabrications.

Les ateliers actuels de *fabrication de cartouches* seront dédoublés ou détriplés, des ateliers nouveaux seront créés. La lenteur désolante qui caractérise aujourd'hui cette fabrication tient au vice du commandement actuel et aura disparu avec lui.

L'*Organisation militaire de la population* devra être modifiée par des mesures d'incorporation telles que l'état de siège les comporte, ayant pour effet de faire entrer dans les dépôts des corps toute la garde mobile qui n'est pas encore instruite et tous les réfugiés des départements voisins qui sont en âge de faire un service actif; par les

mêmes mesures, on étendrait les cadres de la garde nationale qu'on rendrait plus utile, en lui donnant les rations militaires et en constituant des compagnies mobiles, pourvues d'effets de campement, et destinées à rendre des services dans toute l'étendue du camp retranché.

L'*organisation de l'armée* n'est pas non plus appropriée au rôle qu'elle doit jouer. Conçue pour des opérations gigantesques étendues sur un vaste échiquier, la répartition en corps d'armée est absolument défavorable à l'unité d'action dans une armée peu nombreuse et opérant sur un échiquier essentiellement restreint. Mais si, d'une part, les états-majors des corps d'armée et tout ce qui leur est propre doivent rapidement disparaître, il importe également, d'autre part, de *réduire le nombre des divisions* pour simplifier le mécanisme du commandement.

D'après les effectifs actuels des régiments, on doit se réduire à sept ou huit divisions d'infanterie, y compris la Garde formant une division. Il ne faut pas craindre de porter les divisions à trois brigades et les brigades à trois régiments ; par contre il faut être attentif à ne pas présenter à l'ennemi des bataillons réduits à 3 ou 400 hommes; chaque bataillon doit se compléter à 700 ou 800 hommes effectifs, soit 600 à 700 hommes présents, de sorte que la plupart de nos régiments, tout en conservant l'organisation à trois bataillons, doivent condenser leurs forces en deux bataillons réels.

L'emploi des *bataillons de chasseurs à pied,* dans les circonstances actuelles, est déterminé par le genre de guerre que nous font les Prussiens ; il faut les réunir sous des commandements spéciaux en trois ou quatre brigades mixtes, comprenant tous les chasseurs à pied et

presque tous les chasseurs à cheval de l'armée et chargées des grandes reconnaissances ainsi que de toutes les opérations un peu divergentes.

La *cavalerie*, qui n'a guère été envisagée jusqu'à ce jour qu'au point de vue de l'alimentation, pourrait rendre de grands services en toute circonstance. L'emploi que les Prussiens ont fait de leurs uhlans dans la guerre actuelle peut passer pour un modèle ; ce serait déjà beaucoup de les imiter ; mais notre cavalerie peut faire mieux encore.

Formés en brigades mixtes de huit ou dix escadrons et de deux ou trois bataillons, nos chasseurs doivent assurer la sécurité de l'armée, répandre l'inquiétude sur toute l'étendue des cantonnements ennemis et nous préserver de ces honteuses surprises qui font presque toute l'histoire de la guerre actuelle.

La *grosse cavalerie*, divisée en brigades, ne peut rendre que des services insignifiants. Groupée en une forte division avec un ou deux régiments de lanciers pour les services accessoires, elle doit jouer un rôle décisif. Le plateau de Moscou, la plaine à droite de la route d'Augny, l'arête de terrain qui s'étend de Grimont à Sainte-Barbe sont des espaces de terrain éminemment propres au jeu de la grosse cavalerie. Tous les régiments de cette arme doivent marcher avec la Garde, groupés en une division qui comprenne aussi les cuirassiers de la Garde et les carabiniers.

Les *lanciers* doivent être ménagés à cause de leur nombre et des services variés qu'ils peuvent rendre. Les *dragons* peuvent être les premiers sacrifiés aux nécessités qui nous accablent ; à mesure qu'ils seront démontés, on doit en former, par régiment, des compagnies de 120 hommes et 4 officiers ; ces compagnies, groupées

en bataillon, seront bientôt une bonne infanterie légère.

L'effectif des *batteries d'artillerie* doit, à tout prix, être complété aux dépens des autres armes; il faut y verser des soldats déjà instruits de l'infanterie ou du train, et y mettre à la suite les cadres de l'artillerie de la garde mobile. L'affaiblissement des chevaux nous interdit l'espoir d'avoir une artillerie très manœuvrière, mais on pourra cependant la présenter à l'ennemi avec succès si on ne la dissémine pas et si on choisit des terrains où l'ennemi perde l'avantage de sa portée plus considérable. Il faudrait que chaque batterie de quatre fût de huit pièces. Il faut surtout que sur le champ de bataille, l'artillerie entière soit soustraite à l'action des généraux de division et obéisse au général en chef par l'organe du commandant de l'artillerie de l'armée.

Le seul examen de l'organisation de l'artillerie, des calibres, des approvisionnements, pourrait faire l'objet d'un mémoire étendu. Les vues erronées qui ont prévalu depuis des années dans l'organisation de cette arme viennent d'être chèrement expiées : Quelques jours ne suffiront pas pour remédier à tout, mais on aura beaucoup fait lorsqu'on aura complété les effectifs et requis pour l'attelage tous les chevaux de l'armée et ceux du camionnage. Un seul mot encore sur l'artillerie : il est possible de conduire sur le champ de bataille des pièces du calibre 24; mais il faut avoir pour cela la ferme résolution d'écarter toutes les objections et toutes les résistances. Un équipage de vingt pièces de 24, approvisionnées à 150 coups par pièce, exigerait cinq batteries servant chacune quatre pièces et attelant 22 voitures, dont deux voitures de bois de plates-formes. Cet équipage marcherait avec la garde.

Ces longs préliminaires ne doivent occuper que peu

de jours, car la durée de notre résistance est limitée.

Quatre ou cinq jours tout au moins seraient le temps strictement nécessaire, au bout duquel il faut que l'armée entreprenne les *grandes opérations tactiques* qui peuvent différer ou empêcher la ruine du pays.

Il y a autour de Metz, dans la zone d'action tactique des forts, *cinq champs de bataille bien distincts*: deux sur la rive gauche et trois sur la rive droite, dont un entre Seille et Moselle.

L'un ou l'autre de ces champs de bataille peut-être choisi pour théâtre d'une action décisive, mais le choix dépend de considérations étrangères à ce travail. Les uns et les autres sont assez étendus pour qu'on puisse y mettre en action une armée de soixante à 100.000 hommes, assez étroits pour qu'une telle armée puisse y lutter sans désavantage contre des forces supérieures. Il n'est pas inutile de remarquer, à ce propos, que l'entreprise du blocus de l'armée française dans le camp retranché de Metz, quoique couronnée de succès jusqu'à ce jour est en elle-même une entreprise vicieuse : elle force en effet les Prussiens à accepter la bataille dans les positions qu'ils ont retranchées à deux lieues de la ville, sur des champs de bataille favorables aux Français à cause de l'appui inébranlable que leur prêtent les forts. L'idée d'affamer 100.000 hommes par un blocus régulier est actuellement une idée fausse, dont l'ennemi sera puni par un désastre le jour où nous serons revenus à l'application des saines maximes de la guerre.

J'examinerai d'abord *le champ de bataille de la rive droite en aval de la Moselle*, entre la Moselle et le contrefort de Grimont à Sainte-Barbe. Ce terrain est presque sans relation avec les champs de bataille voisins, parce que ses deux flancs sont appuyés à la Moselle et

au fort Saint-Julien, ce qui empêche de le tourner, et que les terrains latéraux, à gauche de la Moselle, et au sud de la route de Sainte-Barbe, sont trop bas pour que l'artillerie que l'ennemi y placerait puisse intervenir. C'est ce champ de bataille qui est le plus favorable à l'armée bloquée et qui lui permet d'engager le moins de monde; mais la victoire n'y donnerait pas des résultats décisifs.

Le champ de bataille compris entre Saint-Julien et Queuleu, et que l'on peut nommer le champ de bataille de Borny, a des défauts qui empêcheront les deux adversaires de s'en servir efficacement. Les Prussiens trouveront que les deux forts offriront aux Français une retraite assurée, en cas de défaite. Les Français lui reprocheront de les entraîner jusqu'aux bords de la Nied sans leur garantir un résultat utile en cas de succès.

Le champ de bataille entre la Seille et la Moselle est très rétréci et soumis à la double influence des hauteurs de Vaux sur la rive droite, et, sur la rive gauche, des hauteurs de Pouilly où l'ennemi possède des batteries; c'est un grave inconvénient, mais la route de Metz à Augny, principale communication de ce champ de bataille, est à peu près soustraite à ces questions latérales. L'attaque du Saint-Blaise est très favorable au succès de l'infanterie parce que la raideur des pentes empêche qu'elle soit battue par le canon; c'est là un avantage pour nous aussi longtemps que nous n'aurons pas confiance dans notre artillerie. Enfin les troupes de l'ennemi qui viendraient de l'autre côté de la Seille seront forcées de déboucher par les ponts de Marly et de Cuvry, par les gorges d'Ars et par le défilé de Corny à Fey, conditions très désavantageuses pour les Prussiens. Une victoire des Français sur ce terrain pourrait être très funeste à l'ennemi et déranger toutes ses entreprises.

Le champ de bataille des Plateaux, situé en amont *sur la rive gauche*, est le plus intéressant et le plus compliqué des cinq. Semé de bois sur toute son étendue, il présente sur la gauche la ligne redoutable des hauteurs de Vaux, Jussy, Rosérieulles et Châtel, couronnées par l'ennemi. Le centre est étranglé par les bois de Châtel et de Sauny, la droite, formée de bois et de ravins profonds, est inaccessible. C'est cependant ce champ de bataille qu'il faudrait choisir pour infliger à l'ennemi un désastre complet. La gauche en est très abordable parce que chacun des mamelons qui forment la ligne de défense de l'ennemi ne tire sa puissance que des feux croisés des mamelons voisins, et ne peut se défendre lui-même à cause de la raideur des pentes qui empêche le tir. Il en résulte que la batterie de Vaux est tournée ou enlevée, les pentes de Jussy ne sont plus battues et peuvent être abordées; à leur tour, les batteries de Rosérieulles tombent par la prise de Jussy, et le bois de Châtel est pris à dos. Il n'est donc pas impossible à l'armée française de prendre pied sur le plateau de Moscou; mais c'est là que les difficultés commencent à cause de la grande étendue de ce champ de bataille dont la clef est à Saint-Privat et à Amanvillers. Aussi l'armée française ne peut-elle se risquer sur ces plateaux que si elle est assurée du nombre insuffisant et de la faiblesse morale de l'ennemi. Le prix de la victoire pourrait être la destruction de l'armée prussienne entre l'Orne et la Moselle.

Le champ de bataille d'aval de la rive gauche entre Woippy et Sèmecourt est peu intéressant, parce qu'il est dominé des deux côtés et ne peut être abordé que de front. Il ne s'y passera que des événements secondaires.

Nous avons examiné les principaux traits de la situation. Avec de l'énergie, une volonté inébranlable et quel-

que prudence, on peut en sortir avec honneur. Mais ceux qui prévoient tout et qui veulent tout savoir demandent : *Que fera l'armée si elle sort de Metz ?*

A cela, l'on pourrait répondre : *Elle fera ce qu'elle pourra ; mais il faut qu'elle sorte.* J'irai plus loin et j'examinerai les principales solutions de cette question indiscrète.

L'armée peut *marcher droit sur Paris.* Ce serait une faute ; selon toute probabilité, elle serait battue en route.

Elle peut *débloquer les places de la Lorraine et de l'Alsace*, se créer des ressources de toute nature, et attendre, en se remettant de ses souffrances, que l'ennemi repasse de ce côté.

Elle peut *se jeter sur les provinces du Rhin*, dégarnies de troupes, les désoler, en exprimer tout l'argent et toutes les subsistances ; elle peut même essayer ce que feront la surprise, l'étonnement, la terreur sur les places fortes de ces provinces. De semblables coups de main sont souvent heureux.

Elle peut *gagner les places du Nord* pour s'y refaire, se rapprocher de Paris, ou faire une opération analogue par Epinal et Langres, après avoir débloqué Strasbourg.

Enfin elle peut *se réfugier à grandes journées de marche jusque derrière la Loire* et organiser la défense du centre de la France, tout en menaçant les forces ennemies rassemblées sous Paris ou à Paris.

Il serait puéril de s'appesantir davantage sur des éventualités aussi éloignées. Tout le monde est convaincu de la gravité de la situation, tout le monde cherche les moyens d'en sortir ; j'ai prouvé que ces moyens sont dans nos mains.

Jamais les circonstances n'ont été plus impérieuses ; jamais plus pressant devoir ne s'est imposé à une armée

et à une population. Les jours, les heures de notre résistance sont comptés : il nous appartient de rendre cette résistance honorable ou honteuse, efficace ou stérile.

ROSSEL.

Metz, 26 septembre 1870.

Metz, 6 octobre 1870. 1 heure soir.

Mes chers parents,

Je profite d'une des rares occasions que nous avons pour vous écrire que je vais bien et que je voudrais bien avoir de vos nouvelles. Je suis très tranquille jusqu'à présent dans mon logement de la rue du Faisan. On ne peut pas faire campagne avec plus de confortable. Mon métier est fort doux et consiste à remuer de la terre sous prétexte de fortifications : cela fait vivre les pauvres diables que j'occupe. Mon chantier est une des îles de la Moselle, et souvent je me livre au plaisir tranquille et inoffensif de regarder l'eau et le ciel ; je m'assieds sur la berge où il pousse un pauvre gazon pelé, et je m'occupe à ne penser à rien. En ce moment je suis dans mon île, comme Robinson, mais moins isolé que lui ; mon cheval me regarde écrire : sans doute son langage muet veut dire qu'il me charge de vous présenter ses compliments.

A propos de Robinson, j'ai fait la connaissance d'un Anglais qui porte ce nom et avec lequel j'ai le plaisir de parler quelquefois la langue maternelle. Il s'ennuie d'être bloqué et bien des gens en sont là. Pour mon compte, j'ai une confiance et une tranquillité qui pourraient passer pour de l'étourderie ; ce n'est *qu'au fond* que je suis préoccupé. Lorsqu'on me demande combien de temps cela peut durer, je cite la guerre de Cent Ans

et le siège de Troie ; mais j'espère que nous n'irons pas jusque-là. M. Dietz est décoré, et tout le monde voit cela avec plaisir. Mon plus intime compagnon de chaîne, Padovani, m'a quitté pour monter dans un fort : il est allé remplacer l'intrépide Gillet, qui est pour vingt jours ou un mois au lit. Il a reçu une balle au mollet en escarmouchant devant son fort ; c'est ennuyeux pour un valseur, mais on peut espérer qu'un bout de ruban rouge le consolera.

Adieu, mes bons chéris, j'embrasse affectueusement et mille fois Père, Mère, B. et petite S. ; je vous souhaite bonne santé et bon espoir.

Votre fils affectionné,

L. Rossel.

HISTOIRE DE LA CAPITULATION DE METZ [1].

Bruxelles, 2 novembre 1870.

Metz est rendu : la plus honteuse capitulation que l'histoire militaire ait jamais enregistrée a mis aux mains des Allemands une forteresse intacte, gardée par une armée intacte, et dans cet éclatant désastre de l'honneur militaire français, aucune apparence même n'a été sauvée. De ses cent régiments, de ses cent généraux, de ses forts superbes, de son immense matériel de gnerre, Bazaine n'a rien sauvé : la capitulation ne lui a laissé que ses bagages.

J'ai quitté Metz à l'heure où les Prussiens y entraient,

1. J'ai cru devoir conserver trois écrits différents sur les événements de Metz : le premier, celui-ci, traite la question militaire au point de vue général ; le second relate en particulier ce qui s'est passé dans la ville assiégée ; le dernier raconte plus spécialement le rôle de mon frère avant la capitulation.

et convaincu que je servirais plus utilement mon pays en appelant le grand jour de la publicité sur les tristes événements dont j'ai été le témoin, qu'en allant immédiatement reprendre les armes, j'ai résolu de consacrer quelques jours à publier mes souvenirs et mes notes, à provoquer la discussion, à y répondre, à démontrer enfin que l'armée a été démoralisée et perdue par ses chefs eux-mêmes, et que la place a été criminellement rendue avec ses fortifications entières, ses munitions et son matériel.

Voici un résumé succinct de l'histoire du commandement de Bazaine.

On se rappelle que lorsque l'Empereur quitta, vers le 10 août, le commandement de l'armée du Rhin, il y eut en France un soulagement général : la campagne du Mexique avait mis en évidence les qualités militaires du maréchal Bazaine, on avait confiance en lui, l'armée ne demandait qu'à lui obéir.

La retraite commencée à Forbach fut continuée au-delà de la Moselle, retardée un instant par l'engagement du 14 août, appelée Bataille de Borny, et arrêtée par la bataille du 16 août, à laquelle on a donné les noms de Mars-la-Tour, Vionville, Rezonville et Gravelotte, mais à laquelle il convient de conserver le nom de bataille de Vionville, à cause de la situation de la batterie prussienne, qui décida du sort de la journée.

Le 16 août, l'armée française fut, comme d'habitude, surprise dans son camp; elle était en flagrant délit de marche, étendue sur deux routes éloignées l'une de l'autre, et présentait le flanc au défilé par où déboucha l'ennemi. Jusqu'à huit heures et demie du soir, les régiments français et les batteries françaises vinrent successivement se présenter devant la position de l'ennemi,

devenue une position défensive; chacune des deux armées conserva à peu près son champ de bataille, mais le général français consacra le succès stratégique des Prussiens en retirant son aile droite à quatre lieues vers le nord, et sa gauche à deux lieues vers l'est, et occupant sur les plateaux d'Amanvillers une longue position de bataille qui fut un peu retranchée.

C'est là qu'il fut attaqué de nouveau le 18 août; préoccupé de sa gauche, dont la perte (à ce qu'il lui semblait) l'aurait séparé de Metz, il resta de sa personne au village de Lessy, et concentra sa garde et sa cavalerie autour de lui. Pendant ce temps, son aile droite accablée à Saint-Privat par tout l'effort des Prussiens, était mise dans une déroute complète. Aucune réserve n'avait donné.

Le 14 et le 16, on avait chanté victoire, tout en abondonnant les positions où l'on avait combattu; le 18, cette fraude n'était plus possible: la déroute manifeste de deux corps d'armée, l'investissement complété par la perte de la route de Thionville, étaient des témoignages trop assurés de notre malheur.

C'est alors que commença la période d'inaction où a péri l'armée. Les troupes furent réparties dans le camp retranché et ébauchèrent précipitamment quelques retranchements informes. Puis, comme les Prussiens n'attaquaient pas, on se remit en mouvement. Le 26 août, par une pluie torrentielle, les troupes furent massées à grand'peine sur la rive droite de la Moselle; on passa le jour à tenir conseil, et on les renvoya à leurs campements. Le 30 août, nouvel ordre, suivi d'un contre-ordre immédiat. Le 31 août, à trois heures du matin, on entreprend de se concentrer sur la rive droite; à huit heures du matin, on présente quelques têtes de colonne à l'ennemi, puis on s'arrête jusqu'à quatre heures du

soir, tandis que l'ennemi se masse entre Sainte-Barbe et Argancy. Enfin on permet au soldat d'attaquer ; jusqu'à onze heures du soir, des combats partiels, soutenus par des troupes du 3e et du 4e corps, se prolongent dans les villages entre Noisseville et Rupigny. Avant l'aube, le feu reprend, mais les troupes engagées ne reçoivent pas d'ordres ; les réserves, massées entre Saint-Julien et Grimont, se préparent à recevoir une attaque; le feu d'artillerie des Prussiens se fait entendre presque seul. Enfin, vers onze heures du matin, on se met en retraite. Le 2e corps (Frossard) couvre la retraite avec d'autant plus de succès que personne ne l'attaque, et chaque troupe rentre à son camp.

Tel fut le terme des opérations militaires de Bazaine. Il n'avait pas été un seul instant le maître de son armée. Il avait écouté sans doute les objections de l'artillerie, celles du génie, celles de ses lieutenants; l'état-major surtout lui avait fait défaut: traverser la Moselle sur six ponts différents était déjà pour cet état-major une opération trop compliquée. Aussi est-il probable que, sur le champ de bataille, Bazaine ne voyait que les deux kilomètres qu'il avait sous les yeux, ce qui est suffisant pour un général d'Afrique ou du Mexique, mais tout à fait insuffisant pour l'homme qui prétend faire battre cent mille hommes sur un front de trois ou quatre lieues. Mal servi, incapable de se débarrasser des auxiliaires insuffisants qui lui rendaient le commandement impossible, Bazaine renonça en quelque sorte à commander. Ignorant lui-même des règles de la guerre, il ne vit d'autre issue à sa situation que des secours de l'extérieur; il attendit Mac Mahon et il le fit savoir à la ville et à l'armée. Le 9 septembre, il devint impossible de cacher à l'angoisse publique que Mac-Mahon était perdu.

Le deuil public fut aussi grand qu'avait été grande l'incrédulité. Les lâches (je pourrais en nommer) commencèrent à murmurer le mot de capitulation. L'armée ne pouvait s'habituer à l'idée que 80.000 hommes avaient mis bas les armes. Quant à la situation politique, on attendit l'ordre des chefs, et cet ordre ne vint pas; personne d'ailleurs n'était soucieux de provoquer des préoccupations politiques, personne, excepté un seul homme dans l'armée, excepté celui qui avait la charge de la défense du pays.

C'est alors que, cherchant à fonder sa fortune sur la défaite de sa patrie, Bazaine engagea avec la diplomatie prussienne ce duel d'intrigue et d'infamie dans lequel il fut si justement et si complètement battu.

On sait quels avaient été au Mexique les antécédents de ce général, on sait ses ménagements multiples, ses velléités d'indépendance. On sait qu'il avait été jugé digne de commander l'armée de Paris lorsque la politique intérieure s'était compliquée. Lorsque l'Empereur abandonna le commandement (évincé presque par ses lieutenants), on se souvint du Mexique et de l'ambition de Bazaine. Enfin, la chute de l'Empire vint lui créer une situation absolument indépendante; s'il avait eu alors le talent qui est la déplorable excuse de ces ambitions déplacées, il aurait usé avec énergie de son souverain pouvoir, écarté les vieillards et les incapables, armé 35.000 hommes valides qui sont demeurés inutiles jusqu'à la fin du siège. Il aurait aguerri son armée, il l'aurait disciplinée par le travail et par des exemples sévères, et il serait sorti du blocus de Metz vaincu peut-être, mais l'homme le plus puissant de France.

Heureusement pour la cause éternelle de la liberté et de la justice, Bazaine fut aussi incapable qu'il était am-

bitieux. Loin de se faire redouter de l'ennemi, il en accepta, dès le début, des complaisances compromettantes. On disait que le maréchal recevait chaque jour ses journaux : il est certain que les Prussiens se chargeaient de sa correspondance et de celle de son entourage. J'ai même profité de ce mode de communication. Les relations entre les états-majors ennemis étaient fréquentes. Les soldats français glosaient sur leurs généraux et gardaient leurs étroits avant-postes. Presque tout le mois de septembre s'écoula ainsi ; seulement on remarquait déjà que les mauvaises nouvelles étaient répandues par les états-majors avec une facilité de mauvais augure. L'armée s'habituait à désespérer. Le maréchal Bazaine et le général... tenaient continuellement la population en alarme. Un jour, les rues se remplissent de pompiers et de gardes mobiles. On remplit d'eau de vastes tonneaux répartis dans toutes les rues : on craint un bombardement. On craint un bombardement, et l'ennemi est à 8 kilomètres de la place, c'est à peine s'il ose pousser à 5 kilomètres quelques timides uhlans. De bombardement, je n'ai pas besoin de dire qu'il n'y en eut pas : c'est à peine si l'ennemi pouvait insulter de quelques obus inoffensifs l'enceinte des forts détachés. Enfin, comme sujet permanent d'inquiétude, le maréchal Bazaine a fait disparaître de certains actes le nom de l'Empereur, mais il n'a rien mis à la place.

Vers le 20 septembre, le maréchal pensa sans doute que « la poire était mûre ». La garde avait été soigneusement complétée aux dépens des autres corps. Elle avait les meilleurs chevaux, une nombreuse artillerie, on évaluait son effectif à 40.000 hommes ; mais ce chiffre était exagéré. Le bruit courait également que, aussitôt la République proclamée, la garde serait dissoute et les hom-

mes répartis dans les autres corps, ainsi que les officiers, ce qui eût été pour eux un notable désavantage.

A l'époque dont je parle, on entendit des officiers de la garde tenir des propos étranges : il fallait « aller mitrailler ces canailles de Parisiens qui ne viennent pas nous soutenir. » L'artillerie même, moins crédule d'ordinaire, abondait dans ce sens plus qu'on n'aurait pu croire. Oubliant le véritable ennemi, celui qui nous affamait, on parlait avec aigreur de ces « va-nu-pieds de républicains », on voulait « balayer cette Chambre qui a perdu l'Empire ». Enfin, ces hommes aveuglés, oubliant que l'étranger foulait notre territoire, ne songeaient plus à finir la guerre, mais à intervenir dans les discordes civiles comme pacificateurs armés.

Ce fut une véritable consternation parmi les patriotes. Nous ne pouvions croire à une erreur si funeste, mais nos chefs conspiraient contre nous. Des colonels réunirent leurs officiers, des officiers supérieurs agirent sur leur entourage. Ils parlaient d'*aigles*, de *serments*, de l'enceinte législative violée, de l'*Empereur*, de l'*Impératrice* et du prince impérial. Mais les officiers inférieurs secouaient la tête et ne repassaient pas la consigne aux soldats. Dans une de ces réunions, comme le colonel du... rappelait à ses officiers qu'il fallait serrer plus que jamais les liens de la discipline, un jeune officier se leva : « Mon colonel, dit-il, vous pouvez être assuré de notre obéissance à tout ce que vous commanderez pour l'honneur de l'armée et le bien du pays ».

La ville, malgré les menaces de bombardement dont on l'avait abreuvée, ne donna pas plus que l'armée dans le piège qui était tendu. Elle rédigea des adresses édulcorées mais nettes, où elle manifestait qu'elle voulait se défendre, et qu'elle n'avait besoin de personne pour cela.

On fit alors jouer d'autres ressorts, on promit une grande bataille, l'armée se tint prête à partir, on versa trois mille typhiques et dysentériques dans les ambulances, et on fit savoir à la ville, déjà transformée en hôpital par la présence de près de 20.000 blessés et malades, que la prochaine bataille lui donnerait 10.000 blessés nouveaux. Le premier octobre, il était encore possible de se battre, mais le quinze, la cavalerie et l'artillerie étaient ruinées par le manque de fourrages. L'artillerie avait commencé à rendre ses pièces à l'arsenal, sous prétexte qu'on ne pouvait plus les atteler.

Je raconte seulement la catastrophe. Je parlerai ailleurs [1] des efforts inutiles que les patriotes firent pour l'éviter. Toujours est-il qu'avant la mi-octobre, le colonel Boyer, créé général pour la circonstance, (car Bazaine faisait des généraux), partait pour Versailles, aussi mystérieusement que cela pouvait se faire dans cette état-major indiscret, allant offrir la ville au roi de Prusse, à condition que l'armée, neutralisée pour un temps déterminé, rentrerait en France avec ses armes, et serait chargée d'*assurer la liberté des élections*. Ces termes équivoques ne trompèrent que ceux qui voulaient être trompés. « C'est pour sortir d'ici, disait l'armée, mais on verra après. » En même temps on parlait de nouveau du prince impérial et de régence; le régent, c'était Bazaine: il devait rendre à la fois l'ordre et la paix à son pays.

Les Prussiens lui refusèrent cette gloire. On fut embarrassé, on tint conseil, on résolut de se battre, et une fois sous les armes, on ne se battit pas. Cela se passait le 19 octobre. Tandis que les soldats préparaient leurs armes depuis trop longtemps inutiles, tandis que les officiers bouclaient leurs légers bagages, les géné-

1. Voir chapitre V.

raux recevaient en communication officielle les nouvelles suivantes, rapportées par le général Boyer :

« Le général Boyer est allé jusqu'à Versailles; il est » également allé jusqu'à Paris, il a vu les maires des » localités où il a passé. Il n'y a plus de gouvernement » en France. Paris à déjà usé trois gouvernements, » Lyon, deux. Lyon, Marseille ont installé une républi- » que de sang. Toulouse et le Midi se sont séparés de » de la France. Les Prussiens sont à Orléans, à Bourges, » à Cherbourg. *Rouen et le Hâvre ont appelé les Alle-* » *mands* pour se délivrer des socialistes. Il n'y a qu'un gou- » vernement possible, c'est la régence : Il faut que l'ar- » mée rentre en France pour rétablir l'ordre et la liberté. »

Et l'armée, incrédule, se disait : « Rentrons en France, et nous verrons après. » Mais elle était impatiente de rentrer en France. L'agonie était commencée.

Le maréchal continua à répandre par tous les moyens officiels les « nouvelles Boyer », sans cependant, y mettre sa signature. « N'ayez pas, disait un général en faisant cette communication à ses officiers, n'ayez pas de préjugés d'honneur militaire. » Cependant on ne parlait pas encore de rendre les armes, mais seulement de rentrer en France, et de garder la neutralité.

Le 25, le général Changarnier allait à Ars négocier une capitulation. Le 26, on savait tout, mais le parti de la reddition faisait accroire aux soldats qu'on les renverrait dans leurs foyers; le 28 au matin, les dernières pièces de campagne furent rendues à l'Arsenal. A midi, on commença à rendre les armes; cela continua jusque dans la soirée; peu de fusils furent détruits. La garde resta la dernière armée; il en entra quelques bataillons dans la ville, à la nuit, pour maintenir l'ordre; ils rendirent leurs armes le lendemain.

Le 29, je quittai l'uniforme, je traversai paisiblement les longues colonnes de Français désarmés, et je croisai les régiments prussiens qui s'avançaient doucement vers la ville.

Dans cette abominable histoire, la part des chefs est immense. Ce sont eux qui, pas à pas, ont conduit l'armée à la famine et au déshonneur. Mais il faut faire aussi la part de la cité et celle de l'armée. Elles ont manqué de sens moral. Ainsi périssent les nations qui laissent un ambitieux se jouer de leurs droits et de leur honneur ! Ainsi périssent les armées qui désespèrent de la patrie !

ROSSEL.

Extrait de l'*Indépendance Belge*.

CHAPITRE V

GUERRE CONTRE LA PRUSSE

JOURNAL DU SIÈGE DE METZ 1870

Entrevue avec Bazaine. — Mendiants. — Question de Bazaine au commandant Goussaint. — Boyenval arrêté. — Internement. — Opinion d'un étranger. — Le règlement. — Ressources en chevaux et canons. — Bruits démoralisants. — Peltre. — Ladonchamps. — Le Général Coffinières. — *Rétablir l'ordre.* — *Devoir absolu* en temps de siège. — Faibles rations. — Manifeste de Bazaine. — L'Impératrice. — Le Gouvernement régulier. — Dialogue. — Lassitude. — Le préjugé. — La Presse messine. — Position fausse des Prussiens. — Misère. — Le capitaine Joly ; souvenirs du 16 et du 18 août. — Question délicate. — Finances. — Grotius et Puffendorf. — Carnot. — Dupont. — Le camp retranché et Bazaine. — Encore le 16 et le 18 août, le lieutenant Valny. — Souvenirs de la capitulation de Dantzig. — Elections d'août, la queue de l'Empire. — De R... et le démantèlement. — Byzantins ! Agir. Protester. — Réunion ; Boissonnet, Clinchant, Lapasset. — Les affiches. — La censure s'arrête. — L'officier de carabiniers. — Dernières agitations. — La fin.

En arrivant au quartier-général [1], je vis Boyenval qui sortait avec un officier supérieur ; il paraissait récrimi-

1. Le Maréchal, informé de la campagne menée par Rossel contre les idées de capitulation, avait mandé le jeune capitaine pour obtenir de lui des explications. Le capitaine Boyenval était incriminé au même titre.

ner assez vivement. Je l'appelai, il me dit seulement que le Maréchal voulait me parler. Je m'aperçus alors que son compagnon était un officier-général.

Je fus introduit dans ce vaste cabinet qui est au fond du couloir à droite. Il était bien éclairé ; outre le Maréchal étaient présents ses deux officiers d'ordonnance de service. (Mornay-Soult et un grand cuirassier.)

Le Maréchal est plutôt petit que grand et a un embonpoint ordinaire. En me voyant avec mes bottes jaunes et ma vareuse militaire, il s'écria avec violence : « Qu'est-ce que c'est que cette tenue ! Qu'est-ce que c'est que cette tenue ! en me coupant la parole, comme je voulais répondre ». — « Je ne comptais pas, répondis-je, avoir l'honneur d'être admis devant votre Excellence. » — Il parut subitement calmé. J'étais au milieu du bureau, pas loin de l'entrée, dans la position militaire. Le Maréchal se promenait, les deux officiers étaient adossés à la cheminée. Le Maréchal me questionna avec calme, peut-être avec une légère irritation ; je lui répondis avec pleine possession de moi-même, parlant très nettement, et même à un certain moment je m'aperçus que le ton de ma voix était beaucoup plus élevé que celui de la conversation ordinaire.

Je ferai observer ici que le Maréchal, non plus que ses neveux, ne fit preuve de grande habileté en tout ceci. — Cela étonnera peut-être ceux qui sont accoutumés à supposer chez les gens en place une habileté au-dessus de la moyenne. Mais il suffit de faire remarquer que si le Maréchal était un homme d'une capacité moyenne, ou s'il y avait des gens capables dans son entourage, nous n'en serions pas réduits où nous sommes.

Comme science militaire, comme science du gouver-

nement, les hommes qui nous gouvernent en sont à l'A B C: il n'est pas étonnant qu'il en soit de même pour la petite diplomatie et la police.

Si j'ai des secrets à cacher, la société civilisée possède, particulièrement en France, des mécanismes tout prêts, de terribles mécanismes pour me les arracher. Il n'y a plus la torture, mais sans aucun doute, un Camusot quelconque est plus apte à retourner un homme, il dispose de moyens plus redoutables que le Maréchal dans son cabinet.

On interroge directement un homme qu'on veut intimider; le Maréchal n'a pas cherché à m'intimider; — ou un homme qu'on veut séduire; il n'a pas cherché à me séduire; — ou un homme qu'on veut tuer après qu'on lui a parlé, et je suis sorti librement de son quartier-général. Je n'ai même pas été suivi.

« Qu'allez-vous faire dans les camps ? »

Telle a été la première question du Maréchal, question assez vague pour qu'il me fût nécessaire de solliciter des explications avant de répondre. Mais le Maréchal ne voulant pas préciser et disant qu'il n'y avait rien à préciser, je répondis que je me promenais parfois hors de la ville, et que j'en avais toujours usé ainsi.

« Et de quoi parlez-vous? » — Je parle de toutes sortes de choses, de la situation actuelle, de ce qui se passe. Il voulut que je définisse, et vraiment c'était difficile, sinon impossible, car on entend et on dit tant de choses qu'il y en aurait, lui dis-je, pour jusqu'à demain à les répéter. — « Eh bien nous resterons jusqu'à demain », dit le Maréchal.

Cependant quand je lui dis que je causais parfois de la situation actuelle, il voulut y voir un aveu et parut assez satisfait. Comme il me pressait là-dessus, sans tou-

tefois préciser, je lui dis que je ne m'occupais pas de la situation actuelle parce qu'elle était actuelle, mais seulement au même titre que je m'étais occupé de celles qui l'avaient précédée. Que mes préoccupations relatives à la science militaire ne dataient pas d'hier et qu'il était facile de s'assurer, en examinant mes notes que je m'étais depuis des années occupé de ces études d'une manière continue ; que je ne faisais rien de clandestin.

Mais j'intervertis un peu l'ordre de la conversation.

La première question un peu nette que me posa le Maréchal fut de savoir si je ne m'étais pas présenté chez des officiers généraux et des officiers supérieurs pour leur parler de la situation actuelle.

Je répondis que j'en avais parlé à différents officiers. — « Mais vous ne les connaissiez pas. » — « J'en ai parlé à des gens que je connaissais et à d'autres que je ne connaisssais pas. » — « Mais vous y alliez exprès ? » — « Exprès pour quoi, monsieur le Maréchal ?

On voit que mon *entrevue* avec son Excellence avait pour point de départ quelque dénonciation en forme, avec circonstances spécifiées.

Ce qui me valait cela, je l'avais vu dès l'abord, c'était l'imprudente démarche où j'avais arraché au général Aymard des détails sur le projet de capitulation. Je reviendrai sur ce point.

Je retourne à mon interrogatoire. « Exprès pour quoi », demandai-je ? « Exprès pour vous informer des intentions de ces généraux et de ce qu'ils comptaient faire dans le cas où certaines circonstances se présenteraient ; » et un moment après, précisant davantage : « dans le cas, me dit-il, d'une capitulation à laquelle, Dieu merci, personne n'a encore songé. » — J'opinai

respectueusement d'un signe de tête pour approuver ces paroles ; le Maréchal alla s'adosser à la cheminée, les officiers étaient au fond, près du bureau. Je ne me rappelle pas du tout comment la chambre était éclairée, mais je me souviens très bien que tous les visages étaient en pleine lumière.

Le Maréchal insistait, je me défendais. « Dans la haute situation où se trouve votre Excellence, disais-je, il est naturel qu'elle reçoive une foule de rapports, qui se rapprochent plus ou moins de la vérité, et qu'il faut soigneusement contrôler avant de les croire. »

J'obtins du Maréchal qu'il convînt que c'était une *accusation* qu'il portait contre moi, et je fis ressortir l'invraisemblance qu'il y avait à montrer un simple capitaine allant dicter à des généraux la conduite à tenir ; j'exposai qu'il y avait un moyen bien simple de savoir si un officier perdait son temps dans des intrigues coupables, c'était de voir comment son service était fait et comment il remplissait les devoirs de son grade.

Le Maréchal m'avait demandé quelle *mission* je remplissais en circulant dans les camps. « Je ne remplis aucune mission, et quelle mission aurais-je pu remplir ? » Dans la chaleur de ma défense, la conversation devenait pour ainsi dire familière, je riais de l'invraisemblance de cette mission d'un capitaine allant séduire des généraux ; je sollicitais une enquête, ou au moins une confrontation ; ce ne pouvait être qu'un malentendu, une erreur de fait que je demandais à discuter. Une pareille accusation, disais-je, veut être autrement examinée. » — « Mais, dit le Maréchal, il n'y a pas d'accusation ! » « Je n'ai qu'une préoccupation, repris-je, c'est de faire en tout mon devoir. » — « Je n'en doute pas, dit le Maréchal. »

Enfin, résuma-t-il, je suis franc, je vous interroge avec franchise; répondez-moi avec une franchise égale. — C'est, lui dis-je, ce que je m'efforce de faire depuis que vous me faites l'honneur de m'interroger. Posez des questions et je suis entièrement à vos ordres pour y répondre aussi nettement que possible.

Il en convint et ne parut pas mécontent de mon attitude. — « Avez-vous vu, me demanda-t-il, le général Changarnier? » — « J'ai eu l'honneur de le voir une fois. » — « Et que lui avez-vous dit? » — « Rien qui mérite d'être rapporté ici. J'ai été très heureux d'approcher d'aussi près cet homme remarquable dont j'ai souvent entendu parler dans mon enfance. » — Je n'ai pas l'honneur, dit le Maréchal, de connaître monsieur le général Changarnier, il n'est venu me voir qu'une fois depuis qu'il est ici. — (Le Maréchal me croyait peut-être un affidé de Changarnier.) « Et quel était le but de votre visite? »

Ici je mis quelque coquetterie à répondre, ne trouvant rien de désagréable à me faire prier : je dis que ce motif n'avait rien qu'il me fallût cacher, que cependant je le dirais plus volontiers en la présence du général Changarnier qu'en son absence; enfin, pressé par le Maréchal, j'avouai qu'il s'agissait d'un mémoire militaire que j'avais rédigé sur la situation de l'armée, (situation bien changée depuis ce temps, ajoutai-je en secouant la tête), et dont on m'avait fait espérer que le général consentirait à se faire le patron. J'y avais cependant renoncé, car ce mémoire contenait des choses difficiles à dire ; il existait d'ailleurs, on pouvait le consulter. Je ne dis pas, ajoutai-je, que ce travail serait en état d'être présenté tel quel à Votre Excellence, mais ce que je puis assurer, c'est qu'il ne contient rien qui puisse m'in-

criminer. — Je suis loin de vous blâmer, dit le Maréchal, en terminant par une réticence.

J'ai oublié de dire qu'un des premiers chefs de l'interrogatoire du Maréchal, que je l'avais énergiquement obligé à abandonner, avait été : « que j'aurais entretenu des généraux de projets contraires à la discipline et que je les aurais forcés à m'imposer silence ».

Je relevai très fièrement ces derniers mots en disant au Maréchal que jamais je n'avais mis personne dans le cas de m'imposer silence. Et comme il revenait sur ces mêmes faits, je l'arrêtai de nouveau par la netteté de mes dénégations.

Tout cela se passa fort doucement ; je fus respectueux comme il convenait de l'être, et le Maréchal fut très calme. C'était un supérieur interrogeant un inférieur sur un fait de service, indifférent au fond à l'un et à l'autre. Cependant lorsque je lui dis que je ne cherchais qu'à faire *mon devoir*, lorsqu'il me répondit aussitôt qu'il n'en doutait pas, il y eut entre nous je ne sais quel étrange et violent sous-entendu. Je voudrais pouvoir reproduire la fermeté convaincue de mon accent lorsque je prononçai ces paroles, et je crus deviner dans le sien une nuance de tristesse.

Enfin comme je devenais plus pressant et le Maréchal moins assuré, comme je demandais la discussion et l'enquête sur les faits incriminés, comme le Maréchal s'y refusait et me demandait seulement de répondre avec une franchise égale à la sienne, il me posa une dernière fois la question : « Si j'étais allé chez des officiers généraux ou supérieurs pour les engager à agir d'une manière déterminée dans certaines circonstances. »

Je répondis par une négation très nette et j'attendis qu'il me donnât congé de partir. Une fois dehors, je

m'aperçus qu'il était nuit close, et craignant que les portes de la ville fussent fermées, je fis appeler un des officiers d'ordonnance pour me faire donner un laisser-passer. Monsieur de Mornay-Soult se présenta, rentra dans le cabinet pour écrire le laisser-passer et me traita en tout point avec une politesse exceptionnelle chez des hommes obligés d'évincer à toute heure tant de solliciteurs.

Je rentrai librement à Metz, j'allai dîner a ma popote et de là je passai un moment au café où on me regarda comme une bête curieuse, à ce qu'il me sembla.

Boyenval n'ayant pas reparu, je pris, pour éviter tout accident, les mesures qu'exigeait la prudence et qui m'ont jusqu'à présent réussi.

10 heures du matin. Je viens de me promener incognito par les rues. Devant un boulanger du Pontiffroi quatre soldats de différents corps, dont un artilleur avec son grand manteau, mendiaient vigoureusement auprès des pauvres diables qui venaient d'acheter leur ration. Une femme qui s'en allait à grand'peine leur laissa à contre cœur une partie de son appoint, et querellait encore avec eux.

Dans une rue du quartier haut, entre Taison et le Champé, on faisait les perquisitions domiciliaires. Je vis d'abord un officier d'administration et deux gendarmes qui s'en allaient, puis une charrette arrêtée devant une porte cochère; une religieuse en costume de laine blanche s'effaçait derrière un des battants de la porte. Des chasseurs à pied chargeaient des sacs de blé sur la charrette. Quelques gens du peuple regardaient faire, et une femme criait : « Ils en ont bien cent fois plus dans ce couvent, et du bois, et de tout! » La porte cochère se referma promptement pendant qu'on achevait de char-

ger les sacs. Les voisins invectivaient le couvent et lui donnaient des épithètes mal gracieuses. Je regardai au-dessus de la porte; il n'y avait pas d'inscription, mais un grand mur nu et une petite statue dans une niche pour servir d'enseigne.

J'ai mangé hier pour la première fois de ce nouveau pain fait avec la farine non blutée. Voilà encore une mesure qui a été prise trop tard. On blutait encore à 20 0/0 jusqu'au dernier moment. Depuis dimanche les boulangers délivrent le pain sur des bons qu'on a remis à chaque chef de famille. La ration d'un adulte est de 400 grammes. Le pain est gris, un peu lourd et d'un grain inégal; on dirait qu'il y entre de la paille. Il s'émiette facilement.

On accuse des généraux de se ménager des ressources. On dit que chaque jour Bazaine a du lait, du beurre frais et des œufs, ce qui est une véritable accusation. Hier on me disait sérieusement qu'il s'est réservé soixante-dix bœufs qui sont dispersés en différents endroits. Ce n'est pas probable, mais c'est au moins un indice de la méfiance de l'esprit public.

Le 15, Bazaine eut, dit-on, l'imprudence de demander à M. Goussaint, commandant l'artillerie de la garde nationale, ce qu'on disait de lui à Metz. — On dit que vous trahissez, lui aurait répondu le commandant, on dit que vous avez volontairement détruit l'armée pour ne pas trouver d'obstacles à vos desseins, on dit que vous voulez faire une restauration des Bonaparte « en faveur du petit prince et être vous-même régent. »

— Ce n'est pas vrai, interrompit violemment le maréchal, on ne dit pas cela.

19 octobre, 8 heures du matin. Je n'ai pas eu tort de prendre des précautions; Boyenval est arrêté. Soit qu'il

ait manqué de calme ou de dissimulation en présence du maréchal, soit qu'il ait été dénoncé d'une manière plus caractérisée que moi, le général qui l'accompagnait en sortant le remit aux mains d'un officier de gendarmerie qui le conduisit incontinent au fort Saint-Quentin. Ajoutons que le pauvre gendarme ne sut pas retrouver son chemin et s'égara sur les pentes de la montagne.

J'ai appris cela en gros hier dans la matinée. Pendant le jour, je suis allé au camp de la Brigade... où j'ai vu X... « Savez-vous, me dit-il, que vous courez risque d'être arrêté? Bazaine a donné ordre d'arrêter deux capitaines du génie si on les voit parcourir les camps; ils sont signalés à toute la gendarmerie. » — « Et pourquoi, dis-je, ne pas m'arrêter dans la ville? » — C'est, me répondit-il... que Coffinières n'a pas voulu se mêler de tout cela.

Hier matin ou avant-hier soir le général Boyer était rentré. Il paraît certain qu'un plénipotentiaire prussien était revenu de Versailles avec lui. Hier matin il a été tenu conseil; le commandement de la ville a été séparé du commandement de l'armée; on a décidé qu'on se battrait, que les portes de la ville fermeraient à quatre heures au lieu de sept heures du soir; nos chevaux sont sellés, me disait Z..., nos sacoches sont pleines, c'est pour ce soir ou pour cette nuit. Les soldats ont quatre jours de vivres et il n'y a pas autre chose à leur donner.

— Mais, partirez-vous pour vous battre, lui demandai-je? — Nous, nous partirons, nous irons de l'avant jusqu'à la fin. C'est en ce moment la seule espérance de l'armée.

En quittant Z..., que je voyais si déterminé, je supputais les chances de cette bataille prochaine. Cette

armée, pensais-je, va se battre et elle périra ; les braves gens se feront tuer après avoir détruit beaucoup de Prussiens ; les lâches et les faibles reviendront en désordre sous nos murs et pilleront la ville, s'ils y rentrent. On pourra écrire sur le champ de bataille témoin de ce désastre : « Ci-gît une armée qui a préféré à sa patrie et à l'honneur de ses drapeaux une stérile obéissance. »

Mais cette bataille même, cette défaite était un leurre. Bazaine, conséquent avec lui-même, ne se battra pas ; l'ordre de fermer les portes a été retiré et remplacé par le même ordre pour aujourd'hui. Aujourd'hui encore Z..., tiendra ses chevaux sellés et aiguisera son courage ; aujourd'hui encore les soldats seront prêts, mais ils n'auront plus que trois jours de vivres.

Dans cette même promenade, j'appris encore que le colonel était surtout inquiet de moi et tenait à ce que je le misse au courant. Je fis ce qu'il désirai. Je quittai, non sans volupté, mon déguisement de paysan, et revêtis mon uniforme pour aller le trouver.

Il ne parut pas étonné de me voir, mais sans me demander aucune explication sur l'emploi de mon temps, il s'informa brusquement de ce que le maréchal m'avait dit dans notre entrevue. « Il m'a dit, répondis-je, les choses les plus extravagantes. » — Mais encore? — Il m'a accusé de débaucher des généraux et de chercher à les entraîner hors des sentiers du devoir et de la discipline. Vous comprenez que je n'ai pas eu de peine à me justifier. — Le colonel ne s'amusa pas à chercher ce qu'il y avait au fond de cela. « Vous aurez eu la langue trop longue, dit-il, — des propos de café qu'on aura envenimés ; nous tenons tous des propos à nous faire prendre. » Cependant il me donna des détails sur le cas de Boyenval. Hier, me dit-il, j'étais chez le général

Coffinières, il s'informait de vous deux, lorsqu'en ouvrant ses dépêches, il trouva un mot du maréchal lui disant qu'il avait fait conduire Boyenval au Saint-Quentin où il est interné sous la responsabilité du commandant du fort. Pas un mot sur vous, et cela nous inquiétait.

Au café, mon arrivée fut un événement; on avait énormément jasé sur notre compte : je m'en montrai tout étonné. « Croyez-vous, me répondit-on, qu'on fait disparaître comme cela deux capitaines du génie? » — On avait dit que nous étions emprisonnés, on avait dit que le maréchal m'avait fait disparaître, en me donnant une mission *exprès*; on avait dit qu'il m'avait tout simplement fait fusiller. Ceux qui s'approchaient le plus de la vérité disaient que je m'étais caché ou que j'avais franchi la ligne du blocus. Ces différentes explications m'amusèrent : « Mais on vous a cherché partout. » — En somme on ne m'avait cherché ni à mon logis, ni à mon chantier; je déclarai que rien n'aurait été plus facile que de m'y trouver.

11 heures du soir. — Le général qui accompagnait Boyenval à sa sortie du quartier général était le général Saint-Sauveur, grand-prévôt. Il l'a conduit chez lui où ils ont causé quelque temps; Boyenval était fort animé. On envoyait chercher pendant ce temps Monsieur de .., aimable homme, mais capitaine de gendarmerie. Lorsqu'il arriva, le général lui présenta Boyenval et lui dit : « Vous allez conduire Monsieur au commandant du fort Saint-Quentin, et vous le lui remettrez contre un reçu. — Mais, dit Boyenval, je n'ai pas dîné. — Allez dîner à Metz, dit le général, et donnez-moi votre parole d'honneur de revenir. — Mais, dit le capitaine de gendarmerie, il est plus de six heures, les portes de la ville fer-

ment à sept heures et Monsieur ne pourrait plus sortir ; faisons mieux, que monsieur le capitaine vienne dîner avec moi ; il aura la fortune du pot. » Cela valait mieux que de ne pas dîner ; ainsi fut fait, et l'on partit ensuite pour le Saint-Quentin. J'ai eu par la suite quelques détails de plus : le maréchal, lorsqu'il est entré, lui a prescrit de prendre une position plus correcte ; c'est peut-être un moyen d'intimidation dont il se sert et qu'il varie un peu. Il lui a reproché ensuite d'aller fréquemment dans les camps depuis quelques jours et d'y voir beaucoup d'officiers. « Que leur dites-vous? » a demandé le maréchal. — « Je vais voir les amis que j'ai dans l'armée et je leur demande quelle conduite ils tiendraient en cas de capitulation. » Ainsi c'est Boyenval qui a fourni par sa réponse les termes accablants dans lesquels le maréchal m'a interrogé. « Vous avez vu le général Changarnier, a repris le maréchal, que lui avez-vous dit? » — « Je lui ai dit la même chose. » Alors le maréchal s'est mis à récriminer : « Le général Changarnier n'est rien ici, je ne sais pas de qnoi il se mêle, etc. » Puis il a querellé de nouveau Boyenval sur sa tenue, sur ce que son pantalon était déchiré, que ses cheveux n'étaient pas coupés, que sa barbe n'était pas à l'ordonnance. J'ai ouï dire que Boyenval aurait répondu qu'il avait autre chose à faire qu'à s'occuper de tout cela, et le fait est qu'il était très consciencieux, exact et très dévoué à son service, auquel il consacrait plus de temps que personne. J'ai plus d'une fois admiré avec quelle simplicité il en agissait ainsi, et jusqu'où il poussait le scrupule dans l'accomplissement de son devoir.

Enfin le maréchal lui a déclaré qu'il allait le faire interner dans un fort et qu'il le ferait passer au conseil

de guerre à la première occasion. Le général grand-prévôt, homme très aimable, se trouvait là, qui a emmené son prisonnier. « Il faut, lui disait-il chemin faisant, que vous ayez été desservi par quelqu'un de bien puissant pour que le maréchal vous ait traité ainsi; c'est tout à fait en dehors de ses habitudes. » Quant au dîner avec son gendarme, « je n'ai jamais si bien dîné depuis le blocus, » dit Boyenval.

A six heures ou six heures et demie, une dépêche du maréchal demanda au fort de Plappeville si on avait de la place pour un officier pour la nuit. On répondit qu'il n'y avait pas de lit mais un fauteuil commode, et, ne comprenant rien à cette affaire, on finit par s'imaginer que le maréchal, se méfiant des commandants des forts, voulait y envoyer des officiers à lui pour les prendre comme en tutelle. Le fort Saint-Quentin reçut la même dépêche et répondit qu'il avait de la place. Boyenval y vit comme tout le monde, c'est-à-dire très bien.

Je causais ce soir avec un étranger qui a la faiblesse d'aimer mon pays sans avoir pour cela les mêmes excuses que moi. Nos sentiments étaient si conformes que notre dialogue était comme un monologue de chacun avec soi-même. « Ici, disait-il, il n'y a pas de patriotisme, il n'y a pas de Français. Chacun a bien autre chose à faire : l'un est employé du trésor, l'autre secrétaire du général un tel, un autre est marchand, un autre est soldat; tous ont de fort bonnes excuses pour ne pas être français. — Quelle différence avec votre pays, lui disais-je; là chacun a conscience de sa valeur individuelle, de son droit; on sait que vingt citoyens réunis, qu'un seul citoyen même est une puissance politique; ici chacun cherche un chef qui lui commande, une autorité qui le couvre.

Lorsqu'on leur parle sérieusement, me disait cet étranger, ils rient et ils tournent la tête ; ils savent très bien chanter la gaudriole, surtout lorsqu'elle est un peu ordurière, ils dansent le cancan à la dernière mode, mais ils sont incapables d'une préoccupation sérieuse, excepté celle de leur déjeûner du lendemain. Ce qui ne les atteint pas directement leur est indifférent. Les jeunes gens surtout sont ainsi. — Ce sont, lui dis-je, les fils de l'Empire.

Je demandais à monsieur Worms s'il ne serait pas prudent d'emporter avec soi, au lieu d'argent comptant, quelque bonne lettre de change. Des lettres de change, me dit-il, et qui vous en fera ? Est-ce que nous savons ce que vaut notre signature ? Est-ce que nous savons si l'on fera honneur à notre signature ? Nous ne savons même pas si elle mérite encore qu'on y fasse honneur. J'ai un portefeuille de deux millions sur toute la France ; que vaut-il à l'heure qu'il est ?

Un symptôme. Partout on feuillette le règlement sur le service des places, et savez-vous ce qu'on y cherche ? On veut savoir exactement dans quels cas un gouverneur de place a mérité d'être fusillé. On lit et on commente les articles ; on en fait l'application. L'autre jour j'arrive chez le général Blanchard, on me prend pour arbitre sur cette question : Coffinières avait-il le droit de disposer en faveur de l'armée des approvisionnements de siège de la place ? Ce matin, scène analogue au bureau du génie ; on commentait le chapitre « De la Capitulation. »

Dans une maison où j'étais aujourd'hui, une maison où l'on est patriote, on discutait à table les possibilités de se défendre malgré les chefs de l'armée et de la ville. Pourquoi, disait quelqu'un, la garde-nationale ne fait-elle pas quelque chose ? Et s'adressant au domestique

qui desservait : « Voyons, Hubert, vous êtes de la garde nationale, pourquoi ne faites-vous rien ? On va vous faire Prussien et vous ne vous défendez pas ? » Hubert était embarrassé. « Que voulez-vous que je fasse, dit-il, *un pauvre homme est toujours un pauvre homme.* »

Chacun cherche des raisons pour ne rien faire, pour ne pas s'exposer, pour ne pas se battre, et chacun trouve de bonnes raisons. C'est une marque du progrès de la civilisation que cet universel aveu des graves inconvénients de la guerre ; seulement il est trop tard pour s'en apercevoir. Il y a en effet d'excellentes raisons pour ne pas se battre et celle que j'entends répéter sous toutes les formes et sous tous les déguisements est cette raison très véridique : qu'on peut attraper des mauvais coups.

Parti le 13 le général Boyer est de retour depuis deux jours ; hier, conseil de guerre ; rien de salutaire n'en est sorti. On dit que le général Boyer est reparti.

On a découvert hier que Bazaine n'a pas le droit de rendre la place. L'infamie de la capitulation d'une place qui ne s'est pas défendue est prévue par le règlement. L'infamie cent fois plus grande de celui qui rend une armée ne pouvait pas être prévue.

A l'heure qu'il est, (j'en ai fait le calcul) l'armée pourrait partir avec 140 pièces de canon attelées et être éclairée par 3.000 chevaux. Le calcul peut se faire.

La ville contient 1600 bons chevaux de trait en état de marcher et de traîner une tonne. Le reste du camp retranché en contient bien 400, y compris les équipages des généraux. Au lieu de 350 kilog. qu'on fait traîner au cheval d'artillerie, il faut demander à ceux-ci de traîner 700 kilog. parce qu'ils sont plus forts que les chevaux recrutés d'ordinaire pour le service ; — parce que l'échiquier stratégique à parcourir est restreint et que

les opérations à entreprendre sont de courte durée ; parce qu'il faut sacrifier un peu de la rapidité des mouvements tactiques à la nécessité de présenter un nombre suffisant de canons à l'ennemi.

Je ne veux pas discuter la question du calibre, mais on peut compter que d'après les bases indiquées il faut 5 voitures par bouche à feu et 15 chevaux pour ces cinq voitures, *tout compris*, parcs et voitures de pontonniers.

Je n'ai pas parlé des faméliques chevaux de trait de l'armée ; j'admets que leur nombre correspond aux faibles besoins du génie et des services accessoires.

Pour la cavalerie, il y a cent généraux, soit 300 chevaux dont 280 peuvent être rendus disponibles, 200 officiers d'état-major à démonter, ce qui fait à tout le moins 300 chevaux.

500 cavaliers d'escorte, 700 officiers de cavalerie, 400 officiers d'artillerie ; des médecins, des intendants, des aumôniers ; 400 officiers d'infanterie à démonter. J'ai compté 2.600 et je n'ai pas tout compté, tant s'en faut.

3.000 chevaux, cela ferait trois bonnes brigades de cavalerie ; je dis bonnes, parce que tous les hommes pourraient être des cavaliers de choix. Beaucoup même seraient des officiers ou des sous-officiers, car cette armée, à l'heure actuelle, a beaucoup plus de cadres et d'états-majors qu'il ne serait nécessaire.

Ces jours-ci on exerçait les cavaliers démontés, les artilleurs, les soldats du train au maniement du chassepot. Ces hommes sont contents : une fois mis à pied, ils s'étaient trouvés dépaysés et inutiles. Les voilà enchantés d'avoir en main un bon fusil. « Au moins nous n'aurons pas l'air d'imbéciles », disait un dragon. Nous ferons les francs-tireurs, disait un capitaine d'artillerie.

J'ai peu dogmatisé jusqu'ici, mais il faut avouer qu'on

ne sait se servir de rien. Les hommes démontés seront de bons tirailleurs et c'est ce qu'on en fera, mais ce serait surtout une magnifique infanterie de réserve lente, solide, sérieuse ; c'est ce qu'on ne fera pas. Je parierais que ce qui a arrêté nos chefs, c'est qu'on n'a pas le temps d'enseigner à tant de monde l'école de bataillon. Ils n'ont pas songé qu'on peut se passer de l'école de bataillon et que le cavalier à pied a une tactique complète, surannée à la vérité, un peu compliquée, mais qui est bien sue et des artilleurs et des cavaliers.

20 octobre. 5 heures du soir. La situation se dessine, hier et aujourd'hui on a répandu officiellement dans la troupe les bruits démoralisants rapportés par le général Boyer, qu'il n'y a plus de gouvernement en France, qu'il n'y en a qu'un de possible pour traiter, c'est la régence; qu'il faut que l'armée rentre en France pour « assurer la liberté des élections », car c'est ainsi que cela se nomme.

Les généraux ont parlé dans ce sens à leurs officiers, les colonels à leur troupe; mais à défaut d'opposition, on rencontre beaucoup d'incrédulité; le soldat se méfie.

La moyenne des décès à Metz pour les cinq derniers jours est de vingt par jour; beaucoup (relativement) d'octogénaires; beaucoup de petits enfants. L'armée et ses employés ne sont pas compris dans ces chiffres. Cela correspond à une population de 240.000 âmes, en temps ordinaire. Quant au chiffre réel de la population à laquelle s'applique cette statistique, il comprend sans doute les 50.000 âmes de la ville proprement dite et 20 à 30.000 étrangers. Les communes suburbaines n'y sont pas comprises.

J'ai fait de ce journal un recueil de détails, pensant que les grands faits et leurs dates seraient constatés par

de plus exacts ou de plus habiles que moi. Ainsi, je n'ai parlé ni du combat de Peltre, ni des affaires de Ladonchamps, qui sont des incidents jetés en pâture à la préoccupation publique. A Peltre, une seule brigade a donné. C'est un coup de main dont le détail avait été bien étudié par le général Lapasset, mais qui était sans intérêt et sans portée. Les combats de Ladonchamps ont intéressé tout le sixième corps. La garde même a un peu donné; c'était une amusette. Le bon public croyait l'armée en route pour Thionville. En réalité Ladonchamps n'est pas une position : il dépend trop des hauteurs voisines où nous n'avons rien fait. On dit que les chasseurs de la garde, engagés ce soir-là, n'ont pas fait de quartier, et on raconte des détails navrants là-dessus; il faut dire que ce bataillon avait beaucoup souffert le 16, les Prussiens l'ayant pris au piège de s'avancer sur lui la crosse en l'air comme pour se rendre.

Il n'y a pas à Metz de « parti avancé », d'ailleurs il n'y a pas de partis, à proprement parler. La question politique a été engagée par nos chefs, et ce sera le fait le plus grave dont ils puissent avoir à répondre ; l'armée et la population étaient unanimes pour se consacrer à la défense du pays contre l'étranger, la question politique devait rester tout à fait au second rang jusqu'à la solution de la question militaire. Incapables déjà de conduire une armée, nos chefs ont ajouté à leurs responsabilité le fardeau d'une restauration.

Coffinières a un regain de popularité ; il est certainement le plus intelligent de la bande, et il est le seul qui se soit opposé, dans le conseil, à l'idée de restauration. C'est à lui aussi sans doute que je dois d'être en liberté; il comprend assez les gens de Metz et l'armée pour ne pas se mettre en peine des menées et des intrigues qu'on

peut tenter pour les agiter, tandis que Bazaine prend feu sur une dénonciation douteuse, s'enquiert, ne trouve rien et croit avoir marché sur un volcan.

Minuit. L'expression consacrée pour le rôle que l'armée est appelée à remplir après la capitulation est « rétablir l'ordre ». Les colonels s'en sont expliqués aujourd'hui avec leurs officiers. « Messieurs, a dit le colonel du 7e, au rapport, c'est là sans doute un rôle pénible, mais plus un rôle est pénible, plus nous devons faire preuve d'une entière obéissance et d'une entière abnégation pour l'accomplir. »

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est la complaisance, la facilité, la satisfaction presque, avec laquelle les officiers acceptent cela. Ici je laisse la parole à mon interlocuteur du 7e. « Nous sommes une nation pourrie, me disait-il, nous sommes une armée pourrie. Il n'y a pas que les rangs supérieurs qui soient grangrenés, ils le sont tous. Des officiers, un tiers est de la jeune école, de l'école jésuitique : nous aurions eu toujours maille à partir avec eux ; un tiers sert pour avoir du pain; cela, je le leur ai entendu dire ; le reste est indifférent ou découragé.

Pendant que nous causions, un vieux camarade du génie est venu presque me demander conseil sur la voie à suivre ; mais il m'a trouvé trop carré. « Tu ne désespères de rien, toi, me dit-il avec dépit; tu es tout d'une pièce et tu t'en vas tout droit sans regarder ni à droite, ni à gauche ».

Voici ce que je lui disais : c'est que tant qu'il y a en France un centre de résistance (et ce centre existe à Paris), tant que l'ennemi est sur notre territoire, il ne faut accepter avec lui aucun compromis ; ne signer aucun engagement sous aucun prétexte. Et cela, sous peine d'être criminel!

« Ce que je puis faire et rien, c'est la même chose, voilà le sophisme que répètent sous toutes les formes ceux que leur conscience pousserait à réagir. » Sophisme, car ce raisonnement consiste à s'égaler soi-même à zéro. Le vieux camarade en question, qui ne manque de franchise, ni envers les autres, ni envers lui-même, me formulait très nettement cette funeste conviction. « Ce qu'il y a de sûr, disait-il encore, c'est que je n'irai pas risquer ma peau, et, qui pis est, la risquer juridiquement, pour le plus grand avantage des badauds qui nous ont fourrés là-dedans et qui ont voté le plébiscite. »

L'autre accusait le pays, la nation tout entière. « C'est une éducation à refaire, disait-il ! » — « Fort bien, mais cela ne nous regarde pas en ce moment. »

En somme, la restauration n'est pas faite. Ladmirault passe pour ne pas vouloir accepter la convention projetée.

Les soldats ne toucheront pas de pain demain; ils auront cent grammes de biscuit. Ils ont reçu la viande jusqu'au 24.

Le 9 les officiers ont touché par anticipation la première quinzaine d'octobre; deux ou trois jours après, la deuxième quinzaine avec toutes indemnités; puis ces jours-ci le mois de novembre, sans accessoires. On dit même que l'armée est payée jusqu'au 1er janvier. Il s'agit de vider les caisses publiques; les billets de banque ne passent pas chez les marchands. Le service à la trésorerie générale est mal organisé et remis à des employés sans expérience. On y attend longtemps. On entend là des propos assez crus sur la situation. Des gens s'informent de ce qu'ils deviendront sous le régime prussien. « Quelle débâcle! » disent les gens de la maison, qui payent toute la journée. Et on met à mal la réputation de Bazaine tout le long du jour.

Je sais décidément que c'est par ordre de Canrobert et sous sa direction que s'est fait le pillage des trains de marchandises à Devant-les-Ponts, vers le 19. On a volé là, outre les denrées et effets destinés à l'armée, des petits approvisionnements appartenant aux épiciers de Metz. Il faisait comme en pays conquis. Ce même corps continue à agir de même, si l'on en croit les propriétaires des maisons où il s'installe. Une bonne femme me faisait ses doléances sur sa maison dévastée, les créneaux, les larges ouvertures dans les murailles; il y avait des cuisines, ils ont mieux aimé casser les cheminées pour y faire entrer leurs marmites; ils brûlent les portes, les volets, les meubles; ils emportent même les serrures. Je n'ai pas pu expliquer à cette femme que la guerre se fait ainsi.

« Je suis sûr, me disait quelqu'un ce soir, qu'une lettre écrite par moi à ma femme, et où je lui disais mon avis sur bien des choses qui se passent ici, a été renvoyée à Bazaine par le prince Frédéric-Charles. La lettre était partie en ballon et le ballon est tombé aux mains des Prussiens. »

21 octobre 70. Voici la substance de ce qu'on appelle le « manifeste de Bazaine. » Lorsque les fourriers sont arrivés à la Place pour prendre l'ordre, ils ont trouvé en évidence sur la table un papier intitulé *Note*, que tous ont copié, et qui était là à l'insu de Coffinières. Je tiens cette communication de Math... capitaine du génie à l'Etat-major de *Coffinières*.

1° L'anarchie la plus complète règne en France.

2° Rouen a demandé une garnison prusienne pour maintenir l'ordre.

3° L'armée de Lyon a été battue à Orléans.

4° Les Prussiens ne veulent traiter qu'avec la dynastie

déchue. La Régence serait représentée par le maréchal Bazaine.

5° Le général Boyer est parti hier pour demander à l'Impératrice son acquiescement.

6° L'armée ne touchera pas de vivres demain et après-demain. On lui donnera du vin et de la viande.

On engage les troupes à ne pas crier. Dans trois jours elles partiront de Metz avec le consentement des Prussiens pour aller rétablir l'ordre en France.

Cette pièce n'était pas signée. Je répète qu'elle a été copiée par tous les fourriers sur le livre d'ordres.

On parle d'une prochaine arrivée de l'Impératrice à Metz. On y a préparé l'opinion en parlant d'une auguste visite.

1 heure et demie. — Voici une version accréditée de la mésaventure de Boyenval.

Il était décidé, m'a-t-on dit, qu'on s'emparerait par un coup de main de la personne de Bazaine. Le coup devait être fait par quatre compagnies du... avec l'aveu du colonel et du général, et sous la conduite d'un capitaine d'état-major; cela se passait il y a huit jours. Mais au dernier moment le général aurait trahi.

D'après ce que je sais d'ailleurs, il y a plusieurs choses à rectifier dans cette histoire. Je continue : On aurait voulu s'assurer le concours de la garde nationale pour cela, et *** aurait réuni les officiers en leur imposant le serment de se taire. On n'en a rien pu tirer.

Ce serait la trahison du général ou son défaut qui ont fait arrêter Boyenval.

Je viens de rencontrer mon ami Poulle, de l'artillerie de la garde avec son beau manteau brodé d'or. Il m'a rapporté qu'on leur a fait officiellement la commu-

nication que voici : le général Boyer a été à Versailles et à Paris; il a vu le roi Guillaume; il s'est mis en relation avec les maires des pays qu'il a traversés et a acquis ainsi des notions exactes sur la situation du pays jusqu'à Paris et au-delà. Le roi Guillaume veut la paix, mais il ne peut la faire qu'avec un gouvernement régulier, et il n'y en a pas. Que Bazaine trouve un garant et on signera la paix avec cession de l'Alsace et de la Lorraine. L'armée s'en ira avec armes et bagages, et retournera en France pour donner son appui à un gouvernement régulier et qui puisse traiter. Ici Poulle perdit un peu de sa belle confiance. « Nous ferons peut-être là, dit-il, un drôle de métier. » — Ma foi, répondis-je, je crois que jusqu'à présent vous faites le métier de dupes et que si vous continuez vous ferez...

. . . . . .

— Pour dupes, jusqu'à présent, c'est vrai; mais enfin trouve une solution. — Battons-nous. — Et puis après? — Faisons-nous tuer. — Tu crois que j'irais me faire tuer pour ces cochons-là! Tous les français sont des cochons ; ils ont désorganisé l'armée avant la guerre; c'est leur faute si nous sommes perdus ! Ils n'ont rien fait pour venir nous délivrer ! — Comment, c'est toi, un artilleur qui parle de la sorte? — Comment veux-tu qu'on improvise une armée, qu'on improvise des canonniers? Tu sais parfaitement l'état des régiments d'artillerie qu'on a laissés en France. La nation ne peut faire autre chose qu'une guerre de chouans.

Nous ne pûmes pas nous mettre d'accord. Il m'apprit, toujours de la même source, que Rouen avait demandé une garnison prussienne; que la Bretagne et la Vendée se battaient, mais que c'était une guerre de religion ; que Paris avait déjà usé trois gouvernements, au point

que Kératry et Gambetta avaient dû se sauver en ballons; que Lyon en était à son deuxième gouvernement. — Je démentis ces nouvelles. — « Et pourquoi ne veux-tu pas les croire? Tu es comme les gens de Metz; tu aimes mieux croire ces gens-là que des hommes honorables. — Quels hommes honorables, Bazaine ou Boyer? — Boyer; il est certain qu'il a été à Paris; il a rapporté à tout le monde des nouvelles des siens; il a certainement vu tout ce qu'il répète ».

22 octobre. L'armée est lasse de la guerre après deux mois comme l'armée des guerres de la Révolution fut lasse au bout de vingt-trois ans. Il est vrai que tout a été fait pour démoraliser et énerver celle-ci : ordres suivis de contre-ordres, fatigues inutiles, combats stériles, espérances à chaque instant déçues, nouvelles désespérantes répandues comme à plaisir, les subsistances constamment compromises, ruinées enfin à force de maladresses et d'erreurs.

Midi. Le bruit court dans l'armée que si on ne donne plus de pain, c'est que la ville ne veut plus partager ses vivres avec l'armée. D'un autre côté, l'armée refuse des chevaux pour la nourriture de la ville.

Les officiers se plaignent de ce séjour indéfini dans les camps boueux; cette stagnation est un des motifs de cette lassitude.

On accuse les généraux, les maréchaux, les intendants de s'être réservé des bœufs et des fourrages. « Il n'y a plus que les intendants qui galopent. — X*** passe pour un des plus beaux types de lâcheté que nous ayons : ayant réuni ses officiers avant-hier pour leur faire la fameuse communication : « N'ayez pas, leur a-t-il dit, de préjugés d'honneur militaire. » Il a dit encore : « Des bagages, il est probable que vous n'en emporterez point. Les généraux seulement... »

Aux troupes les moins gangrenées on n'a pas parlé de restauration, et on a posé seulement l'alternative de *percer* ou de rentrer en France avec l'autorisation de l'ennemi. On parle de cessions d'une partie de la flotte aux Prussiens. Il vaudrait mieux céder des territoires. L'Alsace et la Lorraine perdues sont un moindre dommage que d'égaler la puissance maritime des Prussiens à la nôtre.

2e corps à Amiens, 3e corps à Lyon, 4e à Laon, 6e à Lille, tel est le projet de démembrement de l'armée.

5 heures. On prétend, sans fondement sans doute, que l'Impératrice est ici.

« Messieurs, a dit le Colonel du 67e à ses officiers, je ne ferai rien sans vous consulter. »

Comme j'étais chez Goudchaux, banquier, vers une heure après-midi, arrive un colonel d'état-major qui s'est donné le nom de Ferney. Il a demandé des billets de la banque d'Angleterre. On lui a expliqué qu'il n'y en avait pas, ces sortes de papiers se négociant aussitôt que reçus. Il a insisté en disant que ce n'était pas pour lui, mais pour *le Maréchal.*

Cette tendance à sauver la caisse s'est déjà manifestée il y a deux ou trois jours chez un intendant, monsieur B..., attaché à la Garde Impériale, qui se sauvait à cheval et déguisé lorsqu'il fut arrêté par les avant-postes où on lui tua son cheval. Il portait sur lui une somme que les bruits les moins exagérés portent à 500.000 francs. Toujours chez Goudchaux, banquier, un soldat est venu demander de l'argent contre des billets de banque; on lui a répondu 3 0/0 pour l'or, 2 0/0 pour l'argent, sur quoi il s'en est allé, disant que c'était impossible, cette somme étant pour le prêt.

« Les hommes supporteraient bien toutes les priva-

tions, disait ce matin un capitaine du génie, mais il faudrait leur parler un peu et on ne leur dit rien. »

Décidément les bruits du 14 et du 15 étaient un combat. Les forts les ont entendus le 14 au soir ; le Sonneur de la cathédrale, que j'ai vu aujourd'hui, a entendu le 15 au matin la canonnade et la fusillade vers la direction de Gravelotte, puis plus au sud, dans la direction de Pagny. Ces bruits, très intenses vers 8 heures, se sont éteints à 9 heures et demie. Les nuits suivantes on a entendu des décharges de fusillade isolées.

Je n'ai pas parlé de la presse messine jusqu'à ce jour parce que je lis peu les journaux, et parce qu'elle est à peu près bâillonnée. Cependant le développement qu'a pris cette petite industrie et la place qu'elle tient dans les préoccupations publiques feront de son histoire un des détails intéressants du Blocus.

A la tête de l'opinion nationale, patriotique, est le *Courrier de la Moselle*, dirigé principalement par monsieur Réau, ancien officier, homme modéré, mais résolu et dont le collaborateur le plus notable est M. Vacca, ancien professeur, qui s'est montré dans ces dernières années tout à fait dévoué aux idées libérales. Je me suis trouvé en relations et en communion d'idées avec ces messieurs. — *L'Indépendant*, qui appartient aux messieurs Mayer, suit d'un pas inégal la même voie ; tantôt il donne asile aux articles de Marius, pseudonyme d'un ....., tantôt il nage dans les eaux de Coffinières, en qualité d'officieux. Cependant ses attaches paraissent de plus en plus relâchées. Le *Journal de Metz* est un enfant du blocus : il se distingue surtout par son papier, sa typographie soignée et ses bonnes intentions. Son créateur est Albert Collignon dont nous avons vu les débuts à Paris en 1862 dans une revue style Baudelaire.

Retiré dans ses foyers, A. C. a saisi cette occasion de prendre pied dans la vie publique du pays, occasion que sa personnalité entière et jalouse ne lui aurait jamais offerte en temps de paix. Libéral d'intentions, il vit peut-être trop près du quartier Général. Le *Moniteur de la Moselle* fut dès le début le *Journal Officiel* de notre gouvernement au petit pied; l'explique qui pourra, le *Journal Officiel* se fit gourmander, suspendre, et finit par disparaître. C'était un vieux officiel que personne n'a regretté. Métamorphosé par un changement de gérant et d'imprimeur, le *Moniteur* a reparu depuis trois jours en annonçant qu'il rompait d'une manière absolue avec les errements de son prédécesseur et homonyme. C'est encore un Collignon, ancien principal de collège, qui dirige ce journal. Le *Vœu National* est un écho de sacristie, je ne le regarde jamais.

La pénurie de papier a été un des premiers effets du blocus: on tire sur papier bleu, blanc, vert, rose; tout l'arc-en-ciel y a passé. Ces journaux, d'une petite page d'impression, se paient 15 centimes et sont arrachés par la ville et surtout par l'armée. *L'Indépendant* paraît tous les jours et tire à 15.000. Les autres paraissent tous les deux jours. *Le Courrier* est très demandé, mais il ne tire qu'à 4 ou 5.000 faute de papier.

Le Courrier se distingue par l'abondance de ses informations; le brillant colonel Vincendon du 4e de ligne, dont les états de service et le bel avancement sont légendaires dans l'armée, lui envoie tous les journaux allemands dont il peut s'emparer.

J'ai dit que la presse est bâillonnée. Pas tant toutefois qu'elle ne puisse gémir ou narguer un peu. Ainsi, lorsqu'elle raconte l'héroïsme de Chamilly, personne ne peut y chercher une allusion blessante. C'est ainsi

que les journaux se sont plu à raconter par le menu les plus remarquables défenses de place. Coffinières ne peut pas, non plus que Bazaine, chercher noise au journal qui raconte la vie de..... et conclut par ces mots en gros caractères : « Il ne voulut ni se rendre ni se vendre. » — Il ne peut pas se plaindre qu'on l'insulte par le récit de la mort de Beaurepaire. Et c'est ainsi que nos journalistes trouvent un dérivatif à leur indignation.

Cependant la censure a des ciseaux énormes; toutes les épreuves passent chez Coffinières avant d'être imprimées. X*** (pauvre X***), B. et quelques autres font la besogne de censeurs. Je sais un journaliste étranger à la ville qui tient note de tous les articles supprimés. Il paraît que cette collection jette un certain jour sur la ligne de conduite de nos gouverneurs.

Ce matin, A. Collignon était en discussion violente avec Coffinières, au point qu'on a fait monter la garde pour l'arrêter. Une chose à noter, à propos de cette garde. On ne voit comme sentinelles à la porte de Coffinières que deux mobiles inoffensifs ; apparence trompeuse : dedans, il y a un piquet de 60 hommes de la ligne, sac au dos, prêts à marcher. Je tiens ce détail de mon ami Goudchaux qui se trouvait en tiers dans l'entretien de Collignon et de Coffinières et qui a été fort étonné de voir surgir, au lieu de mobiles, quatre vrais fantassins.

A l'Etat-Major Général on ne croit déjà plus aux nouvelles apportées par Boyer.

La ville a des vivres jusqu'au 28 ou au 31. Ce matin R. a entendu deux soldats qui sortaient : « Qu'est-ce que c'est qu'une ville comme cela, criait un petit voltigeur de la garde. On ne peut rien y avoir pour son argent, comme si notre argent ne valait pas celui des au-

tres. Ma foi, je tirerais sur ces gens-là aussi volontiers que sur les Prussiens. »

R. a vertement relevé ce douloureux propos. Que la honte en retombe sur ceux qui entraînent l'armée en dehors de son devoir.

Il y a dans Metz bien des branches de commerce qui n'ont pas souffert du tout, qui ont prospéré au contraire. C'est la grosse industrie qui a le plus souffert. « Je n'ai même pas eu besoin, me disait Goudchaux, banquier, de profiter de la mesure qui proroge le paiement des effets. Il est bon, dans certains cas, de n'avoir pas des relations trop étendues : tous mes effets sont de Metz ou portent des signatures messines. »

Je crois que toute entreprise contre les pouvoirs constitués à Metz et dans l'armée est définitivement abandonnée même par les plus décidés. Ce n'est pas étonnant. Dans l'armée le sentimeut qui domine est la lassitude, ce qui est justifié par l'épuisement moral et physique qui gagne les troupes. Dans la ville, il n'y a pas de vie politique, il n'y a pas, me disait quelqu'un avec assez de discernement, de « casse-cou ». La lassitude d'ailleurs s'en mêle là encore. Enfin l'isolement, mauvais conseiller, l'ignorance de la responsabilité individuelle, la grandeur des risques et l'incertitude du résultat arrêtent ceux qui ont pu y songer, plutôt comme une pâture jetée à leur imagination que comme une réelle détermination d'agir.

23 octobre. — Hier soir j'ai trouvé dans une tierce maison, mon chef le colonel Salanson. Il considère la partie comme perdue ; « il faut céder au nombre, dit-il, Dieu est pour les gros bataillons. » Il s'étonnait, en particulier, de ce blocus de Metz, chose qu'on avait accoutumé de considérer comme impossible, et qui est un

blocus réel, effectif, soutenu par des lignes d'ouvrages presque continus formant circonvallation et contrevallation.

Je suis d'avis, au contraire, que ce blocus, folle entreprise, n'est qu'une sorte d'investissement, et que la ligne pourrait être traversée par des détachements, partis et convois, et bien mieux encore par une armée.

La position des Prussiens devant Metz est fausse; ils sont placés de manière à se faire battre par des forces trois ou quatre fois moindres, pour peu que leur adversaire fît son devoir. — L'armée a 18.000 malades et blessés à Metz. Les entrées sont plus nombreuses que les sorties.

M. Durand Dassier, aumônier d'une ambulance, parlait hier de cette idée de capitulation séparée de l'armée et de la ville. Quoi, disait-il, voilà 240.000 personnes qui ont partagé jusqu'à présent le même sort; on va en faire partir 120.000, et on va en mettre 120.000 à part pour mourir de faim. Mais ce qu'il y a de plus étrange, c'est que les 120.000 qui sont délivrés sont les hommes gaillards et bien portants et que ceux qui restent pour mourir de faim sont les vieillards, les femmes, les enfants, les blessés et les malades. — Nos malades, ajoutait-il, meurent littéralement de faim à l'heure qu'il est; ils meurent de l'insuffisance de nourriture.

La mendicité des soldats dans les rues s'affiche de plus en plus.

4 heures et demie. — Souvenir des journées du 16 et du 18 août. Joly, nommé capitaine du génie avec un beau choix, pour sa conduite à l'affaire du 18, était le 16 lieutenant à mon ancienne compagnie, attachée à la

réserve du 4e corps. C'est à Doncourt en Jarnisy que cette réserve prit position, et les officiers allèrent en amateurs voir le combat. Ils prirent le chemin de Butricourt et appuyèrent encore à gauche jusqu'au mamelon qui domine Saint-Marcel au nord-ouest. De là ils voyaient la fameuse batterie de Vionville, au loin entre les bois, tirant tantôt vers Rezonville, tantôt au nord vers Saint-Marcel, ou même encore plus à l'ouest. En avant d'eux, sur la croupe ou arête de terrain qui sépare le vallon de Bruville de la vallée de Greyère et de Jarny, une longue ligne d'artillerie formait l'extrême droite de notre ligne de bataille. L'infanterie était en arrière. C'est là, à 600 mètres environ au sud du bois de Moncel, vers la cote 216, sur le flanc ouest du ravin, que Joly me pointe l'endroit où les uhlans s'engagèrent et furent fort maltraités par un bataillon de chasseurs. Le même jour, la 3e division du 6e corps était à droite de la route de Mars-la-Tour, la gauche à la route, la ligne à 3 ou 400 mètres en arrière du chemin transversal qui rattache la route à l'ancienne voie romaine, entre Rezonville et Vionville.

Le 18, Joly traça sous le feu de l'ennemi, avec une section de mon ancienne compagnie, une tranchée-abri à 500 mètres environ en avant de Montigny-la-Grange, face à la ferme d'Envie. L'ennemi avait retranché Champenois et accumulait de l'artillerie au nord de Champenois, sur la hauteur, un peu au-dessus de la cote 326 de la carte d'Etat-Major. La ligne de l'ennemi suivait par Champenois, l'Envie et les bois. En avant de la tranchée se battait la brigade Pradier (64e et 98e). Le général Pradier, seul, à découvert, allait lui-même porter des ordres et servait de cible à l'ennemi ; un officier qui le suivait était paralysé par la peur.

En seconde ligne, à Montigny, était la brigade Pajol. Lorsque nos mineurs eurent fini leur tâche, ils regagnèrent Montigny en courant, escortés d'une grêle de mitraille. Joly, arrivant essoufflé de sa course, s'appuyait contre le coin d'un mur, lorsqu'on lui crie : ôtez-vous donc, vous empêchez le général Pajol de voir. Le général Pajol était là, derrière la muraille, où il passa sa journée.

Hier soir, un officier de cavalerie, un patriote, que je voyais découragé depuis deux jours par l'aveuglement de l'armée, arrive tout guilleret. « Qu'y a-t-il, lui demandai-je ? — Je viens d'apprendre une bonne nouvelle. Je rencontrais mon général de brigade lorsqu'un de ses amis l'aborda : cela va mal, dit le général, le ministre de la guerre a fait traduire trois généraux devant une cour martiale, ils sont condamnés à mort et vont sans doute être fusillés. — Où marchons-nous, répond l'ami ? c'est un nouveau 93. » — Voilà ce qui réconfortait notre officier, et de fait, une pareille nouvelle est vraiment consolante.

Est-ce pour cela que le parti couard a mis une sourdine à ses jactances d'hier et d'avant-hier? Toujours est-il qu'aujourd'hui il change de tactique. L'Impératrice ne veut plus rentrer en France, il faut chercher ailleurs des espérances et des aspirations, et là-dessus on apprend que le gouvernement de Paris a signé des préliminaires de paix, que l'armée de Metz ira moitié au camp de Sathonay, moitié au camp d'Elfant, et que Metz reste circonvenu, mais que les Prussiens y laissent entrer les vivres nécessaires à la consommation. Si la France traite aujourd'hui elle fait une mauvaise affaire, elle ratifie sa défaite et demain elle aurait de meilleures conditions. Tel est le sentiment du petit nombre de gens

qui ont conservé leur lucidité d'esprit et leur courage.

24 Octobre, midi. Hier on annonçait le départ de la garde pour le 24 et de l'armée pour le 25 ; aujourd'hui le départ est différé jusqu'au 27, dernier jour de vivres de l'armée. On attend l'éternel Boyer.

Mon chef, le colonel Salanson, attend avec une patience qui n'a rien de gai le lugubre dénoûment. Il m'en a parlé encore ce matin.

J'ai passé la nuit avec les compagnies franches de la division Montaudon. Beaucoup de boue, quelques coups de fusil.

Une question délicate et qui n'a pas encore été soulevée est la part de responsabilité du commandant d'un fort du camp retranché dans la capitulation de la place. La règle à suivre pour cette question comme pour toutes les questions analogues, relatives à l'obéissance due à un chef qui capitule, est que « L'indépendance de fait constitue l'indépendance de droit ».

Ainsi, un fort détaché, dont la fortification constitue en elle-même un ensemble indépendant, et auquel le corps de la place ne fournit ni flanquements, ni feux intérieurs destinés à faciliter la défense pied à pied et les retours offensifs, un tel fort, dis-je, ne doit pas suivre la place dans sa capitulation.

A cette dernière heure de notre longue agonie, si l'on voulait mettre les compagnies du génie de l'armée à compléter l'un des forts, on masserait, d'ici à jeudi soir, des dehors respectables, on blinderait la façade intérieure du cavalier. On pourrait aussi apporter les bois nécessaires aux autres blindages. En réunissant dans ce fort les vivres de la ville, avec une garnison de 3.000 hommes choisis, 4.000 hommes au plus, on pourrait tenir Metz en bride. (Metz prussien, je veux dire,)

et garder l'ennemi à patauger tout un hiver dans les bois de Saint-Julien ou de Queuleu. Il s'agit de faire en 80 heures de travail 2.500 à 3.080 mètres de développement de chemin couvert (2.000 mètres seulement à la rigueur), de 5 mètres environ de profil ; ce chemin couvert affecterait la forme tenaillée comme s'il enveloppait des demi-lunes et ravelins. On pourrait aussi entreprendre les saillants de ces ravelins, ou des principaux d'entre eux, dont le profil est de 40 à 45 mètres carrés.

25 octobre. Avant-hier 23, à neuf heures du matin, le général Coffinières a réuni les banquiers et les agents de change de la ville pour leur demander de l'argent. « Les caisses sont vides, a-t-il dit; je ne sais qui a pris les mesures imprudentes qui les ont vidées. (Ces mesures étaient de lui). Nous paierons bien nos fournisseurs avec des traites, mais nous faisons travailler une foule de pauvre gens à qui il faut de l'argent comptant. » On discuta la question au point de vue financier, et on avait fini par s'entendre, lorsque Goudchaux, le plus jeune de la bande, et qui aurait été fâché que la politique restât étrangère à l'événement, prit la parole en ces termes. « Messieurs, dit-il, vous êtes expérimentés dans les matières de finances, vous savez que le capital est défiant... il veut savoir à qui il prête. A qui prêtons-nous, est ce à la queue de l'Empire ou à la République ? Monsieur le général Coffinières a paru, dans une proclamation, reconnaître le gouvernement de la défense nationale; s'il en est ainsi, pourquoi ne publie-t-on pas les ordres et les documents officiels que certainement M. le maréchal Bazaine et M. le général Coffinières (celui-ci fit un geste de dénégation) ont en leur possession ? Pour fixer les idées, nous allons verser notre argent entre les mains de monsieur de Saint-Chamant, trésorier-général de la

Moselle, mais M. de Saint-Chamant est-il trésorier-général à l'heure qu'il est ? » — J'offre ma démission tout de suite, si l'on veut, cria celui-ci qui assistait à la séance comme argentier de la maison. — Nous en serions peinés, dit Goudchaux, vous comprenez que mon argumentation n'a rien de personnel ; j'ai voulu seulement prendre un exemple. — Les assistants ne partageaient pas les idées de Goudchaux. « Ne faisons pas de politique, disaient-ils. — Messieurs, répondait l'autre, une sage maxime l'a dit : point de bonnes finances sans bonne politique. »

Cependant chacun voulait que l'opération réussît ; les financiers savaient bien l'effet désastreux que produirait dans la ville le manque de numéraire, et puis, Coffinières ayant manifesté la volonté de défendre la ville, il fallait lui en donner les moyens. La mesure à laquelle on s'arrêta comme offrant les garanties nécessaires au capital et comme excluant toutes incertitudes, fut qu'on fournirait un million contre des traites du Trésor, que le payeur général de l'armée emporte au départ, tirées à son ordre par le Trésor, et ayant diverses valeurs pour répondre aux différents besoins de l'armée. Ces papiers, payables à 10 jours de vue, servent à payer les fournisseurs et sont, à cause de cela, privilégiées sur les autres créances. Le payeur de l'armée les émet au moyen d'un endos. Celles dont il est question ici sont signées du 23 juillet. Ainsi ce papier, excellent en lui-même, est antérieur à tous les événements politiques. Les banquiers l'ont pris à 1 0/0, frais compris. « Il vaut mieux, me disait G., avoir 1 0/0 que de l'argent. » — Mais ce taux ne me prouve pas moins que l'opinion financière considère la durée du blocus comme très limitée. On avait même admis d'abord un demi 0/0.

La chose bien réglée, Goudchaux, que son isolement politique, réduisait un peu au rôle d'enfant terrible, brusqua la discussion en disant que le million était tout trouvé, et que les cinq banquiers et les quatre agents de change présents pouvaient aisément le parfaire. « Je mets cent mille francs, dit-il ; M. Simon, qui ne sait plus où mettre son argent, tellement ses caves et ses caisses sont pleines, trouvera aisément 500.000 francs, et les autres compléteront la somme ». Monsieur Simon ne riait pas. — « Ce n'est pas vrai, disait-il, j'ai fait des remboursements. » Worms riait dans sa barbe.

Les choses restèrent conclues ainsi, et Coffinières crut, au départ, devoir remercier Goudchaux ; celui-ci s'excusa : « Il n'y a rien de personnel dans ce que j'ai fait. Je l'ai fait comme Messin et comme patriote. » — « Pour quelque motif que vous l'ayez fait, reprit le général, je vous en remercie. »

Même jour, 5 heures. Il me semble que le général Coffinières ne s'est rangé au parti de la défense à outrance, ou du moins n'a paru s'y ranger, que lorsqu'il a eu constaté chez Bazaine la volonté bien arrêtée de ne pas le couvrir. Jusque-là, il s'est prêté, sur des ordres écrits, à tout ce que le maréchal lui a demandé, quelque nuisible que ce fût à la défense de la place. Je ne sais pas si j'ai répété ce propos que me tenait de R. il y a un mois: Coffinières est bien aise de donner ses vivres à l'armée afin de se trouver plus tard excusé de n'avoir pas défendu la place. Aujourd'hui il y a eu une sorte de volte-face; plus intelligent que les autres, Coffinières a constaté avant eux que le parti national aurait le dessus et que c'était celui-là qu'il fallait servir, ou du moins ménager.

On raconte que Changarnier est à Ars; le pauvre homme!

Grotius et Puffendorf (je ne les avais encore vus que dans les Nouvelles Génévoises) m'ont assuré aujourd'hui de la parfaite légitimité de mes actes. Ce sont de bonnes gens, malgré leur tournure surannée, et les solutions qu'ils donnent au nom de la science du droit, sont d'accord avec celles que donne la conscience. Carnot flétrit avec moi la conduite des gouverneurs qui démoralisent leurs troupes, et il le fait en termes plus énergiques et meilleurs que ceux mêmes que les circonstances me dicteraient. J'ai relu encore dans le général Foy l'histoire de la capitulation de Dupont et de l'obéissance de Vedel. Mais je n'ai pas encore pu éclaircir la question de la part de responsabilité de chacun de nos chefs dans le futur désastre.

Il est clair que Bazaine occupe le camp retranché, puisque tous ses camps et cantonnements sont dans ce camp retranché, puisque les retranchements faits par l'armée pour couvrir ses camps ne sont que le camp retranché lui-même, et forment comme les courtines des immenses fronts constitués par les ouvrages permanents. Même, depuis le 19 août, jour où Bazaine a constitué son armée *garnison du camp retranché*, il n'a fait aucune entreprise militaire que sous le canon des forts. Il a donné des ordres au gouverneur de la Place, il en a donné aussi aux commandants des forts détachés sans passer par l'intermédiaire du gouverneur de la Place, qu'il a seulement informé après coup ; c'est ce qui s'est passé pour l'ordre de détention de Boyenval.

Malgré cette autorité, il n'a pas veillé à la sûreté et à l'organisation de la Place ; il a créé des ouvrages de campagne dans le rayon des attaques régulières des forts, sans en assurer la défense après son départ en instituant une garnison pour ces ouvrages. Il a toléré un antago-

nisme entre le génie de la Place, chargé de la défense des ouvrages permanents et le génie de l'Armée, chargé de la construction et de l'organisation des ouvrages de campagne.

8 heures, soir. Décidément on a lu au 76e un ordre par lequel on annonce aux troupes et le départ de Changarnier pour Ars et la solution de la situation sous deux jours.

SOUVENIRS DES COMBATS DU 16 ET DU 18 AOUT

— Je donne la parole, pour raconter ses souvenir, du 16 et du 18 août, à mon camarade Valny, lieutenant à la 10e batterie du 13e régiment, armée de pièces de douze, et destinée dans l'organisation de l'armée, à la réserve générale.

— « Le 16, nous étions, avec la 9e batterie divisionnaire de la 2e division du 6e corps, composée d'un général de division, deux généraux de brigade et 1.400 hommes du 9e d'infanterie.

« Nous étions campés à droite de la route, sur le plateau en arrière de Rezonville. Comme nous finissions de déjeûner, vers dix heures, on sonne « à cheval », et nous allons nous mettre en batterie au bord du plateau. Lippmann (le capitaine) demande à Canrobert, qui était là, où il faut tirer. — « Où vous voudrez, par là, répond le Maréchal, mais surtout ne tirez pas sur le 94e. »

« Je demande à mon tour à Lippmann où je dois tirer, il me répond : « pas sur le 94e ». — Il y avait à gauche de Vionville (au sud), à 3.000 mètres de nous, s'étendant jusqu'au bois, une très forte batterie prussienne où nous envoyâmes des obus ; puis une colonne d'infanterie ennemie déboucha pour aborder notre ligne ; elle était à 1.100 mètres et traversait un peu obliquement la route

(elle débouchait du vallon qui va vers Flavigny). Mes obus arrivaient en plein dans la tête de colonne où chaque coup faisait un entonnoir. Mais à ce moment là, le 9e de ligne, qui était derrière nous à ne rien faire, fut saisi d'un tel enthousiasme qu'il s'élança tumultueusement en avant, en criant : Vive l'Empereur, Vive l'Artillerie ! traversa la batterie et s'arrêta devant nous sans qu'on pût l'en faire démarrer ; il rendait notre feu impossible et il nous fallut changer de position. Pendant tout cela notre batterie était seule, ce ne fut que plus tard, en se mettant en batterie plus en arrière, qu'elle retrouva la 9e. »

« Vers deux heures on nous fit porter en arrière au trot, et j'étais à ma place dans la section lorsque j'entends sonner « en batterie » ! Je n'écoute plus rien et je fais mettre la pièce de gauche en batterie, Mais tout-à-coup, servants, chef de pièce, avant-train disparaissent, et je me trouve tout seul à côté de la pièce. Je me retourne en appelant mon chef de pièce, l'injuriant, l'appelant lâche, mais j'aperçois à cinq pas de moi, sans exagération, une colonne de cavaliers prussiens qui avait tourné le coin du bois et qui poursuivait un peloton de chasseurs à cheval. C'étaient des uhlans et des cuirassiers, le 16e uhlans et le 7e cuirassiers, à ce que j'ai su depuis. Ils criaient : « à l'artillerie, à l'artillerie, » et les autres : « vonvoerts, vonvoerts ».

« J'étais seul, il n'y avait rien à faire ; je courus après ma section et je repris ma place. Ce qui nous sauva sans doute, c'est que leurs chevaux étaient fatigués, car ils étaient au milieu des voitures attelées et ils ne les dépassaient pas. Nous étions tous mélangés ainsi ; les servants, assis sur les coffres, n'avaient pas leurs mousquetons chargés (ils les ont toujours eus depuis et n'ont pas trouvé à s'en servir). Il y en eut de tués dans cette

poursuite. Lorsqu'un cavalier nous atteignait, nous nous retournions tout en courant et nous l'arrêtions en tirant un coup de revolver, ou seulement en le menaçant. Je me rappelle un cuirassier, un grand diable énorme, avec des favoris superbes. Je me retournai sur lui et dirigeai mon revolver sur sa poitrine ; tout de suite je le vis porter le corps en arrière et scier du bridon pour arrêter son cheval, Thorel, (un de mes camarades de promotion, le lieutenant de la 1re section de cette batterie), était à 60 pas en avant ; tout à coup je le vois qui s'arrête, qui fait retourner son cheval, et, de pied ferme, ajuste successivement autant d'hommes qu'il avait de coups à son pistolet, puis il repart au galop. »

« Heureusement pour nous un régiment de dragons qui était là, vint nous dégager de cette cavalerie qui s'en retourna, et comme elle avait dépassé, sans le voir, notre 7e cuirassiers, ce régiment tomba sur le flanc des Prussiens dans leur retraite ; les chevaux étaient frais et ceux des Prussiens hors d'haleine. Ils furent comme détruits. Ces cuirassiers blancs étaient superbes, parés et éclatants comme pour une revue. »

« Notre batterie se reforma dans le ravin, (c'est le ravin qui longe le bois des Ognons) et je dis au capitaine que j'allais rechercher ma pièce. Je pars avec mon chef et je trouve en effet une pièce de la batterie, mais pas la mienne, que nos dragons avaient reprise. Cette pièce avait ses deux chevaux de devant blessés, ceux de derrière tués, et un couché devant les roues, mais l'attelage du milieu était bon. Nous essayâmes de faire passer la pièce par-dessus le cheval mort, mais il n'y avait pas moyen. Enfin je vis dans la plaine un avant-train de quatre avec deux chevaux tués ; j'allai chercher les deux autres, et mon chef et moi, montés sur les porteurs et

tenant en main nos chevaux de selle, nous pûmes ramener la pièce. A quatre heures je finis par retrouver ma batterie en bataille à droite de la route, derrière Rezonville; nous ne fîmes plus rien ce jour-là, mais je vis combattre devant nous, au bord du plateau, les zouaves de la garde et un bataillon de chasseurs. »

Je continuerai à raconter ce que m'a dit Valny de l'affaire du 18. Pour ce qui est de ce qui précède, il faut remarquer que les cavaliers prussiens arrivaient par la droite, de sorte que Valny, commandant la section de gauche, fut le dernier à les voir, et que la section de droite commandée par Thorel, se trouva la première à fuir. Les uhlans étaient devant les cuirassiers blancs pendant la retraite; ce furent deux escadrons de dragons seulement qui les suivirent. Les cuirassiers étaient en colonne le long du bois, et par un mouvement de pelotons à gauche, se trouvèrent en bataille pour charger les uhlans. Ainsi ils tombèrent sur le flanc droit de l'ennemi; en un instant les deux cavaleries furent mélangées. La cuirasse servit à nos soldats de protection très efficace contre les coups de lance.

Avant la guerre nos savants demandaient à cor et à cri qu'on débarrassât le cavalier de cet appareil suranné; aujourd'hui on ne trouverait pas un cuirassier disposé à abandonner sa cuirasse.

L'officier qui me racontait le détail de la charge a reçu deux coups de lance dans son plastron. La poursuite fut arrêtée par le feu de l'infanterie prussienne, postée sur l'autre côté du ravin, à 400 mètres du coin du bois, mais très peu de uhlans échappèrent; après les avoir combattus nos cavaliers se retournèrent contre les cuirassiers blancs et eurent un succès égal.

Minuit. Ce n'est pas en temps de paix qu'on trouve-

rait un journal pour vous prendre de la copie que la censure peut trouver mauvaise ; aujourd'hui on vous dit : « Ce sera cisaillé, mais ça ne fait rien, nous conserverons l'épreuve. Coffinières me fera appeler, mais je répondrai que je n'y suis pas ; je ne veux pas discuter avec lui, le pot de terre ne discute pas avec le pot de fer. » Le *Moniteur* d'aujourd'hui publie la séance du Conseil municipal du 22 octobre, à laquelle le général Coffinières a pris part pour exposer nettement quelle est, au point de vue de l'alimentation, la situation de la ville. En se retirant, il a voulu de nouveau *bien préciser* la situation qui nous est faite. « Nous n'avons pas, il est « vrai, subi un siège régulier, grâce à la présence de « l'armée ; mais cette armée a combattu autour de nous « comme la garnison de la place l'aurait fait dans un « siège, et notre situation est aujourd'hui, au point de « vue des approvisionnements, ce qu'elle serait, à la fin « de la lutte. » La commission chargée de l'achat des chevaux a reçu aujourd'hui des chevaux volontairement amenés par les propriétaires ; elle les a estimés, et le receveur des domaines les a ensuite vendus aux enchères aux bouchers ; l'Etat supportera la différence entre le prix de vente et le prix d'estimation. Les bouchers ont l'ordre de donner la viande au prix de la taxe, qui est de 0 fr. 10 le kilog pour les bas morceaux, 0 fr. 50 pour les moyens, et 1 franc pour les bons. Cela ne s'exécute pas exactement.

On prétend qu'il y a beaucoup de désertion. On avait donné à la fois plusieurs jours de vivres, le soldat les a mangés d'abord, et il n'a plus rien aujourd'hui dans beaucoup de corps.

26 octobre. Les illusions du commandement se transforment, mais ne cessent pas. Le général de Grammont

disait hier à un de ses officiers en lui annonçant la nomination de Changarnier : « On espère qu'il obtiendra des Prussiens qu'ils laissent entrer quelques vivres. »

Aujourd'hui, au rapport du général Coffinières, le directeur des fortifications, colonel Petit, a apporté diverses pièces relatives à la capitulation de Dantzig ; le commandant du génie, lieutenant-colonel Salanson, mon chef, a lu la capitulation de cette place. Le désir de trouver des précédents a appelé l'attention sur ce cas, où il y avait à la fois une armée et une garnison, et où celle-ci obtint de ne se rendre que vingt jours après l'armée. Coffinières a écouté tout cela avec une inattention apparente. « Je crois, disait un témoin oculaire, qu'il a contracté des habitudes d'indolence et de paresse qu'il lui a été impossible de secouer, même sous la pression des circonstances. »

Un caporal du 91e m'a dit que leur colonel les a réunis il y a quatre jours pour leur dire de prendre patience, qu'ils n'avaient plus que peu de jours à souffrir. On leur donne maintenant de la viande et du blé qu'ils pilent et qu'ils mettent dans la soupe.

Je n'ai pas raconté que le 7 août, au milieu des élections municipales, le scrutin fut interrompu et les bureaux d'élection transformés en bureaux d'enrôlement pour la garde-nationale. J'avais pris cette mesure pour une manœuvre du parti impérialiste, destinée à empêcher l'élection d'un conseil municipal indépendant et à conserver le vieux conseil élu six ans plus tôt, pour avoir sous la main, à tout événement, des autorités dociles. Je me trompais, c'était une manœuvre du parti opposé, qui est aujourd'hui le parti patriote.

Les élections des 6 et 7 août avaient été ainsi placées, suivant la politique de l'Empire, pour être escamotées

au milieu de l'ouverture de la campagne, et la campagne, c'était bien convenu, devait s'ouvrir par un succès. On se rappelle qu'à ce moment, toute discussion politique était impossible, toute opposition taxée de trahison. A Metz surtout, la présence de l'Empereur entravait complètement les opérations de la période électorale; il n'y eut pas de réunion publique, une police nombreuse et active, « la police corse » fourmillait dans les rues. Bref, le parti libéral, trouvant que le scrutin n'avait pas bonne tournure, et incertain de ce qui allait sortir de la marmite électorale, ne fut pas fâché de faire suspendre les opérations.

Il y avait de plus une sorte de panique; les gens qui paient pour être bien informés et qui le sont, ayant leurs sources de renseignements auprès du pouvoir, subirent le contre-coup de l'épouvante qui environnait le gouvernement. On se préoccupa de sauver la ville, d'utiliser les bureaux existants pour former une garde nationale; les *leaders* du parti (le *Courrier* en tête) *dictèrent* au gouverneur de la place la mesure qui arrêtait les élections. Je ne jurerais pas que plus d'un conseiller municipal ne fût pas enchanté d'enterrer l'affaire et de voir ainsi mise hors de question sa petite existence politique. Qui a profité de tout cela, le parti libéral? Point, mais la queue de l'Empire: au lieu d'un Conseil jeune, fort de son mandat récent, empressé de s'affirmer, Metz a eu pour la gouverner pendant le siège son vieux conseil flasque, indécis, hésitant. La morale de cette histoire est qu'il faut laisser les coups d'état à ceux dont c'est le métier.

A propos d'élections, on s'est un moment préoccupé à Metz des élections de la Constituante. Un vieux patriote, dont je parlerai librement quand je serai en pays libre,

réunit une vingtaine de citoyens et leur représenta que les élections avaient été prescrites par le gouvernement et qu'il fallait au moins, par une démarche motivée, mettre en demeure le gouverneur de la place, détenteur des pouvoirs civils par suite de l'état de siège, de faire procéder aux élections. Le gouverneur refuserait, mais on aurait pris acte de son refus. On fit des objections, on dit que Metz ne représentait rien, ce qui n'est pas vrai, car Metz est le chef-lieu de trois cantons partiellement compris dans le pays bloqué, sans compter les réfugiés des villages voisins, et dont les élections auraient été validées par le nombre même des électeurs. On discuta, on s'arrêta à des détails, on ne voulut pas se mettre en avant, et le vieillard se retira écœuré de voir à quel point on comprenait peu ce qu'il comprenait lui, non pas comme un acte de patriotisme gratuit, mais comme une obligation légale. Quelqu'un parla d'élections clandestines; outre que c'était impraticable, cela ne pouvait donner aucun résultat sérieux. Enfin une coterie militaire crut voir là un moyen de dominer Bazaine en créant ici une autorité *sui generis*. On aurait nommé un général, qui eût pris la direction des opérations, le maire de la ville, homme dévoué et respecté et un habitant des campagnes. Tout cela a crevé.

Conseil de guerre dans la matinée, vers dix heures. On croit que le sort de l'armée sera décidé aujourd'hui.

6 heures et demie. — Il fait depuis une heure un ouragan terrible.

Je prétends que le soldat français est patient et capable des plus grands sacrifices. La preuve en est que les symptômes de désorganisation sont faibles encore dans cette armée que ses chefs ont tout fait pour démoraliser.

Voici ceux de ces symptômes qui sont venus jusqu'à

moi. Les maraudeurs sont nombreux, si nombreux que la nuit du 24, à Lessy, les Prussiens, les ayant entendus, ont cru à une attaque et ont fait contre eux une fusillade nourrie et prolongée. Ils ont en tué vingt et il est bien étonnant qu'une fusillade de nuit, qui n'était pas un combat, ait été si meurtrière. La mendicité continue dans la ville. Au fort de Plappeville, les soldats du 40e, placés là depuis le 14 et qui n'ont pas souffert, murmurent contre le travail. Les officiers les plus élevés en grade ont dès longtemps placé en lieu de sûreté ce qui leur appartient; cette prudence se propage depuis huit à dix jours dans tous les grades.

A neuf heures, je rencontre dans la rue de R., historiographe de la campagne. Je lui avais écrit ce matin pour qu'il pressât C. de démanteler la place avant de la rendre. « J'en ai déjà parlé, me dit-il, et Villenoisy aussi. Il répond qu'il faut attendre, qu'on négocie des conditions, et puis il rompt les chiens. Je lui en reparlerai. » — Dites-lui bien qu'il nous trouvera prêts à obéir; cela peut se faire en deux jours et sans aucun danger.

« J'ai jugé cet homme-là, me dit de R.; il a reçu l'ordre écrit de partager les subsistances avec l'armée, ce qui lui interdit de se défendre et il en a été enchanté, j'en suis certain. Il est fort tranquille et parle des parties de chasse qu'il fera avec son fils là-bas à Dusseldorf. » Puis revenant au sujet de notre entretien: « Je lui reparlerai. Chaque jour est une bataille perdue pour nous, et perdue sans perte pour l'assiégeant. Puisque nous nous rendons à discrétion, qu'avons-nous à perdre, qu'avons-nous à craindre? Nous avons à craindre qu'on nous fusille ! Et quand on nous fusillerait ! »

Il m'apprit que le colonel Petit, directeur des fortifications, le commandant Villenoisy, le commandant

Chrétien étaient à étudier la capitulation. C'est que c'est très difficile de faire une capitulation ! Il faut sauvegarder les intérêts civils ! Toujours la même toquade; ils se noieront dans les paperasses. Tas de Byzantins!

« Eh bien ! Vous aviez raison, me dit-il enfin, vos prévisions étaient justes. — J'en étais si assuré, répondis-je, que j'aurais joué mon honneur militaire sur mes convictions. — Mais enfin, si vous aviez réussi, un autre ne vous aurait-il pas renversé le lendemain ? » Je ne lui répondis pas avec franchise. — Ne parlons pas, dis-je, du cas où j'aurais réussi; il n'était pas possible que je réussisse. L'état des esprits ne le permettait pas. — C'est vrai, ceux qui n'aiment pas à courir les aventures n'admettent pas qu'on puisse tenter une révolution; on ne sait pas où ça s'arrête; c'est l'état de la France aujourd'hui. — Tout ne vaut-il pas mieux que de se rendre à discrétion ? — Pas pour tout le monde.

Et pendant ce temps-là, savez-vous à quoi songent les hommes les plus déterminés et les plus actifs, le général Clinchant, Réau, les leaders de la garde nationale? Ils veulent agir ? Point. Ils veulent protester.

4 heures et demie. Enfin, un homme s'est rencontré, comme dit Bossuet, événement rare et digne d'être noté. Vers midi et demie je passe au café, un peu par hasard. On me prévient, par hasard également, qu'il y a à une heure, dans la salle même de notre cercle, une réunion d'officiers. On prononce les noms du colonel Boissonnet, du général Clinchamp... Les officiers du génie affluent peu à peu, quelques officiers d'infanterie de la ville, un ou deux artilleurs. Je ramasse dans la rue le petit Durand, du 17e, qui a une section de mitrailleuses à lui tout attelée, indépendante et dont il serait enchanté de se servir.

Il s'agit, dit-on, de se concerter pour échapper à l'af-

front de la capitulation la plus infamante. La convocation a été presque officielle et beaucoup d'officiers se demandent quel en est le but. Guérin, commandant la compagnie du grand parc, me prend à part. « Vous rappelez-vous ce que vous m'avez proposé un soir ? Je regrette bien aujourd'hui de ne pas l'avoir fait ! »

Une heure et demie est passée, le colonel n'arrive pas ; enfin il envoie Wagner prévenir qu'il nous attend dans la cour des bureaux du génie ; on y va, il pleuvait, on chasse des batteurs de blé installés dans le magasin du génie, on s'y place et Boissonnet prend la parole. Il parle de l'ignominie d'une capitulation telle qu'on nous la propose, et il nous a réunis pour que ceux qui ne veulent pas subir cette honte puissent se compter et s'entendre. Pour les troupes du génie, en particulier, il s'offre à commander ceux qui voudront partir. Il ajoute qu'on a parlé à plusieurs généraux, que le général Aymard refuse, que jusqu'à présent le général Clinchant accepte, si l'on réunit 15 à 20.000 hommes, d'en prendre le commandement. Il demande qu'on se compte. Plusieurs offrent confusément quelques hommes, d'autres hésitent, d'autres ne répondent que de leur personne. Le colonel du 71e, qui est présent ; s'engage pour son régiment. On garantit la totalité de la brigade Clinchant et de la brigade Lapasset.

Enfin, j'obtiens qu'on se range par corps d'armée et on s'aperçoit qu'il n'y a pour ainsi dire personne du 2e corps, absolument personne du 4e, du 6e, ni de la garde, ni de la division de cavalerie de réserve. Au contraire, beaucoup de monde de la ville, presque tous les officiers du génie du fort de Queuleu, en un mot que presque tout est à faire.

Chéry, qui n'a jamais voulu croire aucune nouvelle,

qui a malmené tous ceux qui y voyaient clair, est le plus avancé aujourd'hui. Il est le centre des opérations.

Enfin on convient que demain à 8 heures du matin on concentrera les renseignements et on prendra les ordres à ma salle à manger, dans le bâtiment des bureaux du génie.

Chez Chéry, nous trouvons le général Clinchant. Je prends quelques notes et on argumente un peu. Boissonnet et Chéry vont chez Coffinières lui parler du résultat de la séance

8 heures soir. Tout à l'heure un groupe d'hommes regardait une affiche au coin d'une rue; je m'approche, la colle était toute fraîche, mais l'affiche était complètement lacérée. — Qu'est-ce que c'est? demandai-je. — Monsieur, me répond un monsieur très indigné, c'est le déshonneur de la France! Encore serait-il bon, lui dis-je, que tout le monde pût lire et s'indigner avec vous. — Oh, moi, je n'y ai pas touché. On y dit que tout est fini, que l'état-major a « terminé ». Je suis fort heureux que le nom de l'état-major figure dans cette affaire, car, en vérité c'était lui qui avait tout commencé.

Ainsi, les colleurs d'affiches de C. sont venus dans la nuit afficher sa détestable prose. C. n'a-t-il même pas le courage de ses opinions?

Il y a une heure, une députation du conseil municipal et des officiers de la garde nationale est allée chez lui pour affirmer encore une fois qu'à ce moment même la garde nationale est prête à se défendre si on le lui commande. C. a répondu qu'il n'était pour rien dans la capitulation.

10 heures et demie du soir. Je viens d'assister à une scène pénible. Dès 2 heures après-midi diverses personnes ont su que l'armée se rendait à discrétion dans les

quatre jours; que, sur un ordre écrit de Bazaine, la ville partageait le sort de l'armée; ce sont Changarnier et de Cissey qui ont mené à bien cette négociation.

J'ai appris la chose ce soir au café. Au cercle du Commerce, j'ai vu Vacca, du *Courrier*, qui m'a appris que son journal avait été tout entier accepté par la censure, sans aucun coup de ciseaux; il s'y trouvait, en particulier, un passage de Carnot sur le danger de laisser une garnison se démoraliser et l'opprobre d'un gouverneur qui contribue à la démoralisation de sa troupe. Il y avait en plus un article sur la responsabilité des commandants et la limite de leur droit.

Réau, imprimeur et gérant du *Courrier*, fut découragé de voir la censure si accommodante. « C'est donc, dit-il, que tout est perdu! » Ancien lieutenant de chasseurs à pied, il commande un bataillon de la garde nationale. Son oncle, ancien officier supérieur, en commande également un. L'oncle est discuteur, le neveu vigoureux et actif, mais l'un et l'autre craignent la responsabilité. On a proposé au neveu de le porter au commandement de la garde nationale. « Parlez à mon oncle, a-t-il répondu. » Mais on ne voudrait pas de l'oncle. A moi, il m'a dit: « je ne suis pas fait pour cela, je n'y entendrais rien. On se tâte, et on voit à quoi on est bon; je conduirais bien une compagnie, pourvu qu'on me donne des ordres; mais conduire une affaire si épineuse, je n'y entendrais rien. »

L'officier du 7e cuirassiers était sombre, Heim tout à fait grincheux. Vacca ne désespère pas; Goudchaux non plus. L'agitation a augmenté lorsque Meyer a faire lire ses épreuves de l'*Indépendant*. Il y avait des ratures de l'autorité. On parlait de se mettre en mouvement, de soulever la ville. Tout à coup un officier de carabiniers, dé-

coré et ayant la croix de Mentana, qu'on n'avait jamais vu au cercle, se trouve là comme par enchantement. Il parle haut, d'une voix énergique; il ne veut pas se rendre: trente mille hommes se réuniront pour chercher à se faire jour; ils périront peut-être, mais n'importe. Les officiers prendront un fusil et feront le coup de feu; ne fût-on que huit ou dix, il en sera, il ne veut pas se rendre. On l'écoute, on lui serre la main, il s'anime de plus en plus. Le groupe s'échauffe. — Moi, dit le vieux Réau, je fais battre le rappel dans mon bataillon demain à 6 heures. — Il faut s'emparer des portes, crie-t-on. — Alors, dis-je, 6 heures c'est trop tard. — Mettons 5 heures. — Pourquoi pas tout de suite, crie le carabinier? Aux armes! Aux armes! et il jette sa croix d'honneur sur la table.

On est tout disposé à l'écouter, mais incontinent les rangs s'éclaircissent, les gens prudents s'éclipsent. Les exaltés au contraire veulent aller s'armer; on décide qu'il faut avant tout s'entendre. « Qui prend le comman- — dement? Réau, prenez-vous le commandement? — Demandez à mon oncle! »

Cependant quatre commandants de la garde nationale se trouvent là: Mayer, les deux Réau et le vieux Pardon. Tout le monde ouvre un avis. Le vieux Pardon se défile. Enfin on pousse les trois autres dans le salon vert en leur criant. « Décidez quelque chose, mais soyez brefs ».

Le carabinier crie toujours, il est de plus en plus exalté; on se demande s'il est soûl, si c'est un simple agent provocateur. Il veut marcher, il veut combattre. « Mon cheval! mon sabre! mon revolver! » Et il enfile l'escalier au galop en criant. « Aux armes! » On le rattrape, on le ramène, il continue à divaguer. Je demande si on le connaît. Je l'ai connu sous-officier, me dit un

chasseur à cheval; il est toujours très exalté. — Mais est-ce un galant homme? — C'est un galant homme. — De tout point? — De tout point. »

Cependant les trois commandants sont toujours enfermés dans leur boîte. Je vais voir ce qu'ils y font, et eux, voyant la porte ouverte, se précipitent dehors.

« Que peut-on faire, monsieur, dit Mayer! Il faudrait que l'armée... » Je l'abandonne. « On ne peut rien faire, dit Réau. Avez-vous un plan? » Ceux qui l'entourent lui crient. « S'emparer des portes de la ville! » — « Et après? Avez-vous un plan? Et les forts? Et qui est-ce qui donnera du pain à la ville? »

Là-dessus je vais me coucher. Le vieux Bizot me disait tout le temps: « Que vas-tu faire avec cette canaille? Mais c'est une maladie! Voilà ses compagnons, ce carabinier! »

X. est sceptique sur le compte de la garde nationale. Il y a quelque temps, me disait-il ce soir, j'en ai réuni une vingtaine; il ne s'agissait pas de faire un mouvement, mais de l'appuyer, et lorsqu'il se ferait, s'emparer des portes. Le lendemain je les vois arriver, deux à deux, trois à trois. Ils me représentent que c'est chose grave, qu'il faut une nouvelle réunion pour en parler, qu'il ne faut pas les considérer encore comme engagés. Ils me parlent de considérations de famille.

... Voilà ce qu'il faut attendre de la garde nationale!

27 octobre. Ce matin le petit Rollandes vient me trouver. Il est du 76e. Sur combien d'hommes, lui demandai-je, peut-on compter pour se battre? Trois ou quatre par compagnie. — Et les officiers? — Les officiers à proportion. — Peut-on former dans le régiment un peloton de 80 hommes? — Non. — Et de 60 hommes? — Peut-être, mais la moitié lâcheront pied à la fusillade. — Et

combien d'officiers? — Une douzaine. Pas un officier supérieur.

« Tu conçois, me dit-il, qu'on fait depuis huit jours tout ce qu'on peut pour prouver à ces gens que tout est fini, qu'il n'y a plus moyen de rien faire. Maintenant ceux qui marcheront se croiront sacrifiés. Tu sais l'influence des officiers supérieurs. Et bien, il faut l'avouer, on n'est pas fâché de se dire : ma foi, j'irai en Prusse, je ne courrai plus aucun danger. L'autre jour, notre colonel nous a réunis et nous a parlé de l'Impératrice, de prendre patience, de tout cela. On dit que cela a réussi sur la garde, mais sur nous, pas du tout.

« On s'est dit, c'est bien pour sortir d'ici, mais une fois dehors, il ne faut pas qu'il compte nous emmener rétablir l'Empire. Alors nous n'avons parlé aux soldats ni d'Empereur, ni d'Impératrice, mais nous leur avons dit : vous avez cinq ou six jours encore à souffrir, il n'y a de vivres que pour deux jours, mais nous vous ferons vivre comme nous pourrons. Et nous l'avons fait. Mais maintenant les six jours sont passés. — La fin est proche ! »

CHAPITRE VI

GUERRE CONTRE LA PRUSSE

ROLE DE ROSSEL A METZ (LETTRES) 1870

Lettre au commandant Rossel : le capitaine Rossel à Metz. — Visites volontaires aux champs de bataille. — Rossel alarmiste. — Velléités de ne pas suivre Bazaine. — Clinchant. Lutte entre la discipline et le devoir patriotique. — Le parti libéral. — Tentative, pour traverser les lignes ennemies. — Changarnier, Kremer, Rossel et Boyenval. — La compagnie franche. — Le travail de fortifications. — Réunions d'officiers. — Capitulation. — Fuite. — Rossel à Bruxelles. — Ligne de conduite expliquée. — Etat des chemins de fer. — L'armée de Tours. — Rossel et Gambetta. — Monsieur de Freycinet : Une question et une réponse. — Mission d'études dans le Nord. — Retour. — Entrevue avec Gambetta. — Rossel, colonel auxiliaire. — Lettre à Gambetta.

ÉVÉNEMENTS DE METZ

Camp de Nevers, le 18 février 1871 [1].

Mon bien aimé père,

J'ai vraiment tant de choses à te dire que je ne sais par où commencer. Je commence par ce qui te préoc-

1. Cette lettre raconte les événements de Metz à trois mois d'intervalle : le commandant Rossel, bloqué dans Paris, n'avait pu, avant février, communiquer avec son fils.

cupe le plus : je suis colonel du génie au titre auxiliaire, et je ne serai jamais ni capitaine, ni commandant, ni lieutenant-colonel, car je quitterai le service si la paix honteuse dont on nous menace vient à s'accomplir, et si la guerre continue, je saurai me faire une place assez nette pour que personne n'ait à la contester.

Tu sais qu'avant la guerre j'étais déjà fort dégoûté de cette vaste association d'incapables qui occupait les grades élevés, et convaincu que les efforts les plus intelligents et les plus heureux ne prévaudraient pas dans cette armée contre la médiocrité tranquille. Aujourd'hui j'ai rompu complètement avec le Génie et le Comité; les X., les Z., et d'autres moins en vue sont d'assez beaux produits du système d'avancement de l'armée française pour que je renonce volontiers à concourir avec eux.

J'ai eu depuis le début de la guerre des aventures assez étranges et assez nombreuses; mais un trait particulier et qui t'étonnera, c'est que je n'ai jamais été envoyé au feu. J'y suis allé quelquefois, mais pour mon seul agrément, et j'y ai couru peu de dangers.

A Metz, je n'ai pas tardé à reconnaître l'incapacité absolue de nos chefs, généraux et états-majors, incapacité sans remède, confessée par toute l'armée, et comme j'ai l'habitude de pousser les déductions jusqu'au bout, je rêvais, avant même la bataille du 14 août, aux moyens d'expulser cette vermine, et j'avais imaginé pour cela des moyens qui n'étaient pas impraticables. Je me rappelle que le soir, avec mon camarade Padovani, esprit généreux et résolu qui était tout à fait gagné à mes idées, nous nous promenions devant ces hôtels bruyants de la rue des Clercs, remplis à toute heure de chevaux, et de voitures, d'intendants couverts de galons, et de tout le tumulte d'un état-major insolent et viveur. Nous exami-

nions les entrées et comment étaient placés les postes, et comment, avec cinquante hommes résolus, on pourrait enlever ces gaillards-là. Et nous cherchions ces cinquante hommes, mais nous n'en avons jamais trouvé dix.

Le 14 août, vers le soir, nous vîmes, du haut des remparts de Serpenoise, l'horizon, depuis Saint-Julien jusqu'à Queuleu, illuminé des feux de la bataille.

Le 16, l'armée avait passé la Moselle et trouvait l'ennemi devant elle. Aussitôt que je fus débarrassé de mon service, les convois de blessés qui arrivaient, annonçant une grande bataille, je courus à cheval, par Moulins et Châtel, jusqu'au plateau de Gravelotte où j'assistai à une partie de l'action, à côté d'une batterie de mitrailleuses magnifiquement commandée; j'ai revu une fois depuis, le jour de la capitulation, le capitaine de cette batterie.

Le 18, j'allai encore le soir voir la bataille, et je rencontrai le général Grenier; il en revenait ayant perdu sa division qui se débandait tranquillement, ayant usé toutes ses munitions et combattu 7 heures sans être relevée. Le lendemain, le blocus fut complété.

Je n'en continuai pas moins à chercher des ennemis à ces ineptes généraux. Le 31 août et le 1er septembre ils essayèrent de livrer une bataille, et ne surent même pas engager leurs troupes. L'impudent Lebœuf chercha, dit-on, à se faire tuer et ne réussit qu'à faire tuer sottement beaucoup de braves gens. J'allai le soir du 31 voir la bataille au fort de Saint-Julien, et le matin du 1er septembre à la queue du champ de bataille; j'y rencontrai en particulier Saillard, devenu chef d'escadrons, qui attendait avec deux batteries le moment de s'engager. L'après-midi, lorsque je retournai au champ de bataille, on était en pleine retraite. J'ai rarement éprouvé un plus grand serrement de cœur qu'en voyant les dernières

chances d'offensive qui nous restassent aussi honteusement abandonnées, car chaque fois qu'on se battait, je reprenais confiance.

Enfin on connut le désastre de Sedan et la proclamation de la République. C'était vers le 6 septembre. Ce soir-là, j'étais chez madame Cuvier et le père Prost se montrait fort confiant dans la fausseté des mauvaises nouvelles; on me plaisantait ferme d'y ajouter foi, et on me trouvait un alarmiste dangereux. Enfin on me fit dire, tout en riant, ce que je pensais de la situation, et je leur racontai comme quoi cela finirait par une capitulation, en les ajournant pour me prendre au sérieux au jour où ils défileraient sans armes devant les Prussiens. « Quoi, dit Prost, vous ne nous accordez pas même les armes? » Ceux qui m'avaient entendu ce soir-là me l'ont rappelé depuis.

Il n'y avait presque pas à Metz de mes contemporains du génie; il n'y avait que Padovani de ma promotion. Sans cela, avec l'aide de quelques-uns de ces hommes vigoureux comme j'en connais, quelque chose aurait pu se faire. Mais les uns disaient: « c'est impossible, » à quoi je répondais: « c'est peut-être impossible, mais c'est absolument nécessaire. » Les autres s'imaginaient que Bazaine avait « son plan », le pauvre homme! Ton ami Worms écoutait avec plaisir mes demi confidences, sa finesse devinait le reste, et devinait même plus que je ne pensais, mais il avait là-dessus un scepticisme de bonne humeur qui s'est peut-être dissipé depuis la capitulation.

Bientôt Bazaine, dont les relations avec le quartier-général prussien devenaient presque intimes et pleines de confiance, commença à ourdir ses intrigues bonapartistes. Je n'avais jamais eu l'intention de rien faire qui

eût un caractère politique, mais ici la partie devenait belle puisque Bazaine n'avait pas reconnu le gouvernement nouveau de la France; il suffisait de lever le drapeau du gouvernement français pour faire tomber à plat la sequelle impérialiste. On commençait à parler de généraux disposés à ne pas suivre le maréchal dans ses intrigues; on prononça le nom de Clinchant qui, chef d'un régiment de zouaves au Mexique, commandait alors une brigade de deux beaux régiments de Mexicains. J'allai le voir en me servant de ton souvenir comme de présentation, et bientôt il en fut aux confidences et me dit combien il était peu assuré d'être suivi de ses régiments en tout état de choses.

Il s'agissait, suivant lui, de donner un vernis de légalité au renversement des généraux, et pour cela il voyait deux moyens: organiser clandestinement les élections (qui devaient se faire le 16 septembre), et faire nommer représentants des hommes dont on fût sûr, et en particulier Changarnier. Ce moyen ne pouvait pas réussir: les hommes du parti libéral dans Metz, avec lesquels j'avais des relations suivies, n'étaient ni des hommes de caractère, ni des hommes d'action. Un seul avait peut-être l'énergie voulue, un cordonnier de la rue de la Tête-d'Or, Péchoutre, vieux proscrit de 1851; mais il avait vieilli, son parti avait été désorganisé par vingt ans d'oppression, les classes ouvrières étaient sans énergie et avaient perdu toute aptitude politique; c'était un homme isolé et qui sentait tristement la faiblesse de notre parti. Quant à la bourgeoisie,... c'était la bourgeoisie; braves gens, bons pères, bons époux et bons gardes nationaux, mais quand on leur présentait quelque résolution virile, donnant comme dernier argument: « après tout, je suis marié, j'ai une famille. »

L'autre entreprise consistait à envoyer à Gambetta un émissaire pour lui exposer l'état des choses, et revenir avec des pleins pouvoirs pour le général Changarnier, qui décidément était la tête de ce parti. — Envoyer un homme à Gambetta, c'était très chanceux, mais surtout c'était très long et je doutais que l'agonie de l'armée pût durer aussi longtemps. Enfin, voyant que personne ne se déciderait sans l'appui de cette ombre de légalité, j'acceptai les offres d'un jeune élève de l'Ecole polytechnique qui m'était absolument dévoué et qui n'était pas lié au service; nous achetâmes des vêtements de paysan, mais en visitant les avant-postes pour choisir le point de départ, nous vîmes que l'entreprise était tout à fait difficile; nous perdîmes quelques jours, le père de mon ami tomba malade et le projet de départ fut ajourné.

Tu sais par le blocus de Paris comme les lignes prussiennes ont été rarement franchies, c'est ce qui excuse notre indécision. Mais l'impatience me gagnant, voulant m'assurer, par autre chose que des probabilités, de la trahison de notre général, j'allai voir mon ancien camarade Albert Bazaine, neveu et officier d'ordonnance du maréchal, et la conséquence de mon entrevue fut que je résolus de sacrifier décidément mon devoir de soldat à mon devoir de citoyen, et de tenter moi-même de traverser les lignes.

Je le fis le lendemain, vêtu des mêmes effets de paysan que nous avions achetés pour mon camarade l'élève de l'Ecole. Mais, soit mauvaise chance, soit maladresse, après plusieurs heures passées à cheminer dans la pluie et l'obscurité, je fus pincé, à la lueur d'un rayon de lune, par des sentinelles prussiennes au milieu desquelles je tombai tandis qu'on les relevait. On me conduisit à l'avant-poste; c'étaient des jeunes gens de bonne hu-

meur qui me donnèrent gaîment d'affreux pain noir et un peu d'eau-de-vie. Le chef de poste, un jeune porte-épée, après m'avoir interrogé assez sottement en mauvais français, me fit accompagner à la grand' garde, d'où l'on me mena au cantonnement. Je passai la nuit au poste, après m'être séché devant un grand feu, car je grelottais de pluie ; mes pauvres habits (le pantalon m'avait coûté vingt sous) étaient traversés ; et le matin je subis d'un officier supérieur un interrogatoire sommaire où il me prit pour quelque malheureux que la faim chassait de Metz. Alors il me fit reconduire par trois grenadiers jusqu'aux dernières sentinelles, avec ordre de me tirer dessus si je me retournais.

La précipitation des événements m'empêcha de renouveler cette tentative que j'avais faite, je crois, le 6 octobre. L'inaction de l'armée, les intrigues des généraux semblaient devoir amener une prochaine capitulation. Bazaine et Coffinières commençaient à parler ouvertement de l'impossibilité de la résistance ; ce fut presque le moment le plus honteux de cette honteuse affaire.

Avant de me décider à rien entreprendre pour avertir le gouvernement et mettre en avant le nom de Changarnier, j'avais vu ce vieux général, chez lequel je n'avais trouvé qu'une résolution, celle de ne pas se compromettre; aussi ne l'aurais-je laissé mettre en avant qu'à défaut de toute autre solution.

Clinchant m'envoyait souvent son aide de camp Krémer pour voir si quelque nouveau moyen ne se présentait pas. Incertain, hésitant, il ne voulait s'engager qu'avec l'appui de la population, et de son côté la population ne voulait s'engager qu'après l'armée. De la sorte, personne ne s'engagea, mais voici ce qui arriva à un de mes camarades et à moi.

Nous nous occupions activement de trouver des moyens d'action contre Bazaine. Un samedi, Boyenval alla voir Changarnier, tandis que j'allais voir deux généraux fort intrigants du 3e corps. Il m'accueillirent assez bien et me firent un tas de confidences intéressantes sur la mission Boyer et autres choses, mais lorsque je les vis disposés à traiter avec les Prussiens, pour aller favoriser en France quelque changement politique, je rompis assez brusquement l'entretien, ne voulant pas me trouver avec des gens préoccupés de politique intérieure tandis que le pays était envahi. Je crois que ces gaillards-là (Changarnier en était, Aymard était le plus important après lui) étaient des Orléanistes — ou des ambitieux du pouvoir absolu; mon long entretien avec Aymard fut très curieux.

Le lendemain, j'étais dénoncé à Bazaine ainsi que mon camarade. J'ai su depuis que ce même jour Changarnier avait renoué des relations avec le quartier-général.

Bazaine fit appeler mon camarade qui s'emporta et confessa ses tentatives patriotiques; on le conduisit dans un fort où il fut interné. J'arrivai comme il sortait; Bazaine chercha à m'intimider et à me confesser, mais je demandai audacieusement une enquête, et le mis en demeure de nommer ceux qui m'accusaient. Après un entretien assez long où j'eus bientôt pris le dessus sur ses accusations, il me renvoya en ville. Mais en même temps il donnait secrètement l'ordre aux généraux et à la gendarmerie « de faire arrêter partout où on les trouverait *dans les camps*, deux capitaines du génie qui parcouraient l'armée en répandant des doctrines socialistes et excitant les soldats à l'insubordination. »

Cet ordre me laissait en sûreté dans la ville, où j'a-

vais mon service. Rentré en ville, et voyant que mon collègue Boyenval ne reparaissait pas, je me cachai pendant deux jours et redoublai mes efforts pour entraîner la ville; mais l'arrestation de Boyenval avait refroidi bien des gens, et lorsque au bout de deux jours, j'allai, déguisé, au camp de Clinchant, il ne me vit pas et son aide de camp Krémer, qui me reçut, m'apprit l'ordre d'arrestation et la renonciation de tout le monde à rien tenter. Cependant il ne renonçait pas absolument, mais il abandonnait des auxiliaires aussi compromettants que nous pour en chercher d'autres, qui étaient incapables de se compromettre.

Mes chefs directs me considéraient depuis longtemps comme assez dangereux; ils ne me parlèrent pas de mon absence momentanée. Mon chef du génie, Salanson, de la coterie Frossard, allait parfois chez madame Cuvier où je le rencontrais, et où les hasards de la conversation m'amenaient souvent à montrer des opinions fort différentes des siennes; de là une certaine hostilité déguisée sous une cordialité apparente. Il savait que mes collègues et moi nous ferions le diable pour éviter la capitulation et pour en venir à quelque chose d'extrême.

Du 18 au 27, absolument isolé, je ne m'occupai pas de « politique », seulement, pour passer le temps, j'allai une nuit aux avant-postes avec une compagnie franche qui faisait une guerre souvent heureuse aux Prussiens. Un lieutenant entreprenant et sage, expert à cette guerre nocturne, me conduisit, avec une forte patrouille, jusqu'à quarante pas du retranchement ennemi, où nous essuyâmes, à plusieurs reprises, sans perte et presque sans danger, à cause de l'usage intelligent que notre chef faisait des plis du terrain, une fusillade soignée.

C'est un de mes bons souvenirs et je voudrais avoir travaillé plus souvent avec ces braves gens.

Pendant tout ce temps mon service marchait ; il consistait à faire arranger les ponts-levis et les portes de la ville ; j'ai réparé et même refait presque tous les ouvrages en terre du Saulcy, et le colonel Petit disait un jour en s'y promenant que c'était certainement le point de la place où les travaux de défense s'étaient le plus développés.

Tout cela n'a servi qu'aux Prussiens.

Vers le 27, il parut certain que la capitulation était signée. J'eus la consolation de savoir qu'elle avait été négociée par Changarnier. Le 28 à midi, le hasard m'apprit qu'une réunion d'officiers du génie avait lieu au café pour résister à la capitulation ; nous fûmes assez nombreux. Un colonel, brave homme intelligent et fin, mais incapable d'une résolution durable, prit la parole, s'éleva avec vigueur contre l'idée d'une capitulation, et demanda aux hommes résolus de se compter. Le général *Clinchant* promettait de prendre le commandement si on réunissait 20.000 hommes.

La question une fois posée, la délibération devint confuse, et je ne tardai pas à prendre l'initiative. Les officiers présents, rangés par corps d'armée, il fut aisé de voir qu'une très faible portion de l'armée était représentée. On convint d'avertir autant de monde que possible et que le lendemain à neuf heures, Clinchant se rendrait compte de la quantité d'hommes réunie ; on devait venir s'inscrire dans une salle des bureaux du génie qui nous servait de salle à manger.

Ni Clinchant, ni son aide de camp, ni le colonel, ni les autres *initiateurs* de la réunion de la veille ne s'y trouvèrent, mais seulement deux élèves de l'Ecole Poly-

technique, Padovani et moi. L'affluence fut considérable ; beaucoup d'officiers se faisaient inscrire, et en particulier des officiers des régiments ; des colonels avaient envoyé leurs adjudants-majors ; beaucoup d'officiers venaient prendre des renseignements. Krémer fit une apparition dans la matinée et promit que Clinchant viendrait à une heure et parlerait aux officiers présents. Après déjeuner, l'affluence fut plus grande que le matin, mais on voulait voir Clinchant et on l'attendit en vain jusqu'à trois heures.

A ce moment, le même colonel du génie, si bouillant la vieille, apparut, morne et découragé et opina que la résistance était impossible et qu'il fallait se résigner. Au milieu du tumulte qui s'ensuivit, une délibération sur la possibilité de résister s'établit entre quelques officiers, mais on ne put se mettre d'accord, et cette tentative s'en alla en fumée.

On rendait les armes et les canons à l'arsenal. Les officiers voulaient une grosse épaulette pour les conduire, et les grosses épaulettes caponnèrent, comme elles l'ont fait si souvent.

Le soir, je partis avec mon ami Padovani pour trouver cette compagnie franche où j'étais allé quelques jours auparavant. Nous avions des fusils, des vivres et des cartouches, mais la compagnie était dissoute, les armes rendues. Le plus vigoureux des officiers qui la commandaient, mon lieutenant de l'autre nuit, avait poussé une reconnaissance jusqu'aux grand'gardes prussiennes, avait causé avec l'officier supérieur qui y commandait et s'était assuré de l'impossibilité de s'échapper sans coups de fusil. Nous retournâmes chez nous, et le lendemain je repris mon paletot gris et mon chapeau rond ; des braves gens de la campagne, mari et femme, m'emmenè-

rent dans leur village, à la limite des lignes françaises et prussiennes, à Châtel-Saint-Germain, qui était occupé par le 84e prussien.

Je n'éveillai aucun soupçon parmi les nombreux régiments ennemis que nous rencontrâmes, et le dimanche 30 octobre, vers midi, m'étant assuré que la circulation était rétablie, je mis une blouse bleue sur mes habits et je me dirigeai vers le Nord par une affreuse pluie et une boue profonde. J'arrivai à Luxembourg le premier novembre à sept heures du soir non sans traverses. Le lendemain j'étais à Bruxelles où j'écrivis dans l'*Indépendance* deux articles sur la capitulation de Metz. Dans l'un, je résumais l'histoire du siège, dans l'autre, nos dernières tentatives.

Bourbaki commandait dans le Nord; cela me décida à ne point y aller et à rentrer par l'Angleterre, parce que la conduite de Bourbaki à Metz avait été tout à fait douteuse et que je ne voulais pas me trouver placé de nouveau entre mon devoir de soldat et mon devoir de citoyen français.

Peu après, une lettre ou rapport publié par Monsieur de Valcourt, sous les auspices de Gambetta et où mon nom était cité, me fit écrire à Gambetta pour indiquer nettement quelle avait été ma ligne de conduite. Cette ligne de conduite qui peut te paraître singulière lorsque tu envisages quels sont les devoirs d'un officier en sous-ordre, a été dictée dès le début par la conviction absolue que nos généraux, en général, étaient tout à fait ignorants et *qu'il fallait* tout faire pour arracher de leurs mains l'armée de la France. J'ai joué ma tête sur cette conviction aussi ouvertement qu'on peut le faire.

Une fois hors de Metz, j'appris plus clairement ce qui s'était passé dans le monde, le siège de Paris, le

gouvernement prétendu républicain qu'on avait fait avec les débris de 1848. Je vis que Paris ne serait pas défendu avec intelligence; je vis, à mesure que j'avançais en France, des choses de moins en moins encourageantes. Ce qui me frappa d'abord, ce fut le désordre de nos chemins de fer; les trains constamment arrêtés par suite de la désorganisation du service, deux jours pour envoyer de Dieppe à Tours le courrier de Londres; sur les voies de garage, à Mézidon, de longues files de locomotives inutiles, remisées et froides; les wagons entassés en dehors des voies de circulation, enfin toutes les marques indiquant que ce puissant instrument de guerre restait sans utilité entre les mains du gouvernement. A partir du Mans, les gares étaient pleines de soldats et d'officiers, et quels soldats! Quels officiers! C'était à se frotter les yeux pour voir si l'on rêvait. Il est vrai que je tombais au milieu d'un mouvement stratégique, ce qui peut servir d'explication au désordre que je voyais.

Ce spectacle était plus attristant à mesure qu'on approchait de Tours; on pouvait se convaincre pleinement de l'incapacité du gouvernement. A Tours, les rues étaient pleines d'uniformes étranges; chacun avait du galon à son chapeau, à son képi, à son paletot. Des francs-tireurs indisciplinés parcouraient la ville; que faisaient-ils là?

Un de mes camarades d'Ecole, ingénieur des ponts et secrétaire de Gambetta, m'introduisit chez le ministre à mon arrivée, ou plutôt il avait ordre de me présenter sans retard dès que je serais à Tours. Des officiers venus de Metz avaient parlé de moi, et le ministre, en me recevant, « toute affaire cessante », et condamnant sa porte pour m'interroger sur Metz, me fit un accueil qui me flatta.

Lorsque je lui eus dit ce que j'avais fait et ce que j'avais voulu faire, il me demanda où je voulais être employé et où je pensais que je serais utile. Je répondis bonnement que je croyais pouvoir rendre des services si on m'employait à l'organisation des armées ou aux mouvements militaires, choses que j'avais étudiées. Le ministre alors me donna une lettre pour M. de Freycinet, qui occupait la place de Délégué au ministère de la guerre et armé de cette lettre, je pus être reçu par M. de Freycinet deux jours après, à l'heure où il recevait le public.

Etrange constraste, autant Gambetta m'avait traité en homme considérable, autant Freycinet me traitait en solliciteur. Il y avait erreur d'un côté comme de l'autre, car je n'étais ni un personnage, ni un solliciteur. Monsieur de Freycinet était un homme grave, grisonnant, fatigué. « Supposez, me dit-il, que le ministère de la guerre fût à organiser; quelle place choisiriez-vous? » La question était assez sotte; je ne demandais la place de personne, et de plus je n'ai appris nulle part quelles places un ministre peut donner. Mais je t'ai déjà dit que M. de Freycinet me traitait en solliciteur. Je n'avais pas besoin qu'on me fît une place: j'en avais une toute faite puisque j'étais capitaine du génie, je demandais seulement qu'on me donnât des états de situation à débrouiller ou des cartes à étudier. Je répondis donc, après avoir un peu mâchonné la question du Délégué pour voir si elle voulait dire quelque chose, que si toutes les places étaient à donner, je prendrais la direction absolue des opérations. Il me fit répéter mon impudente réponse, et ce fut à son tour de réfléchir. Je crois que le résultat de ses réflexions fut qu'il ne m'emploierait jamais.

Voici ce qu'on faisait sous la République de 70 des

gens qu'on ne voulait pas employer : on leur donnait une mission. « Je ne puis réussir à savoir, me dit le Délégué, où en est l'Armée du Nord, et quelles forces sont disponibles dans cette région ». Et il me proposa, en termes assez séduisants, une mission dans le Nord, en me demandant ce que je pourrais y faire. « Cela dépend, répondis-je; aurai-je des pouvoirs et des crédits? » Il me fit connaître que je n'aurais ni l'un ni l'autre, et la mission finit par être une mission « d'études » destinée à l'informer de ce qui existait, car il n'avait pas un seul état de situation de cette armée. Bourbaki en avait bien adressé un depuis son entrée en fonctions, mais cette pièce unique s'était perdue dans les bureaux du ministère.

Cela t'étonne? et moi aussi ; mais je n'étais pas au bout de mes étonnements. Je te dirai peu de chose de cette mission : je tirai le parti que je pus d'une situation fausse en elle-même, sachant qu'elle était fausse, mais ne m'inquiétant pas de ce détail. Avant de partir, je vis, par convenance, le général Véronique qui formait à lui seul le comité du génie ; il m'exprima ses craintes de me voir accepter une fonction qui me mettrait en présence d'officiers beaucoup plus anciens et plus élevés en grade que moi, dans des conditions exceptionnelles. Je n'ai jamais aimé le comité, même lorsqu'il m'a honoré de ses faveurs. Je tranquillisai donc le général Véronique en l'assurant que je saurais garder toutes les convenances vis-à-vis de mes supérieurs.

C'était une rupture avec le comité, l'autocrate du génie, rupture qui me fut d'autant plus légère que j'y étais décidé de longue date et particulièrement depuis le blocus de Metz. Quand je dis rupture, je ne veux pas dire qu'on ne serait pas enchanté de voir rentrer au bercail

un ex-colonel de l'armée auxiliaire; je veux dire que je n'aurai jamais rien à espérer du comité.

Et qu'avais-je à espérer avant la guerre, si ce n'est d'avoir ma part de danger après les favoris, ma part d'avancement après les favoris... Ces pauvres favoris ! Ils sont en Poméranie.

Je partis pour le Nord le 18 novembre et j'y passai quinze jours. J'y retrouvai mes trois compagnons de table de Metz, tous échappés après moi aux Prussiens ; le dernier avait passé en accompagnant un corps mort dans un cercueil.

Je récoltai beaucoup de renseignements et de notes ; je vis des préfets assez variés et des généraux assez uniformes. Les préfets, tous avocats; les généraux, tous empaillés. Au premier coup d'œil j'écrivis au Délégué qu'il n'y avait là rien de bon, en fait d'armée, et je donnai mes raisons.

Après quelques jours passés à Lille, j'allai à Mézières, qu'on disait bloqué par les Prussiens, sans rencontrer un seul Prussien; on ne s'imagine pas l'effet que produit un fantôme de Prussien. Lorsque je revins à Lille après quatre jours de voyage, l'armée que j'avais entrevue ou plutôt devinée, venait de se faire battre à Amiens. Je courrus à Arras où j'arrivai avec les fuyards, et vers le 3 ou 4 décembre je rentrai à Tours par l'aviso de service de Boulogne à Dieppe.

C'est à mon retour que je vis combien ces missions étaient une étrange facétie. M. de Freycinet était toujours occupé et toujours invisible. Admis enfin avec les solliciteurs, je suis reçu par le chef du cabinet. « Ce n'est guère la peine de rendre compte de votre mission, me dit-il, le ministre n'a pas le temps de s'occuper des détails. Je lui ai mis sur son bureau toutes vos lettres

(j'avais rendu compte jour par jour de mon travail), il ne les a pas regardées, voyez elles sont dans ce dossier. » Il ouvrit le dossier, elles n'y étaient pas. « C'est singulier, dit-il, il les a donc lues. » Cela m'encouragea à laisser un compte-rendu sommaire que j'avais préparé la nuit précédente; puis je m'en allai, résolu à attendre des ordres, mais à ne plus aller les chercher dans des antichambres.

Cependant le fruit de la première affaire d'Orléans, victoire obtenue par une faute venait d'être perdu. L'armée française était en retraite et opérait, qui pis est, une retraite excentrique. Il y avait une double réaction contre les stratégistes ignorants qui avaient dirigé nos opérations. D'une part le parti de Gambetta, qui aurait voulu donner à ce ministre une part plus directe dans la conduite de la guerre, et lui voir employer des généraux et des officiers de son choix, au lieu de généraux cacochymes et d'officiers réactionnaires. De l'autre côté, le parti réactionnaire qui voulait renverser Gambetta en lui attribuant la responsabilité des défaites et nous ramener où nous allons aujourd'hui.

Et Gambetta, que faisait-il dans tout cela? Je ne sais: c'était un drapeau plutôt qu'un chef, drapeau dont le gouvernement se servait pour avoir l'air républicain et viril, et dont les hommes d'action auraient voulu se servir pour être virils et républicains. C'était une sorte de Louis XIII qui n'avait pas de Richelieu, il faisait et défaisait des préfets pendant qu'on jouait la fortune de la France sur des cartes biseautées.

Le 6 décembre au soir, comme j'étais au café avec un ou deux camarades, entra Cavalier, mon ancien à l'Ecole Polytechnique, plus connu sous le nom de Pipe-en-bois, journaliste, orateur de réunions publiques, et à

ce moment secrétaire de Gambetta. Cavalier se mit à table avec nous, et, comme membre du gouvernement, ne tarda pas à nous prouver que tout était pour le mieux dans les armées de la meilleure des Républiques. Il me trouva incrédule, s'anima, discuta, pérora, jura et me trouvant toujours incrédule, finit par me prendre au sérieux, d'autant plus qu'il savait à ce moment que les armées de la meilleure des Républiques étaient un peu en débandade, qui vers l'Est, qui vers l'Ouest, qui vers le Sud. « Quand on a de ces idées-là, dit-il, après m'avoir écouté, on les raconte au ministre, » et comme je répondais que le ministre n'était pas accessible, il fit la gageure de me faire parler à lui le soir même. Il était dix heures du soir, nous voilà au ministère.

Me voilà à la onzième page de ma lettre et je ne t'ai conté mes aventures qu'en en sautant les trois quarts; mais la destinée a si bizarrement joué de moi, et, ma foi, de nous tous, pendant ces derniers mois, que rien plus ne m'étonne et que je raconte le roman de mes caravanes comme si c'était l'histoire la plus simple du monde.

Mais où je suis embarrassé, c'est quand il me faut parler de Gambetta. Comment dire du mal du tribun énergique qui a proclamé le premier la déchéance de l'Empire, et qui a été, pendant six mois d'une crise désespérée, l'âme et la vie de notre gouvernement? Comment dire du bien, d'autre part, du ministre indécis qui ignorait la situation et l'emplacement de ses armées, et dont l'activité stérile ne savait ni empêcher les désastres, ni remédier à leurs effets? Je suis donc étrangement partagé quand je pense à Gambetta : je sympathise avec sa puissance, son aversion pour le sang, sa conception rapide des choses, son dévoûment à la Révolution, mais

je déteste ses demi-mesures, ses faiblesses de chaque instant, ses concessions aux hommes de l'Empire et aux choses de l'Empire.

J'en étais au soir du 6 décembre. Nous arrivâmes dans la pièce qui formait comme l'antichambre de Gambetta, pièce inaccessible au public, où se tenaient les secrétaires particuliers du ministre. On dictait une dépêche, on causait, on bavardait. Gambetta était à côté dans son cabinet; Cavalier, puis Cendre, un autre de mes anciens, le sollicitèrent de m'entendre; il promit pour le lendemain, mais comme, dans ce pays-là, demain veut dire jamais, mes camarades insistèrent encore. Cependant, le ministre était venu se camper dans un fauteuil de la grande pièce où nous étions; à propos de je ne sais quel crime d'un sous-préfet quelconque, il pérorait de sa voix de taureau. Puis, me voyant à la table de Cavalier, il vint me dire bonjour. « Et que faites-vous là? demanda-t-il, nous trouvant le nez sur une carte de France. » « Nous faisons des plans de campagne, comme tout le monde, vous devez en avoir les oreilles rebattues. » — Venez me parler demain, conclut-il. Cependant Cavalier ne pouvait pas se décider à me laisser partir; il fit si bien que le ministre m'appela dans son cabinet vers minuit, et me garda, seul à seul, jusque vers deux heures et demie du matin, parlant guerre et organisation d'armées. Sachant que je parlais à un homme énergique et honnête, je ne lui ménageai pas la vérité; il se laissa séduire surtout par une idée de tiercements entre les gardes nationales mobiles et mobilisées et la ligne, quelque chose d'analogue à la création des demi-brigades en 1794.

Il voulait que je fisse le projet séance tenante pour l'armée de la Loire; puis craignant de désorganiser

cette armée en présence de l'ennemi, il m'offrit le commandement du camp de Saint-Omer pour faire l'expérience. Mais il ne me convenait pas de m'en aller si loin du point où allait se jouer la partie décisive. Il revint à l'idée de tiercer l'armée de la Loire, de manière à n'avoir plus qu'une seule espèce d'infanterie.

Mais ce ministre de la guerre n'avait ni les états de situation, ni l'emplacement exact des corps de sa principale armée, et je me refusai à toucher à l'organisation existante sans savoir au juste à quoi je touchais, et sans opérer avec précision. Peut-être, avec un peu de charlatanisme, me serais-je emparé solidement de l'esprit du ministre; j'ai assez étudié les organisations d'armée pour pouvoir jongler avec des numéros de bataillons ou improviser en l'air un système. Mais je respectais trop et l'homme à qui je parlais et les intérêts qui étaient en jeu.

Après une longue conversation où Gambetta fut, ma foi, aussi aimable qu'un dictateur peut l'être avec un pauvre homme, il me fixa une heure pour le lendemain afin d'étudier avec moi, sur des positions et des chiffres réels, la réorganisation de l'armée. Le lendemain, il ne me reçut pas. Etait-ce méfiance, prévention, faiblesse? Je ne sais; mais comme j'arrivais armé d'une petite feuille de papier à calque, mon camarade Cendre me dit que le ministre était au Conseil, ce qui n'était pas.

Le même soir je rencontrai le général Vergne qui m'avait offert la place de chef du génie au camp qu'il allait commander, et j'acceptai cette place, un peu par dépit. Je suis arrivé à Nevers vers le 18 novembre après un séjour à Bourges qui ne fut pas sans épisodes, et je me suis employé à former des compagnies du génie.

Malgré l'incurie qui empêcha les troupes d'arriver à

ce camp, j'y ai réuni, un à un, vingt officiers et 500 hommes.

Aujourd'hui le camp est dissous, la paix est peut-être faite, mais j'ai pu constater que ma petite troupe, livrée à elle-même, est beaucoup plus disciplinée, plus sage, plus sérieuse que les bataillons d'où je l'ai tirée.

La paix est faite, dit-on, alors je ne suis plus soldat. Avant peu je te rejoindrai à Paris, et je m'embarquerai soit dans la politique en France, soit dans l'industrie aux Etats-Unis, suivant que je serai plus ou moins dégoûté de notre misérable pays.

Adieu, mon bien aimé père, je t'embrasse de tout mon cœur.

Ton fils affectionné.

Bruxelles, 1er novembre 70. Soir.

Ma chère L.,

J'ai quitté hier la France, la France prussienne qui environne Metz, et où je n'étais plus qu'un prisonnier. Mon dessein est de passer par Londres en rentrant en France, et j'ai donné votre adresse de Cambridge Street à mes amis pour qu'ils puissent m'écrire. Je n'ai aucune nouvelle de mes parents qui étaient à Paris.

Pour moi, après deux mois et demi de blocus, aussitôt que j'ai su que la troupe avait rendu ses armes, j'ai traversé les Prussiens avec des paysans et je suis passé en pays neutre. J'aurai de singulières choses à raconter sur ce siège de Metz. Je compte vous voir d'ici peu de jours. Dans tous les cas je vous ferai savoir ce que je deviens. Serre la main à ton mari de ma part et tiens-moi toujours pour ton très respectueux et très affectionné cousin.

L. Rossel

Bruxelles, 7 novembre 1870 [1].

A monsieur Gambetta, Ministre de la Guerre du gouvernement de la défense nationale.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser quelques éclaircissements relatifs au rapport officiel que vous avez publié sur la situation de l'armée de Metz, sous la signature de mon ami M. de Valcour.

Mon nom se trouvant cité dans cette pièce, je crois utile d'anticiper sur les explications et renseignements que je compte vous donner sur ma conduite, lors de ma prochaine arrivée à Tours.

En premier lieu, j'exprimerai l'espoir que l'éloge mérité que donne M. de Valcour à la « franchise pleine de dignité qui causa l'arrestation de M. le capitaine Boyenval, » n'implique pas un blâme tacite de ma propre conduite qui, dans un interrogatoire identique (je l'ai su depuis), à celui de mon camarade, fut entièrement opposée.

J'ai pris pour unique guide dans mes réponses l'utilité de la cause de la défense, et c'est ce qui m'a engagé, en demandant à M. le Maréchal une enquête complète ou une confrontation, ce qu'il n'était pas du tout disposé à m'accorder, à lui refuser d'une manière absolue toute explication et tout aveu.

En second, j'appellerai votre attention, monsieur le Ministre, sur les opérations de ce Comité de la défense, auquel la publicité de votre rapport donne, après coup, une sorte d'existence officielle.

Peut-être n'aurais-je pas parlé spontanément de cette entreprise que le succès n'a pas couronnée, et qui ne fut jamais que l'effort désespéré de quelques hommes

1. Cette lettre est antérieure aux entrevues de Rossel avec Gambetta.

résolus, trop jeunes et trop peu nombreux pour entraîner l'armée. Les adhésions nombreuses dont parle le rapport officiel étaient toutes, pour ainsi dire, conçues en ces termes : « Réussissez, et nous vous suivrons. » Ce n'étaient pas vingt mille adhésions, mais quelques centaines seulement pourvu qu'elles fussent absolues et intelligentes, que nous aurions demandées pour renverser ce gouvernement dissolu et immoral qui a suivi l'Empire dans ses hontes et dans sa chute.

Je peindrai en quelques mots l'état des esprits dans la ville et dans l'armée en ce qui concerne la résistance à outrance, en vous répétant l'opinion qu'en avaient conçue les membres du Comité dont parle votre rapport. « Plus de velléités que de volonté, me disait l'un d'eux, en parlant de l'armée, et il ajoutait : je ne trouve partout que *particularisme*; chacun veut être son troisième zouaves. »

En ce qui concerne la ville, M. Boyenval, qui s'était chargé de la tâche d'organiser la population pour une défense sérieuse, résumait le résultat de ses travaux en ces termes, auxquels le regret de ne pas réussir donnait la cruauté d'une épigramme : « La garde nationale se défendra bien... aussi longtemps qu'elle ne sera pas attaquée. » Tels sont les renseignements que j'ai jugé utile de porter immédiatement à la connaissance du gouvernement; j'espère être prochainement en état de reprendre les armes, et j'aurai l'honneur de vous présenter sur ce point et sur les autres événements de la défense de Metz qui sont venus à ma connaissance toutes les explications que je pourrai vous donner.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très respectueux et obéissant serviteur,

Bruxelles, 7 novembre 1870.

Dieppe, 12 novembre 1870.

Monsieur et cher ami,

Je pense que vous serez heureux d'apprendre que j'ai quitté Metz sain et sauf le jour de la capitulation, en compagnie de paysans, et que me voilà rentré en France par la Belgique où j'ai publié quelques articles de journaux, et par l'Angleterre où j'ai vu ma grand'mère, ma mère et mes sœurs. Je vais à Tours où je me ferai replacer, si on a encore besoin d'officiers.

Je n'ai pas du tout souffert pendant le siège, le pain noir et la viande de cheval n'ont rien qui me répugne, et quant aux dangers, je n'en aurais jamais couru, si je n'y étais pas quelquefois allé volontairement.

Toutes ces affaires de Metz puent l'infamie. Je les ai combattues depuis le commencement jusqu'au dernier jour, mais sans aucun succès. En somme la France a peut-être autant d'avantage à être débarrassée des gredins qui remplissaient les places supérieures, que de désavantage à avoir perdu Metz et l'armée. Il aurait fallu un coup-d'état terrible pour éliminer toutes ces nullités, pour faire une bonne armée avec les excellents éléments qu'elle renferme. Autant vaut une armée toute neuve.

Mon père a écrit de Paris le 2 novembre. Il était en bonne santé et avait bon espoir pour le résultat des opérations.

Faites mes compliments affectueux à toute votre famille et écrivez-moi un mot poste restante à Tours pour me donner de vos nouvelles.

Votre très respectueux et dévoué.

CHAPITRE VII

GUERRE CONTRE LA PRUSSE

MISSION DU NORD (1870)

Lettres officielles à M. de Freycinet

Lille, Monsieur Testelin, le général Farre. — Bourbaki, opérations de l'Armée du Nord. — Organisation militaire. — Les Volontaires de la Révolution, Valmy, Napoléon et les 90 cohortes. — Manque d'unité tactique de la Brigade. — Lettre à M. Leblanc, ingénieur. — Les levées. — Napoléon Ier et les recrues. — Le général Rogniet. — Troupes de la marine. — Le général Gassendi et la Grande Armée. — Les chemins de fer. — Tristes vérités. — La guerre, science de détails. — Pénurie d'officiers, pénurie de matériel. — Organisation nouvelle. — Mauvaise administration. — Mézières : Préfet et général. — Sombres prévisions. — Défaite. — Le général Treuille et l'armement. — Lignes de circonvallation et bataille d'Amiens. — Vieilles histoires, vieux exemples : le prince d'Orange, le prince Eugène, Condé. — Valeur stratégique des villes de la Somme.

20 novembre 1870.

A monsieur de Freycinet, délégué au département de la guerre, à Tours.

Monsieur le Délégué,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que, conformément à votre ordre en date du 17 novembre, m'inves-

tissant d'une mission militaire dans la région du Nord, j'ai quitté Tours hier samedi 19 novembre, après un délai nécessité par les formalités administratives destinées à régulariser ma situation à l'égard de l'autorité militaire.

Je me suis rendu directement à Lille, où je suis arrivé aujourd'hui dimanche, 20 novembre, et me suis mis immédiatement en relation avec monsieur Testelin [1], pour lequel vous aviez eu l'obligeance de me donner une lettre d'introduction.

J'ai trouvé chez M. Testelin l'accueil le plus bienveillant et des dispositions qui m'ont inspiré tout d'abord une confiance absolue ; mais j'ai observé également chez lui une certaine répugnance, fort naturelle d'ailleurs, à s'immiscer dans le détail des questions militaires, et, par suite, une disposition à s'en remettre aux spécialistes, c'est-à-dire aux généraux. Il m'a cependant mis en relations avec M. le secrétaire-général de la Préfecture, homme entièrement dévoué à la défense du pays, mais un peu découragé peut-être (s'il m'est permis de m'exprimer ainsi) par les incertitudes et les indécisions du commandement. La préfecture a en effet accepté le rôle ingrat de faire pour la défense ce que l'autorité militaire ne ferait pas, et l'inaction presque absolue de l'autorité militaire a donné à l'autorité préfectorale une zone d'action presque illimitée.

Les principaux objets qui préoccupent en ce moment l'administration départementale sont : la mobilisation d'une partie des gardes nationales (1er ban) qui s'étend jusqu'à présent à 30.000 hommes ; l'instruction des gardes-nationales non mobilisées qui comprennent une force de 125.000 hommes ; l'achat, la transformation et la fa-

1. Préfet du Nord.

brication des armes; enfin la fabrication des cartouches pour les nouvelles armes.

Monsieur le général Bourbaki, qui commandait la région du Nord, avait entrepris la mobilisation d'une force de 22.000 hommes et 40 canons; cette armée était depuis plusieurs jours à la veille de se mettre en mouvement, mais le général est parti ce matin, emmenant avec lui tout l'état-major général du corps d'armée, ce qui désorganise tous les services. Monsieur le général Farre, chef d'état-major du général Bourbaki, a pris le commandement par intérim du corps d'armée. Monsieur Testelin paraît avoir une haute opinion de cet officier général et lui attribue l'initiative des mesures qui ont presque réalisé la réunion d'une armée. J'ai eu l'honneur d'être présenté par M. Testelin à M. le général Farre, qui m'a montré de la bienveillance, mais m'a semblé un peu embarrassé de son autorité provisoire, de la manière de s'en servir, et de la présence d'officiers généraux plus élevés que lui dans la hiérarchie militaire. Il est surtout préoccupé de l'insuffisance des cadres d'officiers, et de l'impossibilité de remplir ces cadres en s'astreignant aux règles usuelles de la hiérarchie, dont il ne songe pas à s'écarter; cependant cette impossibilité est aussi réelle que l'urgence de remplir les cadres.

L'époque du commandement du général Bourbaki n'a pas été sans résultats pour l'organisation de la défense. Trois brigades ont été mises sur pied de mobilisation; à Lille seulement, deux régiments d'infanterie et un régiment de dragons ont été créés. Cent cinquante officiers évadés de Metz ont reçu de l'emploi et ont contribué à donner de la consistance aux cadres de l'armée. Cependant un examen sommaire m'a permis de constater que

l'infanterie de ligne a peu de tenue et de solidité, que la cavalerie est encore plus défectueuse.

On pourrait utilement doubler le nombre de lieutenants et sous-lieutenants existant, à défaut de capitaines. La seule troupe qui paraisse solide et instruite, malgré une apparence de laisser-aller, c'est la marine, dont certaines compagnies, formées d'hommes brevetés, pourraient constituer les cadres d'un régiment entier. Jusqu'à présent on n'a songé à utiliser cette excellente infanterie que pour la défense des places.

Je joins à cette lettre, comme pièce annexe, un état sommaire de la composition de l'armée mobilisée par le général Bourbaki.

En résumé, je pense que l'organisation et la défense de la région du Nord repose exclusivement sur l'autorité entière de monsieur Testelin et de la préfecture du département du Nord. S'il y a là des pouvoirs absolus et bien déterminés, au lieu de pouvoirs indivis et mal définis, cette région fournirait en peu de temps à la défense une armée de plus de 80.000 hommes.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Délégué,

Votre très respectueux et obéissant serviteur.

L. Rossel.

Capitaine du génie en mission militaire dans la région du Nord.

21 novembre 1870.

A monsieur de Freycinet, Délégué au département de la Guerre.

Monsieur le Délégué,

Je vous ai adressé hier, 20 novembre, par le courrier

du soir, une lettre vous informant de mon arrivée à Lille et de mes premières relations avec les autorités locales.

J'ai passé la journée d'aujourd'hui à Lille, où se centralisent tous les renseignements relatifs au département du Nord et même à toute la région. Cette ville est d'ailleurs le véritable centre d'organisation de la défense dans cette contrée, à cause des immenses ressources dont elle dispose et du bon esprit dont sont animés ses habitants.

J'ai à vous entretenir, aujourd'hui de deux objets principaux qui sont les opérations de l'armée du Nord et l'organisation militaire des forces de cette région.

Sur la nouvelle des mouvements opérés par l'ennemi entre Amiens et Compiègne, l'armée est entrée en opérations pour se porter sur la Somme, dans une position défensive, avec son avant-garde à quelque distance sur la rive gauche; les ordres du mouvement sont donnés et reçoivent sans doute en ce moment un commencement d'exécution. Ce mouvement, qui peut n'avoir pas une grande portée stratégique, est cependant un grand progrès sur l'état de choses antérieur: il nous apprendra si l'armée du Nord existe et ce qu'est cette armée.

Vous avez vu sur la pièce annexe, n° 1, jointe à ma lettre d'hier, le nombre de bataillons dont devait se composer cette armée: il y a aujourd'hui une légère modification à ce nombre, et l'armée se compose de trois brigades comprenant:

21 bataillons d'infanterie,
7 batteries d'artillerie,
4 escadrons de cavalerie.

L'exécution du mouvement projeté me mettra à même de vous renseigner sur la réalité et la mobilité de ces forces.

L'ensemble de l'organisation des forces militaires est

tout à fait défectueux, non par la faute des autorités locales, mais par les vices et la complication de notre législation. Les conjonctures sont excessivement graves en elles-mêmes, et la variété, l'incohérence même des éléments à combiner est une difficulté dont on viendrait difficilement à bout en temps de paix. Au lieu d'une seule espèce d'infanterie, comme l'exigeraient la bonne administration de la force publique et les bonnes règles de la guerre, il y a quatre espèces de troupes à pied dont les officiers et sous-officiers servent à des titres différents, et dont on ne peut pas combiner les éléments pour faciliter l'instruction et le service. L'infanterie de ligne réunit presque tous les officiers et sous-officiers expérimentés, presque tous les instructeurs; mais la troupe se compose en grande partie d'hommes de la dernière classe qui ne sont pas tout à fait formés. La garde mobile manque presque complètement d'officiers expérimentés aussi bien que de sous-officiers instructeurs; les hommes, plus âgés que dans l'infanterie de ligne, feront plus vite des soldats capables de résister à la fatigue. L'administration des régiments de garde mobile est tout à fait insuffisante.

En mélangeant la ligne et la mobile, on aurait une troupe plus âgée que la ligne, mieux commandée que la mobile, et sérieusement administrée. Cela peut se faire aisément par un tiercement. Les fusiliers marins dont il existe trois bataillons dans les places de cette région sont assurément nos meilleurs troupes, et pourront former le noyau d'instruction et de commandement d'un grand nombre de bataillons.

La garde nationale mobilisée n'existe pas réellement dans cette région; l'organisation en est confiée à l'autorité civile qui n'est pas compétente pour choisir les ins-

tructeurs et les chefs, non plus que pour veiller aux détails d'organisation d'une troupe dont les éléments hétérogènes devraient être fondus en une seule infanterie.

S'il m'est permis d'emprunter des exemples à l'histoire militaire, je rappellerai que les Volontaires de la Révolution ne sont devenus des troupes sérieuses qu'à l'époque de la formation des demi-brigades, qui les a mélangés à l'ancienne armée. Les volontaires ont eu Valmy, grâce à l'excellente artillerie que nous avait léguée l'ancien régime, mais ils n'auraient jamais fait Millésimo ou Rivoli. La situation est la même : les débris de l'armée régulière (et ils sont nombreux dans cette région) peuvent seuls enseigner aux jeunes troupes que vous levez les traditions et les détails du service. Avec de grands défauts, l'armée française avait de grandes qualités, héritage de plus d'un siècle. C'est là ce qui ne s'improvise pas. Elle seule peut apprendre à nos jeunes troupes à marcher, à camper, à se défendre efficacement contre les intempéries, la maladie, la disette. Lorsque Napoléon [1], en 1811, réalisait ces miracles d'organisation et qu'il lui fallait par exemple lever 90 cohortes de gardes nationales, il en forma aussitôt, grâce aux cadres, de bons régiments d'infanterie avec de vrais officiers et de vrais instructeurs. Il savait, et il le répète constamment dans ses écrits, qu'une armée ne s'improvise pas. — On rirait au nez de celui qui voudrait improviser l'atelier le plus simple, mais on pense sérieusement à improviser des régiments.

Je vous supplie, monsieur le Délégué, de prendre en sérieuse considération la nécessité, l'urgence de n'avoir

1. Il y a ici un ou deux mots que le temps a fait disparaître dans le manuscrit original (registre de copie de lettres). Je les ai remplacés de mon mieux et crois avoir conservé le sens général de la phrase.

qu'une seule armée, une seule instruction, une seule organisation.

Il y a aujourd'hui cinq armées en France; il est impossible que toutes s'organisent et qu'elles sauvent le pays.

L'heure du courrier m'oblige à renvoyer à ma prochaine lettre les documents concernant les effectifs et l'armement des places.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le Délégué, etc.

22 novembre 1870.

A monsieur de Freycinet, Délégué au Ministère de la Guerre.

Monsieur le Délégué,

J'ai eu l'honneur de vous adresser hier, 21 novembre, par le courrier du soir, une deuxième lettre où je vous parlais de l'entrée en opérations de l'armée du Nord et de l'organisation de l'infanterie.

L'armée peut-être considérée aujourd'hui comme étant entrée en opérations préparatoires, mais ces opérations sont étrangères en elles-mêmes à l'objet de ma mission. En ce qui concerne la composition de l'armée, j'ai eu l'occasion de m'assurer que toutes les forces inscrites sur les tableaux de composition ne sont pas immédiatement mobilisables ; les officiers accusent principalement les retards causés par le service de l'Intendance.

On doit remarquer en outre que chaque brigade se compose de bataillons de l'armée et de bataillons de gardes mobiles, mélange qui serait très judicieux sans la variété de l'armement, consistant en fusils modèle 1866 (chassepots) pour l'armée et fusils modèle 1867 (fusils de munition transformés) pour la mobile ; d'où il résulte

que la brigade, au lieu d'être un ensemble, une unité tactique, se trouve composée de troupes qu'on ne peut engager à la même distance de l'ennemi et qu'on ne peut ravitailler de munitions avec les mêmes voitures. Ce défaut, qui rend l'organisation du corps d'armée très précaire, très fragile, ne provient pas des autorités locales, mais du système militaire adopté.

J'ai cherché aujourd'hui à connaître l'état d'avancement de l'organisation de la garde nationale mobilisée; j'ai pu m'assurer que tout n'est pas fini, tant s'en faut, et je ne suis pas parvenu à me rendre compte de l'état de l'armement de cette force.

M. le Préfet m'a assuré que tout sera fait dans huit jours, mais je crois avoir reconnu qu'il tenait à ne pas me renseigner encore d'une manière positive.

La garde mobilisable du Nord, qui comprend 31.000 hommes, sera armée de fusils à percussion, à l'exception de la légion de Lille qui sera armée de chassepots et dont deux bataillons sur quatre ont déjà reçu leurs armes.

Les renseignements que j'ai obtenus sur l'habillement, le linge, la chaussure, l'équipement et le campement sont tout à fait bons, seulement on n'attache pas assez d'importance à la nécessité de donner aux hommes deux paires de chaussures.

Le but particulier de ma mission m'a conduit à envisager la situation particulière où se trouve la région du Nord au point de vue de la défense. Cette région, qui forme un ensemble géographique très nettement limité par les hauteurs qui bordent le bassin de l'Oise, a été presque entièrement respectée par l'ennemi jusqu'à ce jour. Théâtre perpétuel de nos guerres, elle est couverte de champs de bataille célèbres, de positions militaires connues, et enfin de forteresses que l'on a conservées

pour constituer notre frontière contre la Belgique, mais dont l'ensemble se trouve pris à revers par l'invasion.

Il est impossible d'enlever à ce pays toutes les forces militaires qu'il contient : si on les mobilise pour les porter d'une manière permanente au principal point d'attaque de la France contre les Prussiens, la présence des forteresses désarmées ne préservera pas la région du Nord de la conquête. La garde mobile ne peut-être déplacée que si la garde nationale mobilisée est en état de tenir la campagne, et la garde nationale mobilisée ne peut à son tour quitter le pays que si la garde nationale sédentaire est fortement organisée. Ce résultat est loin, d'être obtenu, mais j'espère vous présenter un état des garnisons nécessaires et de leur répartition qui vous mettra à même de déplacer en temps utile les forces réellement disponibles.

Une autre difficulté est l'organisation de ces forces. J'ai cru comprendre que vous demandez à la région du Nord de fournir à la défense nationale, non seulement des corps de troupes organisés, équipés et instruits, mais plutôt une petite armée fournie de tous ses accessoires, avec son artillerie et les différents services constitués.

C'est ce qu'on a commencé ; mais les difficultés deviendront de plus en plus grandes à mesure qu'on étendra cette organisation, et seront même insurmontables avec les procédés que l'on a suivis.

Pour le commandement, l'avancement régulier et hiérarchique que l'on s'efforce de conserver se refuse déjà à nous fournir des généraux.

Pour l'instruction des soldats et des cadres, l'impossibilité de verser les soldats nouveaux (gardes mobiles et mobilisés) dans les cadres anciens rendra l'instruction de plus en plus imparfaite dans les nouvelles troupes.

Je ne parle pas de la cavalerie à cause de l'abondance du sujet.

Pour l'artillerie, le matériel disponible dans la région consiste désormais en canons de... rayés; cette armée sera donc presque entièrement privée d'artillerie de réserve, à moins de recourir à des moyens que le corps de l'artillerie ne consentira pas à employer (emploi des forts calibres sur les champs de bataille); le harnachement des chevaux de trait montés par des conducteurs est rare et compliqué; les canonniers-conducteurs sont difficiles à former et à instruire.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Lille, 22 novembre 1870.

A monsieur Leblanc, ingénieur des Ponts et Chaussées à Boulogne.

Lille, 22 novembre 1870.

Mon cher camarade,

Je suis envoyé en mission dans la région du Nord pour examiner les forces militaires dont on peut disposer. Une des questions qui me préoccupent pour l'accomplissement de cette mission est l'étude des trois ports de Dunkerque, Calais et Boulogne au point de vue de l'embarquement et du débarquement rapides d'un grand nombre de troupes, et aussi aux points de vue du ravitaillement de cette région et de la défense locale.

Je ne suis pas certain, tant s'en faut, d'avoir le temps de visiter la côte, mais notre camarade Philippe m'assure que vous connaissez très spécialement cette région; je vous serais donc sincèrement obligé si vous vouliez me donner des renseignements succincts et précis sur les questions suivantes :

1° Quel est celui des trois ports désignés qui offrirait l'abri le plus assuré à une flottille de vaisseaux de transport prêts à transporter un corps d'armée de 10.000 à 30.000 hommes.

2° Quelles facilités offrent ces différents ports pour réunir des vivres en grande quantité et les conserver dans des magasins ou à bord de vaisseaux de transport.

3° Quelles facilités offrent ces ports pour l'entrée et la sortie des bâtiments de différents tonnages et pour le prompt embarquement ou débarquement du personnel et de l'artillerie d'une armée.

4° Laquelle des trois localités offrirait à une armée le point d'appui ou le refuge le mieux approvisionné, le plus facile à défendre tant par la nature du terrain que par les ouvrages de fortification existants, et ayant les débouchés les plus commodes dans le pays (routes et chemin de fer).

Votre dévoué camarade,

L. Rossel,

capitaine du génie, en mission, etc.

Poste Restante à Lille.

A monsieur de Freycinet, délégué au Ministère de la Guerre.

Monsieur le Délégué,

J'ai eu l'honneur de vous adresser, hier 22 novembre, par le courrier du soir une troisième lettre relative aux moyens d'organisation de l'armée du Nord.

Aujourd'hui le nom d' « Armée du Nord » a été abandonné pour celui de 22e corps d'armée; le mouvement entrepris s'est continué et les intentions de l'ennemi ont paru s'éclaircir.

Je terminerai cette nuit ce que je puis faire à Lille et je compte partir demain matin pour Mézières, où existe un centre de résistance énergique, et dont les environs peuvent fournir au pays des défenseurs vigoureux.

Depuis mon arrivée qui coïncida avec le départ de M. le général Bourbaki, la situation militaire semble complètement changée. On a fait quelque chose, ce qui est un grand progrès sur l'état de stagnation où étaient auparavant les forces militaires du pays. L'organisation des nouvelles troupes s'est continuée, mais je m'aperçois de plus en plus que la mobilisation du premier ban de la garde-nationale sédentaire subira encore d'assez longs retards, et que ce premier ban ne sera pas disponible pour la guerre aussitôt après sa mobilisation. Ces défauts tiennent à une erreur presque universelle aujourd'hui en ce qui concerne la levée et l'organisation des troupes : on s'imagine qu'il faut d'abord habiller et armer les nouvelles levées, et ensuite les réunir, tandis qu'il faudrait les réunir avant de les habiller et de les armer. On considère comme perdu le temps que ces levées passeraient dans les cantonnement ou les casernes avant d'être armées, ce qui est une grande erreur ; ce temps est consacré à des détails d'administration et d'instruction, dont on n'a pas le loisir de s'occuper lorsque la troupe est armée.

Le système actuel fait bénéficier les intérêts privés de vingt ou vingt-cinq jours de travail tout au plus, et porte un dommage bien plus considérable à l'intérêt public. Les exercices militaires auxquels sont astreints les hommes du premier ban dans leurs communes sont bons tout au plus à former des miliciens ; l'instruction qu'ils recevraient dans les casernes serait beaucoup plus efficace et ébaucherait des soldats. L'opinion de Napoléon sur la réunion des hommes de recrue dans les dépôts est for-

melle; on la trouve exprimée nettement en plusieurs endroits de sa correspondance, et plus nettement encore peut-être dans ses Notes critiques sur l'ouvrage du général Rogniet, notes dont ne sauraient trop se pénétrer tous ceux qui s'occupent d'organisation militaire et que vous trouverez soit dans le VII[e] volume de ses Mémoires, soit dans le XXXI[e] volume de sa Correspondance récemment publiée.

En évitant cette réunion dans les dépôts, on réalise une petite économie, mais cette petite économie est largement soldée par la désorganisation de la troupe après un échec ou quelques jours de souffrance.

J'esquisse seulement dans ces lettres les principaux traits de mes observations; à mon retour de mission je vous présenterai, si vous le jugez utile, un mémoire détaillé où j'indiquerai les moyens que je crois propres à éviter les pertes de temps et la désorganisation.

Je me suis attaché aujourd'hui à voir les troupes de la Marine, qui sont un des plus solides éléments d'organisation dont nous disposions. Ce sont de vieilles troupes, ayant de bonnes traditions; le soldat est instruit, laborieux, obéissant, rompu à la discipline. L'officier est au-dessus de l'éloge que je pourrais en faire; seulement les cadres de sous-officiers ne participent en rien à la dignité et aux sentiments élevés des officiers. Employer de semblables troupes comme bataillons de garnison ou comme infanterie de ligne est un gaspillage manifeste : par exemple un lieutenant de vaisseau, qui commande en mer un aviso de guerre, une corvette, qui a un sentiment élevé de sa responsabilité et l'habitude du commandement absolu, n'est pas à sa place lorsqu'il commande une compagnie d'infanterie, dans la main de son chef de bataillon.

Ces vicieuses habitudes d'administration qui nous ont perdus jusqu'ici persistent dans bien des endroits. On a formé deux batteries de marins pour l'armée du Nord : suivant les habitudes du corps de l'Artillerie, on a fourni les cadres de ces batteries, non compris les conducteurs, de trois officiers de vaisseau, six seconds maîtres et huit appointés, tandis qu'en revenant aux sains principes d'organisation de l'artillerie, tels qu'ils étaient suivis dans les grandes guerres de la Révolution et de l'Empire, mais qui sont dès longtemps oubliés, il aurait suffi de deux officiers de vaisseau, un adjudant, trois seconds maîtres et trois appointés. Ces principes d'organisation du personnel d'artillerie sont complètement exposés dans l'Aide-Mémoire du général Gassendi.

Ainsi il y a dans l'organisation improvisée qui se fait aujourd'hui beaucoup de ce qu'on pourrait nommer des *malfaçons*; les défauts qui en résultent ne sont pas immédiatement visibles, mais on les découvre *à l'user*.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le délégué, etc.

Lille, 23 novembre 1870.

P.-S. L'heure avancée me porte à croire que cette lettre ne pourra pas partir par le courrier de ce soir.

R.

24 novembre 1870.

A monsieur de Freycinet, délégué au Ministère de la Guerre.

Monsieur le Délégué,

J'ai eu l'honneur de vous adresser hier 23 une quatrième lettre relative à certains détails importants d'organisation. Je comptais arriver aujourd'hui à Mézières, mais je suis forcé de passer la nuit à Anor, qui est la

dernière station desservie par les chemins de fer français ; je compte poursuivre ma route par Chimay et Vireux et repartir de Mézières dans la soirée, en prenant cette fois les chemins de fer Belges, qui me conduiront beaucoup plus vite.

La lenteur et la faible organisation du service des chemins de fer français est particulièrement pénible à considérer au point de vue que vous m'avez chargé d'étudier. Il était permis d'espérer que le magnifique réseau de nos chemins de fer serait une puissante ressource stratégique ; il n'en est rien, malgré l'abondance du matériel roulant et du matériel moteur.

Le moindre mouvement de troupes est une cause de retard. En s'occupant activement de conserver et de développer la puissance de transport de nos chemins de fer, on augmenterait beaucoup la puissance militaire du pays, surtout dans cette région, à cause de l'abondance des places et postes fortifiés, dont les garnisons seraient plus facilement rendues disponibles.

Le village d'Anor est gardé par le 1er bataillon de gardes mobiles des Ardennes, qui a fait longtemps le service à Givet et qui paraît bon.

Il est remplacé à Givet par la garde mobilisée du premier ban, qui est formée depuis trois semaines, et le deuxième ban est déjà averti de se tenir prêt au départ. L'organisation militaire de ce département est donc beaucoup plus avancée que celle du département du Nord.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le délégué,

Votre très respectueux et obéissant serviteur.

L. Rossel.

etc.

Anor, (Nord) 24 novembre 1870.

26 novembre 1870.

A Monsieur de Freycinet, délégué au département de la Guerre.

Monsieur le Délégué,

J'ai eu l'honneur de vous adresser avant-hier, 24 du courant, une cinquième lettre, datée d'Anor. Je suis arrivé ce soir à Mézières, ayant mis plus de deux jours à venir de Lille, et ayant été forcé de prendre gîte à Anor et à Maubert-Fontaine. Mais le temps ainsi passé n'a pas été perdu, tant s'en faut, car j'ai pu voir de près et en action les troupes dont nous disposons dans ces contrées.

Anor était occupé par le premier bataillon de Mobiles des Ardennes, constitué depuis trois mois; Maubert et les localités environnantes, par le deuxième bataillon qui est en formation. Le premier dépend actuellement du commandement de Lille; le deuxième, de la place de Rocroy où est son dépôt.

Hier, dans la journée avait eu lieu à Rimogne, village occupé par un détachement du 2e bataillon en avant de Maubert, ce qu'on a appelé un engagement entre la Mobile et les Prussiens. C'est-à-dire que les Prussiens sont venus enlever des otages et prescrire une réquisition à Rimogne sans que le détachement ait tiré un coup de fusil, et se sont retirés avant que les détachements voisins fussent arrivés.

Mille détails rendent plus pénible la pensée de cette mésaventure qui n'est pas la première : le poste surpris sans coup férir, un village retranché et facile à défendre rançonné par la cavalerie, le dépit des habitants dont le patriotisme incertain est encore diminué par la dangereuse protection que leur donne la présence de

nos troupes; tout cela prouve que nos armes ne sont pas respectées et ne méritent pas de l'être. Le soldat cependant est bon; ce deuxième bataillon en particulier est formé d'habitants des pays envahis qui sont venus volontairement reprendre leur service; mais l'éducation militaire est mauvaise, le commandement insuffisant, l'administration nulle. Ces premiers obstacles fussent-ils levés, le système de défense adopté suffirait pour exposer les meilleures troupes à des affronts.

Il est pénible de jouer le rôle de critique, mais l'état du pays ne me permet pas de déguiser ces dures vérités; je suis convaincu d'ailleurs que vous ne douterez ni de mon respect pour le gouvernement qui a courageusement accepté le rôle de succéder à l'Empire, ni de mon absolu dévoûment au pays, que je suis volontairement revenu servir.

L'éducation militaire des troupes est mauvaise, et on le reconnaît à la négligence que chacun apporte aux détails du service, à l'oisiveté des soldats et des officiers dans les rues et les cafés de Rocroy, de Mézières et des moindres cantonnements. On ne trouve pas le temps de s'instruire, et on trouve le temps d'être ivre ou désœuvré. Le soldat se couche tard, d'où il résulte nécessairement qu'il manque de vigilance. Les armes sont malpropres, les vêtements mal tenus. La guerre est une science de détails : les œuvres de Vauban, de Frédéric II, la correspondance de Napoléon sont un répertoire de ces détails que nos prétendus militaires ignorent ou méprisent et sans lesquels la guerre n'est pas possible.

Le commandement est insuffisant et les plus élevés en grade ne sont pas les plus capables. Quant aux autres, les officiers des troupes, ils ne sont pas en nombre

suffisant. Une bonne infanterie se présente à l'ennemi avec un officier pour trente-cinq hommes environ (l'infanterie anglaise a davantage); une infanterie médiocre, comme la nôtre, devrait avoir un officier pour vingt-cinq hommes et je n'ai vu dans toute la région que des troupes ayant un officier pour quatre-vingts à cent-dix hommes. De nombreuses propositions sont faites, mais leur effet est retardé par les rouages de la hiérarchie qui causent plus d'embarras qu'en temps de paix sans offrir aucune garantie, puisqu'on présente des hommes nouvellement enrôlés à des chefs nouveaux-venus. Le chiffre des officiers est un élément considérable de la valeur des troupes; quant au bon choix des officiers, l'expérience des systèmes militaires qui nous ont précédés donne les moyens de le faire.

L'administration est nulle : les bataillons dont je vous parle n'ont pas plus d'une bonne paire de souliers; le second bataillon, journellement exposé à avoir affaire à l'ennemi, n'a ni tentes, ni couvertures, ni gamelles, ni marmites, ni gibernes. Toutes ces troupes, astreintes à se garder comme dans des opérations réglées, non seulement ne reçoivent pas les vivres de campagne qui leur seraient nécessaires pour bien servir, mais même le 1er bataillon (à Anor) ne touche ni le pain, ni le chauffage, auxquels le soldat a droit en tout temps, ni la solde de rassemblement, qui pourrait provisoirement atténuer l'effet du manque de vivres de campagne; le pain est remplacé par une indemnité notoirement insuffisante de 0 fr. 25.

Enfin le système de défense adopté est vicieux; c'est, en petit, le système *de cordon*, qui a causé notre première défaite, et que j'ai déjà trouvé dans cette région aux environs de Formeries, au coin du département de

l'Oise. On cantonne dans une ligne de village de faibles troupes, (cent à huit cents hommes), isolées les unes des autres, condamnées à l'immobilité par leur débile organisation et par leurs insuffisantes ressources en campement, vêtements et vivres; chacune de ces troupes offre à l'ennemi une proie certaine, s'il veut tenter un coup de main sur elle, et un obstacle insuffisant s'il veut rançonner le pays environnant.

On garde un pays par de fortes divisions solidement postées, ou par des petites colonnes constamment en mouvement. Ce second système est seul praticable ici, mais il faudrait que les troupes fussent pourvues et administrées par l'intendance, ou autorisées à se pourvoir et à s'administrer elles-mêmes. Il faudrait aussi que les généraux que vous a légués l'Empire pussent devenir jeunes, énergiques et patriotes.

Je vous envoie ces renseignements, monsieur le Délégué, du chef-lieu d'un pays facile à défendre, appuyé de places-fortes, où il y a vingt-cinq mille fusils en service (je parle de la portion non envahie des Ardennes), et qui est journellement rançonné, et voit ses forteresses insultées par quelque trois mille Prussiens.

Les évaluations les plus exagérées constatent qu'il n'y a jamais eu dix-mille ennemis dans le voisinage de Mézières.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le Délégué,

Votre très obéissant et respectueux serviteur.

L. Rossel,

Capitaine du génie en mission dans la Région du Nord.

Mézières, 26 novembre 1870.

27 novembre 1870.

A monsieur de Freycinet, Délégué au Ministère de la Guerre.

Monsieur le Délégué,

J'ai eu l'honneur de vous adresser hier de Mézières une sixième lettre que j'ai mise à la poste ce matin en Belgique. J'ai employé la journée à revenir à Lille d'où je repartirai demain dans la matinée pour Douai. Je compte voir demain Douai, partir dans la journée pour Arras, où je passerai probablement la journée du 29, et m'arrêter les deux jours suivants à Amiens où je m'efforcerai de visiter sérieusement les cantonnements de l'armée. Ainsi je pourrai peut-être repartir pour Tours dans la soirée du 1er décembre, qui sera le douzième jour depuis mon départ.

Je n'ai pu opérer plus vite à cause de la difficulté des communications, des pertes de temps que j'ai subies à Lille, par suite de la confusion des services publics et de l'étendue du champ d'investigation que vous avez bien voulu me confier. Je dois avouer même qu'il me sera impossible, dans les limites du temps dont je dispose, de prendre connaissance aussi complètement que je l'aurais voulu, des détails de l'organisation existante. Ce qui me rassure sur ces lacunes dans les résultats de ma mission, c'est que je suis convaincu que cette organisation est absolument insuffisante, fondée sur les systèmes qui ont perdu l'armée, et incapable de conduire à des avantages sérieux. Il importe donc plus au gouvernement de la détruire que de la connaître dans tous ses détails.

Le chef qui est appelé à prendre le commandement de ce simulacre de forces militaires est paralysé par les

causes les plus variées. La cavalerie n'existe pas ; l'artillerie réclame un luxe de personnel et d'attelages incompatible avec nos faibles ressources ; l'infanterie est partagée en groupes disparates : d'une part les jeunes gens, de l'autre les hommes faits ; d'une part les instructeurs, de l'autre les conscrits ; tout cela impossible à réunir sans brusquer la législation existante.

Il est clair par exemple que l'infanterie de ligne, composée en majorité de la classe 1870, ne pourra recruter ni ses comptables, ni ses sous-officiers, tandis que la garde mobilisée abonde en comptables tout formés et en hommes habitués à conduire et à gérer les affaires.

Tels sont les principaux défauts de l'organisation. Les défauts militaires sont l'insuffisance des officiers, le relâchement de la discipline, le désœuvrement des troupes dans les places et les cantonnements, la faiblesse numérique et l'immobilité des troupes cantonnées.

Les vices de l'administration se résument en un mot : insuffisance absolue du corps de l'intendance. Vivres, habillement, chaussures, équipement, armement, rien n'est sérieusement administré, et il faudrait non seulement rompre avec toutes les pratiques de l'administration actuelle, mais en arriver à atténuer les effets des marchés onéreux et trompeurs que cette administration a passés, et qui engagent pour longtemps encore nos ressources.

Cette incapacité des Intendants en temps de guerre est prouvée depuis longtemps, et tient probablement à la confusion que l'on a faite de l'ordonnancement et du contrôle des dépenses entre les mains du même personnel. Il serait très facile de sortir de cette fausse si-

tuation en remettant provisoirement l'ordonnancement au commandement, en laissant le contrôle seul à l'intendance, qui n'est pas coupable de malversation, mais ne peut suffire à sa double tâche.

J'ai vu à Mézières le préfet, le général et le Directeur des fortifications. Le préfet est vigoureux et le général inerte; le préfet est l'homme du gouvernement actuel, et le général est un débris du système ancien et de l'ancienne armée permanente; mais par une bizarre conséquence de la législation, le général pourrait revendiquer tout le pouvoir et réduire à néant l'autorité du gouverneur civil, à moins que celui-ci ne fût investi de fonctions toutes spéciales. Il est permis de prévoir le cas où les intrigues du régime déchu prendraient quelque consistance et pourraient séduire d'anciens serviteurs, comme il est arrivé au moins à Metz.

Tout le monde est satisfait de ce qu'il a fait, et à peu près satisfait de ce que les autres ont fait; on n'imagine rien de mieux, faute de savoir ce qui devrait se faire. Mais en somme, l'esprit public est chancelant dans les places fortes, plus que douteux dans les villes ouvertes, nul dans les campagnes. C'est là le critérium de l'insuffisance de ce qui s'est fait.

Au moment où je vous écris, j'apprends (une heure du matin) qu'on s'est battu hier à Amiens. Une mission d'étude pendant que l'on se bat est particulièrement pénible à remplir; je tâcherai d'avancer le terme de mon séjour ici. Mon opinion est faite : ce n'est pas avec les officiers supérieurs de l'armée que vous réussirez à quoi que ce soit. Si les expériences de Sedan, Metz, Soissons, etc.; n'étaient pas suffisantes pour les juger, l'état des places fortes et des troupes de cette région est tout à fait concluant.

Je souhaite que l'événement démente absolument mes prévisions.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Délégué,

Votre très respectueux
et obéissant serviteur.

L. ROSSEL.

Capitaine du génie en mission mil ire dans la région du Nor

ille, 27 novembre 1870
et 28 novembre, 2 heures du matin.

28 novembre 1870.

A Monsieur de Freycinet, Délégué au Ministère de la Guerre.

Monsieur le Délégué,

J'ai eu l'honneur de vous adresser de Lille, hier dans la nuit, une septième lettre qui n'est partie que par le courrier de ce matin. Aujourd'hui, j'ai quitté Lille après avoir appris le malheur d l 22e corps ou Armée du Nord, et avoir cherché à c nnaître la direction de retraite des troupes. Je me sui rendu à Douai, chef-lieu de la direction d'Artillerie de es départements, où j'ai vu Monsieur le général Treuil de Beaulieu, le Sous-Préfet et le Maire.

Monsieur le général Treuille a bien voulu m'entretenir des questions d'artillerie dont il s'occupe. Je n'ai pas rencontré jusqu'à présent, dans ma mission, d'homme d'une supériorité aussi caractérisée et aussi sûre d'elle-même ; malheureusement son temps est en partie absorbé par les détails du commandement d'une place.

Monsieur le général Treuille, en ce qui concerne l'armement de la région du Nord, pense qu'on ne doit pas chercher à utiliser les ressources locales pour la fabrication, mais qu'il faut s'adresser aux industries déjà outillées, soit à l'étranger, soit en France à Saint-Etienne pour les armes portatives, à Ruelle et à Nantes pour les canons ; il est convaincu que les méthodes de transformation des armes et les outillages de fabrication ne s'improvisent pas. Cependant il me paraît que lui-même, s'il avait le temps d'y appliquer son esprit, improviserait méthodes et outillages.

La garde nationale mobilisée commence aujourd'hui à se mettre en mouvement, c'est-à-dire que l'on réunit les hommes non habillés et non armés encore. La Préfecture de Lille assure que les vêtements, les différents effets et les armes sont prêts, ce dont je doute un peu en ce qui concerne les armes ; mais ce qui vaut mieux, c'est qu'un officier qui m'a paru actif et énergique, a pris aujourd'hui à Lille la direction effective avec le titre de général. J'ai eu l'occasion de l'entretenir quelques instants et, comme tout le monde, il s'est plaint des difficultés que l'Intendance apporte au service, mais il m'a paru disposé à ne pas s'arrêter à ces difficultés.

On commence à parler de la défaite d'Amiens ; j'ai vu aujourd'hui un officier supérieur, M. le Commandant Giovanelli, qui y avait été blessé.

Ses discours m'ont induit à croire que cette armée a été battue à cause du mauvais choix de ses positions, trop étendues pour l'effectif. C'étaient en effet des positions de cantonnement, toujours plus larges que des camps, et qu'on ne devrait jamais garder en présence d'un ennemi qui entre en opérations réglées. Mais la difficulté de camper et de s'agglomérer est une difficulté

d'administration (plus qu'une difficulté militaire) que les chefs de cette armée n'ont peut-être pas pu surmonter. Enfin le défaut de cavalerie était cause qu'on ne pouvait s'éclairer au loin et prendre des dispositions pour accepter ou refuser le combat, ou en diriger l'issue.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Délégué,

Votre très respectueux et obéissant serviteur.

L. Rossel.

Capitaine du génie en mission militaire dans la région du Nord.

28 novembre 1870.

SUR LES LIGNES DE CIRCONVALLATION [1] ET LA BATAILLE D'AMIENS, EN 1870.

Voici une observation très fine de Feuquières sur une opération militaire du Prince Eugène. Lorsque ce prince forma le siège de Lille en 1708, il fit sa circonvallation aussi petite que possible, sans avoir égard à des hauteurs qui restaient en dehors de cette circonvallation et la dominaient. C'est qu'il ne voulait pas recevoir une bataille dans des lignes, mais au contraire se réserver ces hauteurs pour en faire son champ de bataille et y porter son armée, si une armée française s'avançait au secours de la place.

En 1674, le prince d'Orange assiégeant Oudenarde, laisse ainsi devant son camp une ligne de hauteurs qu'il ne retranche pas. C'était ignorance et présomption, car

1. Cette note a été écrite dans la prison de Versailles en août 1871, mais je l'ai placée avec les documents de la *Mission du Nord*, comme se rattachant directement à cette époque qui est celle de la bataille d'Amiens.

il leva le siège dès que Condé fut devant la place ; mais ne l'eût-il pas levé, qu'il aurait été battu, ayant négligé de porter son armée sur ces hauteurs, ce que Condé ne pouvait croire.

Un général plus accoutumé à utiliser les avantages du terrain, aurait porté sa ligne sur la hauteur : un grand général aurait fait comme le prince d'Orange et comme le prince Eugène firent par des motifs bien différents. L'un ignore les propriétés du terrain, l'autre dédaigne de les utiliser pour améliorer une ligne qui n'est destinée qu'à assurer son camp contre les petits secours que pourrait recevoir la place, mais non contre une armée ou un gros corps de secours.

Les qualités de l'ingénieur militaire, l'aptitude à juger les propriétés offensives et défensives d'un terrain, son commandement sur celui de l'ennemi, les couverts qu'il procure pour la sécurité des réserves, sont des qualités utiles dans un général mais non pas suffisantes. Dans le cas des lignes de circonvallation, dont je parle ci-dessus, un bon ingénieur ne manquera pas de les conduire par les hauteurs et de ne pas les laisser dominées à portée du canon : cependant nous voyons qu'un Eugène est d'opinion contraire, et qu'il en est approuvé par Feuquières.

Je trouve dans la campagne de 1870 un exemple où un général subit un échec pour avoir trop sacrifié aux propriétés du terrain, pour s'être trop conformé aux indications que lui donnait la science de l'ingénieur militaire ; c'est la bataille d'Amiens.

Un corps allemand menaçait Amiens ; l'Armée du Nord, forte d'environ 15.000 hommes de mauvaises troupes, était dirigée à ce moment par deux officiers distingués du génie, Monsieur le général Farre et Monsieur

le lieutenant-colonel de Villenoisy. Ils portèrent leurs troupes en avant d'Amiens, et les placèrent sur un champ de bataille qui sans doute devait être le meilleur du pays par ses propriétés absolues. Mais l'étendue du terrain comportait une armée de 100.000 hommes, et l'armée destinée à le défendre n'était qu'un sixième ou un huitième de ce nombre; encore s'y trouvait-il des mobiles sans aucune valeur, quelques très jeunes régiments d'infanterie, et seulement quelques marins, excellents soldats.

L'ennemi amusa l'armée ainsi répartie par petits paquets sur un front six fois trop large, fit un effort sérieux sur le centre, et se trouva avoir coupé l'armée en deux. La résistance de quelques bonnes troupes l'arrêta devant Longueau et empêcha la complète séparation des deux ailes, encore une partie de l'aile gauche ne put-elle pas regagner Amiens et franchit la Somme plus haut.

Une raison encore diminuait la valeur du champ de bataille, autant que j'en puis juger par les témoignages que j'en eus le surlendemain de la bataille. Les hauteurs sur lesquelles était la position de l'armée sont séparées les unes des autres par des vallons affluents de la Somme, de sorte que les communications d'un point à l'autre du champ de bataille ne pouvaient avoir lieu que par la grande route.

D'ailleurs une armée aussi peu exercée que celle du général Farre, composée en grande partie de détestables bataillons de la garde mobile, avait tout intérêt à ne pas livrer bataille et surtout à ne pas accepter une bataille défensive. On m'objectera la nécessité de défendre Amiens. Voici comment il aurait pu, à mon sens, arrêter les progrès de l'ennemi et même le forcer à reculer, sans se commettre aux chances d'une bataille. On aurait pu, aux

premiers indices de la marche de l'ennemi vers Amiens, porter l'armée à Saint-Quentin, pousser quelques gendarmes jusqu'à l'Oise, et faire marcher l'infanterie vers la droite en tenant les crêtes boisées qui séparent le bassin de la Somme de celui de l'Oise, en s'appuyant sur les places et les villes anciennement fortifiées du bassin supérieur de la Somme.

... Ainsi on aurait aguerri l'armée par des marches et des engagements insignifiants, et on l'aurait encouragée à peu de frais par la réoccupation de Saint-Quentin et une marche en dehors des places où on se tenait jusqu'alors. L'ennemi n'aurait pas pu quitter le bassin de l'Oise en laissant ainsi notre armée sur son flanc, et d'autre part la proximité des petites places nous aurait permis d'éviter la bataille.

En stratégie, les vieilles histoires et les vieux exemples ne sont pas à dédaigner. La valeur stratégique des villes de la Somme est bien connue et depuis longtemps. Leur action est réciproque, c'est-à-dire qu'elles ont une influence égale sur la rive droite et sur la rive gauche de la rivière. Avec ces villes, le possesseur de Paris menace les Flandres ; on sait la jalousie qu'il y eut entre Louis XI et Charles-le-Téméraire, au sujet de leur possession et les incidents auxquels elle donna lieu. En revanche, le possesseur des Flandres trouve dans ces villes, s'il en est le maître, un débouché sur Paris ; l'année de Corbie (1636) fut longtemps marquée dans la mémoire des Parisiens par le souvenir de leur frayeur lorsque l'ennemi atteignit la Somme.

Une des nombreuses aberrations du corps du génie français a été de déclasser plusieurs petites places fortes de cette zone, désorganisant ainsi la frontière de Vauban.

A la vérité, la frontière de Vauban avait été conçue contre l'Espagne et l'Empire, et il semble qu'il n'y eût pas nécessité de la conserver dans son intégrité contre la Belgique. Encore faudrait-il admettre que la Belgique ne peut pas devenir le théâtre ou l'objet d'une grande guerre, ce qui est faux, principalement à cause d'Anvers.

Mais surtout, avant de toucher à l'œuvre d'un ingénieur comme Vauban, à un monument de l'époque des Turenne, des Condé, des Luxembourg, il fallait en avoir bien examiné toutes les propriétés. Or, la seule propriété qui nous eût été utile dans cette guerre de 1870 est justement celle qu'on avait détruite, savoir : les *revers* que prend sur l'invasion le massif compris entre la Somme, le bassin de l'Oise, la frontière belge et la mer.

Prison de Versailles. — Août 1871.

CHAPITRE VIII

GUERRE CONTRE LA PRUSSE

LA LUTTE A OUTRANCE. — LE CAMP DE NEVERS

Epigraphe. — Rossel à Nevers. — Lettre à Bourras, les camarades du 2e du génie. — Défaites imminentes. — Nécessité de trouver des hommes résolus : Papuchon, Padovani, Roux, Krémer, Clamorgan. — Les architectes. — Les Cévennes et les Vosges. — Lettre à Krémer, le galon. — Armistices mortels. Lettre à M. Cendre, prodiges accomplis par Gambetta. — Bourras, républicain et patriote. — Le Camp de Nevers. — La Grâce du condamné. — Une ménagerie. — Le marquis du Rosay. — *Je ne serai plus soldat.* — Refus de la Légion d'honneur. — Nouvelles de Paris. — La conférence. — Lettre à M. Lecat. — Hypothèses sur la continuation de la guerre. — Lettre à Gambetta. — Note sur les opérations. — La lutte à outrance. — Lettres du 10 mars, du 13 mars, du 14 mars, du 18 mars. Le traité de paix. — Chagrin ressenti. Le 19 mars : lettre de *démission* au Ministre de la Guerre.

« Croyez-vous les Athéniens si lâches que de se rendre parce qu'ils auront vu ravager leur pays. » [1].

(*Discours d'Archidamus aux Lacédémoniens. Thucydide*, Livre I).

Château de Bois-Vert, 1er janvier 1871.

Ma bien-aimée mère,

Je te souhaite une bonne année, heureuse pour toi et

1. Cette citation, copiée par mon frère, m'a paru résumer l'esprit de ce chapitre. J'en ai fait une épigraphe.

ceux que tu aimes ; je souhaite que nous puissions enfin nous réunir et voir notre pays libre et tranquille. Le hasard, qui me traite parfois en ami, m'a fait parvenir ce matin une bonne lettre de vous qui me courait après depuis longtemps; ce sont de vieilles nouvelles, mais enfin ce sont des nouvelles.

- Je vous ai écrit mon passage à Bourges, mes relations avec Gambetta, et comment j'étais chef du génie du camp de Nevers et colonel du génie de l'armée auxiliaire. Je forme des soldats, je me remets à l'A B C, mais n'est-ce pas par l'A B C qu'il faut commencer? J'ai fait de Montigny un capitaine d'Etat-major, de Pellerin et d'Ameline des officiers du génie. J'ai déjà formé de toutes pièces trois compagnies du génie; c'est un travail de tous les instants, mais j'en serai bien récompensé si je fais ainsi des soldats dignes de ce nom.

La veille de la capitulation de Metz, lorsque nous nous réunîmes pour empêcher ce crime, quelqu'un souffla ces mots à l'oreille d'un de mes amis : « Il n'y a ici qu'un homme résolu, c'est Rossel ». Au camp de Nevers, c'est un peu la même chose. Je suis le seul des chefs de service qui soit à la besogne : les autres se plaignent, s'inquiètent, trouvent partout des obstacles et des difficultés. Mais je serai payé de ma peine par les services que je pourrai rendre [1].

S'il est permis de prévoir l'avenir, je dirai que la guerre est loin d'être finie, que Paris sans doute périra ; mais je compte sur l'énergie de quelques hommes résolus comme moi ou plus que moi qui n'accepteront pas la défaite. Si Paris tombait, ce qui n'arrivera pas d'ici

1. Dans une précédente lettre, je note cette phrase : « Adieu, aimez bien votre pauvre aventurier de frère, qui veut servir son pays, et qui trouve mille obstacles à sa bonne et solide volonté. »

quelque temps (si cela arrive), notre première affaire serait de nous préoccuper de notre bon père et de le tirer des mains des Prussiens ou de Paris.

Je vais écrire à Augustin Rossel et à G. Si le pays subit encore un échec, les Cévennes nous restent. Les Camisards y ont tenu, nous y tiendrons bien aussi.

Je ne suis pas exposé du tout. J'ai mille choses à vous dire ainsi qu'à la bonne marraine. Faites mes compliments de bonne année à tante Cubitt et à Suzanne.

Je vous embrasse comme je vous aime,

Ton fils affectionné

Ci-joint 100 francs pour les étrennes des petites.

Camp de Nevers, 7 janvier 1871.

Mon cher Bourras,

Nous avons eu bien des aventures depuis que nous avons quitté le régiment, et je crois que nous ne sommes pas encore au bout, tant s'en faut. Le père Saumade que j'ai vu en passant à Arras, m'a appris qu'il avait quelquefois de vos nouvelles ; qu'après les brillantes sottises du commencement de la guerre, vous aviez repris votre indépendance et que vous en usiez brillamment pour le plus grand bien du pays et le plus grand dommage des Prussiens. Depuis, j'ai encore eu de vos nouvelles, je ne sais où ; j'ai su que l'ennemi respectait votre troupe comme celle d'un belligérant sérieux, et enfin j'ai vu au *Moniteur* votre nomination de lieutenant-colonel. Vous ne vous êtes peut-être pas arrêté là ; dans tous les cas, je vous félicite d'avoir échappé à notre stérile et sotte hiérarchie, et j'espère que vous avez renoncé au génie, à ses pompes et à ses œuvres, si ce n'est comme souvenir.

Comme vous, j'ai fort à cœur la défense du pays et j'ai été conduit aussi par les événements à me jeter hors des sentiers battus. A Metz, j'ai conspiré avec le petit Padovani et deux ou trois autres sapeurs contre la reddition de la Place ; peut-être si nous avions été plusieurs du 2e, comme Arvengas, Leduc, et tutti quanti, la chose se serait-elle passée autrement; quoi qu'il en soit, notre isolement nous a empêchés de réussir, la chose une fois faite nous avons respectivement filé, et nous revoilà en France.

Je ne suis guère plus content de ce gouvernement et de cette armée que de défunts l'armée impériale et le gouvernement impérial. Les gouvernants sont ignorants, les généraux sont grotesques. Gambetta seul a une position nette et vraiment digne de notre estime; mais lorsqu'il a quitté Paris, il a trouvé ce gouvernement établi, et il n'est pas, selon toute apparence, le maître, comme il devrait l'être. Nos défaites vont leur petit train habituel; mais la grosse échéance approche, et je crains bien que tous ceux qui manquent de cœur ne saisissent cette occasion pour faire prévaloir leur opinion, d'autant plus que ce parti compte énormément de gens en place.

Il faut donc que les hommes résolus se tiennent pour prévenus, et ne se laissent étonner et surprendre par aucune éventualité, ni par la chute de Paris, ni par la défaite des armées, ni par les menées de la réaction. C'est pour cela, mon camarade, que je vous écris. Il faut que ceux qui veulent la défense à outrance se comptent, s'entendent et sachent qu'ils sont nombreux et surtout qu'ils n'accepteront pas de transaction.

Parmi nos anciens camarades, je vous citerai Papuchon, capitaine du génie au 15e corps, Padovani, au 20e, le second, résolu à tout, le premier, très sérieux et très

instruit; malheureusement, l'un et l'autre sont sans troupes. Roux, mon ancien, qu'il ne faut pas confondre avec celui que nous avons eu au 2e, commande une jolie compagnie de sapeurs; je crois qu'il est au 18e corps. J'ai travaillé à Metz avec Krémer, qui commande une brigade ou division de l'armée auxiliaire dans votre voisinage, et dans lequel je n'ai trouvé que des sentiments de patriotisme résolu; mais j'ai encore plus confiance dans son chef d'état-major, Clamorgan.

Je suis en ce moment au camp de Nevers où je fais de toutes pièces des compagnies du génie. On me donne des architectes, des entrepreneurs de bâtisse, des licenciés, des professeurs, et je tâche d'en faire des officiers. L'étoffe est bonne. Pour les soldats, j'ai des mobilisés qui prennent tournure, sont dociles et aiment le travail. Vous voyez que je me suis remis à l'A B C, parce que je suis sûr que tout est à apprendre pour notre malheureuse armée.

Je commencerai ma quatrième compagnie demain, et si je n'avais pas les embêtements et la paperasse de l'intendance, tout cela irait beaucoup plus vite.

Si nous continuons à être malheureux, il faudra que les jeunes troupes se replient; j'ai pensé depuis longtemps que *nos* Cévennes seraient un merveilleux réduit pour se reformer et reconquérir le pays; pour ce qui vous concerne, je pense que les Vosges vous seront un refuge certain, mais si nous étions isolés et si vous vouliez avoir de mes nouvelles ou de celles de Padovani, ou de tel autre patriote de nos amis, j'ai à Saint-Jean-du-Gard un vieux cousin, qui a été un homme d'influence dans la Gardonenque en 1848, et dont voici l'adresse : M. Augustin Rossel, à Arbousse, Saint-Jean-du-Gard, Gard.

En attendant, je suis fort tranquillement à Bois-Vert,

commune de Magny-Cours, canton de Nevers. Je visite mes travaux et je fais faire l'exercice comme si j'étais retiré des affaires ; j'attends sans trop d'impatience le moment où mes hommes entreront en ligne.

Ecrivez-moi et dites-moi si, dans le cas où, Paris tombé, le parti réactionnaire voulait imposer l'armistice ou la paix, ou tel autre abandon de la Défense Nationale, les hommes de la Défense, et particulièrement Gambetta, pourraient compter sur votre persévérance et s'appuyer au besoin sur vous pour empêcher quelque lâche détermination.

Une cordiale poignée de main, et mille souhaits.

Camp de Nevers, 7 janvier 1871.

Mon cher Krémer,

Pas de nouvelles de vous depuis notre aventureuse rencontre au café de la ville, à Tours. Vous commenciez à monter en graine, vous avez prospéré depuis, et ma foi, j'ai commencé à suivre votre exemple. Le proverbe a raison, il faut prendre du galon. Ne songez-vous pas avec regret, en regardant vos étoiles, que si, il y a trois mois, nous avions eu ces bibelots, l'armée de Metz opérerait aujourd'hui en France ? Il ne nous a manqué que du galon.

La question de la Défense nationale va peut-être se poser un de ces jours comme la question de la défense de Metz s'est posée autrefois. Si Paris tombe, il va y avoir un de ces jolis moments de lâcheté générale dont le spectacle commence à nous devenir familier. Je ne sais pas si vous avez toujours la même idée de moi : vous me trouviez trop aventureux ; je voudrais éviter que nous ne courions l'aventure de la paix, et je suis occupé au-

jourd'hui à communiquer cette impression à mes amis, et à leur demander leur avis.

Paris une fois tombé, le gouvernement que vous avez vu à Tours, et qui a déjà négocié trois ou quatre armistices, sera peut-être disposé à en négocier un sérieux, un de ces armistices mortels pour les vaincus, qui suivent les grands désastres. Que ferez-vous alors? Je ne sais trop pourquoi je vous le demande, à vous Lorrain : je sais parfaitement que vous continuerez la guerre. Ecrivez-moi donc un mot à ce sujet, ne fût-ce que pour me dire que vous n'avez pas changé d'avis depuis Metz et depuis Tours.

Vous avez dans votre voisinage un de mes anciens camarades, Bourras, lieutenant-colonel du génie, qui commande des partisans. C'est un patriote sérieux et un vrai militaire. Vous retrouverez au 20e corps si vous le rencontrez, notre ami Padovani, avec lequel nous travaillions à Metz; il est toujours capitaine du génie; tâchez de le tirer de là et de lui donner des troupes à conduire. Vous trouverez rarement un bonhomme plus résolu. Je vous écris de Bois-Vert, commune de Magny-Cours (Nièvre). Je suis chef du génie au camp de Nevers. J'ai un petit noyau d'officiers patriotes, auxquels je donne des mobilisés pour en faire des soldats, mieux encore, des soldats du génie. Cela a l'air de réussir. Nous verrons plus tard si cela résiste au feu.

Je vous serre la main.

Votre tout dévoué.

7 janvier 1871.

Mon cher Cendre,

J'ai quitté le Ministère comme si le diable m'emportait ; c'était le jour du fameux déménagement ; j'ai pro-

fité du train qui emportait le gouvernement, et je suis arrivé à Bourges où j'ai perdu une dizaine de jours. Gambetta est venu après en villégiature dans cette résidence, et je l'y ai revu deux ou trois fois. C'est là qu'il a remis à flot le fragment d'armée qui s'y pelotonnait et qu'il a accompli le prodige de renvoyer au feu des généraux qui n'en avaient pas envie, chose plus difficile que de faire boire un âne qui n'a pas soif. A l'heure qu'il est, cependant, la question n'est pas encore décidée, et je ne sais trop si les généraux boiront.

Les affaires ne vont pas. Les journaux mentent comme le *Moniteur* de défunt l'Empire : ce ne sont que succès, ce ne sont que victoires ! Et puis quoi? Quand même on aurait tué un uhlan à Bapaume, qu'est-ce que ça fait pour la défense nationale ? Qui trompe-t-on ? Est-ce qu'on cherche à endormir le public imbécile pour le réveiller par le coup de théâtre de la prise de Paris, ou bien est-ce qu'on limite la défense nationale à la prise de Paris, — ou bien Paris a-t-il le temps d'attendre que nos troupeaux soient devenus des troupes ?

Quoi que l'on pense au ministère sur ces différents points, je n'ai pas renoncé au sot métier de prévoir l'avenir, et je pense : 1° que notre prochaine entreprise militaire se conclura par une défaite, parce qu'elle a été démasquée trop tôt et conduite avec décousu ; 2° que Paris tombera, à moins que Paris n'ait plus de trois mois de vivres ; on ne peut pas prévoir d'aussi loin ; 3° qu'au moment de la chute de Paris il y aura une crise de désorganisation sociale dont les réactionnaires et les capons profiteront pour tenter de couler l'affaire de la défense nationale.

Je ne m'inquiéterai pas de savoir si tout cela vous semble probable, ni si vous y avez pourvu. Je veux seulement te dire que dans cette éventualité et quoi qu'il

arrive, Gambetta (je ne parle pas des autres) sera obéi de moi et des miens tant qu'il restera l'homme de la défense du pays. Je te recommanderai encore comme patriote et vraiment soldat un officier que j'ai connu autrefois au régiment, et dont j'ai appris l'élévation avec plaisir, car il fera bien son devoir. C'est Bourras, qui était capitaine du génie, et qui commande un corps franc en qualité de lieutenant-colonel auxiliaire. Il y a encore Krémer, aujourd'hui général, qui était à Metz aide de camp de Clinchant, et que je crois incapable de suivre aucun conseil pusillanime. Si les gros bonnets vous manquent (cela s'est vu) rabattez-vous sur ces gens là. Bourras est de plus républicain, et nullement ambitieux, si je le connais bien.

Le diable m'emporte, je te parle d'un tas de choses et je ne te dis rien de ce que je fais. Je fais un camp, et dans ce camp je fais des compagnies du génie. Je fais tout cela sérieusement, et je suis presque tenté par moments de croire que j'en viendrai à bout.

Tout à toi.

ROSSEL.

Compliments à Valcour, à Cavalier, et à ces aimables messieurs du bureau des reconnaissances.

A sa mère et ses sœurs.

Camp de Nevers, 19 janvier 1871.

Mes chères enfants,

J'ai reçu votre lettre du 11 ce matin; vous voyez qu'il faut vingt jours pour avoir une réponse; c'est affreux, mais qu'y faire? J'ai reçu plusieurs lettres de vous depuis ce moment, et en particulier celle où il y avait une lettre pour père. J'ai achevé de la remplir et je l'ai envoyée. Vous m'aviez laissé bien peu de place

et vous aviez écrit bien large. J'ai découpé la lettre comme un crible [1] partout où il n'y avait pas d'écriture pour la rendre plus légère.

J'ai envoyé cet argent aux enfants le 1er janvier parce que j'ai eu dix-huit cents francs d'entrée en campagne, ce qui se dépensera bien, c'est vrai, mais cela me met un peu au-dessus de l'eau.

L'écriture de S. est très embellie; celle de B. a l'air de n'en être qu'une contrefaçon. — Vous voyez que je numérote ma lettre, je vous prie d'en faire autant à partir de ce moment. C'est une très bonne précaution.

C'est à une petite chute de cheval que je dois d'avoir le temps de vous écrire; vous voyez que ce n'est pas grave, car c'est sur l'épaule droite que je suis tombé, et je puis écrire tout de même. Mon cheval a glissé sur le verglas, ses clous étant usés, et est tombé sur le côté: j'ai fait comme lui et me voilà.

Ce camp est le plus ennuyeux du monde, et la situation ne serait pas tenable, si je ne passais pour un homme en crédit. Quelques ménagements que je prenne, mon verbe tranchant et la décision de mon caractère ont quelque chose qui détonne au milieu de ces gens sans expérience. Je suis plus jeune qu'eux tous, et j'ai plus de connaissance de la guerre qu'eux tous ensemble. Je me renferme dans ma spécialité, je dis mon avis quand j'y suis forcé, mais je ne puis pas apprendre la guerre à tout le monde.

Heureusement qu'ils me ménagent, les uns par confiance en moi, les autres parce qu'ils craignent que je ne sois plus fort qu'eux. J'ai usé l'autre jour de ce crédit tant redouté. Voici en quelle circonstance; un de mes hommes, rentrant ivre, injuria et menaça grossiè-

1. Pour l'envoyer par pigeon voyageur.

rement un officier de ma troupe; je le fis traduire en cour martiale, et comme la loi est formelle, il fut condamné à mort. J'en fus aussi tourmenté que je l'aurais été d'un acquittement. J'allai trouver le général pour le prier de demander la grâce, et ayant confiance dans la lenteur des bureaux de l'état-major (le condamné devait être exécuté le lendemain), je télégraphiai à Gambetta qui me répondit en ordonnant de surseoir. La demande officielle partit deux jours après et l'homme est grâcié; c'est du reste un animal peu intéressant.

M. X***, l'intendant du camp, est celui des chefs de service qui me donne le plus de souci; il veut faire des installations grandioses, et par malheur ce n'est ni possible, ni utile. C'est un homme de bon sens qui est aveuglé par le désir de bien faire, et qui croit bien faire en faisant comme les autres intendants.

Tous les chefs de service sont mariés, excepté moi, et tous, excepté moi encore, ont amené leur femme au camp; là-dessus je prétends que le camp est une ménagerie, mais cela n'empêche pas l'élément féminin d'affluer ici. Mon second, qui est un jeune ingénieur des Ponts, marié depuis six mois, a amené sa femme en bottes molles et en veston de velours; ils chevauchent ainsi côte à côte à travers la vie, et madame D... est beaucoup plus entendue et beaucoup plus assidue que son mari. Cette situation n'est pas sans avoir son mauvais côté. Madame X*** est aussi au camp, logée dans un beau château. J'avais déjà dîné chez elle à Bourges.

Interrompu par le départ du vaguemestre.

Votre affectionné fils qui vous embrasse mille fois.

L. Rossel.

Embrassez bien pour moi ma bien-aimée marraine.

Meauce, 20 janvier 1871.

Ma chérie petite mère,

J'ai donc réussi à écrire et à faire partir une lettre. Il est vrai que je l'ai arrêtée au beau milieu, mais j'aime mieux cela que de l'avoir retardée.

Puisque j'en suis à vous raconter mes chutes et accidents, je vous dirai qu'hier soir, mon docteur, mon propre docteur, me ramenant en voiture avec Montigny, par un vilain temps bien obscur, a fait monter une des roues de la voiture sur une borne, au tournant d'un chemin, de sorte qu'après s'être lentement inclinée, la voiture a versé et je suis tombé sur ma même épaule, le docteur et Montigny en dessous. Total, rien de cassé, rien d'abîmé, mais le docteur m'engage à ne pas sortir de quelques jours, ce qui m'enchante, car je ne sors que pour aller au rapport chez le général, et on y perd son temps à raconter des histores et à discuter des détails bêtes.

Meauce est un gros vieux château au bord de l'Allier, à côté de Saincaise, sur la rive gauche à trois lieues de Nevers. J'y suis installé depuis huit jours avec une grande partie de mes officiers et de mes hommes.

Auparavant, j'étais à Bois-Vert, chez un vieil aristocrate de marquis, M. du Rosay. Il est âgé et malade, j'allais le voir assez souvent, et nous avions une conversation miel et vinaigre fort amusante. Je prenais ses boutades avec bonhomie, et du reste le vieux brave homme n'est pas assez instruit pour qu'on puisse discuter avec lui. D'ailleurs fort aimable, m'envoyant des livres et de la tisane contre le rhume, *mêmement* des boules de gomme.

Ce pays est peuplé de gros propriétaires qui comptent

par cent mille livres de rentes au soleil. Nous habitons leurs châteaux et nous y mettons nos soldats, nos chevaux, et la vermine de nos soldats, je ne dis pas encore la nôtre, mais cela viendra.

Je vous racontais hier quand le vaguemestre a pris la lettre comme quoi je me querelle avec l'intendant, et je me raccommode en allant dîner avec lui. Ce sont de fort braves gens, mari et femme; ils ont avec eux une petite nièce d'une douzaine d'années, très naïve et très gentille.

M. Worms, de Metz, vient de m'écrire pour me féliciter. Vous me demandez si mon grade est bon; non, en principe, oui si le ministère le décide. Non en fait, car après la guerre je ne serai plus soldat, ni capitaine, ni colonel. Vous me demandez des détails, j'en ai des volumes à dire, mais cela ne m'est pas présent. Je vis au jour le jour, oubliant ce qui s'est passé la veille et sans souci de ce qui arrivera demain, comme un voyageur qui a un long, long voyage à faire, et qui ne regarde pas le pays où il passe, mais seulement les étoiles pour se guider. Pourquoi m'inquiéter? Je suis plus jeune et, jusqu'à présent, plus résolu que tout ce qui m'entoure, y compris les plus résolus. L'avenir est à moi, autant et plus qu'à tout le monde; personne ne sait la guerre et peu de gens la veulent, moi, je la veux et je la sais. Je sais qu'elle durera longtemps, si notre pauvre pays peut se relever de sa chute, et alors j'ai le temps. Si le pays est perdu, que m'importe le reste [1]?

1. Cette expression de détachement de soi-même revenait fréquemment, depuis nos désastres dans les lettres de mon frère et dans sa conversation : *mon moi* m'est devenu indifférent, me disait-il après Metz, un jour de novembre où nous parcourions les rues brumeuses de Londres, pendant son très court séjour parmi nous. N'est-ce pas le même senti-

Adieu mes bien aimées; j'embrasse cent fois mère, marraine, B. et S.; mille amitiés à tante Suzanne.

Votre fils affectionné.

Château de Méauce, 21 janvier 1871.

Ma chère petite Bella,

Il y a bien longtemps que je ne t'ai écrit, et j'ai été pris d'un sentiment de remords à ce sujet en regardant ta chère photographie, qui m'a accompagné dans toutes mes pérégrinations et tribulations.

J'ai reçu ce matin une lettre de la cousine Finielz, contenant copie d'une lettre de père[1] datée du 8 et du 12, une de ces bonnes lettres de notre bon chéri. Il y montre une pleine confiance dans le succès final. Il dit qu'entre le 8 et le 12, G. a reçu de sa femme une dépêche où il y avait ces mots : « Lisé échappé. » Cette nouvelle, dit-il l'a comblé de joie. La dépêche avait

ment qui lui fit bientôt après refuser la croix? « Un inspecteur général est venu, écrit-il à sa mère en janvier 1871; ces imbéciles de l'Etat-major se sont avisés là-dessus de faire des propositions et de me proposer pour la croix. Autant une pareille distinction me flatterait en présence de l'ennemi, autant cela me rebute, quand je vois que cela se fait comme autrefois : on me propose parce que je suis chef de service, et non pour aucun autre motif. » La lettre du général Vinet, datée du 26 et demandant à mon frère l'envoi des renseignements nécessaires, états de services, etc... demeura sans réponse. — Je copie la deuxième lettre du général : « Camp de Nevers, 27 janvier 1871. Cabinet du général de division : mon cher Rossel, je vous ai fait demander hier vos états de services pour faire en votre faveur une proposition pour la légion d'honneur. Je ne sais par suite de quelle méprise je n'ai pas reçu votre réponse, malgré l'envoi de deux plantons. Un 3e sera peut-être plus heureux. Faites-lui rapporter la réponse. J'attends. Tout à vous F. Vinet. » Mon frère ne voulut pas de la décoration qu'il avait dix fois méritée. Cet incident nous fit beaucoup de peine.

1. Le commandant Rossel était alors bloqué dans Paris.

cinquante-six jours de date. Père dit encore que le bombardement n'a fait que rendre plus inébranlable la résolution des Parisiens de ne pas se rendre. Madame Finielz a répondu à père par une dépêche annonçant que nous allons tous bien et que je suis colonel à Nevers.

J'ai quelquefois des doutes sur l'utilité des résolutions que j'ai prises de ne plus me laisser repincer dans l'imbécile hiérarchie de l'armée permanente, et de me consacrer pour le moment à former des soldats et des officiers. En revanche, je suis parfois plein de confiance et de conviction. Mes officiers sont presque tous de mon choix, jeunes, vigoureux, patriotes; mes soldats sont maintenant au nombre de 450; il sont tous ouvriers. Ils travaillent à la construction du camp; quant aux officiers, je leur fais faire un peu tous les métiers.

Hier soir j'ai eu l'idée de leur faire une conférence sur le service en campagne; je différais depuis longtemps cette épreuve, ne sachant pas si je saurais que dire, et je m'étais décidé à leur lire tout simplement le règlement qui est très bon. Mais une fois que j'ai eu le livre en main, je leur ai parlé plus d'une heure sur le premier article, parlant avec grand plaisir et écouté avec grande attention, car ce livre du règlement, œuvre des généraux de nos grandes guerres, est aujourd'hui lettre morte entre les mains de nos officiers. On a perdu le sens de toutes les règles qu'il donne et on ne s'y conforme pas. J'étais fier d'expliquer si facilement cette science dont je me crois, à tort ou à raison, un des seuls dépositaires en France, et d'être si facilement compris, car il suffit de comprendre la guerre pour comprendre nos malheurs.

A ce moment-là, dégagé de tous les détails importuns et étrangers à notre but qui m'assiégent tout le jour,

j'ai senti que je ne me trompe pas, que la guerre sera longue, et qu'en formant des soldats et des officiers, qui à leur tour en formeront d'autres, j'ai choisi un rôle utile et honorable, plus honorable que si j'allais me jeter dans ces armées perdues qui courent bêtement le pays sans faire rien de bon.

Padovani est en Corse; il était au 15e corps d'armée; à la fin de décembre, je l'ai vu à Nevers, las, découragé de servir dans ces armées ridicules. De plus en plus malade de fatigue, il s'en est allé en congé, chassé plutôt par le dégoût, j'en suis convaincu, que par la maladie.

Adieu ma chérie, je vous embrasse toutes cent fois.

Ton frère affectionné.

Meauce, 29 janvier 1871.

Camp de Nevers.

Le chef du Génie.

A M. Lecat, commandant la 2e compagnie du génie à Bois-Vert.

Le bruit commence à se confirmer d'un armistice de vingt-et-un jours et d'élections pour le 8 février. Ayez votre compagnie en main. Tenez vos hommes sans aucune faiblesse; sont-ils à vous?

Il ne s'agit pas de faire des baraques ou des fours, mais des soldats, des hommes, des citoyens.

Voyez vos officiers et caporaux, faites-leur des théories sur ce que vous voudrez.

Veillez à ce que vos gradés voient les hommes, aient de l'action sur eux, de l'autorité, et en fassent usage.

Je ne puis pas envoyer à la cible tant que mon armeme n'est pas organisé, sacré nom! Combie de fois

vous ai-je parlé de tous ces détails ? vous avez trois paresseux d'armuriers. Il faut, il faut que tout l'armement soit prêt dans trois jours, ou je me fâche.

Achetez de la graisse à souliers. J'ai des souliers pour vous. Cantonnez-vous mercredi dans les baraques, officiers et soldats; il ne s'agit plus de lanterner.

Quand je vous dis de faire des ceinturons, c'est que cent de nos hommes en manquent. Vos ouvriers sont mous comme des chiques. Un peu moins de menuiserie.

Si je m'adressais à vous comme officier soumis à mes ordres, je n'aurais pas le droit de vous demander l'impossible. Etes-vous venu ici comme soldat ou comme patriote? Si comme soldat, vous êtes bon à rejoindre en Allemagne vos trois ou quatre cent mille camarades. Vous êtes venu comme patriote, je vous demanderai l'impossible et vous le ferez. Tâchez de vous y accoutumer dès aujourd'hui.

Votre ami.

Camp de Nevers, 1er février 1871.

Mon bien aimé père [1],

Vous avez été trahis comme nous l'avons été à Metz, par l'incapacité de vos généraux. Ces hommes ignorants et remplis de confiance en eux-mêmes vous ont retenus dans l'inaction jusqu'à ce que l'ennemi plus fort et vos subsistances épuisées vous obligent à une capitulation qui encore n'était pas nécessaire.

Nous ne sommes pas au bout de nos malheurs : Gambetta, à qui j'obéis comme au chef de la République et

1. Cette lettre est la première que le commandant Rossel ait reçue de son fils après la reddition de Paris; la seconde datée du 18 février, n'a pas été placée par ordre de date, parce qu'elle est consacrée au récit des événements de Metz, passés depuis plusieurs mois.

à l'homme dévoué, réellement dévoué à la défense nationale, est aussi inepte en fait de guerre que les Jules Favre et les Trochu. Il est aussi coupable que les autres par le mauvais choix de ses généraux. Un C. se trouve général d'armée, malheureux homme dont j'ai sondé à Metz toute la nullité.

En somme, mon bien aimé père, tu es, comme je l'ai été à Metz, vaincu sans t'être battu, livré sans avoir lutté. Ton malheur double ma provision de rancune et de vengeance contre les aristocrates de France et de Prusse; les uns nous ont conduits là, les autres nous accablent de leur rapace oppression.

J'ai beaucoup à te dire. Je suis résolu à la lutte. Tous mes amis, je les ai faits officiers : Montigny est capitaine d'Etat-major; Pellerin, Ameline sont lieutenants du génie sous mes ordres; je m'efforce de former des soldats et des officiers. Si tu n'es pas las de la guerre, viens m'aider à cette besogne. J'ai 500 soldats du génie et 20 officiers, tout cela sans expérience et tout frais sorti de la vie civile. Tes conseils me seraient d'un grand secours, car tu sais toutes ces règles du service dont je n'ai de toi que le reflet et le vague souvenir.

Adieu, je t'aime, je t'embrasse mille fois, et je te remercie d'avoir fait de moi un patriote et un républicain.

Ton fils respectueux et affectionné.

Camp de Nevers, 15 février 1871.

Hypothèses sur la continuation de la guerre.

On n'a guère le cœur de parler de guerre dans un moment où les aspirations vers la paix sont si générales, on pourrait presque dire si excusables. Cependant je ne puis me persuader qu'il soit nécessaire de consacrer

par un traité les succès inintelligents de nos adversaires; je suis convaincu au contraire, autant que je crois aux destinées de la France et de la Révolution, que les victoires de ces pédants aristocrates sont une fantasmagorie qui va se dissiper.

En dépit de tous les symptômes de paix que je vois, je ne puis m'empêcher de songer à la guerre [1].

Les mêmes erreurs continueront toujours chez nous à produire les mêmes défaites, mais je fonde l'espérance du succès sur une meilleure organisation de nos lignes d'opération et sur une meilleure stratégie. Je parlerai d'abord de la stratégie.

A la reprise des hostilités, deux opérations offensives différentes s'offrent à l'ennemi : l'une sur Lyon, avec Dijon pour base d'opérations, et la ligne d'opérations sur Gray, Vesoul, Epinal; il y a une distance de neuf journées de marche environ de Dijon à Lyon; l'autre, d'Orléans et Tours sur Bordeaux avec la ligne d'opérations sur Paris. Il y a une distance de seize journées de marche de Tours à Bordeaux. Il est probable que l'ennemi, utilisant la grande disproportion des forces adverses, entreprendra les deux opérations à la fois. Il peut le faire sans manquer à sa sagesse habituelle.

L'opération sur Lyon pourra se faire par deux routes : celle de Dijon, Châlon, Mâcon, et accessoirement celle de Dôle, Lons-le-Saulnier, Bourg, la simultanéité des deux attaques permettant de traverser la Bresse. On peut admettre que la résistance des forces françaises disponibles retarde l'investissement de Lyon jusqu'au treizième jour après la reprise des hostilités. On peut encore considérer comme probable qu'au quinzième

1. Cette note très ardue a surtout pour but de faire ressortir la préoccupation du moment.

jour une armée d'observation sera en avant de Vienne pour couvrir le siège et rançonner Saint-Etienne. Enfin la prudence enseigne à l'ennemi de flanquer sa droite en faisant parvenir une autre armée d'observation ou gros corps d'armée à Roanne, en le faisant passer par le Charolais, ou, plus hardiment, en le faisant converser d'Auxerre ou Gien sur Nevers, Moulins et La Palisse.

Tel est l'ensemble de l'opération sur Lyon. Cette opération est défectueuse en ce que la ligne d'opérations des Prussiens est étranglée entre le Forez et la Bresse : un insuccès sur cette ligne serait fatal à l'armée de blocus. L'armée d'observation est de plus appelée à opérer dans un pays montagneux, c'est-à-dire très favorable à des troupes peu organisées comme sont les nôtres, et privées de cavalerie; un pays de petites opérations enfin. Et il y a nécessité d'observer, pour couvrir le siège, non seulement le Forez, le Velay et le Vivarais, mais le Dauphiné jusqu'à Grenoble par où les Français peuvent marcher sur l'armée de siège.

Le blocus de Lyon a pour conséquences presque nécessaires le blocus de Grenoble et l'occupation de Valence. Ce n'est pas une partie perdue pour nous que celle qui oblige l'ennemi à de tels développements d'opérations.

L'opération sur Bordeaux est de toute autre nature. Elle peut se développer sur cent kilomètres de largeur par les routes parallèles de Tours, Poitiers, Angoulême, et d'Orléans, Vierzon, Châteauroux, Limoges, Périgueux. Arrivée à ce point, l'opération qui a Bordeaux pour objectif doit se diriger *non pas sur Bordeaux*, mais sur Bergerac et Marmande, en refusant la droite (Angoulême) et gagnant vers la gauche (Périgueux, Bergerac, etc.), de sorte que les Français se croiront vain-

queurs en Saintonge au moment où ils seront tournés par le Périgord et la Guyenne, et enfermés bientôt dans le Médoc, sans autre retraite que les Landes.

Cette opération demande peut-être plus de développements et d'explications que l'autre. L'importance politique d'une menace sur Bordeaux est plus grande que celle du blocus de Lyon, à cause de la terreur que l'on est assuré de répandre dans une assemblée délibérante en faisant du siège de ses séances un objectif militaire, à cause de la désorganisation qui se produit dans un gouvernement qui déménage, à cause du défaut de rempart et du caractère purement commerçant de la population.

A choisir entre l'attaque sur Lyon et l'attaque sur Bordeaux, celle-ci est plus prompte dans ses effets et plus décisive dans ses résultats : elle ouvre la Guyenne tandis que la chute de Lyon n'ouvre pas le Languedoc. Pour ces raisons, que j'explique peut-être mal, je pense que les Prussiens ne renonceront pas à l'opération de Bordeaux et ne la subordonneront pas à l'opération sur Lyon.

Mais l'opération sur Lyon est un corollaire naturel de l'opération sur Bordeaux, car on ne peut pas laisser aux Français ce riche centre d'approvisionnements et ce débouché commode, tandis qu'on s'étend vers l'ouest sur une ligne d'opération de près de trois cents lieues (Bordeaux, Tours, Paris, Nancy, Strasbourg). Cette discussion d'ensemble est peut-être oiseuse et peut-être incomplète : je reviens à l'opération même. La ligne la plus naturelle pour opérer sur Bordeaux en partant de la Loire est celle de Tours, Poitiers, Angoulême. Celle d'Orléans, Vierzon, Châteauroux, Limoges est moins praticable comme route et chemin de fer; elle traverse

deux obstacles assez sérieux, la Sologne et la Marche. En revanche, elle mène directement à Périgueux et son emploi facilite le développement stratégique de la campagne; elle réduit les Français à l'Auvergne en les chassant du Berry. Enfin elle laisse une moins grande trouée entre les opérations de l'Ouest et celles de l'Est.

Il est donc très possible que les Prussiens qui emploieront les deux routes à cause de leur grand nombre et pour tenir le pays, cèderont à la tentation d'employer la ligne de Châteauroux comme principale ligne d'opérations, et celle de Poitiers comme ligne secondaire.

Je ne parle ni de la Bretagne, ni de la Normandie, ni de l'Aunis. Ce sont nos *œuvres-mortes*. Il suffit que l'ennemi y laisse des forces suffisantes pour faire pencher constamment la balance en sa faveur : c'est le jeu qu'il a toujours joué avec Faidherbe et avec Chanzy. Notre jeu, au contraire, est de réduire autant que possible ces non-valeurs, peut-être nécessaires, mais qui ne devraient être dans tous les cas que des garnisons et des partisans.

Si l'on veut examiner le détail de la marche entre la Loire et la Garonne, il faut remarquer d'abord que le Cher, l'Indre et la Creuse coupent transversalement les lignes d'opérations et obligent l'ennemi, pour peu que l'armée française veuille manœuvrer, à porter dès le début son aile gauche en avant, tandis qu'il devra plus tard développer le mouvement de son aile droite afin d'engager l'armée française dans la Saintonge et l'Angoumois, tandis qu'il la frapperait en Périgord. Dans ces conditions, et en admettant que l'ennemi soit massé sur la rive gauche de la Loire à la reprise des hostilités, il serait possible que le vingt-sixième jour il eût passé la Garonne à Marmande et que l'échéance de l'opération

arrivât vers le trentième jour. J'ai supposé que la résistance à l'invasion serait telle dans ces opérations qu'elle l'a été jusqu'aujourd'hui, et que le succès demeurât aux envahisseurs. Cette fiction me sert à constater ce qui restera aux Français après cette nouvelle période de la lutte. Au bout de quinze jours, Lyon est bloqué et l'ennemi arrêté; au bout de trente jours, Bordeaux est conquis, le Berry, le Nivernais, le Bourbonnais, la Marche, le Limousin ont été évacués, l'Anjou et le Poitou sont isolés, mais l'Auvergne s'avance comme un cap au milieu de la marée montante de l'Invasion. C'est beaucoup pour l'envahisseur que d'occuper le Forez et la Marche ; il observera sans doute la Limagne, mais je considère comme extrêmement probable qu'il atteindra à peine Clermont-Ferrand.

C'est une entreprise insensée de faire traverser l'Auvergne à une armée d'invasion : on l'a essayé une fois pendant la guerre de Cent-Ans, et de la belle armée anglaise qui s'y était engagée, riche, bien pourvue et bien équipée, les plus grands seigneurs mendiaient leur pain avant d'avoir atteint le Quercy.

16 février. — Des bruits de paix accompagnés des conditions les plus bizarres circulent constamment. Les patriotes espèrent que cette paix, s'il y en a une, ne sera qu'une trêve où les gens affolés pourront reprendre leurs esprits, et les peureux, sentir le poids d'une paix onéreuse.

Je reprends mes déductions :

Si l'Auvergne est un mauvais pays de guerre, réfractaire à l'invasion et capable de dévorer les armées qui s'y hasarderaient, cela n'empêche pas cependant d'en utiliser les routes et les chemins de fer comme ligne d'opérations d'une armée.

Les Américains ont fréquemment employé dans la guerre de la Sécession des lignes d'opérations beaucoup plus hasardeuses que nos belles routes d'Auvergne.

Avec une bonne organisation des lignes d'étapes, des gîtes et des magasins, j'affirme que la traversée de l'Auvergne offre, dans l'état actuel des voies de communication, une ligne d'opérations beaucoup plus sûre que les lignes employées constamment par les grands capitaines.

Les ressources du Languedoc et de la Guyenne, affluant par Alais et Figeac jusqu'à Clermont-Ferrand, peuvent alimenter des opérations offensives entreprises sur les flancs et les derrières de l'ennemi. Sur le front de l'Auvergne, l'offensive est stérile pour l'ennemi, féconde pour nous, c'est là le point important de notre échiquier. De là, si nous réussissons à déboucher dans le Charolais et menacer Châlon-sur-Saône, toutes les entreprises de l'ennemi sur Lyon sont compromises ; si nous descendons l'Indre ou la Vienne, l'opération sur Bordeaux est arrêtée.

Encore n'ai-je pas supposé que le Berry fût à nous : j'ai admis que, surpris par la reprise des hostilités, comme nous avons toujours été surpris jusqu'aujourd'hui, nous nous laissions dérober cette province. Mais si nous savons l'utiliser et l'organiser, l'ennemi, ayant à peine dépassé la Sologne, est sans force sur la rive gauche de la Loire.

LETTRE A GAMBETTA

Fin février 1871.

Enfin vous n'êtes plus ministre, ni *mon* ministre ; sans doute le dégoût vous a pris, ou bien vous étiez las de cette impuissante dictature que vous exerciez, las de tant de petits cerveaux qui vous entouraient, de tant de peti-

tes idées et de petites préoccupations qui vous étreignaient.

Arraché à ce gouvernement où votre vigueur était un reproche pour chacun, vous êtes rendu à la cause de la Défense : plus d'ambitions à contenir ou à satisfaire, plus de Bourbaki à ménager, plus d'équilibre à maintenir entre vos hommes, qui étaient réactionnaires, et vos idées qui étaient libérales. La Révolution est peut-être à refaire. Si ce terrible passage au pouvoir ne vous a pas usé, j'espère que nous la referons.

Ce qui vous a manqué, c'est l'intelligence militaire : c'est aussi ce défaut qui vous a perdu. La décision et l'audace dont vous étiez rempli ont honteusement fait défaut à vos généraux : ce sont là pourtant les vraies qualités des hommes de guerre.

Je n'ai jamais compris, pour moi, ce que vous faisiez dans votre cabinet. Quand je pense que Napoléon faisait en quelques heures par semaine ce travail de contentieux où l'on vous réduisait, je prends le parti du despote contre vous. Il faisait la guerre, et vous, vous la laissiez faire. Votre gouvernement n'a pas été un gouvernement de combat ; il a trop ressemblé à celui qui l'avait précédé : beaucoup de bureaux, quelque peu de police.

N'importe, vous n'êtes plus gouvernement, vous restez l'homme le plus déterminé et le plus intelligent qui se soit manifesté dans notre parti. J'ai amèrement regretté pour nous de vous voir abdiquer, ou plutôt de vous voir éliminé peu à peu du pouvoir. Mais la sympathie mêlée de pitié que j'avais pour votre pouvoir me fait excuser cette faute, et je voudrais de tout mon cœur vous aider à exercer votre influence dans les conseils qui vont s'ouvrir.

Mes illusions, les espérances que j'avais portées sur

vous datent de la Révolution de Septembre. Votre jeune renommée me rassurait contre l'impuissance de votre entourage décrépit. Je savais combien vous étiez promptement devenu homme politique, et je me flattais que vous deviendriez aussi vite homme de guerre. Vous n'avez pas même essayé ; le hasard vous a livré quelques-uns des secrets de notre métier, mais l'ensemble vous a échappé : volontairement vous vous êtes mis aux mains de nos généraux incapables. Ne puis-je vous aider ?

Camp de Nevers. Février 1871.

NOTES SUR LES OPÉRATIONS DE LA GUERRE

Les opérations militaires ont été constamment malheureuses à force d'impéritie ; les plans ont toujours été vicieux et les chefs incapables. Chanzy seul a peut-être montré du talent ; encore ne sera-t-il jugé que lorsqu'on saura quelles forces il avait devant lui, et ce seul général qui eût inspiré la confiance a été laissé en dehors de l'échiquier, occupé avec des forces insuffisantes à couvrir quoi ? La Normandie, la Bretagne, le Poitou ?

Gambetta était devenu rapidement un homme politique, il fallait qu'il devînt homme de guerre, et c'était là notre espérance depuis le temps où, enfermés dans Metz, nous avions approfondi toute la nullité de nos généraux. Gambetta ne l'a pas voulu ; il a abdiqué l'imperium en faveur de spécialistes ignorants, croyant peut-être que la guerre a des mystères d'une étude difficile, ou qu'il faut avoir débuté par l'école du soldat pour comprendre la stratégie. Encore, malgré ce parti-pris malheureux, Gambetta a deviné beaucoup : un peu d'étude, très peu lui eût appris cent fois plus.

Au lieu d'avoir un patriote à notre tête pour la cause suprême de la défense, nous avons obéi à des réactionnaires de toutes les couleurs; on nous a donné pour chefs tous les podagres de l'annuaire. Ils ont accepté la responsabilité en s'arrachant les cheveux de terreur, et ont péri par leur propre impuissance beaucoup plus que par l'habileté de leurs adversaires.

Toutes les opérations ont été vicieuses, toutes.

La reprise d'Orléans a été exécutée par une faute puérile, classée dans tous les traités d'art militaire et cataloguée sous le nom de « concentration sur un point occupé par l'ennemi. »

La seconde prise d'Orléans a aussi son nom parmi les grandes fautes : c'est une « retraite divergente. »

La bataille d'Amiens s'appelle « défensive passive », aussi bien que les opérations qui ont précédé la reprise d'Orléans par les Prussiens.

La marche de Bourbaki vers l'Est a été gâchée. Le crime de coller une armée contre une frontière neutre et de découvrir toute sa ligne d'opérations sur une longueur de 150 kilomètres n'a pas de nom dans la science militaire.

Si Gambetta avait fait lui-même, au lieu de se mettre à la discrétion d'un vieux soldat usé qui ne marchait qu'à regret, la belle opération qu'il avait conçue, elle n'aurait jamais pu se changer en un honteux désastre.

La République est aussi criminelle en cela que l'Empire, parce qu'elle a été aussi inintelligente dans le choix des chefs. Que le gouvernement de Bordeaux récrimine contre le gouvernement de Paris, c'est juste, mais il est juste aussi que nous récriminions contre le gouvernement de Bordeaux.

Dirai-je combien l'organisation a été défectueuse et

combien l'héritage malheureux de l'Empire a encore été dilapidé entre nos mains. Nous avons subi la distinction de l'armée et de la Mobile, mais c'est nous qui avons inventé les mobilisés, multiplié les uniformes et les systèmes, exclu les hommes mariés de la défense nationale sous le prétexte invalide que cela ruinerait le pays. Est-il assez ruiné désormais le pays ?

Et quels organisateurs incapables ! Ils n'avaient qu'une seule crainte, avoir trop de monde à instruire ; ils excluaient du recrutement autant d'hommes qu'il leur était possible. Ils ne savaient ni réunir les soldats, ni les commander, ni les instruire. Et le gouvernement multipliait leur travail par la création déraisonnable des camps d'instruction dont je n'ai jamais pu faire comprendre la folie.

Essayons cependant ; le gouvernement avait une tâche déterminée à accomplir dans un temps déterminé : instruire des soldats. A cette tâche difficile, il a ajouté celle de créer dans le même temps des baraquements nombreux ; en faisant de nouveaux corps, il a produit la création d'autant de dépôts par des administrateurs sans expérience ; en isolant les mobilisés hors des villes après en avoir retiré tous les anciens soldats, il les a privés de chefs et d'instructeurs.

L'Artillerie n'a pas su sacrifier un clou de son matériel savant et durable : ses canons et ses affûts, ses caissons, ses harnais dureront cinquante ans, c'est vrai, mais ils ne seront achevés qu'après la guerre.

Ayant besoin de faire vite, avons-nous simplifié notre armement ? Non, nous l'avons compliqué par l'adoption du canon rayé. Nos défaites ne tenaient pas à l'armement défectueux, mais à des causes d'un ordre incomparablement plus élevé. Le canon rayé est bon pour les

badauds : Ayons des canons lisses et sachons les servir.

La cavalerie a été aussi méthodique que l'artillerie et aussi incapable sur les champs de bataille.

Camp de Nevers. Février 1871.

LA LUTTE A OUTRANCE

La défense à outrance, la continuation de la lutte jusqu'à la victoire n'est pas une utopie ; ce n'est pas une erreur. La France possède encore un immense matériel de guerre, un grand nombre de soldats ; la ligne de la Loire, qui est une excellente frontière, est à peine entamée tant que Bourges n'est pas perdu ; mais fût-elle acquise à l'ennemi, l'attaque des provinces méridionales devient difficile à cause du massif de l'Auvergne qui oblige l'ennemi à partager ses efforts entre Lyon et Bordeaux. Un échec sur l'une de ses deux lignes les dégage toutes deux.

En thèse générale, la défense à outrance ne peut pas être nuisible à un peuple. L'erreur que nous commettons en faisant la paix est la même qui a perdu Carthage ; un peuple riche et un peu sceptique est toujours sollicité à commettre cette faute ; son vainqueur n'a plus alors qu'à l'exploiter doucement jusqu'à ruine complète.

Au contraire, la résistance a souvent des chances heureuses. Rappelez-vous la bataille de Cannes ; la conquête de la Hollande par Louis XIV, à la tête de quatre armées les plus puissantes de l'Europe, commandées par Turenne et Condé ; l'envahissement de l'Espagne par Napoléon en 1808 ; voilà trois situations qui étaient, et de beaucoup, plus désespérées, plus accablantes, qui laissaient bien moins de chances à une issue honorable que notre situation après la prise de Paris. Cependant toutes trois ont été heureuses, et ce n'est pas un effet

du hasard, mais peut-être l'effet d'une loi constante dont l'un des caractères les plus nets est le dépérissement des armées victorieuses.

Une armée qui fait une guerre active se détruit, lors même qu'elle a toutes les facilités de se recruter. Les recrues qu'elle reçoit maintiennent sa force numérique, mais ne remplacent ni les vieux soldats, ni les officiers qu'elle a perdus.

C'est par le défaut d'officiers qu'a péri l'armée de Napoléon, il en est de même de l'armée d'Annibal ; il en sera de même de l'Armée prussienne, et plus promptement encore, sans compter que la mort de M. de Bismarck ou de M. de Moltke peut tout emporter.

Le mot de Pyrrhus vainqueur n'est pas un paradoxe. Il vient un moment pour les conquérants où le désastre est tout entier en germe dans une victoire ; ce moment, c'est Cannes ou la Moskowa. Pourquoi les Prussiens n'auraient-ils pas la même aventure? Il ne s'agit que d'attendre le moment, les user, les lasser, leur faire trouver Capoue dans nos villes, mais ne jamais faire marché avec eux pour notre rançon.

Nous manquons de patience; nous faisons la paix aussi inconsidérément que nous avons fait la guerre. Ce peuple est trop mobile et trop sceptique. Il y a quatre-vingts ans on a pu le fanatiser avec les idées de liberté, de propagande égalitaire, de démocratie universelle ; à quoi croira-t-il maintenant?

Nevers, le 10 mars 1871.

Mes bons chéris,

J'en ai encore pour huit jours au moins à terminer ce règlement de comptes, après quoi je n'aurai plus rien à faire, autant que je puis le prévoir. Vos petites provi-

sions m'ont été fort utiles pour le voyage, et je n'avais plus faim du tout en arrivant chez mes hôtes. Le quartier général envoyait dépêche sur dépêche pour me réclamer ; j'y suis allé le soir même, et j'y ai couché et déjeûné. Me voilà donc pour huit jours encore chez les de Lacour ; j'en suis honteux et confus, mais je ne puis aller à l'hôtel sans leur faire affront. Les mobilisés sont licenciés, mes officiers se dispersent et retournent chacun à sa chacunière ; j'en garde seulement deux pour les écritures et les comptes.

J'ai relu hier mes notes de Metz, cela m'a fort intéressé, je vous soupçonne de n'avoir pas osé envoyer au journal mon entretien avec Bazaine parce que vous étiez confus de me voir tant de duplicité.

Adieu mes bons parents et mes chéries petites sœurs, je vous embrasse et je vous aime de tout mon cœur.

Votre fils affectionné.

Camp de Nevers, 13 mars 1871.

A sa grand'mère.

Ma bonne Marraine,

J'ai été bien heureux de recevoir ta lettre et tu es vraiment bien bonne de m'écrire, car c'est moi qui devrais t'écrire, et souvent. Mais je suis occupé et préoccupé. Occupé de mon service, préoccupé de l'avenir de mon pays, que j'aime un peu malgré son indignité.

Tu sais sans doute maintenant que mère est enfin à Paris. Par le plus heureux des hasards, j'y étais arrivé la veille et j'y ai passé trois jours. Ainsi nous nous sommes trouvés tous réunis, ce qui n'arrivera pas à toutes les familles françaises.

J'ai encore huit jours au moins à passer à Nevers. Je

suis logé et hébergé chez d'excellentes gens, le directeur des contributions indirectes, dont le fils est sous-lieutenant sous mes ordres.

Adieu, ma bien chère marraine, je t'embrasse et je t'aime toujours autant.

Ton affectionné filleul.

L. N. Rossel.

Camp de Nevers, 14 mars 1871.

Mes chers parents,

Il me semble avoir un vague souvenir que je vous ai envoyé ma photographie avec barbe. Si vous ne l'avez pas, réclamez-là, je ferai droit à votre demande; elle est très mal réussie et je cligne de l'œil affreusement.

La lettre de L. G. se rapporte évidemment à mon avancement, et la grande maison dont il parle est la Maison République et Cie, actuellement en faillite, de sorte qu'il me va falloir chercher ma vie ailleurs. Je pense de plus en plus sérieusement à l'Amérique; je resterais volontiers à Paris, mais je n'y ai aucun moyen d'existence.

J'ai en ce moment un peu d'avance, ce que je ne retrouverai jamais; il est évident pour moi que si j'avais eu 3000 francs lorsque je suis sorti de l'Ecole, j'aurais cherché ma vie ailleurs que dans le métier de soldat que je déteste aujourd'hui plus que jamais.

L'armée de Belfort est passée par Lyon, allant à Vienne ou à Grenoble; si j'apprends où elle se trouve, j'écrirai au grand Degombert, qui en fait partie, pour avoir des nouvelles de Journet. Je suis bien fâché que Bella ait eu mal à la gorge, d'autant plus que ce sont peut-être nos grandes folles promenades qui l'ont fatiguée.

La situation du pays me désole; on a beau dire que la

partie était perdue et la guerre inutile, je vois tant de vigueur et de forces vives qu'on ne dépense qu'en luttes intestines, tant de matériel de guerre qui est resté inactif, que je ne puis pas croire à la nécessité de la paix. Je ne puis croire surtout à la nécessité des mesures violentes que l'ont vient de prendre, des condamnations à mort, des suppressions de journaux.

La Révolution n'est pas faite; et il me semble que les honnêtes gens doivent avoir bien de la peine à accepter le gouvernement qui a signé la cession de nos provinces et qui proroge l'état de siège de Paris pour pouvoir y opérer arbitrairement.

Adieu, je vous embrasse mille fois.

Votre fils affectionné.

Camp de Nevers, le 18 mars 1871.

Ma chère Bella,

Je t'envoie la barbe demandée, quoique je la trouve fort mal réussie. Mes officiers se sont fait photographier en groupe avant de se séparer, mais ils étaient si bien habitués à la discipline qu'ils n'ont jamais pu se trouver tous les vingt réunis en même temps de sorte qu'il n'y en a que quatorze sur le groupe.

Je suis allé l'autre jour à Bourges où j'ai rencontré K., un de mes camarades de La Flèche, et notre ami Leclère qui venait d'arriver de Toulouse avec sa femme. J'ai déjeûné avec eux. A. semble avoir sensiblement maigri depuis Metz.

La lettre du petit Scal que j'ai reçue dans la tienne m'a fait grand plaisir. Elle m'a appris d'abord que mes effets étaient en sûreté, que mon cheval avait trouvé une position où il gagnait sa vie, et elle m'a donné des nou-

velles (bien vieilles il est vrai) de tout ce que j'avais abandonné à Metz. Scal sortait de l'Ecole Polytechnique et a été mon complice dans toutes mes aventures. C'est un garçon très patriote et très dévoué, d'un dévoûment canin.

Je suis encore ici pour plusieurs jours et cela m'agace un peu de ne pas en finir; j'habite toujours chez les de Lacour, et j'ai donné au dernier fils un fort beau Molière en 7 volumes, que j'aurais bien voulu avoir pour moi, et qui m'a coûté, reliure comprise, 69 francs; c'est un joli cadeau. On me dit qu'il aime la lecture.

Adieu, ma chérie, je n'ai pas le courage d'écrire de longues lettres; je tâche de me guérir un peu du traité de paix et de tout cela, mais je n'y réussis guère.

J'embrasse les bons parents, toi et la petite S.

Ton frère affectionné.

LETTRE DE DÉMISSION

Camp de Nevers, le 19 mars 1871.

Monsieur le Général Ministre de la Guerre, à Versailles.

Mon Général,

J'ai l'honneur de vous informer que je me rends à Paris pour me mettre à la disposition des forces gouvernementales qui peuvent y être constituées. Instruit par une dépêche de Versailles, rendue publique aujourd'hui, qu'il y a deux partis en lutte dans le pays, *je me range sans hésitation du côté de celui qui n'a pas signé la paix et qui ne compte pas dans ses rangs de généraux coupables de capitulations.*

En prenant une aussi grave et aussi douloureuse résolution, j'ai le regret de laisser en suspens le service du

génie du camp de Nevers, que m'avait confié le Gouvernement du 4 septembre. Je remets ce service qui ne consiste qu'en arrêtés d'articles de dépenses et remise de comptabilité, à Monsieur F., lieutenant du génie auxiliaire, homme intègre et expérimenté, qui est resté sous mes ordres, par ordre de monsieur le général Vergne, en vertu de votre dépêche en date du 5 du mois courant.

Je vous informe sommairement, par lettre adressée au bureau du matériel, de l'état dans lequel je laisse le service.

J'ai l'honneur d'être,
Mon général,

Votre très obéissant et dévoué serviteur.

L. Rossel.

Colonel du génie auxiliaire, Commandant le génie du Camp de Nevers.

CHAPITRE IX

MON RÔLE PENDANT L'INSURRECTION

Les canons de Paris. — Arrivée de Rossel le 20 mars. — Le 22 mars, chef de légion. — Prisonniers protégés. — Elections communales. — La Fédération. — Comité d'arrondissement ou Conseil de légion ; conflits de pouvoirs. — Tentatives d'organisation militaire. Premier engagement. — Le pont de Neuilly canonné. — Marche sur Versailles. — Tentative contre Courbevoie. — Malon et Gérardin. — Rossel arrêté par trois délégués. — Chute de Bergeret, Duval et Eudes. — Cluseret les remplace. — Rossel chef d'Etat-major. — Les commandants militaires. — Elections d'officiers. — Bergeret arrêté. Dombrowski. — Commission de contrôle. — Cour martiale. — Commission exécutive. — Désorganisation. — Le 105e bataillon. — Première démission de Rossel. — Rapports avec Cluseret. — Rossel délégué à la guerre. — Félix Pyat. — La Solde. — Organisation militaire. — Wrobleski. — Administration. — Tridon, Arnold, Eudes. — Comité de salut public. — Mot contre Félix Pyat. — Confusion de pouvoirs. — Le Moulin-Saquet. — Le Comité Central. — La Commune. — Commission de la guerre. — Obstacles. — Dernière visite à Issy. — Les manches coupées. — Promesse de troupes. — Issy rendu. — Les affiches. — Deuxième démission, le 9 mai. — *Le Times*. — Lettre de démission à la Commune. — Rossel dans sa retraite. — Minorité honnête. — La publicité. — Nécessité d'une révolution démocratique. — Les impôts. — Le pavé de Paris au premier occupant. — Travailler pour le roi de Prusse. — Désillusions. — Il faut que le peuple s'instruise. — Internationaux. — Blanquistes. — Causes des révolutions. — La liberté de réunion. — Avertissement aux hommes d'ordre. — Avrial. — Mégy. — Les vrais démocra-

tes. — Le Ministère de la Guerre respecté. — La Commune, combat d'avant-garde.

Prison de Versailles, 20-24 juin 1871.

Avant le 18 mars je m'étais préoccupé du parti que j'aurais à prendre en cas d'insurrection à Paris. La condamnation à mort de plusieurs hommes du parti démocratique pour un mouvement qui avait eu lieu pendant le siège, et la suppression de plusieurs journaux avaient augmenté mes sentiments d'hostilité contre ces vaincus, incapables et humbles en face de l'ennemi national, audacieux et impudents en face des partis.

Les journaux avaient fait le dénombrement de l'artillerie existant dans Paris; j'y avais remarqué surtout plus de six cents pièces de campagne. Les armes portatives et les munitions y étaient aussi en abondance. Si l'on savait mettre en œuvre cet immense matériel, il n'était pas impossible de ressaisir la victoire. J'écrivis en ce sens à un homme intelligent qui avait pris une part active aux mouvements populaires dans Paris depuis le début de la guerre. Il me répondit par des renseignements précis, mais l'impression générale de sa réponse était l'incapacité, le manque d'organisation du parti d'action et l'impossibilité d'un mouvement. Son opinion sur ce point était catégorique et bien motivée. Cependant l'existence d'un matériel de guerre suffisant pour lutter et d'un parti disposé à la lutte me séduisaient en dépit de tout. Je ne prévoyais pas l'éventualité d'une guerre civile autre qu'une guerre de rues.

Le 19 mars, une dépêche de M. Thiers, affichée officiellement, annonça l'évacuation de Paris par le gouvernement et par 40.000 hommes de troupes en bon ordre.

Quand même je n'aurais eu aucun penchant pour la révolution, ce dernier détail m'aurait jeté dans l'insurrection. L'armée n'était pas assez abreuvée de hontes dans cette guerre, il fallait que 40.000 hommes quittassent Paris sans combat, sans un jour de lutte, en face d'un ennemi aussi méprisable que l'est toujours une insurrection, et après avoir eu même l'avantage de l'offensive, qui est la seule chance réellement favorable d'un mouvement insurrectionnel.

Le soir en dînant, mon hôte, M. de Lacour, devinant que j'avais pris parti, eut avec moi une conversation où il chercha discrètement, et avec les sentiments de la plus amicale bienveillance, à me détourner d'une résolution aussi extrême. S'il se souvient de cet entretien, son témoignage pourra m'être utile. Ce qu'il me dit me toucha et m'attrista sans me convaincre et je lui représentai qu'en somme, cette révolution était faite par le peuple, par ceux qui souffrent de l'ordre social actuel; que les erreurs ou les crimes dont la Révolution pouvait être entachée ne devaient pas empêcher les gens honnêtes et instruits de se joindre à leur parti dans cette circonstance critique; en un mot, mon départ fut plutôt un sacrifice qu'autre chose, et dans le désastre et l'affaissement de tout le pays, le parti révolutionnaire parisien n'était qu'un pis-aller.

J'appris le même soir le meurtre des généraux Thomas et Lecomte; de pareils faits sont presque inséparables des révolutions.

Je partis dans la nuit de Nevers et j'arrivai à Paris le 20 mars au matin.

Sur la première affiche que je lus, je vis les noms de Lullier et d'Assy ; ce fut mon premier dégoût et mon premier déboire. Je m'informai où siégeait le gouvernement

et j'allai à l'Hôtel de Ville faire inscrire mon nom et demander du service.

Le 22 mars, je fus présenté par des amis au comité du 17e arrondissement, et le même jour je fus nommé par le Comité Central de l'Hôtel de Ville et élu par le comité du 17e arrondissement chef de la 17e légion.

Les premiers jours de mon commandement furent occupés à prendre des dispositions contre le mouvement réactionnaire qui se préparait sous les ordres de l'Amiral Saisset et qui avait une de ses principales places d'armes à la gare Saint-Lazare, tout près de mon arrondissement. On amenait à la mairie des prisonniers, arrêtés généralement dans les trains qui partaient pour Versailles: il régnait contre eux une grande animation, et j'apportai tous mes soins à les protéger, étant naturellement opposé à toutes les violences dont les révolutions sont le prétexte et déterminé à n'en permettre aucune à aucun prix. Je fis traiter humainement ceux qui étaient retenus, et je délivrai ceux que je pus, les conduisant moi-même jusqu'en dehors de la foule mécontente. Ces gens-là doivent me garder quelque reconnaissance, car ils s'étaient crus bien près d'être fusillés.

La retraite de l'amiral Saisset rompit les espérances de la réaction; presque aussitôt eurent lieu les élections pour la Commune, qui se firent par les soins et l'autorité de la Fédération de la Garde Nationale (26 mars).

Je ne sais pas si c'est la Fédération qui avait fait la révolution du 18 mars, mais ce qui est certain c'est qu'elle avait confisqué cette révolution et exclu de toute participation aux affaires les Républicains les plus avérés, les membres les plus actifs de l'Internationale, s'ils n'appartenaient pas à la hiérarchie de la Fédération.

C'est ainsi que des conflits s'élevèrent dès le début entre les maires et les adjoints, républicains et révolutionnaires de certains arrondissements, et les délégués de bataillon formant le Conseil de légion ou Comité d'arrondissement. Ceux-ci confisquèrent, au nom de la Fédération, les pouvoirs municipaux, dont ils usèrent sans intelligence, et parfois sans honnêteté. Il en fut ainsi dans le XVIII[e] arrondissement et dans le XVII[e], où je me trouvais.

Ce conflit terminé, il s'en éleva d'autres entre des délégués du Comité central de la Fédération et le Comité d'arrondissement, au sujet des élections.

Les élections faites, il semblait que tout pouvoir dût retourner à la Commune; il n'en fut rien, et la même lutte continua entre les délégués de la Commune et le Comité d'arrondissement (ou conseil de légion).

Dans toutes ces dissensions, j'étais constamment appelé à prendre parti en qualité de chef de la force armée, et je ne ménageais pas le Comité d'arrondissement, qui était bien le petit despotisme le plus idiot qu'on puisse imaginer; enfin, lorsque la municipalité envoyée par la Commune voulut s'installer, il me fallut faire arrêter le plus autocrate de ces démagogues.

En même temps que ces querelles, je m'occupais de rallier à la Révolution le 33[e] et le 90[e] bataillon; j'y réussis sans violence et sans accidents; je m'occupais aussi des bataillons de la banlieue, voisins de mon arrondissement, depuis Saint-Ouen jusqu'à Suresnes.

La Révolution, après le départ de l'amiral Saisset, eut quelques jours de progrès réel, et j'arrivai à compter dans l'arrondissement dix-sept bataillons fédérés, au lieu de sept qu'il y avait à mon arrivée. Quelques détachements de l'armée, demeurés sans chefs, adhérèrent

à la Fédération, et j'y fis procéder à des élections qui donnèrent de bons résultats.

Le Comité central, pendant son court gouvernement, avait prescrit la réélection de tous les cadres des bataillons fédérés; ce fut là le véritable écueil du commandement; ces élections se firent dans un esprit très peu éclairé. Les convocations étaient entravées par le service militaire dont les bataillons se surchargeaient comme à plaisir; il fallait constamment renouveler les élections qui avaient été incomplètes, irrégulières ou sans résultat. Enfin on arriva à grand'peine et après des variations sans nombre, à élire des chefs sans autorité, sans instruction et sans dignité.

Les cadres continuèrent à changer et les élections à se renouveler jusqu'à la chute de la Commune, ou peu s'en faut.

Ainsi se termina le mois de mars. Les délégués de la Commune à la mairie de mon arrondissement étaient Malon, Gérardin et Varlin. Ils me considéraient comme capable de rendre de sérieux services militaires à la cause révolutionnaire et cherchaient à me faire entrer dans les conseils où se décidaient les questions militaires.

Sur ces entrefaites, eut lieu, dans l'étendue de mon commandement, le premier engagement de la guerre civile. Une reconnaissance de deux escadrons de cavalerie chassa du rond-point de Courbevoie un détachement d'un bataillon de la banlieue, et un garde national fut sabré par un officier. Cette reconnaissance s'avança jusqu'au pont de Neuilly, et se retira devant l'attitude résolue d'un autre détachement de la banlieue, qui occupait la tête du pont.

Le lendemain, un fort détachement que j'envoyai oc-

cupa sans résistance le rond-point évacué la veille; mais il revint quelques heures après, ayant été abandonné par ses chefs.

Le jour suivant l'ennemi revint avec du canon, plaça une batterie au rond-point et canonna le pont de Neuilly qui fut abandonné; les obus arrivaient jusqu'au rempart. C'était probablement le 1er avril. Je projetai alors de passer la Seine au pont d'Asnières la nuit suivante et d'aller par la ligne du chemin de fer reprendre Courbevoie et le pont de Neuilly. Ce mouvement aurait été très efficace; jusqu'au 15 avril il aurait été opportun, mais la mauvaise qualité des troupes en empêcha constamment le succès.

Le 1er avril, autant qu'il m'en souvient, je fus appelé, avec les autres chefs de légion, à un conseil de guerre à l'Etat-Major de la place Vendôme; c'est probablement là que fut élaborée et résolue la marche sur Versailles qui coûta la vie à Flourens; j'y passai environ deux heures, et voyant qu'on ne disait rien de sérieux, je m'en allai, après avoir reçu l'autorisation de mettre à exécution la tentative que j'avais projetée contre Courbevoie.

Cette tentative aboutit à l'échec le plus complet, tant à cause des défauts du plan en lui-même, qu'à cause de la mauvaise qualité des troupes et des officiers.

Je partis avec sept bataillons, montant ensemble à 2.000 hommes environ, divisés en trois groupes sous les ordres de Malon, membre de la Commune, de mon sous-chef de légion et de Gérardin, membre de la Commune. Il y avait au moins deux bataillons qui étaient complètement ivres; d'autres se plaignaient de ne pas avoir mangé. La tête de colonne, que je conduisais, me suivit en bon ordre, mais les autres bataillons, dont les officiers étaient sans autorité, ne tardèrent pas à s'as-

seoir sur les bords du chemin, à quereller, à se plaindre; il y eut deux ou trois paniques, enfin le désordre le plus parfait. Les officiers ne firent nullement leur devoir. Malon et Gérardin payèrent de leur personne; je fis de mon côté tout ce qu'il était possible pour obtenir quelque chose jusqu'à ce qu'enfin, voyant l'impossibilité de conduire ces gens à l'ennemi, nous résolûmes de les faire rentrer en ville. Mais s'il avait été impossible de les faire avancer, il fut encore plus pénible de les faire retourner. Ce fut pour moi une nuit cruelle et je pensais qu'elle me dégoûterait à jamais de semblables échauffourées et de semblables soldats.

J'avais été suivi pendant toute la nuit, et à mon insu, par quelques-uns de ces républicains jaloux qui considèrent comme leur premier devoir de contrôler rigoureusement les faits et gestes des gens en place. Ce contrôle me fut absolument favorable et l'opinion qu'ils se firent de mon caractère, se joignant à celle de Malon et de Gérardin, me fit appeler peu après au ministère de la guerre.

Je faillis être fusillé au pont d'Asnières par mes gardes nationaux. En rentrant à la mairie, mes premières préoccupations furent d'imposer à la légion une discipline rigoureuse et de faire un triage parmi les officiers pour exclure les incapables du commandement, mais la première mesure que je pris pour cela éveilla les susceptibilités du Comité d'arrondissement qui m'arrêta. Trois délégués me conduisirent fort proprement à la Préfecture de police où je fus aussitôt écroué. C'était le 2 avril, vers sept heures du matin. J'étais accablé de fatigue et profondément dégoûté de la Révolution et des Révolutionnaires, de la garde nationale et des gardes nationaux. Je m'endormis immédiatement et je fus éveillé

à onze heures par le gardien qui venait me faire sortir aussi précipitamment qu'on m'avait fait entrer. Un officier qui m'était tout à fait inconnu venait de faire lever l'écrou.

Je rentrai chez moi, ne songeant qu'à quitter Paris, et je dormis encore tout le jour pour me remettre de dix jours de fatigues continues. Mais le lendemain, 3 avril, le même officier qui m'avait mis en liberté la veille, ayant su mon adresse au 17e arrondissement, arriva avec une lettre de Cluseret qui me priait d'être son chef d'état-major au ministère de la guerre.

Voici ce qui s'était passé. Le pouvoir militaire, confié à Eudes à la fin du gouvernement du Comité Central, avait ensuite été partagé entre Eudes, Bergeret et Duval. Le 1er avril ces trois généraux avaient combiné, dans le conseil de guerre dont j'ai parlé, une marche sur Versailles, qui s'effectua en même temps que ma malencontreuse opération par le pont d'Asnières. On sait quel en fut le résultat; la mort du malheureux Flourens, de Duval et surtout un grand nombre de prisonniers. Le jour même de cette bousculade, le trio Eudes, Bergeret, Duval fut mis à bas et le commandement confié à Cluseret.

On m'a dit que ma nomination lui fut imposée par la commission de la guerre, sous l'influence des membres du 17e arrondissement; c'est possible, car le fond de sa conduite envers moi me semble avoir été une certaine jalousie, mitigée par le sentiment que je lui étais nécessaire. Quoi qu'il en soit, la lettre par laquelle il me mandait était fort obligeante. On me cherchait depuis vingt-quatre heures et on avait fouillé toutes les prisons de Paris pour me retrouver.

Je me rendis immédiatement à cette lettre, malgré

ma répugnance pour les fonctions de l'état-major et malgré mes précédents déboires. J'espérais dans la Révolution : enfin je ne me crus pas permis de refuser.

A partir de ce moment j'ai été constamment assujetti et occupé d'affaires si multiples, si incohérentes qu'il me sera presque impossible de me rappeler les principales et surtout de mettre les dates.

La meilleure partie de mon temps, lorsque j'étais chef d'état-major de Cluseret, était certainement prise par les importuns et les inutiles, les délégués de toute provenance, les hommes à inventions, les quémandeurs de renseignements et surtout les officiers et les gardes qui quittaient leur poste pour venir faire des plaintes de leurs chefs ou de leurs armes, ou du défaut de vivres et de munitions. Il y avait aussi un peu partout des chefs particuliers qui n'acceptaient pas ou n'exécutaient pas les ordres.

Chaque arrondissement avait son comité comme le 17e, aussi nul, aussi hargneux, aussi jaloux; l'artillerie était sequestrée par un comité analogue, relevant aussi de la Fédération, et qui était une rare collection d'incapables. Chaque monument, chaque caserne, chaque poste avait son commandant militaire, et ce commandant militaire avait son état-major et souvent sa garde en permanence. Tous ces produits spontanés de la Révolution n'avaient d'autre titre et d'autre règle que leur bon plaisir, le droit du premier occupant et la tranquille prétention de rester en place sans rien faire. On voyait des médecins se promener avec les galons et l'escorte de général, des concierges de caserne équipés en officiers supérieurs ; tout cela avait des chevaux, des rations et la solde.

En revanche la garde nationale manquait souvent de chefs. Les anciens cadres n'étaient plus obéis à cause des ordres de réélection, les nouveaux cadres étaient contestés, ou n'étaient pas encore élus; les bataillons tiraient prétexte de là pour ne pas marcher. Les élections des chefs de bataillon furent très longues, celles des chefs de légion impossibles. Un officier n'était pas plutôt élu que les protestations contre son élection, les dénonciations contre ses opinions et son caractère pleuvaient dans les bureaux du ministère, des comités de la fédération, de la commune et de toutes les autorités qu'on imaginait.

Ce n'était pas petite besogne que de faire quelque chose avec tout cela; encore ne parlé-je pas des vices profonds de l'organisation de la garde nationale, vices que nous avaient légué les précédents gouvernements et qui seuls auraient suffi à faire avorter nos tentatives d'organisation et de défense. Nos gardes nationaux avaient été soigneusement formés par le despotisme et pour le despotisme; il nous fut impossible d'en faire quelque chose par la liberté et pour la liberté : la transition était trop brusque, les conjonctures trop impérieuses, les événements trop précipités.

Le personnel du ministère de la guerre était constitué au début par Cluseret et moi avec deux ou trois flâneurs qui composaient la suite de Cluseret. Je raccolai des bureaux en prenant les hommes un peu instruits qui venaient offrir leurs services, et je m'appliquai surtout à l'organisation des légions. Les premiers jours il fallut éliminer Bergeret qui commandait la place et voulait tout commander; Cluseret dut en venir à le faire arrêter et le remplaça par Dombrowski dont j'appuyai la nomination et qui était poussé surtout par Félix Pyat. Il

fut convenu alors que Dombrowski dirigerait les mouvements de troupes et les opérations militaires pendant que nous organiserions les légions et ordonnerions l'administration. Plusieurs choses s'opposèrent à l'exécution de cette idée. D'une part Dombrowski se cantonna dans Neuilly et ne porta aucune attention à la rive gauche; d'autre part Cluseret se trouva presque immédiatement au-dessous de sa tâche, soit comme activité, soit comme initiative, soit comme aptitude d'organisation. Les dispositions qu'il prescrivait étaient mal combinées, il n'indiquait pas les moyens d'exécution et surtout il ne se tenait pas à une idée une fois adoptée; ses variations et ses incertitudes furent une grande cause de tiraillements.

Il commença par modifier à deux reprises l'organisation des compagnies de marche, rétablies par ses prédécesseurs. Puis il éleva la solde journalière des artilleurs à trois francs. Ces deux mesures eurent des résultats fâcheux. Les autres innovations qu'il fit augmentèrent aussi le désordre; la complication des rouages du gouvernement devint extrême. Il y avait une commission spécialement chargée de contrôler Cluseret et dont Delescluze et Félix Pyat étaient les membres les plus actifs. Cette commission « *embêtait* » Cluseret, pour employer le mot propre et n'était bonne qu'à cela. Elle nous transmettait par le télégraphe des avis frivoles ou des questions ridicules, elle nous adressait avec recommandation expresse de piètres inventeurs ou des délégués ivrognes. La commission elle-même se transmettait souvent au ministère et flanait d'un air affairé dans le cabinet de Cluseret.

L'organisation de la Cour Martiale tranche seule sur le chaos de mes souvenirs. Elle siégea pour la première fois vers le 14 ou le 15 avril. Cette juridiction fut insti-

tuée par la Commune sur les instances pressantes de Cluseret; des actes effrénés d'indiscipline et de rébellion étaient impunément commis chaque jour; il fallait y mettre un terme par une répression énergique. Je fus nommé président de cette cour et j'en remplis les fonctions pendant environ une semaine. Cette époque est particulièrement importante dans le rôle que j'ai joué.

En premier lieu, l'obligation de siéger à la Cour Martiale me détourna de faire moi-même le rapport des légions qui commençait à se régulariser, et auquel je vaquais dès le matin. Les séances de la Cour Martiale se tenaient le soir et se prolongeaient assez tard, et en rentrant j'avais encore des affaires à expédier. Je fus donc obligé de confier le soin du rapport du matin à un officier dans lequel j'avais une médiocre confiance et qui donna à ce travail d'organisation d'une importance capitale, une direction mauvaise et peut-être volontairement nuisible au succès de la Révolution.

De plus, le pouvoir que ces fonctions mettaient entre mes mains éveilla les susceptibilités de la Commune, assemblée défiante et peureuse autant que le fut jamais une assemblée démocratique.

Enfin c'est à ce moment que Cluseret manifesta de plus en plus nettement l'intention de m'écarter de la direction des affaires, tout en continuant à m'employer, et en me conservant auprès de lui pour m'empêcher d'être ailleurs. On sait que le service d'un chef d'état-major comprend les détails de tous les services et qu'il est l'intermédiaire nécessaire des ordres de son chef. Cluseret, au contraire, se mit à traiter directement les principales branches du service, et me constitua ainsi une situation très fausse, puisque j'étais chargé de faire exécuter, d'expliquer et de compléter des ordres dont je

n'avais pas connaissance. J'ai supposé depuis que Cluseret, dont l'esprit indécis était accessible aux aberrations les plus complètes, avait des raisons de me dérober la connaissance des mesures qu'il prenait et de supprimer ce contrôle involontaire qu'un chef d'état-major exerce sur son général.

Cependant il continuait à me traiter avec distinction et ne me marchandait pas les éloges sur le prix qu'il attachait à mes services.

Je reviens à la question de la Cour Martiale, question que je traiterai peut-être plus à fond et séparément s'il y a lieu.

L'acceptation des fonctions de président de cette Cour est le plus grand sacrifice que j'aie fait et que je puisse faire à la cause de la Révolution. Ennemi des révolutions, les circonstances m'avaient jeté dans une révolution; haïssant la guerre civile, je m'étais engagé dans la guerre civile. Il s'agissait aujourd'hui de présider un tribunal révolutionnaire, un tribunal qui ne porterait que des condamnations à mort.

Si j'ai à me défendre de l'accusation d'ambition, l'acceptation douloureuse que je fis de cette charge est peut-être l'argument le plus fort que je puisse produire. Quel intérêt a un ambitieux à se souiller les mains? J'aurais été un ambitieux bien sot ou bien dépourvu d'étude d'aller ensanglanter mon nom dans des fonctions subalternes. Il n'y a qu'une explication raisonnable à ma conduite, c'est que je me sacrifiais à la Révolution : je n'avais choisi aucune des fonctions dont j'avais été successivement chargé, je n'en avais refusé aucune. Dans des moments de crise semblables, il faut avoir le dévouement d'un sectaire. J'acceptai donc la présidence d'un tribunal qui, à mon sens, ne devait rendre que des

arrêts de mort, et je me préoccupai seulement de remplir ces fonctions de la manière la plus efficace pour le succès de la Révolution.

A mesure que la situation militaire devenait plus pressante, l'indiscipline et la désorganisation des troupes devenaient plus manifestes. Il serait hors de propos de donner des détails étendus sur cette situation; il suffit de dire que toute espérance de succès était impossible aussi longtemps que les troupes ne seraient pas obéissantes et pourraient se dérober impunément à tous leurs devoirs militaires. Nous avions failli à donner à la garde nationale une organisation stable qui aurait été le meilleur remède; il restait à essayer de la répression, et il la fallait prompte et réelle.

Tel était le but de l'institution de la Cour Martiale; son action était limitée par cette clause du décret : qu'aucune exécution à mort n'aurait lieu qu'après approbation de la Commission exécutive, qui était le pouvoir exécutif de la Commune.

Dans la première séance, la Cour rendit un arrêt réglant la procédure et les peines. Cet arrêt était nécessaire pour compléter le décret peu précis de la Commune : il simplifiait la procédure et assurait à l'accusé les garanties de la publicité et de la défense; pour les peines, il réglait simplement que la Cour se conformerait aux lois existantes et à la jurisprudence martiale. Tous les arrêts suivants furent rendus sans viser aucun texte de loi. Tous les accusés ont été des fédérés incriminés pour des crimes ou délits militaires. La Cour n'a jugé ni causes politiques, ni causes de droit commun.

Le lendemain, un chef de bataillon, coupable d'avoir refusé de marcher à l'ennemi, fut condamné à mort. La commission exécutive commua la peine, sur la demande

du défenseur, en détention pour la durée de la guerre.

La décision de la Commission exécutive qui commuait ce premier arrêt énerva la Cour Martiale. Elle jugea encore quatre ou cinq affaires, dont les deux principales furent l'abandon d'une tranchée près du fort de Vanves par un bataillon du 5e arrondissement, dont plusieurs officiers furent condamnés à diverses peines, et l'affaire du 105e bataillon ; elle amena devant la Cour une douzaine d'officiers et gardes accusés d'avoir refusé de marcher à l'ennemi, avec rébellion et voies de fait envers un supérieur dans le service. Cette affaire n'entraîna pas de condamnation à mort ; il y eut des condamnations variées et quelques acquittements. Mais elles eut d'autres suites plus graves.

L'action de la Cour Martiale inquiétait la Commune ; elle redoutait ce pouvoir nouveau, qui condamnait les coupables sans égard pour leurs antécédents plus ou moins démagogiques. Il se trouvait en effet que nos coupables les plus incontestés étaient de fermes soutiens de la bonne cause. Le commandant que nous avions condamné était un vétéran de l'insurrection, et le 105e bataillon, que nous avions vilipendé, était le pilier de la fédération dans le septième arrondissement. La Commune manifesta, en décrétant que ses membres n'étaient justiciables que d'elle, qu'elle redoutait d'être justiciée par d'autres. Elle considéra donc comme ennemie une juridiction qui condamnait sans acception de personnes les gens qui n'allaient pas au feu, ou qui en revenaient à leur plaisir.

J'ai dit que le 105e bataillon appartenait au 7e arrondissement qui est le faubourg Saint-Germain, et qui s'étend le long de la Seine jusque vers le Champ de Mars. Les fédérés étaient rares dans ce quartier, mais

le 105e se recrutait dans l'extrémité excentrique de l'arrondissement; il se *fédéra* en partie dès le début, procéda à de nouvelles élections et fut l'appui de l'organisation révolutionnaire dans cette partie de la ville; les membres de la Commune qui y furent élus (Parisel et Urbain) devaient beaucoup au 105e. Frapper ce bataillon, c'était attaquer la validité de leur élection et l'appui de leur pouvoir. Ils déférèrent le jugement de la Cour Martiale à la Commune et le jugement fut cassé par un décret dont un considérant m'était personnellement injurieux.

Mon père, qui habitait avenue Latour-Maubourg, avait commandé ce même bataillon à l'époque du 4 septembre; il avait donné sa démission à la fin du siège; son successeur avait quitté Paris après le 18 mars, et le commandant actuel, un nommé Witt, était incriminé dans l'affaire, et fut acquitté. La Commune jugea que cette *parenté* que j'avais avec le 105e était suffisante pour infirmer le jugement, et sans examiner le fond, où elle aurait vu manifestement que la condamnation était équitable et modérée, elle cassa le jugement. Le décret avait été libellé par Léo Meillet.

L'arrêt avait été rendu dans la nuit du 22 au 23 avril, il fut cassé le 25 ou le 26; je l'appris par l'*Officiel*, et j'envoyai immédiatement ma démission de président de la Cour Martiale et de chef d'Etat-major de Cluseret.

Pour la deuxième fois, ma bonne fortune me présentait une occasion facile, avec de bonnes et valables raisons pour abandonner, pour détester cette révolution incohérente : ma mauvaise fortune l'emporta.

Je dois revenir un peu en arrière pour parler des événements qui préparèrent l'arrestation de Cluseret et de ce qui s'en suivit.

Cluseret, après avoir déployé dans les premiers instants de son ministère une activité excessive, avait été complètement dominé par les événements. Quelques tentatives qu'il avait faites pour s'affranchir de la Commune l'avaient encore détourné du travail journalier ; il était sorti de ces luttes vaincu et amoindri. Pyat et Delescluze, qui étaient alors les membres les plus actifs de la Commission exécutive l'obsédaient de leur surveillance, de leurs questions, de leurs inquiétudes puériles. D'une autre part, il n'avait ni ma sympathie, ni (au point de vue de la capacité) la confiance des officiers qui travaillaient au ministère. J'ai dit que son caractère était indécis et son esprit accessible aux plus grosses erreurs : je pourrais citer des faits qui montreraient entre lui et moi plus que des germes de dissentiment.

Lorsque je fus nommé, sur la proposition de Cluseret, à la présidence de la Cour Martiale, je dus laisser, comme je l'ai noté ci-dessus, le soin de faire le rapport à un officier qui ne manquait pas de connaissances spéciales, mais dont le caractère ne m'inspirait aucune confiance. Cet officier profita de la circonstance pour se faire donner par Cluseret, que j'avais cependant averti, le soin exclusif de l'organisation des légions. Il fit de nombreuses nominations et s'entoura d'un état-major complet; enfin il rendit à Cluseret un rapport journalier très sommaire et très insuffisant pour commander le service, et se créa un service tout à fait indépendant.

Cela peut paraître étrange, mais la réalité était beaucoup plus étrange encore, car ces tentatives d'*autonomie* chez les moindres employés, loin d'être l'exception, se produisaient partout et tous les jours, et lorsque Cluseret en eut toléré ou favorisé quelques-unes, je lui offris une première fois ma démission, que je motivai surtout

par la répugnance que m'inspirait la politique despotique et inintelligente de la Commune. Peu après, je la lui offris de nouveau avec assez d'insistance pour qu'il acceptât, mais en me priant de continuer mes fonctions jusqu'à ce qu'il m'eût donné un successeur. Enfin, après le décret de la Commune qui cassait l'arrêt de la Cour Martiale, je cessai toute fonction le 27 avril.

Les hommes s'usent vite en temps de Révolution; après un mois de pouvoir et surtout de lutte, Cluseret était complètement usé, malgré les concessions de toute nature qu'il avait constamment faites à tout le monde. Au début il avait voulu être ce que doit être le chef militaire dans une place assiégée, dans une armée, dans un camp, c'est-à-dire le chef absolu, incontesté et sans contrôle. Il avait complètement échoué devant la Commune et avait eu le tort de conserver le commandement après cet échec. Il avait subi d'abord le contrôle assidu de la Commission exécutive, représenté surtout par Pyat et Delescluze, puis une des nombreuses révolutions *de palais* qui ont eu lieu dans la Commune avait constitué la Commission exécutive de tous les délégués aux différents ministères, et nommé une Commission spéciale de la guerre pour surveiller la gestion de Cluseret. Les méfiances s'accumulaient contre lui et plusieurs fois déjà il avait été question de l'arrêter.

Telle était la situation lorsque je cessai d'être chef d'état-major de la guerre. Ma démission affligea les révolutionnaires sincères qui me connaissaient. Gérardin, qui méprisait dès le début les discussions byzantines de la Commune et qui ne s'occupait que de la guerre, qui avait enfin, à cause de sa présence constante aux avant-postes, une idée beaucoup plus exacte de la fausseté de la situation que les gens de l'Hôtel de Ville s'ouvrit alors

à moi d'un projet qu'il entretenait. Il voulait annuler la Commune en faisant mettre le pouvoir aux mains d'un Comité de salut public ou de tout autre pouvoir exécutif composé des membres jeunes et résolus de la Commune, et où j'aurais, avec Dombrowski, la direction des opérations militaires.

En même temps les membres de la Commission de la guerre me prenaient pour confident de leurs inquiétudes, et même des républicains systématiques et qui n'avaient pas voulu participer aux actes de la Commune, me proposaient spontanément et leurs systèmes et leur concours. Je me trouvai ainsi le centre d'un mouvement incohérent, divers, et dont le mot d'ordre inconscient était : « Sauver la Révolution en annulant la Commune. »

Je laissai faire : j'étais aussi ennemi de la Commune qu'ont jamais pu l'être tous les républicains sensés, et je croyais toujours que la révolution pouvait et devait être salutaire. Gérardin m'assurait le concours des hommes d'énergie et d'intelligence de la Commune ; d'autres que je ne nomme pas parce qu'ils n'ont pas paru sur la scène révolutionnaire, offraient leur expérience financière ; enfin les généraux m'obéissaient volontiers. Dans ces conditions là, le succès n'était pas impossible et la Révolution pouvait sauver le pays.

Le 29 au soir, je fus mandé à la Commission exécutive composée des délégués aux ministères ; on ne me cacha pas qu'on ne voulait plus de Cluseret et on me posa diverses questions sur la situation et sur mes idées. Je dis ce que je pensais de la situation qui était de plus en plus compromise. La défense était presque nulle, et l'attaque étant indépendante des plans des généraux ennemis, mais dépendant uniquement du talent des officiers subalternes du génie et du courage des pelotons qui nous

étaient opposés, devait faire des progrès continus jusqu'à la prise de la place.

Il n'y avait d'espoir de succès que dans une réforme absolue du système de la solde, qui mettait le peuple, combattant ou non combattant, aux gages de la Commune, le rétablissement de la discipline par des exemples sévères, dirigés principalement contre les officiers élevés en grade, et l'organisation immédiate d'un petit corps d'armée capable de tenir la campagne et de prendre l'offensive. Lorsque je fus sorti, ma nomination aux fonctions provisoires de délégué à la guerre fut signée par la Commission; elle me fut notifiée le lendemain vers 3 heures après-midi, en même temps que Cluseret était arrêté à la Commune. Je dois dire que je défendis Cluseret devant la Presse et à la Commune de l'imputation vulgaire de trahison.

Tel fut le résultat des efforts de la commission de la guerre qui, chargée de partager la gestion avec Cluseret, et trouvant que Cluseret ne faisait rien et ne voulait rien faire, ce qui était assez exact, lui avait cherché un successeur et m'avait fait agréer à la Commission exécutive.

L'une et l'autre commission me promettaient un concours entier, qui consista en bons sentiments de la part de l'exécutive et en bonne volonté de la part de la commission de la guerre. Mais il n'y avait d'un côté ou de l'autre ni idées étendues, ni capacité suffisante, ni aptitude à un travail aussi exceptionnel, aussi révolutionnaire que celui qui se présentait à nous.

Mais en même temps que se faisait ce changement, l'idée dont m'avait parlé Gérardin aboutissait au renversement de la Commission exécutive et à la création d'un Comité de salut public qui fut élu le 1er mai. Dans ce

comité, au lieu d'hommes résolus et intelligents, Gérardin était associé au lamentable Félix Pyat, à Léo Meillet et à deux utilités dont je ne me rappelle pas les noms. Ce *fiasco* me privait du concours de la Commission exécutive et élevait au pinacle Félix Pyat, dont l'activité brouillonne devait faire avorter toute entreprise, et dont la cervelle dépourvue de judiciaire était le réceptacle de toutes les idées impures et malsaines qui peuvent fermenter dans une Révolution. J'appris cette nouvelle par une avalanche de dépêches qui tombèrent au ministère de la guerre dans la nuit du 1er au 2, et par lesquelles Félix Pyat brouillait toutes les mesures militaires que j'avais prises.

Aussitôt rentré au ministère, le 30 avril au soir, j'avais pris les mesures les plus urgentes. Il n'est pas indifférent de dire que dans la nuit du 29 au 30, une tranchée située sur la droite du fort d'Issy avait été surprise par l'ennemi avec la tranchée qu'elle couvrait; Mégy, l'incapable commandant du fort, voyant au matin l'ennemi s'étendre sur sa droite, avait pris peur et évacué le fort avec la garnison. Cluseret, à cette nouvelle, était parti pour Issy et, réunissant quelques troupes, les avait ramenées au fort où il était rentré le 1er. C'est à son retour de cette expédition que la Commune l'avait fait arrêter. Pour moi, je consignai Mégy et j'envoyai au fort d'Issy le général Eudes, qui ne comprit pas du tout l'importance de cette position et n'y alla qu'à contre cœur.

J'ai dit que les questions urgentes étaient la solde, la discipline et l'organisation des forces actives.

Il était urgent en effet de mettre un terme aux abus criants dont la solde était le prétexte; j'en donnerai une idée en disant qu'on aurait certainement obtenu le même *effet utile* avec une dépense vingt fois moindre.

Le 1er mai, ayant convoqué la commission exécutive,

la commission de la guerre et les officiers généraux à un conseil de guerre, je convins avec Jourde, délégué aux finances, que nous étudierions ensemble le soir même un projet ayant pour base la réduction des prestations allouées à la garde nationale, aux tarifs en vigueur pour l'armée, avec une légère augmentation, et l'allocation d'une certaine somme à titre de secours aux femmes et aux enfants. Cette somme, supérieure à la solde de 0 fr. 75 allouée aux femmes, était destinée à compenser et à faire admettre la réduction de la solde des gardes.

Jourde s'engagea de plus à trouver et à mettre en fonctions les employés nécessaires pour répartir et régulariser l'ordonnancement de la solde et pour contrôler l'emploi des fonds. C'était une quarantaine de comptables actifs et honnêtes qu'il fallait trouver sur le champ. Ni l'un ni l'autre de ces projets n'eut de suite; la commission exécutive ayant été détrônée dans la séance du même jour, Jourde lutta pendant deux jours à la Commune contre la création du Comité de salut public, et la solde resta où elle en était à mon arrivée.

Je fis désigner une commission de trois membres pour juger Mégy. — Dombrowski, Eudes et Bergeret furent ces trois membres; cette commission ne se réunit pas.

Dès le 30 avril je traçai le plan d'un groupe tactique et administratif de cinq bataillons, commandé par un colonel et deux lieutenants-colonels, pour servir de base à l'organisation d'une armée active. Je chargeai Bergeret de choisir cinq bataillons à lui connus, de 3 à 400 hommes d'effectif chacun, pour en former un régiment. Eudes dut former deux régiments, également dans Paris; Dombrowski entreprit d'en former trois, puis un quatrième dans l'étendue de son commandement; La Cécilia, qui allait prendre le commandement du centre,

demanda aussi à former un régiment. Chacun de ces régiments devait rendre les nombreux drapeaux et fanions dont les fédérés abusaient, et recevoir en échange un canon de 4 ou une mitrailleuse par bataillon.

Ainsi je mis sur le chantier, dès le 1er mai, huit régiments qui étaient en réalité des brigades actives de deux mille hommes environ, et quarante pièces d'artillerie de campagne. En même temps, je destinais à Wrobleski, qui commandait l'aile gauche, toute la cavalerie disponible, malheureusement très peu nombreuse.

Quoique je m'efforce d'écarter de ce mémorandum toutes considérations d'art militaire ou de politique, je dois faire remarquer ici que cette tentative d'organisation, destinée à me permettre de donner bataille devant Paris, était la seule chance de succès de la défense. En se bornant à une défense passive, on ne pouvait que retarder la chute de la fortification, qui est le terme fatal d'une attaque régulière. Quant au mode d'organisation que j'avais adopté, c'est affaire aux raffinés d'art militaire de résoudre s'il était approprié à la nature des troupes dont je disposais et aux autres circonstances. Je projetai d'y joindre un équipage de douze ou seize pièces de canon de plus gros calibre.

En même temps que je prenais ces mesures, je répartissais entre les membres de la Commission de la guerre les principaux services du ministère. Avrial s'était déjà chargé de l'artillerie; Bergeret, qui remplaçait Delescluze malade, de l'habillement; en même temps il commença la fabrication de sacs à terre pour la défense et de *musettes* pour les bataillons de marche. Arnold entreprit de constituer une commission d'examen pour les officiers afin d'éliminer tous les inutiles et ignares porteurs de galons qui encombraient la ville. Tridon, le

plus capable et le plus considéré de tous, mais à qui sa santé délabrée, ne permettait pas un travail régulier, se chargea de ce qui concerne l'intendance, et commença par envoyer en prison les frères May, qui dirigeaient ce service. Je dois dire que toutes ces fonctions, acceptées sans hésiter, furent remplies avec beaucoup de mollesse.

J'ai dit que j'avais envoyé Eudes au fort d'Issy. Mon choix avait été dicté par la notoriété révolutionnaire de cet homme, qui avait tout intérêt à défendre la Révolution, et qui n'était rien que par elle. Je croyais encore qu'il était trop en évidence pour manquer de cœur. Il se rendit à ce poste dans la journée du 1er mai, laissant à Paris son chef d'Etat major Collet et une partie de son nombreux état-major pour organiser ses régiments. Une fois arrivé au fort d'Issy, il ne songea plus qu'à en sortir.

Il envoyait à la Commune, au Comité de salut public, à la Place, au Ministère, des dépêches où il exprimait vivement l'impossibilité de tenir davantage, et la nécessité d'avoir des renforts, des vivres, des munitions, des habits, du tabac, des canons. Pyat, qui était dans la ferveur de son premier jour de gouvernement, y répondait en m'envoyant des dépêches pressantes. « Conservez le fort d'Issy à tout prix. »

Le 2 mai Gérardin m'annonça l'avénement du Comité de salut public, et m'engagea à me présenter à la Commune, après quoi je dînerais avec le nouveau gouvernement.

Il faudrait, pour raconter cette journée, prendre franchement le ton humoristique qui convient à un récit à la fois grave et bouffon. Il me suffit de dire que j'arrachai des transports d'applaudissements à cette assemblée quinteuse, qui n'était pas insensible à la vérité dite sans ménagements et sans ambages. Je passai la soirée à l'Hô-

tel de Ville avec les membres du Comité de salut public; je crois que ces messieurs comptaient que je leur soumettrais un plan d'organisation ou de défense, et Félix Pyat, en particulier, parla abondamment de la chose militaire qu'il envisageait par les côtés les plus étroits. A la fin, un autre des membres du Comité ayant parlé des mesures qu'il prenait dans son arrondissement pour constituer la garde nationale et réduire les abus. « Au moins, vous, lui dis-je, vous êtes raisonnable. » Pyat demanda aigrement si je voulais dire que lui ne le fût pas; je me mis à rire et nous fûmes ennemis mortels.

Le lendemain, Eudes devint de plus en plus pressant, et ses dépêches instantes me déterminèrent à me rendre au fort d'Issy et à faire une tentative pour le dégager. J'emmenai une partie du bataillon de garde au ministère, qui dut m'attendre à Vanves, mais divers accidents, et en particulier une chute de cheval, me retardèrent assez pour ne me permettre d'arriver au fort qu'à la nuit, avec trois bataillons que j'avais glanés en chemin et dont la présence remonta un peu le moral des défenseurs. Je donnai quelques instructions importantes à Eudes, qui avait pris son quartier dans la casemate la plus obscure et la moins exposée de tout le fort, et qui encore se plaignait du danger ; une seule de mes instructions fut suivie et procura un succès.

Mais ce qu'il y eut de particulier dans cette aventure, c'est que je trouvai au fort Dombrowski, auquel j'avais assigné dès longtemps pour commandement la rive droite, et qui fut aussi étonné de mon arrivée que je l'étais de sa présence, car il venait de recevoir du Comité de salut public un ordre qui l'investissait du commandement de toutes les forces actives, tout en me laissant le ministère de la guerre.

Nous étions, Dombrowski et moi dans des relations fort amicales; il me dit donc, tout en mangeant un morceau dans la casemate d'Eudes, de ne plus me déranger de mon travail d'organisation, qu'il se chargerait, conformément à ses nouveaux pouvoirs, de toute la besogne active. Je tombai d'accord avec lui en lui disant que dès que nous nous serions entendus sur les opérations à exécuter, je serais très heureux de m'en remettre à lui. Déjà, dans le courant du mois d'avril, Dombrowski avait reçu plein pouvoir pour diriger toutes les opérations, et il s'était cantonné dans Neuilly sans s'occuper du tout de la ligne du sud; l'expérience était donc faite et je ne trouvais pas qu'il y eût lieu de lui confier toute l'étendue de la ligne.

En rentrant au ministère, j'écrivis à Gérardin pour lui reprocher cette surprise; je lui expliquai le lendemain mes motifs et le peu d'opportunité d'un commandement militaire unique. Le premier décret fut révoqué et Dombrowski redevint le commandant des fronts attaqués de la rive droite. Je ne puis discuter ici avec étendue les causes de ma détermination. Il est certain que ces décrets successifs mirent de la jalousie entre Dombrowski et moi.

Le gouvernement de Pyat ne se borna pas là. Il envoya à Wrobleski, qui commandait l'aile gauche depuis la Bièvre jusqu'à la Seine, l'ordre de se porter au secours du fort d'Issy. Wrobleski, homme soigneux et méthodique, se plaignit de recevoir des ordres de tous côtés, mais crut devoir néanmoins obéir au Comité de salut public. Il passa la nuit du 3 au 4 à Issy, et pendant son absence, la redoute du Moulin-Saquet, dépendant de son commandement, fut surprise par l'ennemi et les canons enlevés. Il y eut débandade, panique, émo-

tion dans la ville, et Wrobleski, en me rendant compte de l'événement, s'excusait sur son absence et l'impossibilité où il avait été d'exercer sa surveillance habituelle sur les postes avancés. En effet, il était, comme je l'ai dit, très soigneux, et dans tous les cas, s'il n'avait pu empêcher l'accident, sa présence en aurait diminué l'effet.

J'avais encore contre le Comité de Salut public un autre sujet de plainte. Le 2 mai, un parlementaire prussien était venu à l'Hôtel de Ville, où je l'avais vu, porter à la Commune une lettre de son général, par laquelle il se plaignait de l'armement du fort de Vincennes et réclamait le droit de faire visiter le fort le lendemain à 2 heures après-midi.

Cet armement provenait du fait d'un commandant brouillon, et j'y fis immédiatement mettre ordre. Je fis renvoyer sans réponse le parlementaire, qui avait ordre d'attendre la réponse, et j'indiquai à Paschal Grousset, délégué aux relations extérieures, dans quel sens il devait répondre. Il me communiqua en effet dans la nuit la lettre fort convenable qu'il adressait au général prussien, où il lui faisait remarquer qu'un officier général n'avait pas le droit de correspondre avec l'assemblée souveraine de Paris, mais devait communiquer avec l'autorité militaire. Après ce rappel aux convenances internationales, il disait que le parlementaire que les Prussiens enverraient le lendemain serait admis et recevrait satisfaction. Le parlementaire se présenta effectivement, mais au lieu de s'adresser à l'officier d'ordonnance que j'avais envoyé, il trouva deux officiers de la garde nationale commandés directement par Paschal Grousset, et qui lui firent voir tout ce qu'il voulait dans le fort de Vincennes.

Tous ces empiètements de l'autorité civile, tout ce

désordre, pour mieux dire, avait donc des conséquences graves. Les ordres directs donnés par le Comité de salut public paralysaient et contrecarraient l'action du délégué à la guerre qui n'avait plus de raison d'être si tout le monde, excepté lui, dirigeait les opérations. C'est ce que j'allai dire à la Commune le 4, et je pris particulièrement à partie Félix Pyat, lui reprochant les dépêches dont il accablait, sans me prévenir, les commandants particuliers, et mettant à sa charge tous les inconvénients qui en résulteraient.

Pyat se défendit comme un pauvre homme, et nia formellement avoir jamais signé de tels ordres, ce qui m'obligea à produire les originaux et spécialement l'ordre qui avait déplacé Wrobleski de son commandement. Ces ordres furent produits à la Commune le lendemain par les membres de la Commission de la guerre, et obligèrent Félix Pyat à offrir sa démission de membre du Comité de salut public.

Tout cela constitue un récit assez compliqué et difficile à suivre; cependant j'ai encore à raconter d'autres intrigues et d'autres complications et je suis certain qu'en même temps il y en avait encore bien d'autres dont je n'ai pas eu connaissance.

Le Comité central de la fédération de la garde nationale, ce même comité central qui avait géré la Révolution au début, tout amoindri par l'élection de ses membres les plus influents à la Commune, avait cependant continué d'exister et ne s'était pas privé de donner des ordres en dessous-main, de recevoir des réclamations et plaintes et de vaquer à des élections. Il trouvait son rôle bien petit dans une révolution dont il se considérait comme le père, le tuteur et le légitime propriétaire. Aussi profita-t-il du changement de système qui eut lieu

à la fin d'avril pour venir proposer son concours, ou plutôt imposer son concours au nouveau gouvernement, et dans le même moment où je parlais à la Commune contre Félix Pyat, des députés du Comité central attendaient une décision du Comité de salut public qui leur avait donné rendez-vous pour résoudre, le point débattu.

Lorsque je sortis de la Commune, Gérardin m'emmena au Comité de salut public, et on s'en remit à moi de la décision à prendre. Il y eut quelque discussion : les députés du Comité central, qui étaient en effet les plus intelligents et les plus résolus de cette assemblée, faisaient valoir leurs moyens d'action sur la garde nationale, et la facilité qu'ils avaient de faire accepter et exécuter les résolutions dont ils seraient les agents. Comme je les pressais en leur demandant s'ils avaient assez d'hommes résolus et expérimentés pour diriger les diverses branches du service : « Nous nous sommes tâté le pouls, dit l'un d'eux, et nous sommes en mesure. » J'acceptai donc de les charger de toute la partie administrative et des services d'organisation dépendant de mon ministère, et voici pourquoi :

Il m'était impossible de m'appuyer sur la Commune, dont les résolutions étaient constamment mobiles, et qui ne s'occupait pas volontiers d'affaires mais s'épuisait en discussions stériles et en querelles. La Commission exécutive [1] était sans force et sans volonté depuis qu'on l'avait reléguée au second rang par l'invention du Comité de Salut public. La Commission de la guerre se composait de cinq membres dont trois seulement travaillaient, et encore leur travail était-il improductif à cause de leur peu d'aptitude au gouvernement. Dans la situation où ils

1. Formée des délégués aux différents services.

étaient, il s'agissait moins de travailler eux-mêmes que de faire travailler les autres, et je crois que Tridon seul aurait eu peut-être cette aptitude ; quant au Comité de salut public, ce n'était qu'un fantôme de pouvoir : tous ces gens-là n'ont jamais rien compris à la vieille Révolution ; ils n'en ont vu que l'écorce et ne se doutent pas du labeur immense qui a assuré le succès des révolutionnaires de la Convention.

Ainsi je n'avais pas de point d'appui sérieux ; la réforme de la solde et la mobilisation d'une armée, ces deux nécessités du succès, étaient compromises ou ajournées, je voulus essayer, comme chance extrême, d'employer le Comité central.

C'est avec un véritable dégoût que je reviens sur les rapides événements de cette courte période et ce sentiment m'empêche peut-être de détailler les événements comme je le devrais. Le souvenir de tous ces révolutionnaires présomptueux, mais dépourvus d'étude et d'énergie, capables d'un coup de main peut-être, mais non d'une volonté et d'un ferme propos, leur souvenir, dis-je, est pour moi un cauchemar.

Le Comité central de la fédération n'était capable de rien gérer. Puissant pour entraver, pour désorganiser, à cause de l'affiliation dont il était le centre, il fut absolument impuissant pour créer.

Le 5 et le 6 je vis quelques-uns de ses membres ; ils étaient portés de bonne volonté (et d'ailleurs on ne m'adressait que les plus capables) et s'étaient divisés en commissions pour les différentes branches du service, mais le temps de l'action était pris par les séances toujours confuses de cette assemblée, et somme toute, la masse du comité était peu intelligente et peu éclairée.

Le fort d'Issy était toujours le point le plus menacé

de l'enceinte ; Eudes l'avait abandonné et s'y était fait remplacer par son chef d'état-major, Collet, homme de peu de valeur. En revanche, j'y avais envoyé un ingénieur de mérite et de courage qui profitait pour réparer sa fortification de tous les moments de répit que lui laissait le feu de l'ennemi. Je me rendis encore à deux reprises sur ce point des attaques, mais sans réussir à mettre des troupes en mouvement.

Enfin le 7 mai, j'avais acquis la conviction que je ne réussirais pas à grouper les capacités nécessaires au travail du ministère, et que le Comité de salut public ne pouvait ou ne voulait pas m'aider, soit qu'il manquât d'énergie ou de confiance. Une seule voie restait à tenter pour améliorer les affaires militaires décidément compromises, et cette voie était de prendre brusquement l'offensive avec des troupes telles quelles, pour interrompre le progrès des attaques en donnant de sérieuses inquiétudes à l'ennemi.

Ma tentative d'organisation de troupes actives avait cependant été mise à exécution, mais elle avait de toutes parts rencontré des obstacles. Le nom de régiments, que j'avais adopté au lieu de celui de brigades, pour ne pas multiplier le nombre des généraux, avait donné de l'ombrage aux chefs de légion qui craignaient de se voir dépouillés de leur autorité par cette nouvelle constitution. L'officier qui faisait le rapport des légions au ministère, et centralisait tout ce qui concernait l'organisation, fomenta ces méfiances au point d'entraver la formation complète de plusieurs régiments. J'ai déjà dit combien cet officier m'était suspect ; j'appris enfin qu'il avait convoqué sans ordre les chefs de légion et leurs chefs d'état-major, et je le fis arrêter. Une commission du Comité central le remplaça dans son service.

C'est probablement le 7 mai que je fis ma dernière visite au fort d'Issy : j'en parlerai avec plus de détail et je rapporterai quelques circonstances anecdotiques qui peuvent offrir de l'intérêt.

Le général La Cécilia commandait au Petit-Vanves, où j'avais fait retirer depuis plusieurs jours les troupes destinées à la défense du village d'Issy pour qu'elles pussent se refaire en sécurité. Toujours préoccupé d'attaquer les postes de l'ennemi, ce qui était le seul moyen de rendre la défense efficace, j'avais envoyé à La Cécilia l'ordre de réunir ses troupes à 3 ou 4 heures du matin. Je me trouvai au Petit-Vanves à l'heure convenue, mais les troupes n'étaient pas réunies. C'est une grosse affaire de réunir à point nommé des gardes nationaux, et je restai plusieurs heures auprès de La Cécilia sans qu'il parvînt à assembler ses hommes. Pendant qu'un bataillon prenait les armes, l'autre se dissipait.

Ce fut là que je fis faire une exécution de plusieurs gardes nationaux qui avaient abandonné leur poste, exécution inoffensive, mais qui leur fit une vive impression. Je leur fis couper la manche droite, en commençant par les officiers : tous ces gens sanglottaient, et la garde qui les entourait était peut-être plus émue que par une exécution à mort. Je dirai à ce propos que par une chance singulière beaucoup plus que par l'effet de ma volonté, il ne m'est jamais arrivé de faire mourir un homme.

J'ai prononcé à la Cour Martiale une condamnation capitale, mais elle a été commuée sans mon intervention. Ennemi du meurtre autant que de la guerre, j'accepte cependant *toutes* les conséquences nécessaires des situations où je me trouve. Le 7 mai je ne croyais plus assez à l'efficacité de notre défense pour m'engager dans la voie de la répression.

Ce même jour, je visitai le fort d'Issy, qui était cruellement bombardé par l'ennemi. Il est rare que dans une guerre le feu soit aussi violent qu'il l'a été pendant quinze jours au moins sur cette malheureuse bicoque.

J'y passai plusieurs heures pour me rendre compte de tout ; Collet en était alors le commandant et son caractère ne permettait pas d'espérer une longue défense.

J'avais prescrit des travaux de retranchement au Lycée d'Issy, qui est dans une très belle position en arrière du fort. J'espérais qu'on pourrait y tenir l'ennemi quelque temps après la perte du fort, et j'y avais envoyé plusieurs détachements de barricadiers (terrassiers et autres ouvriers en bâtiments). Mais il ne purent se résoudre à travailler sous le feu, et mes instructions ne furent pas suivies.

Enfin me voici arrivé au terme de ce récit. Le 8 mai les chefs de légion se réunirent pour protester contre la formation des régiments ; plusieurs d'entre eux, qui me furent envoyés à ce sujet, m'affirmèrent que leur autorité était suffisamment établie pour qu'ils pussent mettre des troupes en campagne immédiatement, et me promirent pour le lendemain 25 bataillons de 500 hommes, prêts à marcher. Je n'y comptais guères, mais comme un succès était urgent, ne fût-ce que pour donner du temps à la défense, je résolus, s'ils me présentaient quelques bataillons en bon état, de les faire sortir et combattre. Je commandai aussi le régiment de Bergeret, plus avancé que les autres. Bergeret me le promit, mais s'excusa au dernier moment pour trois bataillons qui ne voulaient pas marcher, faute de je ne sais quels accessoires. Plusieurs chefs de légion vinrent aussi me représenter dans la soirée qu'ils ne pourraient pas mettre en mouvement les troupes qu'ils avaient promises.

C'est alors que je dictai ma démission, dont j'envoyai

des copies aux journaux les plus répandus. L'instant après, j'appris que « le drapeau tricolore flottait sur le fort d'Issy, abandonné la veille par sa garnison, et que j'avais vainement essayé de faire réoccuper.

J'allai ensuite, par acquit de conscience, voir les troupes que les chefs de légion avaient réunies et je fis compter exactement leur effectif. Cet effectif n'atteignait pas cinq mille hommes, et c'étaient des troupes pitoyables.

La Commune, au reçu de ma lettre, m'envoya successivement deux députations pour me prier de retirer ma démission ; sur mon refus, elle ordonna à la Commission de la guerre de prendre la direction de la délégation de la guerre et de m'arrêter.

En même temps le Comité central, qui siégeait au Ministère de la guerre, m'envoyait députation sur députation pour me demander de me rendre à la séance. Je dus céder à cette obsession et je leur donnai les explications qu'ils me demandèrent, leur exposant que je ne pouvais pas faire toute la besogne, être à la fois caporal et général et courir à hue et à dia pour ramener au feu des gens lassés de se battre, pendant que tous ceux qui auraient dû travailler s'occupaient à des délibérations très intempestives. Le comité central était hébété. En sortant de là, j'allai dîner chez Dombrowski où je reçus un envoyé du Comité central, qui m'annonça que ce comité allait demander à la Commune plein pouvoir pour moi.

Je rentrai, le 9 mai vers dix heures, au Ministère, où je ne tardai pas à recevoir toute la Commission de la guerre, renforcé de Johannard et de Delescluze. Après les premiers compliments, Delescluze me reprocha d'avoir annoncé par une affiche la prise du fort d'Issy [1] ;

1. La dépêche, affichée à plusieurs milliers d'exemplaires, disait : « 9 mai 1871 midi et demi. — Le drapeau tricolore

je lui répondis assez vivement que le peuple devait être le premier à connaître une nouvelle de cette importance; nous raisonnâmes quelque temps sur ce point, qui était le plus grand grief de la Commune contre moi, et la Commune, qui avait en poche l'ordre de m'arrêter, s'en alla, sans me faire part de cet ordre et en me priant de continuer mes fonctions jusqu'au lendemain, ce que je n'acceptai qu'en conservant un des membres de la Commission dans mes bureaux pour n'avoir rien à signer.

Le lendemain matin, 10 mai, la Commission, fort embarrassée de n'avoir pas rempli son mandat formel, m'envoya deux de ses membres pour me prier de les accompagner à l'Hôtel de Ville; je les fis déjeuner, je les y menai dans ma voiture et je restai à la questure jusque vers cinq heures, sans être ni libre, ni prisonnier. A cinq heures Gérardin vint nous rejoindre et m'annonça qu'il venait se constituer prisonnier avec moi.

La séance de la Commune était excessivement tumultueuse ; on n'avait voulu entendre aucune raison et on m'avait décrété d'accusation ; on avait même nommé la Cour martiale, dont Collet devait être le président. Je ne pus supporter l'idée de paraître en accusé devant ce Collet que j'avais vu caponner devant les obus à Issy, et c'est alors que je me déterminai à me soustraire à la justice de la Commune.

J'emmenai Gérardin; la voiture nous déposa sur le boulevard Saint-Michel et chacun de nous s'en alla chercher un gîte [1].

Le nouveau Comité de salut public, où figuraient Ar-

flotte sur le fort d'Issy, abandonné hier au soir par la garnison. »

1. Rossel se réfugia à l'hôtel de Montebello, 54 boulevard Saint-Germain, où il fut arrêté le sept juin; on le conduisit à Versailles et sa captivité dura près de six mois.

mand, Billioray, Eudes, Gambon ne cessa pas, jusqu'au dernier jour de son pouvoir, d'attribuer à *ma trahison* la perte du fort d'Issy. Félix Pyat et Vallès me firent l'honneur d'ouvrir un dossier à ma charge dans les colonnes de leurs journaux, et je fus même le sujet de plusieurs Premier-Pyat, où il était démontré que j'avais aspiré à la tyrannie. Enfin un journal de Versailles, *Paris-Journal*, publia contre moi un acte d'accusation fictif, signé Protot et Vermorel où l'on établissait quand, comment et par qui j'avais reçu cinq cent mille francs pour perpétrer la trahison.

Me voilà au bout de la tâche que j'avais entreprise de raconter le rôle que j'ai joué dans l'insurrection, tâche qui n'a pas été sans amertume pour moi, car il m'a fallu revoir un à un mes déboires, mes désillusions, mes espérances trompées.

J'ai servi fidèlement, aveuglément la Révolution jusqu'au jour où j'ai eu expérimenté par moi-même toute la vanité des espérances que j'avais fondées sur cette tentative. La Commune n'avait pas d'hommes d'état, pas de militaires et ne voulait pas en avoir; elle accumulait les ruines autour d'elle sans avoir ni la puissance, ni même le désir de créer à nouveau. Ennemie de la publicité parce qu'elle avait conscience de sa sottise, ennemie de la liberté parce qu'elle était dans un équilibre instable d'où tout mouvement devait la faire choir, cette oligarchie était le plus odieux despotisme qu'on puisse imaginer. N'ayant qu'un procédé de gouvernement, qui était de tenir le peuple à ses gages, elle ruinait par ses dépenses l'épargne de la démocratie et désaccoutumait le peuple du travail.

Lorsque je vis que ce mal était sans remède, que tout effort, que tout sacrifice était stérile, mon rôle se trouva fini.

Prison de Versailles, 20-24 juin 1871.

LETTRE AU DIRECTEUR DU « TIMES »

Paris, le 4 mai 1871.

Monsieur,

Il court dans les journaux une certaine calomnie qui ne m'aurait nullement inquiété si votre honorable feuille n'en avait endossé la responsabilité.

On assure que j'ai demandé un grade [1] à monsieur Thiers qui me l'aurait refusé. Il n'y a rien eu d'analogue. Dès la capitulation de Paris, tout lien était brisé entre l'armée française et moi, et je ne restai à mon poste [2] que pour achever de régler l'importante comptabilité des travaux que j'avais exécutés.

On dit qu'un dépit de jeune homme m'a jeté dans les rangs de la Révolution. Il n'y a point de dépit chez moi, mais une colère mûrement et longuement réfléchie contre l'ancien ordre social et contre l'ancienne France qui vient de succomber si lâchement.

Salut et fraternité.

Le Délégué à la guerre,

L. Rossel.

1. On a dit, en effet, que Rossel s'était joint à l'insurrection par dépit de n'avoir pas été maintenu dans son grade de colonel du génie. — Ce grade lui avait été conféré provisoirement, pour la durée de la guerre contre la Prusse, après son évasion de Metz —; plusieurs journaux s'étaient faits l'écho de ce bruit malveillant qui semblait une explication plausible de l'étrange détermination du jeune officier. — La correspondance privée de Louis Rossel fait raison de ce bruit. — Bien avant la guerre, il pense à se faire ingénieur, à entrer dans l'industrie ; les mêmes préoccupations se retrouvent à la fin de la lutte, plus accusées encore par le chagrin de la défaite. — Plusieurs lettres intimes sont citées à seule fin de rendre ce point bien évident : « Après la guerre, répète-t-il je ne suis plus soldat. »

2. Le poste du camp de Nevers où il était colonel du génie de l'armée auxiliaire.

LETTRE [1] DE DÉMISSION A LA COMMUNE

Paris, 9 mai 1871.

Citoyens membres de la Commune,

« Chargé par vous à titre provisoire de la délégation à la guerre, je me sens incapable de porter plus longtemps la responsabilité d'un commandement où tout le monde délibère et où personne n'obéit.

« Lorsqu'il a fallu organiser l'artillerie, le Comité central d'artillerie a délibéré et n'a rien prescrit. Après deux mois de résolution, tout le service de vos canons repose sur l'énergie de quelques volontaires dont le nombre est insuffisant.

« A mon arrivée au ministère, lorsque j'ai voulu favoriser la concentration des armes, la réquisition des chevaux, la poursuite des réfractaires, j'ai demandé à la Commune de développer les municipalités d'arrondissement.

« La Commune a délibéré et n'a rien résolu.

« Plus tard, le Comité central de la fédération est venu offrir presque impérieusement son concours à l'administration de la guerre. Consulté par le Comité de salut public, j'ai accepté ce concours de la manière la plus nette, et je me suis dessaisi en faveur de ce Comité, de tous les renseignements que j'avais sur l'organisation. Depuis ce temps-là, le Comité central délibère et n'a pas encore su agir. Pendant ce délai, l'ennemi enveloppait le fort d'Issy d'attaques aventureuses et impudentes dont je le punirais si j'avais la moindre force militaire disponible.

« La garnison, mal commandée, prenait peur, et les

1. Cette lettre, dit Henri Martin, est le jugement de l'Histoire sur la Commune.

officiers délibéraient, chassaient du fort le capitaine Dumont, homme énergique qui arrivait pour les commander, et tout en délibérant, évacuaient leur fort, après avoir parlé sottement de le faire sauter, chose plus impossible pour eux que de le défendre.

« Ce n'est pas assez. Hier, pendant que chacun devait être au travail ou au feu, les chefs de légion délibéraient pour substituer un nouveau système d'organisation à celui que j'avais adopté afin de suppléer à l'imprévoyance de leur autorité, toujours mobile et mal obéie.

« Il résulta de leur conciliabule un projet au moment où il fallait des hommes, et une déclaration de principes au moment où il fallait des actes.

« Mon indignation les ramena à d'autres pensées et ils me promirent pour aujourd'hui, comme le dernier terme de leurs efforts, une force organisée de 12.000 hommes avec lesquels je m'engage à marcher à l'ennemi. Ces hommes devaient être réunis à onze heures et demie; il est une heure et ils ne sont pas prêts; au lieu d'être 12.000, ils sont environ 7.000. Ce n'est pas du tout la même chose.

« Ainsi, la nullité du Comité d'artillerie empêchait l'organisation de l'artillerie; les incertitudes du Comité central de la fédération arrêtent l'administration; les préoccupations mesquines des chefs de légion paralysent la mobilisation des troupes.

« Je ne suis pas homme à reculer devant la répression, et hier, pendant que les chefs de légion discutaient, le peloton d'exécution les attendait dans la cour. Mais je ne veux pas prendre l'initiative d'une mesure énergique, endosser seul l'odieux des exécutions qu'il faudrait faire pour tirer de ce chaos l'organisation, l'obéissance et la victoire. Encore, si j'étais protégé par la publicité

de mes actes et de mon impuissance, je pourrais conserver mon mandat. Mais la Commune n'a pas eu le courage de la publicité. Deux fois déjà je vous ai donné des éclaircissements nécessaires, et deux fois, malgré moi, vous avez voulu avoir le Comité secret.

« Mon prédécesseur a eu le tort de se débattre au milieu de cette situation absurde.

« Eclairé par son exemple, sachant que la force d'un révolutionnaire ne consiste que dans la netteté de la situation, j'ai deux lignes à choisir : briser l'obstacle qui entrave mon action ou me retirer.

« Je ne briserai pas l'obstacle, car l'obstacle, c'est vous et votre faiblesse : je ne veux pas attenter à la souveraineté publique.

« Je me retire, et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas [1].

ROSSEL. »

---

17 mai 1871 [2].

Mes bien aimés parents,

Ces derniers jours ont dû vous faire bien souffrir,

1. Cette lettre fut adressée par Rossel, non seulement à la Commune, mais aux journaux les plus répandus.

2. Cette lettre est écrite de l'hôtel du Boulevard Saint-Germain où Rossel, proscrit par la Commune, se tint caché depuis le 9 mai jusqu'à son arrestation par le parti de Versailles, le 7 juin. — Certains auteurs ont insinué que Rossel avait continué d'entretenir des relations avec le parti insurrectionnel après sa retraite. Cette version est absolument inexacte; je retrouve, écrite de sa main, une note indiquant les témoins à citer pour son procès et je lis : Docteur Barthès, 54, Boulevard Saint-Germain, Paris. — Peut témoigner de mes actes depuis que j'ai été proscrit par la Commune le 9 mai jusqu'à mon arrestation le 7 juin. Je l'ai vu chaque jour pendant ce temps et n'ai même vu que lui. Il a manifesté spécialement le désir de témoigner pour moi. Peut-être veut-il appeler l'attention du Conseil sur mes sentiments au sujet des derniers actes de la Commune.

mais il fallait que je fisse l'expérience jusqu'au bout, et peut-être même aujourd'hui n'est-elle pas achevée.

Je mène l'existence la plus tranquille depuis huit jours. Je mange, je dors, je cause, j'engraisse, à ce que l'on me dit, tandis qu'auparavant je courais comme un chat maigre, ne sachant ni quand je mangerais, ni quand je dormirais.

On a dû me calomnier de bien des façons ; on m'a accusé de férocité, de vénalité, et sans me flatter, je puis dire que je suis humain et incorruptible, vous le savez bien.

Ce pauvre Durand de Villers a été tué dans les tranchées ; la mort de ce pauvre camarade me fait une vraie peine. Déjà les journaux m'avaient appris que Brunel était décoré après blessure grave.

Enfin un capitaine du génie a été fait prisonnier ces jours-ci. Je ne sais pas encore qui c'est. Si Paris est pris, il aura été pris par les capitaines du génie. Les généraux de Versailles sont toujours les mêmes qu'il y a un an : ils n'y comprennent rien ; il n'y a que la pioche du sapeur qui travaille.

Adieu mes bien aimés, je vous embrasse et je vous aime, père, mère, B. et S.

Votre fils affectionné.

NOTES DIVERSES

Je n'ai porté l'uniforme [1] que lorsque c'était strictement nécessaire. Même il m'est arrivé de visiter les forts ou les attaques en bourgeois. Le premier mai, je n'avais encore mis l'uniforme qu'une seule fois, pour une des séances de la Cour martiale ; j'avais présidé les au-

1. Pendant l'insurrection.

tres séances en bourgeois, vêtu comme je le suis encore maintenant.

Mon état-major ne se composait que d'officiers subalternes; il était le moins nombreux de tous quoique j'eusse les fonctions les plus importantes.

Je n'emmenais jamais d'escorte, mais seulement quand c'était nécessaire, des plantons à cheval et sans armes pour tenir les chevaux et pour porter les longues-vues et les cartes.

Il est faux que mes ordres fussent en parfait accord avec la Commune comme le dit le rapport. Au contraire, c'est le désaccord constant, irrémédiable entre mes ordres et le système de la Commune qui a entraîné ma démission.

S'il y avait eu accord parfait, je n'aurais pas quitté la Commune et elle ne m'aurait pas proscrit.

La cour martiale, contrairement à ce que dit le rapport, n'a prononcé qu'une seule condamnation à mort, laquelle n'a pas été exécutée.

Un fait assez singulier que j'ai remarqué plusieurs fois : lorsque les troupes ou les postes de Fédérés me saluaient au passage du cri de « Vive la Commune », je répondais en saluant de la main et quelquefois en criant aussi « Vive la Commune ». Mais les officiers de mon état-major ne répondaient jamais que « Vive la République. »

Il est très remarquable (et cette observation n'est pas étrangère à la cause), que la Commune a constamment pris ses principaux agents dans sa minorité, dans ce

qu'on pourrait appeler l'opposition. Cela tient à ce que la majorité ne contenaient pas de gens capables, instruits, spéciaux.

Jourde, Paschal Grousset, Delescluze, Varlin, appartenaient à cette minorité qui s'imposait par son caractère respectable et ses connaissances, mais qui était constamment jalousée et froissée, et qui, de son côté, ne ménageait pas la majorité.

Ce n'est qu'après ma proscription [1] que la majorité est arrivée au pouvoir par le renouvellement du comité de salut public (Eudes était le nom le plus caractéristique de ce nouveau comité) et plus tard, par le renouvellement de la Commission de la guerre. C'est alors que l'agitation devint de la démence.

Pour moi, j'ai été porté et soutenu par cette minorité, où d'ailleurs les capacités n'étaient pas assez nombreuses, car on y trouvait au premier rang les Avrial, Arnol, etc., hommes de peu de science et de peu de caractère. Je me suis constamment opposé à la ligne politique de la Commune; c'est par mon initiative et la pression que j'ai fait exercer sur elle par le *Père Duchêne* qu'à été obtenue la publicité des séances.

Je disais souvent aux membres de la Commune qui me tombaient entre les mains que le peuple n'avait pas fait la Révolution pour être gouverné par la Commune, mais pour se gouverner lui-même. J'ai favorisé autant que je l'ai pu la publicité et n'ai jamais contribué à la publication des comptes-rendus mensongers dont l'*Officiel* avait l'initiative.

Les journalistes qui s'adressaient à moi, et c'étaient spécialement les Anglais, les Américains et la Sociale,

1. 9 mai.

avaient communication des dépêches authentiques. La publicité ne pouvait nous faire que du bien.

Je n'ai jamais espéré, depuis que j'ai connu la Commune, que la Révolution triompherait par la Commune, mais qu'elle triompherait malgré la Commune.

SUR LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE.

Le besoin d'une révolution démocratique est une chose certaine. La classe inférieure est trop puissante pour ne pas faire sentir son action dans le gouvernement, et pas assez puissante pour ne pas réclamer sans cesse une part plus grande aux affaires. La classe aisée, qui détient le pouvoir depuis quarante ans, par les sièges électifs, d'une part, et de l'autre par les *dynasties* de fonctionnaires qu'elle recrute dans son sein, a usé de ce pouvoir d'une manière désastreuse pour l'intérêt public, en rejetant les plus lourdes charges sur la classe inférieure.

Ainsi, parmi les impôts directs, la patente est organisée de manière à favoriser la grosse industrie; parmi les impôts indirects, les denrées de nécessité sont grevées de préférence aux objet de luxe.

Mais j'ai étudié plutôt les lois militaires que le reste : la décadence de notre état militaire est causée par les altérations sans cesse apportées depuis 1830 aux principes de nos institutions.

Par le remplacement, constamment favorisé, les classes aisées se sont désintéressées de la défense du pays, qui est restée confiée à des prolétaires et à des mercenaires. Le recrutement des officiers dans les rangs est devenu difficile, le recrutement des sous-officiers, impossible. L'armée a déchu peu à peu.

Les événements de l'année dernière sont la résultante de quarante années de mauvais gouvernement. En voyant l'Assemblée de Bordeaux se rejeter violemment vers le passé, j'ai pensé que l'avenir fantastique rêvé par les démocrates de Paris ne pouvait pas, à coup sûr, être plus pernicieux qu'un retour en arrière.

Parmi les bataillons que j'avais l'honneur de commander, certains étaient affligeants à voir. Des hommes débiles, laids, petits, difformes, dont l'uniforme faisaient ressortir la mauvaise mine. En passant devant ces malheureux, je me disais : « ces gens ont raison de se battre ; ils se battent pour que leurs enfants soient moins chétifs, moins scrofuleux, moins vicieux qu'ils ne sont eux-mêmes. »

En dépit de la défaite de la Commune, le dilemme posé à la société par les Communeux subsiste tout entier : Il faut que la société s'abaisse à nous rendre la vie commode et facile, ou bien nous tuons la société.

Vous voyez bien, législateurs imbéciles, qu'il faut que vous ouvriez la société toute grande à la horde qui l'assiège. Sans cela cette horde se fera une société en dehors de vous : si les nations n'ouvrent pas leurs portes à la classe ouvrière, la classe ouvrière courra à l'Internationale.

Il y a dans la société une classe nombreuse, industrieuse, puissante parce qu'elle est groupée, à laquelle ne s'appliquent ni vos lois sur la propriété, ni vos lois sur l'héritage, ni vos lois sur la famille.

Changez vos lois, ou bien cette classe essaiera obsti-

nément de se créer une société à elle, où il n'y aura ni famille, ni héritage, ni propriété.

Je crois que je n'ai aucune prévention en faveur des Communeux : et bien, je dois dire que j'aime mieux, malgré toutes les hontes de la Commune, j'aime mieux avoir combattu avec ces vaincus qu'avec ces vainqueurs.

Il y avait dans Paris, au 18 mars, (c'est un compte dont je sais l'exactitude) soixante bataillons révolutionnaires. Il y avait quatre-vingt-dix bataillons entièrement conservateurs. Le reste était partagé et incapable d'avoir une action décisive.

Les quatre-vingt-dix bataillons conservateurs étaient plus anciennement formés, mieux équipés, mieux armés que les révolutionnaires; ils étaient également nombreux, ils étaient mieux commandés et plus disciplinés.

Seulement ces indignes citoyens ont l'habitude de s'en remettre à l'armée et à la police qui sont chargées de se faire tuer pour l'ordre.

Mais il y a des moments où la police est sur les dents et où l'armée ne comprend pas bien de quel côté est son devoir, ou si son devoir n'est pas de rester tranquille. A ces moments-là, le pavé de Paris est au premier occupant.

Nul doute que j'ai été dupe du mouvement du 18 mars, mais j'étais bien plus dupe à Metz lorsque je continuais des ouvrages qui ne devaient pas être attaqués, lorsque je remettais des portes à la ville, des portes qu'on devait ouvrir toutes grandes; tout l'argent que j'ai employé là à été employé pour le roi de Prusse. J'étais dupe aussi à Nevers lorsque je m'éreintais à exercer des soldats et à former des officiers pour défendre un pays qui ne

voulait plus se défendre. Si j'avais su que tout cela était pour la frime et finirait par de bonnes capitulations, je serais allé passer mon temps avec quelque corps franc au lieu de faire enrager des pauvres diables de mobilisés que je finissais par transformer en soldats.

Si c'était à recommencer, il est possible que je n'irais pas servir la Commune, mais il est certain que je ne servirais pas Versailles.

J'ai été bien attrapé, je l'avoue franchement, quand j'ai connu le gouvernement révolutionnaire.

Je cherchais des patriotes, et je trouve des gens qui auraient livré les forts aux Prussiens plutôt que de se soumettre à l'Assemblée; je cherchais la liberté, et je trouve le privilège installé à tous les coins de rue; je cherchais l'égalité, et je trouve la hiérarchie compliquée de la fédération, l'aristocratie des anciens condamnés politiques, la féodalité des ignares fonctionnaires qui détenaient toutes les forces vives de Paris.

Mais ma plus grande surprise était autre chose que tout cela. Nous avions souffert d'être régis par un gouvernement de police, et la Commune trouve moyen d'être un gouvernement de police, et Raoul Rigault, qui avait personnellement pâti de ce mode de gourvernement, s'installe à la Préfecture, et devient le véritable chef de la Commune.

J'ai connu Delescluze et Félix Pyat; je n'ai jamais assez estimé Delescluze, et je ne mépriserai jamais assez Félix Pyat.

Il faut être oublieux comme le sont les Français pour avoir pris les Dombrowski pour des étrangers : leur nom a place dans notre histoire. S'il faut qu'un nom en ki

soit le nom d'un étranger, qu'est le général Bourbaki? Et les Mac-Mahon, et les Wimpffen, et les Lawœstine, et vingt autres?

Il est un point sur lequel je considère la Commune comme une expérience complète : c'est l'insuffisance des classes ouvrières pour le gouvernement. Il faut, *il faut* que jusqu'à nouvel ordre l'exercice des fonctions gouvernementales reste aux mains des classes instruites, ou plutôt il faut que le gouvernement reste aux mains de la bourgeoisie jusqu'à ce que le peuple soit suffisamment instruit.

Que le peuple s'instruise donc s'il veut avoir sa part légitime dans la direction des affaires et dans la répartition de la fortune. Mais pour le moment, je dirai le mot sans le mâcher, le peuple est trop *nul* pour nous gouverner : il n'a pas assez d'idées sérieuses et il a trop d'idées fausses.

Je n'accuse pas, je constate. Je sais que ce n'est pas la faute du peuple, mais la faute de nos législateurs si le peuple reste dans son infériorité; je sais que le peuple français, et celui de Paris en particulier, est intelligent et capable. Mais tout cela ne suffit pas; il faut la culture intellectuelle, sérieuse et approfondie, pour traiter d'aussi graves questions que le gouvernement des affaires publiques. Le gouvernement actuel est incapable, vicieux, de mauvaise foi, tout ce qu'on voudra ; je le sais bien, puisque j'ai travaillé de tout mon cœur à le démolir. Mais je dois dire que le peuple de Paris, ayant mis son gouvernement à la porte, avait l'air d'un aveugle qui a perdu son chien.

Non seulement l'instruction de nos ouvriers est insuffisante, mais encore elle est mal dirigée. Ils étudient de

bonne foi les philosophes songe creux qui leur promettent le paradis sur terre ; c'est du temps perdu. Ils veulent transformer brusquement l'organisation du travail, supprimer les patrons, supprimer les intermédiaires, mais ils ne sont pas de force à remplacer les patrons et les intermédiaires, et sont dupes les trois quarts du temps de leurs expériences d'innovations.

Incapables d'améliorer la gestion de leurs propres affaires, ils sont encore plus incapables de gérer les affaires publiques. J'ai fait tout ce que j'ai pu, pendant que je servais l'insurrection, pour trouver dans les classes ouvrières ou parmi les petits commerçants partisans de la révolution, des hommes capables de commander ou d'administrer ; j'ai fait, je le répète, tout ce que j'ai pu : eh bien, je déclare formellement que je n'ai trouvé d'auxiliaires capables que dans les classes instruites. J'ai eu des colonels, des officiers d'ordonnance, des chefs de service de toute provenance; je dirai un mot de ceux que je me rappelle avoir essayés.

Lorsque le Comité central, le fameux Comité central de la Fédération, se chargea de l'administration de la guerre, on nomma plusieurs commissions. La principale était celle de l'Infanterie qui devait régler le service des bataillons. Je mis tous les documents relatifs à ce service entre les mains de l'un des membres de la commission qui était, je crois le citoyen Lacord, homme soigneux, attentif, ordonné, ayant toutes les qualités de détail propres à l'organisation ; mais il n'avait pas les qualités principales, l'énergie active, l'aptitude au travail intellectuel concentré. Il ne fit rien, et le service resta en plan.

Le 2 avril, j'étais au Comité de salut public ; un garde national insistait pour faire part d'un plan qu'il proposait pour vaincre les Versaillais. C'était un mode d'atta-

que en s'appuyant à deux forts et avançant le centre de la ligne jusqu'à enfoncer la ligne ennemie. Certainement il y avait là une idée, idée bien connue, classée et dénommée dans les traités de stratégie, mais parfaitement inutile parce que nous n'avions ni des bataillons assez consistants et assez manœuvriers pour l'exécuter, ni des chefs pour conduire ces bataillons. De plus, rien qu'en regardant le dessin présenté par cet homme, on s'apercevait qu'il n'entendait rien au maniement et à l'emploi des troupes. Cependant, après tout, c'était une idée et une idée juste. J'expliquai à cet homme en quoi son plan était bon, pourquoi il était inutile, et je le pris au nombre de mes officiers d'ordonnance, lui disant qu'il pourrait ainsi acquérir des notions pratiques et se former le jugement militaire. C'était, de son état, un petit commerçant; il vint au ministère, prit le galon de lieutenant, et je cherchai à utiliser ses services. Il fut tout à fait insuffisant: il écrivait trop mal et rédigeait trop mal pour pouvoir rendre compte par écrit de ce qu'il avait vu, et il ne savait pas s'exprimer nettement, parlant d'une manière diffuse et appuyant sur des détails inutiles. Ainsi, cet homme, qui avait de l'intelligence et peut-être des qualités supérieures, était incapable de les mettre en œuvre pour remplir un emploi public très modeste.

Pendant un moment, on a pu croire à la Commune, c'est le premier jour de son existence. On ne demandait qu'à la croire capable, honnête, intrépide, qu'à la suivre et à lui obéir. Cela a duré un jour.

Les gens de la Commune n'ont pas su créer; ils n'ont su que détruire, et détruire, c'est si facile! Il n'y avait pas besoin de leurs prétentions d'amélioration politique

et sociale pour détruire aussi bien qu'eux, le premier incapable venu y suffisait.

La Révolution du 18 mars, ayant la guerre à soutenir, pour triompher, son gouvernement avait pour premier devoir de fonder son crédit et de fonder son autorité. La Commune a vécu, ou plutôt à péri sans autorité et sans crédit.

Le Comité central, qui passe pour avoir fait l'insurrection et qui l'a gouvernée pendant huit jours, était si profondément incapable qu'il y eut un véritable soulagement lorsque la Commune eut été élue le 26 mars. Le Comité, après s'être fait un peu tirer l'oreille, remit ses pouvoirs, dans une pompeuse cérémonie, à l'assemblée nouvelle, mais il n'entendait pas abdiquer pour cela. Il resta cantonné à l'Hôtel de Ville, où il fit des orgies à défaut de décrets. « Ils dépensent des cent mille francs par jour! » me disait Malon avec dégoût, vers le 30 mars.

Les *Internationaux* n'étaient pas de mauvaises gens; autant que j'en ai pu juger, c'est ce qu'il y avait de mieux dans la Révolution. Gérardin, Malon, Avrial sont ceux que j'ai vus davantage. C'étaient de fort braves gens, dévoués à la cause publique, et auxquels il ne manquait que la volonté et une doctrine un peu sûre.

Les Blanquistes. Je n'en dirai pas autant des Blanquistes. Je n'ai pas l'honneur de connaître Blanqui, que je considère comme un homme très capable et très énergique; mais soit par une tendance particulière de son caractère, soit par une nécessité du temps, il ne s'est entouré que d'hommes sans valeur, serviteurs indignes de la

liberté, esprits étroits et personnels, capables d'un coup de main, incapables de courage.

Si Blanqui eût été là, il aurait utilisé ces séides avec intelligence, il en aurait exprimé le suc et s'en serait débarrassé ensuite. Mais le maître n'étant pas présent, ils ont cru pouvoir remplacer le maître.

A défaut d'hommes dignes de servir la liberté, Blanqui a cru pouvoir employer des caractères vils et des esprits étroits. Il s'est trompé: ces séides ont rétréci et avili la cause qu'ils servaient. Je ne puis m'empêcher de lui en vouloir pour avoir dressé des piédestaux à des êtres ignobles, pour les avoir présentés à l'admiration d'une foule crédule qui n'en est peut-être pas encore détrompée.

Voilà où j'en veux à Blanqui. Pourquoi avoir choisi parmi les millions d'hommes qui aspirent à un affranchissement plus complet, pourquoi avoir choisi des caractères sans réelle dignité. Je ne veux pas croire que dans la population ouvrière de Paris il n'y ait pas des cœurs plus généreux et des esprits plus ouverts que ces gens-là. Puisque Blanqui avait le don de faire naître des dévouements et de les employer, pourquoi ne s'est-il pas formé un état-major d'hommes respectables?

Il n'y avait pas un des hommes au pouvoir, ministres, généraux, assemblée, qui n'eût quelque vengeance à tirer de Paris, pas un qui n'eût été flagellé par la grande ville, soit dans sa personne, soit dans son égoïsme et ses intérêts. Paris a été le bouc émissaire des fautes et des crimes de tout le monde. Aussi comme les vainqueurs crient haro contre ce pelé, ce galeux de Paris qui a fait tout le mal.

Raoul Rigault et ses acolytes ont fusillé un prélat gal-

lican, un sénateur libéral; ils ont détruit les archives de la société civile. Qu'auraient-ils fait de plus s'ils avaient voulu servir le parti ultramontain? Ils auraient mis le feu à une église, pour ne pas *débiner le truc*.

Les gens aisés ne veulent pas croire que les ouvriers aient de la peine à vivre. Mais les ouvriers ne demandent pas seulement à vivre. Ils demandent, (et ils font bien) qu'il leur soit plus facile de parvenir à l'aisance et à la richesse.

On dit que si les ouvriers avaient moins de vices et plus d'instruction ils arriveraient plus facilement à l'aisance. Il peuvent renverser l'argument et dire : « S'il nous était plus facile d'arriver à l'aisance, nous aurions, ou du moins nos enfants auraient moins de vices et plus d'instruction. »

L'ouvrier a de quoi se nourrir. C'est fort bien, répondrai-je, mais il faut qu'il ait aussi de quoi nourrir ses passions et ses caprices, puisque vous autres, aristocrates de l'industrie, de la finance et de la politique, vous nourrissez si grassement et si plantureusement les vôtres au grand soleil de Paris.

Lorsque la bourgeoisie instruite a fait la Révolution de 1789, elle ne l'a pas faite toute seule. Elle a appelé le paysan pour brûler les châteaux et l'ouvrier pour abattre les bastilles. L'ouvrier a fait sa besogne : aujourd'hui il réclame son salaire. Complices de la Révolution, partagez-en avec eux le bénéfice.

L'ouvrier, qu'on l'appelle socialiste, communiste ou

internationaliste, sait parfaitement ce qu'il veut, mais il ne sait comment l'obtenir. *Il veut que la propriété soit plus aisément accessible* à celui qui travaille.

Il ne veut pas que tout le monde soit gueux, il veut que tout le monde soit riche. Mais plutôt que de subir une inégalité trop criante, l'ouvrier, et surtout l'ouvrier de Paris, qui voit très bien comment va le monde, aimera mieux faire sauter la société.

Qu'ont fait les classes gouvernantes de la société française en faveur des pauvres! Qu'ont-elles fait pour rendre les impôts moins lourds à ceux qui gagnent moins? pour faire la part à peu près égale à tout le monde dans l'immense développement de la richesse publique?

Les chambres françaises ont été profondément égoïstes. Elles ont constamment favorisé leurs parents, leurs amis, leurs *égaux*.

Elles n'ont jamais supporté la loi de la conscription, elles ont fait porter l'impôt indirect sur les choses nécessaires, elles ont privilégié les grosses industries dans la répartition de l'impôt direct.

Vous ne comprenez pas qu'on fasse des révolutions?... Lisez les quelques lignes qui résument les produits des divers revenus du pays, et vous verrez combien le législateur frappe le nécessaire des uns et épargne le superflu des autres.

Lorsque les abeilles trouvent un rat mort dans une ruche, ne pouvant emporter le cadavre, elle l'embaument avec de la cire.

Les Anglais ont un système social qui *produit* beaucoup de pauvres; mais ce système a un correctif : on prend le pauvre, on l'englue dans le *work-house* ou tout

autre système de bienfaisance, et il cesse d'empester la société.

Les législateurs français ont été moins prudents. Leur système social produit moins de détritus humains que le système anglais, et cependant la société en est plus infectée. On voit des myriades d'hommes étiques et rabougris qui prennent un fusil quelque matin, et envoient leurs doléances chargées à balle dans les vitres et parfois dans la tête des gens heureux et bien portants.

Ce système est détestable, et cependant personne ne paraît s'en lasser. Voilà quatre-vingts ans que cela dure et l'avenir est plein de promesses du même genre.

On dit que les Français n'ont pas le droit de réunion; ils l'ont, car ce droit est imprescriptible, seulement il est mal réglementé. L'autre jour, nous nous sommes réunis au nombre d'une centaine de mille, avec des fusils et des canons; on a discuté pendant deux mois, et on a clos la session par la mort ou l'emprisonnement des principaux orateurs. Voilà la liberté de réunion telle qu'elle est exercée en France depuis la proclamation des droits de l'homme.

Ne vaudrait-il pas mieux se réunir un peu plus souvent, mais avec moins d'appareil? quand même on échangerait à la tribune quelques coups de poing à l'anglaise, le mal serait moins grand, tout compris, que de se réunir une fois tous les vingt ans pour faire les journées de Juin ou la Commune.

Il est convenu que les hommes d'ordre ont le monopole des vertus civiques et même du courage. Cependant il faut reconnaître que les hommes de désordre sont nombreux et qu'on ne peut les tuer tous.

Comment faire ?

A la place des hommes d'ordre, j'y réfléchirais sérieusement. Je me rappellerais que les émeutes du règne de Louis-Philippe ont été peu de chose, que les journées de Juin ont été un désastre, et que l'affaire de la Commune était une Révolution.

A la place des hommes d'ordre, ce crescendo me donnerait à penser.

NOTE SUR AVRIAL

« Avrial est un mauvais chien, me disait ce trembleur » de Régère, mais vous l'avez empoigné. »

Voici ce qu'est Avrial : « Je me suis engagé à dix-neuf » ans, je ne sais pas pourquoi ; je suis arrivé sous-offi- » cier, et je me suis mis à penser et à faire de la politi- » que ; naturellement j'ai été mal coté dans l'armée. A » vingt-cinq ans j'ai quitté le service, encore sans savoir » pourquoi ; il fallait vivre, je me suis remis à mon mé- » tier de mécanicien. — Et voyez comme il faut être » fou, six mois après, je me mariais. En même temps » je me lançais dans les entreprises, mais j'étais mal- » heureux et au bout de six mois j'avais perdu 4.000 fr. » Heureusement ma femme m'avait apporté quelque » chose, une dizaine de mille francs. Mais je faisais » aussi des inventions ; j'ai inventé une machine à gaz » qui est à Lyon chez M. X***.

» Dix mois après mon mariage, tout mon mobilier, » tous mes effets étaient au Mont-de-Piété. J'ai travaillé » cinq ans avant de les retirer. Mon mobilier, sans être » riche, est joli et fort propre ; j'ai logé tout ce temps » à un sixième, couchant sur des chaises avec un ma- » telas posé dessus, et personne n'entrait chez moi, et

» j'avais toujours la clé dans ma poche pour qu'on ne » voie pas...

» Je travaillais alors dans la machine à gaz, le mo- » teur Lenoir; il m'est arrivé le samedi, et même le » vendredi, la veille de la paie, de ne pas rentrer chez » moi pour déjeuner, sachant qu'il n'y avait pas assez » pour ma femme et pour l'enfant. J'allais faire un tour » de promenade, j'allais flâner pendant que les autres » déjeunaient. J'ai travaillé pendant ce temps-là, j'ai » lu tout ce que je trouvais. »

Avrial est taillé en hercule; il est de la commission de la guerre et s'est chargé, dès le début, de l'artillerie. Il s'est conformé avec lenteur, mais avec exactitude, aux indications que je lui ai données : il n'a rien fait au-delà. Avant-hier soir il arrive avec le reste de la Commission, mon mandat d'arrêt dans leur poche, et ils se retirent sans l'avoir exécuté, et me laissant l'initiative et la signature de toutes les mesures militaires. Hier matin, Avrial remonte avec Johannard; ils me racontent l'histoire du mandat d'arrêt et comme quoi ils avaient tous été fort embarrassés entre le mandat formel qu'ils avaient reçu, et leur résolution également formelle de ne pas l'exécuter; ils ajoutent que tous les membres de la Commission se sont disputé l'honneur de venir me faire cette communication et me prier de répéter à la Commune les explications que je leur ai données la veille. Là-dessus, je les fais déjeuner et les conduis à l'Hôtel de Ville où nous apprenons que la Commune a ajourné sa séance de dix heures à une heure, puis d'une heure à deux heures.

En attendant, je reste tantôt avec Johannard, tantôt avec Avrial qui m'ont bien déclaré que si je veux m'en aller je suis libre, mais qui ne s'en considèrent pas

moins comme un peu responsables de ma personne.

C'est là que j'ai longuement causé avec Avrial de la question sociale, et je ne suis pas fâché de fixer sur le papier les idées d'un homme qui a, sans doute, amèrement étudié cette question, et à qui il a été donné de voir pour ses théories le jour de la pratique.

Nous avons causé épargne, nous avons causé salaires, outillage, capital; puis il m'a parlé de ses études, de ses tentatives, des dépenses faites pour avoir des livres ou pour fonder des associations ouvrières, tantôt, s'enorgueillissant du succès partiel qu'il avait obtenu, tantôt prétendant que leur succès est impossible.

« J'en ai fondé trois, dit-il, et il y en a une qui subsiste encore, l'association des ouvriers mécaniciens. Malheureusement nous avons commencé pendant le siège, on n'avait que trois cents grammes de pain, on ne pouvait pas produire. Et puis nous avons été arrêtés par le manque d'argent: dix mille francs du Gouvernement et quatre mille francs que m'avait avancés un tel, étaient mangés par le gros outillage, nous devions faire nous-mêmes le petit outillage... » Puis, parlant avec plus de confiance: « Il se passe dans ces associations la même chose que vous voyez dans la garde nationale : on nomme le directeur et le contre-maître à l'élection, on se réunit le jeudi, on fait des discours et on change le directeur.

« Voyez les ateliers du Louvre, qui sont à la Commune pour les réparations d'armes; ils en sont à leur troisième directeur élu, et ils ne font rien. »

« A l'association des ouvriers mécaniciens, on venait à l'heure qu'on voulait, on causait, on ne travaillait pas. Pendant ce temps-là les frais généraux marchaient. Il y avait cent transmissions à graisser, il y avait le moteur qui mangeait de l'eau et du charbon pour cent ou-

vriers, au lieu de cinquante qui travaillaient. Ils répondaient toujours : « je me rattrapperai », et ils ne voulaient pas comprendre qu'on ne rattrapperait pas les frais généraux... Ce qui leur manque, c'est la comptabilité. »

« Savez-vous combien nous avons fait de fusils pendant le siège? » Et il me cita un chiffre dérisoire, quelque chose comme trente à cinquante journées par fusil.

« L'autre jour, ajoutait-il, ils sont allés au fort d'Issy désenclouer les canons; ils n'ont rien fait, et ils m'ont demandé 85 centimes de l'heure. J'ai encore de l'influence sur eux; je leur ai dit : — personne ne gagne 85 centimes maintenant; les gardes nationaux ont trente sous, vous êtes gardes nationaux. Mais comme vous avez pu faire de la dépense là-bas, je vous donne cinq francs. — Eh bien, je suis sûr qu'ils m'en veulent. »

Tout cela n'était pas dit sans tristesse. Cela prouve plus contre les ouvriers de Paris que contre la doctrine de l'association ouvrière; en tout cas, cela vaut la peine d'être noté, car c'est le fruit d'une dure expérience. Le soldat mauvaise tête, devenu membre de la Commune de Paris, en passant par la fougue de l'inventeur et par les angoisses du père de famille qui manque de pain, en sait long sur la théorie sociale, surtout lorsqu'il a (Avrial l'a fait) englouti une partie de ses salaires dans l'étude de ces livres enivrants et perfides qui promettent un facile bonheur comme le prix d'un système boiteux, mensonger; lorsqu'il a consacré son temps et sa vie à édifier de fragiles associations ouvrières, pour aboutir avec moi à ce tremblant échafaudage de la Révolution parisienne.

« Le Communisme, me disait-il, c'est de la blague. Les travailleurs ne doivent pas nourrir les feignants : il

faut que celui qui gagne 12 reçoive 12, et que celui qui gagne 6 reçoive 6...

Lorsque je m'associerai, soit en Amérique, soit ailleurs, ce sera avec un, deux ou trois amis que je connaîtrai bien, mais jamais avec le premier venu. »

11 mai 1871, minuit.

Mégy est un ouvrier stupide. C'était le 30 avril; Cluseret était sorti du ministère pour aller au fort d'Issy, d'où il devait aller à Mazas. On m'annonçe que Mégy est là. Je le fais entrer dans la chambre du ministre, où Séguin entre avec moi, et je lui demande le récit de ce qui a motivé de sa part l'évacuation du fort, qu'il commandait. Je n'en tire que quelques paroles insignifiantes. Voyant le feu de l'ennemi éteindre son artillerie, il avait encloué les pièces, caché les culasses, avait fait sortir la garnison et était sorti le dernier.

Il ne s'était arrêté ni à Issy, ni au rempart, et était rentré tout droit en ville, laissant là forteresse et garnison. Comme il cherchait à m'expliquer qu'il était impossible de tenir, je lui rappelai les indications que je lui avais données par lettre au premier jour de son commandement, et lui dis que je regrettais qu'il n'eût pas répondu comme je le lui demandais, afin que je pusse expliquer les points incertains ou obscurs . « Moi, dit-il, j'ai cru que c'était une plaisanterie: vous me parliez comme on parle à un enfant ! » Cette réponse bête à une lettre où j'avais parlé avec une sorte de déférence à ce héros douteux, me frappa cruellement. Mégy resta à la même hauteur pendant le reste de la conversation, se drapant dans une sorte de résolution d'accepter les conséquences de ce qu'il avait fait. Il fut ensuite consigné au ministère, d'où Eudes l'emmena à Issy. C'est un as-

sez beau garçon, brun, jeune ; il porte le déguisement de colonel.

Après cela, si vous me demandez : « Mégy ou Galiffet ? » Ma foi, je vote pour Mégy qui, après tout, a plus de droits à être inconscient.

11 mai 1871, minuit.

Ces gaillards-là ne sont pas courageux. Je crois qu'il y en a fort peu de courageux parmi les galonnés. Les vrais soldats et les vrais démocrates, j'en vois de temps en temps, méprisent la mort et méprisent même le galon. J'ai à citer de jolis exemples de timidité, de lâcheté, d'insouciance du devoir, de passions mesquines et sottes.

Le ministère de la Guerre n'a pas été brûlé ; les collections du dépôt de la Guerre, du dépôt des Fortifications, de Saint-Thomas-d'Aquin ont été respectées et sauvegardées. Pour ce qui existait à Saint-Thomas-d'Aquin, il a fallu une surveillance constante, car c'étaient de nombreux modèles d'armes, et la multitude revenait constamment à la charge pour s'en emparer.

Les incendiaires auraient parfaitement pu brûler le ministère de la guerre, puisqu'ils ont brûlé la Légion d'Honneur située en face du dépôt de la guerre, par où les troupes ont pénétré dans le ministère. Seulement il n'y avait dans l'administration que j'avais constituée personne qui fût capable de tolérer l'incendie, bien loin d'y prendre part.

LA COMMUNE COMBAT D'AVANT-GARDE

Que diraient les gens bien pensants de France s'ils savaient que l'affaire de la Commune n'a été, j'en suis convaincu, qu'une affaire d'avant-garde ?

J'en parle savamment, et j'ai entrevu derrière les énergumènes et les écervelés de la Commune de redoutables théoriciens, des hommes d'action résolus et vigoureux, qui regardaient le combat sans y prendre part, soit parce que la lutte était mal engagée, soit que la poire, à leur goût, ne fût pas assez mûre.

Puisse la société faire aux classes inférieures les concessions nécessaires sans être réduite à engager la lutte.

CHAPITRE X

DÉFAITE DE LA COMMUNE (1871)

Entrée des troupes à Paris. — Barricades. — Incendies; à qui faut-il en imputer l'instigation ? — Eudes et la *cuisine*. — *Guerre de rues*. Le Régiment. — Tueries, le regard. — De Cissey, Ladmirault, Clinchant. — La solde. — Réquisitions. — Le marchand de vin. — La marée. — Le combat d'avant-garde. — Mort de Delescluze. — Portrait de Cluseret. — Sommation du colonel Leperche. — Lullier. — La publicité, le Père Duchêne, Rochefort. — Mort de Chaudey. — Personne n'était prêt. — Les *lois de la Guerre*. — Prise de Paris. Le général Fournier. — La répression. La demande d'extradition. — Les témoignages supprimés. — La Seine.

Le bruit de l'entrée des troupes régulières dans Paris se répandit le soir même et se confirma le lendemain matin. Il y eut partout une sorte de stupeur, et il est probable que l'armée aurait pu, en se développant immédiatement, occuper dans la matinée la ville proprement dite. On avait raconté d'abord que la porte de Saint-Cloud avait été surprise ou livrée, et on citait le 93e bataillon de la garde nationale. Les progrès de l'assiégeant dans la région du sud-ouest avaient été prodigieux ; en même temps que la perte de l'enceinte, on savait l'occupation du Trocadéro, de l'Ecole Militaire, des Invalides. Razoua et Vinot avaient fui sans com-

battre. Le ministère de la guerre avait été évacué.

Les chefs militaires de la Commune avaient hérité de leurs prédécesseurs réguliers cette manie de centralisation administrative qui nous a souvent été funeste. Gouvernement despotique et centralisateur autant que ses devanciers, la Commune avait laissé à la manutention du quai de Billy le monopole presque absolu de la fabrication du pain pour la troupe; c'est un des rares services où il se soit trouvé des agents consciencieux et entendus : l'armée trouva à la manutention quarante mille pains, soit quatre-vingt mille rations.

A l'Ecole Militaire, le colonel Henry s'était efforcé de réunir le matériel d'artillerie, mais la jalousie des chefs particuliers, la faiblesse des moyens d'action, l'opposition personnelle du colonel Rossel [1], qui était formellement contraire à toute centralisation, furent autant d'obstacles qui ne permirent pas à Henry de réunir toute l'artillerie de Paris dans cette région.

Il se trouvait cependant, dans l'Ecole même, depuis le début de l'insurrection, un grand nombre de pièces de gros calibre, mortiers sur porte-corps, pièces de 24, lisses ou rayées, sur affût ou triqueballe et des mitrailleuses de divers systèmes. Sur le Champ-de-Mars, il y avait un parc de voitures d'artillerie assez nombreux pour constituer, avec les pièces correspondantes, la richesse militaire d'une nation. Le peuple, moins jaloux de cet article que des canons mêmes, avait méprisé tout cela. Il y avait de nombreuses files de caissons, des forges, des chariots de batterie, des charrettes de siège, beaucoup de haquets tout chargés, quelques-uns portant un

1. Rossel, pendant tout ce récit, parlera de lui-même à la troisième personne. Peut-être est-ce parce que depuis le neuf mai, il avait cessé de jouer un rôle dans l'insurrection. Cette *opposition personnelle* est donc antérieure aux faits actuels.

nouvel équipage de demi-pontons ; il y avait aussi des caissons à deux roues et quelques voitures à bagages du train auxiliaire. Une certaine apparence d'ordre régnait dans cet immense parc, dont l'insurrection était incapable de faire usage.

Les premiers progrès de l'armée dans Paris lui livraient donc une grande partie des ressources centralisées par l'insurrection. Le manège de l'Ecole Militaire, l'annexe de l'Ecole, le magasin de la rue Beethoven à Passy étaient des magasins à munitions d'une grande richesse ; ce dernier s'étendait, dit-on, sous une grande partie du Trocadéro ; c'était une succession de souterrains, et l'inventaire des munitions accumulées dans les soutes ne fut jamais fait. A l'Ecole et à l'annexe, des gardiens consciencieux avaient conservé le bon ordre au milieu de cette immense dilapidation de richesses militaires.

Le personnel de l'artillerie devait aussi être centralisé à l'Ecole Militaire ; la cavalerie et le train y avaient aussi leurs bureaux. Enfin, par une ironie fortuite qui s'est souvent reproduite dans les incohérentes mésaventures de notre pauvre France, les journaux de la Commune reproduisaient, le lendemain de la prise de l'Ecole Militaire, un avis officiel du citoyen Assy, ordonnant que les munitions ne seraient désormais délivrées que sur des bons visés à l'Ecole Militaire.

Les deux rives avaient été entamées en même temps, et les premiers récits racontaient l'aventureuse reconnaissance d'un sergent et de quatre hommes qui avaient traversé tranquillement le viaduc d'Auteuil et s'étaient avancés assez loin sur la rive gauche, causant avec la population, fatigués et recevant un verre de vin de la main de quelque femme. Rien ne prouve mieux l'incu-

rable incapacité de la garde nationale pour un service régulier que cette paisible promenade le long des remparts attaqués.

L'armée se préoccupa d'abord de s'étendre le long du rempart : elle paraît avoir fait sur la rive droite des progrès particulièrement rapides, car on annonça bientôt qu'elle tournait les buttes Montmartre par le nord, ayant ainsi occupé les remparts du 16e, du 17e et du 18e arrondissements.

Vers midi la stupeur fit place à une certaine activité. Paris se couvrait de barricades, mais en vérité, la barricade de 1871 est une maigre fortification; c'est un mur en pavés de 1m. 50 à 1m. 80 de hauteur, et de 1 mètre à 1m. 50 d'épaisseur, parementé quelquefois, quelquefois couronné de créneaux en pavés. Une fois pris, ce pauvre retranchement se retourne contre ses défenseurs, puisque les deux faces sont semblables. Pour les construire on arrêtait les passants ; un bataillon de gardes nationaux occupait la place, et les sentinelles requéraient le promeneur d'aller de gré ou de force fournir son pavé à la défense. Ce procédé est vexatoire et peu efficace ; les gardes nationaux eux-mêmes se mettant au travail auraient fait beaucoup plus vite et beaucoup mieux, malgré leur paresse.

Cela donnait lieu à des scènes de diverse nature : « allons citoyen, disait une sentinelle, un pavé pour vous et un pour votre femme », et l'interpellé ôtait lestement sa redingote, la posait sur le bras de sa femme et allait fournir sa quote-part de travail. Il y avait aussi des récalcitrants, et les fédérés se mettaient jusqu'à huit pour escorter un de ces réfractaires.

La nuit de l'occupation fut employée à mettre sur pied toutes les forces de la Commune; la générale retentit

toute la nuit; au matin, les bataillons s'assemblèrent, et l'imminence du danger rendant un peu d'énergie aux défenseurs de la Commune, on se trouva plus nombreux que d'habitude; les plus tièdes étaient signalés et menacés, et n'osaient se soustraire. En revanche, les équipements était plus variés que jamais, et plus que jamais on pouvait se demander ce qu'étaient devenus les vêtements militaires distribués avec profusion par la Commune. Une grande partie des gardes avaient des blouses ou des redingotes au lieu de la vareuse d'uniforme; plusieurs avaient des pantalons de travail, et même des casquettes ou des chapeaux.

Dans la guerre des barricades, le Parisien retrouve une vigueur qu'il ne possède pas pour la défense des remparts ou la guerre de campagne : la possibilité de fuir, d'échapper aux conséquences de la défaite en rentrant chez lui, de reprendre les armes au moment opportun, lui donne cette sécurité que les troupes régulières trouvent dans le coude à coude et la solidarité du drapeau. C'est cette préoccupation d'assurer sa retraite qui engage le soldat de barricade à abjurer l'uniforme quand il veut se battre sérieusement. Ce n'est pas avancer un paradoxe que de dire que l'uniforme enlève à l'émeutier une partie de son courage; les gens en blouse ont plus d'énergie, d'initiative, de valeur militaire que les gardes nationaux et surtout que les officiers de la garde nationale.

En organisant leurs suprêmes moyens de défense, les fédérés devinrent tyranniques et vexatoires. Leur méfiance habituelle fut portée à l'extrême, surtout dans les quartiers où ils étaient assurés de leur force. Les habitants durent ouvrir les persiennes des fenêtres, fermer les croisées, lever les rideaux; une croisée entr'ouverte,

un visage à une fenêtre provoquaient les cris des sentinelles et quelquefois des perquisitions. Le motif de tout ce manège était la crainte qu'on tuât du haut des fenêtres les défenseurs des barricades, en tirant sur eux par derrière avec des fusils à vent. Il est certain que souvent on a entendu des balles siffler dans les rues sans qu'aucune détonation eût averti du feu; parfois même, des gardes nationaux ont été blessés de la sorte; ce sont des balles égarées qui peuvent aussi venir de plusieurs kilomètres de distance; elles proviennent de quelque tireur maladroit ou épeuré qui aura laissé échapper la détente sans coucher en joue. On entend quelquefois ces balles siffler à l'aventure par dessus les maisons.

Bientôt on requit les marchands de vin de fournir à boire, les boulangers de donner du pain, le tout gratuitement; il fallut se prêter à ces exigences, mais les marchands y apportaient, cela va sans dire, autant de restrictions qu'ils pouvaient.

Le 23, on apprit les progrès de l'attaque, l'incendie du ministère des finances, qu'on attribua d'abord aux gens de la Commune; mais les journaux du parti dirent qu'on avait *réussi* à éteindre l'incendie du ministère des finances. Le 24, l'incendie de l'Hôtel de Ville dénonça les intentions des révolutionnaires désespérés. Entre neuf heures et dix heures du matin, les flammes jaillirent de la tourelle, qui fut pendant plusieurs heures la cheminée d'appel de l'incendie; puis d'autres foyers éclatèrent à l'ouest du premier, et l'on sut que la Préfecture de Police et les Tuileries brûlaient sous la protection des fédérés.

La majorité de la Commune peut-être justement accusée de ces crimes. Félix Pyat et les Blanquistes en sont les instigateurs. Le 23, Félix Pyat commençait son jour-

nal par un article dont le titre était « que ferons-nous des Tuileries ? » Les vainqueurs étaient déjà dans Paris, et ce misérable se préoccupait plus de se venger de la défaite que d'arracher le succès aux ennemis de la Révolution. La Légion d'Honneur était le quartier général d'Eudes ; le Corps Législatif, celui de Bergeret ; la Cour des Comptes avait été confiée aussi à Bergeret pour y cantonner une partie de ses bataillons. Au contraire, le Ministère de la Guerre a été préservé ; c'est que la majorité de la Commune n'a jamais trouvé dans son sein personne à qui elle pût confier la gestion de la Guerre. Cluseret, Rossel, Delescluze étaient des dissidents, presque des ennemis. Quant à Eudes, le ministre des premiers jours, son occupation ne s'était pas étendue au-delà de la cuisine.

Il est très probable que le dépôt de la guerre, le dépôt des fortifications et Saint-Thomas-d'Aquin sont rentrés intacts aux mains de l'armée régulière ; une grande partie des richesses militaires de ces grandes collections avaient été emportées en province avant le siège. Le reste fut soigneusement protégé par les délégués à la guerre, particulièrement les modèles d'armes qui se trouvaient à Saint-Thomas-d'Aquin, et qui étaient convoités par l'insurrection. Tous les moyens d'action que possède le ministère de la guerre français, stériles entre les mains de nos officiers, stériles entre les mains de l'insurrection, sont de puissants moyens de destruction, et les occupants éphémères du Ministère ont été des révolutionnaires assez intelligents pour ne pas priver les révolutions à venir d'armes aussi redoutables à la société existante.

L'Assemblée Nationale a témoigné une violente douleur à la nouvelle des incendies de Paris : le trait le plus

saillant de ces incendies n'est guère cependant que la destruction du grand-livre de la Rente, et encore pourra-t-on le reconstituer.

En tout cas, on peut trouver cette sensibilité déplacée de la part de l'Assemblée qui a consacré la défaite et la ruine de la France, et l'abandon de deux provinces ; qui a poursuivi cette œuvre à travers la crise sociale et la guerre civile et qui vient de la confirmer dans un traité aveugle, au moment même où elle achevait de vaincre l'insurrection.

Un autre fait à noter, c'est l'exagération des premières nouvelles données au public. L'incendie du Louvre, de la Sainte-Chapelle sont démentis, d'autre sinistres ont été atténués; l'odieux de ces incendies n'a pas besoin d'exagération.

Le 24 au soir, la fusillade [1] éclata dans la rue, et dura jusqu'à minuit. Vers sept heures du matin, quelques soldats parurent. Les fédérés avaient enlevé leurs morts, excepté deux, mais avaient laissé un grand nombre de fusils. Les soldats en emportèrent une charge. Plus tard, deux soldats et un sergent du 70e de ligne viennent prendre le reste des armes, puis une troupe de vingt-quatre hommes, sans un officier, fouille les petites rues. Le soldat cause avec les femmes et quelques habitants descendus dans la rue ; hier tout le monde avait quelque insigne militaire; il n'était pas jusqu'aux gamins qui n'eussent quelque bonnet de police ou une veste de hussard, où un pantalon à bandes ; on était chaussé du soulier militaire, avec la guêtre blanche sur le pantalon. Aujourd'hui, c'est tout le contraire, « la tenue civile est de rigueur » ; pas le moindre vestige guerrier. — Le

1. Les troupes de Versailles sont entrées dans Paris et *la guerre de rues* commence.

soldat a un air confiant, bonhomme; il fait contraste avec les gardes nationaux de la veille, et le contraste est en sa faveur; il n'a pas cette apparence déguenillée et sale du garde national sous l'uniforme; son ceinturon est bien ajusté, sa capote ne fait pas au-dessus du fourniment un bourrelet disgracieux et incommode.

Il peut être neuf heures quand le régiment arrive, le drapeau est planté sur une barricade, les trois couleurs sont joyeuses à voir après le triste drapeau rouge; et pourtant, ce drapeau tricolore va être souillé de meurtres et d'exécutions sommaires plus affreuses que n'a pu en abriter le drapeau couleur de sang. Le régiment passe; voici des officiers français; leurs guêtres sont couvertes de poussière ou de boue, mais malgré la fatigue, ils portent l'uniforme avec une aisance coquette. Cela fait plaisir à voir après ces gueux d'officiers de la Commune trinquant sur le comptoir avec quelque sergent, gueux déguisés en soldats et qui transforment en guenille l'uniforme dont on les a affublés: le pantalon en vrille, le sabre dans les jambes, le ceinturon pendant sur une capote trop large, le képi crasseux couronnant une personne crasseuse, la parole et l'œil avinés.

Tels étaient ceux qui prétendaient affranchir le pays du régime du sabre, mais qui ne pouvaient qu'y substituer le régime du delirium tremens. Mais quel que soit le plaisir qu'on éprouve à en être débarrassés, il faut rendre justice à leurs remplaçants.

Les officiers de l'armée ne se sont pas amendés dans cette courte campagne: ce sont toujours les vaincus de Metz et de Sedan. Les premières reconnaissances, quoique d'une trentaine d'hommes au moins, n'avaient pas d'officiers; la troupe n'a pas profité des premières heures du jour; les colonnes sont longues et offrent des

traces de désordre ; les officiers supérieurs ne sont pas en tête de la troupe, les officiers d'état-major paraissent seulement après que le brigade a passé. Enfin le général arrive, le dernier de tous. Il a la voix forte et il en profite pour crier. Il veut faire démolir les barricades, et pour cela on va fouiller les maisons et faire descendre les habitants ; ils ont fait les barricades, il faut donc qu'ils les défassent. Une section part aussitôt pour exécuter cet ordre ; le général ne parle de rien moins que de faire fusiller ceux qui feraient résistance à ses volontés. La terreur, décidément, n'a pas disparu avec la Commune, elle n'a fait que changer de couleur.

La compagnie d'avant-garde avait amené avec elle un homme ; il avait insulté un officier. La compagnie s'était arrêtée près de l'église, on avait mis l'homme contre la grille, et quelques coups de fusil l'avaient étendu mort.

Le général a établi son quartier au café ; on amène deux hommes et une femme ; au bout d'un moment les prisonniers sortent, on pousse l'un d'eux jusqu'au mur du marché, il se cache le visage et cherche à fuir ; un coup de feu l'abat, il se relève, on l'achève ; puis l'autre a le même sort. La femme qui les accompagnait est au milieu de la place, les soldats la retiennent. « Mais c'est mon frère, crie-t-elle, mon frère. » On la laisse aller lorsque les coups de feu ont retenti. — Plus tard c'est une autre femme qu'on amène, plus morte que vive ; elle a insulté un officier ; on avait tué son mari, et elle l'a appelé assassin. L'officier la menace de se faire justice lui-même ; toutefois elle trouve grâce devant le prétoire du général, et s'en va.

Cependant on se dégoûte de tuer : deux hommes ont été amenés ; le général est sous le porche de la maison. Tout en passant, il condamme, mais comme on les em-

mène, le général rencontre le regard désolé et effrayé d'une jeune fille de la maison. Il se ravise, et la vie des deux hommes est sauvée. Le général monte et demande à revoir la jeune fille à laquelle il est reconnaissant de ce bon mouvement.

J'ai entendu dire que les plus féroces conventionnels caressaient quelquefois la fille en faisant guillotiner le père. C'est une des légendes de la Révolution. J'aime mieux cette assurance dans la férocité que l'indécision du juge grotesque qui fait grâce pour un regard. Pourquoi donc avait-il condamné ?

Bientôt on amène un brave homme en lunettes, dont la grosse figure est blafarde de peur ; il est intempestivement coiffé d'un képi de la garde nationale. Ce képi retarde d'un jour ; on emmène l'homme au Luxembourg. — Un lieutenant est moins heureux, il est en uniforme ; on le conduit au café ; le général est allé dormir, mais le prétoire ne chôme pas pour cela ; le lieutenant sort condamné. Il marche allègrement vers le mur du marché et meurt de bonne grâce.

Tout cela se passait le 25. La bataille, qui avait sévi avec rage la veille dans le quartier de l'Hôtel de Ville, s'est apaisée ou éloignée. Le feu s'est transmis de l'Hôtel de Ville aux maisons situées en amont. La canonnade des Buttes-Chaumont et du Père-Lachaise a augmenté de violence.

Le 26, la rive gauche, dit-on, est nettoyée. Le rayon de l'insurrection se circonscrit. Les journaux publient les noms d'un certain nombre de chefs de l'insurrection arrêtés et surtout fusillés. En même temps ils mentionnent l'assurance donnée par Thiers à la Chambre que les coupables seront jugés et ne seront frappés que par la loi.

Le 27, le général Bonneton est revenu ; c'est le héros

des exécutions du marché, mais ses collègues ne seront pas en reste avec lui: On parle de deux cent cinquante hommes fusillés ensemble au Champ-de-Mars ; un gendarme raconte des exécutions en masse faites au Luxembourg par groupes de quatre. Le général s'installe; à son premier passage il avait avec lui quelques hommes de police, maintenant il en est entouré, ils ont voix à son conseil. Mais il s'est fait une sorte de réaction dans l'esprit de la troupe contre les exécutions sommaires. « Allons-nous-en, dit un soldat, en voyant interroger deux prisonniers ; on va les fusiller, je ne veux pas voir çà. » Les officiers recommandent aux hommes d'être circonspects dans les arrestations, et les avertissent que les dénonciations servent souvent à venger des rancunes personnelles.

On a amené deux hommes au général Bonneton. Ils s'avouent délégués de la Commune, ils sont donc condamnés à mort; mais ce n'est pas « la mort sans phrases », car on les accable d'injures et d'injures assez sottes : « Tout ce qui arrive est de votre faute; vous faisiez marcher les gens par force, et maintenant c'est votre faute s'ils sont fusillés ! » O Logique !

« Votre âme doit être aussi noire que votre paletot », dit le général. « Nous vous fusillerons sans vous faire souffrir, dit un officier; si nous vous livrions au peuple, il vous déchirerait ». Les deux patients supportent stoïquement les insultes ; on leur impose silence, et d'ailleurs ils ne répondent rien. L'un est un grand jeune homme brun ; l'autre, un petit homme chauve. Ils s'embrassent silencieusement. « Embrasse ton frère, » dit le général en les injuriant. « C'est mon fils, » répond le petit vieillard. On continue à injurier les misérables. « Si je ne craignais pas de me souiller de votre sang,

continue le général, je vous brûlerais la cervelle avec mon revolver ». Enfin on conduit les deux délégués au Luxembourg, où siège la cour martiale.

Le général est parti pour le rempart avec ses officiers. Ce sont toujours les vaincus de Metz et de Sedan.

De Cissey commande sur la rive gauche, Ladmirault sur la rive droite, ce sont là de bons choix. Clinchant commande aussi un corps d'armée sur la rive droite. Les mêmes troupes sont rangées sous les mêmes chefs qu'avant la captivité; mais elles ont pris des numéros provisoires, du moins pour quelques-unes.

La terreur règne partout, on fusille en masse sur des dénonciations douteuses; la circulation est presque impossible. Les Prussiens ont coupé les voies de chemins de fer en enlevant les rails sur une longueur de cent mètres ; ils rendent au vainqueur les fédérés qui cherchent à s'échapper, et fusillent, dit-on, ceux qui sont parvenus à franchir leur ligne. La Commune a peu d'amis en Europe, mais il faut lui rendre cette justice qu'elle a fait peu pour en avoir. L'Espagne et la Belgique, qui ont une légitime terreur du drapeau rouge, considèreront comme des malfaiteurs les réfugiés de la Commune.

Cependant l'Assemblée de Versailles fait à défunt la Commune une concurrence déloyale : elle décide que la colonne Vendôme sera rebâtie, et détermine même les inscriptions en style lapidaire qui seront gravées sur le socle.

Samedi, 27 Mai 1871.

LA SOLDE

La question de la solde de la garde nationale a été une des grosses questions dans la Révolution de Paris. On

n'a pas réussi à organiser le contrôle des fonds, et l'argent du public a constamment été au pillage. La plèbe était aux gages de la Révolution, qui n'a pas osé chasser les serviteurs inutiles.

Il fallait payer le service *fait*, et conformer les prestations et la solde aux tarifs militaires convenablement modifiés; il fallait rompre avec les vices du système précédent, remettre aux municipalités tout ce qui était bienfaisance, quitte à organiser cette bienfaisance avec libéralité, et n'attribuer la solde qu'aux services effectifs.

La Commune a voulu entrer dans la peau du défunt gouvernement: elle a eu son ministère des finances, son ministère de la guerre, son intendance générale. Tout cela était mauvais en principe, plus mauvais encore pour elle, tout cela l'a mal servie.

Est-il vrai que le Peuple de Paris combattît « pour les trente sous? » Le Comité central et la Commune l'ont cru; ils ont cru du moins qu'il ne combattrait pas sans les trente sous. Ils se trompaient: le peuple de Paris combattait pour la Liquidation sociale, ce problème dont l'histoire ne donne pas la solution et que les abstracteurs de quintessence n'ont pas renoncé à chercher. Les chefs de la Révolution ont été indignes de l'armée de la Révolution; ils ont eu peur d'elle, ils l'ont menée au cabaret et aux mauvais lieux, et ont achevé la dissolution morale qu'ils auraient pu vaincre.

28 mai — 11 heures et demie du soir.

Dans les derniers jours de leur domination les fédérés ont usé avec un sans façon tout révolutionnaire de la propriété privée autant que de la propriété publique. Les marchands de vin, les boulangers, les épiciers ont

été réquisitionnés à fond ; il y a des magasins qui ne rouvrent pas, faute de denrées.

Les vainqueurs ont fait fermer les marchands de vin. Le marchand de vin est un club en permanence ; c'est là que les gardes nationaux aimaient à s'épancher, c'est un peu là que les révolutions se confectionnent ; il s'y fait un constant échange d'idées, échange profitable surtout au mercanti. Le marchand de vin est comme un bureau d'esprit public à l'usage de la démocratie ; mais si les révolutions s'y élaborent, elles s'y démolissent aussi ; c'est là que l'émeutier contracte cette indépendance nonchalante, cette confiance dans sa force et dans son jugement qui se substituent bientôt au sentiment du devoir, à l'esprit de sacrifice qui ont pu l'animer aux premiers moments de la lutte et qui ne se retrouvent plus que dans quelques crises suprêmes.

Il ne faut pas oublier, en étudiant nos révolutions, que le peuple veut quelque chose et qu'il sait ce qu'il veut. Il a toute la puissance des forces naturelles, et peut-être n'est-il pas inconscient comme elles. Depuis quatre-vingts ans, le peuple français se soulève périodiquement en immenses marées ; il enveloppe tout, il couvre tout d'écume et de sable, il brise tout ce qui s'oppose à son courant impétueux, mais bientôt il retombe, assoupi et comme vaincu, au pied du rocher qui limitait ses flots. Il semble que le rocher ait été plus puissant que la vague ; qui l'emporte à la fin, cependant, de la vague ou du rocher ?

La suffisance, l'indiscipline et l'ivrognerie ont été les compagnons de guerre de l'armée française dans la guerre de 1870, et de la garde nationale de Paris dans la révolution de 1871. L'une et l'autre ont péri misérablement.

Les gens qui ont conduit la Révolution du 18 mars semblent ne l'avoir considérée que comme une immense goguette. Pour le garde national, c'était l'affaire des trente sous par jour ; les comités de légion exploitaient la chose en boîtes de conserves alimentaires et en mètres courants de galon. Le Comité central de la fédération était le défenseur de ces beaux privilèges ; on y risquait l'orgie et le champagne, et tout. Félix Pyat se payait la maison de Thiers, Courbet abattait la colonne. *Trahit sua quemque*..... D'ailleurs nul souci de l'avenir, nul souci de la victoire.

28 mai.

La défaite de la Révolution de Paris n'est peut-être pas un malheur pour la démocratie. C'est un combat d'avant-garde, mal engagé et perdu, mais les réserves n'ont pas donné, le corps de bataille même n'est pas compromis. Plus d'un démocrate sérieux a combattu avec la Commune de Paris ; beaucoup l'ont abandonnée aux différentes étapes de sa carrière insensée ; les plus vigoureux n'ont pas paru dans l'arène.

La victoire, à la vérité, va être exploitée d'abord par le parti le plus extrême parmi les vainqueurs : c'est l'usage. Déjà l'on fusille à outrance sur les places et l'on chante des actions de grâce dans les Eglises, mais l'exercice même de la victoire va user l'extrême droite.

Ainsi le terrain va se trouver déblayé d'une part de l'ivrognerie démagogique des Parisiens, constamment funeste à la cause qu'elle a prétendu servir, d'autre part du parti blanc qui va exploiter la victoire « à s'en faire mourir ».

Il est merveilleux d'examiner combien ce peuple intempérant qui se soulève à Paris d'époque en époque a

été constamment nuisible aux vrais intérêts de la démocratie. Les prétendues révolutions de 1830, de 1848, de 1871 ont été immédiatement exploitées par des indignes ou des incapables, et ont constamment faussé nos institutions dans un sens qui n'a rien de démocratique.

L'Internationale n'a pas sérieusement donné dans la Révolution de Paris ; elle envoyait, dit-on, de l'argent (la Commune n'en a jamais parlé), mais ce n'était évidemment qu'une minorité très effacée dans le gouvernement de Paris.

Le Comité central a toujours été très exclusif. C'est quelquefois une force ; ce fut pour lui et pour la Révolution une cause de faiblesse. Il n'a pas cherché à s'assimiler les forces révolutionnaires qui existaient en dehors de lui ; il les a exclues et combattues avec une étroitesse de jugement qui était sa condamnation. Vaincu par sa propre incapacité, il a fait faire les élections au moment où la victoire était loin d'être assurée. Ayant une fois remis à la Commune le soin d'achever la révolution, il n'a confié aucun pouvoir à la nouvelle assemblée et n'a quitté que les positions d'où il était chassé. Le Comité central s'est perpétué à l'Hôtel de Ville, le Comité d'artillerie, de même les sous-comités, ont continué à *exploiter* l'administration des arrondissements. Il a fallu mettre tout cela à la porte ; le 10 avril, les délégués de la Commune pour l'administration locale n'étaient par encore maîtres des mairies.

28 mai.

La mort de Raoul Rigault est confirmée. Jaroslaw Dombrowski a, dit-on, été frappé d'une balle qui a traversé les intestins. Transporté d'abord à Lariboisière,

puis à l'Hôtel de Ville, il a rapidement succombé à une péritonite aigüe. On affirme également la mort de Ladislas Dombrowski. La *Petite Presse*, du 29 mai, racontait la découverte du corps de Delescluze et parlait en termes désobligeants de ce vieillard qui a si longuement souffert et qui s'est dévoué à sa cause jusqu'à la dernière heure, malgré sa faiblesse physique, ses souffrances, ses infirmités.

Raoul Rigault avait, dit-on, de grandes aptitudes. Quoi qu'il en soit, il aurait dû, pour servir utilement sa cause, ajourner la débauche et le temps perdu. Il a mené à la Préfecture de Police l'existence scandaleuse d'un viveur dépensier, entouré d'inutiles, consacrant à la débauche une grande part de son temps.

J. Dombrowski n'a jamais joué franc jeu : il a accepté des avances du Comité de salut public, de l'Assemblée des chefs de légion, en même temps qu'il obéissait à la Délégation de la guerre. Ces intrigues ont été plus d'une fois nuisibles à la défense.

Ladislas Dombrowski était un brave soldat.

Delescluze, s'il n'avait pas été affaibli par l'âge et par la maladie, aurait peut-être été l'homme de la Révolution. Il a marqué son arrivée au Ministère de la guerre par plusieurs mesures heureuses qui auraient pu remettre de l'ordre dans le gouvernement des affaires militaires. Quant aux questions techniques, il y était absolument étranger. Il ne paraît pas non plus qu'il fût administrateur. Tout considéré, c'était un homme usé. Le 9 mars il s'était relevé de quinze jours de maladie : une longue déportation avait ruiné sa santé, il ne parlait plus, il respirait à peine ; c'était un cadavre ambulant. L'acceptation du pouvoir était le sacrifice des misérables restes de sa vie, et cependant

il accepta; il accepta de la majorité de la Commune, dont il ne faisait pas partie, mais qu'il dominait de la grandeur de son passé, un rôle impossible, condamné d'avance, et dans lequel il ne fut pas soutenu. Il est tombé derrière une barricade, mais déjà il avait succombé à la tâche. On a retrouvé son corps défiguré par une affreuse brûlure que lui avait faite au cou une poutre tombée d'une maison voisine. Les vainqueurs trouvent des paroles pour insulter sa mort.

28 mai, 11 heures soir.

Cluseret était grand, il avait peut-être quarante-quatre ans, le teint blanc, la barbe et les cheveux noirs, une figure bellâtre. Il avait dû être un garçon à bonnes fortunes. Il avait la faconde du journaliste et savait placer hors de propos une déclaration de principes. Son écriture est très nette, sa rédaction beaucoup moins, ce qui dément les analystes qui prétendent juger l'homme sur son écriture. Le caractère de Cluseret manquait surtout de netteté, et son esprit de décision. Il ne paraît pas qu'il eût ni principes fixes, ni connaissances approfondies, ni expérience sérieuse.

C'était peut-être un bon et intelligent capitaine d'infanterie; peut-être les hasards qu'il a subis depuis qu'il a quitté l'armée française ont-ils amolli son caractère sans éclairer son esprit. Jeune homme distingué, il était devenu un homme médiocre. Rien n'est plus problématique que sa carrière de général aux Etats-Unis. Il y avait servi peu de temps, et dans un corps complètement décrié sous le rapport de la conduite autant que de la valeur militaire. Le choix de ce chef a ravalé la Commune dans tous les Etats-Unis. Délégué à la guerre, il n'a pas su vouloir, ni continuer ce qu'une

fois il avait voulu ; il n'a pas su se soumettre au rôle secondaire que lui donnait l'inintelligence de la Commune ; il n'a pas su non plus le secouer. Au début, il a paru se préoccuper de s'assurer la prépondérance, il a même joué une fois le tout pour le tout, mais voyant qu'il perdait il s'est adroitement dégagé. Depuis ce moment, il a usé jusqu'au bout sa situation au ministère.

Cluseret allait au feu très carrément. Il n'a pas mis l'uniforme une seule fois; il marchait devant en chapeau rond et en veston, et on le suivait. Lorsqu'il a ramené une garnison au fort d'Issy, un obus à pétrole a blessé grièvement un officier auprès de lui.

Il n'a pas su choisir les hommes: tous ceux qu'il a favorisés étaient des médiocrités parfaites. Les mesures qu'il a prises étaient absolument incohérentes et dépourvues de sanction autant que de moyens d'exécution; encore revenait-il trop aisément sur une mesure prise. En un mot, il était au-dessous de la situation; quel homme peut assurer qu'il n'eût pas été de même.

Cluseret a eu des moments d'énergie, il n'a pas eu de volonté. Après avoir, entrepris la lutte contre la Commune, vaincu, il devait se retirer. Ce n'était pas un franc révolutionnaire, c'était un français superficiel, frotté de yankee, et qui dans la philosophie yankee, n'avait guère compris que le mot dollar.

28 mai.

Le colonel Leperche, qui a été blessé devant le fort d'Issy, est un officier distingué à de certains points de vue. Il a eu des débuts brillants aux écoles, mais je le tiens pour incapable de conduire quarante tirailleurs. Il l'a d'ailleurs prouvé. Il était attaché à l'État-major

du général Bourbaki qui tenait beaucoup à lui. Il retrouva son chef à Lille, et fut nommé par lui lieutenant-colonel.

La sommation envoyée par lui au fort d'Issy était déplacée et l'acte autant que l'homme méritait la réponse cavalière que fit le colonel Rossel. Une sommation aussi extrême était prématurée et Leperche n'était nullement en état de passer la garnison par les armes après un quart d'heure ; il en a reçu lui-même la preuve par un argument *ad hominem* puisque deux jours après il a été blessé à la tranchée devant le fort. Son message [1] devait donc être réputé, en l'état des attaques, pour une intimidation ou une ruse, et l'un et l'autre cas autorisaient la réponse [2] de Rossel, réponse dont la justesse ne

1. Au nom et par ordre de M. le Maréchal commandant en chef l'armée, nous, major de tranchées, sommons le commandant des insurgés réunis en ce moment au fort d'Issy, d'avoir à se rendre, lui et tout le personnel enfermé dans le dit fort.

Un délai d'un quart d'heure est accordé pour répondre à la présente sommation.

Si le commandant des forces insurgées déclare, par écrit, en son nom et au nom de la garnison tout entière du fort d'Issy, qu'il se soumet, lui et les siens, à la présente sommation, sans autre condition que d'obtenir la vie sauve et la liberté, moins l'autorisation de résider dans Paris, cette faveur sera accordée.

Faute par lui de ne pas répondre dans le délai indiqué plus haut, toute la garnison sera passée par les armes.

Tranchées devant le fort d'Issy, le 30 avril 1871.

Le colonel d'état major, major de tranchées,

R. Leperche.

2. Au citoyen Leperche, major de tranchées devant le fort d'Issy.

Mon cher camarade,

La prochaine fois que vous vous permettrez de m'envoyer une sommation aussi insolente que votre lettre autographe

fut pas comprise, mais qui obtint un grand succès humoristique. La *Gazette de France* fit aigrement remarquer que les lois de la guerre n'autorisent nullement à fusiller un parlementaire : la bonne vieille se trompait. Le drapeau parlementaire ne peut être sacré que si les abus que peuvent en faire les Leperche sont sévèrement punis.

29 mai.

Lullier a, dit-on, été fusillé; il n'y a guère de chef de l'insurrection dont on n'en ait dit autant. Celui-ci aurait été pris comme il tirait sur la troupe à travers un soupirail. Lullier était peut-être le seul homme dans Paris qui pût utiliser la flottille; malheureusement sa santé physique et intellectuelle était trop profondément altérée par la boisson pour qu'on pût recommencer l'expérience malheureuse que le Comité central avait faite de ses facultés. Il paraît que l'usage même modéré des liqueurs produisait chez lui une exaltation furieuse. A l'état de repos, et même lorsqu'il s'observait, son regard avait des égarements passagers. Il a souhaité avec violence le commandement des dix-sept canonnières que possédait la Commune, et il expliquait avec une réelle supériorité les moyens de les mettre en œuvre. Rossel,[1] qui était alors chef d'État-major, eût peut-être fait la folie de satisfaire à cette fantaisie lucide, mais Cluseret affectait de s'en remettre à Delescluze et à

d'hier, je ferai fusiller votre parlementaire conformément aux usages de la guerre.

Votre dévoué camarade.

Rossel.

Délégué de la Commune de Paris.

1. Remarquer que Rossel, dans cette relation, parle toujours de lui-même à la troisième personne.

Pyat, qui tremblaient à la seule pensée d'employer Lullier. Le malheureux poursuivit cette espérance avec toute la ténacité d'un fou; lorsqu'il lui fallut y renoncer, il écrivit contre la gestion du délégué de la guerre des articles qui ne manquaient pas de justesse.

Le Gouvernement de la Révolution parisienne a été depuis le début jusqu'à la fin une sorte de Conseil des dix. Le Comité central, et ensuite la Commune avaient conscience de leur honteuse infériorité; s'ils ne publiaient pas leurs orageuses réunions, qu'on ne peut réellement pas appeler délibérations, ce n'était pas par système, mais par une juste pudeur. La discussion se faisait, la conscience de ces assemblées souveraines s'éclairait par un procédé qui n'a pas de nom dans le dictionnaire; mais si le parti qui a gouverné Paris pendant deux mois revenait au pouvoir, il faudrait absolument que le mot *engueulade* prît place dans le langage des comptes-rendus parlementaires.

Paris n'a pour ainsi dire pas besoin de cette publicité absolue, immense, qui semble une des nécessités d'un peuple libre. Paris est assez intelligent pour deviner ce qu'on ne lui dit pas, pour rectifier ce qu'on lui dissimule. Semblable à un homme qui aurait l'habitude de vivre dans l'obscurité et de distinguer au toucher des formes réelles, Paris a des organes mystérieux qui lui font lire entre les lignes de ses journaux chaponnés, qui lui font pressentir la signification d'un silence et dépister une fausse nouvelle. Cependant, à tout prendre, la publicité vaut mieux, surtout pour le Gouvernement, qui n'a jamais voulu comprendre que la vérité, quelle qu'elle soit, lui sera moins défavorable que les interprétations.

Rossel paraît être le seul révolutionnaire qui ait compris quelque chose à la puissance de la presse et qui ait cherché à l'utiliser. Il accueillait les journalistes avec une considération proportionnée à leur « tirage », et n'hésitait pas à leur mettre en main les pièces authentiques relatives aux événements les plus récents. Ses relations avec le Père-Duchêne avaient eu pour origine ce besoin réciproque de renseignements d'une part, de publicité de l'autre.

La communauté des vues et la franchise des relations amenèrent une confiance réciproque et une sorte de familiarité. Le commandant Séguin lui reprochait un jour l'empressement avec lequel il recevait « ce misérable » Père-Duchêne, à quelque heure qu'il se présentât. « Soixante mille exemplaires », répondit Rossel, et la raison était aussi péremptoire que le « Sans dot » de l'*Avare*.

Cette liaison aurait pu, du reste, porter des fruits utiles à la Révolution.

La première fois qu'Eugène Vermesch vint au Ministère, Rossel lui parla avec énergie de la nécessité de rendre publiques les séances de la Commune. Vermesch saisissait immédiatement une idée et sa verve endiablée la traduisait avec un éclat, un brio surprenants ; par une opération rapide de son esprit, il vous rendait votre propre pensée transformée en un feu d'artifice, étincelante de bouquets et de girandoles, émaillée de ces fioritures que proscrivent l'académie et la bonne société, et qui fournissaient tant de lignes au Père-Duchêne. Trois jours après cet entretien, la Commune accordait la publication des comptes-rendus analytiques de ses séances, publication qui ne fut pas d'ailleurs faite avec bonne foi.

Le Père-Duchêne et *l'Avant-Garde* de Jules Vallès étaient les journaux les plus répandus de la Révolution parisienne ; le *Mot d'Ordre* en était le meilleur journal. *L'Avant-Garde* était aux Jacobins qui ont dirigé et perdu la Révolution.

Rochefort et le Père-Duchêne étaient au contraire des adversaires de ce parti, ce qui explique leur entente spontanée avec le colonel Rossel. Rossel et les rédacteurs du *Mot d'Ordre* ne se sont jamais vus, mais il y a eu entre eux des échanges inavoués et tout naturels de bonnes relations et de bons offices qui se sont prolongés, de la part du *Mot d'Ordre*, jusqu'après la chute de Rossel.

Les ordures dont le Père-Duchêne parait sa marchandise pour affriander le public étaient un simple hors-d'œuvre ; il y a vingt jours, une aimable femme — qui lisait le Père-Duchêne — une heureuse femme alors, veuve désolée aujourd'hui, Madame Dombrowska, me faisait remarquer qu'en effaçant dans cet étrange journal les artifices de style dont il s'enguirlandait, il restait un langage éloquent quelquefois, quelquefois touchant.

Les Français ont toujours aimé à trouver un peu... gras les bords de la coupe où ils buvaient la vérité; pourquoi le procédé qui réussit à Rabelais contre les papegaux, à Voltaire contre les cagots, serait-il devenu mauvais contre les cuistres de nos jours ? Pourquoi serait-il aujourd'hui illégitime ?

Le Père-Duchêne a une chose sur la conscience plus grave que tous ses b..... et tous ses f..... Un jour, dans l'activité un peu folle de la confection du journal, une dénonciation passa, empruntant à la langue dans laquelle elle était exprimée l'énergie et la viru-

lence qui en assurèrent le succès. Gustave Chaudey, rédacteur du *Siècle*, dénoncé pour avoir tiré sur le peuple le 19 octobre, fut arrêté et incarcéré ; il y eut un orage dans la Presse, et un autre orage intime dans le bonnet qui contenait la triple tête du Père-Duchêne, car la dénonciation s'était produite à l'insu de Vermesch et d'un autre de ses collaborateurs. Cependant, pris la main dans le sac, comme on dit, le Père-Duchêne capitula..... avec lui-même ; il s'enorgueillit de la déclaration qu'il aurait voulu effacer. Gustave Chaudey a été fusillé en même temps que les prisonniers les plus marquants de la Commune.

Personne n'était prêt. Aucun des serviteurs de la Commune n'avait étudié son rôle pour la grande scène. Pas d'étude, pas d'acquis, pas de caractère, pas d'audace durable.

Cette plèbe ouvrière aspire à posséder le monde, et elle ne sait rien du monde. Lorsqu'un malfaiteur veut forcer une maison, il en fait d'abord le tour, il étudie les portes, les serrures, il sait où sont les meubles et comment les forcer. La Commune a été le malfaiteur novice qui est réduit à tuer pour voler, et qui se trouve ensuite embarrassé de crimes inutiles, ne sachant où sont les caches et les secrets.

La comparaison me plait et je m'y tiens. Paris a été entre les mains de ces sauvages comme un coffre-fort à secret. La maison était forcée, le Peuple faisait la courte-échelle sous la fenêtre, et la Commune, se grattant le front devant le coffre-fort plantureux qui contenait la richesse sociale, était obligée de se contenter du billon. Seulement elle a mis, en partant, le feu à la maison par acquit de conscience.

QUELQUES ANECDOTES SUR LA PRISE DE PARIS

A la gare de Strasbourg, une femme fut amenée prisonnière par un artilleur qui l'accusait d'avoir mis le feu à des canons. C'était une grande et belle femme, proprement vêtue, une ouvrière, et non une gourgandine. Conduite à un officier, elle fut remise à deux caporaux, dont un à moitié ivre, qui la poussèrent vers le corps de garde et là, lorsqu'elle fut entrée, on la tua d'un coup de fusil par derrière, sans l'avoir prévenue de son sort. Son cadavre fut l'objet des plaisanteries des soldats jusqu'à ce qu'un des employés de la gare le fît recouvrir.

Il y avait dans le même quartier, pendant la lutte un gamin d'une quinzaine d'années, armé d'un fusil qui tirait des fenêtres sur la troupe. Tous ses coups portaient. Il arborait à la fenêtre dont il avait fait son quartier général un petit drapeau rouge, et le transportait avec lui lorsqu'il changeait de fenêtre.

Les exécutions sommaires sont à peu près arrêtées. On dit que cet arrêt est dû au général Ladmirault, et contraire aux idées du maréchal Mac-Mahon. Ladmirault aurait même menacé de faire fusiller des officiers qui auraient pris des ordres directs du maréchal. Le fait est qu'à un moment donné, la vie d'un chacun était à la merci d'un sergent.

Les exécutions régulières se font après un examen sommaire devant une Cour martiale. Lorsqu'il y a condamnation, l'exécution se fait à peu près dans les formes de ce que l'histoire a appelé les massacres de septembre 1792.

Un aveu qui pourra être exploité pour la défense des vaincus se trouve dans une dépêche de Thiers à la pro-

vince, en date du 27 mai, 7 h. 15 du soir. « Le commandant Ségoyer, du 26e de chasseurs à pied, s'étant trop avancé, a été pris par les scélérats qui défendaient la Bastille, et, sans respect des *lois de la guerre*, a été immédiatement fusillé. »

Delescluze *s'est fait tuer* après l'abandon de la barricade où il se trouvait. Il a été frappé d'une balle au cœur.

Le *Temps* du 30 mai contient de précieux renseignements sur la prise de Paris. Dimanche soir, 21, les corps des généraux Douai, de Cissey, Vinoy étaient à Paris. Le Trocadéro fut enlevé dans la nuit ainsi que l'Arc de Triomphe, en même temps que le 15e arrondissement. Le lundi matin 22, de Cissey occupait le Champ de Mars et marchait vers le Panthéon. Sur la rive droite, le corps de Vinoy s'appuyait à la Seine, puis venait celui de Douai et, à l'extrême gauche, celui de Clinchant. Le mardi 23, la caserne de la Pépinière et la gare Saint-Lazare, Monceau et les Batignolles étaient emportés. En même temps que l'armée se développait à l'intérieur, la division Montaudon s'avançait dans la zone neutre par Saint-Ouen. Le 23, Ladmirault occupe la gare du Nord, la mairie du 18e arrondissement est également prise.

La prise d'armes de la Commune a forcé la France à demeurer les armes à la main. Ladmirault, de Cissey, du Barrail ont été portés à de grands commandements; depuis longtemps les sincères amis de la patrie avaient les yeux fixés sur ces officiers. Il n'a pas fallu moins de deux révolutions et la pressante nécessité du Siège de Paris pour que le général Fournier fût appelé à jouer un rôle militaire; jamais l'armée des vaincus de

1870 n'aurait toléré l'élévation de cet homme de science et de commandement. C'est lui, selon toute probabilité qui a pris Paris.

Parmi les chefs de corps d'armée de la guerre civile, il n'y a guère que X*** qui ait fait preuve d'incapacité notoire : que l'on compare ces noms à ceux de l'armée de Metz.....

Le soldat ne s'est pas fait ; on l'a nourri de l'espoir d'une prompte libération, ce qui détruit tous les liens de l'armée, et brise par avance la solidarité et l'émulation. L'officier s'est battu, mais on ne peut pas espérer que sa victoire sur un ennemi ignorant ait profité à ses connaissances. Deux mois de défaites contre les Prussiens auraient mieux valu pour l'armée française que deux mois de succès contre la Commune.

En promettant la libération au soldat à l'échéance du siège de Paris, les réactionnaires ont servi la liberté.

30 mai.

Voici quelques notes qui retracent l'esprit de la répression exercée par les vainqueurs sur les partisans de la Commune, elles sont découpées dans la *Petite Presse* du 31 mai.

« On voyait, hier, sur la Seine une longue traînée de sang suivant le fil de l'eau et passant sous la dernière arche, du côté des Tuileries. Cette traînée de sang ne discontinuait pas. »

Sous le titre « Les Furies, » le même journal publie le fait suivant : « Rue de Bretagne, une femme passait « près d'un groupe de soldats ; elle se mit à les apos- « tropher violemment, les appellant assassins. L'officier « qui commandait le poste, tire son sabre et laboure la

« figure de la mégère ; elle a été achevée à coups de « baïonnette. »

Il faut lire aussi l'exécution de Dereure, racontée par *Paris-Journal*. C'est effrayant de sans-façon.

Les officiers se plaisent à jouer un rôle dans les meurtres; les règlements militaires ont cependant pris soin de leur refuser toute part active aux exécutions. Tantôt c'est un officier qui donne le coup de grâce à un supplicié, tantôt un autre qui brûle la cervelle à un fuyard; mais le plus distingué est certainement, et de beaucoup, celui qui frappe de son sabre au visage une femme qui l'a insulté. Les journaux racontent tout cela sans colère, je me trompe, avec une vive colère contre les victimes.

« Une Cour martiale est installée au théâtre du Châ-
» telet, dans le foyer du public. Elle est présidée par
» un lieutenant-colonel. Les individus reconnus cou-
» pables et condamnés à la peine de mort sont con-
» duits à la caserne Lobau, derrière l'Hotel de Ville,
sous l'escorte d'un piquet du 10e chasseurs à pied.
» Des pelotons d'exécution attendent les condamnés
» dans la cour de la caserne et justice est faite aussitôt
» qu'ils y entrent. »

Voici une autre note, extraite du *Journal de Paris*, et qui a paru dans plusieurs feuilles : « Voici comment
» a procédé pendant la lutte la Cour martiale établie
» au Luxembourg et présidée par un officier supérieur
» de gendarmerie : tout accusé subit un interrogatoire
» sommaire, après lequel le président prononce la sen-
» tence. Si le coupable est déclaré *ordinaire*, on le
» reconduit en prison et de là il est dirigé sur Satory;
» si au contraire il est déclaré *classé*, on l'amène
» dans une salle voisine où il lui est permis de s'en-

» tretenir quelques instants avec un prêtre avant d'être » exécuté. »

30 mai.

La circulaire de Jules Favre relativement à l'extradition est d'un gouvernement de fous, aussi bien que le sanglant système de la répression. Les procédés de la Commune à l'égard de ses otages et en ce qui concerne les monuments sont des procédés de guerre, extrêmes, mais réguliers. L'incendie du Louvre me scandalise beaucoup moins que l'incendie de Bazeilles, et cependant Monsieur Jules Favre serait mal venu de demander, à l'occasion de l'affaire de Bazeilles, l'extradition de l'empereur Guillaume. La demande d'extradition n'est pas fondée en droit; refuser à l'insurrection de Paris le caractère politique est un sophisme que notre illustre rhéteur pouvait seul aventurer.

« On nous assure, dit *le Siècle* du 30 mai, que les » exécutions sommaires ont cessé ce matin, sauf en ce » qui concerne les membres de la Commune, les incen- » diaires et les soldats pris dans les rangs des insur- » gés. »

Pourquoi cette exception en faveur des membres de la Commune? Je suis loin de me faire leur apôtre, ayant toujours été leur adversaire, mais comment juger l'insurrection après avoir au préalable passé par les armes ceux qui ont la principale responsabilité de l'Insurrection. On tue Varlin, Jourde et on conserve Assy, Eudes et autres, bien connus pour leur nullité. Si l'on veut que l'Europe juge l'Insurrection d'après les réponses d'Assy ou de Mégy devant la Cour martiale, la Commune passera pour une Assemblée d'imbéciles désespérés; le Gouvernement de Versailles

supprime par le Chassepot les témoignages qui pourraient le mieux éclairer le procès.

Monsieur Beslay, ou le citoyen Beslay, membre de la Commune, a sauvé la Banque de France, où il commandait pour la Commune, de la main des incendiaires. Sera-t-il fusillé sans jugement? Son exemple montre qu'il y a communeux et communeux comme il y a fagot et fagot. Si on fusille tout le monde impartialement avant aucun débat, si on fusille les hommes intelligents de la Commune et qu'on garde quelques échantillons soigneusement choisis parmi les crânes les plus déprimés, pour leur faire un bon procès, la répression n'est plus œuvre de justice, mais œuvre de parti.

Avoine fils a été fusillé à Belleville; c'était un des rares théoriciens du socialisme.

La Garde de Paris rentre à Paris depuis le 28. C'est une imprudence du vainqueur, qui ne garde aucun ménagement. Il était facile de constituer, sous l'uniforme des troupes de ligne et de la cavalerie de ligne, des corps d'élite qui auraient utilement remplacé l'ancienne Garde. La mesure que l'on prend en ramenant cet uniforme haï eût été opportune si on pouvait tuer l'insurrection; mais on ne tue pas un semblable mouvement, on ne peut que le décapiter, malgré « le filet de sang qui coule sans discontinuer dans la Seine. »

CHAPITRE XI

LES DERNIERS JOURS (1871)

L'arrestation. — Arrivée du Commandant Rossel. — Le Colonel d'Andelarre. — Le Directeur. — La journée en prison. — Feuilles de roses. — Les nuages. — Les livres, Schiller. — Monsieur Maysonnade. — Feuquières. — Le *Spectateur Militaire*. — Le Roman commencé. — Les généraux en wagon. — Madame Edgar Quinet. — Les vêtements. — Retour d'espoir. — Recommandation. — La marraine. — Le cadre. — La *Commission*. — Dernières recommandations. — Lettre à Monsieur Thiers. — *Derniers jours*. — Dernière note militaire. — Dernières lettres.

Versailles, 8 juin 1871.

Mes bien aimés parents,

Je suis arrêté depuis hier. On m'a transporté à la prison de Versailles.

Je n'ai eu le temps de m'occuper à Paris d'aucune de nos affaires; vous pourrez les traiter par l'intermédiaire de quelqu'un de nos amis.

Je vais bien, je vous embrasse, et je vous aime tous de tout mon cœur.

Votre fils affectionné.

Prison de Versailles, mercredi 14 juin 1871.

Mon bien-aimé père,

Ai-je besoin de te dire que je t'attendais, que je devinais ton arrivée, que je savais que tu viendrais me secourir. Ta lettre m'a fait du bien.

Nous devons bien des remercîments au pasteur de Versailles, M. Passa, qui est venu me voir et qui est très-bon pour moi. Nous devons aussi une reconnaissance particulière aux gens qui m'ont recueilli lorsque la Commune m'a proscrit, et dont je te parlerai. J'espère qu'on pourra bientôt me permettre de te voir. Je suis aussi bien qu'on peut l'être en prison; cela me rappelle le collège, et, tout considéré, le désavantage ne serait peut-être pas du côté de la prison.

En ce qui concerne le choix d'un défenseur, j'en ai parlé à M. Passa; parle-lui-en avant de te décider, et choisis m'en un le *plus tôt possible*.

J'ai écrit à Mère pour sa fête, et j'ai remis la lettre entre les mains du capitaine rapporteur chargé de l'instruction. J'ai été interrogé deux fois, et je pense que c'est à peu près terminé.

Je songe à faire appeler en témoignage M. de Lacour, Directeur des contributions indirectes à Nevers, chez lequel j'habitais au moment de mon départ pour Paris, pour qu'il constate quels étaient mes sentiments au sujet de l'insurrection lorsque je suis parti. Le général de Marcilly qui était mon colonel du génie à Bourges, pourra sans doute aussi me rendre un bon témoignage.

Je t'adresse ci-joint une lettre pour l'avocat que tu auras choisi, car il ne peut se mettre en relation avec moi que sur ma demande.

Adieu, je t'aime et je t'embrasse.

Ton fils respectueux et affectionné.

Versailles, 16 juin.

J'ai vu aujourd'hui l'officier chargé de l'instruction et je lui ai demandé si je serais encore longtemps au secret. Il m'a dit que si tu t'adressais à la division au Lieutenant-Colonel chargé de la justice militaire, tu obtiendrais la permission de communiquer, soit au parloir, soit en sa présence.

Adieu, je t'embrasse et je t'aime; quand tu écriras à la maison, dis que je me porte bien, et que la nouvelle de ton arrivée m'a fait le plus grand plaisir que je pusse espérer.

Ton affectionné fils.

Prison de Versailles, 19 juin 1871.

Mes chers parents, votre visite m'a rempli de gaîté et m'a fait vivre pendant ces deux jours; il est bien heureux qu'on nous ait autorisés à nous voir et à nous embrasser [1].

Je me rappelle que je vous ai demandé des mouchoirs, des chaussettes et une cravate. Quant à des vêtements, je me contenterai de ceux que j'ai pour le jugement, car vous ne trouveriez à la maison [2] que des habits habillés qui ne conviendraient pas du tout.

Il faut que père se décide à me trouver un défenseur; voilà bientôt quinze jours que je suis ici, et chaque jour différé est un jour perdu, car sans compter les démarches que ferait l'avocat pour étudier ma cause, j'y penserais aussi avec plus de fruit si je pouvais l'en-

1. Tout au début, la captivité était bien moins rigoureuse que par la suite; on se voyait au greffe de la prison, sans grilles; mais cela ne dura pas longtemps.

2. Boulevard Latour-Maubourg, dernier domicile avant ces temps malheureux.

tretenir et appeler son attention sur les différents côtés de la question. Le barreau de Versailles ne doit pas manquer de bons avocats, c'est là qu'il faut choisir, en prenant l'avis de nos amis.

Il faudrait que mon défenseur pût me voir et travailler un peu avec moi.

Plus je pense à vous, plus je me préocupe de me défendre avec succès.

20 Juin. — Je n'ai pas encore reçu les lettres ou la lettre dont vous m'avez parlé dimanche, ainsi vous voyez que c'est quelquefois bien lent à venir.

Si vous écrivez à Nevers, je vous rappelle que j'y ai laissé mes effets de sellerie, mon lit de campagne et mes cantines, pour que vous les fassiez renvoyer à Nîmes.

Adieu, je vous embrasse et je vous aime.

Votre fils affectionné.

---

2 juillet 71. Prison de Versailles.

Que dit M. de Chabaud-Latour ? Il ne doit pas être trop de mes amis maintenant, car c'est un homme plein de respect pour la hiérarchie et l'ordre établi. Monsieur Girerd a toujours été très aimable avec moi aussi bien que Madame Girerd. Il était préfet à Bourges pour le gouvernement de septembre. Il est très simple et très gentil. Vous me parler de la bienveillance de Monsieur Thiers, mais en quoi se résume-t-elle. Est-ce la prison, la détention, la déportation, l'exil ? Quelle vous semble la *note* exacte de cette bonne volonté ? Qu'a-t-il dit que M. Girerd vous ait répété ? La Commission des Quinze [1] est nommée, et nommée avec

1. La commission des *grâces*.

quelque difficulté; elle se compose, je crois, tout entière, d'hommes de la droite, et encore plusieurs ont donné leur démission, de sorte qu'il a fallu prendre des doublures. Cela rend plus difficile de savoir quels seront leurs sentiments, et s'ils se laisseront aller à l'indulgence, ou bien s'ils n'oseront pas modifier les arrêts. Je ne crois pas que le conseil de guerre soit nommé.

J'ai vu arriver aujourd'hui la bonne figure de Père à travers leurs grillages du diable. Cela m'a fait bien plaisir de le voir. Il faut bien me soigner mon bon père et ne pas le laisser trop se fatiguer. Un imbécile de guichetier nous a gâté notre entrevue.

Je pense qu'il faut voir *à l'avance* les gens de la Commission des grâces; comme il est certain qu'il n'y aura pas acquittement, vous aurez toujours affaire à eux.

Je trouve, à la page 69 de la brochure que vous m'avez envoyée, une lettre dont j'extrais le passage suivant.

Cette lettre émane, dit la brochure, d'un colonel d'État major [1] prisonnier de Metz, grand seigneur, membre d'une des familles historiques connues sous le nom des *quatre grands chevaux de Lorraine*, ancien ami des Tuileries, et qui a occupé la haute position d'attaché militaire à l'Ambassade française, près d'une grande puissance du Nord. Cet officier supérieur doit publier le journal complet du siège de Metz, et cette œuvre sera signée de son nom.

Voici le passage en question; il s'agit de la capitulation de Metz :

1. Le colonel d'Andelarre.

Hambourg 27 novembre 1870.

« .... de pareilles infamies rendent féroce, et j'en suis « arrivé aujourd'hui à demander du sang pour y laver « l'injure ..... Je me jetterais aujourd'hui dans les « bras des Rochefort, des Flourens, des Dorian, n'im- « porte qui, pourvu qu'il me donnât un fusil et qu'il « pût me dire: Frappez, frappez, vengez-vous. »

Ces messieurs de l'Etat-major vous diront le nom du signataire de cette lettre. Je pourrai me servir de ce passage pour ma défense.

Prison de Versailles 3 Juillet 1871. (Fragment).

Ce matin, lorsque M. Larnac a été parti, le directeur de la prison est venu me voir pour *apologizer* [1] longuement sur la conduite de son guichetier hier pendant le parloir Combien ne regrette-t-il pas, m'a-t-il dit, de ne pouvoir. assister lui-même à tous ces entretiens! Il se propose de s'excuser auprès de mon père à la première occasion, etc. Faut-il que le métier de directeur de prison rende canaille. Cet aimable homme n'a pas manqué de me tendre un piège : tout en causant fort longuement, il m'a parlé de la difficulté qu'il y avait à faire observer le règlement, etc., qu'un avocat cependant pouvait communiquer librement, mais qu'en se chargeant d'une lettre, il commettrait une faute très grave, etc.

J'ai vu là qu'il me tendait un piège et j'ai rougi. Il m'a déjà fait la même chose. Le lendemain du jour où j'avais vu ma famille au palais de justice, il est venu causer dans ma cellule et m'a raconté une histoire tirée de longueur, où un de ses prisonniers, ayant eu communication avec l'extérieur, avait rapporté ce qu'il fal-

1. Verbe anglais francisé (pour s'excuser).

lait pour une évasion. Je n'ai pas pu m'empêcher de rougir à cette tentative d'effraction de ma conscience. De sorte que le pauvre homme est puni par où il a péché, et doit sortir de ma cellule, croyant tout ce qu'il craint.

Il faut m'écrire assez longuement par la voie régulière [1] et dater la lettre du 2 juillet, et m'expliquer dedans pourquoi vous ne m'avez pas écrit plus tôt.

Prison de Versailles, 5 juillet 1871.

A ses parents.

Les élections décidément sont bonnes en tous sens. Gambetta élu quatre fois. Je voudrais bien savoir ce qu'il pense de moi, car je l'ai quelquefois maltraité ; il peut me garder rancune ; il peut aussi me considérer comme un brouillon dangereux ; il se peut aussi que son impression soit moins défavorable. J'en parlerai à mon avocat qui tâchera de savoir cela.

Cela m'a fait bien plaisir de vous voir, mais je voudrais savoir Père bien portant. Vous, vous travaillez trop et vous finirez par sentir la fatigue lorsqu'il sera trop tard et que vous vous serez rendues malades.

Le directeur de la Prison est venu me voir lorsque vous m'avez eu quitté ; il a pris pour prétexte la photographie, ne m'a joué aucun tour dans la conversation, a été fort aimable et a fini par m'offrir des livres.

Les premiers jours que j'étais ici je me couchais comme les poules ; maintenant je reviens peu à peu à mes mauvaises habitudes de veiller tard, et c'est surtout le soir que je travaille. Le matin je m'éveille d'as-

1. Les lettres qui passaient par la *voie régulière* étaient lues ; la plupart des lettres datées de la prison passaient par d'autres voies.

sez bonne heure, ce dont je profite pour me rendormir. Vers 9 heures et demie on apporte la soupe, un bouillon maigre ou nagent quelques légumes ; alors je me lève, j'émiette du pain dans ce liquide et je le mange. Ensuite je fais ma toilette.

Les gens matineux vont à la promenade le matin ; pour moi, je suis trop paresseux pour cela. A onze heures et demie on m'apporte un bifteck ou une côtelette dans un plat de fer battu ; c'est à mes frais. On m'apporte aussi du vin, de la bougie quand j'en ai demandé la veille.

Vers une heure, je vais me promener. Le préau est un petit jardin en forme de triangle, long de dix mètres environ. J'ai le droit d'y flâner pendant une heure. Ces petits jardins sont aux guichetiers qui en prennent soin, il y a des plantes grimpantes, ou plutôt des plantes qui voudraient grimper, mais elles n'ont pas de fils, ce que j'attribue au surcroit d'occupations que nous donnons aux guichetiers. Les rosiers aussi sont mangés par les pucerons, cependant on voit quelquefois des roses, et quand j'en trouve une dont les feuilles se détachent, je vole ces feuilles et je les emporte. Dans mon avant-dernière lettre il y avait une petite plume d'oiseau que j'avais trouvée à ma dernière promenade.

A trois heures et demie on apporte encore un potage aux herbes; le mardi et le jeudi cette liqueur est remplacée par un platras de pommes de terre ou de haricots. Le dimanche, on fait gras le matin, la gamelle contient du bouillon, et le soir, du bœuf et des légumes. Je mange consciencieusement tout ce qui m'est alloué, et ce n'est que lorsque les légumes sont trop compacts qu'il m'arrive d'en laisser un peu.

Vers cinq heures et demie, on m'apporte de la can-

tine, comme le matin, un plat de viande, ce que j'ai demandé. Tous les matins on a un pain assez lourd que je ne mange pas complètement. C'est du pain noir, pas mauvais.

Monsieur P. se plaint qu'il me dérange, soit dans mes repas, ou dans ma sieste, ou dans ma promenade, et me demande à quelle heure il pourrait venir pour ne pas me déranger, mais vous voyez que je suis très affairé avec mes quatre repas en huit heures de temps.

Le soir, on met une veilleuse qui reste allumée toute la nuit. Je fais mon lit avec un soin méticuleux, et je me glisse dedans quand j'ai assez brûlé de bougie ou noirci de papier. Mon chandelier est un croûton de pain dans lequel j'ai fait un trou; il a eu d'abord une velléité de moisir, mais la sécheresse l'a complètement emporté sur la moisissure, et c'est un chandelier parfait; il ne peut ni se renverser, ni se casser, seulement il est un peu bas d'étage.

Le 8 juillet, 9 h. 1/2 du soir. — Parmi les gens arrêtés dans les trains de Versailles et que j'ai fait relâcher, il y a un individu qu'il serait probablement facile de retrouver. C'est un grand lieutenant de la garde mobile de la Seine, qui fut arrêté dans le train le 23 ou le 24 [1], allant à Versailles, et en uniforme. Il me dit qu'il demeurait dans le quartier de l'Europe, si je m'en souviens bien, et qu'il allait à Versailles dans sa famille. On le garda à la mairie des Batignolles avec plusieurs autres, et je le fis relâcher dès qu'il me fut possible. Je dus les conduire jusqu'en dehors de la cour de la Mairie, à travers la foule qui ne voulait pas qu'on les mît en liberté. Ce lieutenant était juste der-

1. Avril.

rière moi, et dès que nous fûmes sortis, il fila comme un trait, sans demander son reste.

---

11 juillet 1871.

Mes chers parents,

La grande lettre dont vous m'avez parlé ne se presse pas d'arriver et vous feriez bien de n'y plus penser. Elle se sera perdue.

Je prends mon mal en patience, et je n'aurais point de souci si je ne pensais à votre inquiétude et à vos efforts. Il me tarde aussi de savoir père entièrement rétabli.

Avez-vous retrouvé à la maison mon petit sac de voyage? Je travaille assez souvent avec mon avocat; il me donne parfois de la besogne à faire, de sorte que je commence à m'intéresser à ma défense.

Que vous dirai-je? Les jours se suivent et se ressemblent. Sauf aujourd'hui toutefois, qui est un affreux jour de pluie : j'ai pris plaisir à regarder courir les nuages et à mouiller mon gros pardessus quand je suis allé promener. J'espère que vous n'aurez pas choisi un pareil jour pour aller à Paris.

Adieu mes bien aimés, je vous embrasse et je vous aime de tout mon cœur.

Votre fils affectionné,

L. Rossel.

J'ai reçu ce matin des livres de la part de M. P.; il y en a un allemand, un anglais et un français, ce qui me permet de varier mon caprice. Ils me font grand plaisir.

---

ceptai ses offres et il assista régulièrement aux séances, plaida même une ou deux fois et fit plusieurs comptes-rendus. Les séances furent interrompues au bout de peu de jours et je l'indemnisai des peines qu'il avait prises.

Vous me direz au juste ce que vous pensez de lui. C'est un homme qui a un pied un peu partout : il était intime avec Raoul Rigault et il est très bien à Versailles ; il écrit dans divers journaux et fait surtout des comptes-rendus de la Chambre. Dans sa conversation avec moi, il m'a donné peu de nouvelles. Il paraît que les procès commencent lundi, ce qui met mon affaire du 15 au 20. Je redoute les indiscrétions, et c'est ce qui m'empêche de vous écrire autant que je le pourrais.

J'ai eu une petite déconvenue hier en voyant que M. J. ne me donnait pas de vos nouvelles, mais ce sera réparé aujourd'hui.

Prison de Versailles, 3 août 1871.

Enfin j'ai eu ce matin un mot de vous.

Mon Directeur est de plus en plus directeur, et j'ai de plus en plus de motifs de m'en défier. Evidemment, il suspecte quelque commerce entre mon avocat et moi ; il n'est pas venu me voir tant qu'a duré l'absence de M. J., et à son retour il m'a fait coup sur coup quatre visites, dont deux ont été marquées par de ces petits incidents qui traduisent sa pensée. Hier, au moment où on est venu m'appeler pour voir M. Maysonnade, il est entré dans ma cellule et a pénétré jusqu'au fond tandis que le gardien me disait de sortir parce qu'on me demandait ; de sorte que le Directeur se trouvait entre moi et mon lit où je mets d'habitude mes papiers que j'emporte toutes les fois que je mets le pied hors de ma

cellule. Il comptait peut-être que la surprise me ferait oublier de les prendre, ou que je n'oserais pas les emporter devant lui. Il se trompait en cela.

Le soir, il est revenu; mon grand cahier était ouvert sur ma table et j'avais écrit seulement trois ou quatre lignes en tête de la page. Tout en causant il a eu l'indiscrétion de prendre le cahier à la main, comme exemple de ce dont il me parlait (il parlait de je ne sais quels états qu'il a à fournir), et il s'est donné le temps de lire très nettement ce qui était écrit. Cependant il n'a pas osé tourner la page. Son grand art est d'amener la conversation au point où il veut faire quelque mauvais coup. Je lui fais toujours bon visage, mais toutes ces petites facéties me dégoûtent.

4 août. — J'ai été bien fâché de me présenter hier en barbe à votre visite, mais le barbier vient seulement le mercredi et le samedi, et ayant attendu hier toute la journée M. J., je n'ai pas pensé au barbier.

Je vous écris aussi par la voie régulière pour vous dire qu'Assi m'a fait citer comme témoin et pour vous demander des vêtements. J'ai oublié de vous remercier pour vos petits bonbons qui m'ont fait bien plaisir; mais comment osez-vous charger les gens de semblables commissions?

Il faut que vous me parliez un peu plus de vous dans vos lettres; vous ne me parlez que de ce *Lisé*, il finit par m'ennuyer, je trouve qu'on s'en occupe trop.

J'ai reçu les volumes de Feuquières et j'ai commencé à les lire; je vous en remercie bien.

Est-ce que Père a l'intention d'assister à mes audiences? Je craignais d'en parler tant qu'il était souffrant. Pour tout cela vous ferez ce que vous voudrez, mais d'après l'emportement de dévouement que vous

me témoignez, je crains que cette épreuve ne soit un peu trop forte pour vous.

Prison de Versailles, 1871. (Note.)

Depuis la capitulation de Metz, je n'ai eu aucune relation avec l'armée régulière. On conçoit qu'après avoir été livré comme un bétail par mon chef, j'aie gardé rigueur à notre constitution et à nos lois militaires.

Si j'avais pu, comme les ignorants, considérer ces malheurs comme cas fortuits, j'en aurais peut-être pris mon parti. Mais je savais que la cause en était due à la démoralisation, à l'immoralité de certains de nos généraux; que la constitution militaire inscrite dans nos lois et règlements amène *communément* au sommet de la hiérarchie et dans tous les grades élevés le rebut de l'armée. Je pourrais appuyer mon dire de vingt exemples ébouriffants, avec les noms des intéressés.

Je ne pardonne pas à l'armée de les subir, de se laisser aller à la pernicieuse influence de leur autorité. Le mal est constaté depuis longtemps : le *Spectateur Militaire*, quoique journal à demi officiel, a consacré depuis plusieurs années à blâmer le mode actuel d'avancement, des articles où la modération de la forme n'atténue pas l'amertume des griefs.

On voit les résultats: l'anéantissement, l'avilissement de l'armée la plus guerrière de l'Europe devant un ennemi qui lui est certainement, à tout prendre, inférieur.

En Prison, Versailles.

Ma bonne mère, tu veux que je t'écrive à toi, ma chérie, mais c'est toujours à toi que j'écris, même quand j'écris

aux autres. Tu veux probablement que je te répète que tu es ma bonne mère bien aimée, que je ne pourrai jamais t'aimer assez pour te remercier comme tu le mérites, que tu aimes trop ton petit garçon qui t'a fait tant de misères. Mais plus il te fait de misères, plus tu l'aimes. Enfin, espérons que nous viendrons à bout de le corriger et que l'expérience le rendra sage, ce que n'ont pu faire les avis de ses bons et sages parents, et que s'il ne se repent pas de ses folies, il se repentira d'avoir tourmenté sa pauvre famille et de lui avoir fait faire des caravanes pour le dépêtrer de la sotte position ou il s'est fourré.

Mais que diable allait-il faire dans cette galère?
Ah, maudite galère! Traître de Turc!

Je vous envoie seize pages d'élucubrations[1], de plus en plus abstraites. Je vous conseille de les lire en deux fois, huit à chaque fois, car c'est très lourd à l'estomac. Lorsque nous éditerons l'ouvrage (quand ce sera un ouvrage); il faudra intervertir l'ordre des événements, de manière à ne pas mettre en bloc toute cette tartine.

Malgré tout, cela m'amuse! d'écrire : on est étonné comme le temps passe vite ; mais lorsqu'on relit, on n'est plus content de ce qu'on a fait, les couleurs sont moins vives, les traits plus durs et en même temps moins déterminés que dans l'imagination ; on n'a pas dit ce qu'on voulait dire, on n'a pas exprimé ce qu'on avait rêvé.

Vous vous plaindrez que je ne fais pas grandir mes enfants assez vite, mais vous savez que plus les enfants grandissent, plus ils donnent de souci à leurs parents. Ainsi, les miens grandiront assez tôt.

1. Seize pages d'un roman qu'il écrivait pour l'aînée de ses sœurs, et qu'il n'a pas eu le temps de terminer.

Bella est émerveillée de mon érudition et de mon style. Je le suis beaucoup moins. L'érudition dans un livre est toujours un peu en étalage ; on met là *le dessus du panier*, et au fond du panier il n'y a que des trognons de chou. Quant à mon style, il n'est pas assez châtié ; je m'occuperai de cela quand j'aurai été suffisamment châtié moi-même. Les ornements que vous admirez, comme *relié etc.* sont factices ; ce sont des artifices de style, il y a mieux que cela. Mais comme j'écris pour nous amuser, personne ne me cherchera querelle. Je préviens seulement ces demoiselles de chercher des modèles plus classiques, ayant une phraséologie moins contournée et un lexique plus varié.

Adieu ma bonne mère, je t'aime de tout mon cœur. Embrasse bien pour moi notre bon père et les petites.

Ton fils affec ionné.

La petite chatte est comme un rayon de soleil, avec sa jolie petite robe et son joli petit cou blanc.

Prison de Versailles. Septembre 1871

A sa mère et à l'aînée de ses sœurs.

Vous a-t-on dit que Madame Edgar Quinet est allée voir le pasteur à mon sujet ? J'ai été très touché de cela. Si vous ne vous ménagez pas, vous finirez par tomber malades et père aura à vous soigner à son tour, ce qui nous serait à tous très désagréable.

Est-ce que ma ceinture a échappé au naufrage ? Pourquoi la bonne mère me dit-elle de ne pas me fâcher de ses conseils ? Je ne puis pas m'en fâcher, d'abord parce qu'ils sont très bons, et puis parce que tout ce qui vient d'elle est le bienvenu.

Soyez assurées que je prends tout cela avec la plus grande tranquillité ; vous savez que j'ai toujours un peu

vécu en rêve. Les événements n'ont rien changé à cette folle habitude qui m'a rendu l'existence facile. Mettez-vous donc bien dans la tête que je ne suis pas *dans la peine*, et que je ne me trouve pas plus à l'étroit dans les dix mètres carrés de ma cellule que dans une ville ; le régime cellulaire est au contraire tout à fait approprié à ma paresse, je ne suis pas même obligé de me déranger pour déjeuner ou dîner.

Quant aux craintes ou aux espérances, elles ont peu d'accès chez moi, et si je songe à ma défense, c'est plutôt par devoir que par conviction. — En ce qui concerne mon attitude devant le Conseil, elle sera aussi convenable que possible, mais ce dont je ne puis répondre, c'est de ma flexibilité.

Il y a un garde du génie qui était resté au dépôt des Fortifications pendant la Commune ; il n'était pas du tout *communeux* et je lui avais donné pour rôle de recueillir des documents sur les places françaises actuellement occupées par les Prussiens. Ce témoignage pourrait m'être utile en prouvant que je m'occupais des Prussiens.

Que sont devenus les articles sur l'organisation de l'armée que j'écrivais pour le *Temps* il y a un an ? Quoi que vous en pensiez, il est inutile de me faire faire une redingote noire pour figurer devant le Conseil, d'autant plus qu'un vêtement neuf et porté pour la première fois n'a jamais bon air. Les effets que j'ai fait faire à Nevers sont très convenables.

La Nouvelle-Calédonie ne me tente pas, quoique ce soit un pays relativement civilisé et où on ne mange de chair humaine que lorsqu'on y est absolument forcé. — Je crois en vérité, qu'à force de causer avec vous, je vais me remettre à avoir des idées d'avenir.

Prison de Versailles. 7 septembre 1871, soir.

Je suis toujours un peu inquiet de savoir si vous aurez le courage de me voir disséquer sans crier. M. J. était ce soir très affecté de la sévère condamnation de Cavalier, qui est la déportation dans une enceinte fortifiée. Cela vient sans doute de la réaction déterminée par la condamnation trop légère des gens de la Commune. J'ai dit à M. J. que peut-être la condamnation de Cavalier amènerait une réaction en sens inverse, cependant ce n'est pas probable, le pauvre Pipe-en-Bois est une trop petite victime.

Je suis fâché que le pauvre père soit allé courir à Paris aujourd'hui; nous avons tous besoin d'être reposés et dispos pour le procès. C'est ce dont je m'efforce pour mon compte. Il faut que quelqu'un écrive à Monsieur Passa après la première séance. Si S. pouvait se charger de cela, elle le ferait plus facilement que les autres, n'ayant pas eu la fatigue de la séance.

7 septembre, soir. — Mes bons chéris, je vous aime de tout mon cœur, et je ne suis pas inquiet du tout.

Je recommande toujours à père et à Bella de quitter la salle du Conseil en même temps que le Conseil se retirera pour délibérer, et d'attendre chez nous le résultat du jugement. Il est toujours mauvais d'exposer au public les émotions violentes auxquelles on peut se laisser aller, soit en bien, soit en mal.

Many kisses to all.

Embrassez marraine et présentez mes respects à ma tante.

J'apprends que vous vous laissez aller parfois à compter sur un acquittement; ce serait vous exposer à un grave mécompte. Parlez de cela avec mon avocat qui n'est pas du tout dans ce sentiment.

NOTE D'ACTUALITÉ
Ecrite par Louis Rossel.

Il semblerait, d'après ce que les débats ont fait connaître du caractère de Rossel, que l'exécution de la sentence prononcée contre lui soit absolument impossible. Tout le monde cependant ne pense pas ainsi. L'autre jour un de nos amis, allant de Paris à Versailles, se trouva dans le même wagon que trois généraux qui causaient entre eux de l'affaire Rossel et qui étaient d'avis que son exécution est absolument nécessaire.

On ne peut véritablement pas s'étonner que ces messieurs pensent ainsi. Il est évident qu'à leur point de vue, la France serait ingrate envers les généraux qui l'ont si bien défendue et si bien servie, si elle ne ratifiait pas la condamnation à mort d'un homme qui est pour eux un vivant reproche, et qui n'a pas compris que le véritable héroïsme consistait à supporter sans paraître en souffrir la défaite, la captivité et le déshonneur de nos armes.

Prison de Versailles.

Prison de Versailles.

A sa grand'mère, madame Campbell.

Ma chère marraine,

J'apprends que tu pars demain et je ne veux pas te laisser partir sans te remercier de la pensée que tu as eue de venir ici pendant que nous étions tous dans une si ennuyeuse position. Malheureusement, le parloir où nous nous voyons est une invention si désagréable que je n'ose pas regretter que tu n'y sois pas venue. Ces grillages et ces petites loges sont vraiment une inven-

tion barbare, et nous nous étonnions aujourd'hui d'avoir pu nous y habituer; mais on s'habitue à tout, à ce qu'il parait. J'espère que, lorsque tu reviendras par ici, nous pourrons nous voir d'une manière moins incommode et que je pourrai remercier aussi mon oncle et ma tante de la constante sympathie qu'ils m'ont témoignée dans mes tribulations.

Adieu ma bonne chérie marraine, je t'aime toujours et je t'embrasse mille fois.

ROSSEL AU 18 MARS. — NOTE

Il faut que Rossel ait les convictions bien tenaces, ait l'imagination bien égarée pour s'être figuré que la Commune ferait la guerre aux Prussiens. Telle est l'opinion de ceux qui prévoient après coup, et ils ont parfaitement raison, puisque la Commune n'a pas fait la guerre aux Prussiens. Mais si l'on veut se reporter à la date du 18 mars, le jugement peut-être différent. Le 18 mars, je n'avais plus de patrie, la France s'était effondrée, plus de courage, plus de patriotisme, plus d'honneur. Le 19 mars, j'apprends qu'une ville a pris les armes et je me raccroche désespérément à ce lambeau de patrie. Je ne savais pas qui étaient les insurgés, mais je savais contre qui ils étaient insurgés et cela me suffisait.

Que la Commune (il n'y avait pas de Commune le 18 mars, il n'y avait qu'une Révolution), que la Commune n'ait pas déclaré la guerre aux Prussiens, on ne peut pas s'en étonner! Mais il est certain que le jour où la Révolution aurait eu des chances de succès, la Prusse lui aurait déclaré la guerre.

Relisez le Manifeste de Brunswick en 1792. Il au-

rait pu être placé presque en entier dans la bouche de M. Thiers; je n'ai jamais parlé de cette analogie, mais j'y ai pensé souvent.

Prison de Versailles, 9 octobre 1871.

La Convention a résisté aux trois quarts de la France insurgés, en même temps qu'elle soutenait la guerre étrangère. Il était bien plus facile en 1871 de soutenir la guerre étrangère, lorsque la France possédait encore les deux tiers de son territoire et un immense crédit.

9 octobre 1871.

---

26 octobre, soir. 1871.

Je compte, mes bons chéris, que vous retournerez à Nimes aussitôt après l'événement, sans vous attarder à gémir ici; car si vous y restiez quelque temps, on s'attache si sottement aux lieux où l'on a souffert que vous auriez de la peine à vous en détacher. A Nimes, au contraire, vous serez dans un milieu sympathique qui vous aidera à supporter la douleur. En restant à Versailles, la vue de ces officiers, de ces juges, de ces députés, de tout ce monde qui continuera à fonctionner après que vous aurez cessé d'espérer, tout cela ne fera que vous aigrir et rendre la douleur plus à charge, et peut-être lui ôtera de sa dignité et de sa vérité en la détournant du souvenir de votre fils pour changer votre regret en dépit et en haine pour la société.

Ainsi, toutes affaires réglées aussi vite que possible, retournez au milieu de vos amis; même il vaut mieux partir plus tôt en chargeant monsieur X*** et monsieur Larnac de régler ce que vous avez à régler ici et à Paris.

Je vous engage à me faire enterrer ici; vous m'aimez assez profondément pour n'avoir pas besoin de la

vue d'un tombeau pour garder mon souvenir. J'aime mieux que vous vous rappeliez votre Lisé de tous les jours que d'aller chercher un signe matériel qui vous rappellerait plutôt mes malheurs et mon supplice, que mon caractère et mon amitié pour vous. C'est de ma vie et non de ma mort qu'il faut vous souvenir. J'ajoute que vous n'obtiendriez probablement pas la permission, soit de me transporter, soit de me faire un tombeau, ce que je considère comme les choses les plus vaines du monde.

Je suis bien tranquille, mes bien-aimés, en vous écrivant tout cela. Ce n'est que pour vous que je souffre, car pour moi il ne me disconvient pas de mourir et de mourir comme je meurs. Je compte sur votre énergie et votre vertu dans cette circonstance; soutenez-vous les uns les autres et ne vous laissez pas aller à trop de regret. Chacun de vous a besoin de tous les autres, et c'est surtout à mes sœurs que je recommande leurs parents, et avant tout mon bien aimé père. Ce n'est qu'en pensant à lui que je me sens venir les larmes aux yeux, car je le connais si bon, si grand, je sais si bien que son affection est d'autant plus grande qu'elle est moins prodigue de manifestations, que je me repens amèrement de lui infliger une telle douleur. Si j'ai le temps de le faire, j'écrirai à chacun de vous, mais vous êtes si bien unis pour m'aimer que je ne vous sépare pas dans l'amour que je vous rends.

Que Dieu vous bénisse et vous console, mes bons, mes meilleurs amis.

Je vous aime.

L. N. Rossel [1].

1. Cette lettre, écrite un mois avant la fin et que mon frère gardait en prévision du fatal dénoûment, ne nous fut remise que le 28 novembre.

Prison de Versailles, 5 novembre 1871.

Mes bons chéris, j'ai été bien heureux de vous voir si gais aujourd'hui, et je suis bien aise que vous ayez eu de bonnes nouvelles [1]. J'ai beaucoup de peine à me remettre à écrire mon roman, parce que je l'ai fini depuis longtemps, et que j'en ai même fait un ou deux autres depuis, de sorte que c'est comme si je relisais un livre ou si j'apprenais une leçon. Ce soir j'ai pris mon papier pour travailler et j'ai dessiné toute la soirée au lieu d'écrire.

Avez-vous trouvé une règle à calcul dans mes affaires de Metz? Il doit y en avoir une aussi dans mes affaires de Nevers. Envoyez-moi de préférence celle de Metz qui a un bord en bizeau et qui est plus commode.

---

7 novembre 1871. Prison de Versailles.

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le Président,

J'ai eu l'honneur de vous adresser, aussi bien qu'à la Commission de l'Assemblée Nationale, une demande en grâce. J'ai dû ne pas me refuser à favoriser par cette démarche les efforts que mes parents multiplient depuis cinq mois qui ont été pour eux une véritable agonie.

Mais je croirais manquer de franchise si je ne vous faisais pas savoir, avant que cette grâce soit mise en délibération, qu'autant il m'est facile aujourd'hui de mourir, autant il me sera impossible, si je n'échappe à la mort que pour subir *la dégradation militaire*,

1. Nouvelles très rassurantes à son sujet.

d'oublier cet affront, justement réputé pire que la mort pour un homme de cœur.

Un condamné n'a aucun droit de mettre des conditions à la grâce qu'il implore ; aussi n'en mets-je point, et suis-je prêt à terminer cette vie de périls sans nom où je me suis jeté depuis plus d'un an. Le sentiment qui me dicte cette lettre est celui-ci : je désire qu'au moment où vous aurez à juger cette question de ma vie ou de ma mort, dans laquelle je suis intervenu en signant une demande, vous ayez tous les éléments d'une complète appréciation, et que vous n'ignoriez pas qu'une grâce qui me réserverait à la dégradation des armes ne serait pas pour moi une grâce.

Veuillez excuser ce que la forme de cette lettre peut avoir de trop précis. J'ai cru qu'en me décidant à adresser une demande en grâce au gouvernement que j'ai combattu, je ne devais rien négliger pour préciser le sens d'une telle démarche.

J'espère avoir réussi à le faire sans blesser aucune des convenances et sans manquer à ce que je vous dois.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

Monsieur le Président,

Votre très humble et dévoué serviteur [1].

L. ROSSEL.

1. Le gouvernement avait fait faire, en secret, à mon frère, l'offre de lui laisser la vie, s'il donnait *sa parole* de renoncer pour toujours à la France. Malgré le désir de mon frère, le défenseur nous informa de cette proposition et l'avis général fut qu'il fallait promettre et que le temps arrangerait tout. Le brave colonel Denfert, le général Charreton et plusieurs autres sénateurs ou députés nous parlèrent dans ce sens. Maître Larnac, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, alla plusieurs fois dans la cellule conjurer le condamné de saisir ce moyen de salut. La réponse fut invariablement la même : « si je promets, je tiendrai. Je ne veux pas promettre. »

Prison de Versailles, 18 novembre, 7 heures du soir.

Mes bons parents,

Je me suis fait couper les cheveux aujourd'hui, et je viens de penser à prendre des petites mèches pour chacun de vous. Elles sont bien petites, mais j'ai pensé que cela vous ferait plaisir de les garder et de savoir que je pense toujours et constamment à vous.

Je vous envoie mille baisers.

P. S. Elles ne sont pas tout à fait égales, mais j'ai eu grand'peine à les faire, et j'ai mis les noms sur les paquets sans avoir égard à la grosseur de chaque mèche. J'ai embrassé vos noms sur les petits paquets.

---

18 novembre, soir.

Je désire qu'on envoie *ma paire d'épaulettes et ma dragonne* à Padovani en le priant de les accepter de moi comme souvenir de notre bonne amitié, et comme marque de ma reconnaissance pour avoir spontanément offert de témoigner en ma faveur.

Je désire que ma grande *Bible Anglaise* avec cartes, qui a appartenu à oncle William et à Marraine soit remise à la petite Marie Passa ; que les deux grands volumes contenant la plus ancienne publication des *coutumes de France* soient remis à monsieur Passa qui aime les beaux et bons livres. Si mon *étui de mathématiques*, qui était dans mes bagages de Metz, est en bon état, je prie monsieur Passa de l'accepter également pour son fils.

Je désire que *deux de mes livres d'enfant*, que mère choisira, jolis et bien conservés, comme *Télémaque* et Silvio Pellico, par exemple, soient envoyés à mon ami Gillebert Dhercourt pour ses deux jolies petites filles.

26 novembre 1871.

J'enverrai à père mon lorgnon, par monsieur Passa, en le priant, dans quelque temps, d'y faire mettre des verres pour lui et de s'en servir en souvenir de moi. Je le prie aussi de se servir du porte-crayon d'or que mère m'avait donné, et qui vous est revenu depuis mon arrestation.

DERNIERS JOURS

Samedi, 25 novembre 1871.

Pour mes parents,

Certainement cette journée vaut la peine d'être racontée ; c'est une de celles où j'ai le plus souffert de ma vie. Depuis que j'ai quitté la Commune, je n'ai eu qu'un moment d'angoisse : c'était au mois de mai, pendant que je me cachais dans Paris, sous le coup de la proscription de cette déplaisante assemblée[1]. Un journal de Versailles publia un acte d'accusation, aussi bien fait certainement que dans un roman-feuilleton, où il était prouvé que j'avais reçu, dans telle et telle circonstance, un certain nombre de centaines de mille francs pour livrer Paris à monsieur Thiers. Cette effronterie m'accabla un instant ; je craignis de ne pouvoir me laver de la calomnie qui y était contenue. Mais depuis ce moment, depuis mon arrestation par les vainqueurs, chaque phase du procès, chaque tentative de mes adversaires contre moi a mis mon caractère en évidence, de sorte que s'ils me font mourir aujourd'hui ils en seront pour leurs frais, et auront commis le meurtre le plus dangereux pour eux-mêmes, pour leur système, pour leurs enfants.

1. La Commune.

Je suis donc fort tranquille dans ma prison, m'inquiétant peu et rarement de la décision qu'on prendra à mon sujet.

Il y a neuf jours, la Commission des grâces s'est réunie, et ses délibérations secrètes, honteuses presque, se sont terminées hier. On ne sait pas encore le résultat, mais l'allure de ces pauvres diables indique nettement qu'ils sont disposés à sévir : il n'y a rien de terrible comme les gens qui ont peur.

Il y a trois jours, on a publié que j'étais exécuté ainsi que Ferré. C'était, dit aujourd'hui la presse, « un ballon d'essai » pour tâter l'opinion. Hier, sur un appel de la *Constitution*, quelques jeunes gens sont venus de Paris à Versailles pour demander ma grâce et intercéder « in extremis. » Respectueux et modérés, ils se sont fait représenter par cinq d'entre eux qui n'ont fait qu'entrevoir M. Thiers et ont été reçus par B. Saint-Hilaire. Thiers, qui montait en voiture, a refusé de les écouter : « cette démarche ne peut-être que nuisible à *ceux* que vous voulez sauver », a-t-il dit, assez ému, paraît-il, malgré le petit nombre de ses interlocuteurs. Barthélemy a été plus explicite : ses dents claquaient : « Vous empêcherez l'Assemblée de rentrer à Paris... ! Vous avez la République, que vous faut-il de plus ?... Vous allez exaspérer la Commission des grâces... ! Après tout, vous n'êtes pas si nombreux ! »

A ces expressions fidèles de la pensée du gouvernement et de sa politique, et en particulier à cette dernière phrase, mon ami X*** répondit : « Si vous ne nous trouvez pas assez nombreux, nous viendrons demain dix mille, si cela vous convient. »

Aujourd'hui Joly est venu me voir. Il ne sait rien ; il sait seulement que la Commission s'est définitivement

séparée la nuit dernière, en s'ajournant au 4 décembre, et ayant statué sur les dix pourvois qui lui étaient déférés. J'ai vu mes parents avant-hier matin. Ma mère et ma sœur venaient en toute hâte me prévenir qu'un bruit avait crédit parmi les membres de la Commission, d'après lequel j'aurais, peu avant le 18 mars, demandé au ministre de la guerre un grade qui m'aurait été refusé. J'écrivis aussitôt une lettre que j'adressai à ma mère et par laquelle je démentais ce bruit, calomnie de la dernière heure.

Hier, je les ai revus au parloir : ma mère et ma sœur avaient passé la soirée la veille à attendre la sortie des membres de la Commission ; ils s'étaient séparés très tard et elles les avaient regardés passer sans oser s'approcher d'eux. « Ils n'avaient pas l'air de gens qui viennent de prononcer la mort de quelqu'un ; ils marchaient légèrement ». — C'est qu'ils avaient grand faim et qu'ils étaient pressés de dîner. — « Non, il n'avaient pas l'air méchants ». Très tard dans la soirée, un journaliste anglais leur avait envoyé un mot pour dire que tout allait bien et qu'il ne voulait pas quitter Versailles sans le leur faire savoir.

Aujourd'hui, lorsqu'ils sont arrivés au parloir, ma sœur avait le visage tout décomposé, et venait d'essuyer ses larmes. « Elle est très enrhumée », me dit mère. Mère était très pâle, tout à fait pâle. La petite avait gardé sa voilette sur le nez — comme par coquetterie — et faisait comme si elle avait été calme ; de temps en temps, une contraction du coin de ses lèvres, mais elle ne pleurait pas. Père se tenait au fond comme d'habitude ; son visage ne s'émeut pas, mais je l'aime trop pour ne pas comprendre qu'il n'en souffre que davantage au fond, et je me repens amèrement de causer de si

profondes et de si amères douleurs à mon père bien aimé.

Je ne puis pas supporter qu'on fasse souffrir mes parents. Pour mon compte, j'ai l'épiderme dur et je suis si peu préoccupé de cette éventualité d'une mort imminente, que je me demande parfois si ce n'est pas une insensibilité maladive de ma part. Mais ce que je ne conçois pas, c'est qu'en différant ainsi de prendre une décision, en dissimulant cette décision lorsqu'elle est prise, on fasse souffrir une longue agonie à mes parents qui n'ont commis d'autre crime que de m'avoir mis au monde et de m'avoir appris à aimer mon pays. Ce procédé de la Commission dite des grâces est un procédé de bourreaux. On a décidé quelque chose, on se tait; c'est que la décision est fatale; voilà la conclusion que tirent mes parents. « N'exaspérez pas la Commission des grâces ! » Ce mot de M. Barthélemy mérite d'être encadré. Comment, voilà une commission qui est lâchée dans l'arène, comme un taureau furieux, excitée par les cris des spectateurs, effarée, affolée, et vous allez lui parler de grâce ! C'est vouloir la provoquer, c'est lui porter un défi ! « N'exaspérez pas la Commission des grâces. »

La vue de mes parents me navre. Hier, ma mère me racontait leurs démarches de la veille; tout à coup elle s'interrompt : « Je ne peux plus ! Je ne me rappelle pas ! Je suis folle, vois-tu ! » Ma sœur, plus calme, reprit le récit, que je n'écoutais pas non plus. Je les voyais, je les entendais, voilà tout; peu m'importait le reste. Aujourd'hui, c'est ma mère qui était calme et ma sœur qui était folle. « Nous étions pourtant tranquilles hier au soir; on nous avait rassurées ! — Mais j'ai confiance, dit ma mère, j'ai confiance : ils ne te feront rien. » Père parle d'autre chose, du fort Sainte-Marguerite, du dernier dessin que j'ai fait, de celui

que je vais faire [1] ; car Mère m'a fait lui en promettre deux, et justement je lui fais le second ce soir, heureux de faire quelque chose pour elle. La petite ne pleure pas tout à fait, mais son cœur est plein. « Et toi aussi, lui dis-je, toi aussi, ils te font de la peine? » Là-dessus elle éclate en sanglots, elle est au bout de son courage. Ma pauvre petite filleule, ma pauvre petite amie ; on lui déchire son pauvre petit cœur. Mais la blessure se cicatrisera, ma petite chatte bien aimée ; je sais bien que personne ne prendra la place de ton vieux frère, mais il y a encore dans ton cœur assez de place pour bien des amitiés nouvelles. Seulement aie bien soin des autres : ils ont une si vieille habitude de m'aimer que j'ai peur, j'ai peur pour eux quand ils n'auront plus à se dévouer à moi.

Le parloir est une petite cage de un mètre carré environ de surface, et de trois mètres de hauteur. Derrière, une porte ; sur les cloisons en briques, devant, à hauteur d'appui, un grillage double, formé de treillis en fils de fer, dont les mailles ont deux centimètres d'ouverture ; les deux grillages sont à cinquante centimètres l'un de l'autre. En face de cette cage est une loge un peu plus profonde, qui s'ouvre aussi à hauteur d'appui, mais sans grillage, sur un couloir intermédiaire où se tient un gardien. Ils sont tous les quatre dans cette loge : quand nous sommes de bonne humeur, nous l'appelons notre Guignol, parce que les personnages y sont aussi serrés que sur la scène où se représente le grand drame de Polichinelle. Seulement, c'est un autre drame qui se joue ici. Le gardien chargé de contrôler nos paroles n'est pas un méchant homme ; c'est le plus souvent un ancien soldat ; il a servi en Crimée ou avec

1. Copies d'après Callot.

Lamoricière, et aujourd'hui il gagne sa vie à ce malheureux métier. Lorsque la demi-heure réglementaire est écoulée, il va ouvrir la porte derrière mes parents : « Messieurs, Mesdames, il est l'heure. » Alors mes sœurs s'accrochent chacune à leur tour au premier grillage, y appliquent leur visage et m'envoient un baiser que je leur rends sur le second grillage ; et puis chacune à son tour a le droit de sortir la dernière pour me voir un peu plus longtemps. « A après demain, se dit-on, en partant. » On ne pleure qu'en sortant.

Aujourd'hui ces pauvres chères figures étaient abattues et découragées. « Il y a si longtemps que nous patientons, me dit ma mère ; nous sommes à bout de forces. » Elle parle peu, mais elle me regarde avec une attention concentrée, comme pour graver mes traits dans sa mémoire. Un moment le gardien s'éloigne pour faire entrer d'autres visiteurs : elle accroche ses mains au grillage et s'en rapproche tant qu'elle peut. « Mon fils, mon bon fils, mon bien-aimé ! Je t'aime ! Ils ne te feront rien ! »

Après la demi-heure écoulée, on me permet de les embrasser au greffe ; ils viennent seulement deux à deux, pour que la surveillance soit plus facile, et ces embrassements les inquiètent... on pourrait me passer du poison... Le directeur des prisons est un administrateur fidèle. On lui a confié la gestion de tant de kilos de chair vive ; il faut qu'il rende cette chair vive soit au ponton, soit au bourreau, soit même, le cas échéant, à la liberté ; et je suis certain que c'est encore ce qui lui plairait davantage. Se suicider, se détruire, ce serait commettre une mauvaise action, le priver de sa position, briser sa carrière, « et, me dit-il, vous ne le voudriez pas. » Il me confie ses inquiétudes, il me dit

combien il a confiance en moi, et cependant il prend ses précautions. Ce soir, je cousais un bouton, l'aiguille se plie entre mes doigts : je la regarde, c'est une belle aiguille toute neuve qu'on a mise à la place des deux vieilles aiguilles d'acier que j'avais ; on a pris même la peine de l'enfiler comme étaient les autres.

Je verrai mes parents demain. « J'ai rassuré votre « mère, me dit le directeur ; cette pauvre dame me fait « des questions qui m'embarrassent beaucoup. Elle me « demande si je sais quelque chose. Je ne sais absolu- « ment rien, je vous en donne ma parole d'honneur. « Mais je l'ai rassurée. Vous verrez votre fils demain, « lui ai-je dit; c'est demain dimanche, et on n'a jamais « fait d'exécutions le dimanche, on n'en fait jamais; la « loi le défend... Ainsi, vous pouvez être tranquille ». Si ma mère n'est pas rassurée après cela, c'est qu'elle a mauvais caractère.

M. P. est venu après mes parents. Il m'apportait du chocolat; si on me fusillait demain, on en trouverait plein mes poches, car j'en avais encore une provision. Il m'apportait mieux que cela: sa bonne amitié et son bon cœur. Nous nous aimons véritablement, nous nous comprenons, c'est vraiment un bonheur pour moi de l'avoir rencontré ; il a toutes les délicatesses. Mon dîner était sur la table ; il ne voulait pas me déranger, mais après une ou deux bouchées, le souvenir de mes bien aimés parents et de leur tristesse m'a étranglé. Je me suis levé et je me suis mis à pleurer.

Mourir jeune, d'une mort rapide, d'une mort honorable ; laisser un nom respecté et un courageux exemple, ce n'est pas là un sort à plaindre. Ma mort sera plus utile cent fois que ne l'a été ma vie, plus utile que n'eût été une longue carrière bien remplie: je ne me plains

pas. Mais pourquoi fait-on souffrir mes parents et mes sœurs ? C'est si facile de tuer un homme, et si vite fait ! Pourquoi hésitez-vous à tirer du fourreau le glaive rouillé de votre justice ?

12 heures soir.

---

26 novembre, soir

Je suis accablé de douleur. Il me faut faire effort pour prononcer une seule parole. Hier soir, tout en écrivant, je copiais un dessin [1] pour ma mère et je le lui ai donné aujourd'hui : c'est une pauvre femme avec trois petits enfants ; elle allaite le plus jeune, un autre est grimpé sur son dos, et le plus grand est debout à côté d'elle. Quand nous étions petits, nous donnions des noms aux figures d'une image ; je me disais en copiant celle-là : « ils trouveront que c'est mère avec ses trois petits enfants ». Le petit garçon est vêtu de pauvres habits qui semblent des oripeaux : une veste a basques, un gilet galonné, et surtout un grand feutre avachi qui lui pend sur le dos et sur lequel se dresse misérablement une petite plume. Ce misérable panache sur la tête du petit gueux grelottant me rappelait nos joies misérables, les ornements dont nous parons notre tête, ou notre esprit, ou notre corps, et sous lesquels nous frissonnons de froid, ou d'ennui, ou de douleur.

Vers onze heures, j'ai eu fini de dessiner et d'écrire. Alors, tout en arpentant ma cellule, je me suis rappelé une parole de ma mère. « Crois-tu, me disait-elle, en s'attachant au grillage du parloir, crois-tu qu'ils te feraient sauver, si nous leur donnions de l'argent ? Si nous donnions vingt mille francs ? Nous les avons ! »

1. D'après Callot.

Vous avez vingt mille francs, pauvre mère vous avez réuni toutes vos pauvres ressources, et vous voulez savoir si c'est assez pour la rançon de votre fils! Non, ma mère, ce n'est pas assez. Si j'avais vendu ma patrie, si j'avais livré son armée à la captivité, alors nous aurions des millions, et ce serait assez. Il n'y aurait personne pour nous arrêter, personne pour nous condamner, personne pour nous exécuter. Mais vingt mille francs? Tu veux rire!

J'étais attendri de cette folle obstination à me sauver par les moyens impossibles. « Est-ce que tu ne peux pas scier les barreaux de ta fenêtre? Est-ce que tu ne pourrais pas sortir de la prison à la place de M. Passa quand il vient te voir? » En pensant à tout cela, et surtout à cette idée de réunir vingt mille francs et de les offrir pour racheter ma vie, j'ai eu envie de pleurer. Mais la porte de la cellule est percée d'un guichet où vient fréquemment regarder le gardien de ronde. Faut-il mettre ces gens dans la confidence de mes sanglots? Ce sont de braves gens, quoique geôliers; ils seraient capables de chercher à me consoler. « Voyez-vous, M. Rossel, il ne faut pas croire cà; c'est pas possible; moi, j'y crois pas. Et puis, il n'y a encore rien de sûr. » J'ai éteint ma bougie et je me suis promené à la lueur de la veilleuse qui est dans chaque cellule, de par le règlement; alors j'ai pleuré et sanglotté tant que j'ai pu, m'arrêtant dans le coin à côté de la porte, où on ne peut être vu, appuyant mon visage contre le mur et criant tout bas : Ma mère, ma mère!

J'ai de la peine à pleurer; nous sommes ainsi dans la famille; les larmes ne veulent pas venir. J'aurais voulu pouvoir me rassasier de larmes mais la douleur s'accumule dedans et n'atteint pas le visage.

Vers minuit, je me suis couché; et presque aussitôt le cours de mes idées a changé. Après tout, pensais-je combien de mères chaque jour, perdent un fils bien aimé et ne peuvent le disputer à la mort. Le monde est peuplé de semblables douleurs. Et moi, quelle meilleure mort puis-je souhaiter?

Cependant combien de choses en moi répugnent à la mort, me disais-je; j'ai beau ne pas me plaindre, je sens que j'ai droit d'être plaint. Je n'ai pas assez vécu; j'ai besoin de travailler, de penser, d'agir, d'aimer, d'aimer surtout. Mes poumons sont faits pour respirer longtemps encore, et mon cœur pour battre. Il n'est pas naturel de mourir ainsi.

Mes pensées passent si rapides que j'ai peine à les suivre. Je songe combien sont promptes ces dernières heures, et combien change à chaque instant la perspective du passé et de l'avenir. Je ne suis plus ce que j'étais hier: il y a comme des pages entières qui s'effacent du livre de ma mémoire. Un air de Mozart vient de me passer par la cervelle; que viennent faire ici ces notes joyeuses? Est-ce moi qui savais et qui aimais cet air? Déjà je ne me le rappelle plus et je le cherche en vain.

Combien de sensations, combien de sentiments sont ainsi effacés pour ne plus reparaître. Mais aussi que de douleurs, que d'angoisses ont aussi disparu. Que de fautes incorrigibles où je ne retomberai plus! Que de rêveries amères ne viendront plus m'obséder! Je salue la mort libératrice: ce qu'elle m'apporte compense ce qu'elle m'ôte [1]. — Et pourtant, j'ai soif de vivre et d'aimer.

1. On ne peut s'empêcher de rapprocher cette pensée de celle qu'il exprimait un mois auparavant dans un écrit destiné à ses parents, mais qu'il garda jusqu'à la fin. Déjà con-

J'ai entendu sonner minuit trois quarts. Je sonde en mon esprit les éléments du grand problème. L'être, le moi, l'enveloppe organique, la résultante des organes, la résultante des impressions, des affections, des mouvements; où est l'effet? où est la cause? Je m'endors en y songeant.

Je rêve. Je rêve que je me promène dans l'étroit préau, et qu'on y amène mes parents pour que nous nous voyions. Je rêve que je me suis jeté tout habillé sur mon lit dans ma cellule et que je m'y suis endormi: il est une heure du matin, des voix s'arrêtent à ma porte, on ouvre, en entre; je suis debout aussitôt. Ils ont l'air ennuyés de m'avoir trouvé habillé. C'est un prêtre âgé, maigre, d'une figure qui m'est inconnue; je tends la main à ce prêtre, derrière lequel entre le vieux Breuil, le gardien ordinaire de ma galerie. Il me dit quelques mots et cherche à me faire regarder vers la fenêtre, mais je le guette et je vois qu'il va se jeter sur moi pour me mettre la camisole de force; le prêtre me retient la main; ma première pensée est: « l'exécution est donc définitivement décidée. » Je lutte contre Breuil qui ne peut s'emparer de moi; le prêtre s'est réfugié contre le chevet du lit. Je me jette sur le dos et j'envoie des coups de pied à Breuil.

A ce moment, je m'éveille pour de bon. Il n'est pas

damné, il déplore la douleur qu'il cause aux siens, il dit son amer regret de ne pouvoir être l'appui et le soutien de ses sœurs. « Ce qui me désole, c'est de payer si mal votre affection et votre dévouement. Si je vous avais écoutés, j'aurais été plus heureux et plus sage, mais j'étais impatient de vivre et de mourir.. » Puis remerciant ses parents de leur affection, de leurs soins, il termine par ces mots: « Vivant, je n'aurais rien à attendre que de mon énergie, de mon habileté et de ma conduite; mourant, nous avons pour nous la miséricorde de Dieu qui est plus solide que tout cela. »

encore jour, mais la fanfare de la diane retentit dans la caserne voisine et répète plusieurs fois ses joyeuses notes. Je me rendors et ne me lève qu'à dix heures du matin.

Mes parents vont venir vers onze heures. On me laissera les voir sans grillage et même causer ainsi avec eux. Ce sera dans une cellule vide; le directeur sera présent et il est probable que M. Passa viendra.

A onze heures et quart on vient me chercher: c'est l'abbé Ferrand, mon bon abbé Ferrand [1]. Il ne ressemble pas au prêtre de mon rêvé. Il ne sait rien, il est plein d'espérance; il a lu mon livre [2], il m'en fait des compliments: il voudrait avoir le temps de me parler et je le voudrais aussi; mais on vient nous avertir que mes parents sont là et on le presse d'achever sa visite. L'un et l'autre nous sommes désolés de nous séparer ainsi et sans avoir rien pu nous dire.

On vient me prendre au parloir pour me mettre dans la cellule N° 2, où l'on a porté des chaises. Ils arrivent, on s'assied; le directeur a tout à fait surmonté ses craintes et me laisse asseoir entre ma mère et ma sœur. Père n'est pas là; il est chez M. Thiers. M. Passa s'assied un peu plus loin. Petite S. devant moi, à ma droite. Elles ont promis de ne pas pleurer. M. Passa leur a dit que j'avais pleuré hier soir et leur a fait promettre d'être calmes: il a emmené la petite passer la soirée avec ses enfants.

1. L'abbé Ferrand de Missols, sans connaître Louis Rossel, s'était pris de sympathie pour lui, et venait souvent le voir. En sortant du parloir, il allait généralement Boulevard de la Reine porter des nouvelles du prisonnier. « Je viens de passer une demi-heure, avec un saint, dit-il un jour, en arrivant. » C'était un prêtre âgé, vénérable, plein de douceur et de compassion.

2. *L'art de la guerre*, écrit à Bourges, complété et édité pendant la Prison.

Père arrive. M. Thiers n'a rien pu lui dire : il ne sait rien et il n'est pas le maître. Père avait demandé à être introduit; on lui avait dit qu'il fallait parler à M. Barthélemy-Sainte-Hilaire. Il entre et dit à M. Barthélemy : « Il faut que je voie M. Thiers. » M. B. hésite, oscille, cherche à ajourner : « Je ne veux pas attendre pour défendre mon fils que tout soit fini, je ne m'en irai pas sans voir M. Thiers. Vous me chasserez si vous voulez. J'attendrai que vous fassiez venir les hommes de garde ». M. Thiers vient ; mon père lui parle avec force, lui dit que je n'ai pas eu des juges, mais des assassins, lui en donne des preuves. Il lui a écrit deux fois hier pour lui exposer le côté moral de la question et il lui apporte une troisième lettre où il achève cette exposition. Ces lettres, il les publiera. Il faut que la France juge : « on ne peut pas assassiner un enfant ! » Comme mon père est grand, comme il est bon, comme il est énergique dans les situations décivives et paisible dans la vie ordinaire ! Indifférent à ce qui est petit, incapable même de voir les petitesses des autres.

Un journal a déclaré que j'étais condamné, par la commutation, à vingt ans de travaux forcés. Les travaux forcés ! cette idée révolte le directeur. Pour nous, elle ne nous choque pas le moins du monde, ni mes parents, ni moi. Qui est-ce qui peut attenter à mon honneur ? N'est-il pas au-dessus de semblables détails ? Mes parents seraient trop heureux qu'on me condamnât aux travaux forcés : ce serait la vie.

Joly est venu me voir vers quatre heures ; il disait comme disent mes parents, comme je me dis peut-être secrètement à moi-même, il disait : « c'est impossible ! » Mais il en est aussi à rêver des expédients impraticables. Il a vu M. Thiers, il va retourner encore à la Pré-

fecture, tâcher de savoir quelque chose. Il a écrit : la sentence est illégale, contraire à la loi ; la Commission est incompétente, un quart des sièges à la Chambre étaient vacants lorsqu'elle a été nommée. Il faut attendre la réunion de l'Assemblée. Ce sera de lundi en huit. Voilà un lundi qui est bien loin de moi.

Nous causons. « Où allons-nous ? Où va le pays ? Nous sommes aux mains des soldats. — Vous vous repentirez, vous autres républicains de n'avoir pas fait comme moi. Il faut connaître bien peu nos révolutions pour ne pas comprendre la nécessité de se joindre (au début) au parti le plus extrême. Le 18 mars, l'armée, la France, la République étaient aux républicains. Le 19, elles étaient aux incapables du Comité Central. »

..... L'armée n'est pas redoutable en elle-même : elle est composée de citoyens. Qui sait si je n'emporte pas avec moi le secret de ces questions, que j'étudie depuis plusieurs années ?

Quelle faute à ceux qui me tueront ! Une fois mort, je suis inattaquable. La mort est mon triomphe ; j'ai rompu le lien trompeur qui attache le soldat à des chefs même traîtres et infâmes. J'ai prouvé qu'on pouvait briser ce joug avec honneur. Si des officiers courageux et patriotes se courbaient devant des exigences indignes, acceptaient la fuite, la capitulation, la guerre civile envers et contre tous, ce n'était pas par crainte de la mort, mais par crainte du déshonneur. Vous n'aurez plus désormais cette ressource : j'aurai appris à tous qu'il y a des jours où un soldat discipliné et fidèle doit désobéir, et peut désobéir sans se dégrader.

Joly me demande, en partant, la permission de m'embrasser ; il est très ému ; nous nous disons au revoir. Tout en causant, je lui avait dit, en pensant à mon rêve :

« J'espère que quand l'ordre définitif viendra, on ne me mettra pas la camisole de force. » Il en a parlé au directeur qui est venu peu après dans ma cellule, a longuement causé avec moi, et a trouvé moyen de m'expliquer, longuement aussi, qu'il ne mettait jamais la camisole de force que dans les cas de folie et de fureur. Ma voix avait peine à sortir et était plus faible que de coutume et un peu rauque.

Le moment du jour le plus difficile à passer, je l'ai souvent éprouvé dans cette solitude, est le moment où le jour baisse. Si l'on était heureux, on aimerait cet instant où les objets extérieurs s'effacent dans la nuit et où les pensées intimes prennent d'autant plus de force. On est alors plus pleinement à soi-même et c'est alors que je suis plus accablé. Mais cet accablement disparaît lorsque les lumières s'allument et j'ai éprouvé un vrai soulagement à mettre par écrit ces tristes souvenirs.

Ces épreuves sont fortifiantes, me disait ce matin M. Passa. C'est vrai, elles sont fortifiantes et saines. Je ne jouis jamais d'une meilleure santé morale que pendant les dures épreuves : pendant ces moments si amers, je me désintéresse de toutes choses mesquines et frivoles.

Que voulait-il? Où allait-il ? Quelle était son ambition? Comment répondre à ces questions! En toute autre main que la mienne, mes idées sont des utopies. D'ailleurs je n'ai pas étudié pour enseigner et pour écrire, j'ai étudié pour agir. Chaque élément d'action que j'examine dans les livres ou dans l'expérience des hommes, je ne le classe pas méthodiquement dans un casier de théoricien, mais j'en cherche l'application actuelle, qui se transforme chaque jour. Plus âgé, mes idées auraient pris une forme arrêtée, et je pour-

rais les écrire; aujourd'hui je n'aurais pu que les exécuter.

Lorsque je suis allé joindre l'insurrection, je ne comptais pas sur le succès, et je ne croyais pas y arriver à un des premiers rangs. J'obéissais à un devoir politique : lorsqu'une guerre civile est engagée, il faut que tout citoyen soutienne son parti. Républicain, mon parti était à Paris. Il y en a qui se disent républicains et qui n'étaient nulle part à cette époque; ils me laissent mourir aujourd'hui et demain relèveront mon cadavre pour s'en faire un drapeau ou une arme. Qu'ils sachent que je ne suis pas des leurs : je suis de ceux qui se battent, et j'irais plutôt rejoindre les zouaves de la Vierge que les démocrates incolores qui n'ont pour leur patrie que de vaines paroles et point de bras. Je hais le néant, même quand on le décore du nom de république ou du nom de patrie.

Comment remercierai-je tous ceux qui m'ont aimé, qui ont cherché à me sauver, qui ont souffert de mes souffrances. Les premiers jours que j'ai passés ici, je m'arrêtais pour rire de moi-même, de ma folie, de mon dévouement à des idées. « On te fusille, disais-je, c'est bien fait; c'est le juste salaire de tant d'aberration. »

Mais un jour j'appris qu'il se signait à Metz une pétition pour moi. Cette nouvelle me causa une émotion vive, la plus vive que j'aie éprouvée, jusqu'à la journée d'hier. Après avoir su cela, je me promenais dans ma cellule, le cœur plein; et je m'appuyais au mur en me disant : « Ce n'est donc pas une chose vaine de se dévouer pour les hommes! »

Je veux remercier surtout mon camarade et ami Baïhaut. On ne manque pas de le calomnier aujourd'hui pour m'avoir soutenu. Je sais combien de sym-

pathie on a eue chez lui pour mes malheurs, et combien on a partagé mes souffrances. Je voudrais pouvoir, je voudrais oser dire combien il m'a été doux d'être ainsi soutenu, et combien j'ai eu de plaisir à deviner tant de discrète sympathie. Combien d'inconnus ont ainsi espéré et craint avec moi ! Je ne puis les remercier, je ne puis leur prouver que je voudrais être digne de leur bonne et gratuite confiance; mais je veux du moins qu'ils sachent qu'à mesure que j'apprenais les efforts tentés pour moi, je ne me sentais plus seul, et je vivais presque heureux, entouré d'un peuple d'amis inconnus. Il a fallu, pour produire chez moi l'abattement de ces deux derniers jours, que je fusse écrasé par la lenteur des délais et des incertitudes, par les alternatives rapides d'espoir et de résignation, et plus que tout cela, par le spectacle du chagrin de mes parents, de leurs derniers efforts, désespérés et fatalement stériles.

J'aurais voulu servir ma patrie; je ne puis que mourir pour elle. C'est déjà un sort honorable et peut-être très utile. Chacun fait ce qu'il peut. Il y en a qui n'ont fait que mourir et qui sont restés illustres. Il y a un an, fuyant Metz conquise et l'armée prisonnière, je passais à Bruxelles. En traversant une place, je me penchai hors de la voiture pour lire l'inscription gravée au piédestal d'une double statue représentant deux jeunes hommes qui se tiennent embrassés. Il y avait quelques mots en deux langues. « Den Graafen Von Egmont und Von Hoorne..... Aux comtes d'Egmont et de Hoorne, injustement mis à mort sur cette place par ordre du duc d'Albe, le etc... » Je lus respectueusement l'inscription, et je m'aperçus, en remettant mon chapeau sur ma tête, que j'avais salué la statue! Etait-ce

sympathie dans nos destinées, était-ce respect pour ce sang noblement versé et qui peut-être n'a pas été infécond? Ce souvenir m'a plus d'une fois soutenu : les peuples, après plusieurs siècles, se souviennent de ceux qui les ont aimés et qui sont morts pour eux.

Chaque fois qu'on sonne et que s'ouvre la grande porte de la prison, je me dis qu'on vient peut-être me chercher; qu'on vient peut-être me faire évader. Quelqu'un a osé en parler à M. Thiers. « Il est trop tard, » a-t-il dit. Pauvre Monsieur Thiers, il sera bien plus tard pour vous quand vous aurez mon sang aux mains. « Mais, lui disait-on, vous avez bien fait partir Beslay? — Je n'aurais pas fait arrêter Rossel... si j'avais su!... »

Si j'avais su! — Il est trop tard! — Combien de fois et à combien de pauvres diables ai-je entendu répéter ces mots depuis que la France succombe.

Et ils savent de moins en moins, et ils attendent de plus en plus, et il est toujours trop tard.

Souffrance, — Délivrance, voilà ce qui domine de plus en plus en moi à mesure que le moment décisif s'approche. Cette excitation et ce dénoûment factices sont ainsi l'image un peu faussée de tout acte physiologique naturel.

Cette excitation, d'ailleurs, n'est pas continue. Elle ne s'est développée qu'à la suite de chocs répétés et d'une attente trop vive et trop prolongée. C'est Cinq-Mars, je crois, qui était entre les mains d'un bourreau maladroit, dont la main tremblante multipliait les coups d'épée sur son cou : la Commission des grâces est un bourreau maladroit. D'ailleurs la crise a des intermittences : d'abord ce serait bien étonnant si je ne continuais pas d'avoir, comme toujours, mes huit ou dix heures de bon et dur sommeil; et puis je lis, j'écris,

je pense aux questions qui me préoccupent d'habitude : tactique, littérature, politique. J'ai même dans mes préoccupations des moments de gaîté, des caprices humoristiques que m'inspire la situation même. Mais le fond est triste, lugubre, navrant. La santé physique est légèrement altérée. C'est une véritable maladie, que d'être condamné à mort : lassitude, inappétence, un peu de fièvre, légère anxiété. On finit par souhaiter d'en finir.

C'est moi qui suis là? C'est un rêve. Moi, dont la mort est implacablement poursuivie au nom des lois. J'avais rêvé de vieillir, de m'entourer d'une famille, d'aimer, d'élever des enfants : je vivais de mes rêves.

Mes rêves m'auraient trompé. La réalité est peut-être plus douce. Mais finissons-en.

Ma pauvre mère bien-aimée m'a envoyé ce soir des paires de chaussettes et des serviettes. Elle ne veut pas craindre : elle croirait que le moindre doute serait criminel. Espérons, ma chérie, espérons que ce que tu m'as envoyé me sera utile; cela me mènerait au-delà du fameux lundi où se réunira la Chambre.

Je te bénis, ma mère, ma bonne mère, pour tous les petits soins dont tu m'as toujours entouré, pour la grande et sainte affection que tu m'as vouée, et dont je n'ai pas su profiter pour être heureux.

Que de débris, que de travaux interrompus, que de notes incohérentes je laisse derrière moi! Que d'ébauches inutiles! J'espère qu'on ne les connaîtra pas, ou que si on les connaît on se souviendra que je suis mort jeune, et qu'on n'est pas encore parvenu, à mon âge, à fixer ses idées et à les formuler.

27 nov. 2 heures après-midi.

Ce n'était pas pour ce matin. Hier, après avoir lu et écrit assez tard, je suis resté un moment accoudé sur ma table à ne penser à rien, éprouvant un grand bien-être. Je me suis endormi difficilement et j'ai été éveillé en sursaut par des cris comme ceux que se renvoient les sentinelles; le premier cri semblait être parti de la sentinelle du chemin de ronde, le dernier, de celle de la galerie. J'ouvris les yeux, il faisait une lueur comme la première clarté d'un crépuscule d'hiver. Je pensai qu'on venait nous chercher. *Nous*, c'est Ferré et moi, bizarre association. Puis j'entendis vaguement une horloge lointaine qui sonnait deux heures du matin. Comme je cherchais à me rendormir, les cris recommencèrent : des lambeaux de phrase, des hurlements; cela dura jusqu'après deux heures du matin. J'entendis qu'on ouvrait une cellule, puis un tumulte, puis les cris, plus lointains, durèrent quelque temps encore. Ces bruits insolites, ce demi-sommeil interrompu me donnaient la fièvre. Je fus encore réveillé par la diane, puis par chaque sonnerie de la caserne, puis par chaque coup de sonnette à la porte de la prison, pensant à chaque fois que c'était peut-être nous qu'on venait chercher. Enfin je me levai. Le directeur vint me voir; il ne sait rien encore et parle de l'une et de l'autre éventualité. L'homme de cette nuit était un détenu pris d'un accès de folie.

5 heures soir. — La crise intime que je subissais depuis avant-hier a beaucoup diminué de violence; elle est même presque passée. Certainement cette nuit agitée en a brusqué la solution. J'ai occupé mon esprit une partie de la journée à un travail mécanique qui a

certainement contribué à le calmer, à des recherches de facteurs premiers : cela ne mène à rien, cela ne signifie rien, mais cela occupe et repose. La soirée est bien meilleure qu'hier, mais je vais me coucher de bonne heure, car ce sommeil du matin est trop coupé et interrompu. Et puis, à tout prendre, je crains moins aujourd'hui qu'hier d'être réveillé pour « aller au feu. » Ce matin, il y avait une raison : la commission dite des grâces s'était séparée vendredi après le départ de M. Thiers pour Rouen; on n'avait donc pas pu exécuter ses arrêts samedi; on n'exécute pas le dimanche, donc l'exécution immédiate arrivait ce matin. Ce matin passé, nous retombons dans l'arbitraire des délais.

M. Passa m'a fait une bonne visite; il est plein de confiance. Sa lettre ayant été publiée par la plupart des journaux, il en a reçu de nombreuses félicitations. — Mon pauvre père est venu à quatre heures du matin chez lui lui demander « des nouvelles. » Il l'a rassuré. Mon père est retourné à Paris à sept heures du matin et n'est revenu que vers quatre heures; aussi n'ai-je pu voir mes parents qu'un instant, car le jour tombait quand ils sont venus. Ils semblent un peu plus calmes. Plus on tarde, plus ils espèrent. Ils doivent inspirer des craintes folles au pauvre directeur par la chaleur avec laquelle ils m'embrassent : hier il lui avait semblé voir ma mère glisser quelque chose dans ma poche; il s'en est ouvert à M. Passa qui l'a rassuré. D'ailleurs il est d'une parfaite bienveillance, mais le sentiment de sa responsabilité tempère légèrement sa confiance. Si j'étais mort quand on voudra me tuer, cela entraverait l'action de la loi, et il en serait comptable. Je verrai mes parents demain dans la matinée.

Certainement ces deux derniers jours m'ont un peu bronzé.

27 novembre au soir.

NOTE D'ART MILITAIRE

A tout hasard, je veux noter le résultat de mes dernières réflexions sur la science militaire. Le groupe de 250 hommes, la compagnie prussienne, a de sérieuses qualités tactiques que j'ai longtemps méconnues : elle est bien appropriée au nouvel armement. Mais le bataillon de mille hommes ne me paraît pas avoir la même valeur, et je préfère beaucoup notre bataillon de 700 hommes présents, au plus. J'ai été plus d'une fois injuste en ce qui concerne le mérite des armées prusiennes dans la dernière guerre. Je suis toujours convaincu qu'on aurait pu et dû les vaincre, mais il faut reconnaître qu'ils entendent très bien la politique de la guerre, science oubliée chez nous; qu'ils traitent la logistique avec tout le soin qu'elle mérite et réalisent ainsi des résultats dignes d'être étudiés. Je ne vois pas de génie dans la dernière guerre, mais un incontestable talent qui les aurait toujours préservés de tomber aussi bas et aussi honteusement que nous [1].

27 novembre au soir.

Versailles, jeudi 23 novembre 1871.

Ma chère maman,

Le bruit répété ce matin par des journaux, et qui a couru en haut lieu est, tu le sais bien, une infâme calomnie. Je n'ai pas demandé de grade, je n'ai jamais écrit à aucun ministre que pour des affaires de service

1. En exceptant les adieux tracés le 28 au matin, cette note d'Art militaire est le dernier écrit de Louis Rossel.

et par la voie hiérarchique, je n'ai jamais cherché à *faire mes affaires* dans le désastre public, je n'ai jamais souhaité porter l'uniforme après cette dernière guerre.

Ce qui m'étonne, c'est que les personnes qui devraient être le mieux informées soient exposées à entendre et à croire de semblables mensonges. Quel fondement cela peut-il avoir? Si le ministre avait eu en main une semblable lettre, ne l'aurait-il pas fait présenter au dossier du procès, comme une preuve accablante? S'il y a une lettre, c'est un faux, et il nous sera facile de le prouver; s'il y a une lettre, pourquoi ne l'a-t-on pas présentée à l'audience publique du Conseil de guerre, où j'aurais pu la discuter et en établir la fausseté? Pourquoi l'a-t-on gardée pour la produire à une juridiction [1] devant laquelle il n'y a pas de discussion publique, devant laquelle je ne puis pas me défendre?

Ma bien-aimée mère, c'est pour toi, c'est pour vous que je prends la peine de réfuter de telles inventions, car pour moi, j'en ai peu de souci, aussi bien que de ce qui peut en advenir. Une calomnie de plus ou de moins sur mon compte n'est pas ce qui peut m'affecter : on en a dit bien d'autres, dont rien n'est resté.

Adieu, je vous embrasse tous; ne vous tourmentez pas inutilement.

Ton fils affectionné.

---

26 novembre 71.

A ma Bella.

Ma petite Bella,

Un petit mot seulement pour te dire que tu es toujours ma bonne petite amie.

1. La Commission des Grâces.

Je veux te dire, ma chérie, qu'il ne faut pas te laisser aller au découragement comme tu y es un peu disposée, et au dégoût de la vie. D'autres, moins forts que nous, pourraient renoncer à l'action et rester à ne rien faire; mais nous, il faut que nous agissions, bien ou mal. Agissons bien. — Il y a dans la vie des tristesses et des douleurs bien imprévues, des surprises qui semblent des trahisons. On se dégoûte vite de vivre pour soi. Il faut vivre pour les autres; on y trouve à certains moments des consolations puissantes et inattendues.

Vous deux, enfants, qui avez le cœur encore plein de vie, je compte que vous ne vous laisserez pas abattre et que vous soutiendrez nos parents. Si je ne comptais pas sur vous, sur toi, pour les aider à porter cette douleur, je mourrais sans consolation.

Il faut, il faut dès le premier moment, je t'en adresse la prière, ma mie chérie, il faut que vous ayez pour principale préoccupation d'aimer et de soutenir notre bon père, de le distraire de sa douleur, de l'aider de toutes vos forces, et sans avoir égard à votre douleur personnelle, à se soutenir, à se distraire, à s'attacher à quelque chose.

Je te recommande notre filleule. Rappelle-toi que j'ai eu une vie malheureuse, et tâche de détourner un semblable malheur de notre petite qui touche à l'âge de jeune fille.

Préservez-vous toutes deux, préservez-vous mutuellement des égarements, des entraînements même généreux de l'esprit et surtout du cœur.

Adieu, mon amie chérie, je pleure, et j'ai sous les yeux ton portrait qui me sourit tristement, mais je revois dans mon esprit ton grand front d'enfant entouré de jolies boucles.

Je t'aime et je t'embrasse; je prie Dieu de te bénir.

Ton frère,

L. Rossel. [1]

ADIEU

Versailles, 28 novembre 1871.

Mon bien-aimé père,
Ma bien-aimée mère,
Ma chère B.,
Ma chère S.,

Adieu, Adieu, mes bien-aimés, ou plutôt au revoir. Je vous remercie de tout l'amour dont vous m'avez entouré jusqu'au dernier moment.

Je vous demande pardon de ne pas vous avoir plus et mieux aimés, et de vous avoir causé tant de peines.

Je suis ferme et de bon courage.

Je vous embrasse, je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre enfant.

A Madame Isabella Campbell.

28 novembre 1871.

Adieu Marraine, je t'aime.

Ton petit Lisé.

Nous venons de communier, M. Passa et moi, et Dieu a béni cette communion. Je puis dire que c'est la première fois que je communie, et que je suis plein de reconnaissance envers Jésus-Christ de nous avoir laissé ce signe.

1. On comprendra qu'il m'en ait coûté de publier cet adieu qui n'avait pas tout d'abord pris place dans le manuscrit. En y réfléchissant longuement, en me rendant compte que ces suprêmes exhortations résument ce qu'il y avait de plus beau dans l'être moral que je veux faire revivre, *j'ai renoncé* à ma première détermination qui était de garder cette lettre pour moi. L.

APPENDICE

ARTICLES DE JOURNAUX. — NOTES DIVERSES

Deux pastiches de Napoléon. — Sur une vignette de Gustave Doré. — Les systèmes de Napoléon; causes de sa chute. — Bonaparte aristocrate. — Où en est la Révolution ? — Le Droit Divin. — Le courage des Assemblées. — La force armée et la démocratie. — L'idée socialiste. — M. Thiers protectionniste. — Un mot de M. Thiers. — Hommes de guerre, hommes d'Etat. — La guerre prédite en mars 70. — Le livre de Trochu. — Napoléon et Wallenstein. — A jeunes troupes, vieux officiers. — Publicité militaire. — Sur nos défaites. — Caractère du ministre de la Guerre. — Le service de la Cavalerie. — Victoires stériles. — Armée et coup d'État. — Choses d'Angleterre. — Essor de la Démocratie. — Responsabilités. — Le Guichetier. — L'Histoire indulgente. — L'École Polytechnique. — La santé des généraux. — Jeanne d'Arc. — Déposition des témoins devant le Conseil de guerre.

Le *Temps*, 10 janvier 1870.

DEUX PASTICHES DE NAPOLÉON[1]

La récente mésaventure de Monsieur Chasles et de ses autographes a, pendant un moment, appelé l'attention

1. Cet article fut le début de Louis Rossel dans la presse. Le jeune capitaine devant user d'un pseudonyme, prit le nom de son arrière grand-père maternel.

sur les supercheries littéraires. Le fait que nous allons signaler, plus récent encore et plus audacieux, est remarquable surtout par l'entier succès qu'il a obtenu jusqu'ici, et par le nom de l'auteur que l'on a ainsi contrefait [1].

A la fin du trente-et-unième volume de la *Correspondance de Napoléon* Ier, publié en 1869 à l'Imprimerie impériale, se trouvent deux opuscules intitulés : *Projet d'une nouvelle organisation de l'armée* et *Essai sur la fortification de campagne*. Une note placée en tête de chacun d'eux indique qu'ils sont publiés, non pas d'après un manuscrit original, mais d'après une copie communiquée par Monsieur le général Henry Bertrand.

Ces ouvrages, tout à fait inédits jusqu'alors, seraient une précieuse trouvaille pour tous ceux qui se préoccupent de l'art de la guerre. Recevoir des leçons du plus grand capitaine des temps modernes, être initié directement à ses maximes et à ses procédés par des traités didactiques, c'est là une bonne fortune exceptionnelle, car Napoléon n'aimait pas à communiquer les secrets de ses victoires, et surtout il lui répugnait particulièrement de donner des maximes précises et générales ; dans sa volumineuse correspondance, il donne parfois à ses lieutenants des encouragements et des réprimandes, jamais de leçons. On peut attribuer cela à son orgueil entier et jaloux; mais la véritable raison de son silence est l'incertitude où lui-même se serait trouvé pour formuler les principes véritables de son art. Possédant sur tout ce qui concerne la guerre une érudition profonde, qui était le premier fondement de sa supériorité, il savait à quel-

1. Voir la lettre datée de Bourges, 20 janvier 1870, où mon frère nous raconte qu'il a des raisons de croire apocryphes les deux opuscules mentionnés ici.

les variations les principes et les moyens de la science militaire peuvent-être exposés en peu d'années, et il se serait gardé de compromettre son nom dans des écrits auxquels le temps et les circonstances seraient venus infliger un prochain démenti. A ses yeux, comme aux yeux de la plupart des grands hommes qui ont compris la guerre, la science militaire est comme la puissance d'Alexandre, qui ne se transmet pas par héritage, mais revient naturellement « *au plus digne* ».

Il y a donc lieu de s'étonner que Napoléon, se faisant professeur une fois dans sa vie, ait consacré les loisirs de son exil à dogmatiser sur des points accessoires de l'art de la guerre ; mais le soin avec lequel est préparée cette publication quasi-officielle de la *Correspondance* semble une parfaite garantie d'authenticité, et on peut entreprendre la lecture de ces deux traités avec le respect qui s'attache aux écrits d'un homme extraordinaire, dont le génie a renouvelé la science militaire, la plus compliquée, sinon la plus élevée des sciences sociales.

Pour peu que l'on connaisse Napoléon, ses entreprises et ses doctrines, on ne peut lire quelques pages de ces traités sans être complètement dérouté et saisi d'étonnement. Tout ce qu'a écrit l'Empereur porte une empreinte irrécusable d'énergie, de puissance, de passion. Son style est précis, clair, généralement sobre ; il dit ce qu'il veut dire. Napoléon possède bien la langue, et s'il en viole parfois les règles, c'est pour ne pas alourdir sa phrase de tous les *impedimenta* dont les grammairiens la surchargent. Il est, en particulier, un des créateurs du langage technique de la guerre, et chaque terme a, sous sa plume, un sens précis. Bref, la forme littéraire de ses écrits est loin d'être sans valeur, et est parfaitement appropriée aux questions qu'il traitait.

C'est d'abord l'absence de ce caractère que l'on remarque dans les deux ampliations dont nous parlons. Ce n'est plus le langage net et ferme d'un militaire, d'un homme d'action, d'un homme d'État ; ce n'est plus la parole un peu déclamatoire d'un fils de la Révolution, ni la phrase brève et à contours arrêtés d'un élève du dix-huitième siècle. C'est, au contraire, une sorte de parler incohérent, filandreux, qui rappellerait de loin (s'il ressemblait à quelque chose de littéraire) les imitateurs maladroits de l'école romantique.

Un autre symptôme qui peut faire douter de l'authenticité du « Projet d'une nouvelle organisation de l'armée » et de « l'Essai sur la fortification de campagne », ce sont des préoccupations tout à fait modernes qui n'étaient pas nées du temps de Napoléon. Ainsi, l'auteur parle à plusieurs reprises des armes rayées, qui étaient dans ce temps une exception peu connue, et dont il n'y avait rien à espérer ; il a aussi, au sujet de l'emploi des retranchements en terre sur le champ de bataille, des illusions qui se sont produites seulement depuis l'abus que les Américains en ont fait pendant la guerre de la Sécession.

Mais une chose dénonce plus nettement encore la falsification : Napoléon, qui a organisé lui-même toutes les armées qu'il a mises en œuvre, à l'exception de celle de 1796, avait des idées très nettes et très déterminées sur chaque partie de cette organisation. Ces idées ne se sont guère modifiées depuis la création de la Grande-Armée, qui vainquit à Austerlitz, jusqu'aux *Notes sur l'ouvrage du général Rogniat*, écrites postérieurement à 1816. Dans l'esprit de l'Empereur, la compagnie d'infanterie, le bataillon, l'escadron, sont des unités bien caractérisées dont il connaît avec précision les mesures, la puissance, les

limites. S'il paraît s'en écarter dans certains de ses travaux, c'est qu'il y est forcé par des circonstances impérieuses. Dans l'organisation de l'armée de 1813, il projette des escadrons de 270 chevaux, sachant bien que l'escadron doit présenter seulement une centaine de chevaux sur le champ de bataille ; mais à ce moment, ses ressources en chevaux étaient épuisées par la guerre de Russie ; les cadres dont il disposait pour réorganiser sa cavalerie étaient insuffisants pour ses projets ; et, étendant ses prévisions à une période de plusieurs années, il comptait faire un meilleur emploi de ses ressources. Notre auteur, enchérissant sur cette idée, fait l'escadron de 300 chevaux, ce qui est contraire aux enseignements de la guerre

Pour l'infanterie, son erreur est moindre en apparence, plus grossière en réalité. Il suppose des compagnies d'infanterie de 158 hommes, tandis que celles de Napoléon n'ont jamais dépassé 140 hommes dans ses projets les plus exagérés. Ce chiffre de 140 est en effet tout ce qu'on peut donner à commander à trois officiers, qui forment le cadre d'une compagnie, et réunir sous une seule administration ; mais Napoléon n'y a été conduit que par la pénurie d'officiers où il s'est trouvé dès les premières années de l'Empire, et aussi parce que la valeur et l'autorité des sous-officiers depuis la Révolution, et l'excellent esprit de l'armée, lui permettaient de confier aux mêmes cadres un plus grand nombre de soldats.

Ainsi, à mesure qu'on lit ces deux ouvrages, on soupçonne d'abord, puis on acquiert la certitude qu'ils sont une œuvre fabriquée. En poussant plus loin cette curieuse étude, on est émerveillé de l'audace d'un homme qui ose abriter ses plates conceptions du nom du plus grand général moderne, sans avoir d'autre bagage militaire qu'une

pacotille d'érudition incohérente et malsaine, l'aplomb de l'ignorance et les vagues notions qu'on peut acquérir en dormant sur les bancs d'une école militaire.

En étudiant, pour les dénoncer, ces misérables pastiches, j'ai recueilli une série de citations qui sont précisément le contre-pied de la science militaire, et même du sens commun. En voici quelques-unes seulement, qui montrent combien on doit admirer la négligence d'une commission, où il y a sans doute des militaires, et qui, après avoir trop scrupuleusement passé au crible l'énorme correspondance de Napoléon, ose imprimer sous ce nom de semblables absurdités.

« *Le bataillon doit se suffire à lui-même* » (page 516). C'est là une erreur qui a pris naissance dans notre armée seulement après de nombreuses campagnes en Afrique, où de semblables imprudences sont justifiées par l'incapacité de l'ennemi. Napoléon n'a jamais admis même qu'une division de six à huit mille hommes dût être livrée à elle-même pendant plus d'une heure dans des opérations réglées. Donner à un bataillon de quoi se suffire est une faute et un danger.

« *En campagne, les soldats ne devront, sous quelque prétexte que ce soit, ni faire ni consommer de pain ; ils mangeront des galettes cuites sur leurs plaques et de la bouillie, à moins qu'ils ne soient en état d'armistice, en quartiers d'hiver ou en garnison* ».

Le malheureux qui a écrit cela mériterait de faire huit lieues par jour, sac au dos, en se nourrissant exclusivement de bouillie, sans qu'il lui fût permis de manger du pain « sous quelque prétexte que ce fût. » Les armées de 1812 et 1813 ont péri surtout pour avoir manqué de pain, et cependant la principale occupation de Napoléon était de leur en procurer.

Où l'étrange auteur est particulièrement malheureux, c'est lorsqu'il cherche à enrichir de quelque terme nouveau la nomenclature militaire ; ainsi, par une innovation burlesque, il divise le bataillon en trois ailes, l'aile de droite, l'aile de gauche, et *l'aile du centre* (page 518). Ailleurs, il introduit dans notre langage technique le mot *turme* (p. 539), qui a les défauts d'être inutile et laid. Si Napoléon avait ressuscité quelque terme antique, il aurait choisi un mot sonore et éclatant comme il les aimait. Ailleurs, il appelle *tertre* une sorte de gradin en terre, auquel il attribue des propriétés étonnantes, mais qui ne ressemble nullement à ce qu'on appelle tertre. Mais admît-on tout cela, comment croire que Napoléon, changeant de langage dans ces deux traités, appelât « *lieutenants-généraux?* » et « *maréchaux de camp* » (p. 545), les « *généraux de division* » et « *généraux de brigade?* » On chercherait en vain ces termes dans les autres œuvres de Napoléon ; s'il emploie quelquefois celui de « *lieutenants-généraux,* » c'est dans un sens tout différent.

Napoléon était artilleur, et un artilleur remarquable ; il attachait une grande importance à l'organisation de l'artillerie, qu'il soignait minutieusement. C'est sur ce point que le pasticheur est le plus timide ; il s'attache à copier servilement des extraits des œuvres authentiques de Napoléon, mais il se trahit cependant. Il appelle *batterie* l'unité d'organisation tactique et administrative de l'artillerie ; c'est le nom consacré aujourd'hui, mais ce terme avait chez l'Empereur une valeur différente. Il appelle batterie, dans l'organisation d'une armée, un groupe quelconque de pièces d'artillerie, si nombreux qu'il soit ; mais quand il veut parler avec précision, il appelle *division* le matériel, et *compagnie* le personnel de ce que nous nommons aujourd'hui une batterie d'artillerie.

Ce serait une tâche ingrate et rebutante de relever toutes les erreurs de l'ignorant qui a surpris la bonne foi du général Henry Bertrand et de la Commission. Tantôt il s'expose gratuitement au ridicule en compliquant son discours de termes bizarres ; il invente le grade de *sous-garde* (la *sous-garde* est une pièce de fusil). Tantôt il parle de la *guerre souterraine* (p. 563) en homme qui n'a pas la plus vague connaissance de ce genre d'opérations. Il apporte une attention minutieuse aux détails des convois et des transports ; mais en revanche, il ne sait pas le premier mot de l'artillerie. Il se préoccupe beaucoup du bien-être des états-majors, mais il nourrit le soldat avec de la bouillie. Il invente des manœuvres d'infanterie d'une désolante complication, mais il ne comprend rien à l'emploi de l'infanterie sur le champ de bataille. Il parle peu de la cavalerie, mais il trouve moyen de montrer qu'il n'en connaît pas l'utilité ; il y a dans ce chapitre de la cavalerie, une idée hautement fantaisiste, que je cite en respectant le texte : « Tous les officiers de cavalerie, de quelque grade qu'ils soient, devront être maréchaux, savoir ferrer, et devront ferrer quelquefois. Les inspecteurs feront ferrer devant eux, en présence du corps, les officiers supérieurs. » Sur les questions qui concernent le service du génie, il est d'une égale ignorance. Il compose un traité de fortification de campagne, et ne sait pas ce que c'est que la fortification de campagne ; il parle de terrassements en homme qui n'a jamais vu une pelle ni une pioche, et fait travailler les hommes « *au milieu des boulets,* » de façon à prouver qu'il ignore aussi quel est l'effet moral du boulet sur les hommes. Il est superflu de s'étendre plus longuement sur cette démonstration. On ne saurait faire endosser à Napoléon la responsabilité de ces œuvres incohérentes

où le Pirée est pris à tout instant pour un homme, et où les plus folles idées sont harnachées d'un style ridicule.

Resterait à chercher quel peut être le mystificateur qui s'est glissé dans les superbes in-quarto de l'Imprimerie impériale, « publiés par ordre de l'empereur Napoléon III. » Je n'aborderai pas cette question, ayant voulu seulement signaler au bon sens public une fraude audacieuse. J'indiquerai seulement quelques repères qui pourront seconder les recherches des curieux.

Les emprunts faits aux œuvres authentiques de Napoléon prouvent que la date des pastiches est postérieure à la publication de ces œuvres; on peut supposer en outre : 1° qu'elle est postérieure à la conquête de l'Algérie, à cause des idées d'indépendance relative des unités tactiques qui y sont préconisées; 2° qu'elle est postérieure à la guerre de la Sécession, parce qu'on s'y préoccupe avec excès de « retranchements de champ de bataille; » 3° même cette date doit être postérieure à la campagne des Prussiens en Bohême, car l'auteur admet un extrême morcellement du commandement dans l'infanterie.

L'auteur n'est pas officier d'artillerie, car il ne connaît pas l'artillerie ; il n'est pas officier du génie, car il n'a que de vagues notions sur les terrassements et les retranchements ; il n'est pas officier de cavalerie, car il ne parle de la cavalerie qu'avec circonspection ; il l'organise mal et veut la faire combattre à pied. Enfin, on ne peut supposer qu'il soit officier d'infanterie, car les manœuvres d'infanterie qu'il propose dépassent ce qu'on peut rêver d'extravagant.

Quel pourrait donc être l'auteur ? A coup sûr, il n'est pas militaire dans le vrai sens du mot ; mais pour ruminer de semblables questions, il faut avoir vécu sous l'uni-

forme. Or, après avoir écarté l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie et le génie, il ne reste guère que l'état-major, qui sait *de tout un peu*, et l'intendance qui a le droit d'ignorer les choses de la guerre ? Mais toute supposition serait une injustice. La Commission qui a publié ces pastiches peut seule examiner complètement d'où est provenue son erreur et en indiquer l'origine.

RANDALL [1].

Journal le *Temps*, 10 janvier 1870.

Le *Temps*, 28 mars 1870.

La Commission de la *Correspondance* de Napoléon vient de prononcer son *exigi monumentum* dans un rapport adressé à l'empereur sur l'ensemble de son travail. Ce rapport constate que rien de réellement important n'a été omis ; seulement, un grand nombre de lettres ont été écartées comme répétant des ordres déjà donnés ou ayant une importance secondaire. Cet aveu est incomplet : le fait est que le nombre des lettres omises est aussi considérable que celui des lettres publiées, et que parmi les premières se trouvent des pièces d'un intérêt réel. La Commission a faussé la nature de son mandat qui con-

1. Ce premier article de Randall ne passa pas inaperçu ; le général H. Bertrand s'en émut et somma l'auteur de venir le trouver. Peut-être devina-t-il sous les vêtements *bourgeois*, comme on disait alors, un officier des armes spéciales. Il n'en dit rien et les rapports entre le fils de *l'ami de Sainte Hélène* et le journaliste improvisé furent empreints de la plus parfaite courtoisie. Au cours de l'entrevue, à laquelle assistait le Président de la Commission qui avait publié la Correspondance, on discuta, on montra de part et d'autre une grande compétence en ces matières, on examina et commenta une quantité d'autographes précieux. C'était une rare aubaine. Mais les deux opuscules incriminés ne purent jamais prouver leur origine authentique. Ce n'étaient même pas des *dictées* signées du *grand nom*.

sistait à « recueillir, coordonner et publier » la correspondance de Napoléon. Au lieu de se borner à la critique matérielle du texte de chaque lettre, et aux constatations d'authenticité et de date, ce qui constituait déjà une lourde responsabilité, elle s'est constituée juge de l'importance des documents, et a pris sur elle d'éliminer tous ceux qui lui semblaient inutiles. En fait, elle a eu la main assez malheureuse dans ce travail d'élimination: nous en citerons deux exemples caractéristiques.

Le premier est relatif à la campagne de 1805. La première période de cette campagne, de Boulogne à Ulm, est une opération de stratégie d'une étonnante précision, qui devrait être exactement retracée dans les ordres de l'empereur: or, cette campagne est inextricable dans la *Correspondance*. On y trouve reproduits des ordres dont le changement des circonstances a empêché l'exécution; mais les ordres réels ne s'y trouvent pas, la commission ayant jugé sans doute qu'ils répétaient des ordres déjà indiqués, et « conséquemment », comme dit le rapport, faisaient double emploi. Ce « conséquemment » n'est rien moins que vrai. Un ordre de marche renouvelé et changé de date ne fait nullement double emploi avec l'ordre précédemment donné, surtout dans des opérations aussi actives et aussi précises que celles dont nous parlons. Les mêmes lacunes se trouvent à différents degrés pour toutes les campagnes; et l'aveu dépouillé d'artifice de la commission explique seul l'incohérence apparente que laisse régner la *Correspondance* dans certaines opérations de guerre qui furent des miracles d'ordre et de science.

Le second exemple est relatif aux affaires religieuses, qui ont joué un si grand rôle dans l'histoire de Napoléon. L'important ouvrage de monsieur d'Haussonville, l'*E*-

glise romaine et le premier empire, est rempli de lettres de Napoléon, lettres importantes et caractéristiques, qui ne sont pas dans la *Correspondance.* Ce fait et d'autres analogues ont donné lieu à un grave reproche, formulé assez haut et assez nettement pour qu'il nous soit permis de le reproduire sans nous charger de le discuter. On a pu reprocher à cette publication, à demi-officielle, de n'être pas une œuvre de bonne foi.

Pour ce qui concerne les écrits de Napoléon à Sainte-Hélène, annexés à la *Correspondance,* la commission, s'étend avec complaisance sur la parfaite authenticité de ceux qu'elle a publiés. Nous avons établi cependant, dans le *Temps* du 10 janvier, que le « *Projet d'organisation de l'armée* » et le « *Traité de fortification de campagne* » insérés au tome XXXI semblent être des pastiches aussi faibles de style que d'idées. La commission a connu cette critique, et elle y a répondu en se félicitant du bonheur qui lui est échu « de se procurer de ces manuscrits qui font foi devant la postérité. » Ce jugement bénévole ne sera guère approuvé: les manuscrits qui ont servi à la publicatiou des ouvrages signalés comme pastiches sont des copies récentes, et n'ont en leur faveur d'autre présomption d'authenticité que la grande et parfaite bonne foi de leur possesseur, monsieur le général Bertrand.

Enfin la commission explique pourquoi elle renonce à joindre à son œuvre une Table des matières. Elle abandonne cette tâche à « quelque esprit intelligent », et elle a raison, car la Table, pour être complète, devra indiquer les lacunes de la publication et les moyens de les combler.

Malgré ces défauts et ces erreurs, la *Correspondance de Napoléon* I^er^ est le document le plus considérable et

le plus saisissant qu'on puisse consulter sur l'histoire du premier empire. Elle reçoit de la brutale incohérence de l'ordre chronologique une couleur dramatique qui transporte le lecteur au milieu des événements, et le rend témoin des résolutions, des incertitudes, des réticences ou des colères du gigantesque héros de cette épopée. On doit une reconnaissance véritable à ceux qui ont eu l'idée de cette publication, à ceux qui l'ont accomplie ; mais il est permis de regretter les fautes de l'exécution, et il importe de les signaler au plus tôt, afin que les « esprits intelligents » auxquels la commission lègue la continuation de sa tâche fatigante, sachent combien de difficultés ils doivent rencontrer encore.

RANDALL.

Journal le *Temps*, 28 mars 1870.

---

5 février 1870.

SUR UNE VIGNETTE DE GUSTAVE DORÉ

Don Quichotte est assis à la table d'une hôtellerie ; il a posé un instant ses armes, mais il n'a pas quitté avec elles ses pensées et sa mission. Grave, la tête droite, dominant son auditoire, il a entrepris un de ces discours où éclatent sa science, sa logique, et surtout sa bonté. Son front est creusé d'une ride profonde : longtemps avant de commencer son voyage, longtemps avant de fourbir son armure, il a souffert de toutes les injustices, de toutes les douleurs auxquelles il a assisté dans le monde de ses livres ; longtemps il a songé à toutes ces injustices, à toutes ces douleurs, c'est ce qui a ridé son front. Maintenant sa tâche est entreprise, son épopée est commencée, et ce soir — la journée s'étant d'aventure terminée par un souper — il raconte aux hôtes de hasard réunis autour de la table ses pensées, sa morale, et les exemples

étonnants qu'il a rencontrés dans ses livres. Chacun écoute et personne ne rit; quelques-uns sont vraiment attentifs et cherchent à retenir ou à comprendre, d'autres sont pensifs et retrouvent en eux quelque corde qui vibre aux récits de ce monde de folie et de bonté; deux donzelles ont l'air un peu effarouchées; elles n'ont pas accoutumé d'entendre une langue aussi grave, et le sens précis qu'elles ont de la réalité les avertit que tous ces discours sont chimères. Un valet emporte les plats, à peine s'il tourne la tête; l'aubergiste, lui, s'est arrêté pour examiner ce phénomène: debout dans son vigoureux embonpoint, la main sur la hanche, il regarde d'un œil inquisiteur et un peu méfiant l'excellent chevalier. Peut-être songe-t-il qu'un homme qui a tant d'idées doit avoir peu de doublons; peut-être cherche-t-il quel intérêt peut guider cette hôte si différent de tout ce qu'il a vu dans son auberge.

Quel est le fou, quel est le sage? L'hôte a la face bestiale, le ventre énorme, les bajoues pendantes; le chevalier, à la tête fière, le regard profond et un peu attristé. L'un se soucie de son bien et arrondit sa panse; l'autre se soucie des misères du monde et cherche des torts à redresser. L'un sert son intérêt qu'il connaît; l'autre, l'intérêt d'autrui, qu'il ne connaît pas.

Quel est le fou, quel est le sage? N'importe; lève-toi Don Quichotte, ces gens ne te comprennent pas; viens, endosse ton armure, allons combattre les moulins à vent! [1]

---

1. On comprendra la pensée qui m'a fait insérer cette fantaisie, si différente de son environnement.

SUR LE SYSTÈME POLITIQUE ET LE SYSTÈME MILITAIRE DE NAPOLÉON

15 février 1870.

Le défaut du système politique de Napoléon Ier était de demeurer imparfait jusqu'à son complet achèvement. Indépendamment de la valeur propre du système, qui est très contestable, il demeurait *en équilibre instable* jusqu'à sa réalisation entière, de sorte que tout événement imprévu pouvait le renverser. Ainsi, les événements de guerre qui ont été l'occasion de la chute de Napoléon n'en ont pas été la cause; lui-même l'a parfaitement compris, car ces événements militaires étaient des accidents auxquels il n'était pas de force à remédier. Si la situation n'avait été que militaire, Napoléon aurait repris le pouvoir après Waterloo et aurait sans doute vaincu, mais la situation était toute de politique intérieure, et, comme il l'a dit, de guerre civile. L'immense machine ayant été accidentellement écartée de son état d'équilibre instable, ne pouvait plus y revenir.

Prenons un exemple : un des traits du système napoléonien était l'organisation d'une aristocratie : pour cela, il lui fallait, disait-il, vingt ans. Même en admettant cette prévision, tant que les vingt ans n'étaient pas écoulés, cette organisation incomplète devait se retourner contre la puissance et la popularité de Napoléon, contre le pays lui-même.

Autre exemple : la dictature napoléonienne (et non pas le système napoléonien tel qu'il était rêvé par son fondateur), exigeait de nombreuses restrictions à la liberté politique, à la liberté civile. Ces restrictions mêmes ont isolé le maître au moment de sa chute, et, aussi nuisibles au pays qu'à leur créateur, elles sont demeurées dans

notre législation, peut-être même dans nos mœurs. Nous n'en sommes pas encore débarrassés.

Les procédés militaires de Napoléon avaient une tout autre portée : le principe général des mouvements était, au contraire, d'avoir toujours l'armée en état d'équilibre stable, pour ainsi dire, de telle sorte qu'un accident ou une attaque de l'ennemi avaient pour effet de la concentrer et d'augmenter sa puissance. A chaque instant des opérations, l'armée était prête à combattre sans désavantage marqué. Tout était prévu, et de plus la part de l'imprévu était largement faite. Dans le système politique de Napoléon, tout était prévu, excepté ce qui devait arriver.

SUR LES CAUSES DE LA CHUTE DE NAPOLÉON

Janvier 1870.

Ce qui domine dans les dernières années de la vie de Bonaparte, ce qui explique son insuccès final, c'est la fatigue [1]. C'est là l'explication naturelle de son hésitation sur le champ de bataille de la Moskowa, de ses tergiversations à Dresde, de l'espoir constant qu'il eut de finir la guerre par des négociations, de ses abdications enfin. Quand on voit avec quelle facilité nous nous abandonnons à la lassitude pour peu que nous contemplions le peu d'efficacité de nos efforts, les entraves que nous met la nature des choses, nos propres fautes, notre faiblesse, on ne peut s'étonner qu'après avoir surmonté tant d'obstacles, après avoir tant lutté et tant vaincu, Napoléon se soit un jour trouvé las, et ait abandonné la victoire à la nature obstinée qui ne voulait pas se plier à ses plans.

1. On peut rapprocher cette opinion de la remarque similaire faite par Lord Roseberry dans son livre : *la Dernière Phase*.

SUR BONAPARTE

5 octobre 1870.

Bourrienne est un aristocrate qui avait émigré; Bonaparte, un aristocrate qui n'avait pu émigrer. « Les blancs sont toujours blancs, les bleus sont toujours bleus, » a dit Napoléon. Bourrienne est resté blanc. Quant à Bonaparte, ce serait le ravaler que de le ranger dans une « espèce » quelconque; il a une personnalité « *sui generis* », mais on ne peut dire qu'il ait jamais dépouillé le vieil aristocrate. Le puissant égoïsme dont il était doué n'explique pas bien ses préférences instinctives pour les vieux noms, les vieux titres, la vieille hiérarchie, les vieux trônes. C'est Bonaparte qui a fait la Restauration. Quand les Bourbons sont rentrés, ils ont trouvé leur antichambre pleine, et c'est Napoléon qui avait rempli leur antichambre. Ils ont trouvé des maréchaux pour les recevoir et les haranguer, des princes et des ducs pour les servir, tous maréchaux et princes de la façon de Bonaparte. Bonaparte a fait soigneusement remettre en place toutes les balayures que nos révolutionnaires avaient jetées dehors. Mais je radote: Bourrienne dit cela bien mieux et bien plus vite. « Bonaparte a refait le lit des Bourbons. »

OU EN EST LA RÉVOLUTION ?

1871 — Prison de Versailles.

Il y a des gens qui demandent aujourd'hui avec ironie où en est la Révolution Française et ce qu'elle est devenue. Ces gens ne veulent pas voir clair.

Je lis dans un livre daté de 1772 les mots suivants: « à « la première guerre que la France aura à soutenir, com-

« ment fera le Ministère? Où prendra-t-il les fonds? Em-
« pruntera-t-il au nom du Roi? Toutes les bourses qui
« s'ouvrent à un particulier connu se ferment à ce nom
« sacré. »

Et l'auteur de ce livre n'est pas un révolutionnaire, c'est un spécialiste, un militaire, qui prend les choses comme elles sont.

Il y a cent ans la France avait un roi héréditaire, souverain absolu et incontesté. Aujourd'hui, sous un régime qui n'a pas de lendemain, chacun le sait, la France trouve partout tout le crédit dont elle a besoin.

C'est qu'il y a cent ans, c'était sur le crédit du roi que l'on empruntait; aujourd'hui, c'est sur le crédit de la France.

Qu'est devenue la Révolution Française ?

SUR LE DROIT DIVIN

Les théoriciens du Droit Divin sont dans le vrai lorsqu'ils nient la distinction factice des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

Il n'y a, disent-il, qu'un seul pouvoir, le législatif, dont le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire sont les organes. D'accord, mais ils ajoutent que le pouvoir unique, le pouvoir législatif réside dans le roi, tandis que la conviction publique est qu'il réside dans le peuple.

On aura beau faire des concessions de part et d'autre et envelopper les Chartes dans des formules de courtoisie réciproque, un roi « de droit divin » ne capitulera jamais sur son droit de faire la loi, et les fils de la Révolution ne capituleront jamais sur la souveraineté de la nation.

Donc, que la France se donne ou qu'on lui donne un roi de droit divin, il arrivera toujours un jour où ce roi fera des « Ordonnances » et un lendemain où ce roi n'existera plus.

SUR LE COURAGE DES ASSEMBLÉES

21 Janvier 1870.

Le rôle de la trop fameuse Convention est assez peu honorable ; elle a partout et en toute circonstance manqué de courage, et s'est montrée aussi servile qu'un Sénat de l'Empire Romain. Le 2 juin, lorsqu'elle se présenta aux troupes de la Commune, elle prit la fuite devant les canons ; cependant il est bien probable que les canons n'auraient pas tiré, et qu'avec un peu d'attitude, l'Assemblée se serait assuré la victoire. Sa pusillanimité l'obligea a livrer les Girondins, qui furent suivis à l'échafaud par les autres partis. Ainsi fut assuré le succès de la tyrannie.

Il est rare que les assemblées législatives aient du courage, à moins qu'elles ne soient, pour ainsi dire, portées par les événements. Ainsi la Constituante fut courageuse. La Convention ne le fut jamais, les assemblées de la chute du Directoire ne le furent pas non plus. L'Assemblée du 2 décembre manqua de cœur après le Coup d'État.

Bonaparte avait compris le seul rôle qu'on puisse donner à une assemblée délibérante dans une crise violente : le 13 vendémiaire, il fit porter 700 fusils à la Convention.

SUR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

21 janvier 1870.

A notre gouvernement parlementaire, il ne manque qu'un parlement. Le Sénat est une ombre, le Corps Législatif n'est pas discipliné, pas organisé. En cas de crise, il se trouverait désorganisé avant d'avoir été éprouvé, et la force résiderait soit dans l'administration civile, soit dans l'armée, aux ordres d'une personnalité quelconque. Y a-t-il dans notre histoire, depuis la Révolution, une seule assemblée solidement établie ? Je ne le crois pas. Qui sait si la forte discipline des partis dans le parlement anglais ne tient pas justement à l'existence de l'aristocratie, qui fournit un point d'appui solide au parti conservateur jusqu'au jour où elle sera usée. Peut-être la solution du problème de notre organisation parlementaire consisterait-elle à trouver un point d'appui analogue dans les éléments conservateurs qui abondent en France. En tous cas, ce ne seraient ni les vestiges de l'Ancienne Aristocratie, ni les vaines tentatives d'aristocratie postérieures à la Révolution, tout cela ne tient pas dans le pays. Ce ne serait pas non plus le clergé qui n'est ni moral (politiquement parlant), ni patriote. Qu'y a-t-il d'organisé en dehors de cela ? Les deux gouvernements les plus vivaces que nous ayons eus ont pris leur point d'appui sur l'armée, mais il n'ont pas gouverné, ils n'ont pas pu gouverner parlementairement. Le pays est en démocratie ; peut-on gouverner une démocratie avec les fictions parlementaires ?

LA FORCE ARMÉE ET LA DÉMOCRATIE

22 janvier 1870.

La force publique réorganisée en France sur les bases indiquées par l'esprit public et par l'état militaire des autres nations, serait peut-être le salut de la démocratie et du pays. Le rôle que la force publique militairement organisée a joué dans l'État depuis le commencement de la Révolution a été immense et presque de tous les instants.

En 1789, on remarque au début la conduite des Gardes-Françaises, la difficulté de faire marcher les troupes, même étrangères, contre la nation. Le 13 juillet, l'organisation de la milice bourgeoise prélude à la prise de la Bastille; ce fut improvisé. Pendant toute la période ascendante de la Révolution, la France appartint aux maîtres de Paris, et Paris, à ceux qui possédaient la garde nationale, ou plutôt la force publique parisienne. Au 9 thermidor, où l'action de la force armée est la plus confuse, le triomphe de la Convention est décidé par le refus des canonniers de tirer sur elle. En prairial, la lutte est plus caractéristique : malgré la Convention envahie et dispersée, les sections organisées triomphèrent des faubourgs.

Jusqu'alors les armées, occupées à la frontières et obéissant au pouvoir civil, n'étaient pas intervenues d'une manière décisive dans la Révolution. Leur rôle politique commence ou 13 vendémiaire, avec celui de Bonaparte, par la défaite des sections. C'est encore Bonaparte qui seconde le Directoire en fructidor par des *adresses* aux troupes. La lutte du 18 fructidor fut décidée par les troupes d'Augereau. Enfin, au 18 brumaire une conspiration militaire porta au pouvoir le général Bonaparte.

Ce fut la force armée de la Coalition qui remplaça Napoléon par les Bourbons, après la défaite des armées nationales; ce n'est plus de la politique intérieure. Les journées de 1830 et de 1848 furent faites par les Parisiens contre l'armée; mais il y aurait encore à examiner ce que fut la résistance de celle-ci. Ainsi l'esprit libéral et même *bonapartiste* de la garde en 1830 est indubitable. Aux journées de juin, l'intervention de la garde mobile fut, dit-on, décisive. Le gouvernement actuel [1] est arrivé au pouvoir par l'Armée et gouverne encore par elle. C'est à elle, c'est à la force que le ministère actuel, prétendu parlementaire, en a appelé dans sa profession de foi lorsqu'il est monté au pouvoir.

LA GARDE NATIONALE ET LA DÉMOCRATIE

22 janvier 70.

Le gouvernement qui organisera l'armée conformément à nos besoins militaires et sociaux est un gouvernement qui n'aura pas peur du peuple, qui saura que la nation veut la stabilité et la tranquillité publiques, et qu'en donnant à la Garde nationale son organisation complète, naturelle, démocratique, on donne au gouvernement existant une sauvegarde de plus. En effet, dans une force armée organisée, les perturbateurs se trouvent réduits à leur exacte proportion, qui est une infime minorité, tandis que tous les serviteurs de l'ordre établi se trouvent dans la main des autorités constituées et directement opposés à leurs adversaires. Que si l'on s'imagine que Paris est animé d'un esprit de révolution quand même, quoique Paris soit une ville intelligente et industrieuse, on doit reconnaître que la conquête de Paris est l'affaire

1. Napoléon III.

de plus d'un jour pour une armée qui éprouve la moindre résistance; or actuellement on peut faire affluer à Paris, en un jour, les gardes nationales de vingt cités amies de l'ordre, comme la vaillante population de Rouen; elles n'arriveraient pas après la bataille, comme en juin 1848. Leurs têtes de colonne seraient là dès le premier jour. En un mot, l'organisation du pays en troupes citoyennes commandées par leurs chefs naturels, ou même élus, permettrait aux amis de l'ordre de se compter, et rendrait par ce seul fait l'émeute impossible.

SUR LA MORALITÉ DES ASSEMBLÉES

22 janvier 70.

L'expérience paraît prouver que les actes de toute assemblée politique dépendent moins de sa composition que de l'accueil qu'on leur fera au dehors. La gent moutonnière qui fait l'appoint des partis se conforme au mouvement de l'esprit public, de la presse, à la pression des partis extérieurs, de la force, à mille influences étrangères aux intérêts en jeu. Une assemblée hésite peu à être injuste quand elle peut conserver les apparences de la justice. Les actes de cet être collectif ont un autre caractère, d'autres mobiles, une autre morale que les actes des individus.

SUR LE GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE

26 janvier 70.

Le gouvernement parlementaire organise la volonté publique de manière à en assurer l'exécution; les organes de cette volonté, (les chambres élues, l'aristocratie, la Presse, la jurisprudence des tribunaux, etc.) participent à divers degrés au choix des exécuteurs de cette

volonté, et ce choix n'est révoqué que si une dissidence se produit entre le pays et le gouvernement.

Un ministère peut conserver l'autorité malgré la Chambre élue s'il est appuyé d'une autre façon par les forces politiques organisées du pays. Un ministère est obligé d'agir dans le sens qui lui est indiqué par la force politique du pays, indépendamment de la majorité législative. C'est ainsi que le dernier bill de Réforme a été passé par un ministère conservateur et une majorité conservatrice. Un ministère tombe lorsqu'il cesse d'être d'accord avec la force politique du pays; si cette force est nettement libérale, cela pourra permettre toutefois à un ministère conservateur de prendre le pouvoir, mais cela lui en rendra la conservation très difficile et très délicate, une fois accomplie l'œuvre spéciale pour laquelle il avait été appelé.

Le mécanisme de la discussion du Bill sur l'Église d'Irlande mérite d'être étudié comme présentant diverses particularités peu étudiées du régime parlementaire.

Le ministère qui s'essaie aujourd'hui à gouverner la France a son point d'appui dans l'opinion plus que dans la presse, dans la presse plus que dans la Chambre. Cependant, ayant pour but la conduite des affaires en général et non des mesures déterminées, il ne pourra pas gouverner sans la Chambre.

SUR L'IDÉE SOCIALISTE

23 janvier 1870.

L'idée socialiste, si elle contient quelque chose, et autant qu'on peut la juger, prend pour base de son système une providence terrestre, ayant toutes les vertus, qui est tout simplement le gouvernement, et qui doit dispenser

aux citoyens tout bien et toute justice. Le fond de leur erreur est une confiance exagérée dans leurs chefs qui leur promettent la peau de l'ours. Quant aux chefs, beaucoup sont de bonne foi, et une de leurs erreurs est honorable: ils croient trop à la vertu.

SUR LES IDÉES PROTECTIONNISTES

24 janvier 1870.

Les idées protectionnistes de M. Thiers ont une haute portée et soulèvent une masse de grosses questions qu'il est facile de ne pas résoudre de la même manière que lui. Elles étaient plus vraies du temps de Colbert que du temps de M. Thiers, du temps de M. Thiers qu'aujourd'hui. Quand on pense que le résultat définitif de l'adoption de ces théories serait d'employer nos ouvriers à des travaux qui se font ailleurs à bien meilleur compte, de faire payer au consommateur un prix plus élevé de 1/6 ou 1/8 que celui qu'il paierait sans *protection*, on s'étonne de cet acharnement à nous protéger.

Je ne parle pas de deux à trois gros sophismes : ainsi notre marine ne peut pas prospérer parce qu'elle n'a à exporter et à importer, au dire de M. Thiers, que des marchandises ou des matières de peu de volume, et cependant l'étranger se livre avec succès à ces importations et exportations.

Un vaisseau décrit dans un voyage complet un circuit fermé. Quel que soit le point de départ sur ce circuit, c'est-à-dire quelle que soit la nationalité, quel que soit le port d'origine du vaisseau, tous les éléments du trajet total sont les mêmes, l'ordre seul en est modifié; de sorte que le bénéfice final est le même, pourvu que les tarifs soient réciproques. Donc, si nos ports sont visités avec

fruit par des vaisseaux étrangers, ils pourraient être de mêmes ports d'origine pour des vaisseaux faisant exactement le même trafic.

L'argument relatif aux caboteurs anglais est contradictoire avec l'affluence des pavillons du Nord dans nos ports. L'examen des produits de haute qualité comme les soieries et certains lainages est très confus. C'est là que se trouve, à ce qu'il me semble, l'avenir de notre industrie.

Nous avons des ouvriers d'une intelligence supérieure et dont les besoins sont en rapport avec leur supériorité. La protection leur permet de produire des marchandises communes, la liberté les oblige à produire des qualités supérieures. Le consommateur gagne à la liberté [1].

SUR LA BOURGEOISIE

27 janvier 70.

M. Thiers, à propos des événements de 1815, prodigue les éloges au patriotisme et aux lumières de la bourgeoisie, qui se montrait opposée au retour de l'Empereur. Serait-il permis aujourd'hui de parler de ce patriotisme et de ces lumières? Toujours est-il que le sens politique de la nation était opposé à celui de la bourgeoisie, quoique Waterloo ait donné raison à celle-ci.

Aujourd'hui la bourgeoisie a cessé d'être la classe dirigeante pour devenir une classe suspecte, et peut-être suspecte à juste titre. Elle fournit encore le personnel gouvernant, comme l'aristocratie anglaise remplit les pla-

1. Ceci est écrit en janvier 70; je trouve dans les dernières notes de la *Prison* (novembre 71) la remarque suivante : « Le secret des amabilités de l'Angleterre pour notre ex-empereur est une question de tarifs. L'Empereur est libre échangiste, M. Thiers est protectionniste, de là les boutades du *Times*. »

ces et la Chambre des Communes, mais l'aristocratie anglaise ne gouverne pas à son profit.

SUR UN MOT DE MONSIEUR THIERS

30 janvier 1870.

Un joli mot de M. Thiers pour exprimer le résultat d'une élection; il appelle les élus des échantillons. (Empire, XIX, p. 430). Le fait est que ce n'est pas autre chose, quelque vicié ou faussé que soit le suffrage. Les Notables de 1787 se sont conduits d'une manière patriotique, quoique choisis par le pouvoir. L'assemblée élue de 1789 a été l'assemblée la plus courageuse quoique choisie dans des conditions compliquées par un corps électoral restreint. Le corps législatif de l'Empire s'est montré docile tant que la masse dont il était l'*échantillon* a été docile, indépendant quand elle a été indépendante, *libéral* quand elle a été libérale. La masse de la Convention a été terrorisée par quelques montagnards en même temps que la masse du peuple était terrorisée par quelques septembriseurs et autres. L'assemblée de 1851 s'est montrée le digne *échantillon* du peuple qui céda au coup d'État. Le corps législatif de 1869, élu dans des conditions qui transformaient tous nos collèges en autant de bourgs-pourris, obéit cependant à l'impulsion libérale, et a fait, sans le vouloir, deux gros changements, presque deux révolutions en six mois dans le système politique du pays. *Echantillons*, toujours échantillons.

LES HOMMES DE GUERRE ET LES HOMMES D'ÉTAT SCIPION ET WELLINGTON

30 janvier 1870.

Lorsque l'influence d'un État à l'extérieur est fondée sur la valeur d'un homme de guerre, il semble qu'elle soit beaucoup plus passagère que fondée sur la valeur d'un homme d'État. Les victoires d'Epaminondas ne placèrent Thèbes que pour un instant à la tête des Républiques grecques. Alexandre fit triompher en Asie et dans tout l'Orient la civilisation grecque, mais les victoires des Macédoniens furent aussi ruineuses pour la Macédoine que pour les cités de la Grèce.

L'autorité de Napoléon et de la France périt avec l'armée de Napoléon. Même la puissance de l'organisation militaire d'un état est une cause secondaire. Ce ne fut pas l'organisation légionnaire qui sauva les Romains après Cannes, mais leur organisation politique.

Un homme d'État fait beaucoup plus qu'un général pour la grandeur et la stabilité d'un État. Une école d'hommes d'État comme le Sénat de Rome ou les classes gouvernantes d'Angleterre, fait bien plus encore. Mais l'utilité du rôle d'un général, utilité décisive et largement rétribuée d'ailleurs en gloire, en puissance et renommée, consiste en ceci que toutes les combinaisons d'un Pitt, toute la tenacité d'un Sénat ne pourront aboutir à rien s'il ne se trouve en définitive un Wellington ou un Scipion pour jeter son épée dans le plateau de la balance.

Étrange analogie entre les destinées de ces deux hommes, le vainqueur de Waterloo et le vainqueur de Zama, que la fortune a fait supérieurs à des guerriers bien plus capables et plus expérimentés qu'ils n'étaient eux-mêmes. La fameuse parole d'Annibal à Scipion, que ce-

lui-ci prit pour une délicate flatterie, n'était pas de la part du vieux Carthaginois un aveu de la supériorité de son vainqueur, c'était son opinion toute simple et trop profonde pour être comprise, car les historiens qui la rabâchent ne l'ont pas comprise encore.

LA FRANCE ET L'EUROPE

9 mars 70 [1].

La France est aux yeux de l'Europe ce qu'elle était en 1792, un redoutable foyer d'activité politique et sociale, un génie puissant et sympathique, la tête de la civilisation européenne, le centre des révolutions.

Il n'y a pas de raison pour que l'Europe ne recommence pas sa tentative de 1792, et pour que la Prusse, ce brutal soldat, ne s'en fasse pas l'exécuteur.

SUR LA SOCIÉTÉ POLITIQUE EN FRANCE

12 mars 1870.

Par leurs lumières, par leur richesse, par leur goût pour la direction des affaires publiques, les classes instruites en France constituent de fait une aristocratie. Mais le temps est passé où une aristocratie pouvait gouverner dans son intérêt à elle; il faut qu'elle gouverne dans l'intérêt du peuple ou qu'elle périsse.

LE LIVRE DU GÉNÉRAL TROCHU

7 février 1870.

Publié en 1867, le livre du général Trochu est aujourd'hui extraordinairement vieux, ce qui est d'autant plus étonnant qu'il était extraordinairement nouveau lorsqu'il

1. Quatre mois avant la déclaration de la guerre.

a paru. Il disait une foule de choses qui n'avaient pas été dites et qui méritaient de l'être. Sa vogue fut immédiate, étendue, mais la grandeur même de son succès le rendit trivial, l'adoption qui fut faite de plusieurs des nouveautés qui y sont exposées les soumit à la dure épreuve de la pratique, et aujourd'hui, après deux ans d'expérience, il est certain que le livre est vieux.

L'auteur ne s'en plaindra pas, le titre même de son volume accuse chez lui le désir d'écrire plutôt un pamphlet, un volumineux article de journal qu'un véritable livre ; le tort n'est pas à lui, mais à moi qui vais exhumer son œuvre après que la poussière du temps s'est accumulée dessus. Il n'est pas indifférent toutefois de regarder en arrière, après deux ans de tâtonnements et de progrès, une idée qui, dans ce temps là, saisit un jour violemment l'opinion publique, l'agita, l'entraîna, et fit presque une révolution dans notre système militaire. Une idée qui a fait tout ce bruit et toutes ces choses n'a pas le droit d'aller moisir en paix : bon gré, mal gré, je l'exhume, je l'étale de nouveau à la lumière et je lui demande compte des résultats qu'elle a créés.

Toute l'histoire du livre est ceci : l'auteur suit depuis longtemps d'un œil inquiet et attentif les préjugés, les défauts, les imperfections de l'armée ; à un moment donné, il s'aperçoit que le péril presse et peut devenir mortel. Il découvre brutalement la plaie, applique le fer rouge ; le malade est-il guéri ?

Si notre armée s'affaiblit, les vétérans, les remplaçants administratifs en sont la cause : on a chassé les remplaçants administratifs. — Si notre infanterie est énervée, la faute en est aux compagnies d'élite : il n'y a plus de compagnies d'élite. — La durée de cinq ans de service est suffisante : on a réduit à cinq ans la durée du ser-

vice. — Les manœuvres sont trop compliquées : on a bouleversé les manœuvres.

L'armée est-elle meilleure aujourd'hui qu'avant ces modifications, et surtout, l'armée promet-elle de meilleurs services ? Il n'est guère permis de le croire ; de sorte qu'avant quelques années un moyen certain de succès sera de reprendre le contre-pied des systèmes du général Trochu, de l'exposer de bonne foi avec preuves à l'appui, et de faire bouleverser de nouveau, et en sens inverse, notre système militaire.

LA MORALE DE L'HOMME DE GUERRE. WALLENSTEIN ET NAPOLÉON

24 avril 1870.

La violence est le mode d'action caractéristique de l'état de guerre, et la ruse, la fourberie est l'indispensable auxiliaire de la violence, dont elle facilite et assure l'exercice. L'habitude de ces procédés tend à fausser l'esprit de l'homme de guerre, et il en arrive à considérer comme des moyens réguliers et normaux les moyens coupables qu'il emploie dans l'exercice de sa profession. Même dans l'état de paix, il ruse et il violente ; ce sont les ressorts habituels de sa politique, et il est, involontairement, en hostilité avec tout le monde et même avec les siens.

Tel est le caractère de Wallenstein de Schiller, qui n'est pas seulement une puissante création artistique, mais une sérieuse étude historique. Le poète a admirablement compris cette puissance et cette variété de combinaisons que possède un militaire expérimenté, cette inquiétude de se ménager des ressources partout et de se préparer aux éventualités les plus diverses. Avec cela, une abso-

lue confiance en soi-même, la patience pour attendre et saisir de nouveau l'occasion de rétablir sa fortune, la sérénité apparente dans un désastre. Enfin une naïve ignorance de la morale et du devoir, comme si la conscience s'était usée dans l'emploi journalier de la violence. Et en même temps que Schiller écrivait son Wallenstein (1790-1798), se préparait pour le monde un autre Wallenstein, bien plus puissant et bien plus redoutable, bien plus exempt de préjugés et de tous les liens dont une société vieillie environne ses enfants.

Napoléon poussa aux dernières limites l'immoralité guerrière : son attentat longuement combiné contre l'Espagne est le chef-d'œuvre, si on ose le dire, de sa politique sans conscience, je dirai presque *inconsciente*. Napoléon couvre la Péninsule de ses soldats, pénètre par trahison dans les places fortes, et au dernier jour, lorsqu'il a enveloppé son allié d'un infâme réseau, lorsque le crime est effectivement consommé et qu'il ne reste qu'à en faire l'aveu, il écrit bonnement, naïvement : « Je ne sais pas ce que je veux faire. » Il ment, dira-t-on ! Non, il ne ment pas, il est de bonne foi : tous ces actes si bien déterminés, si logiquement enchaînés, qui témoignent d'un dessein arrêté et mûrement délibéré, il les a faits comme d'une manière inconsciente ; ils appartiennent à l'ordre des actes instinctifs, qui font concourir à leur préparation l'intelligence, la raison, l'animal tout entier, mais ne se révèlent à la volonté étonnée qu'au moment où tout est préparé pour leur perpétration.

Jusqu'à ce moment, l'agent de cet aveugle instinct, convaincu qu'il est un être volontaire et libre, s'imagine qu'il peut encore choisir ; il n'en est rien, son choix est fait d'avance ; tout en dehors de lui, tout en lui-même est disposé pour assurer l'exécution de son plan involon-

taire. Napoléon, Wallenstein, comme un de nos aliénistes ferait bravement enfermer ces gens-là ! Fous, ils le sont certes, ils le sont autant que vous et moi ; mais de plus ils sont dangereux à la société ; leur place est aux petites-maisons, et la société, par un travail spontané d'élimination, ne tardera pas à se débarasser d'eux.

Lisez le monologne de Wallenstein, lisez la fameuse lettre au Grand-Duc de Berg où Napoléon confesse son indécision, lorsque déjà il y a commencement d'exécution. Un royaume conquis, un autre militairement occupé, des milliers d'hommes morts, des millions d'hommes troublés dans l'exercice de leurs droits ; à ce moment-là encore, Napoléon se croit libre.

Quel jury acquitterait un coupable surpris dans de pareilles conditions ?

Et si l'on compare la fiction à la réalité, le drame de Wallenstein à l'histoire de Napoléon, on voit que la réalité est encore plus étonnante que la poésie, encore plus contraire à l'idée que nous nous formons de l'homme et de la liberté humaine. La nature a été plus audacieuse que l'artiste, et Napoléon, tel que Dieu l'a fait, est plus étonnant, plus invraisemblable, moins naturel encore que le Wallenstein sorti du cerveau de Schiller.

A JEUNES TROUPES, VIEUX OFFICIERS

26 janvier 1870.

A jeunes troupes, vieux officiers. Je ne me rappelle pas si Napoléon a écrit cela quelque part, mais à coup sûr il l'a pensé et il l'a fait. Si on veut resteindre le rôle de l'armée permanente et augmenter celui des gardes nationales mobiles, il faut donner de la consistance à celles-ci en les encadrant d'officiers et sous-officiers

ayant de longs et sérieux services militaires. A ce point de vue, l'admission dans la garde mobile d'officiers subalternes retraités à 25 ans de service, et même à vingt ans pour les sous-lieutenants, serait une utile mesure. Une semblable part pourrait être faite aux anciens sous-officiers et caporaux de l'armée.

Il faut que le jeune soldat apprenne une foule de choses qui ne sont inscrites dans aucune théorie et qui ne peuvent pas y être inscrites; cela s'appelle « apprendre à se débrouiller. » Il faut qu'il apprenne à tirer le meilleur parti de son léger bagage, de sa chétive ration, de sa solde à peine suffisante pour ses nombreux besoins; qu'il sache être propre sans employer toute sa journée à brosser et astiquer ses effets; qu'il sache faire le café, faire la soupe, blanchir et raccommoder son linge au besoin, en un mot, que par son industrie il s'entoure de la plus grande somme de bien-être possible.

Qui lui apprendra tout cela? Le vieux soldat d'abord pourvu qu'il ne soit pas démoralisé par des garnisons oisives et des campagnes sans fatigues, et en temps ordinaire, où il n'y a pas de bons vieux soldats, les sous-officiers et les officiers sortant de la troupe. Les régiments qui arrivent en Afrique n'ayant pas fait campagne depuis longtemps souffrent beaucoup au début de leur ignorance des détails de la vie militaire. Dresser les tentes, couper du bois, faire la soupe sont pour eux des problèmes dont la solution exige des heures. Ils sont « Roumis », disent les vétérans d'Afrique.

Ainsi, il faut à de jeunes troupes des officiers et sous-officiers qui aient *roulé*; c'est un élément que nous négligeons de produire et qui est de plus en plus nécessaire dans la voie où nous marchons.

Au contraire, on peut mettre de jeunes officiers à la

tête de vieilles troupes ; celles-ci sauront apprécier l'instruction, le savoir-vivre, la supériorité intellectuelle de leurs chefs, et ceux-ci, de leur côté, sauront respecter l'expérience, les connaissances pratiques, la discipline de leurs hommes. L'influence mutuelle de ces deux classes d'hommes sera heureuse : l'action des jeunes chefs élèvera le soldat à leur respect de la règle théorique et considérée presque comme une abstraction ; la fréquentation des vieux soldats initiera le chef aux nécessités de la pratique du métier et aux détails d'exécution qui peuvent rester longtemps étrangères à celui qui n'a étudié que dans les livres.

SUR L'ORGANISATION PROVINCIALE DE L'ARMÉE

POURQUOI ADOPTÉE EN AUTRICHE ET EN PRUSSE

Juillet 71. Prison de Versailles.

L'organisation provinciale n'a pas de raison d'être en France pour l'armée active. Elle ne doit affecter que les milices qui ne sont pas sous les armes en temps de paix ; elle a été imposée à l'Autriche par sa composition politique, dirai-je par son histoire. Impossible de mêler dans un même régiment des peuples qui n'ont pas la même langue, les mêmes habitudes, les mêmes aliments, les mêmes goûts, ou plutôt des peuples qui ont des langues, des habitudes, des goûts aussi divers que l'Italien, l'Allemand, le Hongrois, le Bohême. L'Autriche a d'ailleurs mitigé les inconvénients de cette institution en donnant à ses régiments des officiers pris dans une province différente.

Je ne sache pas que les fondateurs de l'armée prussienne, qui furent les fondateurs de la monarchie prussienne, aient songé à l'organisation provinciale pour en

faire la base de leur système militaire. Cette organisation a été une conséquence de l'obligation imposée à la Prusse par nos victoires de n'avoir sur pied qu'un certain nombre de bataillons. En adoptant pour base de ses groupes tactiques le groupement naturel de la population, la Prusse éludait le traité. Chaque citoyen, dans sa maison, était à son rang dans sa compagnie ; chaque ville, à son rang dans sa division, et la nation tout entière était l'armée.

Mais quelle nécessité y a-t-il d'étendre ce système à la portion permanente de l'armée?

En dépit de nos prétentions démocratiques, la société française est encore assez hiérarchique pour que le citoyen qui vit noblement, à ne rien faire, ou celui qui exerce une profession libérale, supporte impatiemment d'être placé sous les ordres d'un homme de métier, d'un de ses fournisseurs. J'ai entendu plus d'un estimable bourgeois se plaindre de ces inégalités; on en a même fait une caricature : le baron, simple garde national, est réprimandé par son bottier, en même temps son capitaine, pour ne pas marcher assez vite. « Excusez-moi, dit-il, mais vos bottes me font un mal ! » Cette réponse se trouvera, sous toutes les formes, dans la bouche, ou dans le geste, ou dans le sourire de l'oisif subalterne. Qu'y faire? Faut-il exclure de l'avancement les bottiers, et les épiciers, et les ébénistes, et les maçons ? C'est ce qu'on avait essayé de faire dans la garde mobile; on a mal réussi. « Nul n'est prophète en son pays ». Voilà pourquoi on ne doit adopter qu'avec de grandes restrictions, dans un état démocratique, l'organisation provinciale.

LA DÉMOCRATIE

Prison de Versailles.

L'écueil de la démocratie a toujours été le despotisme. Lorsque la liberté romaine a péri, il s'est trouvé que les défenseurs de la liberté étaient des aristocrates. Les Caton, les Brutus, dont nos républicains démocrates d'aujourd'hui font leurs modèles, étaient les derniers défenseurs de la vieille constitution romaine, de la vieille constitution aristocratique contre qui? Contre la plèbe enrôlée sous les Sylla et les César.

Il faut que les démocrates y regardent à deux fois avant de prendre des points de comparaison dans l'antiquité. Les républiques les plus austères de l'antiquité nous sont présentées par l'histoire comme de vraies aristocraties. Les Spartiates étaient une petite oligarchie étroite et peu nombreuse, sous laquelle gémissait un peuple de sujets et d'exclaves que l'on traitait sans pitié. Cincinnatus était l'aristocrate le plus convaincu. D'ailleurs les peuples les plus démocrates de l'antiquité ne le seraient nullement aujourd'hui, car dans une république démocratique comme Athènes ou Syracuse, au-dessous des citoyens il y avait les habitants sujets et les esclaves; les citoyens étaient un corps constitué, une aristocratie au milieu de la population.

C'est à Rome que la cité était le plus ouverte, le plus aisément accessible: il suffisait d'une simple formalité légale de l'usage le plus journalier, pour qu'un vaincu ou un esclave puisse s'énorgueillir du titre de citoyen. Les traditions de la fondation de l'Empire n'attribuaient pas d'autre origine à Rome, formée d'un ramassis de proscrits et d'esclaves. Malgré cela, malgré l'égalité civile consacrée par les lois, il y avait une inégalité

politique qui était le fond de la constitution romaine.

Il faut qu'un peuple soit déjà éclairé pour songer à être démocrate: il faut qu'il soit éclairé et moral pour réussir à l'être. Athènes, le centre des arts et de la culture intellectuelle, le centre aussi des relations commerciales de la Grèce, fut obstinément attachée à la démocratie. Rome se détacha de l'aristocratie à mesure qu'elle devenait conquérante et surtout à mesure qu'elle devenait lettrée.

Aujourd'hui, les États-Unis, peuplés de tout ce que l'Europe, depuis plus d'un siècle a d'entreprenant et de hardi, sont absolument démocratiques.

La France, qui a joué le premier rôle dans la civilisation moderne, est arrivée la première en Europe à la démocratie, et en France, Paris est la tête du mouvement démocratique. Et tandis que les soldats du vieux principe aristocratique s'acharnent à démolir la France et Paris, d'autres foyers de démocratie naissent en Angleterre.

La défaite de la France peut tuer la France, mais ne peut plus entraver l'essor de la démocratie en Europe. La France est sans excuse, servant une cause qui a l'avenir à elle, d'avoir accordé la victoire à un ennemi qui ne sert que la cause condamnée du passé.

Il n'y a pas à discuter si l'aristocratie vaut mieux ou moins que la démocratie comme système politique. Il suffit de constater que la France est aujourd'hui en démocratie, qu'il n'y a aucun élément aristocratique sérieux dans le pays, et qu'il faut bon gré malgré utiliser le système démocratique.

NÉCESSITÉ D'UNE ENQUÊTE SUR NOS INSTITUTIONS MILITAIRES PRÉALABLEMENT A UN CHANGEMENT

29 juillet 1871. Prison de Versailles.

Changer nos institutions militaires aujourd'hui sans une enquête publique et capable de porter la conviction dans les esprits, est évidemment prématuré. Les officiers qui ont occupé une fonction importante dans le cours de la guerre doivent pour la plupart être récusés. Ceux dont l'impéritie a causé notre perte sont intéressés à chercher d'autres motifs d'insuccès, quand même le penchant naturel d'un chacun à se disculper inconsciemment ne les y porterait pas.

Les autres officiers, qui ont observé et jugé, n'ont pas le droit de parler. La première chose à faire pour obtenir une enquête sérieuse et efficace, est de rendre aux officiers le droit d'écrire, sans autres restrictions que pour les autres citoyens. C'est ainsi que l'on aura l'opinion des témoins oculaires, des témoins éclairés de nos désastres. Ce sont eux, beaucoup mieux que nos législateurs, qui pourront proposer les remèdes topiques et faire valoir les bonnes raisons d'adopter telle ou telle mesure.

La manie du secret sur nos connaissances militaires était bonne peut-être lorsque la supériorité de notre système militaire était assurée et qu'on pouvait espérer la maintenir par la tradition seule. Aujourd'hui notre infériorité est avérée; il serait utile d'appeler la publicité sur les réformes à introduire, et d'encourager l'armée à y coopérer.

Nos journaux des armes spéciales sont de véritables plaisanteries. Le Mémorial du génie a pour *principe* de ne jamais parler de ce qui constitue la spécialité de l'arme. Le mémorial de l'Artillerie ne publie qu'après dix ans les

modifications apportées au matériel. Avant la dernière guerre, ce grand mystère pouvait épouvanter l'Europe, mais aujourd'hui que tout le monde est allé au fond du mystère, il faudrait rendre à nos ingénieurs et à nos artilleurs le droit de parler de leur métier. Les Anglais, les Américains le font sans inconvénient, les Allemands le font aussi; quel avantage en ont retiré nos généraux?

Depuis 1832, il n'y a peut-être pas un seul ouvrage militaire publié en France qui vaille la peine d'être lu, sans en excepter les élucubrations du maréchal Bugeaud. Il faut, pour trouver de bons ouvrages en français sur les dernières guerres, recourir à un auteur russe, ou à Lecomte, qui est Suisse.

L'Europe sait notre secret, maintenant; ce n'est plus la peine de le cacher.

Il se publie à Paris deux revues militaires qui sont le plus souvent fort ternes et fort insignifiantes. Quelques articles témoignent de la bonne volonté de quelques officiers, mais il faut pousser à l'extrême la manie d'écrire pour y persévérer lorsque cette manie est réprouvée, et que l'on s'expose à des réprimandes ou à un blâme tacite en s'y livrant.

SUR NOS DÉFAITES

Juillet 1871. Prison de Versailles.

L'armée française, battue par les Prussiens, me rappelle ces lourds chevaliers du moyen-âge enveloppés d'une puissante armure, mais que les vilains *égorgetaient* avec de petits couteaux une fois qu'ils étaient à terre. Contre une armée qui n'avait pour ainsi dire pas d'avant-postes, qui n'avait pas de partisans ou de corps détachés pour surveiller la marche de l'ennemi, pas même de cavalerie en

avant pour l'avertir de l'attaque, la victoire était trop facile.

La plupart des causes de notre défaite sont dans nos *mœurs* militaires plutôt que dans nos *lois* militaires. Sur ces causes-là, le législateur ne peut avoir aucune influence directe. Les réformes militaires doivent donc porter sur les mœurs plus que sur les lois. La première chose à faire serait d'appeler au ministère de la guerre un homme d'un caractère inflexible, qui réforme et mette hors d'emploi les officiers dont l'instruction ou l'application au service laisseraient à désirer, les officiers généraux que l'embonpoint ou d'autres infirmités rendent impropres au service actif.

Les règlements sont à modifier en bien des points : le pouvoir législatif n'y peut mais ; le caractère du ministre de la guerre y a une influence décisive.

Les hommes ne nous ont jamais manqué dans cette guerre ; au contraire, nous en avons toujours eu plus que nous n'en pouvions employer et plus que nous n'en pouvions instruire. Je puis dire que plus d'une fois nous en avons été embarrassés. Les levées en temps de guerre ne sont pas difficiles dans notre pays. Ce qu'il faut organiser c'est l'instruction militaire en temps de paix.

L'armée permanente ne doit pas être autre chose qu'une pépinière d'officiers de tous grades et de sous-officiers. Un bon mécanisme d'instruction et de mobilisation doit fournir au moins les neuf dixièmes des soldats.

SUR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE

Il semble que dorénavant un général d'armée soit tout simplement un bon géographe, muni d'un bon télégraphe. M. de Moltke n'est peut-être pas autre chose. On gouverne une armée comme on gouverne une usine.

SUR LE SERVICE DE LA CAVALERIE.

Août 1871.

Pour se rendre un compte exact des malheurs de notre armée, j'engage les officiers qui ont examiné les faits de cette guerre à relire les Instructions et les Conférences qui ont été officiellement publiées avant la guerre. Ils verront combien les auteurs de ces opuscules étaient vraiment inexpérimentés.

Je citerai seulement l'Instruction sur le service de la Cavalerie en campagne, dont l'auteur n'a pas la plus petite notion du service de la cavalerie légère, ni du service de la cavalerie de ligne en dehors du champ de bataille. Il semble, à le lire, que l'officier de cavalerie ne doive pas avoir d'autre souci que la conservation de ses chevaux. Ce préjugé, absolument décisif dans la plupart de nos corps à cheval, a donné lieu dans le reste de l'armée, à une expression du plus haut pittoresque : on appelle la cavalerie la *viande sur pied.*

C'est cette inintelligence, universelle chez nous, du service de la cavalerie, qui a facilité aux Prussiens l'envahissement et l'exploitation du plat pays. Le gouvernement de la Défense Nationale n'a nullement songé à limiter les exploits de Uhlans au moyen de quelques partis de cavalerie. Nous avions cependant des cavaliers, quoique en nombre insuffisant. L'armée de Bourbaki comprenait une certaine quantité de cavalerie, particulièrement de jolis cavaliers arabes qui auraient admirablement fait ce service de partisans et de coureurs.

On m'objectera le long temps qu'il faut pour faire de la cavalerie et la nécessité d'en avoir en proportion convenable aux armées. A cela, je ferai deux réponses. D'abord que c'est précisément la cavalerie de l'armée qui

doit faire ce service-là pendant que l'armée opère : ainsi pendant la marche de Bourbaki de Bourges en Suisse, sa cavalerie aurait dû aller jusqu'à trente lieues et plus au nord de l'armée. Deuxièmement que pour lutter contre les Uhlans, il n'était pas nécessaire d'avoir de la *Cavalerie*, mais seulement *des hommes sur des chevaux*.

Pendant la campagne du Mexique, on a monté beaucoup d'infanterie pour compléter la cavalerie, on a formé des compagnies de fantassins à cheval dans les régiments à pied, et on s'en est bien trouvé.

---

4 août 1871. Prison de Versailles.

Le grand malheur de notre armée a une de ses principales causes dans la mauvaise répartition de l'avancement depuis de longues années, et spécialement sous le second Empire. On cite des exemples d'officiers qui partageaient leur vie militaire entre trois garnisons : Paris, Alger et Rome ; ils se constituaient ainsi sans fatigue un gros avoir de campagnes qui servaient de prétexte à des récompenses et à de l'avancement et avaient en même temps l'existence la plus agréable et la mieux rétribuée. Les petites expéditions étaient exploitées par des coteries moins privilégiées ; on avait soin d'en composer le personnel d'officiers auxquels on voulait ménager des récompenses. Enfin il y avait pour chaque position des procédés au moyen desquels on arrivait plus aisément à l'avancement. J'en citerai un ou deux : un capitaine d'infanterie pouvait passer l'examen de major ; sa nomination à ce grade, qui se fait au choix, par suite d'une omission du texte de la loi, lui faisait gagner quelque temps sur ses camarades, et une fois major, il permutait avec un chef de bataillon.

La mise à l'ordre de l'armée, qui dispense des condi-

tions légales pour l'avancement, était aussi d'un emploi très commode: au début de la guerre de 1870, chaque général ne manquait pas de mettre nommément ses officiers d'état-major à l'ordre du jour.

Sans doute ces abus existent dans tout système politique; on peut les taxer de détails insignifiants et il est certain que la loi ne peut ni les prévoir, ni les réprimer. Mais voici pourquoi ils ont eu une influence décisive sur notre armée pendant ces vingt dernières années: c'est que le chef de l'État, ayant conquis son autorité par une conspiration militaire, s'est trouvé lié à porter aux grades supérieurs les complaisants de son Coup d'État au détriment des hommes plus méritants ou plus attachés à leur pays. (Cette démoralisation était très sensible pendant la dernière guerre). Et au dessous de cette génération des complices du Coup d'État, qui commencent à disparaître, s'est formée une génération de leurs protégés qui vaut peut-être moins encore, n'ayant pas même cette audace qui distinguait les premiers chefs de l'entreprise. Saint-Arnaud valait mieux que Bazaine.

NÉCESSITÉ D'APPRENDRE LE MÉTIER MILITAIRE

12 août 1871.

On ne veut pas admettre que la carrière militaire soit un métier, ni qu'il faille un apprentissage avant de le savoir. On ne confierait pas une étude de notaire, un cabinet de médecin, on ne confierait pas un magasin de bonneterie, ou d'épicerie à un homme qui n'aurait pas fait une patiente étude de la profession qu'il doit exercer. Mais on donnera le commandement militaire avec sa redoutable sanction et sa redoutable responsabilité à un homme dépourvu des connaissances spéciales nécessaires. On donnera le commandement d'un bataillon à un

ignorant dont l'imprudence peut faire périr en dix secondes plus d'hommes qu'un médecin ou un épicier n'en tuera dans toute sa carrière.

QUELQUES OBSERVATIONS SUR LE LIVRE DU GÉNÉRAL F.

Août 1871.

Le général F. propose de limiter à deux ans la durée du service, et appuie cette proposition de l'expérience de l'Armée du Nord. Il cite par exemple une batterie de la mobile, formée au mois de septembre [1], qui tira son premier coup de canon sur le champ de bataille, et cependant se montra aguerrie dès sa première affaire, et tira dans la durée de la campagne jusqu'à 2.615 coups de canon.

Ce qui réduit beaucoup l'autorité de cet exemple, c'est que les fonctions de pointeurs et une partie des fonctions de conducteur (au moins, sans aucun doute, les conducteurs de derrière des pièces) c'est-à-dire les seules fonctions réellement spéciales, étaient remplies les unes par des marins, les autres par des conducteurs du génie. En tenant compte de ce détail, on voit qu'avec un noyau emprunté à nos meilleures troupes d'élite permanentes, on a pu former une batterie complétée par des hommes inexpérimentés.

Cette question, comme d'ailleurs toutes les conclusions du général F..., demanderait une longue discussion, où il me faudrait contester absolument les opinions d'un des officiers généraux les plus respectables et les plus éclairés de l'armée. Je me bornerai à une observation.

Dans l'historique de la campagne du Nord, le général

1. 1870.

constate à chaque bataille le succès obtenu par l'armée du Nord sur le champ de bataille ; et cependant l'insuccès stratégique est flagrant, car chaque affaire est suivie d'une retraite de notre armée et d'une marche en avant de l'ennemi. D'où vient cette incohérence, ce résultat paradoxal ? Le vainqueur recule et le vaincu avance, rançonne le pays et fait capituler les places : c'est contraire à tout ce qu'on a jamais vu, car le seul motif, la seule excuse d'une bataille engagée est le résultat stratégique qui doit en être le prix.

La raison de cette bizarrerie, la voici : c'est que l'armée du Nord était plus désorganisée par sa victoire que l'armée allemande par sa défaite. C'est que le choc de nos régiments novices, de notre organisation précaire, contre les vieux régiments, contre l'organisation précise et ingénieuse de l'armée prussienne, le choc seul était la ruine pour nous. La faute n'en est certainement pas au général ni à ses courageux auxiliaires, mais il en sera de même tant que nos lois nous donneront seulement des *soldats* et nous refuseront les moyens de former des militaires.

Ce n'est pas tout de conduire une armée sur le champ de bataille, la grosse affaire est de l'en tirer.

Sans avoir peut-être formulé cette idée, les Prussiens l'ont constamment mise en pratique depuis Iéna ; après une bataille, vainqueurs ou vaincus, ils ont une armée.

C'est une question à examiner, de savoir si depuis Wörth, les Prussiens ont couché une seule fois sur le champ de bataille où nous avions combattu. Ils ont toujours usé de leurs succès tactiques avec une discrétion qui semblerait incompatible avec leur caractère.

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

Octobre ou novembre 1871.

Le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire peuvent être discontinus. Le pouvoir exécutif doit être continu. Il ne doit pas avoir des sessions et des vacances: il doit être prêt à tout événement.

Les fausses idées de souveraineté publique qui règnent encore parmi nous nous empêchent de voir l'immense inconvénient qu'il y a à entraver la continuité du pouvoir exécutif, soit par des révolutions mal entendues, soit par sa délégation entre les mains d'une assemblée. Cette erreur n'appartient pas seulement au parti révolutionnaire, et l'Assemblée de Versailles me rappelle bien souvent la commune sous ce rapport.

Ainsi, elle confie le contrôle du pouvoir exécutif à une commission, le droit de grâce à une commission. Superfétations ou entraves: ou le pouvoir exécutif agira seul, ou les affaires souffriront. Ferré, qui depuis deux mois peut-être attend « une solution », peut-il être mis à mort sans cruauté au bout de ces deux mois?

Il faut que certaines affaires reçoivent une solution immédiate, bonne ou mauvaise ; sans cela il s'établit une solution provisoire dont la rupture ultérieure, fût-ce par une bonne solution, est mauvaise parce qu'elle produit un choc dans l'organisme social. J'ai pris l'exemple d'un condamné à mort parce qu'il a pour moi en ce moment un intérêt tout spécial. La loi, l'usage, l'humanité exigent qu'un arrêt de mort s'exécute sans différer: exécutez-le après un délai de deux mois, vous violez la loi, vous offensez l'humanité ; ne l'exécutez pas, par ce seul motif qu'il y a eu un délai de deux mois, vous énervez,

vous ruinez la loi, très discutable d'ailleurs, qui institue la peine capitale.

Rien ne dénonce une société débile autant que cette nonchalance systématique et que ce partage des responsabilités.

Un individu qui n'a qu'un dixième, ou un centième, ou un millième d'influence dans la solution d'un débat, déterminera son opinion par des raisons dix fois, cent fois, mille fois moins déterminantes que s'il avait toute la responsabilité.

Pour faire une loi permanente, l'intervention active de tous les citoyens est bonne parce que chacun est *partie* dans la délibération, parce que la loi s'applique tout entière à chacun et que chacun y est tenu, mais pour décider des affaires d'autrui, la délibération d'une assemblée nombreuse est détestable: l'ennui seul amènera une solution très différente peut-être d'une solution équitable.

C'est pour cela que les peuples qui ont la pratique des assemblées n'ont pas accordé à la *majorité simple* la décision des grandes questions. Il a toujours fallu pour cela une majorité considérable, ou si possible, l'unanimité. C'est ainsi qu'on arrive à donner de l'importance à l'opinion de ceux qui ont une opinion. Ainsi un jury anglais ne condamne qu'à l'unanimité: condamner à la majorité simple est un assassinat.

Notre organisation judiciaire met bien en évidence notre défaut d'intelligence de ce que peuvent donner les corps délibérants. J'ai parlé du jury. Pour la justice civile, nous multiplions aussi les juges. C'est le moyen d'avoir de bons avis, mais non pas d'avoir une bonne résolution. Un seul juge, ou trois juges, c'est assez.

La maladie des démocraties, c'est de partager les responsabilités. On ne fait ainsi que de petites choses. Notez

d'ailleurs que cette maladie n'est pas inhérente au système démocratique, c'est seulement une de ses tendances. Notez aussi que cette tendance est excessivement favorable aux petits despotismes et aux grosses dilapidations.

LE GUICHETIER

Je causais ce soir avec un guichetier. Il vient de Sainte-Pélagie et est resté à Paris pendant la Commune. « Ainsi, lui dis-je, vous êtes un ancien communeux ; j'espère bien qu'on va vous juger aussi un de ces jours ». Le brave homme se défend d'être communeux. « Bah, dit-il, après tout on ne me pendra pas. — Parbleu, on ne pend plus personne ; mais on vous fusillera, j'espère? — Mais nous avions l'ordre de rester pour garder nos voleurs. — Et la Commune ne vous a rien dit? — Jamais ; elle avait trop besoin de nous pour ses prisonniers. — Bah, on vous aurait remplacés. — Ah ! vous croyez qu'on remplace un gardien comme cela? Savez-vous qu'il y a deux cents clefs à Sainte-Pélagie, et qu'on peut bien y rester longtemps avant de connaître la maison et de savoir la clef de chaque porte.

Je songeais que la Commune et que chaque Révolution déplace bien d'autres personnages que des guichetiers, et qui ont des boutiques bien plus compliquées à administrer. Mais en somme, c'est le gardien qui a raison, et ce sont les Révolutions qui ont tort quand elles ne sont pas faites par des géants comme les hommes de 89. On entre brusquement dans une immense et vieille maison, sans garder seulement le concierge pour vous montrer les divers bâtiments : combien de temps on s'y perd avant de connaître les clefs, et les passages, et l'usage de chaque objet.

La Commune a tout brûlé : l'idée eût été raisonnable

si elle l'eût fait au 18 mars, montrant ainsi un propos délibéré d'effacer et de détruire le passé. Comme début, c'était un coup de maître, en se plaçant au point de vue des novateurs les plus effrénés; comme acte de désespoir, c'était une coquinerie.

Il arrive souvent, il arrive constamment, même en dehors des époques de troubles, qu'un administrateur ait des clefs à lui, dont lui seul sait se servir. C'est ainsi que Fouché laissa la police à Savary en gardant les clefs de la police. L'État se compose ainsi d'une foule de gens qui ne travaillent qu'à se rendre nécessaires: savoir se passer d'eux, voilà le problème que le génie même n'a pas toujours résolu.

INDULGENCE DE L'HISTOIRE

L'histoire est bonne fille, chez les modernes du moins. Elle a une certaine indulgence pour ses héros, et ne parle de leur moralité ou de leur immoralité qu'avec des réticences pleines de bonhomie. Il n'y a pas de si gros compilateur qui ne semble avoir pris pour devise le *maxima debetur reverentia*. Cependant, je voudrais qu'on me mît les points sur les i sur ces questions-là, comme sur les autres, et qu'on ne se contentât pas de me dire que César était quelquefois léger et que les Templiers avaient peut-être commis des inconséquences. L'histoire est-elle écrite pour les hommes ou pour les enfants? Elle est écrite pour les hommes, et plus encore pour les peuples; il est bon de dire à chacun de quel bois sont faits les pasteurs d'empires, ne fût-ce que pour mettre quelque décence dans la conduite de leurs successeurs.

DU CHOIX DES GÉNÉRAUX ET DES FONCTIONNAIRES

Prison de Versailles. Août 1871.

Une condition importante pour former des hommes d'État et des généraux est de leur ouvrir de bonne heure une carrière où ils aient une certaine espérance de parvenir aux premiers emplois, de manière qu'ils s'appliquent dès leur jeunesse avec quelque émulation aux parties élevées de la science sociale et de l'art militaire, et qu'ils aient acquis l'expérience des hautes fonctions avant d'avoir dépassé la maturité de l'âge.

C'est à quoi paraît satisfaire le système aristocratique ; c'est même là sa vertu et sa raison d'être ; et on doit admirer une institution comme l'aristocratie des patriciens de Rome qui pouvait constamment fournir, dans un danger de la patrie, les hommes d'État et les généraux expérimentés dont elle avait besoin.

UNE ARISTOCRATIE EST UNE ÉCOLE D'HOMMES D'ÉTAT ET DE GÉNÉRAUX

Sans contester ce que peuvent avoir d'utile les notions acquises comme par intuition dès le début de la vie, dans les familles où les fonctions publiques sont un patrimoine, on peut croire que le même but peut-être atteint par des *écoles supérieures* qui ouvriraient la carrière des hauts emplois.

Il faut convenir que les aristocraties ne sont pas des écoles de moralité, ni d'assiduité ; il faut beaucoup plus de vertu à un aristocrate qu'à un pauvre homme pour consacrer sa jeunesse à l'étude, car le jeune aristocrate bien choyé, bien doté, n'a qu'à se laisser vivre, tandis que l'autre doit gagner sa vie.

Ainsi l'École Polytechnique est absolument démocra-

tique; à peine si, de loin en loin, on trouve un grand nom parmi ses élèves; même la grande majorité a pour ressource les emplois publics.

Une aristocratie de fonctionnaires ayant pour principales ressources leurs appointements ne semble pas une institution favorable au libre développement d'une nation. Des hommes qui n'ont d'autre influence que celle qu'ils empruntent à leur place, sont naturellement enclins à augmenter leurs attributions pour accroître leur importance dans la société.

Il n'en est pas de même de fonctionnaires électifs qui ne représentent que pour un temps limité les intérêts publics, et qui, destinés à rentrer prochainement dans la masse des citoyens, n'ont pas un intérêt dominant à inféoder les citoyens à l'administration.

Il n'en est pas de même non plus d'administrateurs choisis dans une aristocratie héréditaire et bien dotée, parce que leurs privilèges, leur notoriété, leurs ressources pécuniaires sont à peu près indépendantes de leurs fonctions administratives.

Ainsi l'aristocratie ou l'élection donnent des fonctionnaires moins dangereux pour les libertés publiques que l'avancement.

Le défaut capital des fonctionnaires qui ne sont que fonctionnaires, et que j'appellerai les prolétaires fonctionnaires, soit qu'ils n'aient pas de patrimoine, soit qu'ils n'en aient pas un suffisant pour assurer leur indépendance, consiste en ce qu'ils deviennent étrangers à la cité, qu'ils sont exclus de la vie politique et industrielle en même temps qu'arbitres de la vie politique et industrielle, ilotes en même temps que magistrats.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Prison de Versailles.

Le Ministre de la guerre s'avise de toucher à l'École Polytechnique où il veut développer l'instruction militaire.

Est-ce que les anciens élèves de cette école ont été insuffisants pendant la dernière guerre sous le rapport des connaissances militaires? Est-ce que la seule place qui a été honorablement défendue ne l'a pas été par quelques anciens élèves de cette école, militaires ou civils, sous les ordres d'un général et d'un état-major entièrement empruntés à cette école.

Ce sont les généraux chez lesquels il faut développer l'instruction militaire, et non les jeunes officiers. Avant de retoucher et de remanier ce qui a été le moins insuffisants dans nos institutions militaires, on devrait apporter des palliatifs aux vices dont les résultats nous crèvent les yeux.

DE LA SANTÉ CHEZ LES GÉNÉRAUX

Il faut avoir des généraux capables, et il faut avoir des généraux vigoureux. Il ne faut pas que l'armée soit à la merci de la goutte ou des rhumatismes, ou de la moëlle épinière de son général ou de ses généraux. Il n'y a rien de malsain comme un rhumatisme pour faire la guerre. Depuis le valeureux comte de Fontaines, qui livrait bataille en litière, les généraux cacochymes ont rarement été heureux. Le pauvre comte de Fontaines lui-même fut battu et tué. Charles XII fut abandonné de la fortune lorsqu'il dut se battre en voiture. Napoléon était enrhumé du cerveau le jour de la Moskowa et l'univers changea de maître.

Enfin nous avons vu l'an dernier une armée où tous les grands chefs avaient leur voiture, à l'instar du maréchal, et ces voitures n'ont servi qu'à conduire le maître et les serviteurs en captivité.

A la guerre, la santé vaut mieux que l'expérience; la santé est une des conditions du génie militaire; elle est une des conditions du bon service d'un officier, surtout d'un officier général.

Il ne faut donc pas que le commandement des armées soit exclusivement réservé à la vieillesse. Il faut faire disparaître autant que possible les conditions d'âge. Un concours donne ce résultat.

Reste enfin le point de l'élection : l'élection dans l'armée, voilà un véritable épouvantail; mais il faut considérer que le choix des généraux parmi les officiers remplissant les conditions d'aptitude ne peut pas être réglé par leur ancienneté, puisque l'on veut justement éviter les vieux généraux. Il ne peut pas être réglé par une limite d'âge, car il y a des hommes qui sont vieux à quarante ans, et d'autres qui sont vigoureux à soixante. Nous avons vu qu'il est dangereux de confier ce choix au gouvernement, qui n'a pas assez d'*esprit de suite* pour en user sagement; le confier au général en chef, c'est lui donner un pouvoir bien large. Le choix des officiers, l'élection est peut-être ce qu'il y a de plus sage et de plus moral.

On a vu plus de batailles gagnées par des jeunes gens que par des vieillards. Condé est un beau type de jeune général. Il y a en lui une résolution emportée, implacable qui déjoue toute la sagesse de ses ennemis. Les batailles qu'il livre sont souvent des carnages parce qu'il ne démord pas tant qu'il n'est pas vainqueur.

Lorsqu'on étudie la campagne de 1796, on comprend

l'engouement, ou plutôt l'enthousiasme qu'excita Bonaparte. Son activité est prodigieuse, aussi bien que l'activité de toute cette jeune armée. Dans l'emportement de sa fougue, Bonaparte ne songe ni à sa personne, ni à son bien-être, et il est fort divertissant de le voir, un soir de victoire, après Bassano, je crois, seul, sans pain, sans abri sur le champ de bataille. Le général vainqueur se serait couché sans souper si un soldat ne lui avait pas fait la charité de partager son pain avec lui.

Si la vigueur intellectuelle peut suffire au général en chef, la vigueur physique est indispensable aux généraux en sous-ordre, qui ont un service régulier à faire. Le service de général de brigade, bien fait, est plus fatigant que celui du caporal de semaine. Lui-même, il doit installer le camp sur l'emplacement désigné, lui-même il doit placer les grand'gardes et les postes avancés. S'il est paresseux, les troupes campent comme elles se trouvent, les postes avancés ne s'avancent pas et les obus tombent dans son camp avant qu'on ait eu le temps de renverser les marmites.

« Tout se fait aujourd'hui par les vieillards ». Sans doute, un vieillard peut-être prélat, le verbe se prélasser l'indique suffisamment. Un vieillard peut être chef de cabinet parce que c'est encore une magistrature *assise*. Mais la place du Nestor le plus vert et le mieux conservé sera toujours plutôt au conseil qu'au combat. Je défie un homme âgé ou un peu infirme de commander honnêtement une division ou une brigade.

JEANNE D'ARC

8 Août 1871.

Les historiens les plus graves, lorsqu'ils parlent de Jeanne d'Arc, se croient obligés de faire du lyrisme, et

ajoutent leur enthousiasme aux complications et aux difficultés du sujet. Heureusement un érudit s'est avisé de nous donner tout simplement les pièces du procès, et certainement Jeanne d'Arc se retrouve plus grande, plus vraie, dans ces récits grossiers, barbares, qu'on ne peut lire sans une poignante émotion, que dans les récits historiés, enluminés et agrémentés des historiens.

Jeanne d'Arc est un grand général : toutes les fois qu'elle décide seule et librement soit d'un mouvement, soit d'une action, elle le décide avec une sagesse qui n'appartient qu'au génie. Son idée est non seulement conforme aux règles de la guerre, mais supérieure à ces règles, comme sont parfois les conceptions des grands capitaines. Allant délivrer Orléans, elle délibère de marcher par la Beauce, mais ses lieutenants, abusant de son ignorance des localités, la conduisent par la Sologne, ce qui était de tout point une faute. Dans sa marche sur Reims, elle ne s'amuse pas à assiéger les grosses villes, comme auraient fait les conseillers du roi : elle pénètre d'autorité dans le Conseil, fait prévaloir son opinion, puis, profitant de l'hésitation des villes, elle les intimide par les préparatifs d'une attaque de vive force, et les enlève. Tout général médiocre se serait arrêté.

Cette marche même sur Reims, sous le prétexte du sacre du roi, est une remarquable conception stratégique. Cette marche portait en effet l'armée du roi entre la France anglaise et la Bourgogne, interceptant ains les communications entre Paris et les principaux états du Bourguignon. C'était un moyen assuré d'inquiéter et d'affaiblir le moins acharné de nos adversaires, de lui rendre la guerre plus difficile et moins fructueuse. Ainsi le roi devenait maître d'une grande route qui coupe transversalement le bassin de la Seine; il n'est pas douteux

que ce résultat n'ait eu, à la longue, une influence décisive sur le retour du duc de Bourgogne au parti français.

De Reims, l'armée royale menaçait également d'une part les états de Bourgogne et de l'autre les possessions des Anglais. Jeanne choisit la marche qui devait procurer les résultats les plus décisifs : elle se porte sur Paris et l'attaque du côté du Nord, de manière à se trouver entre Paris et les principales places d'armes des anglais, Rouen et Calais. Ainsi, sa première opération offensive la porte sur la ligne de communication des Bourguignons, qu'elle intercepte, et sa seconde opération, sur la ligne de communication des Anglais. Là finit la partie la plus importante de la carrière de Jeanne; d'autres conseils avaient définitivement prévalu sur l'esprit du roi, qui empêcha positivement le succès après l'avoir vingt fois compromis par sa paresse et son indécision. Jeanne ne fut plus après cela qu'un chef de bande comme les autres capitaines qui combattaient pour la France, mais ses préoccupations restèrent dirigées vers le même plan, et lorsqu'elle fut prise, elle défendait ces villes situées à l'est de Paris et dont la perte aurait rejoint les États de nos adversaires.

Il faut aussi faire la part des circonstances favorables : la guerre avait ruiné les armées anglaises; après l'immense effort qu'elles avaient fait devant Orléans, il leur aurait fallu une victoire pour leur permettre de tenir la campagne. D'ailleurs, avant de marcher vers l'Est, Jeanne d'Arc avait commencé par battre l'armée Anglaise, ce qui empêchait l'ennemi de s'opposer à son mouvement. En effet ce n'est qu'après le sacre que les Anglais présentèrent de nouveau une armée en campagne.

Je ne puis pas quitter ce sujet sans faire remarquer

l'analogie de cette situation avec la dernière période de la guerre de 1870 [1]. En 1429, le centre de la puissance Anglaise était à Paris, comme en 1870 le centre des forces prussiennes était sous Paris. En 1429, la base d'opérations des Anglo-Bourguignons comprenait d'une part les états de la Maison de Bourgogne, d'autre part, le littoral de la Manche (je ne parle pas dans tout ceci des opérations de Guyenne); en 1870, la base d'opérations des Prussiens, beaucoup moins étendue, s'étendait seulement de Metz à Strasbourg, Belfort fermant encore les débouchés des Hautes-Vosges.

Jeanne d'Arc n'attaque pas de front la principale force ennemie : elle commence par intercepter les communications des Bourguignons par un mouvement judicieux, en ayant soin, pendant sa marche, de ne pas prêter le flanc de trop près à Paris. Nos généraux de 1870, au contraire, commencent par s'obstiner à attaquer les forces réunies sous Paris, et lorsqu'à la fin ils se désistent de cette entreprise, ils ont soin de marcher tellement au sud que l'ennemi ne puisse pas un seul instant concevoir d'inquiétudes pour sa ligne d'opérations.

Jeanne d'Arc n'a pas livré de bataille rangée et c'est en cela que sa carrière militaire est incomplète; mais les contemporains témoignent qu'elle était aussi habile qu'un capitaine pour ordonner une troupe, autrement dit, que ses connaissances tactiques étaient complètes. Elle a d'ailleurs donné plusieurs grands combats et présenté la bataille à l'armée anglaise au retour de Reims.

Il y a une révolution dans le commandement des armées entre Duguesclin et Jeanne d'Arc : avant elle, la première qualité d'un chef de guerre en France était la prouesse,

1. C'est cette comparaison qui m'a fait insérer *Jeanne d'Arc* dans l'Appendice.

la force physique; Jeanne d'Arc, au contraire, quoique ayant pris soin de s'instruire dans l'escrime et l'équitation, ne versait jamais le sang. Elle était au plus fort du danger et s'occupait seulement de donner des ordres et d'encourager les soldats. Il ne paraît pas que son sang-froid se soit jamais démenti : blessée, elle s'asseyait et continuait à donner des ordres, ou revenait après s'être fait panser.

Elle possédait certainement cet ensemble de hautes facultés intellectuelles et morales qui constituent le génie. Ses réponses aux juges de Rouen témoignent d'une hauteur d'intelligence qui ne faiblit point à travers toutes les complications du procès; seulement la pauvre fille était vraiment martyrisée dans sa prison. On ne songe pas sans douleur à l'amertume de cette captivité et aux outrages dont était abreuvée une fille simple, douce, sage, et qui avait fait preuve pendant son séjour aux armées d'une véritable délicatesse de mœurs et de sentiments. Je ne sais pas jusqu'à quel point n'a pas été poussée la brutalité de ses gardiens et de leurs chefs.

Le génie de Jeanne d'Arc était précisément celui qui convient à l'homme de guerre. Elle avait l'audace, la décision, l'à-propos. On ne s'étonne pas de trouver ces qualités dans Condé à vingt-deux ans; il n'est pas plus étonnant de les trouver dans Jeanne.

Reste le merveilleux de ses connaissances militaires, de sa vocation, de ses inspirations mystiques.

En ce qui concerne ses connaissances militaires, il faut considérer d'abord que l'enclave champenoise où se trouve Domrémy était, par sa situation géographique autant que par sa condition politique, un pays fréquenté par les troupes de passage des différents partis, et où la connaissance des événements militaires, de l'impor-

tance des villes de guerre, de leurs distances, était plus répandue que dans les autres pays. Encore aujourd'hui, il n'y a pas d'invasion où le pays de Neufchâteau ne soit inondé de troupes. Le patriotisme est plus fort dans une province frontière que dans l'intérieur d'un empire; à plus forte raison devait-il être exalté dans un canton enclavé au milieu de possessions ennemies.

On sait aussi que Jeanne, dès son enfance, avait coutume d'écouter les longs récits d'un vieux soldat retiré à Domrémy, et se plaisait à entendre ce qu'il lui contait de la guerre. Sans doute il y a peu de vieux soldats dont la conversation soit propre à former des généraux; cependant je suis tenté de croire que celui-là était un homme sage, connaissant son métier, sachant raisonner sur les événements dont il avait été témoin et sur ceux que lui apprenait la renommée, aimant son pays et souffrant de l'état d'abjection où il le voyait réduit. Nul doute que son influence ait contribué à la vocation de Jeanne d'Arc.

Ainsi je suppose que Jeanne était une enfant intelligente et sensible, pieuse, cela va sans dire, et qui s'exaltait en même temps qu'elle s'instruisait en écoutant le récit de nos guerres malheureuses. Lorsqu'elle arriva peu à peu à critiquer sainement, à juger, à prévoir avec justesse le résultat des opérations qui s'exécutaient, elle ne put attribuer qu'à une intervention miraculeuse cette faculté acquise par la méditation et une préoccupation constante. Elle ne distingua pas non plus cette faculté de sa mise en œuvre, et ne put pas songer que ce don merveilleux dont son esprit était obsédé pût demeurer stérile; de là sa vocation.

Un berger peut devenir astronome, calculateur, géomètre; il y a aussi des bergers qui sont devenus capi-

taines et fondateurs d'empires, Moïse gardait les troupeaux dans le désert lorsqu'il reçut la vocation de délivrer le peuple hébreu. David, Romulus étaient bergers. A la vérité, il est moins ordinaire de voir une bergère devenir une héroïne, mais Jeanne, avec toutes les vertus et les délicatesses de la femme, n'en avait ni les séductions, ni les infirmités. Quoique belle et bien faite, à ce qu'il paraît, elle inspirait la confiance, le respect, l'enthousiasme, elle n'inspirait pas l'amour. Les poètes qui ont fait Jeanne amoureuse ne l'ont pas comprise. Dans ce cœur, tout grand qu'il était, il n'y avait pas de place pour un sentiment personnel.

Quant aux apparitions des saintes patronnes de Jeanne, à ses *voix*, comme elle disait, je ne puis pas non plus y voir un miracle, ni aucune illusion surnaturelle. Après le *démon* de Socrate, je suis disposé à admettre sans conteste et sans étonnement toute sorte d'esprit familier... chez les autres. C'est un fait, voilà tout, c'est un fait inexpliqué, mais dûment constaté et assez fréquent. On peut dire qu'il y a hallucination, on peut même dire qu'il y a folie, s'il peut y avoir folie sans que les aptitudes intellectuelles soient lésées et sans que leur application soit pervertie. Il y a une aberration qui consiste à attribuer à un agent extérieur certaines des opérations de notre esprit; c'est une perversion de la notion de causalité. On sait qu'il y a au contraire des fous, de vrais fous qu'une aberration contraire conduit à se croire la cause de toutes choses.

A propos des visions de Jeanne d'Arc, je ferai seulement deux remarques : l'une, c'est que chez les personnes d'une imagination vive, la méditation intime tend à prendre la forme dialoguée. Cela fait comprendre comment un esprit sage et connaissant la faiblesse de

nos moyens d'investigation peut être prédisposé, lorsque le sens intime lui révèle quelque vérité éclatante et féconde, à attribuer cette révélation à une cause étrangère.

L'autre remarque est celle-ci : on trouve parfois chez les esprits les plus élevés une tendance particulière à la superstition ; non pas tant chez les esprits spéculatifs qui ont tout loisir de ressasser la vérité, que chez les hommes d'action qui se trouvent obligés de prendre à un certain moment une décision irrévocable, et de se conduire, à partir de ce moment, comme si leur décision était la sagesse et la vérité même. Ils ont besoin de prêter à leurs déterminations l'appui de la nécessité. De là vient que certains esprits profondément pratiques revêtent une apparence soit fataliste, soit mystique, que le vulgaire ne s'explique pas et qui est chez eux l'expression de cette belle et sereine confiance qui ne les abandonne jamais. César parle de sa fortune ; Napoléon, de son étoile ; il prétend même qu'il la voit.

Au fond, Jeanne d'Arc n'est rien moins que mystique ; ses interrogatoires montrent un esprit profondément pratique, ferme, inébranlable. On cite encore d'elle telles paroles qui prouvent qu'elle n'avait aucune prétention aux dons surnaturels : les juges de Poitiers lui demandaient des miracles. « Je ne suis pas venue pour faire des miracles, répondait-elle, mais baillez-moi une armée et je délivrerai Orléans. » Plus tard, comme, dans une église, on lui présentait des enfants à toucher : « Touchez-les, dit-elle aux femmes dont elle avait soin de se faire toujours accompagner, touchez-les, cela fera le même effet. »

PRÉFACE DE L'ART DE LA GUERRE

La décadence de l'art militaire en France date de Napoléon. Ce génie entier et jaloux, ne voulant pas de rivaux, ne forma pas d'élèves. Lorsque le général républicain se fut transformé en empereur, ingrat envers l'armée, il proscrivit la spontanéité et ne demanda plus que l'obéissance : c'était renier son origine, c'était tarir la source de sa grandeur. Avec une armée qui n'eût été qu'obéissante et valeureuse, Bonaparte eût péri devant Mantoue; il eût péri à Marengo, laissant une gloire incertaine.

Aux armées républicaines succéda la Grande-Armée ; ses magnifiques succès dissimulent le défaut qui la perdit. Dès sa création, ce grand corps était frappé d'une plaie mortelle : le recrutement des officiers n'était pas assuré. La Grande-Armée fait sa première campagne à la fin de 1805, et dès 1806, Napoléon manquait d'officiers. Vainement il incorporait dans les rangs de ses sous-officiers la jeunesse des lycées, vainement il abrégeait la durée des études dans les écoles; les cadres épuisés étaient constamment vides ; on était obligé de conserver des officiers hors d'âge et d'avancer aux grades plus élevés des sujets encore inexpérimentés ou déjà insuffisants.

Telle était la situation en 1806, 1807, 1808 et 1809; plus tard le mal dut s'accroître sans mesure.

Sans doute l'immense consommation d'hommes que faisait une guerre sans fin n'était pas étrangère à cet épuisement, mais il était causé bien plus encore, il importe de le dire, par la mauvaise direction donnée à l'esprit militaire par la politique impériale, par le joug qu'elle imposa aux caractères, abaissant les caractères communs, acceptant les serviles, jalousant et reléguant les forts, qui seuls conviennent au commandement. Cette fatale pression du despotisme s'exerça sans doute à tous les degrés de la hiérarchie, et même sur le soldat; mais il y a un fait où ses effets se manifestent d'une manière certaine, c'est le manque absolu de généraux issus de l'époque impériale.

Il est profondément instructif de voir après 1813 le despote aux prises avec les résultats du despostisme. Il a voulu être seul, il est seul; il n'a pas voulu avoir d'émules, il n'a pas de lieutenants; partout où il n'est pas, ses généraux reculent. C'est que pour oser quelque chose à la guerre, il faut être indépendant: comment accepter une lutte qui toujours a des chances mauvaises, si l'on est accoutumé à s'inspirer de la pensée d'un maître, à s'enorgueillir de ses faveurs, à s'abîmer devant sa colère? Comment s'exposer à une défaite, lorsqu'on n'a pas sa propre conscience pour loi suprême, lorsqu'on se considère comme puni par une disgrâce, comme récompensé par un titre ou un galon? Dans ces funestes campagnes où il perdit son empire, Napoléon était encore lui-même, mais chacun s'était abaissé devant lui. Plus de mâles résolutions, plus d'initiative inspirée: du courage, de l'héroïsme encore, mais dans une sorte d'asservissement. Le général qui perd une position, qui laisse échapper

une occasion de vaincre, qui ne profite pas d'un succès se retranche derrière la lettre de ses ordres ; il a craint de risquer un revers. Les généraux français ne craignent pas de mourir, ils craignent déjà de déplaire. On voit des généraux errer autour du champ de bataille, incertains d'obéir à l'ordre, incertains de marcher au canon: si Desaix était là, l'Empire serait sauvé ; mais l'Empire ne permet pas de caractère de cette trempe. Ce n'est pas Desaix, c'est Drouet-d'Erlon.

« Je l'avais pris pygmée, je l'ai perdu géant », disait Napoléon à la mort de Lannes. Que n'en a-t-il usé de même avec les Français ! Il les avait pris géants, il les a laissés pygmées.

Ainsi fut étouffé par Napoléon, ainsi périt enveloppé de gloire le grand mouvement de science militaire qui avait suivi la guerre de Sept-Ans. Comme Monge et Laplace, comme Lavoisier et Fresnel, Bonaparte était le disciple du grand mouvement intellectuel du dix-huitième siècle ; mais croyant protéger, en les cachant, les ressorts de sa puissance, il voulut que la guerre, science pour lui, ne fût qu'un métier pour les autres. La guerre ne fut plus qu'un métier.

Après Napoléon, toutes les institutions tombent lentement en décadence. Dans les règlements sur le service et la tactique (1831-32) tout est bien entendu et sagement coordonné. La pratique des détails est encore conservée, mais tout ce qui exige des vues d'ensemble est mal compris et imparfait. Ainsi l'*Artillerie* réformée est rendue plus coûteuse et plus embarrassante sous prétexte de simplifications : sous le même prétexte, la création du corps d'*État-Major* et celle de l'*Intendance* sont encore plus désastreuses. Plus les institutions sont importantes,

moins elles sont comprises par les successeurs de l'Empire. Les lois de recrutement jettent l'instabilité dans l'armée et permettent à un ministère obéré de désagréger en six mois l'œuvre de dix années. Enfin les guerres sont mal engagées, les fruits de la victoire dédaignés par gloriole ou gaspillés par insouciance : des armements coûteux et stériles, des *à-coup* dans la politique militaire viennent à chaque instant chagriner la paix.

Dans une science d'application aussi rigoureuse que la guerre, toutes les parties se tiennent d'une façon absolue. Nous avions oublié d'abord la politique de la guerre, la science de l'administration et celle des états-majors : bientôt la stratégie fut également oubliée, les armées marchèrent sans s'éclairer et se heurtèrent à l'improviste comme à Solférino. La tactique fut réduite à l'action individuelle du soldat. La discipline enfin fit faillite, et l'on vit l'armée partir pour cette campagne qui devait se terminer par la misère, la famine, la captivité.

« La guerre est changée, dit-on aujourd'hui ; il faut refaire la science. » C'est la même illusion qui, à l'homme troublé par les fumées du vin, fait croire que les maisons tournent. Ce n'est pas la guerre qui a changé, ce sont nos caractères et nos courages. La science de la guerre est aussi vieille que la civilisation : Napoléon trouvait à apprendre en lisant Homère. Les modifications qui s'introduisent sous nos yeux et qui nous semblent des révolutions, ne changent que quelques détails de la tactique, la partie la plus mobile et la plus incertaine de l'art. Les Prussiens ne se sont pas avisés de changer l'art de la guerre : ils l'ont appris, voilà tout. Dans cette dernière campagne ils se sont battus comme à Prague ou à Kollin,

ils ont opéré comme en 1813, ils ont pressuré le pays envahi, comme faisaient les Mansfeld et les Brunswick il y a deux cent cinquante ans.

Puisque nous ne savons pas la guerre, il faut l'apprendre; tant que nous n'aurons d'autre lumière que la raison pure pour reconstituer un art qui avait atteint sa perfection il y a deux mille ans, nous ne ferons que des ébauches grotesques. Le génie, s'il est de beaucoup au-dessus du génie ordinaire, pourra peut-être inventer la géométrie, mais une science d'application ne s'invente pas, elle s'apprend. C'est une règle qui ne souffre pas d'exception, surtout en ce qui concerne la guerre; il n'y a pas d'exemple d'homme de guerre sans étude, sans éducation complète. Alexandre avait appris la guerre sous son père et eut pour précepteur le plus puissant philosophe de l'antiquité. Condé, qui semble tout spontanéité, tout audace, qui jette son armée à tout hasard dans la bataille et sort vainqueur à force de génie, Condé n'est pas seulement l'héritier d'une véritable dynastie de généraux chez laquelle l'art de la guerre était comme un patrimoine; il avait fait de plus d'excellentes études générales et d'excellentes études militaires. On trouverait de même chez tous les hommes qui se sont hautement illustrés dans la guerre, une forte éducation entée sur une forte intelligence. Achille est l'élève d'un Centaure, l'antique génie de Sparte revit dans Annibal, l'esprit alerte et profond de Voltaire accompagne Frédéric dans ses victoires.

« Il faut que le *Prince* sache la guerre » les auteurs militaires sont tous d'accord pour le déclarer. Le *Prince*, aujourd'hui, c'est le peuple; c'est en son nom que se font les lois et lui seul en réalité leur donne la vie en les

acceptant dans ses mœurs. Les plus sages institutions militaires, si l'esprit public ne les adopte pas, resteront lettre morte et périront par le manque d'intelligence du détail et par les fausses applications qu'introduira l'usage ; mais il est bien plus probable que l'expérience insuffisante d'une année de malheurs entraînera de concert le législateur et l'opinion dans une voie fausse, d'où il sera impossible de sortir au jour de l'action. Il faut, pour éviter ce malheur, que les questions militaires, loin de rester un mystère, puissent être discutées avec intelligence par l'opinion publique.

Aussi bien, il faut que le peuple apprenne son métier de souverain, puisque à toute force il veut en exercer les droits. Il est dangereux, dans une démocratie, de laisser une classe de spécialistes dépositaire exclusive de ce qui importe le plus à la sûreté de l'État. Intelligents, ils seront usurpateurs; négligents, ils seront plus dangereux que des traîtres. Si le public doit gérer ses propres affaires, quelle affaire est plus importante que celle d'où dépend la fortune, la liberté, la vie des citoyens !

Telles sont les idées qui m'ont déterminé à publier ce recueil. Ayant depuis longtemps étudié l'art militaire et ayant vu que les notions puisées dans cette étude étaient de tout point confirmées par l'expérience, je cherchais à donner une forme aux convictions que j'avais acquises peu à peu. J'ai fait mieux ; ayant retrouvé des notes que j'avais prises autrefois à mesure que je lisais les grands écrivains militaires, j'ai découpé simplement dans ces notes ce qui n'était ni trop vague ni trop spécial, j'ai conservé à peu près partout le texte exact des auteurs, et j'ai indiqué l'origine de chaque extrait afin que l'on pût recourir aux sources. Ainsi se

trouvent condensés, avec l'appui des plus hautes autorités, les principaux éléments de l'art de la guerre. Napoléon, Jomini, l'archiduc Charles, font presque tous les frais de ce recueil ; Napoléon surtout, dont les écrits ont souvent une vigueur, un relief frappant, dont chaque parole va au fait [1].

Jomini, plus didactique, a vu les guerres de l'Empire et les a comprises ; malheureusement son style rappelle trop qu'il était Suisse au service de la Russie. Pour tout dire, son genre est le genre ennuyeux, on doit étudier ses ouvrages, mais on ne peut pas les lire [2]. L'archiduc Charles d'Autriche [3] était un bon général : Napoléon l'estimait et le battait. Ses idées sur la guerre sont d'un esprit élevé, honnête, mais trop rigoureux ; sa méthode était en défaut lorsquelle se trouvait opposée aux ressources sans nombre du génie de Napoléon. Ce sont là les principaux auteurs qui ont écrit la théorie des grandes guerres de la Révolution française. Leurs œuvres se complètent en quelque façon. L'archiduc expose les principes de la grande guerre : Napoléon bat l'archiduc par des applications imprévues, transcendantes, si l'on veut, de ces mêmes principes ; Jomini est le critique attentif, acharné même de Napoléon.

En étudiant les époques antérieures, on trouve des idées, une langue, une méthode qui nous sont plus étrangères ; on trouve aussi une autre organisation sociale, ce qui change et les moyens et les fins de la guerre ; enfin

1. *Mémoires*. 9 vol. in-8°. 2e éd. Paris, Bossange 1830. — *Correspondance*, 31 vol. in-4°. Paris. Imp. impér. 1854-1878.

2. Le résumé de sa doctrine est dans son *Précis de l'art de la guerre*. 2 vol. in-8°. Paris. 1838.

3. *Principes de la grande guerre*. etc. Vienne. 1808, in-f°. Traduit depuis par La Bane-Duparcq. Il a écrit deux autres traités.

la synthèse de la science n'est pas faite. Les spécialistes doivent étudier Gustave Adolphe, Turenne, Eugène, Frédéric surtout dont les Prussiens d'aujourd'hui ont relevé l'héritage : mais ce n'est pas là qu'il faut chercher les expressions générales de la méthode de la guerre.

Depuis les grandes guerres, le progrès a été surtout une question de technologie. Sur notre continent, les Prussiens seuls se sont montrés chercheurs et ont fait servir la guerre à de grands desseins politiques : mais il y a peu d'art dans leurs campagnes. Ce sont des leçons bien apprises, ce sont des improvisations étudiées pendant cinquante ans et parfaitement récitées. Mais, si la *guerre moderne* diffère de la guerre telle qu'elle se faisait au commencement du siècle, c'est dans l'étude de la guerre de la Sécession aux États-Unis qu'il faut la chercher.

La guerre de la Sécession est la guerre industrielle, progressive, humanitaire si l'on veut. Comme élément militaire, le corps des officiers de West-Point, mieux instruits assurément (je ne dis pas plus instruits) que tous les officiers de l'Europe : comme élément politique, une démocratie géante, âpre au travail, jalouse de tous ses chefs. Là, tous les moyens nouveaux sont essayés, tous les vieux moyens sont exhumés : tantôt ce sont des fourneaux de mines comme on en faisait au seizième siècle, tantôt des trains de chemins de fer engagés contre la cavalerie. Dès qu'un procédé de guerre est reconnu et apprécié on le pousse à l'extrême : abus des retranchements de campagne, abus des batailles, abus des tirailleurs, des vaisseaux, du canon. Il y a là des défenses de forts à faire rentrer sous terre tous les com-

mandants de place de France et d'Alsace, des batailles de huit jours ,sans fin et sans pitié, des armées improvisées, jouées et perdues en moins de temps qu'il n'en faut chez nous pour déclarer les hostilités. La guerre construit des chemins de fer, crée des ports, détourne des fleuves ; enfin, on voit appliquée à cette terrible science toute l'exubérance de vie d'un peuple sérieusement actif, jeune, intelligent et incapable de crainte.

De génie militaire, peu ou point, ou du moins relégué au second plan : ce n'est pas pratique ni d'un emploi commode, le génie, surtout chez ces républicains. En revanche, beaucoup d'esprit pratique : le génie commercial appliqué à la guerre, la fièvre de la production employée à détruire. La guerre n'est plus une aventure ou un dérivatif comme chez nous c'est une affaire ; et le bon général c'est celui qui sait chiffrer son bilan, et établir à son bénéfice la balance actif et passif de l'emploi du temps, de l'argent et du sang dont il dispose.

Si nous voulons faire du nouveau, c'est là qu'il faut en prendre les éléments, et les rapetisser à notre taille.

Une semblable étude ne peut entrer dans le cadre très étroit que j'ai adopté. Le but que je me suis proposé est simplement de montrer que la guerre peut s'apprendre, qu'elle s'apprend aisément, mais que la France l'a oubliée ; de vulgariser les principales règles qui peuvent servir à juger les événements militaires ; enfin, de provoquer, s'il se peut, le goût d'une étude qui importe si fort au salut du pays [1].

L.-N. ROSSEL.

Prison de Versailles, 14 septembre 1871.

---

1. L'*Art de la Guerre*, qui suit cette préface sera réédité en son temps.

DÉPOSITIONS DES TÉMOINS
CITÉS DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE
LORS DU PROCÈS
DU CAPITAINE ROSSEL
LE 8 SEPTEMBRE 1871

Monsieur Le François, Intendant général inspecteur.

J'ai vu Rossel pour la dernière fois au mois de juillet 1870; je ne sais rien des motifs qui l'ont poussé dans l'insurrection.

Je l'ai connu à l'École d'application de Metz que je commandais; il s'y faisait remarquer par une conduite régulière, une vie exemplaire et une application infatigable. Je le considérais comme un officier du plus brillant avenir. Après mon départ de Metz, j'ai continué de très cordiales relations avec lui. Chaque fois qu'il venait à Paris, il me rendait visite et venait dîner avec moi, et rien n'a jamais modifié l'excellente opinion que j'avais conçue de lui.

Quand je commandais l'École de Metz, aucun élève ne s'occupait de politique, Rossel pas plus que les autres. Du reste, je puis dire que je le connaissais plus complètement que beaucoup d'autres élèves, car il passait

souvent la soirée chez moi. Je l'ai toujours considéré comme un jeune homme rempli de morale, religieux et esclave de ses devoirs.

Monsieur Petit, Colonel du Génie.

J'ai connu Rossel à l'École d'application. C'était un homme intelligent, un excellent élève. Il fut classé le 2e ou 3e [1] aux examens de sortie. Je l'ai un peu perdu de vue naturellement quand il a quitté l'École en 1866; cependant, étant au régiment, il venait souvent à la bibliothèque de l'École d'application, où je le voyais. Sa conduite était toujours parfaitement régulière, et il réunissait toutes les qualités voulues pour faire un excellent officier. A l'École et au régiment on fondait sur lui les plus grandes espérances.

A ma connaissance, il ne s'occupait pas de politique: je crois, du reste que généralement il s'occupait plus de ses travaux que d'autre chose. Les études qui l'amenaient à la bibliothèque de l'École d'application ne pouvaient pas être des études politiques.

Pendant le siège de Metz, son chef direct lui reprochait de s'occuper un peu trop de ce qui se passait à l'extérieur. Lors des différents combats, il courait sur les champs de bataille pour se rendre compte des opérations avant même que l'affaire fût finie; c'était un désir de s'instruire très naturel chez un jeune officier. Il était chargé d'un service de fortifications très important pour la défense, et qui était toujours très bien entretenu.

Je n'ai jamais remarqué d'exaltation en lui; je ne le connaissais pas assez pour cela; il était certainement un ardent patriote.

1. Le deuxième.

Monsieur Tézénas, lieutenant-colonel du génie.

Rossel était sous mes ordres à Bourges jusqu'au moment de la déclaration de guerre. C'était un bon officier, zélé, actif, ne donnant lieu à ancun reproche. Il ne s'est jamais occupé de politique. Au moment de la déclaration de guerre, il avait adressé une demande au ministre pour faire partie de l'armée active, et parut très affecté de n'avoir pas reçu de réponse, surtout lorsqu'un de ses camarades, qui était à Bourges avec lui et qui n'avait rien demandé, fut choisi pour partir. Il me remit alors sa démission en déclarant qu'il s'engageait comme soldat pour faire la campagne; cette démarche me paraissait déplacée dans la situation où nous nous trouvions, et j'hésitais à y donner suite, mais il me déclara qu'il ferait parvenir sa démission au ministre d'une façon ou d'une autre. En voyant son exaltation, je fis directement des démarches à son sujet et j'obtins qu'il serait envoyé à Metz.

Monsieur Zédé, chef de bataillon au 46e de ligne.

J'ai connu Rossel à Bourges, à Metz et depuis à Lille et à Tours. Nous nous sommes évadés de Metz le même jour, mais par des chemins différents. C'était un excellent officier et un travailleur. Nous l'aimions tous beaucoup. Il ne s'occupait pas de politique. En apprenant sa détermination, j'ai éprouvé un profond chagrin de voir un camarade se séparer de nous; mais, en somme, je considère Rossel comme un homme très intelligent et j'ai pensé qu'il avait ses raisons.

Rossel était déterminé avant-la guerre à donner sa démission et à partir pour l'Amérique pour s'occuper de chemins de fer. Je l'avait mis en relations avec Mon-

sieur de Beaussacq, mon parent, avec lequel il devait partir. La guerre éclata et il n'en fut plus question. Mais depuis la paix j'ai revu M. de Beaussacq, et il m'a assuré que Rossel devait partir avec lui, qu'il avait une position faite en Amérique [1]

Padovani, capitaine du génie.

Je connais Rossel depuis une dizaine d'années. Je l'ai connu à l'École polytechnique, à l'École d'application et je l'ai vu pendant le blocus de Metz ; nous avions un service analogue, et nous étions très fréquemment ensemble. Je ne me suis jamais aperçu qu'il s'occupât de politique. Il était très affecté des malheurs qui fondaient sur la France.

Il était convaincu qu'on pouvait continuer la guerre même après la capitulation de Paris. Je l'ai revu à Nevers et nous avons même eu des discussions à ce sujet. Au mois de février 1871, il m'écrivit pour m'annoncer son intention de passer en Amérique et me demander si je ne voulais pas quitter l'armée et faire comme lui.

Clinchant, général de division.

J'ai connu Rossel à Metz dans le courant du mois de septembre. Il s'est présenté à moi comme le fils de M. Rossel que j'avais connu dans l'armée. Il est fréquemment venu me voir, et à chaque fois il a été question de la situation douloureuse de l'armée. Il me demanda à accompagner comme volontaire la compagnie

1. Sur la demande du président qui veut savoir si Rossel avait pensé à l'Amérique avant la guerre, Rossel répond :

« J'avais eu cette idée avant la guerre, mais j'y étais revenu après l'armistice, et mon départ n'a été différé que par les comptes que j'avais à rendre des travaux que j'avais fait exécuter au camp de Nevers. »

franche de ma brigade ; il l'accompagna effectivement plusieurs fois. Il voulait étudier la manière dont les Prussiens se gardaient. Il se déguisa un jour en paysan et essaya de traverser les lignes prussiennes, mais il fut arrêté aux avant-postes et obligé de revenir le lendemain.

Il s'était fait passer pour un paysan que la faim chassait de Metz, et les Prussiens l'avaient renvoyé.

Sur la demande : « Dans les derniers jours n'a-t-il pas été à la tête d'un projet de sortie? » le Général Clinchant reprend :

Nullement. Il y avait eu une réunion de colonels où on avait agité la question de réunir 40.000 hommes pour faire une sortie. On vint me proposer de prendre le commandement. Rossel n'y était pour rien. On s'aperçut bientôt qu'il serait impossible de réunir 40.000 hommes, et je déclarai que je prendrais le commandement même si on n'en réunissait que 20.000. Rossel ne s'est occupé de cela qu'après que tout avait été décidé.

Il m'a paru très patriote, très entier, très résolu.

Il avait tenté de forcer le blocus de Metz pour informer le Gouvernement de la défense nationale de ce qui se passait à Metz.

Il devait revenir ensuite avec des ordres, si cela avait été possible.

Monsieur Brisson (Eugène), ex-administrateur du camp de Nevers, banquier à Bourges.

J'ai connu Rossel à Bourges, où il était capitaine du génie, mais j'avais alors peu de relations avec lui. Au contraire, je l'ai vu fréquemment au camp de Nevers. Je n'ai pas eu de relations avec lui depuis le 18 mars, car il était parti de Nevers brusquement et sans prévenir personne, mais je me suis joint au général Vergne pour

demander au ministre de la guerre l'autorisation d'aller le chercher à Paris. La dépêche resta sans réponse, et c'est malheureux, car je ne doute pas que Rossel n'ait écouté la voix de l'amitié. C'était un homme très actif, très intelligent et qui avait un talent merveilleux pour organiser. Il avait formé en quelques semaines des compagnies du génie qui servaient de modèle au camp et dans l'armée du général du Temple qui pourrait en déposer. Je crois qu'on a rarement vu un officier aussi zélé et en même temps aussi modeste.

Demande. — Quelle a été votre pensée quand vous avez vu qu'il prenait part à l'insurrection?

— J'ai pensé qu'il allait s'occuper d'organiser la lutte contre l'ennemi. Rossel était très soucieux de la gloire nationale; il aura cru que les Parisiens marchaient à une revanche contre les Prussiens. Vingt fois, dans la conversation, il nous avait dit que Paris ne se défendrait pas, mais se rendrait comme Metz, mais qu'il n'en faudrait pas moins continuer la guerre; qu'il y avait encore assez de patriotes en France pour poursuivre la lutte quand même la paix serait conclue. Je dois faire remarquer aussi que M. Rossel n'était plus à Nevers dans la position d'un officier attaché à un état-major ou à une troupe[1]. Un décret du 7 mars avait licencié tout le personnel des camps, et M. Rossel n'était resté que pour m'aider à liquider la comptabilité.

Le Président — Quant aux idées de résistance à outrance de Rossel, un officier intelligent comme lui devait bien penser que si on peut résister indéfiniment dans un pays de montagnes comme l'Espagne, il n'en est pas de même dans les plaines de la France.

Rossel — Il n'y a plus de plaines en France au sud de

1. Remarquer cette déposition.

la Loire. Les conditions géographiques changent complètement, comme l'indique le changement de langage. Dans les pays de langue d'oc des troupes désorganisées auraient certainement détruit les armées prussiennes, qui étaient organisées pour les pays de plaines.

Le Président — Je suis complètement de votre avis, mais pendant ce temps-là les trois quarts de la France étaient occupés et ruinés par l'occupation.

Rossel — La guerre valait mieux. Les sacrifices consentis pour obtenir la paix ont fait plus de mal à la France que la continuation de la guerre ne lui en eût fait subir.

M. Vergne, Capitaine de frégate en retraite, général de l'armée auxiliaire, ancien commandant supérieur du Camp de Nevers.

Rossel a été sous mes ordres au camp de Nevers. J'avais eu sur lui des renseignements excellents; on le considérait comme un homme d'une grande capacité. Je lui ai proposé de venir avec moi au camp où il a été nommé colonel au titre auxiliaire. Il avait organisé admirablement et très promptement ses compagnies; il avait une main de fer. Il n'était occupé absolument que d'une chose, continuer la lutte contre les Prussiens et réparer nos désastres. La capitulation de Paris avait produit chez lui une exaltation tout à fait anormale; il avait des nuits d'insomnie, et le jour il n'en continuait pas moins son service. Il est résulté de ces fatigues une surexcitation qui a dû encore s'accroître à mesure qu'il apprenait nos désastres successifs. — Il me disait un jour : soyez tranquille, il y a encore beaucoup de patriotes en France; la guerre continuera. J'ai la conviction qu'il ne s'est rendu à Paris que dans l'intention de continuer la lutte et sans arrière-pensée politique. Il

était ambitieux de défendre son pays; il ne pensait qu'à cela. Je suis convaincu qu'il aurait donné sa vie pour défendre la France. Jamais il ne s'était occupé de politique.

Monsieur Girerd. Député à l'Assemblée nationale.

J'étais préfet de la Nièvre et j'ai vu fréquemment Rossel à toute heure de jour et de nuit, à l'occasion de son service. Je me suis souvent aussi entretenu avec lui en dehors du service. Il m'a semblé très pénétré des faits qui s'étaient passés sous ses yeux à Metz; il était convaincu qu'on n'avait absolument pas fait ce qu'on pouvait faire. Il regardait même la capitulation comme le résultat d'une trahison préméditée de longue main; vous comprenez son irritation. Il était décidé à tout sacrifier pour sauver son pays. C'est à mon avis un homme d'une haute intelligence.

Quand j'ai appris qu'il était parti pour Paris, j'ai été vivement ému, d'abord pour lui, et ensuite parce que ayant une haute idée de ses talents militaires, je trouvais très dangereux pour le gouvernement légal d'avoir à combattre un tel adversaire. C'est alors que j'ai cherché les moyens de le faire revenir; malheureusement je m'y suis pris trop tard. Je lui ai écrit un petit billet où je lui demandais une entrevue, mais je crois qu'il ne l'a pas reçu, car trois jours après, j'apprenais qu'il avait quitté ses fonctions.

Demande. — Avez-vous remarqué qu'il eût des opinions politiques particulières?

M. Girerd. — Nous ne nous occupions que de la défense.

Monsieur Rampont, Directeur des Postes et député de l'Yonne.

Dans une conversation que j'ai eue avec Monsieur Rossel, j'ai vu chez lui une conviction profonde que l'acceptation de la paix était une faute. C'était chez lui une opinion très arrêtée, car il y persista après une longue discussion, et je crois que la pensée qu'un mouvement pouvait amener la guerre avec la Prusse a pu le pousser à prendre part à l'insurrection.

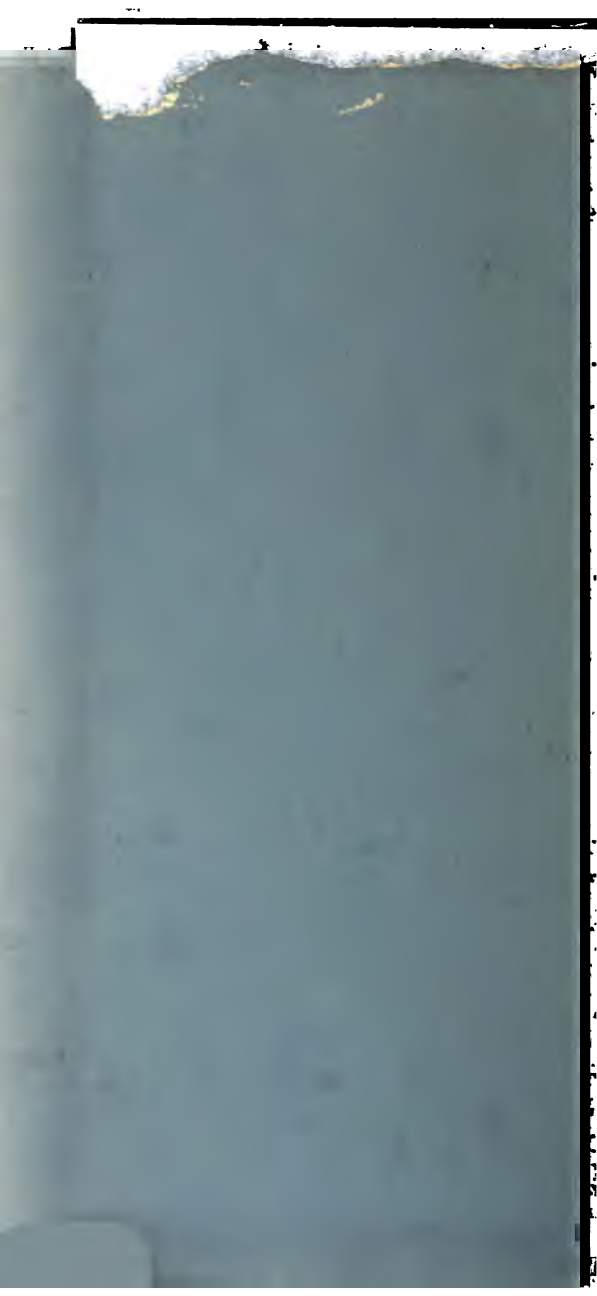
Monsieur Chabert, garde-principal du génie.

Monsieur Rossel m'a demandé des plans des places fortes de France occupées par les Prussiens, pour recommencer la lutte contre eux après l'insurrection. J'ai dû les lui refuser [1].

1. Les témoignages ont tous trait à la vie de Rossel avant la Commune, excepté celui du garde du génie qui se rapporte au temps de l'insurrection.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE v
ESSAI BIOGRAPHIQUE XVII

CHAPITRE I. — Le Collégien 1
CHAPITRE II. — L'Ecole d'Application. 21
CHAPITRE III. — Vie de garnison. 49
CHAPITRE IV. — Guerre contre la Prusse. — Metz . 113
CHAPITRE V. — Guerre contre la Prusse. — Journal du siège de Metz 150
CHAPITRE VI. — Guerre contre la Prusse. — Rôle de Rossel à Metz. 204
CHAPITRE VII. — Guerre contre la Prusse. — Mission du Nord. — (Lettres officielles à M. de Freycinet). 228
CHAPITRE VIII. — Guerre contre la Prusse. — La lutte à outrance. — Le Camp de Nevers. 258
CHAPITRE IX. — Mon rôle pendant l'Insurrection. . 293
CHAPITRE X. — Défaite de la Commune. 356
CHAPITRE XI. — Les Derniers Jours. 388
APPENDICE. 439

Imprimerie Générale de Châtillon-sur-Seine. — A. PICHAT.